

MÉMOIRES
DE GUERRE

* *

qu'o
131 LLOYD GEORGE

MÉMOIRES DE GUERRE



Traduction de Charles BONNEFON

A. FAYARD & C^{ie}, ÉDITEURS
18 et 20, rue du Saint-Gothard
PARIS

60821buklet
507848

Bibliothèque	
Bibliothèque	
Côte	
Inv. n°	107723

rc4/2003

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

Cinquante exemplaires
sur papier vélin pur fil des Papeteries Lafuma,
numérotés de 1 à 50.

B.C.U.Bucuresti



C507848

Copyright by A. Fayard et Cie 1935.
Tous droits de traduction, reproduction
et adaptation réservés pour tous pays,
y compris la Russie.

MÉMOIRES DE GUERRE

* * *

CHAPITRE XVIII

LES BALKANS ET LA SOMME

L'effondrement serbe avait changé pour les Alliés toute la stratégie de la guerre. L'occasion d'un mouvement formidable dirigé contre le flanc oriental des puissances centrales n'avait peut-être pas été tout à fait perdue; mais elle était devenue pour le moins une entreprise difficile et risquée. La tentation constante de retirer des troupes de la maison des morts occidentale, qu'offrait cette chance de victoire à l'amateur, et autres stratèges avait cessé d'exister. Les Etats-Majors de France et d'Angleterre n'avaient pas gagné *la* guerre : ils avaient gagné *leur* guerre.

Les Dardanelles évacuées; les Balkans tombés entre les mains ennemis; les routes du Danube, de Constantinople et de la Mer Noire définitivement bloquées; la Serbie effacée de la carte; la Russie marchant en titubant vers sa chute; la Roumanie isolée... quelle stratégie consommée!...

Les Allemands n'avaient pas été battus, mais les politiciens avaient été mis en échec. Les « Majuscules » triomphaient (1). Elles chantaient en chœur leurs *Te Deum* depuis Chantilly jusqu'à Whitehall. L'Est avec ses occasions qui eussent pu devenir des tentations, n'était plus. Salut au soleil de l'Ouest rouge de sang!

(1) Allusion au G. Q. G., etc.

Il est vrai que des forces, numériquement assez puissantes, semblait-il, avaient été envoyées à Salonique et qu'une armée formidable d'Anglais, de Français, de Serbes et de Grecs, se montant à des centaines de mille hommes, paraissait avoir été rassemblée sur ce théâtre de la guerre. Mais elle fut condamnée à la stagnation et à l'impuissance, dans le domaine offensif, par un armement insuffisant qui rendait ces troupes incapables de tenter une attaque efficace contre l'ennemi. Les Etats-Majors étaient résolus à éloigner, des généraux opérant sur ce théâtre, toute tentation d'agir.

On pouvait se servir du corps expéditionnaire de Salonique de deux façons. L'une consistait à y posséder une force suffisante pour tenir en respect les Bulgares et un certain nombre de troupes autrichiennes, allemandes et turques, et pour prévenir leur transport sur d'autres points où leur arrivée aurait pu être fâcheuse et peut-être décisive. Ce plan aurait eu aussi pour conséquence d'empêcher le roi de Grèce maussade et soupçonneux, qui n'avait pour les Allemands que trop de sympathies, de se jeter dans la partie avec eux, sous prétexte qu'il ne pouvait pas résister à l'invasion d'une force aussi puissante. Tel qu'il était, il avait déjà livré Kavalla et une division grecque à l'ennemi, comme une offrande propitiatoire à l'idole qu'il craignait autant qu'il l'adorait. Il leur aurait donné l'armée grecque tout entière si nous n'avions pas été là. Si tel était le seul but de l'occupation de Salonique, l'armée était beaucoup trop importante. Une armée plus petite, bien retranchée et soutenue par un nombre suffisant de canons, aurait suffi. Elle aurait pu être renforcée par mer en cas d'attaque. Point n'était besoin d'accumuler des forces considérables et de les pourvoir d'armements offensifs puissants.

La seconde alternative, c'était d'avoir une armée à Salonique qui aurait pu attaquer le flanc droit des Turcs, couper leurs communications avec les Allemands, et peut-

être occuper leur capitale, — ou bien prendre d'assaut les défilés des Balkans, percer et battre l'armée bulgare, rétablir les communications avec la Roumanie et par la Roumanie avec la Russie, en un mot créer de nouveau la chance perdue par la fatale stratégie du commencement de l'automne de 1915. Le bel exploit de l'armée serbe sous le général Misitsch, qui se fraya plus tard un chemin jusqu'à Monastir, prouve que ce but n'était pas impossible à atteindre avec une armée même modérément pourvue d'artillerie et de munitions. Mais les chefs militaires ne poursuivirent ni l'une ni l'autre de ces politiques.

Comme je l'exposerai plus tard, l'armée de Salonique avait été privée des canons et des munitions qui lui eussent permis de se frayer un chemin à coups d'obus à travers les défenses sommaires d'un terrain difficile. Elle campa pendant deux ans dans les plaines enfiévrées de la Struma et du Vardar, sans qu'on lui donnât les moyens de forcer la route des contrées plus saines.

L'Etat-Major anglais était en faveur de la première solution et aurait volontiers réduit ses forces à des dimensions qui l'eussent dispensé de cette offensive. L'Etat-Major français hésitait entre les deux solutions. Leurs discussions durèrent des mois. Le commandant en chef français, autrefois partisan endurci de l'Ouest, feignait une conversion à quelques-uns des dogmes de la foi orientale. Il y avait là, sans aucun doute, des raisons politiques et personnelles. L'influence du général Joffre en France avait considérablement diminué depuis qu'il avait négligé pendant un mois de mettre Verdun en état de défense, après avoir été averti qu'une attaque était imminente. L'autorité autocratique qu'il avait exercée autrefois et qui jusqu'à cette date était suffisante pour intimider les gouvernants et pour les forcer à se conformer, malgré leur avis contraire, à sa volonté obstinée, avait pâli presque jusqu'à l'évanouissement depuis que

les canons allemands à Verdun en avaient mis à nu l'insuffisance. Les hommes d'Etat qui dirigeaient la France, y compris le Président de la République et le Président du Conseil, croyaient dans une attaque contre l'ennemi sur le flanc Sud-Est. Ils étaient soutenus dans cette opinion par le soldat le mieux doué de l'armée française, le général Gallieni, ou plutôt ils agissaient sous sa suggestion.

Le général Joffre, afin d'apaiser les hommes d'Etat français, qui, pour la première fois, étaient devenus ses maîtres, déféra à leurs désirs de renforcer le front de Salonique. Ce fut son offrande sur l'autel des dieux offensés. Le moloch du front occidental avait été temporairement rassasié. Quelques sacrifices pouvaient donc être réservés aux idoles de l'Elysée.

L'influence du général Joffre avait été assez forte pour résister à ce plan quand il aurait été utile et peut-être décisif; mais son autorité fut trop faible pour s'y opposer énergiquement quand il eut cessé d'avoir la même valeur. C'est là un de ces intermèdes comiques tissés dans chaque tragédie.

Joffre vint à Londres le 9 juin 1916, pour persuader au Cabinet anglais de se joindre aux Français en augmentant les effectifs de Salonique. En ce temps-là, la grande offensive de la Somme avait été acceptée par les deux gouvernements. J'étais un de ceux, dans le ministère, qui partageaient les vues de Lord Kitchener sur l'inutilité de monter une telle attaque. A contre-cœur, Lord Kitchener retira ses objections, et le reste d'entre nous fut majorisé.

Les préparatifs étaient déjà fort avancés. La thèse du général Joffre, c'était que cette offensive était essentielle pour alléger la pression exercée sur les Français à Verdun. Pour la même raison, on nous avait demandé d'occuper un secteur considérable du front de l'Ouest, tenu jusque-là par les troupes françaises. Les Français

désiraient réserver à la défense de Verdun chaque bataillon dont ils pouvaient faire ailleurs l'économie. C'est un des épisodes incompréhensibles de la guerre, que le commandant en chef français, l'avocat impitoyable de la politique de « Tout pour l'Ouest ! », soit venu en Angleterre, à ce moment critique, nous prier de nous joindre aux Français pour envoyer à Salonique un contingent considérable de soldats français et anglais en vue d'y lancer une attaque de théâtre qui devait échouer faute de canons et de munitions.

A la Conférence qui se tint à Downing Street, le général Joffre présenta sa thèse avec beaucoup de force et d'éloquence. Etait-il un bon général ou non ? Je laisse à d'autres le soin d'en juger. Bien que je n'aie pas, sans doute, la compétence voulue pour exprimer une opinion à ce sujet, j'en avais une, et je m'y tenais fortement. Mais pour ses dons d'orateur, en ma qualité de vieux parlementaire, je sens que je suis tout à fait capable de me former un jugement et que je suis pleinement autorisé à l'exprimer. Joffre était un des orateurs les plus puissants et les plus dramatiques qu'il m'ait été donné d'entendre dans les Conférences auxquelles j'ai assisté. Mais bien qu'en cette occasion il ait parlé avec toutes les manifestations extérieures du sérieux profond et de la sincérité dans la voix, dans les gestes, dans les mots, dans l'expression du visage, il est difficile de croire qu'il ait été convaincu même par sa propre éloquence.

Il recommandait une attaque avec des troupes dépourvues de l'armement nécessaire pour atteindre le but proposé, et il ne suggérait pas d'augmenter leurs moyens d'action jusqu'à les rendre efficaces.

Ce fut un des spectacles les plus cyniques auxquels j'aie jamais assisté. La perte inévitable de vies précieuses engagées dans une futile entreprise eût fait apparaître ces propositions comme coupables, si Joffre ne s'était reposé d'avance sur notre refus.

Je compris qu'il ne voulait pas lui-même de cette aventure, et qu'une offensive sans les canons et sans les munitions nécessaires devait échouer. Je savais aussi qu'un pareil échec devait décourager toute tentative ultérieure, opérée dans de meilleures conditions.

Voici un résumé, fait en son temps, du rôle que je jouai dans la discussion.

« M. Lloyd George dit qu'il avait toujours considéré avec faveur une avance partant de Salonique, mais, qu'à moins qu'elle n'ait une véritable chance de succès, il la considérait comme néfaste; comme les faits placés devant lui ne l'avaient pas convaincu du succès possible, bien que partisan en principe de l'Expédition, il restait dans le doute; nous avons fait aux Dardanelles une fâcheuse expérience; nous y avons perdu environ 200.000 hommes et du prestige. A moins qu'il n'y ait une chance raisonnable de réussite, il était donc entièrement opposé au projet. Les données fournies par notre Etat-Major général n'ont pas été sérieusement contestées par le général Joffre, aujourd'hui. Attaquer une bonne armée dans de fortes positions avec trente-quatre canons lourds français et six howitzers lourds britanniques était très dangereux. Le général Joffre a dit que nous aurions affaire à un ennemi déjà inquiété et il a parlé des Russes. Mais si les Russes occupent l'attention des Autrichiens, les Bulgares, eux, n'ont personne à secourir. S'il y avait une chance sérieuse de percer et de menacer le flanc ennemi, les Roumains pourraient se ranger à nos côtés. Mais le général Joffre ne peut pas affirmer que cette chance-là existe. Il ne songe pas à percer les lignes bulgares; il pense seulement à des victoires relativement sans importance. Se risquer à cette opération avec des forces insuffisantes, c'est la discréderiter. Sir Douglas Haig a entrepris sur le front qui est devant lui des opérations très importantes, uniquement pour diminuer la pression sur la France. Cette raison a paru décisive au Comité de

la Guerre; s'il ne s'était placé qu'au point de vue purement militaire, il se fût opposé à l'offensive en ce moment. Le Ministre des Munitions a envoyé des canons lourds en France, mais pas autant que Sir Douglas Haig le désirait, et par conséquent Sir Douglas Haig eût préféré commencer ces opérations plus tard, quand il aurait été sûr de recevoir tous ces canons. Le général Joffre aimeraît-il voir envoyer, disons cinquante howitzers de France à Salonique, dans ces circonstances? Voilà la pierre de touche! M. Lloyd George dit ensuite qu'il croyait aussi fermement que M. Briand à une offensive éventuelle de Salonique, mais que nous ne devions pas la commencer avant d'être prêts entièrement, parce que une offensive sans succès nuirait à une action de flanc ultérieure. Aucun Gouvernement, après un échec, ne la tenterait une seconde fois. »

Telle était vraiment la raison principale de son opposition. Les Alliés n'étaient pas encore suffisamment armés pour battre les Bulgares, sans parler de la possibilité d'une action turque en surcroît.

Et c'est ainsi qu'à la satisfaction secrète du général Joffre nous tournâmes le dos à Salonique et nos regards vers la Somme. La Somme dispute à Verdun le rang de la bataille la plus sanglante qui ait jamais été livrée sur la terre. Des deux côtés, les pertes dépassèrent un million.

Si les Allemands échouèrent dans leur effort pour prendre Verdun, le mérite n'en revient pas à la Somme. Cette bataille ne joua qu'un rôle épisodique dans l'assoupissement de l'offensive allemande, qui avait abouti déjà à un échec réel, aux conséquences presque certaines. Le commandant en chef français a dit qu'en mai les Allemands étaient déjà battus à Verdun.

Si la bataille avait continué de faire rage autour des forts qui arrêtaient encore l'armée allemande, nous aurions pu renforcer l'armée française, durement pressée,

soit en envoyant des troupes sur le champ de bataille, soit en occupant un nouveau secteur du front français. La bataille de la Somme n'a certainement pas sauvé la Russie. Ce grand pays était emporté rapidement, par les canons allemands, vers le maelstrom de l'anarchie. Nous pouvions déjà entendre le grondement des eaux. Ou plutôt nous en aurions entendu le bruit, sans les coups de tonnerre de la Somme. Ils assourdissaient nos oreilles et obscurcissaient notre vision, en sorte que nous ne pouvions percevoir la catastrophe qui se rapprochait en Russie, ni prendre par conséquent des mesures pour l'empêcher.

Un tiers des canons et des munitions de la Somme, transportés à temps sur les bords d'une autre rive, celle du Dniéper, eussent procuré aux Russes une grande victoire et ajourné jusqu'après la guerre la révolution.

On a fait valoir que la bataille de la Somme avait détruit la vieille armée allemande en tuant les meilleurs de ses officiers et soldats. Mais des Anglais et des Français, elle en a tué bien davantage, parmi les meilleurs!

Elle fut livrée par les armées de volontaires, levées en 1914 et en 1915, qui contenaient le meilleur, l'élite même, de notre jeunesse. Ses officiers sortaient, en grande partie, de nos grandes Ecoles et de nos Universités. Plus de 400.000 de nos soldats tombèrent dans ce stupide combat de taureaux, et parmi nos officiers, ce fut un massacre effrayant. *L'Histoire officielle de la Guerre* dit, en parlant de la première attaque :

« En face de ces pertes désastreuses, subies par la plus belle jeunesse du Royaume Uni et d'Irlande, on ne put montrer qu'un gain minime de terrain. »

Résumant l'action de l'armée anglaise pendant toute la bataille dans son ensemble, *l'Histoire de la Guerre* ajoute :

« Plus tard, il y eut plus de munitions, et on perfectionna la technique de leur emploi. Mais jamais le moral

et la qualité des officiers et des hommes n'ont été aussi élevés; jamais l'entraînement, le commandement et surtout la discipline des nouvelles armées anglaises en France n'ont été aussi bons. Les pertes subies ne furent pas seulement lourdes : elles furent irréparables. »

N'eût été la stupidité inexplicable des Allemands, qui provoquèrent une querelle avec l'Amérique et jetèrent dans la guerre ce peuple puissant, juste au moment où ils avaient éliminé la Russie, autre redoutable ennemi, la Somme ne nous aurait pas sauvés d'une impasse dont nous n'aurions pas pu sortir.

Je n'ai pas été surpris de lire dans *l'Histoire officielle britannique de la Guerre* que, d'après M. Poincaré, à ce qu'on rapporte, le général Foch, le plus grand des soldats français, était opposé à l'offensive de la Somme. En résumant ses résultats, je me souviens d'une observation faite par M. Balfour, quand le projet de cette grande offensive nous vint, pour la première fois, de l'Etat-Major français. Il dit : « Les Français sont à court d'hommes; cependant ils désirent faire une chose qui en réduira le nombre encore plus. » A cette époque, il eût voulu qu'on dise aux Français qu'à notre avis ils allaient commettre une erreur.

Au moment où les généraux français et les nôtres annonçaient victoire sur victoire contre les armées allemandes sur le front occidental, où notre service de renseignements de première ligne assurait aux chefs et, par leur entremise, aux gouvernements que les cinq sixièmes des divisions allemandes avaient été réduites en bouillie, et que celles qui restaient partageraient bientôt le même sort, à ce moment même, l'Etat-Major général allemand détachait plusieurs divisions de la bataille française, pour les envoyer dans les Karpathes se joindre aux Autrichiens et aux Bulgares dans une attaque contre la Roumanie.

Aucun parmi les Alliés, semble-t-il, n'avait prévu ce

mouvement. Aucun, du moins, n'avait fait des plans pour le contrecarrer s'il se produisait. L'esprit des stratégies occidentaux se concentrat tout entier sur l'un ou sur l'autre des hameaux égrenés le long de la Somme.

Ils s'exagéraient l'effet de chaque légère avance. Ils se persuadaient que les Allemands pulvérisés par ces attaques n'avaient plus les hommes, les canons et le moral nécessaires pour combattre encore longtemps. La main à l'oreille, ils attendaient le bruit formidable qui signifierait la rupture définitive de la barrière germanique et, derrière la ligne de bataille française et anglaise, ils massaient de la cavalerie pour compléter la déroute des restes en lambeaux de l'armée allemande.

Je n'exagère pas leurs illusions. Je les ai vus dans cette heure d'exaltation.

Pendant la bataille de la Somme, je parcourus le front de Verdun à Ypres. Avec M. Albert Thomas, je rendis visite au général Haig, dans son quartier général, et j'allai ensuite, avec lui, chez le général Cavan, pour y rencontrer le général Joffre.

Celui-ci et M. Thomas désiraient un certain nombre d'howitzers de 6 pouces pour le front français. Suivant les indications données par un jeune officier d'artillerie français à la Conférence de Boulogne (dont nous parlerons dans le chapitre suivant), nous avions fabriqué ces howitzers en grand nombre. Ils devaient démolir les tranchées ennemis par un feu de concentration plongeant. Les Français, qui avaient surtout construit des canons à longue portée, se trouvaient à court d'howitzers.

Au moment où nous arrivions au quartier du général Cavan, un violent bombardement se déchaînait, exécuté par nos howitzers de 8 pouces concentrés dans un vallon connu aux soldats sous le nom de Vallée Heureuse. Le grondement des canons, en dessous, les plaintes aiguës des obus, en haut, étaient assourdissants. Toute conversation était presque impossible. A l'intérieur du quartier

de Lord Cavan, ces bruits nous parurent encore plus affreux qu'au dehors.

Quand nous eûmes arrangé l'affaire des howitzers, la conversation s'engagea sur l'offensive. Les deux généraux — Joffre et Haig — étaient exaltés par les succès obtenus.

Chemin faisant, j'avais croisé des escadrons de cavalerie qui trottaient fièrement vers le front. Quand j'en demandai la raison, Sir Douglas Haig m'expliqua qu'on les amenait aussi près que possible des lignes pour qu'ils soient prêts à charger, à travers la brèche que devait faire la Garde, lors de la prochaine attaque. La cavalerie devait exploiter le succès anticipé, etachever la déroute allemande.

On pouvait apercevoir la Garde, marchant en longues colonnes à travers la vallée, pour aller prendre position dans les lignes préparées pour l'attaque; Raymond Asquith était là. Avant de regagner Ypres, j'appris que l'attaque avait échoué et que le brillant fils du Premier Ministre anglais se trouvait parmi les morts.

J'eus l'audace d'exprimer mes doutes aux généraux Joffre et Haig sur l'efficacité de cette opération de cavalerie dans un terrain hérissé pendant des kilomètres, derrière la ligne ennemie, de fils de fer barbelés et de mitrailleuses. Les deux généraux, en proie à l'extase, me tombèrent dessus, et Joffre en particulier comptait que, le lendemain matin, la cavalerie française galoperait à travers les lignes allemandes brisées; on pouvait entendre le grondement lointain des canons de France massés, qui en ce moment même faisaient une brèche pour les cavaliers français. C'est à ce moment qu'un photographe-journaliste, dont nous ne soupçonnions pas la présence, nous surprit.

Cette conversation me donna une idée de l'exaltation causée chez des hommes braves par une bataille. Ils étaient complètement incapables de voir ce qui était au

delà des lignes, en face, ou tout autour, ou même au dedans.

Tout aurait pu bien marcher, pourtant, si les Gouvernements alliés avaient été conseillés, sur tous les théâtres de la guerre, par des hommes indépendants, d'une capacité et d'une puissance de volonté supérieures ou égales à celles de ces grands soldats obnubilés par les fumées des batailles. Mais ni les Français, ni nous-mêmes ne possédions auprès des Ministres des conseillers militaires comparables à Joffre, Foch et Haig, pour la compétence et pour l'énergie.

Le général Galliéni était malade depuis des années et ne possédait donc pas la vitalité suffisante pour renforcer les avis que son génie concevait. Quant à Sir William Robertson, j'aurai plus tard quelque chose à en dire. Un scrupule de loyauté qui le liait à Sir Douglas Haig enchaînait son bon sens. Le résultat, ce fut que, de victoire en victoire, sans cesse, la percée était ajournée.

Nous avions subi des pertes énormes — et quelques-unes irréparables — en officiers et en hommes d'élite — ceux qui avaient rejoint les armées de Kitchener dans les premiers moments d'enthousiasme. Enorgueillis par notre sauvage assaut, les Allemands marquaient son échec par une campagne en Roumanie. En marchant vers le Danube, ils célébraient et ils exploitaient leur défensive victorieuse des bords de la Somme.

Mackensen franchissait le grand fleuve, du côté bulgare, et marchait sur Bucarest. Comme une avalanche, l'armée de Falkenhayn était descendue du haut des Carpates et avait écrasé dans la plaine les armées roumaines mal équipées. La Roumanie tomba entre les mains allemandes, avec son pétrole et son blé, et, pour des mois, pour des années, la guerre fut prolongée.

Avant l'attaque contre la Roumanie, j'avais été troublé par des nouvelles venant des Balkans, qui indiquaient des mouvements de la part de la Bulgarie contre son

voisin transdanubien. Nous avions reçu aussi un rapport inquiétant du colonel Thomson (depuis, Lord Thomson), notre attaché militaire à Bucarest, sur l'armement de l'armée roumaine. En canons et munitions, il était tout à fait inférieur au matériel dont les forces des Puissances Centrales pouvaient facilement disposer pour l'attaque. Je parlai à un officier d'Etat-Major au War Office sur ce sujet. Il chercha à me rassurer en m'affirmant que, indépendamment du fait que les Allemands ne pouvaient retirer de troupes et de canons de la Somme, où, me disait-il, leurs pertes étaient gigantesques, il était maintenant trop tard pour une action allemande en Roumanie, parce que la neige tombait déjà sur les Carpates, et que les défilés allaient devenir impraticables pour l'artillerie. Par conséquent, il ne faisait pas grand cas du colonel Thomson et de son rapport. Je ne fus pas complètement rassuré, et, un jour ou deux plus tard, j'envoyai au chef de l'Etat-Major Impérial la note suivante :

D. M. O.

—

« Je viens de voir un télégramme annonçant la déclaration de guerre de la Bulgarie à la Roumanie. C'est une raison nouvelle qui vient augmenter les craintes que je vous exprimais samedi à propos de ce qui va se passer dans les Balkans. Je redoutais, vous disai-je, qu'Hindenburg, qui a toujours eu un fort penchant pour les opérations orientales, et a sans cesse été opposé à la concentration des forces allemandes à l'Ouest, ne dirigeât son attention vers l'écrasement de la Roumanie; je craignais que, pour le cas où la Roumanie serait fortement attaquée, nous n'ayons pas élaboré un plan de secours vraiment efficace. Nous ne pouvons pas risquer une seconde tragédie serbe. En 1915, nous avons été avertis à temps que les Allemands avaient l'intention

d'anéantir la Serbie, en coopérant avec les Bulgares. Malgré cela, quand l'attaque se produisit, nous n'avions pas acheté même un mulet pour venir en aide aux Serbes par Salonique. Le résultat fut que, lorsque nos troupes eurent débarqué là-bas, leur manque d'armes et de moyens de transport ne leur permit pas de marcher vers l'intérieur, et la Serbie fut mise en morceaux.

J'espère que nous ne permettrons pas, faute de prévoyance en temps voulu, que la même catastrophe atteigne la Roumanie.

Il y a quatre faits inquiétants dans la situation :

1° Les préférences bien connues de Hindenburg pour l'Est;

2° La déclaration de guerre de la Bulgarie à la Roumanie. Je ne crois pas que Ferdinand aurait affronté sans nécessité un tel risque, s'il n'avait pas reçu des garanties solides d'assistance, de la part des Allemands, dans l'attaque contre les Roumains;

3° L'assouplissement de l'attaque contre Verdun. Hindenburg va certainement abandonner, dès qu'il en aura l'occasion, cette folle entreprise. L'abandon de cette opération rendra disponibles des centaines de canons lourds et des centaines de mille de bons soldats. Si de plus il est disposé à céder graduellement du terrain sur la Somme, en nous faisant payer sa retraite, ce sont encore quelques divisions de plus qu'il pourra transférer de l'Ouest à l'Est. Il pourrait nous laisser quatre ou cinq fois plus de terrain que nous n'en avons gagné ces deux derniers mois sans nous livrer aucune position capitale(1) ;

4° Il me paraît difficile que l'armement des Roumains puisse leur permettre de résister longtemps à une attaque des forces allemandes, autrichiennes et bulgares,

(1) J'ai le droit de remarquer que, cinq mois plus tard, les Allemands ont exécuté ce plan et ont par là même complètement bouleversé la stratégie de l'offensive de Nivelle.

pourvues de canons lourds par centaines et d'obus puissants en énormes quantités. Les Roumains ne possèdent presque pas d'artillerie lourde, et leurs réserves en munitions ne seront pas suffisantes, je le crois, pour leur permettre de soutenir jusqu'au bout une bataille qui durerait des semaines.

Par conséquent, j'insiste à nouveau pour que l'Etat-Major général examine quelle action nous pourrions entreprendre immédiatement en liaison avec la France et avec l'Italie pour diminuer la pression sur la Roumanie, dans le cas où une attaque formidable se développerait contre elle. Mes craintes sont peut-être dénuées de fondement, mais il n'est pas mauvais d'être préparé à tout événement.

4.9.16.

« D. LLOYD GEORGE. »

Les Russes firent un vaillant effort pour secourir les Roumains, écrasés sous le nombre et sous les canons. Mais à Noël, la plus grande partie du territoire roumain était entre les mains de l'ennemi. Le roi de Roumanie fut forcé de signer une paix honteuse, et le pays, qui avait été une menace et un péril pour les Puissances Centrales, devint pour elles la source des biens qu'elles désiraient si vivement : le pétrole et le blé. La Roumanie et la Serbie étaient toutes deux *hors de combat*. La Grèce, neutralisée, avait à la tête de son Gouvernement des éléments germanophiles. Les pays qui auraient pu, à eux trois, jeter dans la lutte, aux côtés des Alliés, plus d'un million de soldats étaient ainsi éliminés de nos calculs. Les efforts pour sauver la Roumanie avaient fini par épuiser la grande force de la Russie. En contemplant les résultats de leur stratégie, les généraux alliés cherchaient un refuge dans des estimations grotesques sur les pertes allemandes subies dans la Somme. Sur le front anglais seul, on les évalua à un million, en nous laissant le soin d'imaginer l'ouragan que les Français avaient

déchaîné avec leurs canons. Notre grande offensive avait échoué dans son but avoué qui était de percer le front, mais nous nous réfugiâmes dans les statistiques.

Douglas Haig n'avait pas atteint son but, mais un professeur distingué compensa avantageusement cet échec par un grand triomphe de chiffres qu'il remporta dans les dépendances du War Office. Notre savant universitaire opérait sous la direction et avec les informations que la section des renseignements (« *l'Intelligence* ») au War Office lui fournissait. Vraiment, ces fonctionnaires n'avaient jamais plus déployé d'intelligence que lorsqu'ils mirent en scène cette sorte de *Credo* dans la victoire, dont les chefs d'armée avaient tant besoin.

Nous avions perdu — c'est un fait, — en hommes, 50 % de plus que les Allemands. Les pertes françaises n'étaient pas aussi fortes que les nôtres, mais elles étaient, elles aussi, plus lourdes que celles des ennemis.

C'est ainsi que prit fin la troisième campagne de la Grande Guerre.

CHAPITRE XIX

L'ŒUVRE DU MINISTÈRE DES MUNITIONS

Pendant que se déroulaient les événements décrits dans les pages précédentes, mon devoir spécial, comme Ministre, fut d'augmenter notre production de munitions. J'ai déjà dit comment j'organisai mon nouveau ministère lorsque je fus nommé au début de juin 1915; il faut maintenant que je décrive l'œuvre accomplie au cours des treize mois où je fus chargé de sa direction, jusqu'au moment où je le quittai pour entrer au War Office, en juillet 1916.

Bien entendu, je n'ai pas l'intention de relater dans tous ses détails l'immense activité déployée par ce ministère; je me bornerai à insister sur quelques faits saillants qui eurent lieu pendant cette période. Ils montrent la diversité infinie des problèmes qui se posaient et dans quelle mesure nous réussîmes à les résoudre.

1) La Conférence d'Artillerie de Boulogne

Quand j'assumai officiellement la tâche de fournir à l'armée anglaise les munitions nécessaires, le War Office estimait que mes seules fonctions devaient consister à exécuter les commandes de son service du matériel. Lorsque j'avais satisfait à ces demandes, j'avais, suivant

10f.f23

cette interprétation, épuisé tous les pouvoirs que me donnaient les statuts. Voici un passage d'une lettre qui me fut adressée le 5 juin 1915 par le War Office pour définir les rapports qui devaient exister entre ses services et le Ministre des Munitions :

« Le nouveau ministère devra assurer la fabrication des diverses munitions lorsque le War Office lui aura précisé l'espèce, la quantité et la qualité des munitions dont il a besoin; une fois la livraison faite au War Office, la tâche du Ministère sera terminée... »

Je me faisais de mes devoirs une idée différente et beaucoup plus vaste. Dans sa mentalité rigide et sans souplesse, le War Office refusait d'accepter tout fait que l'ancienneté n'avait pas rendu vénérable et qui n'était pas relaté dans les histoires militaires qu'il agréait. Les fonctionnaires de ce Ministère rejetaient tout ce qu'ils n'avaient pas appris dans des études faites au cours de leur jeunesse lointaine. Leur entêtement me faisait craindre que, lorsque les généraux de Whitehall ouvriraient les yeux aux réalités, il ne fût peut-être trop tard pour sauver la situation. Depuis des mois, le commandant en chef ne cessait d'appeler leur attention sur ce fait, que cette guerre était différente de toutes celles qu'avaient entreprises l'Angleterre ou toute autre nation, parce qu'au lieu de la guerre de mouvement qu'on prévoyait s'était installée une guerre de siège inattendue. Le problème des munitions en était modifié sur trois points, au moins, en ce qui concerne l'artillerie :

1° Les canons et les mortiers devaient être d'un calibre beaucoup plus gros que ceux qui avaient été envoyés sur le front;

2° La consommation d'obus serait sans précédent;

3° Les shrapnels indispensables contre des masses se mouvant en rase campagne ou cherchant un abri insuffisant devenaient inutiles quand les troupes ennemis s'étaient réfugiées dans une profonde tranchée; l'armée

avait donc besoin d'un obus puissant du plus gros calibre qui pût mettre en pièces les fils de fer barbelés et éclater dans les tranchées et les parapets.

La correspondance placée à ma disposition par Sir John French m'avait appris qu'il avait à maintes reprises exposé avec insistance ces faits à Lord Kitchener. J'en conclus donc que je devais prendre, à mes risques et périls, l'initiative, et non seulement inaugurer des méthodes pour exécuter les ordres du War Office, mais déterminer par moi-même les besoins de l'armée et organiser mon programme en conséquence.

Comme je n'avais aucune expérience militaire et ne savais sur ces questions que ce que m'avait appris durant les derniers mois le contact des généraux français et anglais — conversations qui d'ailleurs ne me suffisaient pas pour formuler un programme détaillé et digne de foi sur les canons, les mitrailleuses et les fusils — mon premier soin fut de consulter des hommes autorisés et surtout des hommes connaissant par expérience les exigences pratiques de la bataille. Il était inutile de compter sur le Service du Matériel du War Office. Pour ces fonctionnaires, j'en étais certain, le shrapnel n'était pas un engin de guerre, mais un point d'honneur. Ils sentaient que son abandon jetterait un reflet fâcheux sur leur prévoyance et sur leur patriotisme. Je résolus donc de faire comme s'ils n'existaient pas et de m'adresser à des hommes qui avaient une connaissance directe des réalités et des besoins de la guerre actuelle. Cette décision se refléta dans la note suivante que j'ai trouvée parmi mes papiers :

« Il faut qu'une Conférence ait lieu le plus tôt possible entre les autorités militaires françaises et le Ministère des Munitions, d'un côté, et les autorités militaires anglaises et le Ministère des Munitions, de l'autre, afin de calculer, sur une base commune, le nombre et les calibres des canons, la quantité et la nature des muni-

tions nécessaires pour assurer le succès de la prochaine grande offensive sur le front occidental. »

Cette décision devait avoir une importance capitale, car, par la suite, elle bouleversa sans aucun doute toutes nos idées sur les proportions et le caractère des armements nécessaires à l'armée. La Conférence eut lieu à Boulogne, le 19 juin 1915.

Le programme d'artillerie qui me fut soumis auparavant était si insuffisant, que ses auteurs eux-mêmes reconnurent plus tard qu'il ne correspondait pas aux besoins de la situation militaire. Je résolus de le faire examiner par les hommes les plus expérimentés qu'on put trouver sur le front. Je m'entendis avec M. Albert Thomas, qui organisait en France la production des munitions, pour que l'artillerie française fût représentée à la Conférence. Je lui demandai d'amener non seulement l'expert officiel de son Ministère dans ces questions, mais aussi, si cela était possible, un officier qui eût vu sur le front les effets de l'artillerie française et de l'artillerie allemande, afin que je puisse savoir quel était le modèle de canon le plus utile et dans quelles proportions il fallait en fabriquer.

Boulogne était bondé jusqu'aux mansardes; la Conférence ne put trouver pour ses délibérations qu'une chambre malpropre dans un hôtel de second ordre (plus tard, au cours de la guerre, une bombe démolit l'hôtel entier jusqu'aux caves). J'avais écrit à Sir John French pour lui demander d'envoyer son meilleur technicien d'artillerie à la Conférence.

A mon arrivée à Boulogne, je fus accueilli par le général Du Cane, qui avait été désigné par le commandant en chef. Je m'aperçus aussitôt, et cette conviction ne fit que s'accroître, que c'était un homme de grande intelligence; et, chose plus importante pour moi à ce moment, il était plus accessible à l'influence des faits actuels et des nouvelles idées que la plupart des soldats de métier

avec qui j'avais eu à faire. Les Français n'assistèrent pas à la première Conférence, mais j'eus une longue discussion avec le général Du Cane, et je lui soumis la note suivante :

« Pour une armée composée d'un million d'hommes, combien de canons de tous genres demanderiez-vous ? quel nombre d'obus faudrait-il avant de commencer une attaque sérieuse et soutenue ayant pour but d'enfoncer les lignes allemandes ? »

Ceci donne une idée de mon point de vue avant le commencement de la Conférence.

Plus tard, au cours des discussions, cette autre question fut posée :

« Quelle production hebdomadaire de munitions devons-nous chercher à atteindre, en l'augmentant mois par mois, pour approvisionner en France une armée de 18 corps d'armée, ou de 54 divisions, de façon à lui permettre de développer toute sa force offensive ? »

Le lendemain, deux séances eurent lieu ; en plus des délégués anglais, M. Albert Thomas, le général Gossot, du Ministère français de la Guerre, et un jeune officier de l'Etat-Major général français, le colonel Walch, y assistaient.

Avant de discuter le problème des canons, nous devions élucider quelques très importantes questions de coordination entre les divers gouvernements. La situation était caractérisée par un manque de contact entre les Alliés sur des sujets essentiels. A l'arrière, comme sur le front, chacun des pays alliés dirigeait sa propre guerre. Je m'aperçus qu'il était impérieux de créer entre les divers gouvernements une union plus étroite en ce qui concernait la production des munitions. Au début de l'année, les Alliés se faisaient encore concurrence sur le marché américain et s'y livraient entre eux à des surenchères. Les Russes étaient nos compétiteurs pour la T. N. T. mais tous les Alliés faisaient de même pour d'autres ex-

plosifs et d'autres armes. Un jour, le Gouvernement anglais renonça à acheter quand il s'aperçut qu'on jouait avec ses offres, contre les Russes. Les demandes des Français faisaient monter le prix de l'acide picrique, et le marché des métaux et des machines tout entier était troublé par l'activité de certaines personnes qui agissaient pour la Russie. Mais même entre les Alliés n'existaient aucun système efficace pour surveiller les achats et aucune collaboration. La France, par exemple, ne pouvait obtenir l'autorisation d'importer du coke anglais et, tout en nous demandant de l'acier pour les obus, arrêta brusquement l'exportation du ferro-silicon.

Nous passâmes ensuite à la question de l'artillerie. Pendant des heures, nous discutâmes pour savoir quel était le type de canon le plus utile, depuis que la guerre se réduisait à l'attaque et à la défense des forteresses en terre. Je découvris bientôt que les idées du général français étaient aussi surannées que celles des nôtres. Il avait la même foi superstitieuse en l'efficacité universelle du « soixante-quinze », que nos généraux du War Office en l'omnipotence du shrapnel. J'avais à lutter non contre une profession, mais contre une prétise dévouée au culte de son idole. Le général Gossot n'avait pas fait beaucoup, pendant cette guerre, l'expérience de la bataille, si même il y était allé, et ses idées étaient uniquement historiques. Au contraire, le colonel Walch avait été officier de liaison dans l'artillerie, et, grâce à ces fonctions, il avait vu l'artillerie française et l'artillerie allemande en action, depuis la Suisse jusqu'aux lignes anglaises; il avait observé avec un soin et une exactitude scientifiques les résultats produits par les différents genres de canons et d'obus. En plus de sa grande intelligence, ce jeune homme possédait un courage sans limites, car il tenait tête à son supérieur, avec une nuance de mépris pour son ignorance. Cela exige d'un officier de carrière plus d'intrépidité qu'il n'en faut pour traverser

le « no man's land » en face d'une mitrailleuse. J'ai découvert plus tard que c'était un huguenot d'Alsace, et il possédait une bonne mesure de cet esprit qui anima la révolte protestante contre l'autorité. La Conférence devint bientôt un dialogue entre le colonel Walch et moi; ni Thomas, ni le général français, ni le général Du Cane ne se mêlèrent beaucoup à la discussion. Ce n'était même pas un dialogue, mais plutôt un interrogatoire que je faisais subir au colonel Walch, afin de lui arracher tous les renseignements qu'il possédait sans aucun doute, et d'obtenir son opinion précise sur le type de canons qui serait le plus utile à notre armée, étant donné le genre de guerre où nous étions engagés.

L'hôtel était situé en face de l'Eglise épiscopale d'Angleterre. Quelques mètres plus bas, se trouvait l'Eglise presbytérienne d'Ecosse. Nous discutions déjà depuis plusieurs heures lorsque le son lointain des hymnes chantées dans ces églises arriva jusqu'à moi par les fenêtres ouvertes; bientôt après, je vis les fidèles sortir des deux églises, leurs livres de prières et de cantiques à la main. Je me rappelai brusquement que c'était un dimanche matin et que j'avais discuté ardemment le problème auquel le colonel Walch revenait sans cesse, et qui se réduisait à ceci : « Quel est le meilleur canon pour détruire le matériel? » et « Quel est le meilleur canon pour tuer les hommes? » Quelle conversation en un jour consacré au Culte du Prince de la Paix! Cette pensée me fit frissonner. Je ne recouvrai mon calme qu'en songeant que cette guerre nous avait été imposée par l'arrogance de la force brutale terrassant le faible, et que de sa main sans merci le Destin me forçait à choisir entre ces deux termes : ou donner à l'effusion de sang mon consentement individuel, ou accepter la violation du droit international et la défaite de la liberté en Europe.

A ce moment, le général Du Cane et moi, nous avions une idée très claire des grandes lignes que devait suivre

notre programme d'artillerie. J'eus plus tard la preuve évidente que, quoiqu'il n'eût pris aucune part aux discussions, il avait écouté attentivement et n'avait pas perdu un mot des déclarations claires et énergiques du jeune officier d'artillerie français.

Nous en étions tous deux arrivés à la conclusion précise que, nos idées sur la fabrication de l'artillerie devraient être beaucoup élargies et que notre construction de canons devrait, pour la quantité et le calibre, prendre un développement qui jusque-là n'avait pas été envisagé.

En quittant l'hôtel pour reprendre le bateau, le général Du Cane exprima sa satisfaction; jamais, disait-il, il n'avait assisté à un Conseil de Guerre aussi fructueux; il ajouta : « Ce que je vais vous dire maintenant diminuera l'estime que vous avez pour moi. » Je lui demandai ce que c'était et il répondit : « Après cette Conférence, j'ai complètement changé d'avis sur les besoins de l'armée. » Je répondis que cet aveu augmentait mon estime pour lui et faisait à la fois honneur à son intelligence et à son intégrité. Il me promit de s'entendre avec le commandant en chef pour préparer une nouvelle évaluation des besoins de l'armée.

A cette époque, la guerre durait depuis dix mois. La question des canons et des obus avait fait l'objet d'une correspondance amère et irritée entre les soldats du front et le War Office; cependant, c'était la première Conférence qui avait eu lieu sur ce sujet entre les artilleurs des fronts anglais et français, qui savaient ce qu'était une vraie bataille. A la suite de ces entretiens, Sir John French, dans une lettre envoyée le 25 juin au War Office, révisa l'évaluation des canons lourds dont il avait besoin. Le 30 juin, le War Office me transmit cette lettre en me demandant d'y ajouter mes observations; elle était accompagnée d'un tableau indiquant les gros canons supplémentaires qui seraient nécessaires pour com-

pléter le nouvel armement d'une armée de 70 divisions. Après cette correspondance, le Ministère soumit le programme des canons à livrer mensuellement au printemps prochain et élabora vers la fin de juin un plan révisé qui prévoyait pour les canons lourds des livraisons plus rapides. Mais je n'étais pas du tout satisfait de ces programmes. Les renseignements que j'avais recueillis à Boulogne m'avaient convaincu qu'une masse écrasante de canons des plus gros calibres était indispensable pour le succès de nos opérations.

Cette opinion fut confirmée par le succès de notre avance à Hooge, après un bombardement préliminaire de canons lourds au commencement d'août. Après une enquête minutieuse sur toutes les sources de production en Angleterre et à l'étranger, je décidai de réaliser un programme considérablement élargi qui dépasserait de 25 %, pour tous les types de canons, les chiffres fixés par le War Office et s'appliquerait non à 70 mais à 100 divisions.

J'avais le sentiment que, pour pouvoir percer à travers les formidables retranchements de l'armée allemande, il fallait un tir de préparation beaucoup plus puissant que le Ministre de la Guerre ne l'avait prévu, et qu'une certaine marge de canons disponibles était elle aussi nécessaire pour faire face à l'inattendu.

Si tous les canons n'étaient pas réclamés sur les différents fronts de l'armée britannique, le surplus pourrait servir à satisfaire les besoins urgents des Russes, qui ressentaient cruellement, à ce moment-là, les effets de la supériorité de l'artillerie allemande et autrichienne.

Sir H. Llewellyn Smith, agissant au nom du Ministère des Munitions, envoya au War Office un rapport sur mon programme nouveau et l'expliqua, dans la lettre d'envoi, en ces termes :

« Je suis donc chargé de vous informer que les commandes déjà faites, non seulement comprendront les

chiffres supplémentaires proposés dans votre lettre du 8 septembre, mais les dépasseront considérablement, afin de pouvoir répondre aux nécessités futures. Le Ministre a été poussé à outrepasser vos demandes par une considération importante : les commandes faites par grandes quantités justifieront l'installation de machines beaucoup plus nombreuses à la fois en Angleterre et à l'étranger, et ainsi des livraisons considérables pourront être obtenues, en 1916, beaucoup plus tôt qu'on ne le prévoyait. Grâce à ce plan, un grand nombre de gros canons seront livrés pendant les premiers mois de 1916, époque critique, ce qui autrement aurait été impossible. »

J'aurais cru que le War Office serait enchanté d'apprendre que ses désirs étaient plus que comblés. Au contraire, il fut furieux de l'audace présomptueuse que le Ministère avait manifestée en augmentant ou en devançant le programme qui lui avait été soumis.

Les signes avertisseurs de l'orage arrivèrent sous la forme d'une lettre du War Office datés du 1^{er} octobre 1915, où il était dit qu'en apprenant « l'achat d'un grand nombre d'obusiers en plus des commandes faites par le War Office, projeté par votre Ministère », Lord Kitchener a consulté Sir John French pour savoir combien il en désirait, et a obtenu la confirmation que le plan qui lui avait été soumis en juin correspondait à ces demandes. Le Conseil de l'Armée, en conséquence, ne désirait pas mes canons supplémentaires et proposait que les commandes soient transférées au compte de la Russie.

Je fis adresser au War Office une réponse qui ne transigeait pas. La lettre exposait que ces commandes importantes étaient nécessaires pour assurer la livraison en temps voulu du matériel demandé par le War Office, et que ceci pouvait avoir un effet décisif sur les opérations. Elle continuait en ces termes :

« Si le Secrétaire d'Etat n'approuve pas les vues pré-

céderentes, le Ministère des Munitions est prêt à discuter la question avec lui quand il le voudra ou, s'il le préfère, à la soumettre au Conseil des Ministres. En tout cas, le Minisre n'est pas disposé à annuler les commandes d'obusiers lourds, à moins que le Gouvernement, dans son ensemble, ne prenne la responsabilité de décider qu'elles sont excessives. »

Si, en fin de compte, il y avait un surplus, je dis qu'il serait toujours possible de le passer aux Alliés. Mais je ne fis pas mine d'adopter la suggestion que certains des canons pourraient être fabriqués pour le compte de la Russie, parce qu'un pareil changement dans les commandes bouleverserait les arrangements existants et entraînerait un retard considérable dans la production des canons.

Cette lettre excita la colère de Lord Kitchener, qui exprima sa désapprobation des mesures prises par le Ministère des Munitions dans un mémoire intitulé: « Les fournitures en canons lourds pour l'armée », qu'il communiqua au Cabinet. Il demandait au Conseil des Ministres de juger entre lui et moi, faisait un historique de la dispute et expliquait que le programme additionnel inauguré par moi contenait un nombre de canons lourds qui dépassait dans les proportions suivantes les chiffres demandés par le War Office :

Pounders de 60	120 canons équivalant à 15 divisions				
Obusiers de 6 pouces..	220 canons	—	27	—	
— de 8 pouces..}	259 canons	—	49	—	
— de 9 pouces..}					
— de 12 pouces..	40 canons	—	45	—	
— de 15 pouces..					

639

Après avoir résumé l'échange de lettres qui eut lieu avec le Ministère des Munitions, Kitchener déclara :

« Le point sur lequel je désire appuyer, c'est que si

ces canons supplémentaires sont commandés pour le War Office, celui-ci ne pourra fournir le personnel nécessaire pour faire entrer les batteries en campagne, car, même si on trouvait les hommes, il serait tout à fait impossible d'avoir les officiers d'artillerie indispensables pour les commander. »

Il insistait, en conséquence, pour que ces canons fussent alloués à la Russie et fabriqués dans les calibres et suivant les modèles russes.

La question fut plus tard examinée à fond au Conseil des Ministres. Je n'acceptai ni de réduire mes commandes ni de faire des canons sur le modèle russe, car si ces canons supplémentaires pouvaient être mis à la disposition des Russes, on pourrait tout aussi bien leur fournir des munitions. J'avais moi-même insisté peu de temps auparavant pour que l'on se préparât à armer les Russes; mais transformer les ordres donnés en tenant compte des calibres et des modèles russes, c'était en retarder et en compliquer l'exécution. Le Cabinet nomma un Comité présidé par Lord Crewe pour régler cette question. Ce Comité siégea immédiatement au Ministère des Munitions et interrogea le général von Donop, qui répéta ses objections contre le programme augmenté. Je ne lui fis aucun exposé du cas, en réponse. Voici un passage des notes que Sir William Sutherland prit au cours de cette séance :

« ...J'étais un peu intrigué et me demandais quel serait le résultat officiel de la séance; les divers discours contenaient des critiques sévères comme je l'ai remarqué, et M. Lloyd George, quand il eut esquissé la situation dans ses grandes lignes, ne combattit pas avec la fougue et l'obstination qu'il a si souvent montrées dans des circonstances analogues.

« — Je suppose, monsieur, dit J. T. Davies, quand la séance fut terminée, que ceci est la fin de votre programme.

« — Non, répondit Lloyd George, c'est la fin du Comité », et immédiatement il donna ses ordres pour continuer son œuvre prodigieuse. »

Le Comité leva la séance sans aboutir à une décision. Il ne se réunit plus. Le sujet fut abandonné, — mais non le programme. J'allai jusqu'au bout. J'étais encore Ministre des Munitions quand on s'aperçut que le grand nombre de canons que j'avais commandés n'était pas encore suffisant. Quand ils eurent été livrés, grâce aux machines et instruments commandés par le Ministère des Munitions, en vue d'augmenter la production, on n'eut aucune difficulté à trouver le complément en officiers et en hommes nécessaire aux batteries. Et je peux anticiper ici sur le cours des événements pour faire remarquer que, lorsque les canons supplémentaires eurent été fabriqués « sans sacrements ni bénédictions », le War Office refusa résolument de s'en séparer pour aider la Russie, parce que nos troupes en France en avaient besoin et de bien davantage encore. J'eus beaucoup de peine à persuader à l'Etat-Major de céder aux Russes quelques canons légers. Ma « folle production de canons », comme l'on disait, n'en provoqua pas moins tout d'abord beaucoup de sarcasmes et de railleries ; je savais de source sûre que le War Office avait l'intention de neutraliser mes prodigalités en refusant d'exercer des artilleurs pour servir les canons supplémentaires qu'il considérait comme du gaspillage. Je décidai de soumettre la question au Premier Ministre et au besoin au Comité de Guerre ; et, afin d'avoir pour base des faits précis et vérifiés, j'écrivis au général Sir Ivor Phillips, qui avait été secrétaire militaire au Ministère des Munitions au moment où la commande avait été faite, pour lui demander de me rappeler le texte de mes instructions. Il se préparait alors à partir pour la France avec la division qu'il commandait. Voici quelle fut sa réponse :

QUARTIER GENERAL

38^e Division (Galloise)
Avington Park Camp
Winchester

« Mon cher Ministre,

« Quand le programme d'artillerie était en discussion, vous avez répété plusieurs fois avec insistance, à votre personnel, que votre principal objet en accroissant les commandes de canons était d'assurer le maximum de livraison le plus tôt possible. Vous avez particulièrement insisté là-dessus à la fois verbalement et par écrit. Je transmis aux services intéressés la nécessité de presser les premières livraisons en donnant des commandes plus importantes aux contractants, et nous fîmes de notre mieux pour veiller à l'exécution de vos ordres très clairs.

« Au cours de nombreuses conversations que nous eûmes ensemble, vous avez déclaré que votre principal objet, en faisant de grandes commandes de canons, était :

1^o d'assurer la livraison le plus tôt possible en faisant de grandes commandes aux firmes pour les encourager à accroître leur rendement;

2^o de faire fabriquer assez de canons pour 100 divisions, au cas où la nécessité s'élèverait plus tard de mettre une armée aussi importante sur le front;

3^o d'avoir un surplus de canons très lourds pour répondre aux vues les plus récentes professées dans l'artillerie française par les experts les mieux informés sur les enseignements de la guerre, et d'après lesquelles, à l'avenir, les canons lourds seront de plus en plus nécessaires pour remporter la victoire;

4^o de former une réserve précieuse pour aider nos Alliés si nous avions trop de canons pour nos armées.

« Il ne faut pas oublier que vous travaillez au milieu

des plus grandes difficultés. Vous n'avez eu aucune aide du War Office.

« Après votre Conférence de Boulogne avec M. Thomas et les techniciens de l'artillerie française, grâce aux renseignements que vous aviez alors recueillis, le War Office, immédiatement, présenta un programme accru et entièrement revisé.

« Tant que le War Office a été chargé de la commande des canons, il n'a fait aucune allusion à ce programme augmenté. Mais lorsque la responsabilité a été sur vos épaules, les demandes du War Office sont devenues immédiatement plus grandes.

« A mon avis, vous n'avez pas besoin de craindre d'avoir commandé trop de canons ou d'obus. Ce qu'il faut savoir au Conseil de la Guerre, c'est, si on prépare des artilleurs pour ces canons, ou même pour la moitié d'entre eux, quand ils seront livrés. Je crains que le Conseil de la Guerre ne néglige ce point. N'oubliez pas que j'ai préparé une note sur ce sujet quand j'étais au Ministère. Vous avez fait tous vos efforts pour augmenter la production de canons et d'obus; l'Angleterre rendra un jour hommage à l'œuvre que vous avez accomplie.

« Sincèrement vôtre,

« Ivor PHILLIPS. »

J'ai cité en entier cette lettre, parce qu'elle donne, sous la plume d'un officier distingué et dans une forme condensée, un résumé de mon attitude et de la répugnance que mettait le War Office à admettre la nécessité des canons.

Je puis ajouter qu'un an plus tard, en novembre 1916, Sir William Robertson écrivait, dans une lettre qui contraste avec les objections précédentes :

« Il nous faut une quantité d'artillerie lourde beaucoup plus grande que celle que nous possédons, et il faut que nous puissions fabriquer une quantité presque illimitée de munitions. »

Sir Douglas Haig écrivait, à la même époque :

« Un ample ravitaillement en munitions est une chose essentielle. Les quantités énormes que nous avons demandées nous ont été fournies, cette année, avec une parfaite régularité. Mais les grandes réserves qui seront nécessaires l'an prochain ne peuvent être accumulées que si l'on réduit pendant l'hiver au minimum les dépenses de munitions, et que si on maintient dans les limites fixées la production mise à notre disposition.

L'Histoire officielle de la Guerre explique clairement que même ce programme « extravagant », dont j'avais pris la responsabilité, se trouva insuffisant quand il fallut bombarder les retranchements savants construits par les Allemands sur le plateau de la Somme. L'historien officiel souligne que nous nous trouvâmes à court de canons, en particulier dans les gros calibres. C'était précisément les calibres pour lesquels j'avais dépassé les demandes rectifiées faites par le War Office, et qui m'avaient valu la censure de Lord Kitchener.

En novembre 1916, une nouvelle série de demandes en canons lourds me fut faite par le War Office. Le Ministère des Munitions fut donc contraint d'élargir considérablement le programme qu'on lui avait demandé si vivement de rétrécir. Heureusement que, dans l'intervalle, j'avais acquis l'outillage qui me permit de faire face aux nouvelles réquisitions.

2) Les Usines Nationales

Augmenter la fabrication des obus était notre but le plus immédiat, car c'était la pénurie d'obus qui avait surtout frappé l'imagination populaire et amené la crise qui avait donné naissance au Ministère des Munitions. Mais, en plus des obus, je m'étais chargé de tout ce qui entre dans le vaste domaine de l'armement : canons, fusils,

mitrailleuses, bombes, matériel de guerre de tranchées, transport militaire et instruments d'optique. Bientôt après la formation du Ministère des Munitions, l'Amirauté lui céda la fabrication des tanks. Le contrôle de la production de l'article fini amena inévitablement à la surveillance des phases préliminaires de fabrication et s'étendit jusqu'aux matières premières.

En conséquence, le contrôle exercé par le Ministère augmenta régulièrement et nécessairement, et avant la fin de la guerre il embrassait en pratique toute la vie industrielle de l'Angleterre. Il devint de plus en plus rigoureux à mesure que les matières premières se faisaient plus rares; à la fin de la guerre, personne ne pouvait entreprendre une nouvelle affaire ou agrandir une ancienne, sauf dans un but militaire. Chacun était exposé à voir réquisitionner ses bâtiments, son matériel, ses machines, pour l'œuvre la plus urgente. Personne ne pouvait employer les métaux industriels et les rares matières premières sans une autorisation du Gouvernement. La nation concentrat pour la victoire toute sa force et toute son habileté.

Les matériaux que le Ministère des Munitions avaient pris sous son contrôle comprenaient près de cent catégories principales; il s'agissait non seulement des articles les plus indispensables, comme le fer, l'acier, le cuivre, les produits chimiques et les machines-outils, mais aussi des briques, du lin, du verre, du papier de rebut et du fil. En fin de compte, le Ministère se chargea de tous les échanges visibles qui se faisaient dans ces articles, contrôla toute l'importation privée, surveilla la distribution de ce matériel aux maisons qui ne fabriquaient pas de munitions comme aux autres, et finit par placer virtuellement sous son contrôle toutes les usines employant des matières qui entraient dans la production des munitions.

Ce n'était pas une bureaucratie arbitraire, car le Mi-

nistère agissait en étroite collaboration avec le commerce ou l'industrie qu'il contrôlait. Souvent, des grands commerçants avaient des postes officiels et un pouvoir exécutif dans le Ministère ; dans ces occasions et dans d'autres, un Comité Consultatif représentant le commerce était formé pour conseiller le service ou la section intéressés. Lorsqu'une branche de l'industrie était déjà représentée par une association, nous discutions avec elle, et si un tel corps n'existe pas déjà, nous cherchions à encourager sa formation. En contribuant aux frais des agrandissements ou des adaptations nécessaires, ou même en les prenant entièrement à notre charge, d'une part, en trouvant des dispositions pour limiter les profits et en instituant l'impôt sur les bénéfices excessifs, d'autre part, nous fîmes de notre industrie nationale un tout homogène qui devint une grande entreprise publique destinée à remporter la victoire.

Lorsque nous eûmes utilisé chaque atelier et chaque usine capables de fabriquer des munitions, nous nous aperçûmes que le rendement serait encore insuffisant si nous n'ajoutions pas à nos ressources en construisant les bâtiments qu'exigeait la situation. Ce fut surtout le cas quand il fallut fabriquer des obus de plus gros calibre et les charger commodément. Dès que le Ministère des Munitions fut formé, je pris donc des mesures pour appliquer la méthode que j'avais déjà favorisée lorsque j'étais président du Comité des Munitions de Guerre; j'organisai des usines nationales spécialisées dans le but précis d'augmenter les ressources que nous possédions déjà; en particulier pour la fabrication des obus et des explosifs, le remplissage des obus et l'achèvement des munitions.

Les premiers mois de l'existence du Ministère virent l'établissement d'un groupe imposant de ces usines nationales. A la fin de décembre 1915, alors que le Ministère exerçait ses fonctions depuis sept mois seulement, en

plus des usines royales de Woolwich, Waltham Abbey, Enfield Lock et Farnborough, qui depuis l'automne n'étaient plus sous le contrôle du War Office — et de certaines usines pour explosifs — il n'y eut pas moins de soixante-treize nouvelles usines nationales qui furent fondées. Trente-six d'entre elles fabriquaient des obus légers; treize s'occupaient surtout d'obus lourds; treize autres de remplissage. Huit nouvelles usines fabriquaient des explosifs, une était consacrée au remplissage des mortiers de tranchées; j'avais acheté aussi deux fabriques d'instruments de mesure, afin d'avoir assez de ces instruments pour les nouvelles usines de munitions qui s'élevaient de tous côtés. Souvent, nos travaux étaient arrêtés par le manque d'outils nécessaires.

Tandis que le temps passait, cette armée d'usines nationales augmentait régulièrement, à la fois par le nombre et par la variété des produits, pour la fabrication desquels elles avaient été construites ou adaptées. A la fin de la guerre, elles étaient au nombre de 218, et comprenaient non seulement la fabrication de tout le matériel de guerre, depuis les canons et les aéroplanes jusqu'aux munitions de petites armes, mais encore des scieries, des fabriques de boîtes, d'outils, d'instruments d'optique et des ateliers pour trier les objets de rebut.

Ce total de 218 comprenait les quatre usines royales qui existaient avant la guerre, l'usine d'esprit-de-bois de Coleford, fondée en 1913 par le Service des Bois et Forêts, et trois des quatre usines d'explosifs fondées par le War Office ou par le Comité de Lord Moulton pour les explosifs de grande puissance, entre novembre 1914 et mai 1915. Deux des usines nationales d'obus avaient déjà été commencées au temps du Comité des Munitions de Guerre, avant la fondation du Ministère des Munitions. Parmi les autres, deux cents usines diverses furent construites sous les auspices du Ministère ou avec l'aide des fonds du Gouvernement; il ne restait donc, en

dehors d'elles, qu'une vingtaine de firmes qui, avant d'être nationalisées, s'occupaient de la production des instruments de mesure, des porte-balles, du coton ou de l'acétone.

Je ne compte dans ce nombre que les usines qui s'occupaient de fabrication ou de réparations. Je laisse de côté les entrepôts, les mines, les carrières et les autres entreprises analogues qui étaient contrôlées par le Ministère. Je ne parle pas non plus du matériel possédé par l'Etat dans les usines privées, liées à nous par contrat, même lorsque les employés du Ministère y travaillaient. Et, bien entendu, je laisse aussi de côté les très nombreuses maisons qui recevaient du Gouvernement de larges subsides pour la fabrication intense des munitions. Les usines nationales formaient le noyau et le cœur de l'industrie des munitions; gigantesque prolongement des usines royales d'artillerie, elles étaient, dans les mains du Gouvernement, une garantie assurant que la production augmenterait au fur et à mesure des besoins de l'armée.

Le premier groupe de ces usines que je pris sur moi d'établir était le groupe des Usines nationales d'obus. Celle qui les précéda toutes fut l'usine de Leeds, fondée par le Comité local de Munitions, en mai 1915. On avait demandé avec insistance aux firmes industrielles de Leeds d'organiser un système de collaboration pour la production des munitions et, en hommes pratiques, leurs directeurs allèrent, en avril, à Woolwich, pour étudier les procédés employés. Ils conclurent que la meilleure méthode serait d'acquérir ou de construire un ensemble de bâtiments où, grâce à leurs efforts communs, les outils, les ouvriers, la surveillance et l'inspection seraient tous groupés; un Comité de direction surveillerait le travail, qui serait exécuté sans bénéfice.

Le 7 mai, un projet obtenait l'approbation en principe; le lendemain, le Gouvernement donna la sanction offi-

cielle, et le travail commença. Le 31 mai, on approuva l'établissement d'une usine nationale d'obus à Keighley; lorsqu'au début de juin je visitai les districts industriels, en ma qualité de Ministre des Munitions, je pus citer en exemple l'effort qu'on avait fait à Leeds. L'idée fut acceptée avec empressement, et en conséquence je pus donner mon approbation à dix-sept de ces usines avant la fin de juin; dix de plus furent fondées avant la fin de septembre.

Ces usines nationales d'obus étaient des entreprises où collaboraient les Bureaux de Direction approuvés par le Ministère, et les Comités locaux de Munitions chargés des approvisionnements. Elles représentaient une somme de talent industriel qui jusque-là n'avait pas été consacrée à la production des obus; d'abord, elles s'occupèrent surtout de la fabrication des obus légers. Plus tard, elles purent faire entrer les obus lourds dans leur champ d'activité, et avant la fin de la guerre trois usines de Leeds qui avaient débuté comme fabriques d'obus étaient rangées dans la catégorie des usines d'artillerie.

Ce sont les usines nationales d'obus qui mirent en valeur les capacités de l'industrie, en dehors des firmes d'armement qui existaient déjà. Je m'occupais aussi de tirer un meilleur parti de l'expérience acquise dans ces établissements, en particulier pour la fabrication des obus lourds. En juillet 1915, la production réelle de ces explosifs à grande puissance était bien en dessous des promesses qui nous avaient été faites, et l'armée nous en demandait de plus en plus. J'étais en train d'augmenter considérablement le programme de l'artillerie lourde, tout en assurant une quantité de munitions suffisante pour ces canons supplémentaires aussi bien que pour ceux qui étaient déjà sur le front.

Par conséquent, le 13 juillet 1915, je tins une conférence avec les représentants des neuf plus grandes firmes d'armement, afin de voir quelles mesures devaient être

prises pour assurer l'exécution non seulement du programme existant, mais du programme nouveau et beaucoup plus étendu qui serait nécessaire.

La méthode jusque-là adoptée par le War Office de compter sur les usines existantes, agrandies avec l'appui financier de l'Echiquier que j'avais autorisé l'automne précédent, s'était montrée absolument insuffisante. Mais mon système qui consistait à fonder des usines nationales nouvelles et indépendantes pour la production des obus lourds déplaçait fort aux firmes d'armement. Nous arrivâmes donc à un compromis. Les fabricants d'armes construirraient et dirigerait eux-mêmes de nouvelles usines en plus de leurs ateliers. Le Gouvernement fournirait les fonds à la fois pour leur construction et leur marche. Les nouvelles usines appartiendraient au Gouvernement, et les firmes d'armement seraient chargées de trouver des directeurs qui les administreraient en qualité d'agents du Gouvernement et sous le contrôle du Ministère. Les firmes qui fonderaient et dirigerait ces usines pour le Ministère obtiendraient un tant pour cent sur les bénéfices. Je dois ajouter que Messrs Cammell Laird, qui fondèrent une usine à Nottingham, refusèrent d'accepter ce tant pour cent. Ces usines étaient connues sous le nom d'Usines Nationales de projectiles, pour les distinguer des Usines Nationales d'obus dont j'ai déjà parlé. Sept usines nationales de projectiles furent installées le mois suivant (août 1915) et quatre en septembre; à la fin de 1915, leur nombre s'élevait à 13. Avant la fin de la guerre, il y en avait 15; de plus, 5 usines nationales d'obus, à cause de la nature du travail qu'elles exécutaient, furent confiées au service du Ministère chargé de diriger les usines de projectiles.

Les chiffres suivants indiqueront la rapidité avec laquelle ces usines nationales se développèrent et les services qu'elles purent rendre. Les premières usines nationales d'obus commencèrent à produire au cours de l'été

1915, et les premières usines nationales de projectiles, dans l'automne de la même année. A la fin de 1915, leur rendement total était de 200.400 obus légers non chargés de tous genres. En 1916, cette production s'élevait à 6.712.300, et plus de la moitié de ce chiffre représentait des obus moyens et des obus lourds.

En trois ans, du milieu de 1915 jusqu'à la fin des hostilités en 1918, les usines nationales d'obus et de projectiles donnèrent une production totale de 40.143.300 obus non chargés.

De plus, le coût des obus produits par ces fabriques était notablement plus bas que celui des obus provenant de maisons étrangères. Cette différence de prix a compensé largement, en ce qui concerne les fabriques de projectiles nationales, la perte subie lors de leur désaffectation, si on compare la somme que l'on en tira aux frais qu'avaient coûtés leur construction et leur établissement. Dans le cas des fabriques d'obus nationales, il s'ajouta à cette économie directe importante la faculté qu'elles nous donnèrent de discuter et de réduire les prix de l'étranger.

Les fabriques de projectiles nationales, aussi bien que les fabriques d'obus nationales, furent utilisées, en temps voulu, pour une quantité d'autres tâches. En 1917, sept d'entre elles ont été employées à la réparation des canons, soit en entier, soit par pièces. Une autre, celle de Catheart, fabriqua des aéroplanes à partir de mai 1917. Des mortiers de tranchées, des bombes d'avions, des obus pour les Italiens furent fournis par ces usines, et avant la fin de la guerre cinq d'entre elles, classées parmi les fabriques du matériel d'artillerie, ont fait et ont réparé des canons.

3) Le remplissage des obus

Les deux groupes que j'ai décrits, usines d'obus et usines de projectiles, assuraient la provision d'obus vides. Il restait à fabriquer les explosifs nécessaires d'éclatement et de propulsion, et à organiser les usines où l'on chargeait les obus et où l'on complétait nos approvisionnements en coups de canon. L'histoire des arrangements que l'on prit au War Office pour ce remplissage des obus est le commentaire ironique des attaques dirigées contre les civils pour leur immixtion présomptueuse dans les fonctions des soldats de profession.

La nécessité de se procurer au dehors des sources étrangères de ravitaillement pour obus à haute puissance fut comprise dès le début de la guerre par le War Office, pour la simple raison que la fabrication de ces obus n'a jamais été entreprise par les usines de l'artillerie. Ces organes officiels n'étaient pas capables de produire le tri-nitro-toluène, communément appelé T.N.T., destiné à devenir l'ingrédient principal de la charge dans ces obus à haute puissance, et les stocks commerciaux d'explosifs qui étaient disponibles devaient être soumis à un traitement avant d'entrer en service.

L'Acte de la Défense de l'Empire de 1914 devint une loi le 27 novembre 1914. Il donnait au Gouvernement le pouvoir de prendre en main les fabriques occupées à produire des stocks de marchandises pouvant être employées dans la guerre, et dès le lendemain le War Office s'installa dans les usines de produits chimiques Rainham, sur la Tamise, en face de Woolwich, et leur commanda la purification du T.N.T. brut. En ce temps-là, la quantité de produits disponible s'élevait seulement à dix ou douze tonnes par semaine, qui étaient fournies par une seule maison.

L'Office du Travail, consulté par le War Office dans

cette question, lui recommanda un civil distingué, Lord Moulton, pour qu'on lui confiât l'organisation de l'approvisionnement en explosifs. Il était un des juristes scientifiques les plus capables de sa génération et fut nommé président du Comité des explosifs à grande puissance. Il insista pour qu'une nouvelle fabrique d'Etat fût organisée en vue de la production du T.N.T. et conclut un arrangement avec la fabrique d'acides de MM. Chance et Hunt en décembre 1914, qui entreprirent en janvier 1915, à Oldbury, la construction d'une usine pour le ravitaillement en explosifs. Ce fut la première fabrique nationale de T.N.T.

Lord Moulton s'entremis aussi avec l'Amirauté pour mettre sur pied à Queen's Ferry une fabrique de fulmicoton. Cet arrangement ne dura que jusqu'en mai 1915, et à la fin de ce mois l'Amirauté y renonça. La nouvelle fabrique échut au Ministère des Munitions et fut agrandie de façon à produire du T.N.T. en même temps que du fulmi-coton. Quand je devins Ministre des Munitions, je m'aperçus que les demandes futures en explosifs n'avaient pas été prévues, compte tenu des ordres déjà donnés, et que la production en explosifs était tout à fait insuffisante pour satisfaire aux réquisitions qui étaient à envisager. En juin, quatre nouvelles fabriques d'explosifs nationales furent établies par le Ministère, y compris la grande usine de Gretna pour la production de la cordite. Cette usine avait été recommandée en mai, par moi, en ma qualité de Président du Comité des Munitions de guerre, et elle fut autorisée le mois suivant, par moi, en ma qualité de Ministre des Munitions. Elle avait été établie sur les plans et propositions de Lord Moulton, à la requête du Comité. Les services rendus à la nation par Lord Moulton en matière d'explosifs n'ont jamais été suffisamment reconnus.

A la fin de la guerre il n'y avait pas moins de 32 fabriques d'explosifs à haute puissance parmi les usines

nationales contrôlées par le Ministère. Nous avions été forcés de construire ces fabriques nous-mêmes parce que, pour certains explosifs comme le T.N.T., la capacité de la production industrielle était nulle avant les hostilités, tandis que pour d'autres, comme la cordite, l'emploi qu'on pouvait en faire après la guerre n'était pas assez important pour déterminer les industriels à agrandir leurs usines. Par suite de ces circonstances et de ces décisions, le gros de la production anglaise en matière d'explosifs fut fourni par ces nouvelles fabriques nationales.

Au début de la guerre, la production de l'Etat se limitait à la fabrique royale de poudres à canon de Waltham Abbaye, qui produisait environ 75 tonnes (75.000 kilos) de cordite et de poudres à canon par semaine. En 1917, les fabriques produisirent plus de dix fois cette quantité de cordite et plus de 2.000 tonnes par semaine en explosifs de tous genres. Durant toute la guerre, le total des explosifs fabriqués dépassa 317.500 tonnes, se décomposant en 236.251 tonnes d'explosifs à grande puissance (T.N.T. principalement) et 81.341 tonnes de poudres de projection (cordite principalement). Quelques chiffres préparés pour le Comité des Munitions de guerre par Lord Moulton, dans un rapport daté du 13 avril 1915, éclairent nos besoins en usines. Il prouva que le total des explosifs à haute puissance demandés par la Guerre et par la Marine, pendant les mois de février et de mars 1915, s'élevait à 2.252.000 kilos, et que les produits obtenus et livrés à cette époque n'atteignaient que 519.000 kilos, c'est-à-dire moins que le quart des réquisitions.

De même que les fabriques nationales d'obus et de projectiles, ces fabriques d'explosifs prouvèrent leur utilité éminente (en dehors de l'importance considérable de leur production) en fournissant des données pour la simplification des procédés et la réduction des frais dans la production des maisons privées. Le système des prix

et des fabrications établi dans ces usines donna naissance à un effort vers l'économie, non seulement entre les différentes fabriques nationales, mais entre celles-ci et les usines du commerce. Il nous fournit une source d'approvisionnements très bon marché, si on la compare aux prix des Américains ou des fournisseurs britanniques, et nous permit de faire en 1917 des réductions de prix très considérables dans les contrats pour les explosifs.

Mais nos ennuis ne se bornaient pas aux difficultés et aux retards dans la construction et l'équipement de nos fabriques en temps de guerre; et d'ailleurs, la concurrence qui était si grande dans la main-d'œuvre et le matériel les atténuait. L'obstacle le plus formidable que j'eus à surmonter nous vint de la nonchalance que mettait le War Office à s'adapter aux conditions nouvelles et aux demandes imprévues. Elle nous conduisit à une solution si critique que tout notre programme d'obus faillit en être ruiné. C'est Lord Moulton lui-même qui va nous donner un exemple frappant de cette raideur militaire qui existait dans les sphères élevées. A peine avais-je été nommé Ministre des Munitions que je reçus de lui une lettre qui n'est pas seulement une illustration de ce que peut être la bureaucratie militaire, mais qui contient des chiffres intéressants sur le nombre et le genre d'explosifs employés pendant la guerre.

MINISTÈRE
DES MUNITIONS DE GUERRE

Département des explosifs
Bureau des ingénieurs
de la Construction Mécanique
 Storeys Gate
 Westminster S. W. 1

« 16 juin 1915.

« Cher monsieur Lloyd George,

« Voici un sujet de grande importance à propos duquel je veux avoir votre avis et votre appui comme Ministre des Munitions.

« Dès le premier moment où l'on m'a consulté sur l'approvisionnement en obus puissants, je me suis rendu compte que la dépense énorme en explosifs, qui est la caractéristique de cette guerre, rendait absolument impossible de s'en tenir aux lignes de conduite tracées par nos autorités navales et militaires. L'adoption du T.N.T. comme notre principal explosif n'a eu lieu que deux ou trois mois avant le commencement de la guerre, et je doute qu'il y ait eu à cette époque une production de *20 tonnes par semaine* dans toute la Grande-Bretagne, alors que la production de la lyddite avait cessé parce qu'on la considérait comme devant être remplacée par celle du T.N.T. Des fournisseurs s'offrirent aux fonctionnaires du War Office, mais ne furent pas agréés. Il n'existaient ni de fabrique du Gouvernement, ni même de fabrique industrielle en dehors de celles que j'ai mentionnées. Si j'ajoute qu'en un peu moins de deux jours les Allemands ont tiré plus de 800 tonnes de tels explosifs (c'est moi qui souligne), vous comprendrez l'impossibilité absolue où nous étions de nous en tenir aux sources de ravitaillement existantes...»

« Le seul espoir que nous ayons d'obtenir une réserve suffisante en explosifs est dans la production et l'utilisation du T.N.T.

« Ce produit a la propriété d'animer les explosifs dont il ne constitue qu'une toute petite partie, le reste étant principalement du nitrate d'ammoniaque, substance que l'on peut obtenir en quantités pratiquement illimitées. La Schneiderite, qui est en ce moment en France l'explosif favori, est du même type. Sa dixième partie seulement est du T.N.T...

« Dès que j'eus connaissance du problème, je le posai devant les autorités militaires et navales, et j'expliquai qu'il était absolument nécessaire d'élargir la liste de nos explosifs puissants et de ne pas nous contenter d'employer le T.N.T. ou la Lyddite. Je crains de n'avoir produit, en ce temps-là, qu'une petite impression. Mais deux ou trois mois après, le Bureau des Recherches à Woolwich démontre qu'en mêlant du T.N.T. au nitrate d'ammoniaque on produisait un explosif beaucoup plus puissant que le T.N.T., et tout aussi sûr. Ces savants prouveront que cela pouvait être fait dans les proportions de 1 à 4 sans diminuer la force explosive, et que sans même modifier les méthodes existantes de remplissage, qui consistaient à liquéfier le T.N.T. et à le verser dans l'obus, on pouvait établir un mélange par moitiés presque égales. *Il y a deux mois, l'usage de ce mélange fut approuvé et on donna des ordres pour qu'il fût employé pour tous les obus de 6 pouces ou de calibre inférieur, et on décida que des expériences seraient faites pour les obus de plus grande dimension.*

« A mon grand regret, j'ai appris que ceux qui sont chargés de faire remplir les obus ont négligé, depuis deux mois, d'observer ces prescriptions et disent que, le mois suivant, ils n'ont pas l'intention de se servir du nouveau mélange. La seule raison qu'ils en donnent, c'est qu'ils n'ont pas reçu les appareils de chauffage pour le nitrate

d'ammoniaque et que leur installation prendra quelque temps. Je n'hésite pas à dire qu'une pareille objection est tout à fait insuffisante si l'on considère l'importance capitale d'une augmentation de notre production en explosifs à une époque critique comme celle-ci, car il suffirait de quelques jours pour surmonter la difficulté...

« Je suis certain que la possibilité de produire en quantités suffisantes, pour les besoins du service, des explosifs puissants dépend d'une acceptation sans réserves des moyens d'économiser le T.N.T., par les artilleurs et par les spécialistes qui s'occupent du chargement des obus. *La lutte que je mène pour satisfaire aux demandes extraordinaire que la guerre exige me paraît condamnée à l'insuccès s'il existe, d'un autre côté, de la méfiance et de la répugnance à accepter, dans nos méthodes en artillerie, les modifications que nous dictent le bon sens et la grandeur du problème à envisager.* (C'est moi qui souligne.)

« Vous m'excuserez de vous parler aussi franchement. Mais j'ai conscience de n'avoir pas dit un mot que je ne sois en mesure de prouver, et c'est seulement si vous venez à mon aide comme Ministre des Munitions que je puis espérer obtenir une acceptation immédiate et formelle de ces conditions de toute première importance pour le ravitaillement des services.

« Sincèrement vôtre,

« MOULTON. »

Je me rendis compte qu'à moins de persuader au War Office d'accepter des modifications considérables dans la nature des explosifs employés, il était tout à fait inutile de presser la fabrication des obus. En effet, nous ne possédions pas une quantité suffisante des ingrédients nécessaires pour les charger. Mais ici, je me trouvais de nouveau en présence de la rivalité invétérée entre marins et soldats. L'Amirauté ne renoncerait jamais aux

quantités de T. N. T. qui lui étaient attribuées. Et la Guerre, pourquoi se contenterait-elle d'un obus moins parfait que celui que l'Amirauté réclamait? Ce n'était plus une question de matériel à fabriquer : c'était une question de prestige ministériel. Néanmoins, après une lutte opiniâtre qui causa une grande perte de temps dans la fabrication des obus complets, le War Office diminua le maximum de ses exigences. Ceci me permit de marcher pendant quelques semaines. Mais le programme d'obus ne pouvait être exécuté, faute de T.N.T. en quantités suffisantes, même en l'employant dans les proportions que le War Office était disposé à accepter.

Ce retard eut pour conséquence de suspendre les commandes de machines pour les nouvelles usines où se remplissaient les obus, et même la construction de ces usines. Car le type des machines était différent, suivant que l'explosif était liquide ou solide — et ceci dépendait à son tour des proportions en T. N. T. et en nitrate d'ammoniaque — et l'agencement des ateliers variait suivant les machines qui devaient y être installées. La bataille continua. Les retards devinrent de plus en plus graves jusqu'au moment où la responsabilité des décisions à prendre sur les projets fut enlevée au War Office. Nous tournions des pyramides d'obus vides, mais les obus remplis se trouvaient sérieusement en retard, parce qu'aucune résolution n'était prise sur la composition des mélanges. Deux hommes m'aiderent tout particulièrement à surmonter les obstacles créés par les soupçons et les lenteurs des professionnels. L'un fut Sir Eric Geddes, dont j'ai déjà parlé, l'autre, le colonel Arthur Lee (aujourd'hui Lord Lee of Fareham). Quand Sir Ivor Philipps fut nommé au commandement de la division galloise, en octobre 1915, je priai le colonel Arthur Lee de prendre sa succession. Il avait reçu l'instruction d'un officier d'artillerie, et il connaissait quelques-unes de nos difficultés, de première main. J'avais

fait sa connaissance des années auparavant, alors qu'il était membre de la Chambre des Communes. C'était un critique compétent des questions que j'avais dans mon domaine comme Ministre, et je reconnus ses capacités et son intelligence dans l'opposition. Il avait joué un rôle éminent dans la campagne menée en faveur des huit dreadnoughts en 1908, et je ne suis pas sûr qu'il n'ait pas été l'auteur de la phrase très frappante : « Il nous en faut huit sans retard. » Plus d'une fois, au cours des débats, j'ai croisé le fer avec lui. C'était un escrimeur habile qui ne se découvrait guère, parce qu'il connaissait son sujet à fond et qu'il l'exposait avec force. Déjà pendant l'année 1915, venu de France pour un congé temporaire, il m'avait donné quelques informations inquiétantes sur l'impuissance de notre artillerie à endommager le réseau des fils de fer barbelés de l'ennemi.

C'était un homme d'un zèle infatigable, de grandes ressources, et fort capable dans l'action. Bien qu'officier et très fier de sa profession, il était un des rares dont le jugement n'était pas paralysé par l'opinion de ses supérieurs. Dans tous les moments critiques, je vis qu'il avait un jugement froid, un œil clair et un cœur solide, et pendant les années qui suivirent, sa compréhension, sa loyauté, son courage me furent d'un secours immense. A peine m'eut-il rejoint au Ministère des Munitions, qu'il consacra les premiers jours à fureter partout pour voir ce qui marchait et ce qui ne marchait pas. Avec un jugement infaillible, il s'appliqua à dénouer le problème du chargement des obus, et ce fut lui qui découvrit dans M. Eric Geddes l'homme du Ministère le plus capable d'entreprendre la tâche de réorganisation dans cette partie essentielle de notre œuvre.

Parmi les développements intéressants que la chimie du temps de guerre engendra, je voudrais raconter l'histoire de l'acétone. Ici encore, nous avons failli payer cher notre manque de prévoyance. Ce produit chimique,

qui était un élément essentiel dans la fabrication de la Cordite, pour cartouches grandes et petites, était obtenu communément par la distillation complète du bois.

Avant la guerre, il existait une petite fabrique, dans la forêt de Dean, installée par l'Office des Bois et Forêts pour utiliser les déchets des bois vendus à la corde. En mai 1915, l'Office créa deux nouvelles fabriques, à Bideford et Dundee, qui furent rattachées au Ministère en octobre, en même temps que celle de Coleford. MM. Kynoch fondèrent dans la Nouvelle Forêt une autre usine qui fut nationalisée en 1917. Mais notre pays ne contient pas de vastes étendues boisées, et il fallait une grande quantité de bois pour produire une tonne d'acétone, si bien que, pour une partie importante de nos besoins, nous devîmes dépendants des importations américaines.

Au printemps de 1915, le marché américain de l'acétone se trouva dans une position extrêmement délicate. Des maisons anglaises de cordite se faisaient concurrence et se heurtaient à celle d'autres agents alliés. Les prix s'élévèrent artificiellement. Les industriels américains vendirent plus du double de leur production et n'exécutaient plus leurs contrats. A la longue, ils insistèrent même pour qu'on leur fit des avances, sur la base des arrangements qu'ils avaient conclus avec le Gouvernement britannique, et quand ils faisaient défaut, il devenait impossible d'en obtenir des indemnités.

Promptement, nous réussîmes à éliminer les compétitions qui existaient entre les fabricants anglais de cordite pour obtenir l'acétone américaine. Mais quand tout fut réglé, et quand des arrangements eurent été pris pour l'achat de toutes les matières américaines immédiatement disponibles, je me trouvai en face d'une nouvelle crise bien plus sérieuse. Après avoir examiné quels devaient être nos besoins, nous nous aperçûmes que les ressources en alcools de bois allaient être tout à fait insuffisantes pour satisfaire les demandes qui croissaient, en 1916 en

particulier. C'était un problème urgent à résoudre, car sans acétone nous ne pouvions pas avoir de cordite pour nos cartouches, celles des fusils comme celles des gros canons.

Comme Président du Comité des Munitions de Guerre, j'avais pris cette affaire à cœur. Tandis que je cherchais une solution à ces difficultés, je tombai sur feu C. P. Scott, l'éditeur du *Manchester Guardian*. C'était un ami dans la sagesse de qui j'avais une confiance absolue. Je lui fis part du problème et lui dis que j'étais à la recherche d'un chimiste ingénieur qui m'aiderait à le résoudre. Il me répondit : « Je connais un professeur de chimie très remarquable à l'Université de Manchester, qui serait prêt à se mettre à la disposition de l'Etat. Mais je dois vous dire qu'il est né quelque part sur les bords de la Vistule, et je ne sais sur quelle rive. Il s'appelle Weizmann. »

Scott me donna l'assurance que ce Weizmann était entièrement dévoué à la cause des Alliés. La seule chose qui lui tint à cœur, c'était le Sionisme, et il était convaincu que la victoire alliée seule pourrait apporter à son peuple quelque espoir. M. Scott était un des meilleurs psychologues que j'aie rencontrés. Chacun sait que son grand journal avait été fondé sur la solidité de son jugement, en hommes comme en affaires. J'avais aussi pleine confiance dans son patriotisme. Pacifiste comme il l'était, il croyait à la justice fondamentale de notre intervention dans la guerre.

Je retins donc ce qu'il m'avait dit du professeur Weizmann, et je priai ce dernier de venir me voir à Londres. Il me plut aussitôt. Aujourd'hui, c'est un homme dont la réputation est universelle. Mais à ce moment il était tout à fait inconnu du grand public. Dès que je l'eus rencontré, je me rendis compte qu'il était une personnalité remarquable.

Son front révélait une belle intelligence, et la franchise

de son attitude m'inspira confiance dans sa complète sincérité. Je lui dis que nous nous trouvions en présence d'un problème chimique et je lui demandai de m'aider. Je lui expliquai notre pénurie en alcool de bois et quelle importance elle avait pour la fabrication des munitions. Pouvait-il nous être utile?

Le Dr Weizmann me répondit qu'il ne le savait pas encore, mais qu'il allait s'en occuper.

— Combien de temps me donnez-vous? me dit-il.

— Cela presse.

— Bien, je vais y travailler jour et nuit.

Quelques semaines après, il vint me voir et me dit :

— J'ai résolu le problème.

Il avait accompli, en effet, une chose très remarquable. Après une étude prolongée de la flore microscopique existant dans le maïs et dans d'autres céréales, parmi celles aussi qui se trouvent dans le sol, il avait réussi à isoler un organisme capable de transformer l'amidon des céréales, et du maïs en particulier, en une mixture d'acétone et d'alcool butylique. Les microbes issus de cet organisme mouraient très rapidement, et en peu de temps, en travaillant jour et nuit comme il l'avait promis, il créa une culture capable de nous fournir de l'acétone avec le maïs.

Or, le maïs contient deux tiers d'amidon. Nos ressources devinrent donc abondantes. Cette découverte nous permit de produire des quantités très considérables de ce produit chimique précieux. Aujourd'hui, elle a donné naissance à une industrie importante.

A Kings Lynn il existait déjà une fabrique de galettes à l'huile (tourteaux) où, depuis 1912, on faisait de l'acétone avec le contenu farineux des pommes de terre. Elle avait suscité quelques espérances. Mais ses produits n'étaient pas satisfaisants, et financièrement la Société n'était pas solide. Aussi fut-elle nationalisée en mars 1916 et dès juin elle fabriqua de l'acétone avec du maïs sui-

vant le procédé Weizmann, qui donna les plus heureux et les plus précieux résultats.

Le nombre insuffisant de bateaux en 1917, qui nous força à réduire toutes les importations qui n'étaient pas nécessaires, nous amena à faire une expérience nouvelle. Dans l'automne de cette année-là, il y eut une grande abondance de marrons d'Inde. On organisa une récolte nationale de ces fruits, pour se servir de la pulpe qu'ils contenaient, à la place du maïs; la fabrique de Kings Lynn en entreprit la fabrication, et, bien que la pauvre qualité de son matériel ait d'abord entravé les résultats, peu à peu les difficultés furent surmontées, et grâce au procédé Weizmann on put extraire, des marrons d'Inde, l'acétone jusqu'à la fermeture de l'usine, en 1918.

Quand tous ces obstacles eurent été surmontés, grâce au génie du Dr Weizmann, je lui dis :

— Vous avez rendu un grand service à l'Etat et j'aimerais demander au Premier Ministre de vous recommander à Sa Majesté pour une décoration.

Il me répondit :

— Je ne désire rien pour moi-même.

— Mais n'y a-t-il rien que nous puissions faire, en reconnaissance du précieux secours que vous avez apporté au pays?

Il répliqua :

— Oui, j'aimerais que vous fassiez quelque chose pour mon peuple.

Il m'expliqua alors ses aspirations concernant le retour des Juifs dans la Terre Sainte qu'ils avaient illustrée. Telles furent la source et l'origine de la fameuse déclaration sur le National Home pour les Juifs en Palestine.

Dès que je devins Premier Ministre, j'abordai à fond toute la question avec M. Balfour, qui était alors Ministre des Affaires Etrangères. Comme savant, il fut prodigieusement intéressé par tout ce que je lui dis de

l'œuvre accomplie par le Dr Weizmann. Nous étions désireux, en ce temps-là, de nous assurer l'appui des Juifs dans les pays neutres, en Amérique notamment. Le docteur Weizmann fut mis en rapports directs avec le Foreign Office.

Ce fut le commencement d'une collaboration, dont sortit, après un long examen, la fameuse Déclaration de Balfour, qui est devenue la charte du mouvement sioniste. Et c'est ainsi que le Dr Weizmann, par sa découverte, ne nous aida pas seulement à gagner la guerre, mais qu'il modifia, de façon permanente, la carte du monde.

Le Dr Weizmann est demeuré le même enthousiaste, actif, dévoué et oublieux de soi-même. La dernière fois que j'ai entendu parler de lui, il revenait d'une tournée entreprise pour la cause sioniste, où il avait récolté 70.000 livres sterling. Il a réuni de 50 à 60 millions de livres sterling pour reconstruire Sion. C'est la seule récompense qu'il ait recherchée, et son nom pourra figurer auprès de celui de Néhémie dans l'histoire fascinante et évocatrice des enfants d'Israël.

Je me suis attardé à parler du professeur Weizmann et de son œuvre parce qu'il illustre par son exemple quelle multiplicité de personnalités et d'intérêts différents se mêlaient dans l'effort national en faveur des munitions. Mais c'est aussi une page de l'histoire du monde dont les premières phrases furent écrites dans mon Ministère.

Après avoir raconté les succès de notre entreprise dans la production des explosifs, je suis conduit à dire un mot de nos fabriques nationales où étaient chargés les obus. C'était là un des aspects les plus difficiles du problème, d'autant plus que le War Office n'avait pas compris que si l'obus est fait pour être tiré, il faut auparavant le charger et le pourvoir de fusée. Cet oubli fut la cause de ses erreurs.

Au début de la guerre, la presque totalité des munitions pour canons employée dans l'armée et dans la ma-

rine était chargée et ajustée à Woolwich. Il y avait cinq maisons en Angleterre capables de remplir des obus. L'une d'elles les avait chargés à la lyddite pendant la guerre sud-africaine. Les quatre autres avaient quelque peu travaillé pour des nations étrangères. Toutefois, pendant les premiers mois de la guerre, Woolwich fut et demeura, en somme, le seul endroit où l'on remplit des obus.

En mai et en juin 1915, les usines nationales d'obus prirent leur essor. Lors de la Conférence entre les maisons d'armement en juillet, dont j'ai déjà parlé, j'avais arrangé la fondation de nouvelles fabriques nationales de projectiles. Mais notre provision d'explosifs destinés à les remplir était tout à fait disproportionnée avec la quantité sans cesse accrue d'obus vides qui venaient de ces usines, des maisons privées et des commandes exécutées aux Etats-Unis et au Canada. Woolwich était encombré par des piles d'obus vides, tandis que notre armée demeurait sans munitions. Il était donc essentiel, pour la tâche que je remplissais, que Woolwich fût placé sous le contrôle de mon Ministère. Sans quoi je n'aurais pu fabriquer que des carcasses d'obus. Mais le War Office refusa d'abord de me céder son fameux arsenal, et il fut appuyé dans ce refus par l'Amirauté. Bientôt il devint évident que si les moyens de charger les obus n'étaient pas mis sous ma direction, je ne pourrais pas livrer des obus emplis. Nous étions à court d'obus pour la grande bataille qui devait être livrée en France en septembre. Nous possédions de larges stocks d'obus vides, mais nous manquions d'obus complets. Le seul résultat pratique de la bataille de Loos, ce fut le transfert de Woolwich au Ministère des Munitions, et c'est ainsi que, pour la première fois, je pus connaître le fonctionnement d'une institution appartenant au War Office.

A peine eus-je franchi son mystérieux portail, qu'un potentat de légende appelé *l'Extrait* vint à ma rencontre.

Qu'est-ce que c'était que cet Extrait? Je fis sa connaissance dans un rapport préparé avec soin que l'on me présenta dès que je pris possession de Woolwich.

Pour bien comprendre la méthode qui gouverna la production de Woolwich, et celles d'Enfield et de Wal-tham Abbey, avec quelques légères différences, il faut se rendre compte que le point central de cet arsenal, d'où découle tout le reste, c'est ce document l'*« Extrait »*. L'*« Extrait »*, dont je n'ai pas besoin ici d'expliquer l'origine historique, était, comme son nom l'indique, la quintessence des ordonnances édictées par l'Office du Matériel, réuni dans la Tour de Londres, et cet *« Extrait »* se transmettait entre officiers de même grade, dont l'un n'avait pas le droit de donner un ordre à l'autre. En somme, un *« extrait »*, c'est tout simplement l'ordre d'accomplir un certain travail. Cet *« Extrait »* s'appuyait sur toute une troupe terrifiante de majuscules : M.G.O., D.D.O.S., S.O.S., D.E.O.S., I.R.E.S., C.S.O.F., derrière lesquelles luisait, à l'arrière-plan, une armée d'autres combinaisons alphabétiques. Elles s'étaient retranchées dans des traditions professionnelles parfaitement désuètes. Derrière les complications de la routine, et de l'Alpha à l'Oméga, toutes étaient prêtes à mourir sur leurs positions, plutôt que de rendre la forteresse occupée par elles et par leurs aïeux fonctionnaires, aux barbares sortis des sombres forêts de la politique qui menaçaient leur Empire.

Dès que j'eus la main sur Woolwich, je compris pourquoi, suivant le mot de M. Albert Thomas, c'était *« une vieille boîte »*. Ceci était dû à l'œuvre de l'*« Extrait »* exécutée par les majuscules. Elles se bousculaient l'une l'autre, se mettaient en travers du chemin, entravaient sans jamais pousser de l'avant et n'agissaient de concert que quand il fallait résister au Hun venu de la politique. Elles étaient un cauchemar alphabétique. Ma première tâche, ce fut, non pas précisément de faire évanouir ces

fantômes, mais de les mettre à leur place, de veiller à ce que chacun poussât sa petite charrette sans heurter celle d'un autre : Je compris alors pourquoi il y avait tant de retards. L'homme du Ministère qui avait rédigé l'« Extrait » contrôlait aussi les produits, et tant que Woolwich ne fut pas attribué au Ministère des Munic tions, tant que je n'eus pas mis de mon côté au moins quelques majuscules, je ne pus venir à bout du chargement des obus.

La première mesure prise par moi pour réorganiser Woolwich fut la nomination de Sir Frederick Donaldson, chef de l'arsenal, à un autre poste important créé pour lui. C'était un homme d'une haute intelligence, et fort instruit dans la technique de son métier; de plus, il était charmant. C'est incontestable. Mais pendant les années tranquilles où le temps ne comptait pas, où l'on fabriquait des obus pour les tirer sur une cible, où la préoccupation principale était d'empêcher l'Amirauté et les sections du War Office d'empiéter sur les domaines les uns des autres, et surtout de veiller à ce que tout, jusqu'au dernier penny accordé par les experts, fût dépensé pendant l'année financière, une telle routine s'était formée, qu'elle rendait Sir Frederick incapable d'accomplir une œuvre de nécessité urgente, où les heures étaient précieuses pour le salut de l'Etat, et où les improvisations devaient remplacer les habitudes routinières et régulières. Je nommai à sa place M. Vincent Aaven, de la Compagnie de chemins de fer Londres et Nord-Est. Son influence vivifiante se fit bientôt sentir dans tout l'arsenal et accélera la production des obus complets.

Woolwich, malgré les perfectionnements les meilleurs, était incapable de suffire au chargement des obus rendu nécessaire par le nombre des projectiles déjà prêts ou sur le point d'être achevés. Je décidai par conséquent d'augmenter les usines nationales en installant un certain nombre d'ateliers où l'on remplirait les obus. Deux

furent installés en juillet : l'un à Aintree, l'autre à Coventry. Quatre autres furent commencés en août, et six en septembre. Avant la fin de la guerre, dix-huit usines nationales s'occupaient du chargement des obus. Certaines se trouvaient sous le contrôle direct du Ministère ; d'autres étaient dirigées par des agents, suivant le système des ateliers nationaux de projectiles, d'autres par les associations locales chargées des installations, suivant le système des usines d'obus ; leurs membres travaillaient sans salaires ni indemnités.

La difficulté technique principale dans les opérations de remplissage, si on voulait les réussir pleinement, ne provenait pas de la main-d'œuvre exercée. Les procédés de chargement étaient simples, et le gros du travail dans ces usines était fourni par des femmes, sans préparation spéciale. Elle consistait plutôt dans le danger de ces opérations, dans la terreur d'être empoisonné, par exemple par le T.N.T., qui, vers la fin de 1916, a temporairement vidé les équipes ; il était difficile aussi de se procurer des ouvriers observant les règles qui réduisaient au minimum le risque d'explosion ; enfin, certaines précautions adoptées, comme les respirateurs qu'il fallait porter quand on manipulait les éléments du fulminate de mercure, ou les onguents dont on s'enduisait la figure quand on travaillait le tetryl, avaient un caractère répugnant.

Le courage des jeunes filles et des femmes engagées dans ces usines n'a pas été suffisamment reconnu. Elles travaillaient dans des conditions qui mettaient vraiment en péril leur vie ou bien — ce qu'elles redoutaient plus encore, probablement — qui les exposaient à être grotesquement défigurées. Un des dangers que comportait le remplissage d'obus, c'était, en effet, une sorte de jaunisse toxique, provenant d'un empoisonnement par le T.N.T. Cette maladie donnait à la figure une couleur d'un jaune vif repoussant. Les pauvres petites étaient appelées les

« canaris » par leurs camarades du dehors. Mais elles étaient fières de ce surnom qu'elles avaient mérité dans le chemin du devoir.

Plutarque raconte qu'avant la bataille de Pharsale, Jules César dit à ses légionnaires de lancer leurs javelots à la face des cavaliers de Pompée — tous patriciens délicats de Rome, et que ces jeunes guerriers, assez braves pour affronter des blessures sur le corps ou la mort, furent tellement horrifiés à l'idée d'être défigurés, qu'ils tournèrent bride et s'enfuirent au galop, en protégeant leurs yeux de leurs mains. Pour des jeunes filles et des femmes que leur instinct naturel poussait à vouloir paraître belles, cette laideur pustuleuse causée par l'empoisonnement du T.N.T. mettait à l'épreuve leur courage plus encore que le risque d'une explosion. Il y eut, en 1916, 181 cas de jaunisse toxique, dont 52 suivis de mort, et, en 1917, 189 cas, dont 44 mortels. Mais, au cours de cette année, les méthodes préventives furent très perfectionnées, et en 1918 le chiffre des cas tomba à 34, dont 10 furent mortels. En dépit de ce nombre impressionnant, et bien que la presse en ait souligné l'horreur, il n'y eut jamais pénurie de main-d'œuvre dans les usines de remplissage.

Un autre bel exemple de courage nous est venu de l'usine de Hayes, où des jeunes filles et des femmes étaient employées à remplir des gaines. Une explication est nécessaire. Une gaine est un tube rempli d'explosifs attaché sous la pointe d'un obus à grande puissance, et elle pénètre dans la charge de T.N.T. Son but est d'assurer que la fusée, en détonant à la pointe, fasse exploser tout le contenu de l'obus.

En 1915, la fréquence des éclatements prématurés ou des non-éclatements fit découvrir qu'un stock considérable de gaines qui nous venaient d'Amérique portaient un écrou tournant à gauche et non à droite, et que l'écrou se dévissait parfois quand l'obus virait dans son vol.

Pour prévenir cet accident, les écrous des gaines durent être percés en deux endroits avec un ciseau froid et un marteau, pour empêcher la vis de tourner.

C'étaient les femmes à Hayes qui exécutaient la plus grande partie du travail — travail dangereux s'il en fut, car si une parcelle de fulminate s'enflammait par suite du coup, la gaine faisait explosion et les mettait en pièces. Un matin, vint la nouvelle qu'une terrible explosion avait eu lieu à Hayes et que plusieurs femmes avaient été tuées. Elles opéraient dans de petites baraques séparées les unes des autres. L'une d'entre elles avait été démolie. En entrant, Lord Lee se heurta à une petite femme affairée haute environ de cinq pieds, toute pâle mais résolue.

— Est-ce ici qu'a eu lieu l'explosion? demanda-t-il.

— Oui, répondit-elle.

C'était la surveillante de la baraque. En entrant, il vit des flaques de sang sur le seuil, et les survivantes, marteau et ciseau froid à la main, perçaient des gaines avec ardeur, comme d'habitude.

Lord Lee parla à la petite préposée. Elle avait été femme de chambre chez une lady. Maintenant, elle remplissait simplement son devoir envers la patrie dans une usine de munitions. Après l'explosion, elle avait calmé et réconforté ses jeunes filles et les avait ramenées à leur rude et dangereuse tâche. Tout ce qu'elle sut dire fut ceci : « Oh! je n'ai pas l'intention de m'en aller, surtout quand je pense aux pauvres gars qui sont en France et qui sont exposés à bien plus de dangers que nous. »

On trouva bientôt un procédé qui était destiné à protéger les ouvriers contre les dangers de l'explosion, pendant qu'ils perçaient les gaines; plus tard, l'introduction d'un dispositif perfectionné rendit l'opération inutile. Mais d'ici là les jeunes filles et les femmes continuèrent de la façon la plus courageuse ce travail dangereux. Si l'une d'elles était emportée vers la mort la plus hor-

rible, les autres reprenaient leurs esprits en se mettant à chanter pendant leur ouvrage — à chanter sur des airs connus des paroles de leur composition, qui manquaient peut-être un peu de grâce littéraire, mais qui étaient pleines d'une rude vigueur et d'une vaillance qui ne bronchait pas.

Telles furent les dispositions d'esprit que montrèrent nos ouvrières en munitions. Une fois bien dirigées, il n'était rien qu'elles ne pussent accomplir.

Les expériences que j'ai racontées au sujet de nos rapports avec l'arsenal de Woolwich, les faits exposés dans les lettres de Lord Moulton, nous ont donné quelques aperçus sur les obstacles officiels qui continuellement se mettaient en travers de nos progrès. Il fallait qu'on se mît bien dans la tête que nous n'avions pas à compléter un système qui se développait harmonieusement, mais qu'il nous fallait construire, à partir du sol, une série nouvelle et importante d'industries pour la production d'articles dont beaucoup, en Angleterre, n'avaient jamais été manufacturés. Il nous fallait trouver la façon de faire le meilleur usage de tous les matériaux disponibles. Il était donc impossible de se contenter pour les ingrédients, des spécifications en usage, pour les fabrications, des procédés en vigueur, si excellents qu'ils pussent être, pour la production en munitions du temps de paix, lente et limitée.

Au commencement de la guerre, par exemple, la lyddite était le seul explosif puissant employé au chargement des obus. C'était fort bien, quand quelques tonnes suffisaient à nos besoins pendant des mois; mais cela ne l'était plus du tout quand nos canons durent tirer plusieurs centaines de tonnes par jour; outre qu'elle était fort coûteuse, la lyddite était une substance dans laquelle entraient des matériaux importés. Il en résulta l'adoption du T.N.T. Mais le T.N.T. lui aussi était cher, et sa production était limitée. Quand la demande en obus puis-

sants devint plus considérable, il fut évident que les livraisons de T.N.T. pur ne seraient jamais suffisantes. On eut donc recours à l'amatol, qui est un mélange de T. N. T. et de nitrate d'ammonium. Mais la méthode pour les chargements d'obus avec le T.N.T. consistait à liquéfier l'explosif et à le verser dans une ouverture située à la pointe de l'obus, là où la fusée pouvait être fixée. Quand on mélangea le nitrate d'ammonium avec le T. N. T. liquéfié à une haute température, — un peu comme si on versait du sable dans un sirop, — le produit coula de plus en plus difficilement, et même il ne voulut plus couler du tout quand la proportion de nitrate dépassa 40 %. Il fallut trouver un moyen de mêler, à sec, les deux ingrédients et de remplir les obus avec cette poudre si on voulait obtenir l'économie la plus grande dans l'usage du T.N.T.

Pour résoudre un pareil problème, il nous fallait des esprits ingénieux et originaux. La Grande-Bretagne en est riche. Une des tâches les plus intéressantes du Ministère des Munitions, ce fut de découvrir les inventeurs et les administrateurs vraiment capables, et d'accommorder leurs dons aux services que notre tâche immense exigeait. C'étaient souvent des hommes qui avaient une sainte horreur de la bureaucratie et des formalités officielles, qui n'étaient pas disposés à se soumettre à un programme dicté, mais qui, laissés à eux-mêmes, pouvaient accomplir une œuvre de la plus grande valeur. Il fallait donc choisir avec discernement, et séparer des autres ces tempéraments capricieux qui ne songeaient qu'à leurs inventions et dont l'utilité pratique était grande, bien qu'ils fussent un peu intractables.

Pour le chargement des obus, j'eus la bonne fortune de m'assurer les services de Lord Chetwynd. Il m'avait été recommandé par M. Ellis comme l'homme le plus capable de me tirer d'embarras. Autant que je m'en souviens, il ne s'était jamais occupé d'expérimenter les ex-

plosifs, mais les ressources de son esprit et son ingéniosité étaient étonnantes. On m'avertit néanmoins qu'il était fort susceptible dès que l'on tentait de le guider avec le mors de la routine.

Nous lui dîmes que nous désirions qu'il construisît et qu'il fit marcher une usine capable de verser dans les obus mille tonnes d'explosifs par semaine. Il stipula et il obtint une liberté d'action complète, sans contrôle exercé par les fonctionnaires du Ministère, ainsi qu'un contrat valable jusqu'à la cessation des hostilités.

Ainsi armé, il partit de l'avant, dans sa glorieuse indépendance. Il trouva un emplacement à Chilwell, près de Nottingham, fit les plans de son usine et la construisit. Tandis qu'on était en train de l'achever, il se rendit en France, en octobre 1915, pour y étudier les méthodes de chargement des obus, et se rendit compte que les procédés français employés, et qui consistaient à presser les explosifs puissants à la pointe du projectile, pouvaient être adaptés à l'amatol. Ceci était important, car, pour prolonger autant que possible nos réserves en T.N.T., il était désirable de mélanger ce produit à 80 % de nitrate d'ammonium. Ceci impliquait un chargement sec, puisque cette combinaison ne pouvait pas être coulée dans l'obus. A Woolwich, on avait inventé un procédé pour le remplissage en amatol à 80 % et qui consistait à comprimer la poudre sous forme de biscuits et à les introduire dans l'obus. Mais ceci impliquait qu'il fallait pouvoir en détacher le culot, ou bien en séparer la pointe que l'on aurait amincie, et ces deux dispositifs, qui compliquaient et retardaient la fabrication, n'étaient pas non plus satisfaisantes et provoquaient des explosions prematurées.

Lord Chetwynd revint à Chilwell et résolut de charger avec une poudre à 80 %, en la pressant dans la pointe. En toute hâte, il conçut et mit en marche un petit atelier d'expériences pour montrer comment il fallait s'y

prendre, et quand il fut question d'abandonner l'amatol à 80 %, à cause des résultats peu satisfaisants obtenus sur les obus de Woolwich, il demanda qu'on fît l'épreuve de ceux qui avaient été remplis par une compression à la pointe. Ils sortirent triomphants de cet examen. Son initiative en cette matière fut d'un profit incalculable pour le pays et rendit possible une accélération et une augmentation énormes dans les chargements d'obus. L'usine de Chilwell était un lieu étrange où l'on voyait moudre et mélanger comme des farines les plus puissants explosifs. Lord Chetwynd inventa lui-même ateliers et procédés, recherchant toujours la rapidité, la simplicité et le rendement le plus complet des machines en vue de la production en masse. Il opérait sur le matériel brut avec des machines employées d'habitude à broyer le charbon, à pulvériser les pierres, à sécher ou à raffiner le sucre, à faire des couleurs. Son T.N.T., il l'écrasait entre les cylindres de porcelaine d'un moulin. Un appareil mécanique pour la fabrication du pain faisait les mélanges. Il acheta des machines abandonnées qui avaient servi à fabriquer des lacets et les employa à produire les accessoires dont il avait besoin pour les chargements d'obus.

Les gens objectaient que ce devait être extrêmement dangereux de traiter des explosifs puissants avec si peu de cérémonie. Pour toute réponse Lord Chetwynd nous conduisait à une maison contiguë aux ateliers de compression : « Si l'on saute en l'air, je serai le premier ! » remarquait-il, et son exemple encourageait beaucoup ses ouvriers. Une nuit de janvier, un Zeppelin chassa dans le Trent, en haut et en bas, s'efforçant de situer et de bombarder l'usine, mais sans succès. Le lendemain, le bruit courut, comme c'était l'habitude en temps de guerre, que Lord Chetwynd avait surpris trois espions allemands en train de faire des signaux au Zeppelin, et qu'il les avait tués à coups de revolver. Il s'empressa d'en profiter,

installa un policier en sentinelle pendant tout un jour dans un endroit désert, et, la nuit, fit creuser trois tombes sur le coteau, par un laboureur. Il y mit des pierres, et quand elles furent comblées, planta un poteau noir à la tête de chacune d'elles. Du coup, la rumeur se transforma en histoire indiscutée, découragea ceux qu'aurait pu tenter le rôle d'espion, et écarta les curieux indésirables qui auraient voulu mettre leur nez dans les environs.

J'ai rédigé ces notes sur Chilwell parce qu'elles permettent de se rendre compte des difficultés que nous rencontrions dans la production des obus chargés, et parce qu'elles donnent aussi une idée des hommes qui vinrent à notre aide. De plus, Chilwell était la plus importante de nos usines de chargement, et notre source principale de ravitaillement en obus lourds entièrement prêts. Chilwell a fourni 50 % des obus de 60 livres à 15 pouces chargés pendant la durée de la guerre, et a livré 19 millions 1/4 de ces projectiles puissants, sans parler d'un nombre considérable d'obus plus légers, de bombes aériennes, etc...

Chilwell a commencé à charger des obus en janvier 1916. Quelques-unes des usines nationales de chargement avaient déjà entrepris le remplissage de certaines parties : gaines, fusées, etc. C'est Geddes que j'avais placé à la fin de 1915 à la tête de toute la section des chargements, et si grandes furent l'énergie et l'intelligence dont il fit preuve, que vers le milieu de 1916 les nouvelles usines de chargement étaient déjà en plein essor et fournissaient l'armée de munitions entièrement prêtes, et en telles quantités que les terribles bombardements de l'offensive de la Somme en furent rendus possibles.

4) Mitrailleuses

Pendant l'année 1914 et la première moitié de 1915, c'est le Maître général de l'artillerie au War Office qui portait la responsabilité des plans sur les mitrailleuses et de leur fabrication.

Un fait prouve combien la Direction militaire a méconnu complètement l'importance de cette arme pendant la guerre. Entre août 1914 et juin 1915, quatre contrats ont été signés avec MM. Vickers, pour un total de 1.792 mitrailleuses.

On arrivait ainsi à fabriquer deux mitrailleuses par bataillon, sans pouvoir en fournir aux compagnies de mitrailleuses qui s'entraînaient en Angleterre, ou remplacer celles qui avaient été perdues ou endommagées (1). La première commande, datée du 11 août 1914, comportait 192 mitrailleuses; la seconde, du 10 septembre, 100; la troisième, du 19 septembre, 1.000; la quatrième, quelques jours après, 500. Une clause du troisième contrat stipulait que le chiffre des livraisons devait s'élever à 50 mitrailleuses par semaine. Il n'était que de 10 à 12 dans la première commande.

Ces 1.792 mitrailleuses devaient être entièrement livrées en juin 1915. En fait, 1.022 seulement avaient été reçues à cette date.

Au commencement de la guerre, deux mitrailleuses seulement étaient affectées à un bataillon. Tel était l'équipement de notre première *Force expéditionnaire*. Pour comprendre comment les autorités militaires ont pu méconnaître à ce point l'importance de cette arme, il

(1) En 1918, les chiffres de notre armement en mitrailleuses était de 36 mitrailleuses Lewis par bataillon d'infanterie, et de 64 mitrailleuses Vickers par bataillon de mitrailleurs. Les pertes étaient immédiatement remplacées par les réserves qui existaient en Angleterre.

faut se rappeler, comme l'a écrit un officier distingué, « que la mitrailleuse était, à leurs yeux, l'arme de certaines occasions, bien plus qu'un outil de guerre essentiel ».

Il fallut à nos généraux plusieurs mois de pertes terribles pour comprendre la valeur de la mitrailleuse. Ils furent convaincus par les récits des officiers qui avaient été les témoins de leurs terribles effets dans l'action. Plus ils étaient éloignés de la ligne du feu, moins les grands chefs militaires étaient impressionnés par la puissance et par les dangers des mitrailleuses. Le général de brigade Baker-Carr, fondateur du corps d'entraînement des mitrailleurs, a donné dans son livre récent, *De chauffeur à brigadier*, un récit piquant des difficultés qu'il rencontra pour fonder cette école d'instruction et pour convaincre le haut commandement de l'importance de la mitrailleuse. Je me permettrai d'en citer un ou deux passages, puisqu'ils caractérisent l'attitude prise par le War Office dans la fabrication de cette arme dévastatrice.

Et d'abord la position d'avant-guerre :

« En ce temps-là, la seule mention qui fut faite de la mitrailleuse se bornait à une douzaine de lignes dans le « Manuel d'instruction pour l'infanterie ». Personne en haut lieu ne s'occupait de cette arme, dont l'importance potentielle était énorme, et les commandants de bataillon, avant la guerre, la détestaient franchement et cordialement.

« Que dois-je faire des mitrailleuses, aujourd'hui, monsieur? », telle était la question posée fréquemment par l'officier qui commandait en campagne.

« Prenez sur votre flanc ces maudits instruments, et cachez-les », telle était la réponse habituelle.

En 1915, Baker insiste pour que l'on augmente le nombre des mitrailleuses.

« La ligne de feu, en tout cas, avait fini par comprendre le rôle de l'arme automatique, et certains coman-

dants se montraient plus disposés à apprendre ce qu'on pourrait faire d'utile pour renforcer leurs lignes sans augmenter le nombre des hommes.

« J'avais déjà insisté sur l'opportunité qu'il y aurait à doubler le nombre des mitrailleuses par bataillon, c'est-à-dire à les porter de 2 à 4. Je m'étais risqué avec imprudence à présenter au Grand Quartier Général cette suggestion, et on m'avait répondu promptement de m'occuper de mes affaires. Les commandants des grandes unités comme les armées ou les corps d'armée n'appréciaient pas, en ce temps-là, l'économie importante en hommes que l'on aurait pu réaliser en substituant la machine à la chair musclée, et c'est seulement quand on pénétrait dans la zone dangereuse que ces propositions provoquaient de cordiales réponses. »

Après avoir rencontré fort peu d'encouragements, il réussit à installer son école de mitrailleuses derrière les lignes.

« Pas un seul membre de l'Etat-Major du Quartier Général ne prit la peine de rendre visite à l'Ecole pendant les six mois qu'elle eut ses quartiers dans les baraqués de l'artillerie, à un quart de kilomètre du Grand Quartier Général. »

Il décrit l'énorme puissance de feu que possédaient les mitrailleuses allemandes, et la confiance de l'armée allemande dans leur efficacité aussi bien dans l'attaque que dans la défense, et il ajoute :

« Ces faits paraissaient flagrants et d'une terrible évidence au soldat qui se trouvait sur le front, et qui était appelé à faire face aux mitrailleuses ennemis, mais le haut commandement était incapable de saisir leur importance capitale, même après la bataille de la Somme. C'est seulement l'année suivante, lors de l'affreux et sanglant échec connu sous le nom de troisième bataille d'Ypres, que la vérité s'imposa à lui tout entière. »

Enfin, après une pression énergique venue du front

de combat, on consentit à accroître de 2 à 4 le nombre des mitrailleuses par bataillon. C'était pendant l'été de 1915. L'auteur écrit :

« Vingt-quatre heures après avoir appris la nouvelle, je proposai de doubler encore ces effectifs améliorés. Le Grand Quartier Général était horrifié.

« — Mais voyons, Baker, me dit-on avec indignation, nous vous accordons deux mitrailleuses de plus par bataillon. Vous devriez être content. »

« En vain, assurai-je que ces mitrailleuses additionnelles n'étaient pas un présent personnel que l'on me faisait, mais un renfort d'une urgence cruelle que l'on apportait aux dispositions du front de combat. Il était inutile de discuter. »

Pour quelqu'un qui n'aurait pas fait l'expérience de l'hostilité fanatique opposée par le haut commandement à toutes les idées nouvelles, l'histoire serait incroyable.

Malgré le faible contingent fixé pour notre armée, une usine avait été établie en Angleterre, en octobre 1914, qui devait livrer 50 mitrailleuses par semaine au Gouvernement français, à condition toutefois que les livrassions aux forces britanniques ne seraient pas, de ce fait, retardées. Lorsque le Ministère des Munitions fut fondé, on découvrit que des négociations étaient en cours pour le paiement d'une prime de 50 livres sterling par mitrailleuse livrée, en plus des 50 par semaine, jusqu'à la fin de décembre 1915.

La mitrailleuse Vickers avait été adoptée en remplacement de la Maxim, qui était considérée, au début de la guerre, comme un modèle vieilli. Les Maxim déjà en service furent conservées, mais le total de la production de ces mitrailleuses fabriquées par la fabrique royale des petites armes à Enfield s'est élevé à 666 engins pendant les deux ou trois premières années de la guerre, et a cessé entièrement en mars 1917, conformément à la décision prise antérieurement d'abandonner ce modèle.

L'importance grandissante des mitrailleuses devint de plus en plus manifeste à mesure qu'arrivaient les rapports des batailles qui succédaient aux batailles, où étaient décrites les pertes effrayantes infligées à nos hommes par ce petit instrument de mort. Les Allemands seuls avaient compris, avant la guerre, les possibilités des mitrailleuses et en avaient armé leurs troupes à raison de 16 mitrailleuses par bataillon.

Mais le War Office ne partageait pas ces vues sur la valeur de la mitrailleuse, et l'écho de son bruit dévastateur n'avait pas encore pénétré dans le tranquille sanctuaire du dieu de la Guerre.

Pour la manufacture de mitrailleuses, il y avait une question très importante de priorité de livraison à résoudre, entre les fusils et les mitrailleuses, car pour les uns et les autres nous avions un déficit urgent à combler. Or, la manufacture employait pour les deux armes les mêmes matières brutes, les mêmes machines et le même personnel. Il fut impossible à M. Geddes, que j'avais préposé à la fabrication des mitrailleuses et des fusils, d'obtenir au War Office des renseignements satisfaisants sur le nombre que l'on désirait de chacun de ces engins, et sur la priorité relative qu'il fallait donner à l'une ou à l'autre production.

Il se décida alors, avec son supérieur immédiat, Sir Percy Girouard, à soumettre l'affaire au Ministre de la Guerre lui-même, afin d'en obtenir un règlement qui guiderait la manufacture pendant les neuf mois suivants. Pour le récit de cette entrevue, le mieux est de citer Geddes lui-même :

« J'expliquai à Kitchener que fusils et mitrailleuses, c'était comme les shillings et les livres sterling. Neuf fusils équivalent à un fusil automatique Lewis; treize fusils équivalent à une mitrailleuse Vickers, si on considère l'effort de production que leur fabrication exige. J'aimerais donc savoir, ajoutai-je, dans quelles propor-

tions ils doivent être fabriqués pendant les neuf mois qui vont suivre afin de pouvoir établir mes plans.

Il me répondit : « Est-ce que vous vous imaginez que je suis le Dieu Tout-Puissant et que je puis vous dire neuf mois à l'avance ce dont j'aurai besoin ? » Je répliquai : « Non, Sir. Et moi-même, Dieu tout-puissant, je ne le suis pas davantage. Mais nous avons à prendre une décision entre nous, et nous devons chercher à la prendre juste. » Alors il me fit la vieille réponse chère au War Office : « Nous désirons des uns et des autres autant que vous pourrez en produire. » Ma patience était à bout et je lui parlai assez fermement. J'évoquai les semaines que j'avais passées à chercher à obtenir de ses subordonnés ces renseignements élémentaires. Il finit par dire qu'il fallait par bataillon deux mitrailleuses au minimum, quatre au maximum, et qu'au delà c'était du luxe. Telle était l'opinion du Ministre de la Guerre, et de l'homme qui passait pour notre plus grand soldat, le 26 juin 1915.

Je m'assis au bureau du War Office et j'écrivis ce qu'il venait de me dire. J'étais tellement fier d'avoir enfin obtenu un renseignement qui donnait une base à mon travail, que je fis une faute d'orthographe en écrivant « luxury ». Je demandai à Kitchener sa signature. Il avait toujours eu une certaine répugnance à signer des documents, et me dit qu'il donnait des ordres et qu'il s'attendait à ce qu'ils fussent obéis.

Je répliquai que c'était évidemment l'habitude militaire, mais que j'avais le désir de posséder une pièce m'autorisant à dépenser de l'argent, et que, s'il ne voulait pas la signer, le document était pour moi sans valeur. Il sortit.

Girouard le rattrapa dans le corridor : « Geddes est comme ça, lui dit-il. Il ne fera rien si vous ne signez pas un papier. » Alors Kitchener rentra et mit au bas du document ses initiales.

Enchanté d'avoir obtenu une pièce documentaire du Ministre de la Guerre, Geddes me l'apporta. Comme Ministre des Munitions, ma tâche officielle était de suffire aux demandes du War Office. Mais je n'étais pas autorisé à les dépasser. Toutefois, en présence de ces estimations misérables, je fus tellement indigné que j'aurais déchiré le document, si Geddes ne l'avait pas sauvé de mes mains. Il possède encore ce trésor.

Geddes raconte que je lui ai dit à ce moment : « Prenez le maximum de Kitchener (quatre par bataillon). Portez-le au carré; multipliez le résultat par deux, et, quand vous atteindrez ce total, doublez-le encore, au petit bonheur. »

Ce calcul donnait 32 mitrailleuses par bataillon, et 32 autres comme marge. Ceci ne voulait pas dire que chaque bataillon mettrait 64 mitrailleuses en action, mais qu'il fallait en fabriquer cette quantité pour parer à toute éventualité. C'est un fait qu'en novembre 1915, le War Office nous réclamait déjà seize mitrailleuses par bataillon; que ses demandes s'élèverent progressivement, et par stades successifs, jusqu'au moment où le total des mitrailleuses produit pour nos forces combattantes, avant la fin de la guerre, dépassa ce chiffre de soixante-quatre mitrailleuses par bataillon, en y comprenant les pièces destinées au « Corps des mitrailleurs » et aux forces aériennes. Nous avions créé aussi une ample réserve en Angleterre pour remplacer les pertes et les pièces endommagées.

J'ajouterais qu'à mon avis, si on tient compte des demandes de nos armées et de l'assistance donnée à nos alliés, nous n'avons jamais eu trop de mitrailleuses, jusqu'à la fin de la guerre.

Au contraire, la grande utilité de cette arme avait été si bien démontrée que, le 23 février 1918, nous avions fixé pour l'armée un programme de 138.349 mitrailleuses et de 192.000 pour 1919. Le 1^{er} juin 1915, nos troupes

possédaient un stock total de 1.330 mitrailleuses, vieilles ou neuves. Comparez.

Je ne pense pas non plus que l'Armée ait eu sujet de regretter cette décision qui multiplia par seize le chiffre proposé par Lord Kitchener en juillet 1915. Des photographies prises sur le champ de bataille de Loos par le Colonel Arthur Lee, et dont je pris connaissance quelques semaines plus tard, en me montrant des files de nos soldats écossais, couchées dans le champ de tir d'une seule mitrailleuse allemande, m'ont délivré de tous les scrupules que j'ai pu avoir, quand j'ai pris sur moi de passer par-dessus une opinion militaire.

La réalisation de ce programme étendu impliquait un calcul soigneusement élaboré par le Ministère. Pour les contrats de mitrailleuses, il était nécessaire de prévoir longtemps à l'avance, et, comme Geddes l'a expliqué à ce moment-là, de formuler un plan concret et définitif réglant pour neuf à douze mois le rendement de cette catégorie d'armes.

Le Ministère conclut d'abord le 19 juillet 1915 un contrat avec MM. Vickers pour 12.000 mitrailleuses. Un appui financier leur fut accordé pour leur permettre d'agrandir leurs usines à Eryth et Crayford. La capacité de production de ces établissements atteignit en dernier lieu cinq mille mitrailleuses par mois.

Nous accordâmes ensuite notre attention à la mitrailleuse Lewis. Cette arme avait été refusée par les autorités militaires en 1912, pour le service de l'armée, parce qu'il n'était pas désirable de multiplier les types. Au début de la guerre, elles affichaient encore leurs préférences pour la Vickers. La mitrailleuse Lewis était beaucoup plus légère que la Vickers et pouvait par suite être transportée plus facilement par les soldats. Elle était indispensable en cas de marche en avant et pour les aéroplanes.

Pendant le mois d'août 1914, 45 mitrailleuses Lewis

furent commandées pour le Service de l'Air, et, dans la première semaine de septembre, 200 de plus furent commandées pour les besoins généraux, à raison de 25 par semaine. Dans la suite, le War Office donna des ordres plus importants, mais ne fit aucune démarche effective pour en faciliter la production et pour hâter les livraisons, si bien qu'en dépit d'une augmentation des commandes pendant les neuf semaines qui précédèrent le 12 juin, la moyenne des pièces livrées au War Office n'atteignit que 36 par semaine.

Quand le Ministère (des Munitions) en eut assumé le contrôle, je m'aperçus, après avoir étudié la question, que, pour accroître le rendement d'une façon efficace, il était nécessaire de donner à la *Birmingham Small Arms Company* des commandes assez importantes pour justifier une extension considérable de son usine. De même, le nombre des machines-outils et autres instruments indispensables à la production dépendait des arrangements qui seraient pris.

Jusque-là, le Ministère de la Guerre et l'Amirauté avaient conclu des contrats pour moins de deux mille fusils Lewis, c'est-à-dire juste assez pour empêcher la firme d'accepter des commandes étrangères.

Un ordre fut donné pour dix mille mitrailleuses légères, livrables avant la fin mai 1916, et, tandis que le contrat courrait, j'entamais des négociations pour porter la production à 750 mitrailleuses par semaine pendant toute la durée de la guerre. En 1917, de nouveaux arrangements furent pris pour porter ce chiffre à 1.800 par semaine.

En février 1915, on installa à Coventry une usine et des ouvriers stylés venus de France pour y fabriquer des mitrailleuses Hotchkiss. Quand la fabrique marcha, l'Amirauté lui commanda mille mitrailleuses. On avait compté tout d'abord que cette usine fabriquerait de 25 à 50 mitrailleuses par semaine.

En août 1915, je décidai d'approver un projet qui doublait la production de cette manufacture, bien que les autorités militaires n'eussent pas accepté ce type d'engin. En conséquence, en septembre 1915, le Ministère commanda trois mille mitrailleuses. L'usine en avait livré 1.013 en juin 1916. Fin octobre 1916, sa production s'élevait à 690 mitrailleuses par mois. L'extrême importance de cet engin, en particulier pour l'armement des tanks, est une chose bien connue.

Ce serait une erreur de croire que cette immense expansion dans la fabrication des mitrailleuses s'est accomplie sans le moindre souci de la dépense. La production était, il est vrai, le point capital, puisque la vie de nos soldats était en jeu. Mais les prix étaient soigneusement étudiés. Les commandes données par le War Office à MM. Vickers en août et septembre 1914 prévoyaient des prix variant entre 167 et 162 livres sterling par mitrailleuse. Le prix fixé par le Ministère des Munitions en juillet 1915 était de 125 livres. Il fut réduit en 1916 à 100 livres. En 1918, il était descendu encore à 74 livres.

Nos progrès dans la livraison des mitrailleuses à nos troupes peuvent être résumés de la façon suivante.

Au début de la guerre, si nous négligeons les Maxim d'un type vieilli, dont quelques-unes étaient encore fabriquées à l'Usine royale des petites armes d'Enfield (qui en a produit environ 80 pendant les 18 premiers mois de la guerre), la production en mitrailleuses était de 10 à 12 par semaine, et ceci représentait le maximum que Vickers pût produire.

A la fin de mai 1915, le total des mitrailleuses livrées au War Office depuis août 1914 s'élevait à 1.039 (775 Vickers et 264 Lewis). Le total des mitrailleuses en service s'élevait à 1.330. Le total des mitrailleuses commandées était de 2.035.

Dans quelles proportions la production des mitrail-

leuses augmenta nous est montré par le tableau suivant :

<i>Années</i>	<i>Production totale</i>
1914	287
1915	6.102
1916	33.507
1917	79.746
1918	120.864
<hr/>	
Total	240.506

Sur un total de 240.506 mitrailleuses — Vickers et Lewis ensemble — qui ont été manufacturées pendant la guerre dans ce pays, nous en avons livré 26.900 à nos alliées, c'est-à-dire vingt fois plus que notre stock tout entier, au moment où le Ministère des Munitions fut constitué.

5) Corps de mitrailleuses

En qualité de Ministre des Munitions, je devais fournir les mitrailleuses nécessaires à l'armée; comme je l'ai dit, je fus considérablement en avance sur les demandes officielles, en sachant prévoir le nombre dont on aurait bientôt besoin.

Officiellement, il n'entrait guère dans mes fonctions de veiller à ce qu'on fit le meilleur usage possible des grandes quantités de mitrailleuses fabriquées, mais évidemment cette question ne pouvait manquer de m'intéresser vivement. En octobre, alors que j'avais réglé depuis environ trois mois la quantité d'engins à fournir et que la production progressait, le projet de former un corps spécial de mitrailleuses reçut l'assentiment royal (1).

(1) Décret Royal. Ordre de l'Armée n° 415 du 22 octobre 1915.

J'étais fortement partisan de ce plan. Je connaissais les méthodes très efficaces employées par l'ennemi pour obtenir les meilleurs résultats de cette arme : elles impliquaient la formation de compagnies spéciales de mitrailleuses qui n'étaient ni attachées, ni assignées à un bataillon ou à une division.

Mais vive fut mon inquiétude en apprenant bientôt après que, quoique ce corps de mitrailleuses eût été autorisé, on n'avait pas fait grand'chose pour transformer le projet en réalité et que très peu d'hommes avaient été exercés dans ce dessein sur les millions de soldats recrutés. En fait, on avait donné l'ordre de ne recruter aucun homme pour ce corps et de ne pas en prélever dans les autres unités. A cette époque, la stupéfaction que m'inspiraient les répugnances professionnelles devant toute idée neuve ou toute formation nouvelle avait atteint son point de saturation. En mars 1916, nous devions livrer plus de 10.000 mitrailleuses, et au milieu de l'été plus de 20.000. Sans doute, on demandait au War Office beaucoup d'hommes pour d'autres tâches, mais la mitrailleuse était de toute évidence un instrument d'attaque et de défense si formidable qu'on ne pouvait attribuer, à mon avis, qu'à une sorte de méfiance et d'obstination curieuse ce refus inintelligent et inexplicable d'exercer des hommes pour en tirer le meilleur parti. Je décidai donc de vérifier la situation exacte, au risque de me mêler une fois de plus de quelque chose qui n'entrait pas dans mes fonctions.

Au Comité de Guerre du 13 novembre 1915, je soulevai cette question. Je soumis au Comité un rapport où j'indiquai combien de mitrailleuses pouvaient être livrées et demandai avec insistance que des préparatifs suffisants fussent faits pour employer cette arme avec efficacité. Le rapport continuait en ces termes :

« Je crois qu'une seule mitrailleuse, avec son détachement de dix hommes, a un pouvoir meurtrier équiva-

lent au moins à celui de cinquante fusiliers, surtout pendant la défensive. Si cette comparaison est exacte, nous pourrions compenser notre pénurie d'hommes et obtenir une valeur de combat équivalente à 1.000 tirailleurs en exerçant 200 mitrailleurs. En d'autres termes, avec 50.000 mitrailleurs nous pourrions faire le travail de 250.000 fantassins. Nous pourrions aussi faire des économies de fusils avantageuses puisque, sur ce point, autant que je peux en juger, les Alliés n'obtiendront jamais sur les Allemands la supériorité numérique nécessaire pour obtenir une victoire décisive.

« Il semble aussi que, si nos mitrailleuses sont employées en grand nombre et d'après un plan qui tiendra compte des fils de fer barbelés et des ouvrages fortifiés, elles nous donneront la possibilité stratégique que, jusqu'ici, les Allemands seuls ont possédée de prélever sur un front un grand nombre de troupes lorsque aucune offensive n'est envisagée et de les transporter dans une zone où une opération est projetée.

« C'est ce que les Allemands ont fait sur le front occidental pour renforcer leur attaque contre la Russie; c'est ce qu'ils font maintenant sur le front oriental où ils libèrent des forces pour attaquer la Serbie et pour agir sur le front occidental. Cette facilité de déplacer des hommes, à laquelle on peut donner le nom d'élasticité stratégique, s'appliquerait spécialement, je pense, à nos intentions présentes sur le front occidental. »

Le Général Sir Archibald Murray, qui exerçait alors les fonctions de Chef de l'Etat-Major Impérial sous les ordres de Lord Kitchener (qui se trouvait à ce moment dans la Méditerranée) assistait au Comité de Guerre et se rangea à mon opinion. Il déclara que le Grand Etat-Major avait fondé une école de mitrailleuses à Grantham où seraient enseignés le maniement et la tactique de l'arme, mais il ne voulait pas y envoyer des hommes. Le Grand Etat-Major désirait exercer 10.000 hommes à

la fois et renouveler tous les mois le contingent de l'école, mais jusque-là il n'avait eu que 3.000 hommes. Il affirma comme moi qu'une mitrailleuse équivalait à cinquante fusils et contredit M. McKenna qui suggérait que les mitrailleuses affectaient la mobilité des troupes.

Sur ma pression, le Comité de Guerre décida de demander au Conseil de l'Armée que 10.000 hommes fussent continuellement exercés. En réalité, de grands retards eurent lieu avant la mise au point de cette instruction, mais enfin des hommes furent retirés de diverses unités et versés dans le Centre d'entraînement pour le corps de mitrailleuses. Ils ne furent pas spécialement choisis comme les mitrailleurs allemands, que Sir Douglas Haig appelait « un corps d'élite ». Toutefois, ils augmentèrent beaucoup la puissance de notre armée. Quatre ans plus tard, en novembre 1918, cette nouvelle partie de l'armée, dont la naissance avait été si difficile, comprenait 6.427 officiers et 123.835 hommes.

Quand on songe au parti formidable que les Allemands ont tiré de leurs mitrailleurs d'élite pendant l'offensive et la défensive, sauvant ainsi de la mort leur propre infanterie, on s'étonne de la lenteur que nos chefs militaires ont mise à comprendre la puissance de l'arme la plus meurtrière de la guerre.

6) Plans et Inventions

Dans cette guerre, le mécanicien et le chimiste ont dominé le champ de bataille. Quand elle éclata, les Puissances Centrales étaient beaucoup mieux préparées que les Alliés au point de vue mécanique et chimique. Les grands obusiers des Allemands jouèrent un rôle décisif dans les premiers combats. Même en 1916, l'artillerie française était inférieure à la leur pour les canons lourds. Nous, nous n'eûmes rien en réalité jusqu'à la fin de 1915

qui comptât dans la guerre de tranchées. Les gros canons germaniques (allemands et autrichiens) fracassèrent les fortifications en béton de Liège, obtinrent en quelques heures la reddition de défenses qui devaient, selon nous, résister pendant des jours, sinon des semaines. Les Allemands qui prirent Anvers étaient le tiers de la garnison, comme nombre, et comme qualité ils n'étaient pas les meilleurs des soldats allemands. Les gros canons firent le travail pour eux. L'obus allemand de 5,9 dont l'explosion était terrifiante arrêta l'avance des Français et repoussa leurs armées vers Paris. Tandis que, dans les ateliers, les mécaniciens allemands donnaient à leurs camarades¹ des armes supérieures pour attaquer, d'autres sur le champ de bataille leur construisaient les plus solides travaux de défense. Des retranchements profonds et habilement aménagés, protégés par des barbelés et défendus par des mitrailleuses, des *Minenwerfer* et des grenades, bravaient les efforts répétés des Alliés pour repousser les envahisseurs allemands hors de France et de Belgique. Les gaz asphyxiants brisèrent les fronts français et anglais à Ypres en 1915 et aidèrent à disperser les Russes en Pologne.

Sur leur front oriental, les Allemands pouvaient vaincre et faire battre en retraite des armées russes trois fois plus fortes qu'eux numériquement, mais dépourvues des canons, des obus, des mortiers et des gaz que possédaient les Puissances Centrales. Le courage humain ne peut servir de bouclier contre les puissants explosifs ou les balles des mitrailleuses. Le front tout entier se figea dans l'indécision. Il devint de plus en plus évident que, si la stratégie alliée refusait de chercher une porte de derrière, le seul espoir de remporter une victoire décisive était d'inventer des armes nouvelles ou de perfectionner celles que nous possédions. Et même une porte de derrière quand elle est fermée doit être enfoncée.

Pour tous ceux qui avaient de bons yeux, et même,

avec le temps, pour les plus myopes, il devint évident qu'il fallait faire la guerre et en fin de compte la décider dans l'atelier et le laboratoire.

Malheureusement, à la déclaration de guerre et durant les premiers mois, nous nous trouvâmes très handicapés pour tout ce qui a trait aux munitions. Notre artillerie n'avait pas été mise à l'épreuve dans une grande guerre. Les petites manœuvres que nous organisions ne nous apprenaient rien sur ce que pourrait être un véritable combat. Pour nos ennemis, notre artillerie lourde était un sujet de plaisanterie. Nous ne possédions ni mortiers de tranchées, ni grenades. Nous avions placé tant de confiance dans les shrapnells que nous n'avions pas tourné un seul obus à haut explosif. Quand nous commençâmes à en fabriquer, nous n'avions pas résolu le problème des explosifs. Comment pourrions-nous en produire assez pour répondre à des demandes si prodigieuses? Nous n'avions pas inventé non plus une fusée capable de faire éclater ces obus une fois chargés. Notre seul gros canon moderne était le 9 pouces 2 qui fut envoyé sur le front en septembre 1914 et que les soldats ont surnommé « La mère ». Nos mitrailleuses étaient peu nombreuses et en général d'un modèle désuet. Le War Office avait refusé d'employer la mitrailleuse Lewis dans la guerre continentale. Nous n'avions pas de mortiers ni de bonnes grenades à main. L'ennemi avait les deux.

Les recherches et les plans pour les munitions de guerre étaient placés sous le contrôle du Maître-Général du matériel de campagne. Pendant les premiers mois de la guerre, il soutint que, puisque la lutte serait bientôt terminée, ce serait chose stupide de consacrer, au travail lent et ennuyeux de faire et d'approuver des plans pour de nouvelles armes, une énergie qu'on pouvait employer à produire des modèles déjà existants. Ainsi, lorsque, tout au début de la guerre, on demanda du front que

les *Minenwerfer* allemands capturés furent examinés afin de donner à l'armée des mortiers de tranchées, cette requête fut ajournée sous prétexte que l'arsenal officiel et les firmes d'armements avaient à exécuter des commandes plus pressées.

Mais, comme la guerre continuait toujours, les autorités militaires furent obligées d'envisager les problèmes qui se multipliaient et de créer les nouveaux modèles et les nouveaux types de munitions qui étaient demandés par l'armée du front. Elles durent aussi organiser l'immense accroissement de production de toutes les munitions, nouvelles ou anciennes, et ceci donna beaucoup de travail supplémentaire au bureau de plans de Woolwich. L'encombrement était inévitable, ainsi que le retard des livraisons. L'Amirauté, qui comptait aussi sur Woolwich pour des travaux du même genre, s'impatienta tant qu'en mai 1915, elle établit son propre bureau de plans aux quartiers généraux et le développa peu à peu de façon à y exécuter même les modèles courants.

L'Angleterre est très riche en savants et en inventeurs et, en novembre 1914, le Comité général de Guerre de la Société Royale fut nommé « pour aider le Gouvernement en dirigeant ou en proposant des recherches scientifiques se rapportant à la guerre. Le Comité avait l'autorisation d'augmenter le nombre de ses membres et de nommer des sous-commissions qui n'étaient pas strictement restreintes aux membres de la société ». Le Gouvernement mobilisa ainsi le corps de savants les plus distingués du monde pour aider la nation. L'Amirauté se servit beaucoup de ce corps, et lui soumit les inventions et les suggestions qui paraissaient susceptibles d'être utiles. Mais les méthodes du Ministère de la Guerre restèrent à peu près immuables. A part une collaboration insignifiante avec le sous-comité de chimie qui avait été fondé par la Société Royale, on se servit peu du Comité de Guerre de la Société.

Quand le Ministère des Munitions fut fondé, le Conseil de l'Armée se réserva d'indiquer le genre et la qualité des articles que nous devions fournir. Les plans, les devis, les essais à appliquer, les recherches et les expériences se rapportant aux munitions étaient encore sous la direction du War Office; bien que le Ministère des Munitions fût chargé de fournir les canons, les munitions, les fusils et autre matériel de guerre, il dépendait entièrement des autorités du War Office pour les décisions et les recherches qui touchaient aux modèles, aux parties composantes et aux diverses spécifications de ce matériel.

Il m'apparut que la séparation de ces deux domaines, le plan et la fabrication, était une faute sérieuse et qu'elle conduisait à des erreurs et à des retards. L'attitude réactionnaire du War Office n'améliorait pas les choses. Nos soldats sur le front appréciaient davantage le progrès. Au début de juin 1915, Sir John French organisa au Quartier Général un Comité d'Expériences qui devait s'occuper des inventions et appliquer la science moderne aux besoins de la guerre.

En Angleterre, l'opinion publique demandait qu'une organisation analogue fût mise au service de l'armée et de la marine. Le 22 juin 1915, M. Balfour, alors Ministre de la Marine, formula un plan précis. Le War Office se tint à l'écart; en juillet, l'Amirauté fonda un Bureau des Inventions et des Recherches de l'Amirauté pour subvenir uniquement aux besoins du Senior Service. Peu de temps après, je fondai une organisation analogue pour le Ministère des Munitions.

Un rapide essai me convainquit que le divorce anormal du plan et de la production était tout à fait impossible. En particulier, il était indispensable selon moi que le Ministère des Munitions pût examiner les nouvelles propositions et les inventions qui pouvaient avoir quelque valeur — ces vues ont été confirmées par l'histoire du

canon Stokes; — je continuai donc à demander instamment que le Ministère eût au moins l'autorité nécessaire pour s'occuper de ces nouvelles idées et inventions.

L'histoire du canon Stokes fournit un exemple des inconvénients énormes du système double. L'armée demandait à grands cris un mortier qui lui permettrait de répondre aux bombes que les Allemands faisaient pleuvoir dans nos tranchées. Dès janvier 1915, M. Wilfred Stokes, fabricant de machines agricoles de l'est de l'Angleterre, avait soumis au War Office un plan pour un mortier de tranchées d'une extrême simplicité; il se composait d'un simple tube d'acier où l'on glissait une bombe avec une cartouche fixée à sa base; cette cartouche faisait explosion en heurtant le percuteur du tube et lançait la bombe dans la tranchée ennemie. Il suffisait en somme de placer des bombes dans le tube et de tirer.

Le War Office n'approuva pas le genre de fusée adaptée à la bombe et refusa l'invention. Le canon fut de nouveau soumis en mars et de nouveau rejeté.

Comme j'avais entendu faire l'éloge du canon, je m'arrangeai pour le voir par moi-même. Le 30 juin, j'assistai à une démonstration à Wormwood Scrubs. J'étais accompagné par le Général de Brigade Ivor Philipps, Secrétaire militaire du nouveau Ministère. Nous fûmes tous deux très frappés par cette expérience. Je compris que ce canon avait de grandes chances de succès.

Officiellement, à cette époque, je devais me limiter à la fabrication du matériel approuvé par le War Office. Il était impossible de feindre que le War Office avait adopté le canon Stokes; au contraire, il l'avait rejeté deux fois.

Par bonheur, peu de temps avant ces essais, un des Maharajahs de l'Inde m'avait fait un don de 20.000 livres que je pouvais dépenser à mon gré de la façon la plus utile à l'Empire. Grâce à ce capital, tout en

sachant que le War Office se refusait à employer le canon Stokes, j'en commandais 1.000 en même temps que 100.000 bombes; ces dernières ne devaient pas être achevées tant qu'un détonateur satisfaisant n'aurait pas été trouvé. En attendant, je me remis à débattre la question avec le War Office.

La seconde semaine d'août, j'étais arrivé à faire accepter une nouvelle expérience du mortier à Shoeburyness. A ce moment, on avait adapté aux bombes un détonateur analogue à celui des grenades à main Mills. L'Office du Matériel déclara cette fois que l'engin valait mieux qu'un mortier de tranchées de 3 pouces 7 que le War Office avait fait fabriquer, et on l'approuva officiellement le 28 août. Ce fut heureux, car déjà, le 22 août, notre Grand Quartier Général en France avait demandé par télégramme au War Office autant de mortiers qu'on pourrait en fournir le 1^{er} septembre et avait envoyé un officier s'entendre avec les bureaux de la guerre de tranchées au sujet de bombes fumigènes que ce mortier lancerait pour produire un rideau de fumée dans la prochaine bataille de Loos. Trente engins furent fabriqués à la hâte et envoyés.

Pendant le reste de la guerre, le canon Stokes resta le mortier de tranchées le plus en faveur et le plus demandé. Sur les 19.000 mortiers et obusiers de tranchées fournis à nos troupes pendant la guerre, 11.500 étaient des canons Stokes. En 1917 et 1918, le canon Stokes de 3 pouces était le seul modèle de léger mortier de tranchées qu'on fabriquait, car à ce moment il avait montré sa supériorité sur tous ses rivaux. Et c'était cette arme que le Service du Matériel au War Office avait déclarée sans valeur et s'était efforcé de rejeter.

Naturellement, après cette expérience, je désirai plus que jamais mettre la surveillance des nouvelles inventions et des perfectionnements sous le contrôle d'un corps partisan du progrès qui n'aurait pas l'habitude invétérée

de rejeter par principe chaque nouvelle idée. A cette époque, on n'en finissait pas quand il fallait déterminer les ingrédients des charges dans les obus et le modèle des nouvelles fusées et des nouvelles douilles; ces retards me rendaient encore plus désireux d'avoir la haute main sur ces questions d'importance capitale. L'Amirauté, comme je l'ai dit, se montrait beaucoup plus alerte à cet égard que le War Office et, comme le Service du Matériel n'arrivait à aucun résultat, la Marine étudiait même de nouvelles idées pour la guerre sur terre. Dès le début de janvier 1915, sous prétexte qu'elles serviraient au Service de l'Aviation navale, M. Churchill avait commencé à expérimenter les autos blindées et, en février, il avait fondé le Comité des Vaisseaux terrestres de l'Amirauté, qui accomplit une besogne précieuse pour l'évolution du tank.

Au Ministère des Munitions, j'étais, bien entendu, submergé de lettres et de visites de gens qui avaient à proposer quelque nouvelle invention ou quelque perfectionnement. La plupart de ces idées étaient sans valeur, et beaucoup étaient d'excentriques et de fous. Mais quelques-unes d'entre elles, comme cela avait été le cas pour M. Stokes, pouvaient être utiles ; et il résultait avec évidence des recherches de l'Amirauté concernant la guerre sur terre et du refus opposé aux propositions de Lord Moulton sur les explosifs que le War Office n'arrivait pas à exécuter les travaux les plus urgents dans cet ordre. Dès le début de juin, je décidai avec Lord Balfour de mettre à profit toutes les études de l'Amirauté se rapportant aux améliorations et aux inventions destinées à la guerre sur terre. Cela signifiait, entre autres choses, que la fabrication des tanks était prise en main par mon Ministère.

En réponse à une demande que je lui adressai, Lord Kitchener me fit dire par l'intermédiaire de Sir Reginald Brade « qu'il consentait à ce que je me charge des in-

ventions se rapportant aux munitions que mon service avait à livrer ».

Par conséquent, le 13 juillet, une réunion eut lieu et un nouveau service du Ministère fut fondé pour s'occuper des inventions qui se rapportaient aux munitions de guerre.

Je nommai à ces fonctions M. Ernest Moir. Dans un discours que je fis à la Chambre des Communes, le 28 juillet, sur l'œuvre accomplie par le Ministère, j'exposai en ces termes le développement de cette affaire :

« J'aimerais dire un mot sur notre œuvre dans le domaine des inventions. Pour mener la guerre à bien, il est indispensable de mettre à contribution le plus possible les cerveaux des inventeurs et des savants. Peut-être jusqu'ici y a-t-il un manque de coordination entre les diverses méthodes employées pour étudier les projets des inventeurs. En ce qui concerne les inventions navales, le Ministre de la Marine a fondé un Bureau des Inventions sous la présidence distinguée de Lord Fischer.

« Je viens de prendre des dispositions pour former un Service d'Inventions au Ministère des Munitions, et j'espère qu'il fera pour la guerre terrestre ce que le Comité de Lord Fischer fera pour la guerre maritime.

« Le War Office nous cède tout ce qui se rapporte aux inventions. Des dispositions ont été prises pour que le nouveau service soit étroitement en contact avec le Bureau de Lord Fischer pour éviter le double emploi et l'empêtement, et avec les techniciens du War Office et les autorités de l'armée qui décideront en dernier ressort si telle ou telle invention est utile dans la guerre actuelle.

« M. E.-W. Moir sera chargé de la direction du nouveau service; c'est un ingénieur distingué qui m'a déjà donné de son plein gré une aide précieuse; il aura à sa disposition non seulement un personnel de techniciens,

mais aussi un jury de savants au courant des questions techniques et scientifiques. Il ne faut pas oublier que seule une très petite minorité de projets d'inventeurs ont une valeur pratique. (*Rires.*) Maints projets échouent à cause de leurs défauts techniques, et beaucoup d'autres, quoique techniquement parfaits, ne sont pas appropriés aux conditions réelles de la guerre.

« Le nouveau service aura justifié son existence si un projet sur cent ou même sur mille prouve son utilité dans les circonstances graves que nous traversons. »

Malgré l'optimisme de ce discours, la formation de ce Service des Inventions ne fut que le commencement de nos difficultés. Quoique leurs chefs politiques eussent donné leur consentement au transfert, les fonctionnaires du War Office ne partageaient qu'à leur corps défendant la moindre parcelle de leur autorité, et un duel commença entre eux et mes agents.

Au début de septembre, peu de progrès avaient été accomplis. Je vis donc Lord Kitchener et j'obtins son consentement à un accord d'après lequel le Colonel Hickman, du War Office, et M. Moir resteraient en contact de façon que les idées et les suggestions nouvelles reçues par le War Office fussent transmises au Ministère des Munitions.

Malgré cet effort amical pour arriver à un arrangement satisfaisant et malgré l'esprit conciliant du Ministre de la Guerre, les difficultés avec le War Office ne diminuèrent pas. A la fin de septembre, le Bureau du Matériel fonda des organes rivaux, analogues au Conseil des Savants du Ministère des Munitions. Le 16 octobre, je reçus de Moir une lettre que je transcris ici, car elle donne une vive image de la campagne d'obstruction que le War Office menait alors contre le Ministère sur cette question et beaucoup d'autres.

MINISTÈRE DES MUNITIONS
Princes Street
 WESTMINSTER S. W.

« 16 octobre 1915.

« Le Rt. Hon. David Lloyd George,
 « M. P. 6 Whitehall Gardens S. W.

« Cher M. Lloyd George,

« Le Général Von Donop m'a demandé d'aller le voir jeudi; il m'a informé qu'il voyait quelque difficulté à donner au Service d'Inventions du Ministère des Munitions les pouvoirs accordés au Ministre de la Guerre par la clause 30, sous-section 12 des Patents Act 1907. Cette sous-section stipule que la soumission d'une invention au War Office ou à l'Amirauté n'est pas équivalente à une publication, et le 2 octobre une demande a été faite par l'intermédiaire de Sir Herbert Llewellyn Smith pour que cette stipulation soit transmise au Ministère des Munitions.

« Le Général Von Donop m'a fait l'objection suivante : en envoyant au Service des Inventions du Ministère des Munitions les inventions que le War Office juge sans valeur (car ce sont les seules suggestions qu'on nous envoie pour le moment), on court le risque que l'inventeur ne se plaigne si ses idées sont divulguées parce qu'elles auront été soumises à notre Jury de Techniciens. J'ai répondu que jusqu'à présent on n'avait envoyé à ce service que des projets qui, de l'aveu même du War Office, n'avaient aucune valeur, que je n'avais donc pas fait à notre Jury l'insulte de les lui soumettre et que je m'en étais occupé moi-même.

« Incidemment, j'ajoutai que j'espérais que des dispositions seraient prises pour donner à notre service non

seulement les idées inutiles, mais aussi celles qui, aux yeux du War Office, avaient quelque valeur.

« Je montrai aussi longuement que notre service ne pouvait obtenir aucune aide militaire et que celle que nous accordaient le Colonel Goold-Adams et le Colonel Heffernan allait être enlevée à notre Jury sans raison suffisante autant que j'en pouvais juger. « Ces deux techniciens en artillerie, dis-je au Général Von Donop, nous étaient infiniment précieux et, loin de vouloir réduire les membres militaires du Jury, nous désirions les augmenter. » « Les raisons de leur rappel, déclara le Général Von Donop, devaient être cherchées dans le surmenage qui régnait au Bureau du Matériel ; le Colonel Goold-Adams et le Colonel Heffernan devaient donc retourner à Woolwich. » Je demandai au Général s'il ne pouvait obtenir que quelqu'un prêt provisoirement la place de ces deux messieurs au Bureau du Matériel. Il dit que, s'ils n'étaient pas retournés à Woolwich, il leur aurait enlevé la place qu'ils occupaient au Bureau et ne leur aurait pas permis de la reprendre, même après la guerre.

« Au cours de cette conversation, je fis remarquer que, bien que notre service eût été informé qu'on ne pouvait nous donner aucune aide militaire, le War Office avait constitué un Bureau des Inventions composé de 14 membres et comprenant trois généraux, trois colonels et trois majors. J'ajoutai que notre Service des Inventions avait probablement débarrassé le War Office d'une grande quantité de travail.

« Toute cette affaire est, me semble-t-il, un nouvel indice, en admettant qu'il soit nécessaire, du mauvais vouloir des autorités militaires envers l'aide qu'apportent les civils; je crois d'ailleurs qu'une grande partie de la résistance vient du gentleman avec qui j'ai eu cet entretien.

« Je n'ai pas vu le Colonel Goold-Adams, mais le

Colonel Heffernan, non sans quelque frémissement, m'a confié que le travail qu'il fait avec nous lui plaît beaucoup et qu'il n'a aucune envie de l'abandonner. Il accepte de le continuer le samedi et le dimanche s'il ne peut pas le faire autrement. Malheureusement, sa bonne volonté serait très difficile à utiliser, excepté pour les expériences ou les visites.

« Le Colonel Goold-Adams et le Colonel Heffernan sont tous deux des hommes d'une haute intelligence ; j'estime que, soit pour les inventions, soit pour autre chose, ils ne devraient pas être enlevés à votre service. Les six autres membres qui restent au Bureau du Matériel pourraient, j'imagine, étant donné l'effort que comporte la guerre, être renforcés ou s'arranger pour faire le travail entre eux.

« Bien entendu, nous pouvons continuer sans personne, mais les autorités militaires, tout au moins dans quelques services, font, je crois, un effort évident pour vous empêcher d'atteindre le but que vous vous êtes fixé.

« Fidèlement vôtre,

« E. MOIR. »

Les deux officiers cités dans cette lettre étaient membres de la Section des Inventions du Bureau du Matériel ; on les avait chargés de travailler au Bureau d'Inventions du Ministère afin d'assurer un contact constant avec les autorités militaires. Cela faisait partie de l'accord que j'avais conclu avec Lord Kitchener lorsqu'il avait été décidé que les recherches et les expériences concernant les inventions seraient transférées au Ministère des Munitions.

Quinze jours plus tard, M. Moir m'écrivit que le Colonel Goold-Adams avait été rappelé par le Ministère de la Guerre. Il joignit la lettre du Colonel, qui était conçue en ces termes :

ARSENAL ROYAL
WOOLWICH

« 29 octobre 1915.

« Cher M. Moir,

« J'ai le regret de vous apprendre que j'ai été officiellement avisé aujourd'hui que je dois rompre tout rapport avec le Ministère des Munitions; aucune raison ne m'est donnée.

« Je ne puis vous dire à quel point j'en suis désolé, mais je suis obligé d'obéir.

« Quand vous en aurez l'occasion, j'espère que vous voudrez bien exprimer mes regrets à M. Lloyd George.

« Bien à vous.

« H. GOOLD-ADAMS.

« P.-S. — Je n'ai pas besoin de vous dire que, si mes services ou mes conseils sont demandés officiellement plus tard, à quelque moment que ce soit, je serai trop heureux de vous aider.

« H. G.-A. »

La situation n'était guère satisfaisante. Si le Service des Plans du War Office avait été compétent et énergique, s'il avait compris le prix du temps dans une guerre et s'il avait travaillé en parfaite harmonie, de toute sa bonne volonté, avec le nouveau Service de Fabrication, aucun contretemps sérieux, aucun retard grave ne se serait produit. Mais ce n'était pas le cas. Partout la fabrication était arrêtée, ici par des erreurs, là par des retards.

Il faut se rappeler que, jusqu'à ce moment, le Ministère des Munitions avait simplement reçu le pouvoir de faire des recherches et des investigations au sujet

des nouvelles inventions et des nouveaux perfectionnements. Il n'exerçait aucun contrôle sur le plan des modèles nouveaux ou anciens des munitions. Cette fonction était encore entre les mains du War Office qui gardait son Bureau des Inventions et exerçait une autorité suprême sur les recherches du Ministère.

De plus, le développement de la fabrication soulevait à chaque instant des problèmes quant à la possibilité de modifier ou d'adapter certains procédés pour répondre aux exigences de la production; le Ministère qui était responsable de la production ne pouvait résoudre ces problèmes avant que le War Office eût donné sa sanction à grand renfort de discussions et d'expériences dirigées par ses fonctionnaires. De telles questions s'élevaient journellement, car la pratique de la guerre mettait en cendres les vieilles théories et les modèles traditionnels. Les fusées du type courant s'avéraient comme peu sûres : elles fusaient parfois trop vite ou rataient; les canons et les affûts avaient besoin d'être perfectionnés, les nouvelles formes que prenait la guerre exigeaient constamment de nouvelles armes ou la modification des modèles existants. Les difficultés créées par la composition de l'obus à explosif et les ingrédients de la cordite étaient une cause d'anxiété et de retards; les fusées étaient loin de donner toute satisfaction. Le partage de l'autorité avec le Bureau du Matériel paralysait le Ministère chargé de répondre à toutes ces demandes qui changeaient sans cesse. Tant que le Bureau avait été chargé des plans et de la production, il avait pu coordonner ces deux tâches, lorsque c'était nécessaire, sans délai. Puisque le Ministère s'occupait de la production, il était désirable que la responsabilité des plans lui incombat aussi. Cette division de l'autorité, avec les retards que le War Office apportait à prendre des décisions importantes sur les fusées et les explosifs, entravait sérieusement la production des obus complets. Les douilles se

multipliaient, mais l'achèvement total ne pouvait être obtenu avec la même rapidité aussi longtemps que les modèles des fusées et les ingrédients des explosifs n'étaient pas fixés définitivement.

Comme je l'ai fait remarquer, la situation était critique en ce qui concernait les explosifs; nous étions menacés d'une désastreuse disette d'obus sur le front. Les retards du War Office qui n'arrivait jamais à prendre une décision, gênaient sérieusement la production. Le 22 octobre 1915, le Général Du Cane écrivit au Colonel Arthur Lee, qui venait de remplacer Sir Ivor Phillips en qualité de Secrétaire militaire du Ministère des Munitions; cette lettre révélait qu'à d'autres égards encore la façon dont le War Office s'occupait des plans était une source de danger aussi bien que de retards. Le Général Du Cane était président du Comité des Expériences au Grand Quartier Général de France. Les fusées et détonateurs étaient si mal conçus qu'ils causaient des explosions prématurées et qu'un nombre alarmant de nos canons éclataient. Or, à cette époque, nous étions très pauvres en artillerie.

Voici un passage de la lettre du Général Du Cane :

« ...Je suis presque sûr que vous n'obtiendrez jamais un fonctionnement aisé de votre affaire tant que vous n'aurez pas la responsabilité entière des modèles et des expériences. Vous découvrirez, j'en suis à peu près certain, que ce système, qui donne le contrôle de ces questions au War Office et au Bureau du Matériel, est votre grande pierre d'achoppement. Les gens du M.G.O. me semblent parvenus au dernier degré de l'épuisement intellectuel, et le Bureau du Matériel et le Service des Expériences de Shoebury sont irrémédiablement débordés.

« Le grand argument que Kitchener a avancé pour garder le contrôle était qu'il devait être responsable de la sécurité des troupes, car nos soldats étant des volon-

taires s'enfuiraient ou déserteraient si nos canons éclataient comme ceux des Français; sur le point de la sécurité des troupes, il a complètement échoué, et son contrôle n'a qu'un résultat qui est d'empêcher que les causes des difficultés soient éclaircies.

« A présent, notre H. E. de 13 et de 18 livres est si peu sûr que nous ne pouvons l'employer en grandes quantités. Nous avons perdu 36 canons depuis le 21 septembre et nous avons en moyenne un accident par 4.000 ou 5.000 coups. Les Français n'en ont jamais eu autant.

« Pendant les dernières opérations, ils ont eu un accident par 120.000 coups de canon. Nous avons beaucoup à faire encore. J'ai proposé à L. G. de demander aux Français 200.000 fusées que nous utiliserions en attendant d'avoir ce qu'il nous faut.

« La perte de 36 canons dans un mois par explosions prématuées représente la plus grande proportion d'accidents dont une artillerie alliée ou ennemie ait jamais souffert pendant cette guerre. »

En conséquence, au milieu de novembre, j'écrivis la lettre suivante au Président du Conseil :

« 6 Whitehall Gardens

« Whitehall S. W.

« Mon cher Premier Ministre,

« J'espère qu'il sera maintenant possible de prendre une décision sur l'avenir du Bureau du Matériel.

« D'importantes quantités de munitions sont retenues ou retardées et je reçois à ce sujet des plaintes amères du Département. La situation actuelle est impossible. M. Thomas a le contrôle complet des plans aussi bien que de la fabrication, mais moi je ne sais plus que résoudre.

« Bien à vous,

« D. LLOYD GEORGE. »

M. Asquith, à cette époque, exerçait les fonctions provisoires de Ministre de la Guerre en l'absence de Lord Kitchener qui se trouvait en Méditerranée, et il approuvait mon attitude. Les fonctionnaires du War Office protestaient vivement. Le Général Von Donop prévoyait un relâchement général dans la précision des plans qui mettrait en danger la sécurité de l'armée. Sir Charles Harris, l'assistant financier du War Office, protestait contre cette infraction aux coutumes et contre la destruction de ce remarquable instrument d'action qu'était le Bureau du Matériel. Les questions de fabrication, d'après lui, n'étaient qu'une partie, et non la plus importante, du travail du Bureau. Donner à un service civil la responsabilité des plans du matériel de guerre aussi bien que de la production, ramènerait au gâchis qu'on avait connu pendant la campagne d'Egypte de 1880. Le Bureau d'Artillerie devrait être consolidé, non supprimé.

Mais, en novembre 1915, les gens étaient plus frappés par les obstacles qui, sous leurs yeux, empêchaient l'action, que par le témoignage d'un clerc de Trésorerie datant de 1880; aussi, malgré ces protestations, le Premier Ministre décida de transférer les projets concernant le matériel de guerre au Ministère des Munitions et de renoncer au contrôle du War Office. Cette décision est contenue dans le rapport suivant, résumé par Sir Reginald Brade :

« La responsabilité des plans, des modèles et des spécifications pour l'essai des armes et des munitions et pour l'examen des inventions se rapportant à ce matériel de guerre, est transmise au Ministère des Munitions. Le War Office garde les fonctions suivantes en ce qui concerne les munitions de guerre :

« 1° Il devra établir les demandes de l'armée, relativement à la nature générale et à la quantité des munitions requise et répartir ce matériel;

« 2° Il devra recevoir, garder et distribuer ces munitions.

« Ces fonctions incombent respectivement à l'Etat-Major Général et aux services du Quartier-Maître Général. C'est le système en vigueur dans l'armée du front et, dans des conditions différentes, il pourra être observé par le War Office pendant la guerre.

« En ce qui concerne le personnel employé jusqu'ici à cette tâche, les officiers et les autres qui sont nécessaires à l'exécution des fonctions limitées que conserve le War Office, devront être gardés; les autres seront mis à la disposition du Ministère des Munitions. Les détails seront fixés dans une conférence qui aura lieu entre les représentants des deux Ministères.

« Les instructions ci-dessus m'ont été dictées par le Premier Ministre avec l'ordre de déclarer que sa décision a été prise après examen des positions relatives que le War Office et le Ministère des Munitions occupent maintenant depuis que la transmission des fonctions a été approuvée. »

Conformément à cette décision, le 29 novembre 1915, mon Ministère assuma officiellement la charge des plans; le War Office lui transmit aussi le contrôle des organes qui se consacraient aux expériences, tels que le Service de Recherches de Woolwich. Le Service des Plans pour le matériel de guerre fut placé sous la direction du Général Du Cane. Le Bureau du Matériel au War Office fut dissous, le 4 décembre 1915, et reconstitué sous le nom de Comité du Matériel et Corps Consultatif qui secondait à la fois le Ministère des Munitions et l'Amirauté.

Je cite un passage d'une lettre que j'écrivis le 30 novembre 1915 :

« Lord Kitchener rentre aujourd'hui de voyage. On n'a pas réussi à le tenir éloigné. Cependant, en son absence, le Président du Conseil m'a remis le Bureau du Matériel. J'ai lutté pour l'obtenir pendant des mois,

mais le War Office déjouait mes efforts et, en gardant le Bureau du Matériel, a pu limiter considérablement l'activité de ce service. De plus, quand un résultat était obtenu, ce n'était jamais qu'après de durs combats et de nombreux ennuis. »

Une dernière bataille restait à livrer. Quelle que fût par ailleurs l'incapacité du War Office, il mettait du moins en pratique la vieille tradition de l'Armée anglaise qui est de ne s'avouer jamais vaincu. Non seulement les inventions, mais les plans et l'inspection étaient maintenant, en termes précis, confiés au Ministère des Munitions. « Très bien, dit alors le War Office, allez de l'avant, créez et expéimentez votre matériel. Mais avant de le livrer à l'armée nous nous réservons le droit de le mettre à l'épreuve, et nous n'enverrons sur le front que les engins approuvés par nous. »

En conséquence, le War Office refusa de céder son personnel pour essais et expériences à l'Ecole de mousqueterie d'Hythe, conserva le Service du Directeur de l'artillerie au War Office comme une autorité décisive et supérieure au Ministère des Munitions; d'une façon générale, il se mit en mesure d'annuler autant que possible le changement que l'on avait décidé.

Le général Du Cane, qui arrivait du front, se trouva brusquement comme piqué à la fourchette dans cette lutte acharnée. Le 14 décembre, il soumit le rapport suivant sur la situation :

« Nos Relations avec le War Office

« La première fois que le Premier Ministre et M. Lloyd George ont discuté avec moi la formation d'un bureau militaire chargé des plans du matériel de guerre au Ministère des Munitions, je leur fis remarquer que cette proposition ne pourrait réussir qu'aux conditions suivantes :

« 1° Les officiers nécessaires devront être placés à la disposition du Ministère;

« 2° Toutes les causes possibles de désaccord qui pourraient résulter du maintien d'un service technique rival dans le War Office devront être écartées.

« La première de ces conditions a été remplie, mais non la seconde.

« Avant d'être nommé au poste que j'occupe maintenant, j'eus un entretien avec le Premier Ministre au War Office; il me dit qu'il se rendait un compte exact des difficultés que devaient créer mes rapports personnels avec le M. G. O. (Office du Matériel) et les officiers des directions D. de A. (de l'Artillerie) depuis que des mesures de réorganisation étaient envisagées et des instructions données par lui-même pour que l'Etat-Major Général s'occupât des « demandes et de la répartition » et le Grand Quartier Général de la « distribution ».

« Ces instructions n'ont pas été exécutées; les directions de l'Artillerie existent encore au War Office et s'occupent de ces questions. Il est vrai que des dispositions ont été prises pour s'entendre avec le Ministère des Munitions sur les demandes de l'armée qui doivent être envoyées au Directeur des approvisionnements, mais cet officier les soumet à son tour à la direction de l'artillerie et transmet seulement ses réponses.

« Les difficultés qu'on voulait éviter existent donc bel et bien. On trouve encore au War Office un service technique rival qui se cramponne à ses prérogatives. Les officiers de ce service éprouvent un profond ressentiment en se voyant privés de leurs plus importantes fonctions, et, tandis qu'ils devraient être étroitement en contact avec mon service et travailler en parfaite harmonie avec mes subordonnés, les rapports sont si tendus qu'ils s'évitent les uns les autres autant que possible. Les inconvénients de cette situation commencent déjà à se faire sentir, et, si on la laisse se prolonger, elle se terminera inévitablement par des désaccords violents et une diminution d'autorité.

« A mon avis, il est indispensable que la décision du Premier Ministre soit immédiatement exécutée, qu'un moyen de communication avec le War Office soit établi, et qu'on rétablisse sans délai entre nous des relations cordiales et harmonieuses. Si c'est impossible, je dois m'avouer incapable d'envisager avec confiance la tâche qui m'est confiée.

« J.-P. DU CANE.

« 14/12/15. »

C'était un langage franc, et qui venait non d'un civil, mais d'un officier supérieur d'Etat-Major dont le talent était reconnu et qui avait une longue expérience militaire. Cependant, le War Office continua à combattre et, le 15 janvier 1916, la lettre suivante fut apportée au Ministre :

« War Office, Londres,

« 5 janvier 1916.

« Monsieur,

« En réponse à votre lettre N° D. G. M. D. General 8 datée du 13 décembre 1915, le Conseil de l'Armée m'ordonne de vous informer qu'on remarque que, dans la lettre à laquelle je réponds, vous proposez que l'approbation définitive des nouveaux plans ou des amendements aux plans existants, soit donnée par le Directeur Général des plans pour le matériel. Le Conseil de l'Armée, toutefois, juge très désirable que cette approbation ne soit pas accordée avant qu'il ait affirmé l'utilité de leur adoption, dans le cas où ils répondraient aux réquisitions de l'armée. Je dois ajouter que le Conseil de l'Armée est fortement convaincu — et l'expérience confirme cette opinion — que, dans la plupart des cas, avant que l'approbation définitive soit donnée aux inventions ou aux plans, il est indispensable que des essais pra-

tiques aient été faits, dans les conditions fixées par le Conseil de l'Armée, c'est-à-dire par des troupes sous les ordres et la surveillance des commandants militaires responsables, choisis par le Conseil. Si le Ministère des Munitiōns désirait quelques conditions spéciales, elles seraient ajoutées à celles que le Conseil de l'Armée aurait fixées.

« En conséquence de ces vues, le Conseil désire garder à sa disposition à Hythe un personnel capable de faire les expériences, mais il prendra volontiers des dispositions pour que le Directeur Général des plans pour le matériel obtienne de ce personnel et de celui de l'Ecole des Mitrailleurs l'aide dont il aura besoin. Dans la mesure du possible, le Conseil fera tous ses efforts pour répondre aux désirs du Ministère des Munitiōns et pour céder ou prêter à ce Ministère les officiers qui sont de service à Hythe.

« R.-H. BRADE. »

Je n'ai pas besoin de faire remarquer que, par cette lettre, le Conseil de l'Armée refusait catégoriquement d'accepter et d'exécuter loyalement les décisions déjà prises pour céder au Ministère les plans et l'inspection. Je ne pouvais faire qu'une chose : soumettre la question au Comité de Guerre du Cabinet; je pense que le Premier Ministre fut fort étonné, car il supposait que tout cela était réglé et terminé. La question fut examinée en deux séances le 26 janvier et le 3 février 1916 et on arriva enfin à la formule suivante :

« a) La responsabilité des plans, des modèles, des devis et des expériences faites pour éprouver les armes et les munitions incombe au Ministère des Munitiōns.

« b) Le Conseil de l'Armée reste chargé de déterminer la nature et la quantité des armes et du matériel nécessaires, mais aucune cour d'appel n'existera au War Office pour les décisions que le Ministère des Munitiōns prendra d'après la clause a).

« c) Lorsqu'il sera nécessaire, en Angleterre ou sur le front, que des armes nouvelles, des munitions ou des articles d'équipement soient soumis à des épreuves pratiques exécutées par les troupes, le Ministère des Munitions devra demander la collaboration du Conseil de l'Armée.

« d) Le Conseil de l'Armée devra être représenté dans les Comités ou Corps consultatifs agissant sous les ordres du Ministère des Munitions dans la mesure où le Conseil de l'Armée le jugera désirable. »

Le War Office avait tiré ses dernières cartouches, et les décisions résumées dans les clauses ci-dessus formèrent une base qui permit au Ministère d'exécuter les plans du Matériel de guerre avec une facilité et une efficacité qui ne firent que croître. Mais quelle dépense de temps, de pensée et d'énergie pour en arriver là! Il nous fallut nous occuper des fusées et des détonateurs qui souvent avaient fait faire plus de mauvais sang à nos troupes que l'ennemi. En février 1916, on avait enfin pris une décision à leur sujet qui aurait pu déjà être obtenue en juin 1915. Il fallut naturellement un certain temps aux bureaux du nouveau Ministère pour mettre leurs projets au point. Les fabricants d'obus continuaient dans l'intervalle à produire les mécanismes établis et approuvés. En sorte que, dans la grande bataille qui fut livrée plus tard, cette année-là, nous avons souffert de la qualité de nos obus, par suite de ces retards.

7) Les tanks

Anglais de conception, de modèle, de fabrication, le tank fut l'une des nouveautés dramatiques et imprévues que le monde des mécaniciens jeta dans la guerre. Il fut la riposte suprême de l'Angleterre aux mitrailleuses et au système de tranchées fortifiées de

l'armée allemande. Il joua, ce n'est pas douteux, un très grand rôle et aida les Alliés à remporter la victoire; à mon avis, sa part eût été plus grande encore si, grâce à une sympathie et à un encouragement plus vifs de la part du War Office, on avait construit ces engins plus rapidement, et si, en campagne, ils avaient été plus intelligemment exploités. Mais, en dépit de toutes les erreurs commises, le tank sauva un nombre incalculable de vies anglaises, et, en apportant un stimulant incalculable au moral de nos troupes, il répandit l'alarme et la terreur parmi celles de l'ennemi.

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les controverses qui se sont élevées à propos de l'origine du tank. L'idée d'une forteresse en marche, mue par des moyens mécaniques, était venue à l'esprit d'un grand nombre d'inventeurs, même avant la guerre. Mon premier contact avec son développement date du temps où j'assumai les fonctions de Ministre des Munitions. En cette qualité, et plus tard comme Ministre de la Guerre et comme Premier Ministre, j'eus beaucoup à m'occuper de l'évolution et de la fabrication de l'arme nouvelle. Les premières expériences, exécutées principalement par le département de l'Air au Ministère de la Marine, et que soutinrent la prévoyance et l'enthousiasme de M. Winston Churchill, avaient déjà été entreprises quand j'entrai en scène.

Ce fut le 30 juin 1915 que je fus témoin pour la première fois des essais destinés à créer une machine mue automatiquement, capable de traverser les tranchées et de se frayer un chemin au milieu des fils de fer barbelés. Je fus invité avec M. Winston Churchill à assister à quelques expériences exécutées par des officiers à Wormwood Scrubs avec une pince coupante fixée à un tracteur chenille. Cet appareil n'était pas le précurseur du tank et n'y ressemblait en rien; c'était un des modèles antérieurs à lui, expérimentés, puis abandonnés, quand on

recherchait l'instrument capable de remplir la tâche que le tank devait exécuter plus tard.

A ma grande surprise, je m'aperçus que les expériences étaient dirigées par des marins et en particulier par des officiers temporaires et des gradés de la division des automobiles blindées de la Force de l'Air dépendant de la Marine Royale. Après enquête, j'appris que l'Amirauté avait été chargée et l'était encore de mettre au point cette machine destinée à la guerre sur terre, avec des fonds votés pour la Marine et avec un personnel de marins! Ceci était déjà surprenant. Mais mon étonnement se transforma en admiration pour l'initiative de M. Churchill quand je découvris que, de tous les grands chefs auxquels l'idée avait été soumise, seul il avait eu la sagesse d'apprécier sa valeur potentielle et la hardiesse d'appuyer pratiquement et financièrement les expériences nécessaires à sa réussite. Je découvris plus tard que le premier projet d'une auto-mitrailleuse mue suivant le principe de la chenille avait été proposé en octobre 1914 par le Colonel Swinton, qui avait compris combien l'action des mitrailleuses allemandes était dangereuse pour notre infanterie; il la soumit au Colonel Hankey, Secrétaire du Comité de la Défense Impériale, qui en comprit aussitôt la valeur et l'importance. Au mois de janvier suivant, le colonel Swinton présenta personnellement son invention au War Office. Le colonel Hankey appuya ce projet avec d'autres idées nouvelles dans un mémoire daté du 28 décembre 1914 et adressé au Comité de la Défense Nationale. M. Churchill, Ministre de la Marine, écrivit le 5 janvier 1915 au Premier Ministre pour soutenir ces idées et prit aussi heureusement l'initiative de recherches indépendantes financées par la Marine. Je dis « heureusement », car le War Office chargea un comité d'examiner l'invention du colonel Swinton et l'idée fut rejetée après quelques expériences. Quatre ans et demi plus tard, M. Churchill,

alors Ministre de la Guerre, dans sa déposition devant la Commission Royale des Récompenses aux Inventeurs, fit allusion au rôle joué par le War Office : « On fit quelques recherches et quelques expériences, mais le projet fut complètement abandonné... » « J'eus l'impression qu'aucun progrès réel n'était fait et que les autorités militaires n'étaient convaincues ni de la possibilité de réaliser pratiquement ces engins ni de leur utilité si on parvenait à les construire. »

Après avoir assisté aux expériences de Wormwood Scrubs, je m'entendis avec M. Balfour, le nouveau Ministre de la Marine. Le Ministère des Munitions prenait en main la fabrication des tanks; la marine continuait ses expériences.

Le Major Albert Stern, Président du Comité des Tanks dans mon Ministère, déploya une grande énergie dans cette fabrication. Les premiers résultats de ces efforts apparurent au début de février 1916, lorsque en compagnie d'autres ministres, parmi lesquels se trouvait Lord Kitchener, de divers officiers de terre et de mer et de quelques représentants du Grand Quartier Général de France, j'assistai dans Hatfield Park à l'essai officiel de la première machine connue sous le nom de « Mère Tank ». L'expérience eut un succès complet; le tank dépassa les résultats qu'on en attendait. Je me rappelle mon étonnement et ma joie quand je vis pour la première fois le monstre disgracieux portant l'inscription « H. M. S. Centipede » sur sa poitrine, se frayer un chemin au milieu de lourds réseaux de fil de fer, patauger dans une boue profonde, et malgré son énorme masse franchir des parapets et traverser des tranchées. Enfin, pensais-je, nous avons trouvé une réplique aux mitrailleuses allemandes et aux fils de fer barbelés. La joie de M. Balfour était aussi grande que la mienne, et ce fut avec difficulté que nous pûmes lui persuader de descendre du navire de terre de Sa Majesté, tandis que celui-ci

accomplissait la dernière épreuve, la traversée d'une tranchée de plusieurs pieds de large. Sir Robertson fut aussi très favorablement impressionné. Lord Kitchener ricanait quand, énorme et maladroite la créature, lourdement et en trébuchant avançait, et il exprima l'opinion que le tank serait rapidement démolî par l'artillerie.

Il me donna évidemment l'impression à ce moment-là qu'il faisait fort peu cas de cette invention; mais une lettre que j'ai reçue tout récemment du général Sir Robert Wigham qui, en 1916, était membre du Conseil de l'Armée, et qui accompagnait Lord Kitchener au parc de Hatfield, jette une lumière toute différente sur son attitude.

Le général écrit:

« Lord Kitchener fut tellement impressionné qu'il dit aussitôt à Sir William Robertson que cette arme était beaucoup trop précieuse pour être soumise à une pareille publicité. Il quitta le terrain de l'expérience, avant sa fin, avec l'intention très nette de faire croire qu'il n'attachait aucune utilité au nouvel engin. Sir William Robertson le suivit aussitôt, et me prit avec lui, à mon grand désappointement, parce que j'étais sur le point de monter dans le tank pour un raid. En revenant à Londres, Sir William m'expliqua la raison du brusque départ de Lord Kitchener et du sien et me fit comprendre la nécessité de garder un secret absolu au sujet du tank. Lord Kitchener, me dit-il, était plutôt contrarié que tant de gens aient assisté à ces expériences. Il craignait qu'on en parlât et que les Allemands finissent par l'apprendre. C'est un fait historique qu'après ces expériences cinquante tanks ont été commandés. Mais Lord Kitchener mourut avant qu'ils ne soient prêts à entrer en campagne. Je sais toutefois qu'il fondait sur eux beaucoup d'espérances, car il me faisait venir au-

près de lui assez souvent, et plus d'une fois il m'en a parlé au cours de nos conversations. Sa seule crainte était que les Allemands apprisse la chose avant que les tanks ne fussent achevés. »

Par respect pour la mémoire de Lord Kitchener, j'insère ici cette lettre.

Si c'est là une interprétation correcte de la pensée de Lord Kitchener, je regrette seulement qu'il n'ait pas jugé bon de m'en informer, en ce temps-là, puisque c'était moi qui étais chargé comme Ministre des Munitions de la fabrication de cette arme.

A ce propos, je me rappelle un incident qui nous amusa tous à l'occasion d'une autre expérience analogue qui eut lieu dans le domaine de Lord Iveagh. Le monstre pareil à un éléphant fracassait des arbustes, brisait des jeunes arbres et des buissons qu'il enfonçait dans le sol et laissait derrière lui un sillon où tout paraissait détruit. J'allai examiner le chemin défoncé et plein de débris qu'il avait suivi et, au milieu, je trouvai un nid de perdrix rempli d'œufs; chose incroyable, pas un œuf n'avait été cassé!

Le travail de fabrication et de répartition incombaît naturellement au Ministère des Munitions, quelques jours après l'essai de Hatfield, le War Office commanda 100 tanks.

La fabrication avait à peine commencé, que ce nombre fut porté à 150; ce travail d'une urgente nécessité, fut exécuté en toute hâte; mais la production des tanks présentait des difficultés particulières, parce que ce modèle était entièrement nouveau et que certaines parties devaient encore être improvisées. Peu après le commencement de la bataille de la Somme, les autorités militaires décidèrent d'employer un certain nombre de tanks dès qu'ils seraient prêts, afin qu'ils prissent part à notre nouvelle offensive avant l'hiver; en août 1916, plus de cinquante furent expédiés en France. Le 15 sep-

tembre, juste sept mois après la signature de l'ordre autorisant leur construction, quarante-neuf d'entre eux étaient jetés dans la bataille.

Et ce qui n'est pas le moins curieux de l'histoire, bien que des milliers d'hommes de tous grades fussent nécessairement au courant, le secret des tanks fut si bien gardé, que leur première apparition créa une surprise chez l'ennemi. Le nom de « tanks » provient de ce que pendant leur fabrication on avait camouflé jusqu'à leur nom, en les faisant passer pour des récipients d'eau ou de pétrole. Mais en lançant une poignée de tanks au cours d'une opération relativement secondaire en septembre 1916, sans attendre d'en avoir une quantité plus considérable capable d'exécuter une grande attaque, j'estime que l'on a commis une des plus funestes erreurs de la guerre. C'était contraire aux intentions de ceux qui avaient compris les premiers la nécessité d'une telle arme, qui l'avaient conçue, l'avaient fait adopter à force de luttes, en avaient tracé le plan, l'avaient fabriquée et avaient fait l'instruction des hommes qui devaient la manier sur le front. En ceci nous répétaimes la faute commise par les Allemands en 1915 quand, en expérimentant les gaz asphyxiants dans un petit secteur, ils livrèrent le secret d'une nouvelle et mortelle forme d'attaque, qui aurait produit des résultats décisifs, si elle avait été lancée pour la première fois, avec une grande puissance.

M. Montagu, qui me succéda comme Ministre des Munitions, s'unit aux efforts ardents que faisaient les « tankeurs » pour obtenir qu'on ne jetât pas les tanks dans l'action avant que plusieurs centaines de machines ne fussent prêtes et confiées à des hommes exercés. Je vis le Premier Ministre et le priai d'imposer son autorité. Il fut de mon avis, mais me renvoya à Sir William Robertson. Je suppliai le chef d'Etat-Major Général de faire tous ses efforts auprès du Commandant en chef.

Il se borna à répondre, avec son laconisme habituel : « Haig en a besoin. » Ainsi on livra le grand secret pour acquérir en échange sur la Somme un petit hameau en ruine dont la prise n'avait aucune importance.

Cependant, malgré cette décision du Commandant en chef et l'effet moral considérable produit par l'entrée en action des tanks, les doutes et les préjugés subsistèrent quelque temps encore au War Office. Le 26 septembre 1916, le Conseil de l'Armée demanda 1.000 tanks supplémentaires, mais lorsqu'on eut commandé ces instruments et le grand nombre des pièces nécessaires qui en font partie, lorsque l'organisme compliqué qui servait à produire cette quantité de matériel eût été mis en mouvement, je découvris qu'à mon insu, le Conseil de l'Armée avait annulé la commande. Immédiatement, je commandai à mon tour cette décision et je pris des mesures pour assurer la continuation du travail.

Je continuai à m'intéresser aux tanks et gardai ma confiance première en leur utilité jusqu'à la fin de la guerre. Lorsque je ne fus plus directement chargé de leur fabrication ou de leur emploi, je ne cessai pas complètement de m'en occuper; en effet, en ma qualité de Président du Cabinet de guerre, à qui toutes ces questions sont soumises, j'eus à trancher des différends, car les créateurs des tanks n'approuvaient pas toujours les systèmes et les tactiques employés. Il se produisait aussi des retards dans la production et la répartition, dus parfois au manque de continuité des méthodes du Quartier Général, parfois à des difficultés dans la fabrication. Il y eut des moments où j'ai regretté de n'avoir pas adopté tout de suite pour les tanks les méthodes employées pour l'artillerie lourde et les mitrailleuses, c'est-à-dire ne pas m'être organisé dès le début, en vue d'un ravitaillement beaucoup plus considérable que ne le demandait le War Office. A mon avis, on ne sut pas employer les tanks avant la bataille de Cambrai en novembre 1917. Cette

action, quoique indécise, sinon stérile — mais non par la faute de la nouvelle arme — figurera, je crois, dans l'histoire comme un des événements mémorables de la guerre et le début d'une nouvelle ère dans son mécanisme. Cependant, même après le succès étonnant de ces machines, on mit longtemps à comprendre, et on se refusa longtemps à admettre leur puissance d'action qui sauvait des vies et remportait des victoires. Mais dans l'été de 1918, leur valeur était définitivement établie. Les Anglais, les Français et les Américains prirent en commun des arrangements pour une production de grande envergure et dans les plans faits pour les opérations de 1919 l'emploi en masse des tanks et des tracteurs pouvant se passer de routes était prévu. Si elle avait eu lieu, l'avance des Alliés en 1919 aurait été une marche dévastatrice de chenilles mécaniques, par hordes.

8) Résumé de l'œuvre accomplie par le Ministère des Munitions

Je ne fatiguerai pas mes lecteurs par d'autres détails sur les problèmes compliqués que le Ministère des Munitions eut à résoudre. On aura une idée de leur variété en songeant que la préparation d'un seul obus complet à haut explosif pour un canon de 18 pounder entraînait la fabrication et l'assemblage de 78 éléments mesurés avec précaution : 15 pour la cartouche, 11 pour l'obus, 52 pour la fusée, la gaïne, etc. Et il y avait environ vingt-six principaux modèles d'obus, de tailles, de genres différents.

En septembre 1915, trois mois après mon entrée en fonctions au Ministère des Munitions, nous produisions 120.000 obus chargés, de toutes sortes, par semaine, alors que le rendement n'était que de 70.000 quand je pris en main la production des munitions. En janvier 1916, ce

Il se borna à répondre, avec son laconisme habituel : « Haig en a besoin. » Ainsi on livra le grand secret pour acquérir en échange sur la Somme un petit hameau en ruine dont la prise n'avait aucune importance.

Cependant, malgré cette décision du Commandant en chef et l'effet moral considérable produit par l'entrée en action des tanks, les doutes et les préjugés subsistèrent quelque temps encore au War Office. Le 26 septembre 1916, le Conseil de l'Armée demanda 1.000 tanks supplémentaires, mais lorsqu'on eut commandé ces instruments et le grand nombre des pièces nécessaires qui en font partie, lorsque l'organisme compliqué qui servait à produire cette quantité de matériel eût été mis en mouvement, je découvris qu'à mon insu, le Conseil de l'Armée avait annulé la commande. Immédiatement, je commandai à mon tour cette décision et je pris des mesures pour assurer la continuation du travail.

Je continuai à m'intéresser aux tanks et gardai ma confiance première en leur utilité jusqu'à la fin de la guerre. Lorsque je ne fus plus directement chargé de leur fabrication ou de leur emploi, je ne cessai pas complètement de m'en occuper; en effet, en ma qualité de Président du Cabinet de guerre, à qui toutes ces questions sont soumises, j'eus à trancher des différends, car les créateurs des tanks n'approuvaient pas toujours les systèmes et les tactiques employés. Il se produisait aussi des retards dans la production et la répartition, dus parfois au manque de continuité des méthodes du Quartier Général, parfois à des difficultés dans la fabrication. Il y eut des moments où j'ai regretté de n'avoir pas adopté tout de suite pour les tanks les méthodes employées pour l'artillerie lourde et les mitrailleuses, c'est-à-dire ne pas m'être organisé dès le début, en vue d'un ravitaillement beaucoup plus considérable que ne le demandait le War Office. A mon avis, on ne sut pas employer les tanks avant la bataille de Cambrai en novembre 1917. Cette

action, quoique indécise, sinon stérile — mais non par la faute de la nouvelle arme — figurera, je crois, dans l'histoire comme un des événements mémorables de la guerre et le début d'une nouvelle ère dans son mécanisme. Cependant, même après le succès étonnant de ces machines, on mit longtemps à comprendre, et on se refusa longtemps à admettre leur puissance d'action qui sauvait des vies et remportait des victoires. Mais dans l'été de 1918, leur valeur était définitivement établie. Les Anglais, les Français et les Américains prirent en commun des arrangements pour une production de grande envergure et dans les plans faits pour les opérations de 1919 l'emploi en masse des tanks et des tracteurs pouvant se passer de routes était prévu. Si elle avait eu lieu, l'avance des Alliés en 1919 aurait été une marche dévastatrice de chenilles mécaniques, par hordes.

8) Résumé de l'œuvre accomplie par le Ministère des Munitions

Je ne fatiguerai pas mes lecteurs par d'autres détails sur les problèmes compliqués que le Ministère des Munitions eut à résoudre. On aura une idée de leur variété en songeant que la préparation d'un seul obus complet à haut explosif pour un canon de 18 pounder entraînait la fabrication et l'assemblage de 78 éléments mesurés avec précaution : 15 pour la cartouche, 11 pour l'obus, 52 pour la fusée, la gaïne, etc. Et il y avait environ vingt-six principaux modèles d'obus, de tailles, de genres différents.

En septembre 1915, trois mois après mon entrée en fonctions au Ministère des Munitions, nous produisions 120.000 obus chargés, de toutes sortes, par semaine, alors que le rendement n'était que de 70.000 quand je pris en main la production des munitions. En janvier 1916, ce

chiffre s'était élevé à 238.000, et au milieu de juillet au moment où je venais de quitter le Ministère des Municions pour le War Office, le rendement hebdomadaire total s'élevait à 1.025.659 (1). Ces chiffres ne comprennent pas nos achats à l'étranger. Lorsque nous dépassâmes le million, Sir Eric Geddes m'offrit en commémoration un tableau signé par lui montrant ce progrès remarquable.

Pour montrer les résultats des méthodes que nous mêmes en vigueur au Ministère des Municions, je donne le tableau suivant qui compare les quantités d'obus chargés produits en dix mois, depuis le 1^{er} août 1914 au 30 juin 1915, et en douze mois, de juillet 1915 à juin 1916.

Total des obus chargés représentent un coup de canon :

	Août 1914 à juin 1915	Juillet 1915 à juin 1916
Légers	1.877.300	14.748.800
Moyens	389.000	3.895.800
Lourds	26.500	566.500
Très lourds	14.000	288.300
 Total	2.306.800	19.499.400

Le 6 juillet, jour où je quittai le Ministère des Municions pour devenir Ministre de la Guerre, je reçus un rapport signé par Sir Walter Layton, qui disait :

« La production d'une année, telle qu'elle a existé en 1914-1915 peut maintenant être obtenue dans les périodes de temps qui suivent :

Obus de 18 pounders: en trois semaines.

— *de howitzer de campagne:* en deux semaines.

(1) Ces chiffres ne représentent pas toute l'importance et tous les modes de l'augmentation. Les résultats les plus précieux ont été obtenus dans l'accroissement de la production des obus lourds.

Obus de canon moyen et howitzer: en onze jours.
— de howitzer lourd: en quatre jours.

« Dans les trois premières classes d'*obus* le produit d'une semaine, à l'heure actuelle, équivaut aux stocks tout entiers qui existaient avant la guerre. Il n'existe pas au moment de la déclaration de guerre de stocks en *obus* de howitzer lourd.

« On pourrait dresser à propos d'autres munitions des statistiques analogues. »

J'ai déjà dit que lorsque j'entrai au Ministère des Munitions chaque batterie avait droit à huit coups par jour, (2 coups par canons). Pour apprécier le contraste, lisons le passage suivant emprunté au journal d'un officier d'artillerie (pris dans le Livre de Commémoration de l'Artillerie Royale).

« 18 août 1916.

« Les hommes sont très fatigués et les pointeurs sont presque épuisés bien que nous les ayons changés aussi souvent que possible.

« Mes canons ont déjà tiré près de 1.000 coups chacun et sont si chauds qu'on ne peut presque pas y tenir la main.

« ...A trois heures du matin, j'ai reçu un message téléphonique disant que le reste du programme était annulé et que je devais revenir à mes 400 coups habituels par jour. »

Le 1^{er} août 1916, le même officier écrit:

« Ici, il y a quinze batteries concentrées sur un terrain de 400 mètres de long sur 200 de large. »

Un progrès analogue peut être enregistré au sujet des pièces d'artillerie. A la déclaration de guerre, le nombre total de canons utilisables s'élevait à 1.802 : 1.573 légers et 239 considérés comme lourds à cette époque (c'est-à-dire à partir de 4 pouces 7). Au cours des dix mois sui-

vants jusqu'au 30 juin 1915, 1.105 nouveaux canons furent construits : 1.014 légers et 94 lourds. Entre le 1^{er} juillet 1915 et le 30 juin 1916 le nombre de canons fabriqués fut de 5.006 : 4.412 légers et 894 lourds. En d'autres termes, je triplai approximativement le nombre de canons possédés par l'armée dès la première année de travail du Ministère. Le nombre de canons de 6 pouces et au-dessus fut presque quintuplé.

J'ai donné ailleurs les chiffres qui montrent le développement remarquable de notre fabrication de mitrailleuses. Durant cette période de juillet 1915 à juin 1916 notre production de grenades fut de 27.000.000 au lieu de 68.000 d'août 1914 à juin 1915. Nous fîmes construire également 4.279 mortiers de tranchées tandis que le War Office n'en avait produit que 312.

Quelques rapports allemands que je veux citer feront peut-être comprendre l'effet de cette artillerie.

On lit dans l'histoire de la 27^e division (Wurtemberg), une des meilleures qui combattirent sur la Somme :

« ...Le feu atteignit une intensité qui depuis n'a pas été égalée et notre épreuve dépassa toute conception antérieure. Le feu de l'ennemi ne cessa pas une heure. Les obus nuit et jour tombaient dans nos lignes et ouvraient de terribles brèches dans les rangs des défenseurs. Ils tombaient aussi sur les lignes de communications et faisaient de tout mouvement vers les premières tranchées un enfer. Ils tombaient sur les tranchées de l'arrière et sur les batteries, et mettaient en pièces les hommes et le matériel, avec une violence inconnue jusqu'à ce jour. Ils atteignirent à maintes reprises les bataillons au repos et leur causèrent de terribles pertes. *Notre artillerie était impuissante contre un pareil feu...* Dans le combat de la Somme de 1916 notre division fit preuve d'un héroïsme qu'elle n'a jamais retrouvé entièrement, bien que sa force de combat soit resté remarquable jusqu'à la fin de la guerre. »

Le compte rendu ajoute que les hommes de 1918 n'avaient pas « la trempe, la fermeté et l'esprit de sacrifice de leurs prédecesseurs »...

Le capitaine von Hentig du grand Etat-major de la Division de Réserve des Gardes, écrit :

« La Somme fut la tombe boueuse de l'armée allemande et de sa foi en l'inaugurabilité du commandement allemand, cette tombe fut creusée par l'industrie anglaise et ses obus... »

Le capitaine Hierl, critique pénétrant de la guerre, dit de la Somme :

« L'immense supériorité matérielle de l'ennemi ne manqua pas d'avoir son effet psychologique sur les soldats allemands. Les chefs ennemis peuvent inscrire cela à l'actif de leur compte, car c'est le bénéfice de leur système d'usure... La grande supériorité de l'ennemi en matériel et en hommes fit ainsi pencher le plateau de la balance tandis que la supériorité du commandement et de la discipline chez les Allemands n'eut pas l'effet attendu... »

Ce témoignage venu de l'autre côté du champ de bataille démontre incontestablement le grand succès du Ministère des Munitions quand il a armé nos troupes pour la bataille.

Les chiffres que j'ai donnés sur l'accroissement du rendement en 1915-16 ne représentent que les premiers fruits du dur labeur qu'exigea l'organisation du Ministère des Munitions. Mais son plus beau titre de gloire c'est qu'il était organisé de façon à pouvoir au besoin se développer encore. Dès le commencement, notre but ne fut pas seulement d'amasser des réserves suffisantes en vue d'une bataille finale en 1916; nous avons admis au contraire que la guerre pouvait durer des années; qu'elle pouvait être une succession de grandes batailles de longue durée et que les demandes de munitions de toutes sortes augmenteraient probablement au lieu de diminuer. C'est

pour cette raison que la fabrication tint pied jusqu'à la fin de la guerre aux besoins croissants de l'armée qui réclamait toujours plus de mortiers de tranchées, toujours plus de mitrailleuses, toujours plus de fusils, de munitions, d'explosifs, de tanks et de camions.

En organisant nos usines et en commandant nos machines, nous envisagions une production qui dépassait de beaucoup tout ce que les Etats-majors de 1915 avaient projeté. On m'accusait alors de mégalomanie, parce que telle était l'idée que je me faisais de l'entreprise qui m'était confiée. Mais en 1916, 1917 et 1918, les généraux furent très contents que les plans exagérés de 1915 aient été réalisés et que les stocks mis à notre disposition aient pu répondre à toutes les demandes venues du front.

Ce fut un Ministère très critiqué. A peine avions-nous commencé à rassembler nos outils et à remettre un peu d'ordre dans le chaos, que toute la confusion fut attribuée au nouveau Ministère. « La maison qu'on est en train de bâtir n'est jamais comme la maison qui est bâtie. » On nous reprochait la saleté causée par le ciment et les matériaux épars, la charpente encore squelettique, les poutres non recouvertes, en un mot l'inachèvement de l'édifice.

A mon arrivée au Ministère des Munitions, l'organisation était inexistante — quand je partis, aucun service de Whitehall n'était mieux organisé; je voudrais qu'un de ceux qui ont tant critiqué citât un seul des services établis depuis longtemps qui ait été supérieur comme rendement général aux nôtres. Organiser de fond en comble un ministère pareil n'est pas une tâche facile quand toutes les circonstances sont favorables. Elle est encore moins aisée lorsque le sol est encombré de bâtiments mal conçus, mal construits et délabrés, jetés ça et là au hasard. Mais elle devient particulièrement difficile lorsque les anciens directeurs dépossédés de leurs fonc-

tions et hostiles au nouvel organe gardent encore une juridiction supérieure sur des questions capitales.

Les résultats que nous avons accomplis malgré ces difficultés sont un triomphe pour les hommes éminents qui consacrèrent toute leur énergie à l'exécution de ces tâches ardues. Sans leur labeur incessant, et leur grande intelligence, il eût été impossible de réussir en un tel moment et dans ces conditions.

Le chef d'une telle entreprise devait à mon avis, pour obtenir un succès, avoir une conception nette du but qu'il allait s'efforcer d'atteindre et un plan précis du chemin le meilleur pour y arriver. Le succès dépendait ensuite de son don de choisir les hommes voulus pour diriger chaque branche du ministère, de son talent à obtenir d'eux en les encourageant, en les stimulant, en les soutenant, tout ce qu'ils pouvaient donner; de sa surveillance étroite et constante appliquée à tous les détails (sans pourtant s'y perdre), de façon à découvrir ce qui allait de travers, à prendre les mesures appropriées pour remédier aux imperfections lorsqu'il en trouvait et à les prendre à temps.

J'affirme que lorsque à une heure critique de notre histoire, cette tâche capitale nous fut confiée, à mes éminents collaborateurs et à moi, nous n'avons pas démerité de notre patrie.

CHAPITRE XX

LES RELATIONS DES ALLIÉS AVEC L'AMÉRIQUE

Pendant la première partie de la guerre, il n'entrait pas dans mes fonctions ministérielles de m'occuper de nos rapports diplomatiques avec les puissances neutres; cependant, l'attitude des Etats-Unis envers les Alliés m'intéressait vivement. En effet, cette grande nation représentait la seule source étrangère importante de munitions, et, dès le début, comme je l'ai déjà dit, la question des munitions fut mon principal souci. Membre de la première Commission du Conseil des Ministres pour la Production des Munitions, dès octobre 1914 je pris des dispositions pour faire des commandes considérables aux Etats-Unis; Président de la Commission des Munitions de Guerre et plus tard Ministre des Munitions, je parvins, grâce à mes efforts, à faire traverser l'Atlantique à un flot d'approvisionnements qui, grossissant par degrés, prit de vastes dimensions jusqu'au moment où la production en Angleterre fut perfectionnée.

C'est pourquoi, pendant cette période, j'avais des raisons spéciales pour surveiller le cours de nos relations avec l'Amérique. Le maintien de notre bonne entente avec elle était indispensable pour que continuât notre ravitaillement en munitions; de plus, c'était un facteur d'importance capitale pour assurer un règlement juste

et satisfaisant de la lutte, lorsque l'heure de la paix sonnerait.

Quand une guerre se poursuit, les pays neutres sont souvent placés dans une situation embarrassante. En paix avec le monde, ils cherchent naturellement à conserver leurs relations commerciales avec les deux belligérants et, si possible, ils mettent à profit l'heure brillante où l'on fait des affaires plus nombreuses et plus fructueuses en répondant aux nouveaux besoins créés par la guerre, tandis que les difficultés des approvisionnements leur permettent d'élever les prix.

Mais s'ils accroissent ainsi leurs gains, ils rencontrent de plus grands risques et moins de respect. Les nations qui luttent pour la vie n'ont pas toujours le temps de vérifier les petits détails. Chacune de leurs actions est un acte de guerre, et leur attitude à l'égard des neutres est commandée non par les conventions de la paix, mais par les exigences d'une lutte à mort.

Le pays qui est décidé à rester neutre à tout prix doit donc mettre son orgueil dans sa poche et prendre son parti des irritations répétées, et des empiètements sur ses intérêts que les deux belligérants se permettent; il se console de ces ennuis avec les profits commerciaux que lui apporte la guerre. Si les difficultés de la neutralité deviennent trop grandes, il peut ou bien transformer la violation de ses droits par un des belligérants en un *casus belli* ou bien prendre parti, non d'après la gravité des incidents que l'état de guerre provoque, mais en se fondant sur l'opinion qu'il a de ce qui est justice ou injustice dans le conflit principal.

Tel est, brièvement exposé, le problème qui se présentait aux Etats-Unis pendant la Guerre Mondiale. Avant la lutte apocalyptique, c'était une ferme tradition pour les Etats-Unis de se tenir à l'écart des relations embrouillées de l'Ancien Monde et d'empêcher l'Europe de poser sa main avide sur leur continent. Cette tradition était

formulée dans la doctrine : « L'Amérique aux Américains. » En retour, l'Amérique laissait le reste du monde à l'Europe.

Il est vrai que le colonel House, l'*alter ego* du président Wilson, s'intéressait vivement aux affaires internationales ; dans le courant de l'été 1914, il était venu en Europe et, jouant le rôle de conseiller désintéressé et bienveillant, il avait plaidé la nécessité d'une meilleure entente entre toutes les nations. Théodore Roosevelt et lui ont compris — et cette perspicacité leur fait honneur à tous deux — que l'abstention théorique de l'Amérique ne s'appuyait plus sur aucune réalité et qu'elle serait profondément touchée par un bouleversement européen, qu'elle voulût ou non l'ignorer. Le séjour en Europe de l'aimable colonel fut infructueux, mais ce ne fut pas par sa faute. La voix douce de la sagesse ne pouvait dominer le grondement de la cataracte qui s'approchait. Il trouva en Angleterre une sympathie cordiale pour ses idées, en Allemagne un militarisme bruyant, en France, le chaos politique. La masse du public américain était aussi loin par ses pensées et ses préoccupations des événements d'Europe que s'ils se fussent passés dans une autre planète.

Au début de la guerre, l'opinion aux Etats-Unis se prononça pour le maintien d'une ferme neutralité en face de la lutte européenne. C'était l'attitude de l'opinion britannique trois jours avant la déclaration de guerre. En ce qui concernait les mérites des belligérants, l'Angleterre et la France supposaient qu'en général la sympathie de l'Amérique allait aux Alliés, malgré les tendances pro-allemandes de la nombreuse population germano-américaine du Middle West et l'hostilité chronique des Irlandais contre l'Angleterre. Les intellectuels, croyait-on, étaient pour les Alliés. En octobre 1914, Sir Gilbert Parker, le distingué romancier canadien, fit dans les universités et les collèges d'Amé-

rique une enquête minutieuse qui révéla une sympathie irrésistible pour les Alliés. Mais, en dépit de cette tendance générale, il serait plus exact de dire que, somme toute, l'opinion aux Etats-Unis n'était ni pro-alliée ni pro-allemande, mais simplement et uniquement pro-américaine. En temps de guerre, il y a loin de la sympathie au support. Le Président Wilson fut universellement acclamé lorsque, au milieu d'août, il fit un discours pour demander à tous les citoyens des Etats-Unis d'observer une stricte neutralité dans leurs actes et dans leurs paroles. A cette époque, M. Théodore Roosevelt lui-même se réjouissait des conditions géographiques qui permettaient à son pays de rester en dehors de la lutte. A la fin de septembre 1914, Sir Gilbert Parker, dans une analyse qu'il fit de la presse américaine, montra que, si dans les grands journaux beaucoup étaient plus favorables aux Alliés qu'à l'Allemagne, la majorité était nettement neutre et considérait les mérites respectifs des combattants avec une impartialité détachée.

La Belgique était à des milliers de kilomètres de l'Illinois. Les destroyers et les sous-marins allemands, même à Ostende, ne pouvaient arriver en quelques heures à New-York. Les canons allemands, même à Calais, n'auraient pu bloquer l'accès principal des grands ports américains. Les zeppelins allemands ne pouvaient bombarder Washington et tuer des femmes et des enfants dans leurs foyers. Tous ces événements étaient très lointains. Il ne faut pas prendre pour de l'insensibilité cette indifférence. Un tremblement de terre au Japon, avec dix mille victimes, occupe moins de place dans les colonnes des journaux anglais qu'un accident de chemin de fer.

De plus, pour la conscience américaine, les problèmes moraux n'étaient pas exempts d'ambiguïté. Beaucoup d'Anglais s'étonnaient déraisonnablement de cette attitude de l'Amérique. Courroucés par la cruelle agression des Allemands contre la Belgique, épouvantés par le

monstre menaçant du militarisme prussien, ils ne pouvaient comprendre que la grande démocratie du Nouveau Monde hésitât un instant en jugeant le conflit qui nous avait fait tirer notre épée, et ne s'alliait pas avec nous pour défendre la liberté et la justice.

Mais pour les spectateurs américains le problème n'était pas si simple. Le 22 août 1914, le colonel House écrivait au président Wilson :

« Pour moi, ce que la situation a de plus triste c'est que, quel que soit le résultat, on ne peut rien attendre de bon. La victoire des Alliés amènera la domination des Russes sur le continent européen; celle de l'Allemagne, l'horrible tyrannie du militarisme pour les générations futures. »

La Grande-Bretagne et la France ne comprirent jamais complètement combien leur alliance avec le tsarisme nuisait à leur propagande dans les pays neutres. L'Amérique frissonnait à l'idée d'une union étroite avec le Gouvernement de Russie, brutal, tyrannique, corrompu, en réalité pourri jusqu'à la moelle; cette répulsion neutralisait presque l'horreur inspirée par la tragédie belge.

L'Amérique avait aussi une population d'origine irlandaise, très nombreuse, très influente politiquement, pour qui la haine de l'Angleterre était presque une religion. Soyons justes. Pendant des siècles, la Grande-Bretagne par sa cruauté avait enraciné cette animosité, et nous n'avions pas encore effacé la brûlure de cette injustice dans l'âme sensible et rancunière des Irlandais.

Ajoutons à cela, la longue tradition qui avait accoutumé les Américains à considérer l'Angleterre comme une monarchie tyrannique, aux griffes avides de laquelle les Etats-Unis s'étaient arrachés par les luttes héroïques de la Guerre d'Indépendance.

D'autres considérations imposaient la neutralité. La population allemande d'Amérique formait dans la nation

une classe très respectée, travailleuse et paisible, qui semblait démentir la légende de la férocité prussienne; elle tenait de plus dans ses mains des millions de votes qui pouvaient déterminer le résultat d'élections importantes.

Dans ces circonstances, on comprendra que la sympathie de l'Amérique pour la cause des Alliés se trouvât considérablement limitée. Les Américains désiraient peut-être la victoire des Alliés, mais pas assez fortement pour supporter avec patience des pertes et des désagréments ou pour risquer en faveur d'une victoire alliée, leur position politique.

En un mot, aucun traité n'obligeait l'Amérique à prendre part à la guerre d'un côté ou de l'autre. L'opinion prédominante aux Etats-Unis pour autant qu'elle existât était que, tout bien pesé, les Alliés avaient le droit pour eux, mais ce jugement était trop entouré de limitations pour imposer une alliance avec eux comme une obligation d'honneur. Faute d'une telle obligation, la question de neutralité ou de participation à la guerre devenait simplement une considération d'opportunisme. L'intérêt de l'Amérique était de conserver son commerce, son prestige, la sécurité de ses citoyens et de préserver ses jeunes gens des massacres. Elle n'eût été obligée de combattre que si la lutte avait servi ses intérêts mieux que la neutralité.

Les Alliés jouissaient donc, en général, de la sympathie intellectuelle des Américains, mais souvent les intérêts commerciaux s'opposaient à elle d'une façon évidente. La puissance principale de l'Allemagne était sur terre, celle de la Grande-Bretagne sur mer. L'invasion de la Belgique, la dévastation de la France pouvaient soulever un courroux désintéressé en Amérique. Mais la poche des Américains n'en était pas touchée. Au contraire, les fermes mesures de la Grande-Bretagne pour empêcher la contrebande de guerre d'arriver en Alle-

magne, les définitions de plus en plus larges qu'elle appliquait à cette contrebande gênaient la navigation de l'Amérique et avaient une influence directe sur son commerce. Maintes fois les frictions causées par notre intervention élevèrent dangereusement la température entre les deux pays; maintes fois les relations diplomatiques parurent sur le point de se rompre. Une ou deux fois les protestations ressemblèrent à des menaces. Il en résulta, sans aucun doute, une certaine timidité dans notre blocus et l'Allemagne en profita. Plus tard, Lord Robert Cecil sut resserrer notre étreinte.

Un fait compensait ces ennuis: l'Angleterre était de beaucoup le plus riche des belligérants; elle pouvait commander — et payer comptant — des quantités énormes de munitions pour ses Alliés et pour elle.

Si nous gênions le puissant commerce de l'Amérique avec nos ennemis, nous lui fournissons du moins, en Angleterre, en France et en Russie, un marché magnifique qui stimulait son industrie et lui donnait une activité et des profits inconnus jusqu'alors. Ce fut ce qui retint le Gouvernement américain chaque fois que, exaspéré par un nouvel incident du Blocus, il envisageait des représailles.

Durant 1914 et 1915, jusqu'aux approches de l'élection présidentielle de 1916 qui créa de nouvelles complications, l'histoire des relations de l'Amérique et des belligérants, nous montre ce pays oscillant entre les deux partis, à la suite d'incidents dont chacun aurait pu facilement faire pencher la balance vers la guerre, s'il n'avait eu comme contrepoids des conflits analogues venus du camp opposé, et si le Président Wilson n'avait été fermement décidé à tenir, tant qu'il le pourrait, sa patrie en dehors de la lutte.

Comme je l'ai dit, pendant les premières semaines de la guerre, l'opinion générale en Amérique fut favorable aux Alliés. Nous n'avons jamais bien su à qui allaient

réellement les sympathies du Président Wilson. Nous avions l'impression que, dans la lutte terrible qui se déroulait devant ses yeux, il aurait été un surhomme si son cœur n'avait pas penché d'un côté ou d'un autre, quels que fussent ses gestes ou ses paroles. Mais il prenait si grand soin d'être désagréable pour les deux adversaires, que chacun le soupçonnait de lui être antipathique. Nous savions seulement que le Président jugeait sévèrement les actions des Alliés, mais nous ne comprenions pas que cette sévérité était causée par la crainte que ses sympathies secrètes pussent le détourner de la stricte impartialité qu'il s'imposait.

Bientôt l'usage que la Grande-Bretagne fit de son pouvoir maritime pour empêcher les munitions d'arriver aux Puissances Centrales même par l'intermédiaire des pays neutres, provoqua une tempête de protestations en Amérique, surtout de la part du puissant trust du cuivre. Le cuivre était indispensable à la fabrication des munitions, et nous faisions tous nos efforts pour qu'il n'en parvînt pas en Allemagne. Si l'Allemagne n'avait compté que sur ses ports, la chose eût été facile. Mais elle était entourée d'états neutres — la Hollande, la Scandinavie et au début l'Italie — et des expéditions ostensiblement destinées à ces nations étaient en réalité faites pour elle. Or, les Etats-Unis produisaient énormément de cuivre.

Le 5 octobre 1914, Sir Cecil Spring-Rice, notre ambassadeur à Washington, écrivait :

« Les compagnies de cuivre sont ici très puissantes... Il faudra trouver un moyen quelconque de paralyser Krupp sans ruiner les intérêts miniers qui jouissent de la faveur du ministre des Affaires Etrangères et ont une influence prépondérante sur le Sénat. »

Le 3 novembre, il écrivait :

« Nous avons l'empire des mers et c'est une raison pour que nous entrions en collision avec tous les neutres. La conscience américaine est de notre côté, mais la poche

américaine est touchée. Le cuivre et le pétrole sont chers au cœur américain et l'exportation est une question importante. Nous arrêtons l'exportation et il en résulte une clamour qui ne fait que croître. Nous ferions probablement de même. Mais la clamour peut devenir furieuse bientôt... »

Au début de novembre 1914, conformément à un plan préparé par M. Leverton-Harris, nous envoyâmes un agent anglais à New-York pour essayer de résoudre ce problème en achetant la plus grande quantité possible du stock de cuivre américain; nous imposions une condition à ce marché: les producteurs devraient s'engager à ne vendre qu'aux acheteurs que nous approuverions. Mais cette proposition n'aboutit pas, car toutes les influences pro-allemandes furent exercées pour la faire échouer. Nous nous mêmes alors en devoir d'arrêter, à Gibraltar et ailleurs, toutes les expéditions de cuivre destinées aux pays neutres tant que nous n'étions pas assurés de la bonne foi des destinataires. Les nations neutres d'Europe vinrent au secours de leurs industriels en interdisant l'exportation du cuivre; ceci nous permit de leur passer plus facilement les cargaisons qui leur étaient véritablement destinées.

Nous déclarâmes alors aux producteurs américains que s'ils continuaient à vendre du cuivre en Allemagne, nous ne leur en acheterions plus, mais que nous arrêterions toutes leurs expéditions en Europe. Deux des plus grandes compagnies d'affinage s'entendirent aussitôt avec nous, et bientôt la plupart des autres les imitèrent avec plaisir. Le grand consortium Guggenheim fut parmi les derniers à se décider. Son consentement lui fut arraché lorsque, en réponse à une question posée au Parlement, nous déclarâmes que toutes les Sociétés dont les expéditions étaient protégées par des accords avec nous, étaient autorisées à l'annoncer afin qu'on pût leur donner des commandes. Guggenheim câbla aussitôt à son représentant

de Londres de signer un accord avec le Ministère de la Marine.

Au début de mars 1915, nous nous étions assurés le contrôle des 95 % du cuivre exportable des Etats-Unis; la puissante influence du Trust du cuivre ne menaçait plus nos bonnes relations avec l'Amérique.

Par bonheur pour les Alliés, l'Allemagne devait bientôt provoquer la colère des Etats-Unis et contrebalancer par des actes plus exaspérants la gêne que nous avions imposée à leur commerce. Si, à l'automne de 1914, nous arrêtions les navires neutres et refusions de libérer leur cargaison avant d'avoir les preuves de leur ultime destination, les Allemands semaient les mers étroites de mines qui faisaient sombrer les navires neutres sans avertissement, et ils bombardaient brutalement deux villes d'eau sans protection, Scarborough et Whitby. En janvier 1915, des zeppelins bombardèrent les villes de King's Lynn et Yarmouth; à la fin du même mois, les sous-marins allemands commencèrent une nouvelle forme d'attaque qui finit par obliger les Etats-Unis à prendre part à la guerre. Elle consistait à couler en pleine mer des bateaux marchands non armés.

Tandis que ces actes fortifiaient la condamnation morale de l'Allemagne dans l'opinion des Américains, nos efforts pour déjouer la contrebande n'en demeuraient pas moins une cause d'irritation plus fréquente encore. En janvier 1915, nous apprîmes de source sûre que les Etats-Unis s'intéressaient beaucoup moins aux nouvelles de la guerre.

« Le raid aérien était commenté en termes énergiques dans tous les journaux que j'ai lus, mais ces événements n'excitent plus la surprise. Je crois vous l'avoir dit, certains symptômes me montrent que la guerre ennuie le public. J'en ai eu la preuve la semaine dernière, en voyant que la description du tremblement de terre avait repoussé la guerre en deuxième ou troisième page. »

Voici ce que nous apprenions d'un autre côté:

« Il y a un certain manque de proportion, dans les nouvelles que nous recevons sur la marine anglaise. On ne nous parle d'elle presque jamais, excepté lorsqu'un navire anglais est coulé par un torpilleur allemand ou lorsqu'un navire anglais arrête un chargement américain... Vous devinez le dangereux effet psychologique de ce système... Les « Nouvelles de la guerre » ça ne se vend plus. Mais le titre « Atteinte au commerce américain » fait vendre le journal, on l'achète et cela produit un certain résultat fâcheux sur ce que j'appelle « la mentalité des gros titres ».

Voici ce qu'on nous disait sur l'opinion générale du Middle West:

« L'armée allemande force l'admiration par sa capacité et son courage, mais le jour où elle a pénétré en Belgique, elle a perdu toute la sympathie que pouvaient inspirer ses desseins ou son idéal. On déplore la guerre qui était inutile et qu'on aurait pu empêcher, et le plus vif désir de tous est une paix rapide et décisive. Mais il faut qu'elle soit décisive. La paix sans victoire définitive ne satisferait personne. « Maintenant que c'est commencé, dit-on, il faut en finir une fois pour toutes. » En attendant, les gens s'occupent surtout de leurs propres affaires. »

Vers la fin de janvier 1915, une tentative adroite fut faite pour nous brouiller avec l'Amérique. Un Américain d'origine allemande acheta le *Dacia*, navire marchand allemand consigné en Amérique depuis juillet 1914, le fit inscrire comme navire américain et l'envoya à Brême via Rotterdam avec une cargaison de coton. Nous déclarâmes que nous n'acceptions pas ce changement de pavillon, et les Allemands espérèrent que nous allions saisir un navire américain et soulever une tempête d'indignation aux Etats-Unis. Le *Dacia* fut bel et bien saisi, mais par la marine française et le complot échoua. Les Fran-

çais jouissaient d'une bonne presse aux Etats-Unis et jusque là ils avaient joué un rôle secondaire dans la capture de la contrebande. Le Président Wilson, bien entendu, pouvait protester auprès de la France et le fit sans résultat. Mais sa démarche ne marqua pas l'apogée — peut-être critique — d'une série de protestations, comme cela aurait été le cas si la Grande-Bretagne avait été la coupable.

Là-dessus l'Allemagne déclara le blocus sous-marin de l'Angleterre et annonça qu'elle coulerait tous les vaisseaux marchands dans les mers entourant les îles britanniques après le 18 février 1915. Elle ne voulut pas garantir la sécurité des passagers ou des équipages, même des navires neutres, puisque les bateaux anglais pouvaient arborer des pavillons neutres dans ces eaux dangereuses ; ses sous-marins ne tiendraient donc aucun compte de la nationalité des pavillons.

Cette déclaration provoqua une note énergique du Président Wilson ; l'Allemagne se contenta de répondre que s'il voulait arrêter tout envoi de munitions aux Alliés et prendre des mesures pour lui fournir à elle des matières premières et des vivres, elle reviendrait sur sa décision.

L'Angleterre répondit à la campagne sous-marine par un arrêté du Conseil qui, en fait, déclarait le blocus de l'Allemagne. Nous n'employâmes pas le terme technique « blocus » ; en effet, notre but principal n'était pas de cerner de près les ports allemands, mais de couper le ravitaillement de l'Allemagne en retenant tout navire transportant des marchandises qu'on présumait de destination, de propriété ou de provenance ennemie. C'était évidemment une forme nouvelle du principe du blocus ; le progrès moderne des transports qui pouvait transformer tout port neutre du continent en un port allemand rendait cette mesure nécessaire. Naturellement le vol des notes qui s'entrecroisaient au-dessus de l'Atlantique devint plus épais et plus rapide.

Pendant ce temps, le colonel House, émissaire du Président, parcourait les pays belligérants d'Europe pour les pressentir sur les conditions possibles de la paix. Sa présence et la compréhension qu'il acquit des réalités pratiques de la situation, sans doute, aidèrent à diminuer les points de friction entre l'Amérique et nous. Mais ses efforts pour la paix étaient destinés à rester vains. A ce moment de la guerre, l'Angleterre était prête à examiner une paix basée sur la reconstruction de la Belgique accompagnée d'une indemnité, mais l'Allemagne refusa de promettre cette restauration et ne voulut pas entendre parler d'indemnité.

Le 7 mai 1915, tandis que le colonel House était à Londres, on apprit le torpillage du *Lusitania*. Cela mit brusquement fin à tout effort pour engager des conversations de paix entre l'Angleterre et l'Allemagne. La question qui se posait maintenant était plutôt de savoir si les Etats-Unis pourraient garder encore la neutralité. Le Colonel pensait qu'ils ne pouvaient, ni ne devaient, rester plus longtemps en dehors de la lutte. Le 9 mai, il écrivait au Président Wilson :

« Notre intervention sauvera plus de vies qu'elle n'en sacrifiera... L'Amérique est arrivée à la croisée des chemins; il faut qu'elle décide si elle prend parti pour la guerre civilisée ou la guerre barbare. Nous ne pouvons plus rester spectateurs neutres. Notre action dans cet instant critique déterminera le rôle que nous jouerons quand la paix sera faite, et jusqu'où nous pourrons exercer notre influence sur le règlement de comptes pour le bien durable de l'humanité. Nous sommes pesés dans la balance et le genre humain est en train d'établir exactement quelle est notre situation parmi les nations (1). »

Le Président Wilson envoya une Note énergique à l'Allemagne; mais c'était une protestation et non un ulti-

(1) « Papiers intimes » du Colonel House. Volume I, p. 434.

(2) *Ibid.*, p. 443.

matum. L'ambassadeur d'Autriche à Washington pressentit Bryan, ministre des Affaires Etrangères, et obtint l'assurance que l'Amérique n'avait pas l'intention de combattre. Il se hâta d'aviser Berlin qui fut ainsi encouragé à ne faire aucune concession à Wilson. Le cliquetis de la machine à écrire du Président n'en cachait pas d'autre, plus mortel.

Pendant ce temps, House essayait de décider l'Allemagne à abandonner sa guerre sous-marine à condition que l'Angleterre cessât d'arrêter les convois de vivres à destination de l'Allemagne. Sir Edward Grey était prêt à examiner cette proposition. Mais il ne consulta pas le Conseil des Ministres qui, dans ce cas, aurait refusé énergiquement. Consulta-t-il même le Président du Conseil avant de se déclarer prêt à accepter un arrangement de ce genre? Je ne suis pas en mesure de l'affirmer. Cependant l'Allemagne, affermée par l'assurance que l'Amérique ne combattrait en aucune circonstance, refusa cette offre. Elle prétendit qu'elle ne manquait pas de vivres. Ce qu'il lui fallait, c'étaient des matières premières. Bien entendu, on ne pouvait les laisser arriver jusqu'aux fabricants de munitions et la proposition tomba à plat.

Si l'Allemagne avait accepté la suggestion du colonel House, tout le cours de la guerre aurait peut-être été changé. Certainement personne ne serait mort de faim en Allemagne en 1918. La révolution n'aurait donc pas éclaté en novembre 1918 et la guerre aurait duré un an de plus. En outre, l'Allemagne n'aurait pas annoncé son intention de couler indistinctement tous les navires, ce qui provoqua l'entrée en guerre de l'Amérique. Une fois de plus, l'arrogance militaire de l'Allemagne avait commis une faute énorme, et par là même nous avait sauvés d'une de nos plus graves erreurs.

A propos du blocus, je veux louer ici les services rendus par Lord Robert Cecil qui a insisté avec force pour le

maintien et l'entier développement de notre activité dans ce sens. Lorsque, le 31 mai 1915, il devint sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, l'ordre de représailles était déjà en vigueur. Cependant on hésitait en haut lieu à maintenir ses clauses; Sir Edward Grey, par exemple, était tout prêt à en abandonner des parties essentielles sur le conseil du colonel House. Lord Robert Cecil ne partagea pas cette hésitation. Au Conseil et en public, il insista pour qu'on observât rigoureusement ce décret. Il se faisait toujours l'avocat des mesures audacieuses et son activité au Foreign Office était dirigée dans le même sens. Enfin, en février 1916, on décida de nommer un ministre du Blocus, ayant au Conseil le même rang que les autres, pour coordonner le travail des diverses Commissions et des Services qui s'occupaient des différents aspects de cette question. Lord Robert Cecil était tout désigné pour ce poste, et il consentit à l'accepter — sans traitement — en plus de sa tâche de sous-secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères. Il fut nommé le 23 février 1916 et ce fut, en grande partie, grâce à lui que la puissante arme nationale et internationale du Blocus fut si acérée qu'elle devint un des facteurs décisifs de notre victoire.

Pendant l'année 1915, les Etats-Unis et l'Allemagne continuèrent à échanger des notes sur le *Lusitania*. Que mille passagers non combattants, — hommes, femmes et enfants, — y compris plus d'une centaine de citoyens américains, eussent été ainsi massacrés de sang-froid, ébranlait violemment le pacifisme du Président. Il persista cependant dans son attitude, bien qu'à plusieurs reprises l'Allemagne ait repoussé sa demande de désavouer tout au moins l'acte du commandant du sous-marin.

Le 1^{er} juin, Gérard, l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, écrivait au colonel House :

« Les Allemands espèrent faire traîner l'affaire du

Lusitania jusqu'à ce que les Américains s'excitent sur un match de base-ball ou sur un nouveau scandale et oublient. »

Wilson essaya de donner aux choses la meilleure tournure possible en faisant un discours où il suggéra que le peuple américain était « trop fier pour se battre ». Il hésitait à prendre la décision que lui présentait avec insistance son principal conseiller. M. Théodore Roosevelt lança contre l'inaction du Président une attaque caractéristique : « Si nous n'agissons pas immédiatement avec décision et vigueur, nous aurons manqué au devoir exigé par l'humanité en général et plus clairement encore par la dignité de la République Américaine... » « Pendant de nombreux mois notre Gouvernement a gardé entre le juste et l'injuste une neutralité qui aurait excité l'envieuse admiration de Ponce Pilate, le *type accompli du neutre de tous les temps...* (1). »

La situation était encore compliquée par le fait que, tandis que des notes étaient échangées sur le *Lusitania*, un autre paquebot, l'*Arabic*, était aussi torpillé et coulé. Le colonel House voulait que le Président déclarât la guerre sans autres notes et pendant quelque temps la situation fut très tendue. Mais le Gouvernement allemand promit d'ordonner aux commandants de ses sous-marins de ne pas couler d'autres paquebots sans avertissement ; à force d'insistance, on put même obtenir de lui une sorte de désaveu de l'acte du commandant du sous-marin qui coula l'*Arabic*. Cette réparation tardive permit — mais tout juste — à la « volonté de paix » du Président de survivre à l'élection présidentielle.

Pour compliquer encore la situation, on apprit au même moment par une indiscretion de l'ambassadeur d'Autriche, que l'Ambassade d'Autriche, aidée par von Papen, l'attaché militaire d'Allemagne, se proposait

(1) « Craignez Dieu et prenez votre dû », page 353.

de paralyser les usines de munitions d'Amérique afin d'empêcher les expéditions aux Alliés. Von Papen et Boy-Ed, les attachés allemands, et Dumba, l'ambassadeur d'Autriche, furent renvoyés chez eux, mais le Président Wilson gardait toujours son calme. L'Election présidentielle approchait, et Wilson était décidé à se poser lors de sa réélection comme l'homme qui avait tenu l'Amérique en dehors de la guerre.

Sans doute, à ce moment, le peuple américain n'éprouvait pas un très violent désir de se joindre à nous. Le 17 septembre 1916, Spring-Rice écrivait: « La plupart des Américains désirent gagner de l'argent et non faire la guerre. » En novembre, il signala que l'hostilité contre les Allemands augmentait et que l'opinion se répandait qu'une victoire des Puissances Centrales serait une immense calamité pour les Etats-Unis. Mais, en pratique, cette sympathie se manifestait par un grand empressement à faire des affaires avec les Alliés plutôt que par le désir de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Au début d'octobre, nous lançâmes un emprunt sur le marché américain pour nous procurer les fonds nécessaires aux achats de munitions. Cet emprunt était de 500 millions de dollars garantis à la fois par la France et par l'Angleterre, et sous forme d'obligations à 5 %, remboursables au bout de cinq ans. En deux jours, la souscription était dépassée d'environ 200 millions de dollars. Cette preuve de bonne volonté pour la cause des Alliés était très agréable. Mais le 7 octobre 1916, Sir Cecil Spring-Rice déclarait de nouveau dans une lettre à propos du succès de l'emprunt:

« On ne saurait trop répéter que le peuple américain est décidé à rester à l'écart, si cela est possible, et que le Gouvernement ne peut adopter aucune ligne de conduite que la masse du peuple n'approuve pas. »

Telles furent, en bref, les caractéristiques principales de la neutralité américaine avant l'hiver de 1916 où le

Président réélu fit son offre publique de paix dont j'aurai à parler plus tard.

Mais même pendant ces deux premières années de guerre, le Président Wilson ne cessa de guetter une occasion d'intervenir pour abréger le conflit ou pour y mettre fin. Il fit en particulier dans l'hiver et au début du printemps de 1915-1916, une tentative intéressante qui mérite d'être mise en lumière. Comme j'ai été mêlé aux discussions qui suivirent, cet épisode est une partie essentielle de mes Mémoires de guerre.

CHAPITRE XXI

LES EFFORTS DU PRESIDENT WILSON POUR LA PAIX

Les pays neutres firent plusieurs tentatives de médiation pendant les premières semaines de la guerre, mais ces efforts n'aboutirent pas. Le Président Wilson aurait-il réussi à empêcher l'Europe de se précipiter dans l'abîme, s'il était intervenu avec autorité et à temps? Ceci restera toujours matière à conjectures. Il ne fit aucun effort. La promptitude avec laquelle les négociations s'enflammèrent et mirent le feu aux poudres le prit peut-être au dépourvu. Il ne fut pas le seul dans ce cas.

Quand la guerre éclata, le Président Wilson fit un geste bien intentionné mais tout à fait inutile. Le 5 août 1914, il écrivit à chaque monarque belligérant une lettre ainsi conçue:

« Sire,

« Chef officiel de l'une des Puissances qui ont signé la convention de La Haye, je crois que, d'après l'Article 3 de la Convention, c'est mon privilège et mon devoir de dire à Votre Majesté dans un esprit de très sincère amitié que j'accueillerais avec joie l'occasion d'agir en faveur de la paix européenne, maintenant ou à tout autre moment qui pourrait paraître plus propice pour servir Votre Majesté et tous les intéressés, d'une façon qui serait pour moi un motif durable de reconnaissance et de bonheur.

« Woodrow Wilson. »

Pendant que cette lettre traversait l'Atlantique, les Autrichiens se jetaient sur la Serbie, la proie depuis longtemps convoitée, les soldats français envahissaient en chantant les provinces perdues d'Alsace et de Lorraine; le Grand Etat-Major allemand effectuait enfin le plan audacieux minutieusement préparé pendant des années, de l'avance à travers la Belgique, de façon à encercler l'armée française, à la détruire et à remporter en six semaines une victoire décisive. Essayer de retenir l'élan de forces si grandes par une offre de médiation était, à ce moment, aussi inutile que de chercher à arrêter le couperet de la guillotine par un appel à la pitié. La proposition de conférence faite par Sir Edward Grey avant la déclaration de guerre avait été à peine entendue et certainement peu examinée, dans la confusion. Arrivant comme elle le fit, quand les armées foulaien le sol étranger, la courtoise et cérémonieuse demande de délai et de réflexion formulée par une Amérique relativement désarmée, ne pouvait servir qu'à montrer la bonne volonté de cette nation à l'égard de tous les belligérants.

Les réponses arrivèrent sans hâte et furent toutes décourageantes. Une fois parties, même à contre-cœur, les nations combattantes voulaient toutes aller jusqu'au bout. L'Allemagne dans l'ensemble était victorieuse, ses chefs n'avaient donc aucun désir de paix. La France se ressaisissait après un début sans gloire. L'Angleterre était à peine engagée, mais sa ténacité s'était enflammée d'une façon qui rendait fort malaisé son désistement. L'Autriche, qui croyait administrer avec facilité une correction aux Serbes, s'était vue arracher le fouet des mains par leur vaillante armée; sa chair frémisait sous l'humiliation d'un châtiment infligé par le peuple qu'elle avait méprisé. Elle ne songeait qu'à réparer cet affront avec des forces écrasantes. Un mauvais départ a toujours été dans la tradition des Russes. La défaite de Tannenberg n'épouvantait donc pas ce géant maladroit mais de

cœur solide. Personne ne désirait la paix. Chacune des nations engagées dans la lutte s'indignait à l'idée d'arrêter la bataille à peine commencée. Elles comptaient beaucoup moins de pacifistes le 1^{er} janvier 1915 que le 1^{er} août 1914. Un instinct profond avertissait tous ces hommes que ce conflit menaçait depuis longtemps et que, du moment qu'il avait éclaté, mieux valait en finir. La voix du médiateur ne fut donc entendue nulle part et partout son rôle déplut. L'heure de l'intervention était passée; elle ne pouvait sonner de nouveau que lorsque les nations commenceraien à sentir le poids de l'effort.

Le message que M. Thomas Page, ministre d'Amérique à Rome, envoya au mois de novembre 1914 à M. J. W. Bryan est remarquable, non seulement par une peinture exacte de l'état d'esprit des belligérants, mais par une vision prophétique des difficultés de l'après-guerre :

Ambassade d'Amérique, Rome
19 novembre 1914.
(reçu le 7 décembre).

« ...Je sens ici la conviction cachée, mais forte, que lorsque l'un ou l'autre des belligérants aura remporté la victoire, l'Amérique deviendra l'objet de la prochaine attaque de la part de l'Allemagne ou du Japon, selon le cas. Il faut considérer, semble-t-il, que la guerre ne finira pas avant que l'un des belligérants soit complètement découragé et qu'aucune offre amicale de service ne sera efficace avant ce moment critique. On exprime souvent aussi la pensée que, même si la guerre finissait dans sa phase actuelle, ce ne serait qu'une trêve, en attendant que les belligérants, plus particulièrement l'Allemagne, se soient suffisamment relevés pour attaquer avec plus de succès; la durée de la paix dépendra donc de la façon dont on pourra imposer le désarmement absolu.

« Thomas Nelson Page. »

A la fin de 1915 il y eut quelques chuchotements sur la paix. Des deux côtés, les pertes dépassaient tout ce qu'avaient pu imaginer ceux qui étudient les guerres. L'avantage se trouvait encore du côté des Puissances Centrales. Mais il devenait de plus en plus clair pour elles qu'elles ne pourraient pas encaisser leurs gains sans subir des pertes beaucoup plus effrayantes encore que celles qu'elles avaient supportées. La nouvelle grande armée de l'Empire britannique bien entraînée et complètement équipée, allait entrer en action, dans la plénitude de sa force, au début de la campagne de 1916 qui était imminente. Les spectateurs neutres espéraient donc que l'heure était favorable pour entreprendre des démarches décisives en vue d'une médiation.

Le Président Wilson désirait la paix, anxieusement. Ses instincts humains étaient horrifiés par le massacre et par la barbarie de cette guerre sur terre et sur mer. Mais, de plus, ses embarras de neutre croissaient et s'intensifiaient chaque mois. Les Anglais, comme je l'ai déjà remarqué, poursuivaient ses bateaux et les Allemands menaçaient de les couler. Le blocus anglais contrariait chaque jour le commerce américain. Ce fait suscitait un ressentiment irrité dans les poitrines américaines. D'autre part, les ripostes allemandes étaient un outrage à l'humanité.

Les reflets de la guerre sur l'électorat américain compliquaient la politique, et l'élection présidentielle n'était plus si loin. Il y avait un puissant parti allemand électoral qui voyait d'un mauvais œil la tolérance accordée par l'Administration à la fabrication de munitions de guerre pour les Alliés. Il y avait aussi un parti irlandais — plus puissant encore — qui haïssait l'Angleterre. Ces groupes mis à part, les sentiments américains étaient dans l'ensemble du côté des Alliés. Le piétinement joyeux de la Belgique par les légions allemandes était responsable, en grande partie, de ce mouvement d'opinion. La guerre contre les Alliés était impossible.

Aucun Gouvernement n'aurait pu entraîner le public américain dans une pareille aventure. Mais une intervention dans le sens contraire, c'était aussi la nation divisée.

Le pauvre Président était donc épuisé et rendu perplexe par un terrible dilemme. Ce qui lui eût convenu le mieux, c'était le rôle de pacificateur. Il s'harmonisait avec son tempérament et avec ses difficultés politiques. Il fit donc sortir le colonel House de l'arche comme une colombe de paix pour aller épier les eaux du Déluge en Europe et pour rapporter à son chef s'il y avait un indice de terre ferme, ou quelque sommet visible, sur quoi le messager de paix pourrait se poser.

En cette qualité, le colonel House visita la France, l'Allemagne et l'Angleterre, avec l'intention de sonder s'il y avait une possibilité de mettre fin à la guerre et quelles réponses seraient faites au Président Wilson, s'il intervenait dans ce sens.

House vola de capitale en capitale. En Allemagne, il ne trouva aucun désir d'examiner une paix conforme à l'idéal du Président et encore moins aux désirs des Alliés. Tout ce qu'il put obtenir de Bethmann-Hollweg, ce fut que l'Allemagne renoncerait contre indemnité suffisante à ses conquêtes en Belgique et en territoire français. Dans ses *Papiers intimes*, si intéressants, il nous donne un compte rendu pittoresque de son entretien avec l'Empereur allemand.

« Le Kaiser parla de la paix, et dit comment elle pourrait être faite et par qui. Il déclara: « Moi et mes cousins George et Nicolas, nous ferons la paix quand le moment sera venu. » A l'entendre parler, dit Gerard, on pourrait croire que les peuples allemand, anglais et russe sont des fous sur un échiquier. Il expliqua nettement que de simples démocraties comme la France et les Etats-Unis ne pourraient prendre aucune part à pareille conférence. Toute son attitude revenait à ceci: La

guerre est un sport royal que daignaient pratiquer les monarques héréditaires et qui devait prendre fin suivant leur bon vouloir. » (*Papiers intimes*, vol. II, p. 139.)

Le colonel House arriva à Paris avec l'opinion bien arrêtée que le Gouvernement allemand ne donnerait pas son consentement à des conditions de paix que même le plus modéré parmi les hommes d'Etat alliés pourrait accepter.

Le colonel House soutint l'opinion que, pour écourter la guerre, l'intervention américaine devait prendre la forme d'une menace contre l'Allemagne, suivie, si c'était nécessaire, par l'ouverture des hostilités. Cette intervention, disait-il, n'était pas seulement destinée à raccourcir la durée du conflit, mais à assurer une paix de justice qui incarnerait l'idéal du Président, plutôt qu'une paix victorieuse des Alliés, morcelant l'ennemi vaincu.

Dans ce but, le colonel House insista à Paris et à Londres pour qu'au moment favorable les Alliés acceptent l'offre du Président de convoquer une conférence de tous les belligérants pour y discuter les conditions qui pourraient mettre fin à la guerre — en ajoutant que, bien entendu, si ces conditions acceptables pour Wilson étaient agréées par les Alliés et rejetées par l'Allemagne, les Etats-Unis viendraient aux côtés des Alliés, pour imposer à l'Allemagne l'acceptation.

Il est difficile de formuler un jugement net sur l'accueil réservé à Paris à la mission House. Celui-ci reçut une impression favorable de l'attitude de M. Briand, qui était alors le Président du Conseil français. Mais M. Briand était un de ces hommes aimables qu'il faut longtemps pour comprendre, et qu'après une fréquentation prolongée, on n'est jamais sûr de connaître. Il était une énigme même pour ses amis intimes et personne n'a jamais su quel était le fond de sa pensée sur n'importe quel sujet.

Néanmoins, par tempérament, il était un conciliateur. Il trouvait un plaisir personnel plus grand dans la récon-

ciliation que dans la lutte. Mais, s'il était impossible de scruter jusqu'où pouvaient aller ses opinions personnelles, un point était hors de doute, c'était la délicatesse de sa sensibilité devant l'opinion parlementaire. Or, le moindre soupçon d'inclination au pacifisme était un crime à Paris.

M. Clemenceau était le représentant typique de l'attitude prise par les classes gouvernantes dans la métropole française.

Quant aux paysans français, ils s'étaient résignés à la direction donnée par Paris, et ils étaient tout disposés à aller jusqu'au bout, si ceux qui avaient la charge des intérêts suprêmes de la patrie jugeaient qu'il était nécessaire pour l'honneur et le salut de la France de continuer à combattre.

M. Briand aurait pu difficilement, à cette date, traîner la France à une Conférence de la paix, à moins d'avoir la certitude complète que les conditions offertes seraient favorables à son pays et contiendraient une garantie pour sa sécurité future. Une rumeur sur des dispositions de sa part à s'associer à de vagues négociations eût entraîné sa chute immédiate. Les ministres anglais eurent donc le sentiment que le tempérament optimiste du colonel House l'avait conduit à des espérances exagérées concernant la coopération de la France à des efforts qui tendraient à entamer des pourparlers avec un ennemi dont les armes — si on considérait le terrain de la guerre dans son ensemble — étaient triomphantes à l'est et à l'ouest.

Le gouvernement anglais était partagé entre deux points de vue. Ce n'était point tant qu'une partie de ses membres fût en faveur de la paix et que d'autres y fussent opposés. Mais la majorité restait convaincue de la victoire finale, tandis qu'une minorité très importante entretenait des doutes sur la possibilité du succès si la guerre se prolongeait au delà de cette année.

Les dirigeants de la junte défaitiste étaient le chancelier de l'Echiquier et le président de l'Office du Travail.

Leur pessimisme avait assombri encore la mélancolie naturelle de Sir Edward Grey. M. Runciman était inquiet au sujet des conséquences de la campagne sous-marine sur nos transports maritimes. A son avis, notre capacité navale avait été déjà tendue jusqu'à l'extrême limite pour répondre aux demandes du ravitaillement pour le peuple et pour l'armée et au transport des matières premières nécessaires à nos besoins et à ceux de nos alliés. Si quelques milliers de tonnes de plus étaient coulées par les espadons allemands qui nageaient en bandes devant nos ports, nous devenions incapables de suffire à tout. M. Mac Kenna avait de sérieux soucis au sujet de la situation financière. Il se demandait s'il serait possible longtemps encore de réunir les fonds nécessaires aux achats essentiels pour nous et les Alliés, dans les pays d'outre-mer, à l'allure dont nous dépensions nos réserves pour faire la guerre.

En septembre 1915 circulaient, dans le Cabinet, deux articles de mauvais augure, l'un venant de Sir John Bradbury et l'autre de M. J.-M. Keynes. Sir John Bradbury était un homme d'une compétence exceptionnelle, ayant des idées d'une orthodoxie exceptionnelle, elle aussi, sur la finance et le Gold Standard. Après une revue étudiée et décourageante des possibilités financières, il aboutit à cette conclusion :

« Si l'on ne réduit pas promptement et de la façon la plus large les dépenses civiles et militaires, si l'on n'accroît pas la production en retirant du front une partie de nos forces, et en les rendant à des emplois civils, si on n'ampute pas de la façon la plus radicale les crédits accordés aux Alliés, des emprunts ne seront plus possibles qu'au prix d'une telle inflation de crédits en relation avec les marchandises à obtenir, qu'elle détruira en fin de compte la balance des changes, et ruinera notre pouvoir d'achat en munitions et en vivres venus d'Amérique. »

M. Keynes était plus alarmant encore, et parlait un

jargon bien plus détestable dans un formidable article. Avec l'aide de nos emprunts en Amérique qu'il estimait, disait-il, à des chiffres trop optimistes, nous pourrions parvenir au terme de l'année financière, c'est-à-dire au 31 mars 1916, à condition toutefois de ne pas augmenter par de nouvelles commandes nos engagements. (Il ne mentionnait pas spécialement les ordres en machines-outils et en fusils donnés par le ministère des Municions.) Mais après c'est le déluge, à moins que ne survienne la paix. En ce qui concerne nos obligations existantes :

« Nous pourrions y faire honneur sans déterminer une catastrophe dans l'année courante (c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1916), à condition que la paix nous mette en situation de régler aussitôt après l'inflationnisme. Autrement les dépenses des mois suivants rendraient rapidement notre situation insupportable. Ceci nous ramène à l'idée de l'inflation et aux conséquences qui en découlent. » Vient ensuite l'exposé technique du caractère inévitable de la « catastrophe ». Keynes conclut :

« Les alternatives qui se présentent à nous sont des alternatives qui portent sur des degrés. Si, en gaspillant nos ressources sans compter, nous étions sûrs de finir la guerre au printemps prochain, j'estime qu'elles pourraient être néanmoins égales à nos besoins. Si au contraire une pareille prévision est trop optimiste, il nous faut examiner s'il est plus désirable de restreindre nos dépenses, ou au contraire de les augmenter jusqu'en janvier, de façon à porter à cette date un jugement brusqué sur les perspectives de la guerre, à freiner ensuite vigoureusement, et à déclarer à nos alliés que désormais ils n'auraient plus à compter que sur eux-mêmes.

« Il est certain que l'importance actuelle de nos dépenses n'est possible que si on la considère comme un effort violent et temporaire que doit suivre une forte réaction; que la diminution de nos ressources apparaît à l'horizon;

et qu'en face de toute dépense nouvelle, il nous faut considérer, non plus, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, si elle est utile, mais si nous sommes de taille à la supporter. »

M. Winston Churchill, dans une de ses amusantes sorties, a dit un jour que ce pays-ci était gouverné par le 31 mars. Mettez l'Empire Britannique dans un plateau de la balance et le 31 mars dans l'autre, c'est toujours le 31 mars qui l'emportera. Telle était l'opinion de M. Mac Kenna. Le Chancelier et le Président de l'Office du Travail faisaient plus que des allusions à la possibilité d'une famine pour notre île, nourrie par la mer.

Les nerfs de M. Mac Kenna avaient été ébranlés par les vaticinations de son principal conseiller. M. J. M. Keynes, un homme beaucoup trop inconstant et impulsif pour remplir un tel rôle dans de grandes circonstances. Avec une habileté d'acrobate, il se jetait dans des conclusions. Mais qu'il passât de l'une à l'autre, bien qu'opposées, avec une agilité toujours la même, ceci n'améliorait pas la situation. C'est un économiste amusant, dont les dissertations brillantes, mais superficielles, peuvent, à condition qu'on ne les prenne pas au sérieux, devenir une source de distraction innocente pour ses lecteurs.

Mais le Chancelier de l'Echiquier, qui n'est pas spécialement doué du sens de l'humour, ne cherchait pas un amuseur, mais un guide, dans cette édition plutôt fantaisiste de Walter Bagehot, et il fut induit en erreur dans un moment critique.

M. Keynes avait été hissé, pour la première fois par le Chancelier de l'Echiquier, dans un fauteuil de sorcier brahmane, et on pensait qu'en apposant sa signature à un document financier, il lui donnerait du poids. Cela semble plutôt absurde quand, maintenant, ses amis — et ses amis moins que tous autres — n'accordent plus la plus légère confiance à ses jugements financiers.

[Heureusement, M. Bonar Law et moi savions quelle valeur attacher à cette source où le Chancelier puisait ses inspirations, et nous avions traité la prédiction fantaisiste sur la banqueroute anglaise « au printemps » avec juste le respect qui était dû à l'inconstant diseur de bonne aventure, responsable de ce présage de malheur.

J'étais d'autant moins impressionné par ces prophéties pessimistes que je savais qu'elles faisaient partie de la campagne inaugurée par la Trésorerie contre mon grand programme de canons. Elle avait réussi à épouvanter Lord Kitchener. Je connaissais mieux les ressources en crédits de ce pays-ci.

M. Bonar Law insista pour que les obligations américaines (Nord et Sud) fussent mobilisées et vendues ou mises en gages pour payer les achats d'outre-mer. Cette suggestion pratique fut adoptée dans la suite et tout tourna bien.

Lorsque sonna l'heure indiquée pour la catastrophe et que nous continuâmes à acheter en plus grande quantité que jamais les vivres, les matières premières et les munitions au dehors, à les payer, et à maintenir haut notre crédit, la date de l'effondrement imminent fut retardée jusqu'en automne. La chute de l'année et la chute de l'Empire britannique devaient arriver en scène, bras dessus bras dessous.

Dans ses prédictions, M. Keynes a commis la maladresse qui a jeté du discrédit sur les prophéties de feu M. Baxter. Celui-ci avait été trop précis dans les dates assignées à la fin du monde. Quelques-unes d'entre elles furent dépassées. Quand les jours tragiques arrivaient, sans que le ciel au-dessus de nous fît mine de se replier sur lui-même comme un rouleau, une date postérieure était choisie.

On peut faire ces choses-là une fois, peut-être deux, mais des échecs répétés discreditent le prophète. Le Cabi-

net, dans son ensemble, n'était pas déprimé outre mesure par les peintures de M. Mac Kenna sur la famine qui approche, parce qu'il avait cessé de croire dans ce diablotin à la Baxter qui hantait la Trésorerie, sur l'invitation du Chancelier.

Le colonel House avait exposé ses vues à Sir Edward Grey et au Premier Ministre. Celui-ci jugea qu'il était désirable de consulter d'autres membres du Cabinet.

On convint donc que M. Asquith, Sir Edward Grey, M. Balfour et moi-même nous rencontrerions le 14 février 1916 avec le colonel House dans un dîner chez Lord Reading. Il développa ses idées sur la convocation d'une conférence par le président Wilson, pour y discuter les conditions de la paix.

Le colonel House a fait un compte rendu de ces importants entretiens dans ses *Papiers intimes*, mais il est fort incomplet. Le public ne peut pas juger des causes qui firent échouer le mouvement pour la paix, si on ne lui fait pas connaître le contenu exact des conversations. Le colonel House note dans son livre qu'au dîner Reading j'esquissai les conditions d'une paix acceptable, et qu'un peu à sa surprise, et apparemment à celle de Sir Edward Grey, je parus prêt à accepter l'intervention du Président.

Comme toute la suite est déterminée par ces phrases, je désire préciser quelle fut ma proposition. Je m'opposai à une convocation de la Conférence sans une entente préalable avec le Président sur le minimum des conditions que feraient valoir les Alliés avec son consentement et son appui.

Une conférence sans cet arrangement aurait eu, en cas d'échec, les conséquences les plus sérieuses sur le moral des pays alliés. Etant donné la situation militaire peu favorable, un tel fiasco était tout à fait dans le domaine des possibilités. J'étais d'avis par conséquent qu'il ne fallait pas courir ce risque sans être vraiment assurés

d'avance que si l'Allemagne se montrait intractable, les Etats-Unis se jetteraient dans l'aventure, avec nous.

Ces conditions étaient acceptables pour le Premier Ministre, Sir Edward Grey, M. Balfour, Lord Reading et aussi pour le colonel House. Ce dernier, qui connaissait, mieux qu'àme qui vive, la pensée du président Wilson, était convaincu qu'elles s'accorderaient avec ses vues sur la justice de la cause. Il est intéressant de rappeler quels en étaient les termes pour montrer quelles conditions de paix auraient satisfait les hommes d'Etat anglais à cette époque.

Elles impliquaient la restauration de l'indépendance de la Belgique, de la Serbie et de la France, la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France, pourvu que la perte de territoire subie par l'Allemagne fût compensée par des concessions hors d'Europe. Il y aurait des rectifications de frontières entre l'Italie et l'Autriche, qui libéreraient les communautés italiennes encore sous le joug autrichien. A la Russie serait accordé un accès à la mer. Enfin, des garanties seraient prises contre le retour d'une catastrophe comme cette guerre mondiale.

Le colonel House promit de câbler au Président un rapport complet sur ces négociations et d'obtenir son consentement aux résolutions qui avaient été prises, avant que le gouvernement britannique ne notifiât son acceptation de la proposition de Wilson. Sir Edward Grey insista pour que les Alliés fussent consultés avant la décision finale.

Pourquoi cette conférence ne fut-elle jamais convoquée? Qui est responsable? Si elle s'était réunie, ou bien l'Allemagne aurait accepté les conditions, aussitôt qu'elle aurait compris que le président Wilson s'engageait à les imposer, ou bien, si elles étaient repoussées, l'Amérique serait entrée en guerre au printemps de 1916 et non douze mois plus tard.

Le monde aurait été préservé d'un an de ruines, de tempêtes, de dévastations. Quelle différence!

Le fiasco fut-il dû à la répugnance de Sir Edward Grey à imposer cette idée à nos alliés français? Ou bien faut-il l'attribuer à l'insertion d'un mot fatal, par le président Wilson, dans le *gentlemen agreement* suggéré par le colonel House? Le document câblé par le colonel House obligeait le Président à la guerre — sous réserve de l'approbation du Congrès — pour le cas où l'Allemagne repousserait cette conférence dans laquelle il s'engageait à soutenir les conditions minima fixées par les Alliés.

Le Président, dans sa réponse, inséra le mot « *probablement* » en tête de sa promesse. Sir Edward Grey fut d'avis que ceci changeait complètement le caractère de l'offre et jugea que ce n'était plus la peine de communiquer aux Alliés le contenu des négociations.

Autant que je puis m'en souvenir, il ne fit aucun effort pour ramener la situation au point où les conversations de Reading House l'avaient laissée. L'explication véritable, c'est, probablement, que le président Wilson craignait aux Etats-Unis l'opinion publique et que Sir Edward Grey était effrayé par nos alliés. Une fois de plus, le monde fut sacrifié à la timidité de ses hommes d'Etat. C'est ainsi qu'échoua ce grand projet, pendant quelque temps plein d'espérances.

Les campagnes sanglantes de 1916 furent menées avec énergie, sans provoquer de décision. Par centaines de mille, des jeunes gens braves tombèrent sur les hauteurs de Verdun couturées de cicatrices, sur le plateau boueux qui domine la Somme, sur les collines qui bordent les Alpes de l'Istrie et du Tyrol, dans les forêts et dans les marais de Russie, sur les pentes des Carpates et dans les régions torrides de la Mésopotamie et de l'Afrique centrale. Chaque état-major, dans toutes ces armées, à chaque étape de la route sanguinaire, était convaincu

que la victoire attendait sa stratégie — au prochain tournant.

On ne pouvait pas permettre aux politiciens d'arracher le triomphe à cette étreinte, au moment où il était presque en vue. C'est ainsi que les discussions sur la paix furent ajournées jusqu'au moment où le bruit assourdissant des grands canons s'apaisa.

Pour qui jette un coup d'œil en arrière, à la lumière des informations qui nous sont parvenues depuis, il est clair que si le plan du colonel House avait été réalisé, le mieux qu'on aurait pu espérer de cette conférence, convoquée sous les auspices du président Wilson, c'eût été d'avancer l'entrée des Etats-Unis dans la lutte et en conséquence d'abréger la guerre.

En 1916, l'Allemagne aurait réclamé des conditions de paix entièrement incompatibles avec celles que le colonel House, vicaire général du Président à l'étranger, avait acceptées, d'accord avec nous. Ceci est absolument certain.

Une dépêche secrète de Washington, au printemps de 1917, nous avertit qu'en remettant au département d'Etat des Etats-Unis la note où l'Allemagne annonçait son intention de s'embarquer sans restrictions dans la guerre sous-marine, le comte Bernstorff avait fait, en même temps, au colonel House une communication confidentielle qui précisait par écrit les conditions de paix de l'Allemagne. Les voici :

- 1^o Occupation, en fait, de la Belgique;
- 2^o Rectification de la frontière française où seraient incluses les mines de fer appartenant à la France;
- 3^o Indemnité de la France;
- 4^o Compensation intégrale pour toutes les pertes commerciales.

Il est évident que ces conditions n'étaient pas seulement complètement différentes de celles suggérées par l'Amérique, mais qu'elles étaient absolument inaccepta-

bles pour les Alliés. C'étaient, en fait, des conditions qui admettaient la victoire de l'Allemagne, et aucune paix ne pouvait être conclue sur ces bases.

De pareilles déclarations faites par l'Allemagne à une conférence auraient-elles provoqué l'entrée en guerre du président Wilson, aux côtés des Alliés, en 1916? Ceci est peut-être un peu moins certain. A cette époque, le Président était résolument pacifiste. Il est possible que le colonel House l'ait crédité d'une volonté plus prête à participer à la lutte que celle dont il aurait fait montre au moment de l'épreuve décisive.

Tout en n'acceptant pas les propositions allemandes, il se serait peut-être contenté, en l'occurrence, de chercher un équilibre en leur opposant les conditions des Alliés, et de pousser énergiquement vers un moyen terme, celui d'une paix inacceptable et sans conclusion. Le comte Bernstorff notait dans un rapport du 6 septembre 1916 que « Wilson considère qu'il est dans l'intérêt de l'Amérique qu'aucun combattant ne remporte une victoire décisive ». Préserver l'Amérique de la guerre, tel avait été, l'automne précédent, le tremplin de son élection, et c'est par cette politique qu'il avait vaincu.

A ce sujet, je voudrais citer une lettre intéressante écrite en novembre par Théodore Roosevelt à Lord Lee of Fareham. En ce temps-là, Roosevelt était un défenseur énergique de la cause des Alliés, et Lee lui avait suggéré l'idée de venir en Angleterre et d'y faire une conférence sur les conséquences de la guerre. En lui répondant pour décliner l'invitation, Roosevelt indique — et c'était le cas en réalité — que l'appui sans compromis donné à la cause alliée lui a fait perdre la sympathie des deux partis dans les Etats-Unis, et ceci à un tel point que personne — et Wilson moins que tout autre — n'oserait s'associer à une politique dont il aurait pris la défense en public.

Sa lettre était ainsi conçue :

« Sagamore Hill,
« 10 novembre 1916.

« Cher Arthur,

« J'ai réfléchi avec soin à votre lettre (aucune lettre de Grey n'est venue). Mon cher camarade, je déteste ne pas faire une chose que vous me demandez. Mais je juge de la façon la plus nette et absolue que je commettrais une grave erreur en agissant ainsi dans ce cas. J'ai consulté Whitridge et Bacon. Tous les deux s'intéressent plus en ce moment aux succès des Alliés qu'à aucune autre question intérieure américaine. Tous les deux m'approuvent. Whitridge pense sur ce sujet au moins aussi fortement que moi. Si Hughes était élu à la place de Wilson, ceci ne modifierait le cas que fort peu, pour la proposition particulière qui nous occupe.

« Pendant de nombreux mois qui vont suivre, le public américain prendra en mauvaise part tout acte venant de moi qui pourrait être interprété comme une tentative de donner un conseil ou d'exprimer l'opinion américaine. Wilson chercherait à faire exactement le contraire de ce qu'à son avis j'aurais indiqué. Hughes lui-même, s'il était élu, désapprouverait tout ce qui ressemblerait au désir de me consulter, chez les Anglais ou chez les Français. Mon intervention donnerait à tous les épiciers voraces de la sensation dans la presse jaune, ou même dans la presse safran pâle, l'occasion de souligner le fait en l'accompagnant de remarques et de déductions fausses et grotesques, mais fort nuisibles. De plus, ceux à qui je parlerais, et qui sont vos partisans dans cette guerre, seraient forcés d'accorder quelque poids à mes paroles et, en ce sens, je ne puis pas me rendre coupable de leur déception. Car mes paroles n'auraient en réalité aucun poids, et il serait peu sage de donner une importance

à ce que je pourrais dire comme représentant du peuple américain.

« En ce moment, je ne suis pas du tout d'accord avec le peuple américain, de même que je n'aurais pas sympathisé avec le peuple anglais en 1910 ou avec le peuple français en 1904. Les procédés politiques de Wilson sont ceux des démocrates, qui ont réuni la majorité incontestable des votes populaires. M. Wilson s'opposerait à toute proposition que je pourrais faire.

« Les républicains ont désigné Hughes à une écrasante majorité précisément parce qu'il ne représentait pas mes vues. Ils pensent qu'il est sage de tergiverser. Moi, je crois vital d'agir.

« Il n'y a pas un autre homme d'importance nationale qui ait pris mon attitude — celle que je garde dans tous mes discours. (Car Root n'exerce vraiment pas la moindre influence dans cette affaire et il n'a parlé qu'une seule fois devant une salle à moitié pleine.) J'ai été le seul à éléver la voix contre l'injustice de Wilson qui permet aux sous-marins allemands de faire ce qu'ils font sur nos côtes.

« Si j'allais à l'étranger, je ne pourrais pas vous donner un avis même de la plus petite valeur. Je diminuerais encore mon influence chez nous, qui est déjà presque imperceptible. Je m'exposerais aux pires méchantetés. Sans compter que quelqu'un peut très bien condamner sa propre patrie, mais non pas en présence d'étrangers. Vous, vous pouvez dire certaines choses, et de mon côté je dirai de même. J'aimerais visiter le front à la tête d'une division américaine de douze régiments pareils à mes *Roughs riders* — mais pas autrement.

« Toujours vôtre.

« Théodore ROOSEVELT. »

« P.-S. — L'aimable Bryce exerce avec persévérance

l'influence qu'il a ici, au profit de la foule des pacifistes qui sont en réalité les ennemis tièdes des Alliés. »

Cette lettre plutôt amère et désillusionnée montre quels doutes et quelles inquiétudes assaillaient le chef américain le plus énergique de son temps quand il scrutait la perspective d'une Amérique prenant un parti vraiment courageux et décidé dans ses rapports avec les nations combattantes de l'Europe. Plus tard, l'Histoire devait donner, une fois de plus, la preuve que l'action courageuse est la meilleure.

CHAPITRE XXII

LA REVOLTE IRLANDAISE

La tragédie pénible et qui se traînait depuis si longtemps entre l'Angleterre et l'Irlande a joué un rôle important dans la guerre mondiale. L'attente que l'Angleterre, trop préoccupée pour le moment avec le problème irlandais, n'interviendrait pas en Europe, fut une des considérations — ceci ne fait guère de doute — qui encouragèrent l'Allemagne à garantir à l'Autriche un appui inconditionné dans l'aventure serbe. Les désordres constants en Irlande, les divergences entre nos hommes d'Etat sur la façon la plus convenable de les traiter, avaient créé un courant souterrain de divisions dans le Conseil et dans les partis, au moment où ils délibéraient sur notre devoir principal. Enfin, la révolte de Pâques 1916, bien que promptement réprimée, s'intercala comme une diversion regrettable et laissa une moisson tardive d'amertume et de dangers qui nous gêna pendant le reste de la guerre et les années qui suivirent.

Il ne faut pas non plus oublier que la situation irlandaise créa une hostilité profonde contre l'Angleterre, parmi la partie irlandaise des Etats-Unis, nombreuse et puissante au point de vue politique. Si ces motifs de rancune n'avaient pas existé, il n'est pas du tout improbable que l'Amérique serait intervenue plus tôt dans la guerre et en aurait abrégé la durée.

Il n'est pas dans mes intentions de discuter la question d'Irlande. Mais, au moment d'examiner les événements de 1916 et la part que j'y pris, en atténuant quelque peu ces désordres, il est important d'avoir présent à l'esprit l'arrière-plan sur lequel se placèrent ces événements.

Au commencement de l'été de 1914, en présence du fait que le gouvernement, après trois ans de luttes, avait réussi à faire adopter un certain Home Rule, il se manifestait, dans le Nord protestant, un commencement de rébellion. Il armait et s'exerçait pour résister à la décision prise par le Parlement impérial. Le Sud catholique était en train de copier ces méthodes et formait des volontaires nationaux pour tenir tête aux volontaires du Nord, dans l'Ulster. Il s'était installé à Larne un commerce de canons qui devait approvisionner l'Ulster avec des canons allemands, et un autre à Howth pour en pourvoir le Sud de l'Irlande. Le paradoxe de cette situation, c'était que la révolte de l'Ulster était acclamée comme un acte de loyauté par une portion importante de l'opinion anglaise, tandis que les préparatifs du Sud pour défendre les décisions prises par le Parlement impérial étaient dénoncés comme séditieux.

Quand la guerre fut déclarée, l'acte du Home Rule fut suspendu afin d'apaiser la rébellion de l'Ulster, soutenue par le parti unioniste en Grande-Bretagne, et de rétablir une certaine unité en face du danger commun. Tout d'abord, cette décision atteignit son but, mais on peut douter qu'à la longue elle ait été vraiment profitable. Car le Sud de l'Irlande, voyant ses espoirs détruits, au moment où ils allaient être réalisés, en éprouva d'abord un vif ressentiment, devint bientôt une masse où l'hostilité bouillonnait et, après un intermède de luttes et de souffrances d'un caractère déplorable, dut être pacifié par des concessions bien plus étendues que celles qui l'auraient satisfait en 1914.

L'irritation du Sud de l'Irlande fut exacerbée par un certain nombre de folies sans nécessité. Quand la guerre éclata, l'orateur de l'Irlande, M. Redmond, garantit à l'Angleterre le complet appui de son peuple, et encouragea de tout cœur les efforts pour recruter des jeunes gens pour l'armée. Mais, avec un extraordinaire manque de tact, de vieux officiers furent lâchés dans Munster, Connaught et Leinster pour attirer des hommes sous les drapeaux, aux accents du *God save the King*. Le ton et la chanson étaient exécrés dans ces contrées et réveillaient l'instinct de révolte. J'ai déjà raconté dans mon esquisse sur Lord Kitchener comment il approuva les broderies de la Main Rouge d'Ulster sur le drapeau de la Division du Nord et bannit la Harpe irlandaise des bannières méridionales. Le soufflet administré au Sud de l'Irlande par ces procédés curieux éteignit les étincelles de l'enthousiasme naissant et causa dans le recrutement un sérieux recul.

En 1915 et au commencement de 1916, les mouvements séditieux augmentèrent en Irlande. Les volontaires irlandais, corps formé ouvertement pour appuyer la politique de l'indépendance complète du Sinn Fein, s'exerçaient en public et recrutaient des membres rapidement. Des fonds leur venaient d'Amérique avec des pamphlets destinés à accroître le mécontentement. A Dublin, en particulier, on entendait partout comme un accent de rébellion.

Des informations complètes sur ces développements étaient fournies au secrétaire irlandais, M. Augustin Birrell. Mais, sage ou non, il refusait sa sanction à toute action énergique pour réprimer le mouvement. Il se contentait d'espérer et de prier pour que la crise n'éclatât pas avant la fin de la guerre. Après quoi, la mise en vigueur de l'Acte du Home Rule, qui avait été ajournée, résoudrait la difficulté.

J'admets que, pour un homme d'Etat, le problème

était difficile. Comment pouvait-on agir contre les volontaires irlandais, sans entreprendre une action parallèle contre les volontaires de l'Ulster, armés eux aussi pour résister au gouvernement et pour s'opposer à un Acte déjà inscrit dans le recueil des lois? Comment pouvions-nous défendre les droits de la Belgique, et dans le même instant contraindre l'Irlande qui s'armait pour s'assurer une indépendance reconnue juste par la majorité de la Chambre des Communes?

Comment pouvions-nous recourir à la coercition en Irlande — à moins que des événements ne la rendissent inévitable — et maintenir avec l'Amérique les relations amicales essentielles pour le succès de la guerre?

Il y avait une foule d'excellentes raisons pour ne rien faire. Il y en a toujours. Et l'on ne fit rien.

En avril 1915, arriva l'inévitable. Encouragés par l'Allemagne et par les Irlandais d'Amérique, les chefs du Sinn Fein à Dublin décidèrent de porter la crise à son comble par la révolte. Un bateau devait venir d'Allemagne en Irlande et amener le chef révolutionnaire irlandais Sir Roger Casement. Deux jours après son arrivée, un soulèvement devait se produire, le 23 avril, jour de Pâques.

Sir Roger Casement ne débarqua pas le 21 en Irlande, et, le jour suivant, arriva la nouvelle qu'il avait été capturé par les Anglais, avec le bateau qui le portait. En toute hâte, l'ordre de retarder les arrangements du dimanche fut répandu par les volontaires irlandais. Mais, le lundi de Pâques, 24 avril, une émeute éclata à Dublin et dans d'autres parties du pays.

Les désordres provinciaux furent peu importants et facilement réprimés. L'insurrection de Dublin fut beaucoup plus sérieuse et, pendant quelque temps, la capitale de l'Irlande fut en la possession des rebelles. Des troupes furent appelées, en hâte, la loi martiale fut proclamée et, au bout de deux ou trois jours, le soulèvement fut ré-

primé, non sans effusion de sang. Quelques chefs de la révolte furent traduits en cour martiale et fusillés.

Il ne pouvait être question d'en rester là tranquillement, et, après avoir étudié avec soin le problème, M. Asquith se rendit à Dublin pour examiner la situation sur les lieux. La loi martiale était encore en vigueur, et les trois principaux officiers de la Couronne : le lord lieutenant Lord Wimborne, le Secrétaire d'Etat pour l'Irlande M. Birrel et son sous-secrétaire M. Mathew Nathan avaient donné leur démission. A son retour, M. Asquith vint me trouver et me suggéra d'entreprendre la tâche de négocier, si possible, un arrangement avec les chefs révolutionnaires.

Ma sympathie pour leur cause était connue. Mais, complètement absorbé par ma tâche qui était de pourvoir l'armée de munitions, en vue de la prochaine campagne sur la Somme, je m'étais beaucoup détaché des développements pris par la question irlandaise.

Cette proposition venait à un mauvais moment. Depuis quelque temps, je recommandais à nos chefs des mesures de plus étroite coordination avec notre allié russe et j'avais obtenu d'eux, en dernier lieu, qu'ils consentissent à faire un pas dans cette direction.

Lord Kitchener devait aller en Russie par Arkhangel pour se concerter avec les autorités militaires en vue d'une coopération plus étroite. Je devais partir avec lui, pour apprendre la vérité, par moi-même, sur le manque effrayant de munitions dont nous avions entendu parler, et pour voir de quelle façon le ministère des Munitions pourrait y porter remède.

Mes plans furent renversés par la proposition de M. Asquith exprimée dans la lettre suivante :

« SECRET.

« Mon cher Lloyd George,

« J'espére que vous pourrez trouver le moyen de prendre en main l'affaire d'Irlande. C'est une occasion unique, et aucun autre ne pourrait faire autant que vous pour mettre sur pied une solution permanente.

« Bien sincèrement vôtre.

« H. H. ASQUITH. »

Pour moi, du moins, cette lettre a eu une importance toute spéciale. Elle m'a sauvé la vie. Bien à contre-cœur, je jugeai que je ne pouvais pas refuser la demande de M. Asquith et j'allai dire à Lord Kitchener que je ne pouvais pas l'accompagner dans son voyage. Au moment même où M. Asquith m'écrivait sa lettre, un bateau sombre d'Allemagne marchait à toute vapeur dans la mer du Nord vers les eaux froides et nordiques qui baignent les Orkneys. Il portait une mine. Puis il la lâchait au hasard à la hauteur de la côte écossaise, dans l'espoir de couler quelque vaisseau de la grande flotte, croisant autour de ces îles d'Ecosse balayées par le vent. Quinze jours après, la mine heurta le *Hampshire*, portant une figure illustre et presque légendaire, le ministre de la Guerre anglais. Sans cette lettre, j'aurais été avec lui et j'aurais partagé son sort. C'est à l'Irlande, en somme, que je dois d'y avoir échappé.

Le 25 mai, M. Asquith annonça à la Chambre des Communes que j'avais résolu d'employer mon temps et mon énergie à chercher une solution de la question irlandaise et il expliqua que cette décision avait été prise à la requête unanime de tous mes collègues du gouvernement.

Je consultai les chefs politiques des deux partis nationaliste irlandais et unioniste d'Ulster. Les négociations furent conduites au ministère des Munitions. Les nationalistes étaient représentés par M. John Redmond,

M. John Dillon, M. T. P. O'Connor et M. Devlin. Les délégués de l'Ulster étaient Sir Edward Carson et M. James Craig.

Redmond n'était pas seulement un grand orateur; il possédait tout ce qui constitue un homme d'Etat de premier ordre. Qu'on ne lui ait pas donné l'occasion d'appliquer ces qualités à la reconstruction de sa patrie, ceci est une des innombrables fatalités de l'histoire irlandaise. Devlin avait tout le charme, l'esprit et l'éloquence des Irlandais les mieux doués. A ces grâces et à ses talents, il joignait une habileté foncière et de la sagacité. De Carson, un des produits les plus remarquables du sol irlandais, je compte parler plus tard. Craig (aujourd'hui Lord Craigavon, Premier Ministre d'Irlande) possédait tous les dons d'un chef politique américain du XIX^e siècle. T. P. O'Connor avait une plus grande expérience du monde que ses collègues, et ceci le rendait plus tolérant et accommodant comme négociateur.

Tous, sauf Dillon, affichaient le profond et sincère désir d'arriver à un arrangement.

Dillon était difficile à manier. Il avait le tempérament et le cerveau du fanatique. Il a toujours trouvé dur d'accommoder ses idées à la tyrannie des faits. C'était dans la vie privée un homme gai, plaisant et d'une conversation agréable. En public, c'était un mauvais coucheur. Pendant les négociations, il devenait facilement violent et intraitable. C'est son obstination à propos de détails relativement peu importants qui avait contribué à faire échouer les pourparlers de Buckingham Palace, juste avant la guerre. Quand, finalement, il donnait son assentiment aux termes d'un accord, c'était toujours avec une restriction mentale, et son interprétation rigide et hargneuse des arrangements finissait par leur être fatale, car il rendait impossible à Redmond et à Devlin d'atténuer la méfiance unioniste, même par la plus légère concession.

Après une discussion, je plaçai devant eux une série de propositions que voici :

1° L'acte du Home Rule sera mis immédiatement en vigueur;

2° En même temps, un Bill d'amendement sera introduit, considéré strictement comme Acte de guerre exceptionnel, pour la période de la guerre et pour un court espace de temps après elle et qui sera défini;

3° Durant cette période, les membres irlandais resteront à Westminster, au complet;

4° Pendant cette période exceptionnelle de la guerre, les six comtés de l'Ulster seront laissés, comme à présent, sous le gouvernement impérial;

5° Immédiatement après la guerre sera réunie une Conférence des représentants de tous les Dominions pour examiner quel doit être le futur gouvernement de l'Empire, y compris celui de l'Irlande;

6° Immédiatement après la Conférence et pendant l'intervalle prévu par l'acte de guerre exceptionnel, il sera procédé au règlement permanent de tous les grands problèmes encore en suspens, tels que les solutions définitives pour les comtés irlandais, la loi des finances, et toutes les autres questions dont il est impossible de s'occuper pendant la guerre.

Ce qui précède est le sommaire abrégé de mes propositions qui, dans leur forme complète, comprenaient quatorze articles. Sir Edward Carson et Mr Redmond allèrent aussitôt en Irlande pour y consulter leurs partisans sur ce projet. Bien qu'il contînt des propositions très peu agréables au goût des factions qui se disputaient en Irlande, les deux partis consentirent à l'accepter et à faire leur possible pour l'exécuter loyalement.

Je voudrais finir là l'histoire. Mais je ne le puis pas. Ce plan, qui contenait tant de promesses pour le règlement des anciens griefs de l'Irlande et qui avait été

accepté, en Irlande même, par les deux partis, fut, dans la suite, délibérément mis en pièces par les extrémistes des deux côtés.

Le premier signe avertisseur de l'opposition me vint sous la forme d'un mémoire que m'envoya, le 11 juillet 1916, un Unioniste éminent, membre du Cabinet. La veille, mon projet avait été accepté sans opposition par le Conseil unioniste de l'Ulster et, une semaine auparavant, il avait été unanimement approuvé par une assemblée de nationalistes à Belfast. Le mémoire était ainsi conçu :

« D'après des informations qui me viennent à la fois d'Angleterre et d'Irlande, du Nord et du Sud, on ne désire pas parvenir à un règlement. Les chefs unionistes sont d'avis, à la suite des derniers entretiens de Londres, que le parti unioniste d'Irlande a été conduit par le Premier Ministre et par le ministre des Munitions à accepter une situation qu'ils jugent mauvaise, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue politique; le parti nationaliste est irrité et hostile et il n'a pas l'intention d'abandonner son programme, quelle que soit la décision de ses chefs.

« En même temps, je reçois les nouvelles les plus graves sur la situation en Irlande. Si la moitié de ce que j'ai entendu dire est vrai, il est clair, à mon avis, que ce n'est pas le moment de nous embarquer dans une expérience politique quelconque.

« La situation est très différente de ce que j'avais cru qu'elle était quand nous avons discuté pour la première fois la question. A moins que je ne sois très mal informé, il me paraît impossible de donner mon assentiment à n'importe quel accord qui impliquerait l'adoption du Home Rule. Et ceci d'autant plus que des renseignements venus d'une autorité excellente appuient l'opinion que j'ai toujours énergiquement soutenue, à savoir que, quoi qu'on ait pu dire et écrire, les Etats-

Unis n'ont pas l'intention d'intervenir dans les envois de munitions ou autres matières. »

Cette communication inattendue venait d'un de mes collègues du Cabinet qui avait participé à la décision m'autorisant à conduire les négociations et qui avait parlé avec moi de mon projet avant que je le soumisse définitivement aux chefs de l'opinion irlandaise. Elle caractérise l'hostilité partisane que la perspective d'un règlement du désordre irlandais déchaînait chez les extrémistes. Ils auraient préféré ne pas régler la question du tout que la régler d'une façon qui ne fût pas entièrement conforme à leurs idées. Le 23 juin, le jour même où l'approbation finale des propositions avait été enregistrée par une conférence qui représentait les nationalistes de l'Ulster, un manifeste qui attaquait le projet fut lancé par cinq pairs unionistes, les Lords Balfour of Burleigh, Cromer, Halsbury, Midleton et Salisbury.

Deux jours plus tard, Lord Selborne, le président de l'Office de l'Agriculture, démissionna pour protester contre le projet, et Lord Lansdowne, le vétéran des chefs tories, fit feu à son tour. Le 28 juin, je reçus la note suivante de M. Asquith :

« 10, Downing Street.

« Whitehall S. W. I.

« 28 juin 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« Jetez un coup d'œil, je vous prie, sur la lettre ci-incluse de Lord Lansdowne.

« Votre

« H. H. A. »

Dans l'enveloppe se trouvait la lettre suivante :

« Lansdowne House.

« Berkeley Square W.

« 28 juin 1916.

« Mon cher Asquith,

« Vous avez, j'en suis sûr, remarqué que mon consentement à ajourner la discussion sur le règlement irlandais a été donné avec une grande répugnance et non sans appréhensions. J'y ai consenti non pas parce que j'étais convaincu que les investigations ultérieures pourraient conduire à des résultats satisfaisants, mais parce que, étant donnée l'extrême gravité de la situation, je jugeais qu'il ne fallait pas repousser une suggestion nous donnant le temps de respirer.

« Vers la fin, la discussion a été précipitée, et je ne suis pas sûr que nous soyons parvenus *ad diem* au but poursuivi par l'enquête. Je pense, par conséquent, qu'il m'est permis d'exposer mes vues clairement.

« Ce que je désire savoir, ce n'est pas seulement si un gouvernement nationaliste, celui de Sir John Maxwell, est capable avec ses quarante mille hommes de mater une autre révolte du Sinn Fein, ou si nos forces militaires et navales sont capables d'empêcher un débarquement germano-irlandais. La question qui se pose me paraît être plutôt celle-ci : avec un pouvoir exécutif nationaliste, sera-t-il possible d'avoir raison, promptement et radicalement, des désordres intérieurs et des troubles sporadiques, mais organisés, qui éclatent simultanément dans tout le pays? Pourrions-nous en triompher d'une façon aussi prompte et aussi radicale que s'ils éclataient maintenant?

« Un autre point qui doit être éclairci à mon avis est le suivant :

« Est-ce que MM. Redmond et Devlin comprennent que, si un gouvernement nationaliste est installé, nous continuerons à faire usage de l'Acte de Défense de l'Empire et que leur proposition suivant laquelle, sous le régime nouveau, la loi ordinaire pourra suffire, ne peut être envisagée?

« Est-ce qu'ils se rendent compte que la promesse faite par M. Devlin d'une amnistie immédiate pour les personnes qui sont en prison, à cause de la part qu'elles prirent à la révolte récente, ne peut pas être retenue?

« J'ai appris que vous aviez conseillé hier aux unionistes S. W. de formuler leurs demandes au sujet des garanties qu'ils considèrent comme indispensables.

« Serait-il possible de les presser d'établir un rapport sur leurs exigences et, si nous les trouvons raisonnables, peut-on demander aux chefs nationalistes de les accepter comme une des conditions du règlement?

« Croyez-moi

« Sincèrement vôtre,

« LANSDOWNE. »

Le 10 juillet, M. Asquith fit un exposé à la Chambre des Communes, où il expliqua les lignes principales de l'accord qui avait été réalisé. La nuit suivante, Lord Lansdowne parla à la Chambre des Lords, sur ces propositions, en des termes que M. Redmond caractérisa comme « une insulte grossière à l'Irlande, une déclaration de guerre au peuple irlandais et l'annonce d'une politique de coercition ».

Le 17 juillet se tint, au Carlton Club, une réunion des membres conservateurs appartenant aux deux Chambres du Parlement Impérial, où une « Association Unioniste Impériale » fut constituée pour surveiller les négociations entre le gouvernement et le parti nationaliste sur la question irlandaise. Cette Association adopta une

résolution qui réclamait de sévères mesures de répression en Irlande et s'opposait à l'idée d'un Home Rule immédiat. Conformément aux désirs de leurs partisans, les membres unionistes du Cabinet de coalition insisterent pour que des modifications importantes aux termes qui avaient été acceptés par moi et par les chefs irlandais fussent apportées quand le Bill serait formulé qui devrait leur donner force de loi.

Le 24 juillet, M. Redmond exposa la situation, en soulevant la question à propos d'une motion d'ajournement de la Chambre des Communes. Sir Edward Carson, satisfait par la proposition d'exclure les six comtés du projet, insista fortement sur la nécessité d'un arrangement avec le Sud. Mais les autres membres conservateurs du Cabinet s'obstinèrent, et rognèrent tant et si bien les termes primitifs de l'accord que M. Redmond finit par ne plus consentir à les accepter.

L'affaire tout entière fut enterrée quand, le 31 juillet, M. Asquith annonça à la Chambre des Communes que M. E. E. Duke, député d'Exeter, était nommé chef secrétaire pour l'Irlande.

Nous revenions par là même au système de contrôle vieux et peu satisfaisant, à propos duquel la Commission royale de la rébellion en Irlande avait déjà fait, dans son rapport établi le 26 juin et publié le 3 juillet 1916, la constatation suivante : « Considéré dans son ensemble, le système de gouvernement irlandais est anormal en temps paisibles et presque impraticable en temps de crise. »

La résurrection de ce système « anormal » et « presque impraticable » conduisit au développement persistant du mécontentement ultérieur, qui trouva son point culminant dans les chaos des années d'après-guerre. Il en résulta un règlement final dont les grandes lignes impliquèrent des concessions beaucoup plus considérables à l'Irlande du Sud que celles qui eussent été faites dans

le projet proposé par moi. Le dernier mot n'a pas été encore dit dans cette malheureuse querelle, léguée à l'Angleterre par un ennemi étranger qui, après l'avoir conquise, se mit en devoir d'annexer l'Irlande.

CHAPITRE XXIII

L'ETABLISSEMENT DE LA CONSCRIPTION

Si on met à part les propositions soumises par moi aux chefs conservateurs et libéraux en 1910, aucun homme d'Etat n'avait jamais imaginé que notre participation militaire à une guerre européenne pourrait dépasser les limites de notre armée régulière. Toutes nos conceptions sur ce point s'incorporaient dans la Force Expéditionnaire créée par M. Haldane. Après la déclaration de guerre, un appel fut adressé, qui demandait cent mille hommes. Ils étaient, dans notre intention, destinés surtout à fournir des unités pour combler les vides creusés dans les rangs. Ce fut seulement quand le nombre des volontaires dépassa les plus grands espoirs des enthousiastes que le Cabinet et le Parlement élargirent leurs vues sur le rôle que nous allions jouer dans les batailles d'Armageddon.

Nous avions eu la vision d'une Grande-Bretagne jouant son rôle traditionnel dans les guerres continentales. Notre marine s'emparerait des mers au profit des Alliés. Notre richesse les aiderait à trouver l'argent pour leurs achats à l'étranger. Et notre armée jouerait dans la lutte un rôle de second plan.

Mais pourquoi la conscription ne fut-elle pas adoptée à partir du moment où le Cabinet décida d'accroître notre armée suivant l'échelle continentale? C'eût été évi-

demment adopter la méthode la plus efficace pour organiser la puissance militaire numérique de ce pays.

Au peuple britannique, une pareille idée n'était pas familière, et l'on est lent à se mouvoir dans nos îles. Elevés sur un sol inviolé depuis des siècles, nous étions accoutumés à envoyer au dehors une petite armée de métier dont les rangs pouvaient être remplis par le sergent de recrutement, sur la base du service volontaire, grâce à la séduction de l'uniforme et au shilling du Roi. Notre défense nationale, c'était la flotte, qui exige bien moins d'hommes que l'armée, et pour ses besoins, aux jours les plus sombres de la lutte contre Napoléon, les bandes de recruteurs armés — tombées depuis longtemps dans les limbes de l'oubli — n'avaient troublé que les ports de mer et leurs environs.

Non seulement nous n'étions pas familiarisés avec l'idée d'un service national universel et obligatoire, mais nous élevions de fortes objections traditionnelles contre la création de grandes forces armées qui pouvaient devenir un instrument possible de tyrannie faisant violence à la liberté personnelle. De plus, parmi des couches nombreuses de notre nation, il existait un penchant à considérer de bas en haut le métier de soldat.

Enfin, dans ces premiers temps de la guerre, beaucoup s'imaginaient qu'elle ne durera pas si longtemps. Il était admis qu'aucun peuple ne pourrait supporter une guerre à la moderne que pendant un temps assez court. Pacifistes et militaristes, tous étaient d'accord sur ce point. « Finie à Noël! », tel était le cri populaire, employé pour excuser le mot d'ordre correspondant : « Les affaires comme d'habitude! »

Pour toutes ces raisons, au début de la guerre, tous ceux qui avaient la responsabilité d'interpréter l'opinion publique jugeaient qu'il aurait été impossible d'exécuter un plan de mobilisation générale analogue à celui que la France avait adopté.

A l'appui de tous les arguments négatifs invoqués contre une pareille mesure, venait s'ajouter le fait positif que, pendant les premiers mois, les recrues volontaires affluaient avec une telle rapidité que les autorités militaires n'arrivaient pas à les instruire. Dans les trois premiers mois de la guerre, 900.000 nouvelles recrues furent inscrites sur les listes, soit une moyenne de 300.000 par mois, qui s'ajoutaient aux réservistes rappelés sous les drapeaux et aux territoriaux déjà inscrits dans l'armée. Les autorités militaires n'avaient pas de baraques pour les loger, pas d'uniformes pour les habiller, pas d'armes pour les exercer et les entraîner. Loin de désirer adopter des mesures spéciales pour nous procurer des hommes, nous étions poussés à éléver et à rendre plus difficiles les conditions physiques du recrutement, afin d'endiguer ce flot impossible à aménager.

Le temps s'écoula. Survinrent une série d'événements qui modifièrent la situation.

Les autorités militaires, de leur côté, une fois passé le premier élan des recrues, avaient improvisé un système qui devait fournir des réserves en hommes, dans une mesure sans précédents. Vers la fin de l'année, le courant s'était réduit à une moyenne de trente mille hommes par semaine.

Déjà, avant la fin de 1914, il était clair pour nous que le procédé du recrutement volontaire avait poussé vers l'armée un grand nombre d'hommes qui étaient absolument nécessaires dans les ateliers pour la production des munitions et dans d'autres domaines civils essentiels, même en temps de guerre. Des efforts furent faits pour en rappeler quelques-uns, mais ces opérations de sauvetage n'étaient pas toujours couronnées de succès. Une leçon évidente en résultait : c'est que si la guerre ne devait pas être gâchée et perdue, il fallait utiliser d'une façon plus intelligente nos ressources humaines.

La guerre n'avait pas pris fin à Noël. Bien au con-

traire, elle s'était installée comme une lutte de longue durée qui nous demanderait, sur le continent et ailleurs, de plus grands efforts militaires que l'on ne s'y était attendu, mais exigerait aussi un courant continual de forces fraîches pour combler les pertes et maintenir la puissance des armées.

Quand l'ampleur de la lutte s'imposa à la nation ainsi que son caractère de vie ou de mort, l'antipathie populaire contre le service militaire s'éteignit, et elle fut remplacée par une saine impatience à la vue de robustes jeunes gens qui faisaient les flambards à la maison, tandis que les pères de famille étaient aux tranchées. Cette évolution dans les sentiments affaiblissait l'attachement au système du recrutement volontaire et préparait les esprits à son abandon, le jour où il aurait été établi qu'il était incapable de fournir à l'armée le contingent nécessaire de recrues nouvelles.

Une des difficultés les plus grandes qu'il fallut surmonter, avant que la conscription ne fût adoptée, ce fut l'hostilité que ses avocats avaient provoquée. Dans l'esprit du peuple, ils étaient associés avant la guerre avec le jingoïsme extrême, et par conséquent l'opposition à toute espèce de service militaire national était devenue un article de foi pour certains libéraux et socialistes. Dès le début de la lutte, une agitation pour la conscription avait commencé, dans des milieux qui avaient la querelle et lui donnaient l'apparence d'un programme de parti. Il eût été bien plus facile d'introduire le service national à une date antérieure si la question n'avait pas donné lieu à des controverses violemment colorées, en sorte que son adoption paraissait le triomphe du chauvinisme.

Mon attitude, dans cette question, ne s'est jamais appuyée sur des considérations d'orthodoxie politique. Bien avant la guerre, j'étais arrivé à la conviction qu'il y avait beaucoup à dire en faveur d'un système d'entraînement

national et d'un service militaire obligatoire, pour défendre le pays. J'ai raconté comment j'avais fait part à l'ambassadeur d'Allemagne de cette suggestion plusieurs années avant 1914 et comment j'avais discuté la question sous la forme d'un projet avec les chefs du parti conservateur, pendant le gouvernement libéral de 1910.

Il n'est pas douteux, pour qui regarde en arrière, que nous aurions organisé la nation pour la guerre d'une façon bien plus efficace en 1914 et que nous aurions donné au conflit une issue heureuse, plus vite et à moins de frais, si, dès le début, nous avions placé sur un pied de guerre toute la nation, en mobilisant ses hommes, son argent, son matériel, ses cerveaux, et tendu toutes nos forces vers la victoire, d'une façon rationnelle et systématique. Vers la fin, nous avons atteint des résultats qui se rapprochaient de ce programme, mais dans l'intervalle s'était écoulé un long, un déplorable, un extravagant prélude d'inutile gaspillage et d'hésitations. Mais la majorité du Cabinet était opposée à la conscription, non seulement comme peu appropriée, mais parce que ses ministres lui étaient, en principe, fortement hostiles.

D'ailleurs, l'opposition conservatrice n'exerçait aucune pression pour l'adoption du système.

Puisque l'on avait décidé de rester fidèles aussi longtemps que possible au volontariat, tous les efforts furent faits pour en stimuler le succès. Les meetings de recrutement, les affiches, la littérature, et toutes les autres formes d'appel populaire, furent employés. La croisade du recrutement fut bien organisée. On eut recours aux services de propagandistes de profession, des agents électoraux, des annonciers, des orateurs publics, clercs ou laïques, et leurs efforts combinés pour l'agitation et l'enrôlement aboutirent à un succès triomphal. Par degrés, on en vint à improviser des moyens plus systématiques pour atteindre la portion masculine de la nation, et c'est

seulement quand il fut prouvé que toutes ces suggestions, toutes ces adresses, ne suffisaient pas à maintenir nos contingents de recrues, que nous en vîmes au service obligatoire, par nécessité.

La première de ces mesures systématiques fut l'engagement des chefs de famille, organisé au commencement de novembre 1914 par le Comité parlementaire de recrutement. C'était un revers signé par des hommes valides et qui consentaient à servir. Il avait été obtenu par le moyen de formulaires envoyés à tous les propriétaires du Royaume avec une lettre d'accompagnement signée de MM. Asquith, Bonar Law et Arthur Henderson, chefs des trois partis politiques, qui faisait appel à tout homme valide en lui demandant de se tenir prêt à s'inscrire dans l'armée de la Couronne. Ce procédé, renforcé par des affiches et des réunions publiques, contribua à maintenir un courant constant de recrues jusqu'en 1915. Au commencement de cette année, le 8 janvier 1915, au cours d'un débat sur la conscription à la Chambre des Lords, l'attitude officielle du gouvernement à cette époque fut définie par Lord Crewe dans la phrase suivante :

« La possibilité de la coercition ne fait pas partie de l'horizon que nous avons sous les yeux. » Plus de trois mois après, le 20 avril, je répondis à une question qui m'était adressée à la Chambre des Communes : « Le gouvernement n'est pas d'avis que la guerre pourrait être poursuivie, avec plus de succès, par le moyen de la conscription. » Ces deux déclarations, ainsi que l'attitude du gouvernement, étaient déterminées par le fait que, jusqu'alors, le système volontaire avait continué à fournir un flot suffisant de recrues, étant donné les ressources dont nous disposions à cette époque pour les entraîner et pour les armer.

Que cette position prise par certains d'entre nous fût purement réaliste et en aucune façon doctrinaire, ceci

est illustré par un discours de Lord Haldane prononcé au cours des débats du 8 janvier 1915, auxquels j'ai déjà fait allusion.

Après avoir affirmé que le système volontaire avait été suffisant jusqu'à présent et ne présentait pas de signes d'effondrement, il ajouta :

« D'après la loi commune qui gouverne notre pays, c'est le devoir de chaque sujet du Royaume d'assister le Souverain pour repousser l'invasion et pour défendre l'Empire. C'est un devoir qui ne repose pas sur des textes, mais qui est inhérent à la Constitution même de cette contrée. Il a été établi que, dans un temps de détresse, tout sujet peut être appelé à se sacrifier, lui et sa fortune, à la défense de la nation. Par conséquent, le service obligatoire n'est pas une chose étrangère à la Constitution de l'Angleterre. S'il surgit une grande épreuve nationale, j'estime que c'est notre devoir d'y recourir. Je puis même imaginer un état de choses où nous serons forcés d'y faire appel. En un temps de nécessité nationale, toute autre considération doit céder le pas à l'intérêt national, et nous n'aurions rien à y opposer au nom d'un principe, si cette institution devenait nécessaire. »

Cette déclaration était importante, non seulement parce qu'elle exposait clairement la position de la Loi commune, en face du service militaire obligatoire, mais parce qu'elle prouvait que Lord Haldane et d'autres membres du Cabinet recherchaient la solution, uniquement sur la base de l'utilité pratique, et n'élevaient aucune objection théorique ou préjudicelle contre l'adoption. Je puis aussi me référer à un discours fait par moi à Manchester le 3 juin, que j'ai déjà cité à propos du ministère des Munitions. J'y affirmais que, dans la conscription, il n'y avait rien d'antidémocratique; qu'au contraire, toutes les grandes démocraties y avaient eu recours en cas de danger national comme à une arme

appropriée à leur défense; et que, si la nécessité l'exigeait, nous pourrions nous aussi y recourir dans le conflit présent, sans hésitation.

Bien avant d'avoir assumé la responsabilité principale dans la création du ministère des Munitions, je m'étais rendu compte, douloureusement, que le système hasardeux du recrutement volontaire, au milieu d'une épreuve nationale de cette grandeur, devait conduire à un gaspillage déplorable et à un mauvais emploi de notre potentiel humain disponible. J'avais le vif désir de pousser au premier plan un projet de coordination plus systématique de nos ressources, et un des premiers actes du nouveau cabinet formé par M. Asquith à la fin de mai 1915, quand il établit le gouvernement de coalition, fut de prier M. Walter Long de préparer une loi sur l'établissement d'un *Registre national*.

Le but de ce registre était double. En nous donnant un recensement complet du nombre des hommes et de leur répartition dans le pays, en tenant compte de leurs âges, il nous permettait de calculer les ressources en recrues dont nous disposions pour le service militaire et nous fournissait aussi des informations sur les contingents disponibles pour la production des munitions. On perdit quelque temps dans la discussion des détails, mais en fin de compte, le 5 juillet, la Loi de l'Enregistrement National fut présentée au Parlement et votée à une forte majorité.

Supposant que ce projet était la base préliminaire de la conscription, un petit groupe de libéraux et de travailistes lui fit opposition. Naturellement, il fallait y joindre MM. Macdonald et Snowden qui, pendant la guerre, se sont opposés avec persistance à tous les efforts pour assurer à la défense nationale des recrues.

C'est ainsi que, trois mois plus tôt, le parti indépendant du travail, dont M. Ramsay Macdonald était la lumière et le guide, vota à la conférence de Norwich

un blâme qui censurait le parti officiel du travail pour son action concernant le recrutement.

Les rapports établis par le Registre National prouvent qu'il y avait environ en Grande-Bretagne cinq millions d'hommes en âge de servir qui n'avaient pas été déjà incorporés dans l'armée. Parmi eux se trouvaient, il est vrai, un nombre considérable d'inaptes au service militaire et d'autres dont les occupations étaient « réservées », c'est-à-dire qui ne pouvaient pas être recrutés parce qu'ils étaient indispensables au fonctionnement de l'industrie nationale, et en particulier à la fabrication des munitions. On estima à 1.700.000 ou 1.800.000 le reste, c'est-à-dire les hommes capables de servir qui n'avaient pas été aux armées. Il fut prouvé, par la suite, que cette estimation de nos réserves était trop modeste.

Tandis que l'on compilait ce Registre, un Comité du Cabinet, s'occupant de nos ressources en hommes et en argent, avait achevé en août 1915 une enquête sur la situation et, dans un rapport daté du 2 septembre 1915, affirmait que le système du recrutement volontaire n'était pas capable de réaliser un effort militaire en rapport aux ressources de notre pays. Lord Kitchener désirait une armée de 70 divisions, sur tous les théâtres de la guerre, pour la seconde moitié de 1916. Le Comité était d'avis qu'*« une armée de cent divisions serait mieux en rapport avec les dangers que nous courions et les efforts accomplis par nos alliés »*. Après avoir tenu compte de nos contributions navales, financières et industrielles, *« il est impossible de prétendre qu'une armée de 70 divisions représente la véritable proportion d'hommes qu'il faudrait fournir à la ligne de bataille des Alliés »*.

Néanmoins, acceptant les 70 divisions du projet comme le nombre à atteindre, le Comité prouvait que les méthodes actuelles ne suffisaient plus. Outre les réserves régulières et les forces territoriales mobilisées dès le dé-

but de la guerre, les nouvelles recrues acceptées et incorporées dans l'armée en treize mois se totalisaient par le chiffre de 1.888.000.

« Les rapports sur le recrutement des six derniers mois établissaient un résultat de vingt mille hommes par semaine, ce qui correspondait probablement à un apport moyen de 19.000 hommes pour nos forces militaires. Lord Kitchener demandait un minimum de 30.000 hommes par semaine, chiffre qui un mois plus tard fut porté à 35.000. Mais même le chiffre de 20.000 recrues par semaine ne pouvait être maintenu qu'en examinant plusieurs fois les mêmes individus, et en exerçant sur toutes les classes de 17 à 45 ans (sauf sur les ouvriers des fabriques de munitions) toutes les formes de la pression sociale et dans certains cas économique, que les hommes fussent mariés ou célibataires, qu'ils fussent ou non employés utilement, qu'ils pussent ou non être enlevés au travail de leurs districts. »

Le Comité rapportait les preuves qu'il avait recueillies dans les rapports faits par le président de l'Office du Travail, par le Chancelier de l'Echiquier, par Lord Kitchener et par moi-même. Du rapport qui contenait mon témoignage, je donnerai les extraits suivants :

Interrogé par le Comité sur la forme de coercition qu'il jugeait nécessaire, M. Lloyd George a dit qu'il voudrait posséder exactement les mêmes pouvoirs que ceux du gouvernement français. Il voudrait obliger tous ceux qui sont compris dans la limite de certains âges à servir dans l'armée, soit en Angleterre, soit au dehors, pendant la durée de la guerre. « Sur cette base générale, vous pouvez fort bien bâtir tout le reste. »

Et voici quelles furent mes conclusions d'après le rapport :

« Vous ne parviendrez à rien sans quelques mesures de coercition militaire. Plus vous retarderez et plus vous vous rapprocherez du désastre. Je suis certain que vous

n'obtiendrez rien sans la conscription. Je ne crois pas par exemple que vous puissiez maintenir vos armées sur le front sans elle, à moins de diminuer délibérément leur nombre jusqu'à un chiffre qui sera insuffisant et dont on sait d'avance qu'il serait insuffisant. Le nombre des hommes que vous aurez à envoyer sur le front ne dépend pas de vous en dernier lieu. Il dépendra des Allemands et de ce qu'ils feront en Russie pendant les trois mois qui vont suivre. S'ils réussissent à mettre les Russes hors de combat pendant l'année 1916, conserver simplement sur le front comme grande force offensive 70 divisions, c'est commettre un suicide (1). Que dis-je! c'est commettre un meurtre, parce qu'envoyer se battre des hommes dont le nombre est évidemment insuffisant, c'est tout simplement faire assassiner nos compatriotes et sans atteindre le moindre résultat. »

Le président de l'Office du Travail, M. Runciman, représenta au Comité que, sur la foi des statistiques qui étaient à sa disposition, et après avoir laissé dans l'industrie le nombre d'hommes suffisant, il resterait pour l'armée moins de la moitié de ce que Lord Kitchener considérait comme indispensable pour le maintien des 70 divisions, et que le recrutement volontaire ne pouvait fournir que la moitié de ces disponibilités insuffisantes. Le Comité estima que cet argument paraissait conduire directement, bien que de façon inconsciente, au service militaire obligatoire (dont M. Runciman était l'adversaire principal). Mais il ne fut pas d'accord avec ce système de balayage qui retranchait de ses calculs des classes entières comprenant un grand nombre de recrues possibles.

Le rapport du Chancelier de l'Echiquier, M. Mac Kenna, conclut que l'Angleterre ne pouvait pas à la fois

(1) En 1918, nous avions sur le front 89 divisions avec les troupes des Dominions.

accorder son aide financière aux Alliés et maintenir une armée de 70 divisions en campagne.

On pouvait accomplir l'une ou l'autre de ces deux tâches , mais non les deux à la fois. Le Comité trouva ces arguments ingénieux, mais peu convaincants, et rappela au Cabinet « qu'il y a quelques mois on se moquait beaucoup de ceux qui croyaient à la possibilité d'obtenir un emprunt substantiel aux Etats-Unis; qu'il y a quelques semaines on nous assurait que vingt millions de livres sterling étaient l'extrême limite; mais que le Chancelier de l'Echiquier espérait emprunter cent millions de livres sterling, cette année, aux mêmes endroits, et renouveler l'opération l'année suivante ».

Lord Kitchener dit au Comité que « c'était son devoir de demander au Parlement, avant la fin de l'année, une loi lui donnant des pouvoirs de coercition ». Il ajouta cependant qu'il regrettait de soulever la question du service obligatoire, en ce moment même, parce qu'il avait l'intention de choisir son temps pour l'imposer de force au pays comme une mesure de salut militaire en dehors de tous les partis, alors qu'aujourd'hui elle apparaissait de nouveau comme le programme d'un parti. Avant de prendre une décision sur ce projet d'obligation, il désirait connaître les résultats de l'Enregistrement National.

Le Comité conclut dans son rapport daté du 2 septembre 1915 : « Les hommes sont là, disponibles pour une armée de 70 divisions. Mais ce nombre ne peut pas être obtenu sur la base de recrutement volontaire. » Il posa devant le Cabinet les questions suivantes :

1° Le projet de soixante-dix divisions doit-il être ramené aux limites que comporte le produit du recrutement volontaire, ou bien doit-il être exécuté par des mesures de coercition?

2° En supposant que le projet de 70 divisions soit exécuté et qu'on use de coercition, faut-il prendre la

décision maintenant, ou plus tard, dans le courant de l'année?

En septembre 1915, le Cabinet était divisé en trois groupes dans la question de la conscription. Il y avait d'abord ceux qui considéraient le service militaire obligatoire comme une nécessité vitale, si on voulait poursuivre la guerre avec succès, et qui, par suite, étaient vivement désireux de l'introduire dans le plus bref délai.

A l'extrême opposé se trouvaient ceux qui, par principe ou par préjugé, lui étaient fortement opposés et prêts à le combattre jusqu'au dernier souffle. Entre les deux se trouvaient ceux qui n'y étaient pas opposés en principe et qui admettaient que nous serions peut-être obligés d'avoir recours à la contrainte, mais qui répugnaient à admettre l'opportunité d'un changement aussi radical aussi longtemps que sa nécessité ne serait pas établie et qui voulaient être sûrs que cette mesure recevrait une approbation générale dans les masses populaires. Ils supposaient que toute tentative pour introduire et imposer le service obligatoire soulèverait une telle opposition que l'entreprise échouerait.

Le 8 octobre 1915, Lord Kitchener mit sous les yeux du Cabinet un mémoire intitulé : « Le recrutement de l'armée » et qui commençait par ces mots de mauvais augure : « Le système de volontariat, tel qu'il est pratiqué à présent, ne produit pas le nombre de recrues nécessaire pour maintenir la force de nos armées en campagne ».

Il proposait d'introduire un projet de conscription avec tirage au sort, fondé sur les rapports du Registre National. Chaque district était tenu de fournir un pourcentage de recrues en rapport avec le nombre d'hommes aptes qu'il possédait. Si le recrutement par volontaires n'atteignait pas le chiffre fixé, la différence devait être fournie par un tirage au sort parmi les hommes qualifiés qui n'avaient pas été enrôlés.

Ce projet fut sévèrement critiqué, jugé maladroit et peu pratique, et personne ne s'en occupa davantage. On reconnut que si le système des volontaires devait être abandonné, l'alternative ne pouvait être que la mesure nationale du service obligatoire.

Les adversaires de la conscription dans le Cabinet prétendaient qu'elle était impraticable parce que les volontaires déjà enrôlés ne consentiraient pas à servir à côté de soldats « par force », qu'une séparation entre conscrits et volontaires était irréalisable et que leur mélange serait désastreux. Lord Curzon prit la peine de faire une enquête étendue auprès des officiers et des hommes de tous rangs en France, sur cette question, et le verdict unanime qu'il recueillit fut que ces craintes étaient sans fondement.

Le sentiment profond de toute l'armée en campagne, c'était qu'il faudrait aller chercher ceux qui, en Angleterre, ne sortiraient pas de leur propre gré. Pour ceux-mêmes qui admettaient que, pendant les premiers temps, les conscrits auraient à encaisser certaines taquineries ou un peu de hargne, ceci devait passer vite, et bientôt les différences dans les conditions de recrutement seraient oubliées.

C'est exactement ce qui arriva quand la conscription fut mise en vigueur. Une fois de plus, il fut établi que ceux qui opposaient à une politique ferme des objections imaginaires étaient effrayés par des ombres. Ce qui fit notre malheur pendant la première période de la guerre, ce fut la tendance incurable qu'avaient quelques gens haut placés d'affirmer, en face de mesures d'une importance vitale pour le succès de notre effort, leur impossibilité, pour une raison ou une autre.

On nous a dit aussi que les maisons qui n'avaient pas fait ce métier n'apprendraient jamais à fabriquer des munitions; que les finances du pays ne pourraient pas soutenir l'élan de notre effort total; que les hommes

dont l'armée avait besoin ne pourraient pas être enlevés à l'industrie; que les artilleurs ne pourraient pas être entraînés de façon à rendre efficace notre programme de canons lourds; que le pays ne supporterait pas la conscription; que les volontaires ne combattraient pas à côté des hommes enrôlés de force; et ainsi de suite. Tous ces arguments furent démentis par les faits. Malheureusement, chacune de ces objections servit, pendant plus ou moins longtemps, à suspendre, à paralyser les efforts que nous aurions faits pour gagner la guerre. Les conseils de ces prophètes de l'impossible nous ont procuré des mois et des années de guerre prolongée, et coûté des vies britanniques par centaines de mille.

En présence des objections des anti-conscriptionnistes et des hésitations dans le groupe du centre dans le Cabinet, un effort suprême fut tenté sous la forme du projet Derby pour galvaniser le système des volontaires et lui donner une vigueur renouvelée. On était d'avis en général, dans le Cabinet et dans le pays, que, si cette tentative échouait, la conscription devenait inévitable.

Le projet Derby doit son nom au fait que Lord Derby, bien que ferme partisan de l'introduction du service militaire universel, depuis des années, consentit à devenir le directeur du Recrutement et à réaliser un dernier appel aux hommes du pays pour donner au système des volontaires une dernière occasion de fournir les soldats dont l'armée avait besoin. Lord Derby fut nommé le 5 octobre 1915 et le poste ne comporta pas, à sa demande, d'appointements ni de grade militaire.

La paternité du plan qu'il s'offrit à administrer n'a pas encore été révélée au public.

Le point essentiel du projet Derby, c'était le recrutement personnel de tout homme du royaume âgé de 18 à 41 ans sur la base du Registre National. On demandait à chaque homme de s'engager — c'est-à-dire de donner sa parole qu'il rejoindrait quand il serait appelé — mais

à condition que les engagés seraient divisés en deux classes : les célibataires et les hommes mariés ; et en vingt-trois groupes suivant leur âge ; que les autorités militaires appelleraient les soldats par classes et par groupes suivant les besoins de l'armée, en commençant par les plus jeunes célibataires, et qu'elles ne convoqueraient aucun homme marié avant que les célibataires n'aient rejoint les drapeaux.

Les hommes mariés furent encouragés à donner leurs noms, parce qu'ils avaient reçu l'assurance que non seulement on les laisserait chez eux tant que les célibataires n'auraient pas été convoqués, mais encore que si les célibataires ne s'engageaient pas en nombre suffisant, les hommes mariés ne seraient plus liés par la parole donnée. Ceci fut confirmé par M. Asquith dans un discours qu'il prononça le 2 novembre 1915 à la Chambre des Communes :

« Lord Derby m'a dit qu'il existait encore un doute parmi les hommes mariés à qui on adresse maintenant l'injonction de s'enrôler ; ils se demandent si, une fois sur la liste, ils ne seront pas appelés à servir, tandis que des hommes plus jeunes et non mariés resteraient chez eux et ne feraient pas leur devoir. Détrompons-les tout de suite. En ce qui me concerne, j'affirme avec certitude que l'obligation pour les hommes mariés de s'enrôler est une obligation qui ne peut pas être réalisée de force et qui ne peut être tenue comme effective, jusqu'à ce que nous ayons obtenu, spontanément je l'espère, mais s'il le fallait, et en dernier ressort, par d'autres moyens, comme je l'ai remarqué, l'enrôlement des hommes non mariés. »

Un échange de lettres entre Lord Derby et M. Asquith définit et précisa encore davantage la position. Les hommes mariés engagés ne seraient pas appelés jusqu'à ce que les célibataires aient été recrutés volontairement ou par un acte du Parlement.

Aucun effort ne fut négligé pour assurer un plein succès aux efforts de Lord Derby. Sa Majesté le Roi écrivit un appel spécial : « A mon peuple ! » pour appuyer le projet qui avait paru le 23 octobre. Les instructions aux Comités locaux de recrutement qui devaient exécuter les enrôlements furent examinées, approuvées et signées par Lord Derby, par le président du Comité de recrutement parlementaire, et par M. Arthur Henderson, le président du Comité de recrutement ouvrier. La clôture pour l'enrôlement, fixée d'abord au 30 novembre, fut retardée jusqu'au 15 décembre.

Le résultat fut celui que l'on aurait pu prévoir. Les hommes mariés s'engagèrent en nombre considérable, en se fiant à l'assurance donnée qu'ils n'auraient à exécuter leur promesse que lorsque les célibataires auraient été appelés. Mais les engagements des célibataires furent moins nombreux. Sur 2.179.231 célibataires en âge d'être soldats qui ne s'étaient pas enrôlés avant le 23 novembre 1915, le nombre de ceux qui se présentèrent à la suite du projet Derby, qui furent enrôlés, qui s'engagèrent ou furent refusés pour des raisons médicales, atteignit 1.150.000. Il y en eut donc 1.029.231, c'est-à-dire près de la moitié, qui restèrent en dehors de la combinaison. Parmi ceux qui avaient donné leurs noms, beaucoup n'étaient pas aptes au service, ou bien étaient employés à des métiers dont ils ne pouvaient pas être éloignés au profit de l'armée, dans l'intérêt national. Lord Derby estima que le nombre réel des célibataires qui entraient dans l'armée par suite de son projet se montait à 343.386 seulement sur un total de 2.179.231.

En face de pareils chiffres, il était évidemment impossible de prétendre que les garanties données par M. Asquith aux hommes mariés avaient été remplies. Plus d'un million de célibataires avaient refusé de s'engager. La suite inévitable de ce refus, c'est qu'il allait falloir les recruter de force. Cette politique trouvait un soutien

populaire dans le fait que tous les hommes mariés insistaient naturellement dans ce sens. Ils protestaient que ce serait violer la promesse faite que de les appeler sous les drapeaux alors que tant de célibataires restaient chez eux.

En conséquence, le 5 janvier 1916, après une discussion très chaude dans le Cabinet, la première mesure définitive concernant la conscription fut introduite. M. Asquith présenta au Parlement une loi sur le service militaire qui forçait à s'engager les hommes non mariés, les veufs sans enfants ou sans charges entre 18 et 41 ans.

Pour défendre la loi contre les objections des anti-conscriptionnistes, dans le gouvernement et au dehors, M. Asquith soutint que la mesure était nécessaire pour remplir l'engagement qu'il avait pris en face de Lord Derby, engagement qui était certainement dans les limites et dans la ligne générale de la politique approuvée par le Cabinet. Il exprima l'opinion qu'il ne s'agissait pas ici d'une coercition générale, et il émit l'idée que la loi pouvait être sincèrement approuvée par ceux qui, par principe ou — comme c'était son cas — par opportunité, étaient opposés à l'obligation.

Cette façon d'argumenter ne convainquit pas quelques-uns des opposants. Sir John Simon donna sa démission de membre du gouvernement plutôt que de donner son appui à la conscription, sous n'importe quelle forme, et il rallia environ trois douzaines de libéraux qui se joignirent à lui pour attaquer ces mesures.

Sir John Simon prit la parole le 5 janvier 1916 dans le débat sur la loi du service militaire et déclara que son opposition à toute forme de conscription, quelle qu'elle fût, était due à une question de principe. Il ajouta que d'autres membres du gouvernement avaient sur cette affaire une opinion impossible à distinguer de la sienne, mais qu'ils n'avaient pas démissionné. On reconnut que cette allusion visait M. M'Kenna et M. Runciman,

qui tous deux avaient combattu fortement au sein du Cabinet ces mesures. Mais ils ne poussèrent pas le souci de leurs principes jusqu'au point de se retirer. Quand on en vint à la décision à prendre, ils ne fondèrent pas leurs objections sur le principe fondamental que Sir John Simon leur avait prêté. Ils présentèrent l'argument que nous ne pourrions pas priver notre industrie nationale de tous les hommes qui entreraient dans l'armée à la suite de la conscription et que nous ne parviendrions pas à les garder sous les armes, une fois que nous les aurions.

Pendant les journées qui précédèrent immédiatement l'introduction de la mesure, on pensait qu'eux aussi démissionneraient s'ils ne parvenaient pas à faire modifier le projet de loi de façon à limiter et à réduire le nombre de ceux susceptibles d'être convoqués.

M. Redmond et les nationalistes irlandais s'opposèrent au projet de loi, lors de son introduction. Mais, quand ils surent définitivement que l'Irlande n'était pas comprise dans le projet, ils abandonnèrent l'opposition. La raison donnée pour l'exclusion de l'Irlande, ce fut que la loi avait pour but de remplir la promesse donnée à propos du projet Derby, et que ce projet n'avait pas été appliqué en Irlande.

M. Arthur Henderson et le parti du Travail se trouvaient dans une situation plutôt difficile par suite d'un vote émis à la Conférence de Bristol par les Trade Unions et qui condamnait les propositions du gouvernement. M. Asquith fut toutefois en mesure de donner à M. Henderson l'assurance officielle que rien de ce qui ressemblait à une conscription industrielle n'était contenu ou impliqué dans le Bill. En conséquence, M. Henderson parla et vota en sa faveur lors de la seconde lecture. Une minorité du parti du Travail, conduite par MM. Ramsay Mac Donald, Snowden et Thomas, s'opposa à ces mesures.

Adopté par des majorités imposantes dans toutes ses

étapes, le projet devint loi le 27 janvier 1916. Le 1^{er} mars à minuit, tous les célibataires qui n'avaient pas encore rejoint furent automatiquement enrôlés dans les armées de Sa Majesté pour la période de guerre. Ceux d'entre eux qui s'étaient engagés en vertu du plan Derby avaient déjà été convoqués, et une première convocation fut adressée aux hommes mariés inscrits, de 19 à 27 ans, qui furent appelés sous les drapeaux.

Ainsi finit le premier round. Mais le dénouement ne pouvait se faire attendre. Des forces étaient en jeu, dont l'action, aussi inévitable que le Destin, poussait la nation vers le système complet du service obligatoire.

Après l'offensive du printemps de 1916, les autorités militaires réclamaient plus de recrues. Ceci signifiait la convocation des hommes mariés plus âgés qui avaient pris l'engagement de servir. Mais, à cette nouvelle, une violente agitation éclata. Les pères de famille déclarèrent qu'avant d'être appelés, ils voulaient une cueillette beaucoup plus consciencieuse des célibataires qui restaient chez eux, exemptés du service militaire dans des emplois providentiels. De plus, ils insistaient pour que les jeunes mariés qui ne s'étaient pas engagés fussent appelés avant que leurs aînés fussent envoyés aux tranchées. Enfin, les hommes plus âgés, qui avaient de sérieuses responsabilités à cause de leurs enfants, de leur maison, de leurs affaires, auraient voulu obtenir des arrangements qui les débarrasseraient de leurs difficultés financières, de leurs baux, de leurs hypothèques, etc., avant d'être pris par l'armée.

Impétueux et longs furent les débats dans le Cabinet à propos de ces affaires. La convocation des classes anciennes des hommes mariés fut ajournée jusqu'à ce que cette nouvelle phase du problème eût été étudiée. M. Asquith avait promis de faire une déclaration le 18 avril sur le recrutement; mais il dut la retarder à cause des dissensiments dans le Cabinet. Le 19 avril, il annonça

un ajournement nouveau, parce que les divergences dans le Cabinet étaient si sérieuses qu'elles menaçaient de provoquer une crise ministérielle. Il ajourna jusqu'au 25 avril la Chambre des Communes. A cette date, il devait y avoir une séance secrète du Parlement où la question serait débattue sous toutes ses formes.

La pénurie des recrues s'avérait comme sérieuse et les méthodes pour assurer à l'armée les soldats nouveaux nécessaires se révélaient comme insuffisantes. Un mois auparavant, le 21 mars 1916, le chef de l'Etat-Major impérial, Sir William Robertson, avait présenté un mémoire dans lequel il disait ceci :

« En ce qui concerne le personnel, nous sommes aujourd'hui dans une position notablement meilleure pour faire l'*« effort maximum »* qu'il y a trois mois environ, quand je soulevai la question. En ce moment, l'infanterie, qui est en service à l'étranger compte 78.000 hommes de moins que ne le comportent ses effectifs. Les treize divisions territoriales séjournant dans le pays ont un déficit de cinquante mille hommes. Sur 193.891 hommes convoqués en vertu de l'Acte du Service militaire, 57.416 n'ont pas répondu à l'appel. »

Une note publiée par le Conseil de l'armée le 15 avril 1916 montrait que le déficit s'élèverait le 30 juin à 179.000 hommes et que, parmi les 52 divisions qui se trouvaient au dehors au lieu des 62 prévues, il manquait 66.000 hommes. Dans la séance secrète du Parlement, le 25 avril, la situation fut passée en revue, et le Premier Ministre présenta les propositions du Gouvernement pour y remédier. On annonça dans la suite qu'elles comprenaient une prolongation de service pour les hommes dont le temps était expiré, le transfert de recrues territoriales dans l'armée régulière, le prompt enrôlement des hommes dont les certificats d'exemption n'étaient plus valables, le recrutement de tous les jeunes gens qui avaient atteint l'âge de 18 ans. De plus, des efforts nou-

veaux devaient être tentés pour enrôler les hommes mariés qui ne s'étaient pas engagés et il fut décidé que si, dans l'espace d'un mois, cinquante mille d'entre eux ne se présentaient pas, et quinze mille dans la semaine suivante, on aurait recours à la coercition.

Une seconde séance secrète fut tenue le 26. Le jour suivant, M. Walter Long présenta une proposition qui concrétisait les projets du Gouvernement. Mais elle fut si vivement critiquée que M. Asquith la retira. Il se manifesta alors une impatience générale en présence des bavardages hésitants que comportaient ces demi-mesures. M. Asquith, avec son bon sens habituel, le reconnut clairement. Le 2 mai, il annonça que le Gouvernement allait présenter une mesure imposant le service militaire obligatoire général et immédiat. Elle fut publiée le jour suivant et reçut l'approbation du Roi. L'opposition qui lui fut faite fut tout à fait insignifiante. La bande des dissidents menés par Sir John Simon tomba à 27 membres; le groupe ouvrier, conduit par M. Ramsay Mac Donald, à 10.

Ce fut pour défendre cette mesure, en seconde lecture, à la Chambre des Communes, que je réfutai l'appel aux principes lancé par les opposants.

« J'ai attendu pour le connaître, ce grand principe qui doit tout bouleverser; mais, jusqu'à présent, je n'en ai pas entendu parler. Est-ce que le projet est incompatible avec les principes du Libéralisme ou de la Démocratie? Est-il incompatible avec les principes de la Démocratie que l'Etat demande à tout homme ses services et son secours pour défendre l'existence de la nation quand elle est en jeu? Il n'y a pas, il n'y a jamais eu un pays qui, faisant face à un grand péril militaire, ait pu se sauver sans recours à la coercition. Jamais! Ceci est vrai pour les monarchies. Ceci est plus vrai encore pour les démocraties. Où est-il, le principe? J'ai un intérêt personnel à le découvrir, parce qu'on m'a dit qu'en soutenant la

conscription, je trahissais les principes du Libéralisme. Je suis donc personnellement intéressé à cette recherche. Mais je ne puis pas le trouver. Toute grande démocratie qui a été provoquée, qui a eu ses libertés menacées, s'est défendue par le recours à la conscription, à commencer par la Grèce. C'est par des mesures obligatoires que Washington a gagné l'indépendance de l'Amérique. C'est par des mesures de coercition que l'Amérique en 1812 a défendu son indépendance. Lincoln n'était pas seulement un grand démocrate. Sa carrière a été le plus grand triomphe que la Démocratie ait remporté dans l'histoire des gouvernements. C'est lui qui a proclamé le principe « du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », et il l'a vivifié par la conscription. Pendant la Révolution française, le peuple français a défendu les libertés nouvellement conquises contre l'effort des autocraties d'Europe, par le service obligatoire et les levées en masse de la conscription. C'est par la conscription que la France défend aujourd'hui son sol. C'est par la conscription que la démocratie italienne cherche à reconquérir ses frères tombés en esclavage. En Serbie, les paysans serbes ont défendu leurs montagnes par le service obligatoire et se préparent à les reconquérir par les mêmes moyens. Quand des membres honorables de la Chambre disent que la conscription est contraire aux principes de la liberté et de la vraie démocratie, leurs discours défient tous les enseignements de l'histoire et du sens commun. »

Je remarquai aussi qu'en présence du danger national qui imposait la nécessité de telles mesures, je préférerais être chassé de mon parti et de la vie publique que de leur refuser mon appui.

En fait, il y avait longtemps que je pressais le Gouvernement de reconnaître la nécessité du service militaire obligatoire, et l'importance de la part que je pris dans son adoption finale est attestée par deux lettres que

je reçus en ce temps-là de Sir William Robertson, le chef d'Etat-Major impérial. La première était assez longue. Robertson eut la bonté d'y commenter en termes chaleureux « mon grand courage et mon patriotisme » et alla jusqu'à affirmer que « sans moi rien n'aurait été fait ». La seconde est plus courte. Je la transcris en entier :

« War Office,
« 2. 5. 1916.

« Cher monsieur Lloyd George,

« Le Bill qui a été présenté aujourd'hui compense pour vous et au delà les sottes attaques de presse de ces deux dernières semaines. Faire passer le Bill, c'est la grande affaire. Et c'est pour cela que les remerciements de l'Empire vous sont dus, à vous, à vous seul.

« Votre très fidèle,
« W. R. ROBERTSON. »

Ces assurances d'estime sont peut-être plus importantes, du fait que Sir William Robertson n'a pas toujours été en cordiale sympathie avec mes idées. Mais si mon zèle pour cette cause m'attira quelque approbation dans des milieux qui ne m'étaient pas toujours favorables, il aiguisa encore l'amertume de ceux qui voyaient dans ma résolution à mener la guerre jusqu'au bout, sans hésitation et sans réserves, une attitude inconvenante et vraiment sacrilège. La méfiance et l'hostilité de cette partie de l'opinion libérale furent dorénavant solidement établies, indéracinables. Dans un discours prononcé à Conway le 6 mai 1916 pour défendre la loi du service militaire, je me sentis forcé de répondre à une série d'attaques dirigées contre moi par un journaliste libéral fort éminent et qui se trouvait en contact étroit, à ce moment-là, avec quelques-uns de mes collègues, parce que

« j'abandonnais le libéralisme », parce que « j'avais déployé une telle ardeur dans la poursuite de la guerre », et parce que « je différais d'opinion avec mon chef ». A la première accusation, le fait que la grande majorité des libéraux de la Chambre des Communes avait approuvé le Bill de Conscription donnait un démenti. Pour répondre au second grief, je plaidai coupable pour cette raison que, tout en haïssant la guerre, j'estimai que, puisque nous l'avions entreprise, nous devions la mener énergiquement. « Voilà pourquoi je n'ai pas de sympathie pour ceux qui paraissent croire que, la guerre étant haïssable, vous ne devriez vous battre qu'avec une pointe de regret. Une main hésitante n'a jamais jusqu'à présent frappé de coups fermes. »

A propos de mes relations avec M. Asquith, je déclarai :

« J'ai travaillé avec lui il y a dix ans; j'ai servi sous sa direction il y a huit ans. Si nous n'avions pas coopéré harmonieusement — mais nous l'avons fait — laissez-moi vous dire tout de suite que ce serait ma faute et non la sienne. Je n'ai jamais travaillé avec quelqu'un plus digne d'estime, et je méprise toutes les choses qui ont été dites à ce sujet. Mais nous avons nos dissemblances. Dieu du ciel! A quoi aurais-je servi si je n'avais pas différé de lui? Je n'aurais été daucune espèce d'utilité. Il m'a montré la plus grande bonté pendant les années où j'ai œuvré avec lui. Je l'en aurais bien mal récompensé si je ne lui avais dit mes opinions, librement, franchement, de façon indépendante, qu'elles fussent conformes aux siennes ou non.

« La liberté de parole est partout essentielle. Mais il y a un endroit où elle est d'une importance vitale, c'est dans la Chambre du Conseil. Un conseiller qui se pique d'approuver tout ce qui sort de la bouche de son chef le trahit. »

Si on jette un coup d'œil en arrière sur ce qui est

arrivé, il est évident pour tous que l'adoption de la conscription était une nécessité absolue pour finir la guerre par la victoire. Si nous ne l'avions pas eue, nous aurions été écrasés quand la Russie, la Roumanie et la Serbie s'effondrèrent et quand les mutineries menacèrent l'armée française.

L'effet sur nos alliés fut réconfortant. Lord Esher, dans un mémoire daté du 4 mai 1916, rapporte un entretien qu'il vient d'avoir avec M. Briand, et ajoute :

« M. Briand a parlé avec enthousiasme et avec une profonde satisfaction des événements qui se sont passés hier au Parlement anglais. Il est certain qu'ils auront en Allemagne des conséquences à longue portée et qu'ils accentueront le malaise qui grandit rapidement chez les Puissances centrales. L'adoption du service obligatoire en Angleterre aura, pense-t-il, un effet déprimant sur la mentalité et sur le moral allemands.

« Ses résultats en France seront plus grands encore.

« En dépit de tout ce que l'Angleterre a déjà fait et que le Gouvernement français connaît bien, il y a bien des gens en France dans l'esprit desquels subsiste un doute au sujet de la résolution qu'a l'Angleterre de pousser la guerre coûte que coûte jusqu'à sa fin. Pour tous ceux-là, l'adoption par le Parlement anglais d'un régime si peu conforme aux traditions et aux habitudes du peuple britannique sera *un coup de massue*. La nation française tout entière, ajouta Briand, va reconnaître maintenant que l'Angleterre est disposée à faire tous les sacrifices nécessaires, et tous les doutes qui existaient encore seront désormais dissipés. »

Mais, tout en reconnaissant la nécessité de l'introduction du service obligatoire, j'ai toujours glorifié la magnificence de l'effort volontaire que les hommes d'Angleterre ont accompli en 1914 et en 1915 et je lui ai rendu hommage. Dans mon discours de Conway, le 6 mai, dont j'ai déjà rendu compte, je disais :

« L'œuvre de la nation qui créa de grandes armées avec le recrutement volontaire est une chose dont nous pouvons être très fiers. Ceci n'a pas d'équivalent dans l'histoire d'aucune guerre. Et tout ce qui a pu arriver depuis, dans l'ordre des mesures obligatoires, ne diminue en rien l'orgueil que nous tirons du fait que nous sommes la première nation dans l'histoire qui ait levé plus de trois millions d'hommes pour une grande entreprise militaire par le libre recrutement. Les jeunes gens de toutes les parties du territoire se sont élancés vers l'étendard du droit international comme vers une grande croisade. C'est une œuvre glorieuse et la Grande-Bretagne peut en être fière. »

Suivant un mémoire du Comité de la Défense impériale daté du 17 avril 1916, le nombre d'hommes qui avaient pris du service à cette date dans nos forces navales et militaires, y compris ceux qui servaient déjà avant le commencement de la guerre, s'élevait à 3.769.659. Il fallait y ajouter les hommes mariés qui s'étaient engagés mais qui n'avaient pas encore été appelés, et les célibataires qui s'étaient engagés mais qui étaient retenus dans des fonctions indispensables, soit 697.000 hommes. En tout, 4.667.000 hommes qui formaient notre armée de volontaires. Les contingents venant des Dominions et des Indes ne sont pas compris dans ces chiffres et les porteraient à un total de plus de cinq millions d'hommes.

Le jour où la loi sur le service militaire reçut l'approbation du Roi, Sa Majesté fit paraître un « Message à son peuple » ainsi conçu :

« Buckingham Palace,
« 25 mai 1916.

« Pour permettre à notre patrie d'organiser plus efficacement ses ressources militaires dans la grande lutte qu'elle a engagée pour la cause de la civilisation, j'ai, en

suivant le conseil de mes ministres, jugé nécessaire d'enrôler tout homme valide entre 18 et 41 ans.

« Je désire saisir cette occasion pour exprimer à mon peuple ma reconnaissance et mon estime pour le patriotisme superbe et l'esprit de sacrifice dont il a fait preuve en donnant cinq millions d'hommes, par enrôlement volontaire, depuis le commencement de la guerre. Cet effort surpasse, et de beaucoup, ceux dont toute autre nation, dans des circonstances analogues, ait laissé le souvenir dans l'Histoire et demeurera une source durable de fierté pour les générations futures. Je suis convaincu que le magnifique esprit qui a jusqu'à présent soutenu mon peuple à travers les épreuves de cette terrible guerre lui donnera la force de supporter le sacrifice supplémentaire qui lui est imposé et qui nous conduira, avec l'aide de Dieu, nous et nos alliés, à une victoire qui achèvera la libération de l'Europe.

« GEORGE R. I. »

CHAPITRE XXIV

LA DESINTEGRATION DU PARTI LIBERAL

Les fissures qui apparurent dans les rangs du libéralisme pendant les débats sur la conscription ne furent pas un phénomène soudain. Elles s'étaient peu à peu développées, dans les derniers douze mois. Aux premiers temps de l'appel aux armes, en 1914, un vent de ferveur patriotique avait poussé en avant le parti, uni dans une même énergie, et très peu nombreux étaient ceux qui avaient rejoint Lord Morley, M. Trevelyan et M. Burns dans leur retraite et dans leur décision de se tenir éloignés du conflit.

Les chefs de la Fédération nationale-libérale lancèrent le 8 août une circulaire annonçant la suppression pour un temps indéfini de la propagande et exhortant les libéraux à mettre de côté toute différence politique et à se consacrer au service de la patrie. Le *Liberal Magazine* déclara: « Dans la grande guerre où nous sommes engagés, il nous faut vaincre à tout prix. »

Mais, à mesure que la guerre se prolongeait, les hommes élevés dans les préceptes pacifistes de Cobden, de Bright et de Gladstone, la détestaient de plus en plus. Ils n'avaient ni doute ni hésitation sur la justice de la cause ou sur la nécessité d'y prendre part. Mais ils se sentaient de plus en plus déprimés à la vue de ce terrible mécanisme qui s'était imposé à eux et dont les horreurs

accumulées répandaient la désolation sur les routes ou chemins, à travers tout le pays. La grande moitié du parti, et la plus sage, traitait la guerre comme une pénible nécessité que nous avait imposée la défense de la liberté et qu'il fallait finir le plus tôt possible par une organisation vigoureuse de toutes les ressources disponibles, dans un grand effort national.

Mais le politicien, sectaire jusqu'au fond du cœur, raisonnait ainsi: « La guerre est une chose hideuse. Montrez votre aversion contre elle, en n'y mettant pas votre cœur tout entier. Maniez le glaive de la main gauche et fortifiez votre droite pour le jour béni où il faudra de nouveau brandir l'épée du Seigneur et de Gédéon dans l'éternel combat pour les principes auxquels nous sommes attachés. »

Les hommes qui consacraient toute leur force et toute leur intelligence à faire la guerre énergiquement perdaient de plus en plus l'amour et la confiance des sectaires. Chaque canon et chaque obus que ces patriotes tournaient les enfonçaient plus avant dans la perdition, et plus les canons qu'ils fabriquaient étaient lourds, plus leur damnation était profonde!

Mais ceux qui prouvaient la sincérité de leur horreur pour la guerre, en la menant mollement, gagnaient l'admiration et la confiance de ces pacifistes. Plus les chefs se montraient faibles et plus grandissait la foi dans l'intégrité de leur direction, chez leurs bienveillants sectateurs.

Même sous le ministère accommodant de M. Asquith, il y avait eu, de la part de ses partisans les plus convaincus, des murmures avant-coureurs et parfois des explosions d'impatience. Ils avaient en grippe la conscription et par suite ils désiraient l'exécuter en deux temps. Comme s'il y avait une plus grande erreur que de chercher à franchir un abîme en deux sauts!

Les antichambres de l'opposition n'étaient pas, il est vrai, encombrées de mécontents. Rarement l'opinion

parlementaire est délimitée par un dénombrement minutieux des listes de dissidents. Mais dans les couloirs et les tea-rooms naissaient des bruits de mauvais augure. Parmi certains libéraux de la presse, du Parlement et des clubs, l'activité du Ministre des Munitions, qui fabriquait canons, fusils, projectiles et obus, dans des proportions jusqu'à présent inconnues, suscitait des ressentiments colériques. L'attitude personnelle de vieux amis politiques envers moi avait changé, s'était refroidie depuis que j'étais devenu Ministre des Munitions. Dans des articles, dans des discours, je rencontrais l'expression d'une vive mauvaise humeur. Je me sentais évité, et même repoussé, par des hommes qui m'accueillaient autrefois avec cordialité, avec enthousiasme. J'étais traité comme si j'avais été contaminé par la lèpre de la guerre.

J'avais le sentiment d'un isolement politique plus complet que pendant n'importe quelle autre période de ma vie. Mes vieux amis me tournaient le dos. Les conservateurs n'avaient pas oublié la part que j'avais prise dans les aigres controverses de ces dernières années, et les libéraux étaient rancuniers et chagrins.

Cette attitude me blessait profondément, mais je ne ralenti pas d'une seconde mon effort employé à travailler énergiquement et jusqu'à la limite de mes forces au devoir terrible qui m'avait été assigné. C'est après une résistance tenace que je m'étais rallié à la déclaration de guerre; mais, depuis le moment où je fus convaincu de son inévitable justice, je me lançai, avec toute mon énergie, dans la tâche qui devait aider ma patrie à défendre la cause du droit.

Je fus encouragé pendant ces temps difficiles par un message que je reçus au début de 1916 de Théodore Roosevelt, par l'intermédiaire de son ami le colonel Arthur Lee (aujourd'hui Lord Lee of Fareham), qui était mon officier de liaison au Ministère des Munitions. Voici la lettre de Roosevelt.

« Cher Arthur,

« Votre lettre était fort intéressante et j'ai beaucoup plus de plaisir que je ne saurais le dire à vous voir à l'œuvre si fortement et d'une façon si voisine de mes conceptions et si utile. Présentez mes salutations les plus cordiales à Lloyd George. Dites-lui que je l'admire immensément. J'ai toujours approuvé en principe son programme social. Je désirais seulement le voir complété par le programme extérieur de Lord Roberts. Toutefois, mon approbation à son programme est peu de chose si je la compare à la grande admiration que m'inspire le caractère dont il fait preuve en ce moment dans cette grande crise. Il est tout à fait vrai que la seule façon de rendre d'éminents services, c'est, chez un homme d'Etat, de consentir à compromettre son avenir, ou tout au moins sa position présente dans la vie politique, tout comme un soldat peut avoir à payer de sa vie les services qu'il a à rendre dans la bataille. D'une façon bien plus modeste et sans importance, j'ai fait moi-même la même chose pendant ces dix-huit mois. Je n'attache pas et je n'attacherai jamais la plus légère attention aux conséquences que peuvent avoir mes paroles sur mon propre sort. Je m'efforce seulement de diriger ma patrie dans la bonne voie, et je passe condamnation sur l'opinion que mes compatriotes peuvent avoir de moi dans le présent et dans le futur, pourvu que je puisse les éveiller au sens de leur devoir. Dans des circonstances infiniment plus graves, Lloyd George me paraît suivre la même ligne de conduite quand il s'efforce, en ce moment, de servir la Grande-Bretagne.

« Ne vous trompez pas à mon sujet: je ne crois pas que j'aie la moindre chance d'être élu, parce que, comme je l'écrivais à Lodge l'autre jour, il serait tout à fait fou de me nommer, à moins que le pays ne devienne d'humeur héroïque. S'ils continuent à placer « Sécurité

d'abord » au-dessus de l'honneur et du devoir, alors ils n'ont pas besoin de moi, et il ne faut pas qu'ils s'attendent à me voir, d'une façon quelconque, traiter avec la souplesse d'un chat tous les grands problèmes que je considère comme vitaux et auxquels je subordonne tous les autres.

« J'espére que vous aurez pu voir un exemplaire de mon livre. Lisez le premier chapitre et la conclusion. Peut-être Lloyd George trouverait-il un intérêt à jeter un coup d'œil sur une ou deux phrases que vous prendriez la peine de lui montrer. »

Tant que le parti subsista dans son unité, il n'y eut pas de sécession organisée. Les faibles efforts de John Simon pour diriger une dissidence à propos de la conscription furent un échec ridicule. Il ne disposait ni de l'audace, ni de la largeur d'esprit, ni du souffle qui sont essentiels pour un grand homme d'Etat.

Mais, ces incidents mis à part, il y avait à l'intérieur du Cabinet un groupe bien défini, conduit par M. Mc Kenna, qui cherchait à éléver des barrières entre le Premier Ministre et moi-même. Tant que je fus aux Finances, je voyais M. Asquith presque chaque matin avant le Conseil et je discutais avec lui les questions urgentes. Quand je travaillais dans le bâtiment de la Trésorerie, dont une porte s'ouvre sur Downing Street 10, il était facile de me ménager des entretiens avec lui.

En allant à la Trésorerie, du numéro 11 de Downing Street, je traversais les appartements du Premier Ministre. Chaque fois que nous nous rencontrions, tout allait bien et de façon plaisante. Mais quand je fus nommé au Ministère des Munitions, il me fallait y être à 9 heures et il m'était difficile de le quitter avant une heure tardive dans la soirée. Je vis alors beaucoup moins M. Asquith. En fait, je le vis même très peu pendant des mois. Quelle occasion pour ceux qui machinaient des intrigues! Ils en profitèrent pleinement.

Quand je quittai les Finances, et que M. Mc Kenna prit ma place, il avait été convenu que sa nomination était provisoire et que je reprendrais mon poste dès que j'aurais fait marcher les munitions. Cet arrangement était une erreur. Il a causé beaucoup de mal. Cette seule perspective a fait de M. Mc Kenna mon ennemi acharné et a empoisonné nos relations personnelles. Même plus tard, elles en demeurèrent infectées.

Il connaissait les détails de son métier comme Chancelier. Il était compétent en arithmétique, et habile calculateur. M. Balfour l'appelait un teneur de livres adroit. Il était vraiment un maître de finances, en œillères.

Il connaissait les détails de son métier comme Chancelier. Il était compétent en arithmétique, et habile calculateur. M. Balfour l'appelait un teneur de livres adroit. Il était vraiment un maître de finances, en œillères.

Son principal défaut, c'était qu'il était disposé à diviser ses collègues les plus éminents en deux catégories : ceux qu'il aimait et ceux qu'il regardait avec méfiance, soupçons et jalouse. Cette particularité faisait de lui une cause de faiblesse et de danger dans une équipe. Il fut l'élément personnel le plus actif dans la désintégration de la coalition formée par Asquith.

Une dame qui a le don de l'analyse satirique des caractères m'a dit un jour qu'il lui faisait l'effet d'une de ces boîtes de couleurs à un shilling que l'on donne aux enfants. Il y a là de petits rectangles durs et anguleux ; les couleurs en sont crues et tranchées. Mac Kenna ne possédait pas ces teintes délicates que les artistes écrasent sur leurs palettes.

De juin 1915 à juin 1916, j'étais tellement plongé dans la fièvre des munitions pour notre armée qui était dans un si dur embarras, que j'avais fort peu de temps pour surveiller la situation politique et pour rester en contact avec les politiciens de la Chambre ou du dehors. Je ne me

rendis pas compte du tout combien d'intrigues hostiles étaient complotées.

Plus tard, vers la fin de 1916, quand la scission définitive se produisit dans le parti, quand la plupart des membres libéraux du Cabinet eurent décliné toute responsabilité ultérieure dans la conduite de la guerre, sauf à des conditions personnelles inacceptables pour la nation, la contrainte que l'on s'imposait disparut, et aucune occasion favorable ne fut négligée de critiquer et d'embarrasser, si possible, le Gouvernement du jour.

On laissait généralement des guerillas exécuter les attaques, mais derrière ces coups de canifs, la sympathie et l'encouragement des chefs se montraient à peine cachés. En deux ou trois occasions importantes et qui paraissaient favorables, chefs et troupes réunirent pour l'assaut les cavaliers, les fantassins et l'artillerie. L'organisation officielle se mit énergiquement à l'œuvre dans le pays pour répandre des soupçons et pour miner la confiance dans ce Cabinet de guerre qui menait la guerre avec un zèle excessif.

Une quantité de vrais libéraux firent leur possible pour sauver le libéralisme d'un reproche éternel, celui d'offrir en spectacle l'esprit de faction comme le seul apport qu'il fût capable de faire à la sécurité du pays à l'heure d'un danger sans précédent dans son histoire. Pour cela, ils furent persécutés. Pour cela, ils n'obtinrent jamais le pardon de ceux dont la futilité, en un temps de grave détresse, condamna le libéralisme à devenir un générateur de querelleuse impuissance.

Que serait-il arrivé si le parti libéral avait maintenu son union jusqu'à la fin? C'est impossible à conjecturer. Il y avait un homme qui, s'il avait survécu à la guerre, aurait pu empêcher la scission entre les chefs libéraux. C'était feu M. Percy Illingworth. Sans l'aide puissante de ce chef-whip, M. Asquith était inférieur à la tâche de réconcilier les personnes et d'imposer l'unité.

Percy Illingworth était le plus beau type de l'Anglais : droit, compétent, intrépide, avec une complète subordination de sa personne au devoir. Il était dévoué à M. Asquith, comme à son chef. Il était fier de lui, en tant qu'homme du Yorkshire. Il m'était attaché comme un ami. Il était loyal envers tous les deux, et nous, nous le connaissions et nous avions confiance en lui absolument. Il pénétrait à merveille les intrigues des petits hommes qui complotaient sans cesse pour nous séparer et aussi longtemps qu'il fut là, son regard vigilant surveilla leur activité qu'il intimidait aussi par la rudesse de son langage, en fils du Yorkshire.

En janvier 1915, il mourut de la fièvre typhoïde après avoir mangé des huîtres malsaines. S'il avait vécu en 1916, il n'y aurait pas eu de scission entre M. Asquith et moi-même. J'en suis convaincu.

Que d'incidents sans importance précipitent souvent de graves événements ! Il a suffi d'un mollusque pourri pour empoisonner tout le parti libéral pendant des années et le laisser affaibli. Plus tard, la morsure d'un singe, en Grèce, changea le cours des choses dans le Levant et eut des conséquences beaucoup plus lointaines.

La guerre a toujours été fatale au libéralisme. Pendant la guerre, « paix, épargne, réforme » sont des mots qui n'ont pas de sens. Bien plus, une nation, pour faire la guerre énergiquement, doit être prête à sacrifier pendant ce temps-là le droit de l'individu et sa liberté. Si les hostilités se prolongent, cette soumission devient une habitude. Après chaque grande guerre, surgit une période pendant laquelle les nations belligérantes inclinent à se diviser en deux camps extrêmes, qu'on peut appeler sommairement les révolutionnaires et les réactionnaires.

Il se forme comme un climat où le libéralisme se trouve en désavantage. C'est ce qui explique son recul aujourd'hui dans toute l'Europe ; même en Amérique, les doc-

trines libérales prennent la forme de la dictature. Du jour où le parti libéral assuma la responsabilité de déclencher et de conduire une grande guerre, son effondrement devint inévitable dans ce pays. En ce sens, l'instinct du libéral moyen voyait juste. Aussi la guerre le rendait-elle nerveux.

1914 fut une catastrophe pour le libéralisme. Ce fut malheureux. Mais les problèmes qui étaient en jeu étaient trop grands pour qu'on les traitât suivant les formules des intérêts de parti. La provocation contre le droit international et contre la liberté avait été si terrible que le libéralisme, le libéralisme moins qu'un autre, ne pouvait se dérober devant elle.

Quand des millions d'hommes avaient mis leurs vies à la disposition de la patrie sans se soucier un instant de la couleur politique du Gouvernement ou des ministres, à l'appel de qui ils avaient répondu et dont ils exécutaient les décrets, c'eût été pour les politiciens qui ne courraient pas de dangers un triste renom que de s'écrier qu'on oubliait les intérêts du parti, dans le péril de la patrie. Toutefois, il y a certains principes évidents qui gouvernent la politique en pareilles circonstances. Toute combinaison des partis en cas de détresse nationale, si elle doit être effective, implique chez tous les membres qui la composent une certaine disposition à donner et à recevoir. Du moment où cette combinaison tourne au subterfuge, pour permettre à un parti d'atteindre ses buts, elle devient une fraude égoïste pratiquée aux dépens de la nation.

C'est honnêtement et pour des buts patriotiques que les deux coalitions de guerre furent formées. J'ai vu M. Asquith à la tête de deux Gouvernements pendant la guerre : l'un était libéral, l'autre était de coalition. Après avoir eu avec lui des rapports étroits pendant ces deux administrations, je puis dire, et je le fais sans hésitation et sans réserves, que depuis la déclaration de guerre, jamais,

dans l'un ou l'autre de ces Gouvernements, il n'a consacré une pensée à l'avantage de son parti.

Pendant son second ministère, il put oublier si complètement jusqu'aux principes de son parti que, dans son désir de se rendre favorables d'anciens adversaires et d'assurer l'unité, il consentit à un budget protectionniste. Il alla même jusqu'à engager le pays, au cours d'un arrangement pris avec les Alliés à la fameuse Conférence de Paris, dans une politique de protection après la guerre, fort décidée et pleine de conséquences.

Quand un danger menace une communauté, qu'il vienne de l'inondation, du feu ou de la guerre, l'instinct qui pousse à l'action commune plutôt qu'à des conciliabules séparés est le même. Il se manifeste, dès le début, par une volonté de coopérer avec quiconque consent à grimper à l'échelle, à diriger le jet, à faire face au feu de toute façon et à le combattre. Cette comparaison un peu sommaire exprime mes vues sur la position correcte que doivent prendre les partis dans une guerre assez grande pour exiger une attention concentrée et l'énergie entière de la nation.

Pour ma part, pendant toute la guerre, je n'ai jamais fait d'enquêtes sur le passé politique de quelqu'un qui m'aidait, et si je connaissais le parti auquel il appartenait, ce fait n'a pas exercé le moindre influence sur le jugement que je me formais de sa compétence. Sa capacité seule m'intéressait.

Les deux hommes que j'ai vus le plus durant les deux dernières années de la guerre, quand j'en avais la direction suprême, furent M. Bonar Law et Lord Milner. Tous les deux appartenaient au côté politique opposé au mien. Et pourtant, lors des nombreuses conférences ou consultations que nous eûmes, jamais l'idée ne m'est venue de songer à leur parti. Pourquoi d'ailleurs l'aurais-je fait? Quand des spécialistes sont appelés en consultation, dans un cas grave, ce serait folie chez les parents, ce serait

criminel chez un docteur de penser aux vues politiques de ces experts plutôt qu'à la valeur de leur aide dans la crise que le malade doit surmonter.

Malheureusement pour le parti libéral, à cette heure suprême d'épreuve, il contenait quelques docteurs et quelques parents qui avaient une autre vue, étroite, de leurs responsabilités, et qui voulaient à toute force faire exclure de la chambre du malade les médecins consultants teintés d'hérésie... Et ces fanatiques bigots n'ont jamais pardonné à ceux qui adoptèrent une autre attitude.

CHAPITRE XXV

LORD KITCHENER ETUDE DE CARACTERE

Lord Kitchener reste encore pour moi un des mystères impénétrables de la guerre. Etait-il un grand homme ou était-il un sujet de grand désappointement? De nombreux observateurs compétents qui l'ont bien connu ont interprété différemment son caractère. Beaucoup portaient sur lui des jugements contradictoires; mais quiconque l'a approché ne pouvait le considérer comme un homme ordinaire; ce qui frappait en lui, c'était une saveur personnelle qui le distinguait de tout autre. Ce qu'il faisait bien, il le faisait en lui donnant un cachet qui n'était qu'à lui. Quand il voyait, sa vision était pénétrante. Ses erreurs même n'étaient pas ordinaires. Il avait parfois des idées enfantines sur certains sujets, mais elles n'étaient pas vulgaires. Quand il faisait des bêtises comme il arrive aux plus sages des hommes, elles étaient extraordinairement stupides. Ses intuitions, ses improvisations, ses visions ou même ses sottises étaient toutes très loin de l'ordinaire. Une dame douée d'un don fâcheux pour l'épigramme, mordante, disait de lui « qu'il n'était pas un grand homme mais qu'il était le plus merveilleux sujet d'imagerie populaire ». Il l'était vraiment, depuis Boulanger, mais il l'était bien davantage. Il n'était certainement pas un Boulanger, car il était notoirement

dépouillé de toute pose. Ayant été intimement en rapport avec lui, et l'ayant vu au travail chaque semaine et presque chaque jour pendant près de deux ans, je n'ai pas encore pu me faire une idée complète de ses qualités. Je suis certain d'une chose, c'est qu'il avait des éclairs fulgurants de grandeur. Il était comme un de ces phares tournants d'où émanent par moments des lueurs qui pénètrent au plus profond de l'obscurité environnante pour retomber soudainement dans les ténèbres absolues, sans connaître de phase intermédiaire.

De temps en temps, il exprimait une opinion ou lâchait une phrase lumineuse qui perçait le brouillard de la guerre, parfois, au contraire, il se lançait dans un bavardage qui trahissait la plus grande ignorance des conditions élémentaires de la situation qu'il avait à affronter.

Il avait un mépris ineffable pour les territoriaux et une peur puérile des Senoussis. Je l'entendis parler un jour des territoriaux comme d'une bande bruyante et inutile de bluffeurs.

D'autre part, je l'entendis parler avec effroi du million de cavaliers Senoussis qui pourraient balayer le Delta égyptien. Avait-il été toujours ainsi, ou le soleil tropical avait-il desséché une partie de son intelligence, ne laissant que quelques oasis de verdure et de fertilité ? Je ne peux en juger, car je ne l'avais rencontré qu'une seule fois auparavant, trois ans environ avant la guerre.

Il était alors plein d'admiration pour l'armée allemande et de mépris apitoyé pour l'armée française : « Les Allemands disperseront les Français comme une volée de perdreaux. » Telle était une de ses phrases favorites.

Je découvris que son opinion était fondée non sur des raisons militaires, mais politiques. Rien n'est plus sot qu'un jugement politique quand il est en uniforme. Ce qui avait convaincu Lord Kitchener de la supériorité du soldat allemand sur le français, c'était que celui-ci avait été démoralisé par des tendances démocratiques et

des idées de liberté absolument incompatibles avec la vraie discipline, tandis que le premier était entraîné à obéir aveuglément à ses supérieurs.

Il avait raison et il avait tort. Le système allemand s'avéra supérieur pour une courte durée; mais, pour une longue épreuve, le système démocratique français était meilleur. L'autocratie de l'Empire allemand s'écroula désespérément quand elle eut à porter le poids d'une grande défaite.

La rigidité de vues de Lord Kitchener et son arrogance réactionnaire s'accusaient de diverses façons. Certaines veines de son cerveau s'étaient durcies, et la moindre pression sur elles produisait des résultats apoplectiques! Par exemple, il s'opposa avec véhémence à la reconnaissance des sectes non conformistes qui ne figuraient pas dans la liste officielle de l'armée et son refus de nommer des aumôniers appartenant à ces communautés qu'il jugeait évidemment excentriques et superflues provoqua les scènes les plus violentes dont j'ai jamais été le témoin à un Conseil de Cabinet. L'armée ne reconnaissait que trois ou quatre religions. Les autres ne figurant pas sur la liste officielle, n'existaient pas pour lui. Il ne comprenait pas que, avec une armée décuplée, dont les recrues appartenaient à des classes ou plutôt à des types tout différents de ceux auxquels avait affaire le sergent recruteur de jadis, la variété des credos religieux devait forcément être plus grande.

Il estimait que les services religieux fournis aux soldats de la vieille armée régulière devaient suffire à ces soldats amateurs. Qu'il y eût un intérêt essentiel à encourager la coopération nationale en donnant satisfaction à toutes les susceptibilités légitimes, ceci ne lui venait pas à l'esprit. C'est en cela que sa vue était troublée. Quand il céda, cependant, il le fit à fond.

Lorsqu'il eut été mis en minorité par le Cabinet dans cette question des aumôniers, il prit, je m'en souviens,

un morceau de papier, s'installa pour écrire et, se tournant vers moi, me dit : « Venez. Dites-moi le nom de ces sectes, pour qui vous désirez des prédicants. La liste en est-elle exacte ? Baptistes primitifs ? Wesleyens calvinistes ? Méthodistes en congrégations ? » Il n'avait pas du tout l'intention de railler. Simplement, il n'avait jamais entendu les noms corrects de ces grandes communautés religieuses. Je lui donnai les titres exacts. Il les recopia avec soin. Dès son retour au War Office, il fit inviter les représentants des différentes congrégations à une conférence avec le Comité des aumôniers. Tout fonctionna bien pendant la guerre et sans frictions.

Un homme de moindre envergure, suivant l'habitude des hommes médiocres, aurait fait semblant de donner son approbation tout en mettant toutes sortes d'obstacles dans l'exécution. Il se peut que Lord Kitchener ait été ou n'ait pas été un grand homme, mais certainement ce n'était pas un petit personnage. Dans cette conjoncture, son attitude fut celle de la grandeur, car, son avis ayant été repoussé, il accepta loyalement sa défaite.

Son attitude à l'égard des diverses nationalités qui constituent le peuple de la Grande-Bretagne fut plus opiniâtre et son obstination eut des résultats fatals d'une longue portée. Les Ecossais, par tradition, avaient mérité à leur nation une réputation militaire que Lord Kitchener respectait et honorait, mais, bien que les Gallois et les Irlandais eussent aussi leurs régiments nationaux particuliers, il refusa d'encourager leurs sentiments nationaux quand on en vint à lever séparément des divisions irlandaises et galloises.

Le cas de la division galloise était un de ceux qui m'intéressaient tout particulièrement, ainsi qu'il est naturel. Pour encourager le recrutement dans la principauté, un certain nombre de Gallois influents, avec le Earl de Plymouth à leur tête, décidèrent de former et de mettre sur pied une division purement galloise. Le

colonel Owen Thomas prit une part active à leur effort. Mais quand la proposition arriva devant Lord Kitchener il y mit tout aussitôt son veto. Je portai la question devant le Cabinet et ce fut une belle bataille. Enfin, la cause de la division galloise fut gagnée. Lord Kitchener vint alors vers moi et me dit: « Quel est le nom de l'officier qui a favorisé ce projet? » Je lui dis que c'était le colonel Owen Thomas. « Pouvez-vous me l'amener? » me demanda Lord Kitchener. Je lui promis de le faire. On avertit le colonel de se rendre à Londres en toute hâte et je l'emménai avec moi au War Office, à Lord Kitchener. Il l'accueillit par un terrible froncement de sourcil, et Thomas, bien qu'il fût un dur à cuire, en voyant cet imposant personnage au visage sévère et au regard terrifiant, n'était pas très à son aise. Lord Kitchener grrommela: « Ah! c'est vous le colonel! » Timidément, Thomas fit un signe d'acquiescement. « Et vous voudriez devenir général de brigade? » Comme Thomas ne trouvait plus ses mots, je répondis promptement à sa place: « Naturellement il l'aimerait! » « Eh bien, je vous nomme général brigadier de la division galloise. Vous pouvez disposer », dit Kitchener.

Dans le cas de la division galloise, il céda et céda noblement, mais, malheureusement pour le pays, il ne surmonta pas son aversion pour la division irlandaise.

Elle représentait le dernier effort du pauvre John Redmond pour faire participer effectivement l'Irlande à la guerre. Il prit la parole dans des réunions pour l'enrôlement des volontaires à travers toute l'Irlande, et son éloquence amena des milliers de jeunes nationalistes irlandais et de catholiques à combattre sous l'étendard de la justice et de la liberté que brandissait l'Empire britannique. Son frère, William Redmond, un des membres les plus aimés de la Chambre des Communes, reçut un brevet d'officier dans cette nouvelle unité: il devait tomber plus tard en France en combattant sous le drapeau anglais.

Mais Lord Kitchener fit de son mieux pour éteindre l'ardeur des Redmond. Il refusa des brevets d'officiers aux jeunes Irlandais instruits de la classe et du type de ceux qui étaient faits officiers en Angleterre, en Ecosse et dans le Pays de Galles, sans motif, sauf celui qu'il détestait leur nationalisme et qu'il le tenait en méfiance. C'est alors que, dans l'histoire tragique des relations de l'Irlande avec la Grande-Bretagne, vint se placer un plus grave incident. Des dames nationalistes, pleines de feu pour la nouvelle division irlandaise, pour M. Redmond et pour la cause qu'elles avaient embrassée, brodèrent un drapeau de soie écusonné de la harpe d'Irlande. En même temps, les dames patriotes de l'Ulster brodaient la main rouge de l'Ulster sur l'étendard destiné à la division qui venait d'être levée dans cette province. Les deux drapeaux furent offerts, comme il convient, aux divisions respectives. L'un fut accepté, l'autre mis de côté. Quand Lord Kitchener entendit parler de cette soie verte et de sa harpe irlandaise, il donna l'ordre de l'enlever, mais il permit à l'étendard de l'Ulster écusonné de la main rouge de flotter glorieusement sur les têtes des soldats orangistes du Nord protestant.

L'Irlande fut profondément blessée. Sa fierté fut touchée au vif, son sens de la justice fut outragé, ses sympathies pour la guerre sainte contre la dictature militaire de l'Allemagne furent tuées. Le cœur de John Redmond fut brisé.

Il aurait dû en appeler au Parlement, mais il savait probablement qu'il était déjà trop tard pour écarter le mal qui était fait. A partir de ce moment, l'effort du nationalisme irlandais pour réconcilier l'Angleterre et l'Irlande en unissant les deux peuples dans une lutte commune en faveur des opprimés d'une autre nation échoua, et l'ordre funeste de Lord Kitchener ouvrit un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Irlande.

Comme tous les grands hommes, il avait le sens de

l'humour. Dans mes papiers, j'ai retrouvé un souvenir plaisant à ce sujet. Un marin du Pays de Galles interné à Ruhleben avait envoyé chez lui une lettre où, bravant toute censure, il avait réussi à faire savoir à ses relations quelques détails sur la sévérité du régime dans ce camp. La lettre avait été envoyée à Lord Kitchener. La voici.

« Camp anglais, baraque 11,
Ruhleben, près Spandau,
Berlin.

« Chère femme et chers enfants,

J'ai reçu votre lettre du 1^{er} et suis content que vous alliez tous bien. Je crains que nous ne soyons ici pour longtemps et nous redoutons l'hiver. J'aimerais bien être à la maison, avec vous.

« Je me porte bien encore, et ne puis en dire davantage. Pour vous tous, mes amitiés. Mes respects à Cig, Tan, Menin et Siwgr que je n'ai pas vus depuis longtemps, mais que j'espère bien voir quand je reviendrai... »

Le correspondant de Lord Kitchener expliquait dans une note :

« Les mots qui précèdent (Cig, Tan, Menin, Siwgr) sont gallois et voici leur traduction : Viande, Feu, Beurre, Sucre. »

Lord Kitchener envoya une copie de ce qui précède à Sir Edward Grey et à moi, avec ces mots au revers :

« Utilité de la langue galloise quand on a affaire au Teuton et à sa culture. »

« K... »

Quand je le rencontrais un peu plus tard dans le Cabinet, il s'amusa beaucoup de l'incident avec nous.

Kitchener avait une personnalité d'hypnotiseur et l'im- pulsion de son magnétisme poussa à l'action des multitudes d'hommes. Etait-il un grand organisateur ? Je ne

peux le dire, bien que je l'aie vu accomplir les tâches les plus vastes. Il possédait sans aucun doute quelques-unes des qualités les plus rares du grand organisateur: les dons d'improvisation, d'entrain, de commandement.

Mais il avait deux défauts notoires: une répugnance à déléguer ses pouvoirs et, chose encore plus grave, un manque d'habileté dans le choix des hommes.

Lord Kitchener fut l'un des premiers à mesurer la formidable ampleur de la guerre. Alors que la plupart parlaient d'une paix pour avant Noël, il prédisait une lutte de trois ans et il se mit, du moins en ce qui concernait les effectifs, à s'y préparer. Il appela sous les armes d'abord un demi-million d'hommes, puis un million encore. Il savait que, avec les moyens à sa disposition, à peine la moitié seraient prêts pour le front avant une année. En réalité, la première bataille à laquelle prirent part les premières divisions de « l'armée K » eut lieu en septembre 1915.

Ses idées sur la durée de la campagne se modifièrent quelque peu de temps en temps et, au printemps 1915, il prédit que les réserves allemandes seraient épuisées vers le mois de septembre. Mais rien ne pourra lui enlever le mérite d'avoir prévu, dès le mois d'août 1914, une campagne de trois ans et d'avoir eu l'énergie et la sagesse d'y préparer immédiatement le pays.

Je doute qu'aucun autre homme ait pu à ce moment attirer comme lui les centaines de milliers qui se rangèrent sous les drapeaux à son appel. Ceux qui eurent l'idée de mettre le portrait si saisissant de Lord Kitchener sur les affiches demandant aux volontaires de combattre « pour le Roi et le pays » avaient le génie de la publicité.

Sa figure était par-dessus tout celle d'un chef. La résolution qui émanait de ses traits fermes — le mélange de calme pénétration et de détermination que trahissait son regard assuré, l'intelligence de ses larges sourcils carrés —

tout donnait une impression de force irrésistible qui pénétrait tous ceux qui le voyaient. Et dans ces journées orageuses, qui ne contemplait pas ces traits de granit avec une confiance analogue à celle qui transporta la nation jusqu'aux hauteurs sublimes du sacrifice? Kitchener était coulé dans le moule d'un héros.

Une autre preuve de la vision militaire de Lord Kitchener fut donnée en août 1914, lorsque l'intention des Allemands d'avancer à travers la Belgique était encore inconnue. Le général Joffre et ses conseillers étaient persuadés que le grand coup viendrait des Ardennes, et qu'aucune force sérieuse allemande ne marcherait dans la direction de Mons. Leur idée était que les routes dans cette région ne permettaient pas l'avance et la subsistance d'une grande armée. Lord Kitchener était d'un avis différent, et je me rappelle nettement qu'il exprima son opinion au Cabinet. Les événements prouvèrent qu'il avait raison. L'erreur du commandement français fut presque fatale à la cause alliée.

Kitchener n'avait pas les qualités d'esprit pour diriger une grande guerre menée dans des directions auxquelles ne l avaient préparé ni son éducation ni son expérience passée. Il ne s'intéressa jamais à la fabrication de canons lourds pour la guerre de campagne et demeura très sceptique sur l'utilité que pouvaient avoir les dépenses prodigieuses d'obus dans la guerre de tranchées.

Il ne comprenait pas le rôle qui allait être dévolu dans la guerre à la mitrailleuse.

A mesure que les opérations se développaient sur un plan de plus en plus éloigné de sa conception de la guerre de campagne, il devint de moins en moins capable et son jugement eut de moins en moins de crédit auprès de ses collègues. Il n'est pas exagéré de dire que, durant les derniers mois de son séjour au Ministère de la Guerre, il était un roi fainéant.

Sir William Robertson fut nommé chef de l'Etat-Major

impérial avec des pouvoirs qui réduisirent le rôle de Lord Kitchener à peu près à celui d'un Ministre qui signe des pièces. Il détenait les sceaux de la fonction, mais pour la direction des opérations, il les apposait sous les ordres de Sir William Robertson.

Situation certainement humiliante pour un grand soldat, car il était à tous égards un trop grand homme et un trop grand soldat pour ce rôle de parade. Néanmoins, son prestige sur le public ne s'affaiblit jamais et, jusqu'à la fin, il y avait toujours une petite foule attendant devant le War Office pour l'entrevoir à son passage.

Et quand la triste nouvelle se répandit à Londres qu'il avait sombré avec le *Hampshire* dans les eaux cruelles de la Mer du Nord, un voile funèbre de douleur descendit sur notre peuple. Hommes et femmes parlaient avec terreur de l'événement, à voix basse. L'annonce d'une défaite n'aurait pas provoqué cette impression de désastre irréparable. Les dépêches sur l'avance allemande, au mois de mars 1918, ne firent pas courir à travers la Grande-Bretagne le frisson de désespoir que causa la mort tragique de cet homme remarquable. Je ne suis pas capable d'analyser les qualités et les dons de Lord Kitchener, mais il fut une des grandes personnalités de la guerre et exerça une action incontestable sur son cours et sur la destinée du monde. La Grande-Bretagne et ses alliés doivent à la mémoire de Lord Kitchener une reconnaissance éternelle et lui accorderont cette renommée durable qui est la récompense de grands services rendus par un grand homme à une grande cause.

CHAPITRE XXVI

AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Le 6 juin 1916, je sortis du Ministère des Munitions pour assister à un Conseil de la Guerre, 10, Downing Street.

Avant que j'entre dans la salle du Cabinet, le secrétaire du Premier Ministre, M. Bonham Carter, me fit signe de venir chez lui et, d'une voix étranglée, dit quelque chose sur le *Hampshire*. Calme d'habitude, et maître de soi, il était évidemment bouleversé par une émotion qu'il dominait et qui l'empêchait d'articuler ses mots.

Il finit enfin par me dire que le croiseur sur lequel Lord Kitchener s'était embarqué pour la Russie avait heurté une mine, à la hauteur des îles Orkneys, et que Lord Kitchener et son état-major s'étaient noyés. Quand j'entrai dans le Cabinet, j'y trouvai le Premier Ministre, Sir Edward Grey, M. Balfour et Sir Maurice Hankey, assis à une table, et regardant devant eux, étourdis par la terrible nouvelle.

Je compris quelle impression profonde causait la personnalité de cet homme extraordinaire sur tous ceux qui entraient en contact avec lui. Sir Maurice Hankey et moi-même, nous oubliâmes, en ce moment-là, que sans les négociations irlandaises, nous aurions, nous aussi, partagé son sort.

La mort de Lord Kitchener laissait une place vide au

War Office. Je me rendis compte que ce poste pourrait m'être offert.

D'autre part, j'étais loin de désirer le War Office. Durant les derniers mois, la position de Secrétaire d'Etat à la Guerre avait diminué beaucoup d'importance. Comme Lord Kitchener avait perdu de sa poigne, la direction réelle des affaires au War Office avait été confiée, par ordre spécial du Conseil, à son chef d'Etat-Major, et la pensée qu'à Whitehall je ferais figure d'ornement décoratif ne me séduisait pas du tout. C'est un rôle que je ne saurais pas tenir avec grâce. S'il s'était agi d'un Office bien vivant, où le Ministre eût exercé le contrôle suprême, sous l'approbation du Premier Ministre et du Cabinet, cette promotion eût été pour moi la bienvenue. Elle m'eût offert l'occasion d'arranger bien des choses et d'en changer la direction.

J'étais de plus en plus déçu et mécontent de la façon dont on menait les affaires et je me demandais sérieusement si je ne rendrais pas un plus grand service au pays en démissionnant de mon poste, pour devenir un critique indépendant que ne retiendrait plus le souci traditionnel de l'unité dans le Ministère. J'aurais alors réclamé au Parlement et dans le pays une poursuite de la guerre plus vigoureuse et plus intelligente.

Je retrouve dans mes papiers l'esquisse d'un mémoire préparé le 17 juin 1916 et qui avait pour but d'exposer à M. Asquith mes vues, en réponse à l'offre qu'il m'avait faite du Secrétariat à la Guerre. Voici ce que j'y disais :

« Je vous ai écrit l'autre jour, en vous demandant de me donner l'occasion de vous soumettre quelques considérations sérieuses, avant que vous n'ayez pris une décision définitive au sujet du War Office. Mais laissez-moi tout d'abord éloigner de votre esprit une inquiétude possible. Pendant les huit ans que j'ai eu le privilège de servir sous vos directions, il n'est pas douteux que de temps en temps je vous ai donné pas mal d'ennuis. Mais chaque

fois que j'ai insisté auprès de vous, ce n'était pas dû à des ambitions personnelles. Vous avez eu la bonté de le reconnaître au moment où la Coalition actuelle a été formée. Je n'ai donc pas l'intention en ce moment de vous demander un avantage ou un avancement, ainsi que vous pourrez vous en rendre compte plus tard. Mes plans sont tout autres. Et ceci m'encourage à vous soumettre une ou deux considérations d'un caractère très urgent...

« 1^o Si l'on veut réunir fortement les Alliés les uns aux autres et les induire à coopérer, il vous faut avoir un secrétaire d'Etat à la Guerre qui possède, sa personnalité dominante mise à part, un pouvoir et une influence réels. Aucun homme d'Etat ayant le respect de soi-même ne consentirait à occuper cet office dans les conditions humiliantes où ce pauvre Kitchener fut réduit pendant les derniers mois de sa vie. Je l'ai vu parfois tressaillir de douleur, sous l'indignité de sa position.

« A moins que le secrétaire d'Etat n'ait à dire le dernier mot du patron, il sera traité avec un mépris suprême dans son propre ministère et dans toute l'armée... Un pareil homme n'aurait aucun poids dans les conseils des Alliés aux heures où il serait le plus urgent que sa voix pût se faire entendre dans le sens de l'unité et de la coopération.

« 2^o Plusieurs sphères importantes d'activité dans l'armée britannique gagneraient à être placées sous la direction d'un civil.

« Il n'est pas utile de se reporter à ce qui a été fait dans les armées étrangères. Elles comptaient des millions de soldats et les meilleures intelligences de la nation y étaient attirées par les hauts traitements dont on y rémunérait leurs services. Nos armées n'avaient que peu d'importance. Le nombre et l'élévation des emplois rémunérateurs y étaient forcément limités.

« Les bons cerveaux que l'on peut trouver dans l'armée

britannique pourraient être employés à des tâches dont les civils ne peuvent pas s'acquitter. On gaspille ces valeurs dans des fonctions où il s'agit d'affaires et de contrats. Si, au contraire, les cerveaux affectés à cette sorte de travaux ne sont pas excellents, c'est l'armée qui en souffre très gravement, puisqu'il en résulte une dilapidation sans résultats. Je n'ai jamais trouvé un soldat qui pût comprendre cela. Ils ont un préjugé enraciné qui les empêche de confier à un civil ce qui a toujours été considéré comme du métier militaire.

« 3° Les soldats ne sont jamais très enclins à faire avancer de brillants subordonnés, capables, s'ils réussissaient, de faire pâlir leur lustre. Ils préfèrent mettre un homme sûr, mais de second plan, dans une position qui offre de grandes chances de réussite, que de choisir, au risque de se donner d'inquiétants rivaux, des individus doués de façon exceptionnelle. Ceci est arrivé, ce n'est pas douteux, lors d'une ou deux nominations dans l'armée anglaise et surtout dans deux ou trois cas où la nomination n'a pas eu lieu. Un civil étranger à ces rivalités des promotions militaires aurait insisté pour le candidat le meilleur.

« 4° Aucun civil doué de bon sens ne rêvera de s'embarquer dans la stratégie. Un homme qui le ferait ne serait pas qualifié pour un poste quelconque de ministre. Il serait un danger. Dans ces matières, il faut être conseillé par un expert. Mais les plans de l'expert doivent être contrôlés par le bon sens du civil. C'est ce qui arrive au Comité de la Guerre. Les grandes entreprises stratégiques devraient être soumises non seulement au secrétaire d'Etat, mais au Comité. Dans cette guerre, les soldats n'ont pas été un succès évident. Jusqu'à présent, il n'est pas un plan conçu et exécuté par eux qui n'ait abouti à un échec sanglant.

« Telles sont quelques-unes des pensées que j'ai désiré vous soumettre avant que vous n'ayez déterminé votre

action. Comme je l'ai déjà constaté, je n'ai aucun intérêt personnel dans cette affaire.

« Je propose maintenant de nous engager dans une voie que depuis longtemps j'ai conçue. Depuis longtemps je suis profondément mécontent de la marche et de la conduite de la guerre. Ce mécontentement, je l'ai exprimé oralement et par écrit à vous-même, au Comité de la Guerre et au Cabinet.

« N'était le fait que j'ai entrepris d'achever une tâche vitale pour le succès de nos armées, il y a longtemps que j'aurais rejoint Carson, avec qui je me trouvai, en somme, en complète sympathie quand il critiquait la façon dont la guerre a été menée. Mais, tant qu'il y eut des difficultés avec le parti ouvrier, tant que l'organisation créée par moi avec l'aide de quelques autres n'avait pas porté de fruits, je sentais que c'eût été m'enfuir d'un poste difficile.

« Aujourd'hui, le Département des Munitions est, sans contredit, un succès. Le flot des munitions y abonde. Quand j'y entrai, nous fabriquions en Angleterre 70.000 obus par semaine — c'est-à-dire le sixième de ce que nous dépensons aujourd'hui par semaine, en temps normal de la guerre de tranchées. Le total de notre réserve en munitions ne s'élevait pas à 75.000. Aujourd'hui, nous produisons plus du double chaque jour.

« C'est par centaines que nous arrivent les canons. La politique dont je fus le principal responsable, en matière de canons lourds, cette politique que j'ai entendu qualifier par un de mes collègues de « pure folie », et qui a été constamment combattue par lui et par d'autres pendant des mois, était la seule capable de mener au succès, comme l'ont démontré aujourd'hui tous les faits de guerre.

« Notre armée en France réquisitionne aujourd'hui cent fois plus de canons lourds que n'en avait commandé le War Office. Si, en dépit de toutes les autorités, grandes

ou petites, je n'avais pris les arrangements nécessaires pour fabriquer ces canons, ces demandes auraient été vaines.

« Si je souligne ces choses, c'est uniquement pour prouver que le Département des Munitions pourrait désormais presque marcher tout seul. Je me rends compte, d'autre part, que ma position dans le Ministère est devenue anormale, puisque je suis complètement dépourvu de sympathies envers l'esprit et la méthode qui président à la direction de la guerre. Je sens que nous ne pouvons pas la gagner de cette façon. Nous allons perdre la guerre, ceci ne fait aucun doute, et rien ne peut nous sauver que la nation elle-même. Le peuple ne comprend pas combien la situation est grave. Je suis d'avis qu'il faudrait le lui dire.

« Il doit avoir une chance de se sauver lui-même. Autrement il aurait le droit, à l'heure du désastre, de se retourner vers ceux qui ont partagé ces vues et de leur dire : « Pourquoi ne nous avez-vous pas avertis à temps ? » Je sais que vous avez eu toujours une vision plus optimiste de l'avenir, mais j'estime que vous devez convenir que, jusqu'à présent, mes sombres pronostics ont été réalisés.

« Dieu veuille que je me trompe ! Mais, si je ne me trompe pas, je considère que je manquerais gravement au devoir en acceptant, pour garder un poste agréable, de me museler moi-même et de ne pas avertir mes concitoyens, en ces temps où le danger est suspendu sur leur patrie. Et cette résolution, de ma part, ne date pas d'aujourd'hui, comme pourra vous le dire le Lord Chef de la Justice, à qui j'ai confié mes projets il y a quelques semaines.

« Il y a certaines choses qu'il faut dire non seulement à nos compatriotes, mais même à nos alliés, et qui ne peuvent pas provenir d'un ministre en fonctions. Et pourtant, il est essentiel pour la victoire que ces avertissements soient donnés.

« J'ai trouvé fort pénible de m'abstenir d'exprimer mon opinion dans des conversations. J'ai conscience, toutefois, qu'en parlant ainsi, alors que je suis encore membre du Gouvernement, je m'exposerais ouvertement au reproche de déloyauté, en sorte que je me trouve dans la position malheureuse d'avoir à choisir entre la déloyauté envers mes collègues et la trahison envers ma patrie.

« C'est avec un profond regret, mais avec le sentiment que j'accomplis un devoir public, que je crois devoir rompre mon association avec vous et avec quelques autres de mes collègues qui m'ont témoigné tant d'amitié et de bienveillance. Mais ma conviction profonde, c'est que je rendrais un meilleur service au pays, à cette heure vraiment sombre, en me tenant en dehors et en lui disant ce que je sais. Je crois que le Gouvernement est en train de perdre rapidement la confiance de la nation. Elle ne saurait être retenue en prolongeant de façon artificielle la vie du Parlement.

« La nation doit avoir l'occasion de choisir sa propre politique et les représentants qui en seront les interprètes. J'estime, en particulier, que les soldats dans les tranchées doivent avoir la possibilité de choisir le Parlement et la politique dont leurs vies dépendent. Ici encore, j'ai conscience de n'être plus en contact avec quelques-uns de mes collègues et je ne puis m'empêcher de voir que des tentatives sont faites pour ajourner une décision sur cette question importante jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour agir.

« En ce qui concerne l'Irlande, mon avis personnel, c'est que, ces jours-ci, il faudra ou régler la question ou l'écartier. Mais, même dans le cas d'un règlement de cette question, je sens que je puis être plus utile en dehors du Gouvernement. »

Ce mémorandum donnait un résumé très net de mes vues sur la situation à cette époque et il exposait quelques-unes des raisons de ma répulsion à accepter la posi-

tion de secrétaire d'Etat à la Guerre. Mais, après d'autres conversations avec M. Asquith, avec Lord Reading, fortement opposé à ma démission, avec M. Bonar Law et aussi avec Lord Beaverbrook, présent à tous les entretiens que j'eus avec M. Bonar Law, au sujet de la façon de conduire la guerre, on me persuada de renoncer à l'idée de la démission. Je consultai un très ancien et très bon ami, Sir Edward Russell, mort depuis, du *Liverpool Post*. Je lui envoyai mon mémoire, mais il me déconseilla de démissionner.

Bonar Law me représenta que, si je me retirais et si je rejoignais Carson dans son attitude de critique, ceci rendrait intolérable sa propre position au sein du gouvernement, et qu'il démissionnerait, lui aussi. C'était l'effondrement de l'unité nationale. Je décidai, par conséquent, de ne pas envoyer mon mémoire et d'ajourner pour quelque temps mon projet de quitter le gouvernement. J'acceptai le War Office, mais bien à contre-cœur, d'abord parce que la politique générale de la guerre me déplaissait et ensuite parce que je déteste travailler avec des entraves.

Et c'est ainsi que, le 6 juillet 1916, M. Asquith, qui avait eu la charge temporaire du War Office, en attendant la nomination du successeur de Lord Kitchener, me transmit ce ministère.

Je fus au War Office cinq mois seulement, temps trop court pour provoquer beaucoup de changements dans l'organisation interne et la politique. Et ceci d'autant plus que le chef de l'Etat-Major, Sir William Robertson, regardait son nouveau ministre avec un enthousiasme très limité et se hérissait de tous ses piquants chaque fois qu'il me soupçonnait d'être sur le point de tenter une immixtion civile follement hardie parmi les objets sacrés des affaires militaires.

Les deux tâches principales dont je vins à bout pendant ma courte prise de possession furent de remettre

de l'ordre dans l'effrayant chaos de la Mésopotamie et de reconstruire le système des transports sur le front Ouest. J'activai aussi le recrutement dans l'Empire en dehors des îles. Je crois pouvoir dire que, dans ces questions, je suis parvenu à des résultats heureux.

Mais je fus moins favorisé en ce qui concerne un autre problème dont j'avais hérité. Il s'agissait de la liaison militaire avec la Russie.

De temps en temps, depuis le commencement de la guerre, je pressais le Gouvernement d'établir des relations plus intimes entre les Alliés de l'Ouest et la Russie. J'aurais voulu, non seulement que l'on assurât entre l'Est et l'Ouest une coordination d'efforts plus étroite, mais que l'on trouvât le moyen de rééquiper et de réorganiser les armées russes.

Il faut se rappeler que Lord Kitchener se rendait en Russie quand il perdit la vie. C'était une mission d'une extrême urgence, car l'état critique des affaires de ce pays allié ne pouvait guère être exagéré, et si on voulait sauver la Russie de l'effondrement, une entente entre elle et nous, les Occidentaux, dans les questions de stratégie, de finances et de réapprovisionnement en armes, était d'une importance vitale.

Lord Kitchener était au plus haut point qualifié pour cette mission. Maintenant qu'il avait disparu, il fallait trouver quelqu'un capable de le remplacer.

La personne qui s'imposait et dont le choix était inévitable était Sir William Robertson. Comme chef de l'Etat-Major impérial, il possédait la situation, le prestige et les qualifications nécessaires. Un seul autre eût pu être envoyé à sa place, c'était le général Haig, commandant en chef. Mais il ne pouvait pas être question de le retirer de France au beau milieu d'une grande offensive. Robertson n'était pas une autorité en matière financière : c'est vrai. Mais il était possible d'y suppléer en envoyant Lord Reading avec lui pour traiter les

questions de cette nature qui devaient être réglées.

Robertson fit des difficultés. L'offensive de la Somme était déchaînée, et il était fort occupé par toutes les mesures qu'elle impliquait. Le temps s'écoulait et, dans la seconde moitié de septembre, je sentis la nécessité impérieuse de faire aboutir cette affaire : car Arkhangel, en hiver, était bloqué par les glaces, et l'hiver allait être là.

Pour ces motifs, j'écrivis à M. Asquith la lettre suivante :

CONFIDENTIEL

—
War Office,
26 septembre 1916.

« Mon cher Premier Ministre,

« Avant que vous ne preniez une décision au sujet de la suggestion que je vous ai faite ce matin, et puisque j'attache une très grande importance à ce qui peut être accompli dans cet ordre d'idées, je voudrais vous soumettre les motifs qui m'ont convaincu qu'il est essentiel d'agir dans ce sens. Voici à quoi j'ai pensé depuis quelque temps :

« 1° Le ton de certaines communications venues de Petrograd révèle une grande irritation contre nous dans les milieux russes officiels et en particulier dans les milieux militaires;

« 2° Les influences germanophiles ont été considérablement renforcées dans le gouvernement russe par les changements récents. Nos amis ont disparu l'un après l'autre, et il n'y a plus un homme de quelque influence dans la bureaucratie russe, dont on puisse dire qu'il est favorable à notre pays;

« 3° Les Russes, comme tous les peuples de paysans, sont très soupçonneux en face d'une nation commerçante

et financière. Ils s'imaginent toujours que nous voulons les mettre dedans. Qu'un pareil soupçon soit ridicule aux yeux de tout homme d'affaires, ceci n'affecte en rien la façon de voir paysanne. Ils se sont fourré dans la tête, ceci ne fait aucun doute, que nous désirons battre monnaie avec eux. C'est ce soupçon qu'il faut écarter;

« 4° Il s'agit ici plutôt d'une atmosphère que de griefs précis. Le Russe est un homme simple et, je crois aussi, un brave homme; dès que nous aurons gagné sa confiance, il ne sera pas difficile de négocier avec lui. Il nous faut donc, par quelque action frappante, dissiper ces vapeurs du soupçon qui obscurcissent les solutions positives. J'insiste par conséquent sur l'importance qu'il y a à envoyer immédiatement des émissaires haut placés avec de pleins pouvoirs pour clarifier la situation. Il est fâcheux que Bark et Bylaeff soient partis avant qu'un arrangement ait été conclu. Mais ceci est le passé;

« 5° Celui qu'il faut envoyer ne doit pas seulement posséder de l'autorité, mais doit être connu des Russes comme une personne, ou (s'ils sont plusieurs) comme des personnes de haute condition et d'influence dans notre pays.

« Je voudrais insister fortement pour qu'on demande à Sir William Robertson et à Lord Reading d'y aller. En ce qui concerne Sir William Robertson, sa situation est connue des autorités militaires en Russie et, en ce moment, ce sont les seules gens qui comptent là-bas. Les bureaucrates y sont de pauvres créatures.

« Il pourrait discuter avec le général Alexeieff les dispositions militaires à prendre pour l'année prochaine. Jusqu'à présent, les Russes n'ont jamais conféré avec les puissances occidentales au sujet des plans militaires. Des hommes comme le général Gilinski, qui représente les armées russes à Paris, sont pires qu'insignifiants, et je crains que, s'il y a une seconde conférence à Chantilly, le général Alexeieff ne puisse ou ne veuille pas envoyer

quelqu'un qui aurait pleins pouvoirs pour décider les grandes lignes de la prochaine campagne.

« Il est probable que les généraux de l'Est concentrent trop exclusivement leur esprit sur l'Est, et je ne suis pas sûr que les généraux de l'Ouest ne soient pas enclins à commettre la même erreur, en limitant trop leur horizon aux contrées où leurs forces opèrent. Ce serait une bonne chose pour le général Robertson et pour le général Alexeieff d'échanger leurs vues, et les résolutions que prendraient ces deux grands soldats, après ces entretiens, pourraient être vraiment décisives.

« En ce qui concerne Lord Reading, il a la haute situation et les dons diplomatiques nécessaires, et sa connaissance des choses de la finance le rendrait capable de mener à bien une entente avec la Russie.

« Je crains que le malentendu présent ne prenne la forme de relations difficiles. Ceci n'aboutirait probablement pas à une rupture, tant que la guerre se poursuivrait, mais aurait certainement une très fâcheuse influence sur les négociations de la paix.

« Toujours sincèrement,

« D. LLOYD GEORGE. »

« P.-S. — Il y a eu déjà un retard de quelques mois dans les commandes de matériel militaire essentiel pour la Russie, et j'ai l'appréhension que les généraux russes n'attribuent des échecs — dus à leur propre insuffisance — aux délais que nous avons mis à leur apporter notre aide financière. »

Ma proposition relative à Sir William Robertson se brisa contre le roc des suspicions personnelles. Il était déjà prédisposé à imaginer que je verrais d'un bon œil son absence du War Office, et ceux qui, dans le Cabinet, étaient résolument hostiles à tout ce que je faisais ou suggérais encourageaient délibérément Robertson à refuser la mission qui lui était proposée. En effet, l'un d'eux

a reconnu dans la suite qu'il avait conseillé à Robertson de n'y pas aller.

En conséquence, je reçus le jour suivant la lettre du Grand Etat-Major :

« Cher Monsieur Lloyd George,

« Le Premier Ministre vient à l'instant de me convoquer pour causer avec lui de la visite russe. J'ai bien réfléchi depuis que vous m'avez parlé ce matin et j'ai conclu qu'il m'est impossible de faire cette visite sans perdre tout contrôle sur la guerre, et ceci en un moment important. Je comprends fort bien la force de ce que vous dites. Mais si j'y vais, je serai absent au moins un mois, et c'est beaucoup trop long si je dois garder la haute main sur les problèmes variés dont nous nous occupons ensemble.

« Je suis sincèrement désolé de ne pas pouvoir entrer dans vos propositions, et je disais à un membre du Parlement que, si on me commande d'y aller, j'irai; mais, qu'à mon avis, je ne devrais *pas* y aller, si je suis de quelque utilité comme C. I. G. S. (chef d'Etat-Major).

« Callwell a très bien réussi dans ce qu'il a entrepris. Il ferait mieux que tout autre.

« J'en suis fâché, croyez-moi. Mais je dois vous dire mon sentiment sur la nécessité qu'il y a que je reste à mon poste.

« Votre dévoué,

« W. M. ROBERTSON. »

Avec ce refus, la mission en Russie proposée par moi s'évanouit. La chance que nous avions de conclure une entente véritable avec notre grand allié de l'Est fut perdue jusqu'au moment où il fut trop tard pour sauver la Russie de la ruine finale.

Les nouvelles qui nous vinrent de Russie pendant l'automne de 1916 montrèrent quelle faute fatale fut commise quand on abandonna la mission. Tous les signes avant-coureurs indiquaient un effondrement de l'effort militaire russe, et une paix séparée avec l'Allemagne. A la fin de juillet, Sazonow avait résigné ses fonctions de ministre des Affaires Etrangères et avait été remplacé par Sturmer, et le roi de Suède (dont les sympathies étaient pro-germaines) fit la remarque devant l'ambassadeur britannique à Stockholm qu'il y aurait la paix dans deux mois entre la Russie et l'Allemagne. Cette prophétie ne fut pas réalisée; mais elle était fondée sur une vue pénétrante du tour fâcheux que prenaient les choses en Russie.

Sir George Buchanan, l'ambassadeur britannique à Moscou, mentionnait, dans une lettre privée adressée à Lord Charles Beresford, le 17 octobre, la persistance des rumeurs sur une paix séparée, que Sturmer avait officiellement démenties, et relatait l'augmentation des sympathies pro-allemandes.

Dans une autre lettre du 28 octobre, il décrivait les progrès faits par la propagande pro-allemande et anti-britannique et il ajoutait :

« Les pertes subies par la Russie sont si colossales que tout le pays est en deuil. Tant de vies humaines ont été sacrifiées sans utilité, pendant les attaques récentes et sans succès contre Kovel et d'autres places, que, dans certains milieux, l'impression qu'il est inutile de continuer gagne du terrain, et ceci d'autant que la Russie, contrairement à l'Angleterre, n'a rien à attendre d'une prolongation de la guerre...

« Je ne puis m'empêcher d'être inquiet, quand je vois le peuple chaque jour plus mécontent, et un homme comme Sturmer à la tête du gouvernement. »

Le 30 novembre, Lord Rhondda m'envoya une série de notes écrites par un officier anglais en mission à Ar-

khangel et qui contenaient les impressions qu'il avait glanées pendant une visite à Petrograd et à Moscou. Lui aussi avait été impressionné par la force de la propagande allemande et par la lassitude de la guerre parmi les masses.

« Depuis l'homme le plus haut placé jusqu'au plus humble, chacun est d'avis que l'esprit de la populace russe dans les grandes villes est très déprimé, ces derniers temps. Les causes principales de ce changement dans le moral de la nation sont l'extrême difficulté qu'il y a à se procurer, à n'importe quel prix, les objets de première nécessité, et l'obligation maintenant universelle de stationner dans de longues queues pour obtenir, dans les villes, une petite quantité de lait, de pain noir ou blanc, de beurre, de fromage, de sucre, de thé, de café, de viande, de poisson, etc.

« Ces queues sont un excellent champ d'opérations pour les agents de la propagande allemande. Ils insinuent subtilement et souvent ils affirment ouvertement parmi ces gens debout, attendant leur tour, que toute cette misère est uniquement soufferte pour permettre à l'Angleterre de s'agrandir.

« Les trois mois qui vont venir seront une période critique. Ou bien le gouvernement se retirera, ou bien il y aura un coup d'Etat — ou bien, si aucune de ces choses n'arrive, la Russie cessera de se battre et fera une paix dont les résultats seront désastreux. »

Cet informateur demandait que des mesures de contre-propagande fussent prises avec la plus grande hâte. « Ce n'est qu'avec les cajoleries les plus assidues et les plus patientes, que le Gouvernement russe et son peuple peuvent être amenés à supporter encore un ou deux ans de guerre et de souffrance, et il n'est pas d'effort, il n'est pas de dépense, insignifiante par comparaison, qui doivent être épargnés pour atteindre un tel résultat. »

Mais ces avertissements vinrent trop tard. Les glaces s'étaient déjà refermées autour d'Arkhangel, et avant le dégel du printemps la Russie tomba en révolution. Tout espoir de lui porter secours, comme à une puissance alliée, avait pris fin.

CHAPITRE XXVII

SIR WILLIAM ROBERTSON

Sir William Robertson a été une des énigmes de la guerre. Il n'était pas un grand soldat. Mais il n'est pas douteux qu'il possédait une personnalité marquante. La variété d'opinions et les controverses passionnées à propos même de ses dons suffiraient à prouver qu'il n'était pas un homme ordinaire.

Dans une profession aussi fermée que l'armée, où le prestige social et l'éducation comptent tant, nul n'aurait pu s'élever de la plus humble origine et du rang le plus bas, s'il n'avait pas possédé des talents très supérieurs à ceux de ses camarades. Il était ingénieux, tenace et intelligent. Toutes les tâches administratives qui lui furent confiées, comme officier de fortune, comme N. C. O., comme officier commissionné, il s'en acquitta avec compétence. C'était un excellent organisateur. Pendant sa carrière militaire, il eut peu l'occasion, si même il la trouva, de conduire les hommes à la bataille. Son expérience fut du genre administratif, et c'est là que ses succès furent évidents. Parmi les généraux, il ne le cédait sur ce point qu'à Sir John Cowans.

Il avait d'autres qualités qui servent aux carrières rapides dans l'armée. Il était prudent et discret. Ses réticences impénétrables faisaient une profonde impression sur tous ceux dont le devoir était de scruter son

opinion. Une phrase laconique, souvent un simple grognement qui devait signifier quelque chose, c'était tout ce qu'il accordait comme réponse à ceux qui recherchaient très anxieusement la vérité sur notre position militaire. Il n'était pas communicatif, mais il était strictement orthodoxe. Par suite, les erreurs qu'il commettait, par omission, étaient toujours en accord avec les règles et les traditions de l'armée, comptaient en sa faveur et favorisaient son avancement. Il connaissait l'armée mieux qu'aucun de ses rivaux (1).

De tels hommes réussissent toujours dans toutes les professions.

Ces qualités de circonspection dans le jugement et dans le langage faisaient croire, même à des observateurs des hommes et des conditions humaines avisés et expérimentés, que derrière se cachait un vaste domaine mental inconnu et inexploré. M. Asquith déclarait que Robertson « était le plus grand stratège de notre temps ». Il ne l'était certainement pas, mais ses oracles monosyllabiques et ses grognements induisaient en erreur de plus capables que lui. De ses capacités j'ai déjà fait mention. J'ai indiqué quelques-unes de leurs limites. Il avait du bon sens, mais un peu commun. Il était prudent jusqu'à la timidité. C'est là que gisait sa force, mais que ses lacunes trouvaient leur explication. Un général qui n'ac-

(1) Extrait de l'article du *Times* sur Robertson :

« Ce n'était pas un génie, à moins que l'on ne lui applique la définition de Carlyle. Il ne brillait pas de l'éclat d'un météore. Son imagination était ordinaire... »

« Telle est la vraie leçon de la carrière de Robertson. Le génie éblouit par sa splendeur, tandis qu'il est possible de voir ce soldat exactement comme il était, de suivre chacun des efforts qu'il entreprit, de comprendre complètement les raisons de son triomphe. Il y a une excuse dans le génie, qui est l'impossibilité de rivaliser avec lui. La carrière de Robertson n'offrit pas d'excuses. Ce qu'il fit, tout homme ou tout jeune homme moyennement doué aurait pu le faire, à condition de consentir aux sacrifices de repos immédiat et de confort nécessaires. »

cepte pas les risques ou les laisse aux autres, n'a jamais gagné une guerre difficile.

La première fois que je le rencontrais, il occupait déjà une position très considérable dans la hiérarchie militaire. Il était chef d'Etat-Major du commandant en chef du corps expéditionnaire en France.

Je fus certainement impressionné par cette première rencontre. Depuis, je l'ai vu d'assez près pour le connaître assez bien et j'en suis arrivé peu à peu à discerner ses talents et leurs limites.

Tous les étrangers lui inspiraient de profonds et troublants soupçons. Si j'osais emprunter une comparaison à la langue des jardiniers, je dirais qu'il avait au fond de sa pulpe le ver de la xénophobie et que ceci altérait la qualité du produit.

Dans une guerre menée par plusieurs nations alliées, il était essentiel pour la victoire que l'on montrât une compréhension large et saine de la tactique pratiquée sur chaque front de combat.

Dans l'ordre de ses méfiances, les Français arrivaient en premier lieu, et c'était de tous les plus profondément suspects. Ensuite venaient les Italiens, les Serbes, les Grecs, les Belges. Enfin, en dernier lieu, les Allemands — si toutefois ils participaient à la liste. Les Autrichiens n'existaient pas pour lui, sauf dans les tables arithmétiques. Ils ne se trouvaient pas près du front occidental et n'imposaient pas autrement leur présence hostile à ses conceptions stratégiques. Les Français ne cessaient de l'irriter et mettaient en valeur son entêtement. C'est pour cela qu'ils l'avaient appelé le général « Non-non ». Ce mot représentait sa première réaction en face de toutes leurs requêtes ou propositions. Briand me dit un jour : « Rob-berrt-son dit « non » avant même d'avoir entendu ce qu'on lui propose. »

Il avait une très haute opinion des Allemands et ne les détestait pas. En 1916, quand l'armée allemande op-

posait une défense acharnée dans les boues du plateau de la Somme, Robertson me dit : « Si les Boches et nous, étions ensemble, il y a longtemps que nous aurions battu toute la bande. » Au plus fort de la lutte, il n'hésitait pas à exprimer l'opinion que, lorsqu'on discuterait les conditions de la paix, une Allemagne puissante en Europe centrale était un élément vital pour la préservation de la paix. Le mémoire qu'il composa à ce propos atteignait, dans certaines parties, la hauteur de vues que possèdent les hommes d'Etat. Après avoir réfléchi une semaine sur sa propre témérité, il retira son mémoire et le classa. Il aurait rendu beaucoup plus de services comme politicien que comme soldat. Aujourd'hui qu'il a disparu, je puis exprimer cette opinion sans lui infliger la blessure qu'il en aurait certainement ressentie.

Dans la suite, j'aurai à dire pas mal de choses sur ses capacités comme chef de l'Etat-Major impérial.

Je ne pense pas qu'il ait jamais embrassé d'un coup d'œil la pleine importance et la responsabilité attachées à sa haute position. Ses fonctions auraient dû être celles de conseiller militaire principal du Cabinet pour la guerre, dans son ensemble. Sir Douglas Haig, Sir Archibald Murray, Sir John Maxwell, le général Milne et le général Maude étaient tous des généraux de secteurs et leurs esprits devaient se concentrer, sinon entièrement, du moins en grande partie, sur le problème qui était de battre l'armée qui se trouvait en face d'eux. Mais le C. I. G. S. (chef d'état-major général anglais) aurait dû comprendre que son devoir était de dominer du regard et de coordonner les efforts sur tous les champs de bataille. Quand il put exercer toute son autorité, la contribution britannique à la guerre, en hommes, matériel, argent et bateaux, avait pris de vastes proportions et elle grandissait sans cesse. Nous avions donc le droit, non d'imposer nos idées à nos alliés, ou de les leur dicter, mais de les exposer en insistant plus que nous ne l'avions fait jus-

qu'alors. Nous n'avions pas su, pendant les trois premières campagnes de la guerre, coordonner les forces et les ressources et réaliser pleinement la stratégie que comportait un front uniifié. Robertson ne fut d'aucun secours pour corriger un défaut aussi déplorable. A partir du moment où il devint chef d'état-major, il empêcha ou il diminua en toute occasion les efforts pour concentrer et pour distribuer la puissance collective des Alliés, de façon à obtenir les résultats les plus sûrs et les plus rapides. J'ai le sentiment profond qu'à ce point de vue il trompa complètement les espoirs des hommes d'Etat dont il se moquait mais qu'il aurait dû guider.

Sir Douglas Haig était un homme plus fort. J'ignore s'il était plus capable que Robertson, mais il avait de meilleures qualités de combat. C'était un homme d'une volonté et d'un courage indomptables. Il était aussi l'aîné de Robertson. Et ceci compte dans toute profession, mais surtout dans l'armée et dans la marine. Toutes qualités par ailleurs égales, l'âge y a toujours son mot à dire. C'est pour cela que chaque fois que j'ai vu ensemble les deux hommes, j'ai eu le sentiment que Haig dominait, intimidait et grondait presque son cadet. Robertson n'était pas doué de cette intrépidité dans la pensée et l'action qui fait les grands généraux.

Il y avait dans les mouvements de Robertson une raideur qui était l'indice qu'il manquait de souplesse mentale et de faculté d'adaptation. Il ne discutait pas; il se repliait pour ne pas être impliqué dans un argument. Il détestait les disputes. C'est qu'en effet il était très sensible à tout ce qui pouvait atteindre sa dignité personnelle ou officielle dans la parole ou l'action.

Quand les ouvriers de Woolwich firent du tapage, à propos d'une question d'heures de travail ou de salaires, le docteur Addison invita Sir William Robertson à leur parler de l'importance de leur œuvre. Il pensait que quelques paroles venant d'un soldat aussi éminent suffi-

raient à les apaiser. Mais quand tous deux entrèrent dans la salle, ils la trouvèrent remplie par une foule bruyante et furieuse, qui lançait des questions aux visiteurs, sans se soucier de leurs étoiles ou de leurs galons. Le chef de l'Etat-Major impérial, offensé, sentit qu'il était au-dessous de sa dignité de discuter avec le tumulte. Il refusa de parler et laissa au docteur Addison le soin de prendre part au meeting.

Il intervenait rarement au Conseil, et je ne l'ai jamais entendu prendre part à des discussions avec des généraux alliés. À toutes ces conférences entre soldats et marins, Robertson demeurait assis devant la table, dans un silence renfrogné. Ses protestations étaient fréquentes, mais elles étaient en général inarticulées. Il désapprouvait entièrement Foch, Joffre, Nivelle et Lyautey, mais jamais il ne condescendait à discuter avec eux. Il paraissait ennuyé, sinon intimidé, par la confiance loquace des généraux français.

Quand je me rendis à la Conférence de Rome, en 1917, M. Briand et le général Lyautey, alors ministre de la Guerre, se trouvaient dans le même train. Tard dans la nuit, Lyautey nous pria, Sir William Robertson et moi, de venir le trouver dans son salon. Il avait une carte de Palestine étendue devant lui et entreprit une étude qui tirait vraiment en longueur sur la stratégie de la campagne pour la conquête de Jérusalem. Robertson n'émit pas un mot d'approbation ou de blâme. Mais, à l'occasion, il poussait un grognement. Quand Lyautey eut terminé sa conférence, Robertson se tourna vers moi et me demanda : « Est-ce qu'il a fini ? » Je lui répondis que je le pensais. Nous nous levâmes et, en regagnant la voiture britannique, il me dit : « Ce camarade ne durera pas très longtemps. » Et, en effet, il ne dura pas. Sa démission eut lieu fort peu de semaines après.

L'aspect extérieur ne répondait pas à la gaîté foncière et à la gentillesse de l'homme. Au repos, l'expression de

sa figure était ennuyée, pour ne pas dire morose. Au cours de la conversation, la glace fondait, et souvent il devenait agréable, aussi longtemps que vous ne vous aventuriez pas vers un sujet où il se trouvait en désaccord avec vous. Dans ce cas, il se réfugiait dans la bouderie.

Il pouvait être plein d'esprit. Je me souviens qu'au retour d'une visite à Paris avec lui et Lord Kitchener, nous nous racontâmes dans le train une quantité de petites choses plaisantes. Lord Kitchener nous décrivait sa maison située dans le Kent, qu'il aimait beaucoup. Mais il se plaignait qu'il n'y eût pas d'eau dans la vallée où il avait bâti sa villa, en ajoutant qu'à son désespoir il y en avait une quantité dans le vallon de l'autre versant. « Pourquoi ne percez-vous pas un tunnel entre les deux vallées, pour conduire l'eau dans la vôtre? » lui dit Robertson. Cette idée amusa le grand sapeur Kitchener.

Personnellement, j'étais attiré par Robertson et j'aurais aimé pouvoir travailler avec lui jusqu'à la fin. Mais c'est une histoire que je conterai dans un autre volume.

CHAPITRE XXVIII

TRANSPORTS

Sir Douglas Haig dit un jour à Sir Eric Geddes que le problème de la guerre se résumait en trois M : *Men, Munitions, Movement* (Mâles, Munitions, Mouvement). J'ai raconté, autre part, dans ces mémoires, comment on fournit des hommes aux autorités militaires qui en usèrent ou en abusèrent. J'ai montré comment ces autorités prouvérent qu'elles étaient incapables d'organiser la production des Munitions, et comment elles durent laisser cette tâche aux politiciens et hommes d'affaires. Il me reste à prouver maintenant que les soldats professionnels se sont trouvés impuissants à résoudre le vaste problème du Mouvement, qu'une guerre sans précédents avait posé devant eux, et comment, ici aussi, le désastre fut évité de fort peu, grâce à l'intervention d'un civil compétent. Je n'accuse pas ici le soldat professionnel, mais seulement la sottise arrogante qui stigmatise toute aide civile dans l'organisation et la direction de la machine de guerre, comme une intrusion illégitime d'amateurs ignorants.

Si on songe à l'envergure gigantesque de ce problème des transports, aux millions d'hommes avec leurs équipements, leurs bagages, leurs chevaux, qui devaient être envoyés en France, ou ramenés de France, ou transportés d'un front à un autre, aux quantités colossales de vivres,

de fourrages, de munitions, d'instruments, de matériel pour la guerre de tranchées, à livrer chaque jour, aux provisions médicales et chirurgicales, à l'évacuation des blessés, il ne paraît pas du tout surprenant que de vieux officiers, ayant atteint un âge avancé après des années de service passées dans les conventions plutôt rigides d'une petite armée, n'aient pas découvert nécessairement la meilleure méthode pour débrouiller les complications immenses de ces transports dont nul n'avait eu le pressentiment. La tâche exigeait une expérience exceptionnelle qu'ils n'avaient jamais pratiquée et un don d'organisation extraordinaire que ne pouvait garantir le cours de leur avancement.

J'avais rencontré déjà dans l'œuvre du ministère des Munitions cette incapacité des militaires à organiser des transports sans précédents. Et tout se passait pourtant entre les murs de l'arsenal de Woolwich. Quand je pris en mains Woolwich, en août 1915, et que je mis à sa tête Sir Vincent Raven, il se trouva en présence d'une masse embrouillée de magasins et de bureaux qui occupaient un espace long de trois milles et demi et large de deux milles et demi, avec environ cent cinquante milles de chemin de fer intérieur qui apportait et distribuait le matériel brut et évacuait les produits finis. Le stock roulant était insuffisant. Le système établi était si confus qu'il était impossible de faire pénétrer facilement les matières brutes dans l'arsenal, d'en faire sortir les pièces achevées et de changer de place rapidement dans l'arsenal le matériel qui s'y trouvait. Le trafic s'en trouvait désespérément congestionné. Il fallut que Raven obtînt un ingénieur d'une de nos compagnies de chemins de fer pour organiser le système de transports. Mais en très peu de temps tout fut remis sur pied et fonctionna de façon satisfaisante.

La croix du problème des transports, c'était la liaison entre les ports français et le front. Les mouve-

ments d'hommes et de matériel en Angleterre, et leur expédition vers la côte française, avaient été assurés par les ingénieurs de nos chemins de fer qui marchaient à merveille et par les services de navigation. Une fois débarqués en France, ils passaient dans le réseau des chemins de fer français, abîmés et désorganisés par des officiers sans compétence qui cherchaient à obtenir d'eux des services d'une importance que nul n'avait jamais imaginée jusqu'alors. Comme il fallait s'y attendre, le résultat était : confusion, congestion, retards.

Quand je fus ministre des Munitions, j'envoyai Geddes en France, avec la permission du War Office, pour examiner un peu comment on pourrait récupérer et transporter les stocks en détresse. Le rapport qu'il me fit à son retour sur ses impressions concernant la situation des transports était si inquiétant que je suggérai à Lord Kitchener de lui confier une enquête et un rapport, en vue de créer une meilleure organisation. Mais Lord Kitchener soutint l'opinion qu'il s'agissait là de questions purement militaires, dans le sanctuaire desquelles aucun civil profane n'avait le droit d'être introduit. En ce temps-là, il souffrait déjà de cette inertie croissante et de cette ossification de l'esprit qui, pendant les derniers temps de son ministère, entravèrent sa tâche si gravement.

Peu de temps avant mon départ du ministère des Munitions, on m'annonça qu'en France il y avait pénurie d'obus. Après enquête, je m'aperçus que ceci n'était nullement dû à un défaut de production de notre part. En fait, nos fabriques de munitions regorgeaient de leurs produits au complet parce que les dépôts de base, en France, étaient trop congestionnés pour les recevoir.

Le jour où l'on annonça la mort de Lord Kitchener, Sir Eric Geddes, dont l'œuvre spéciale avait été tellement entravée par les lacunes dans les facilités de transport, vint me voir pour causer avec moi de la question. En

réponse à une demande du War Office au sujet des approvisionnements en munitions d'artillerie à partir du 1^{er} juillet, nous avions donné le chiffre d'un million de coups par semaine. Sur la possibilité d'une telle production, le War Office se montrait franchement sceptique, et il répondit que, même si nous produisions cette quantité d'obus, il serait impossible de les convoyer à travers la Manche et jusqu'au front, étant donné l'encombrement des ports et des routes, et qu'en tous cas les canons ne pourraient pas les tirer. Si on songe que les dernières commandes faites par le ministère avaient été exécutées pleinement, et si on considère tous les efforts que nous accomplissions pour produire ce que l'armée désirait, une pareille attitude était, pour le moins, quelque peu exaspérante.

Dès que je fus ministre de la Guerre, en juillet 1916, j'envoyai par l'intermédiaire de Lord Derby, qui était mon sous-scrétaire d'Etat, une requête à Sir Douglas Haig pour qu'il invitât Sir Eric Geddes à venir en France et à examiner cette question des transports. Mais ma suggestion ne fut pas favorablement accueillie. Le lendemain du jour où je l'appris, je partis pour la France pour visiter tout le front depuis Verdun jusqu'aux Flandres. En arrivant à Paris, je vis Lord Esher, qui y occupait son poste habituel de conseiller pour chacun et d'agent de liaison entre tous. Ces personnalités sont fort utiles quand elles possèdent le tact, le discernement et l'expérience. Lord Esher était doué de ces qualités au plus haut point. C'était un personnage aimable et complaisant, avec une profonde connaissance des choses militaires et du monde. Je lui racontai mes tristes expériences au sujet des transports, et le refus poli de Haig à Derby. Je lui dis aussi que j'avais envoyé Derby parce que je pensais qu'il était spécialement bien vu du commandant en chef. Il ne me confirma pas dans cette impression et me dit : « Allez-y vous-même et par-

lez très franchement de toute l'affaire. Parlez-en à Haig et refusez d'être renvoyé à son Etat-Major. La seule difficulté à vaincre, c'est que Haig, bien qu'il ne soit pas un connaisseur d'hommes, soutient ceux qui l'entourent avec une loyauté obstinée, et quelle que soit leur valeur. Mais si vous pouvez lui prouver que du matériel important est détourné de son armée, au cours d'une grande bataille, il vous écoutera et étudiera la question. » Je fis mon profit du conseil, partis directement pour le G. Q. G. et passai la nuit dans le château de Sir Douglas Haig. Il me reçut avec une grande cordialité et me fit part comme d'habitude de ses opinions optimistes sur les progrès et les perspectives de l'offensive sur la Somme. Il omit les pertes dans son récit. Quand j'abordai le sujet des transports, je décidai qu'il valait mieux ne pas discuter des mérites ou des détails, mais lui demander de voir Sir Eric Geddes, de lui fournir l'occasion d'examiner l'organisation des transports en vue d'un rapport ultérieur sur leur condition. Il consentit avec empressement à cette suggestion, puisqu'elle lui permettait d'échapper à une discussion peut-être désagréable avec le nouveau Secrétaire d'Etat pour la Guerre. De mon côté, j'étais également satisfait, parce que j'étais désormais certain qu'il ne considérait pas les propositions nouvelles comme un empiètement sur son organisation du front de guerre, mais comme une méthode pour l'aider dans un moment critique. Avec son consentement, je télégraphiai à Sir Eric Geddes pour l'inviter à faire une visite au G. Q. G. et à inspecter les organisations de transport.

Sir Eric vint et passa deux jours au quartier. Il fut traité, est-il besoin de le dire, avec une parfaite courtoisie. A la fin de son séjour, le commandant en chef lui demanda s'il avait vu quelque chose. Geddes répondit qu'il en avait vu assez pour réfléchir, mais qu'il ne savait pas encore qu'en penser. Il resta quelques jours

encore et dit alors à Haig qu'on ne lui avait rien montré de plus que ce qu'on fait voir à un touriste distingué ordinaire, et que ce qu'il désirait, c'était tout un mois pour analyser le problème et présenter un rapport et un programme.

Fort heureusement, Sir Eric Geddes et Sir Douglas Haig, dans l'intervalle, étaient devenus très bons amis. Sir Douglas Haig a déclaré plus tard qu'il avait reconnu en Geddes « les qualités qu'exige une armée en campagne ». En fin de compte, le commandant en chef invita l'expert en chemins de fer à consacrer un mois à une enquête complète, et à développer son programme pour le système des transports. Sir Eric le fit. Son premier soin fut d'organiser son Etat-Major. Il n'y eut jamais de groupe plus compétent. Il amena avec lui Sir George Beharrell et le général Mance, D. D. M. au War Office que je lui prêtai pour la circonstance, et Sir Philipp Nash qui, avec Beharrell, avait travaillé sous les ordres de Geddes au ministère des Munitions. En France, il s'adjoignit le général Freeland, qui faisait partie de l'Etat-Major des chemins de fer au G. Q. G. Avec ces assistants, il prépara un programme de réorganisation des transports qui comprenait un système de chemins de fer à voie étroite pour desservir la zone avancée, derrière la ligne du front.

Au retour de Sir Eric, je le nommai Directeur des Chemins de fer militaires au War Office. Ceci fut la cause du premier conflit que j'eus avec les membres militaires du Conseil de l'Armée. La nomination devait être approuvée par lui. Un des généraux assis autour de la table, parlant évidemment pour les autres, protesta contre la nomination d'un civil qui piétinait ou diminuait l'autorité de généraux expérimentés et respectés, s'acquittant à la satisfaction de tous de leurs fonctions. Je contredis cet exposé, et exposai les faits qui établissaient une confusion et une congestion sérieuse, entre

les ports et Amiens, à Amiens même, et entre Amiens et le front. Sir William Robertson assistait à ces discussions, l'air grognon. Enfin, on finit par approuver la nomination. Les membres militaires se réunirent alors et décidèrent de m'envoyer par écrit une protestation formelle. Aussitôt après l'avoir reçue, je convoquai une nouvelle réunion du Conseil de l'Armée et priai les protestataires d'exposer leurs vues. Le même orateur répéta ses arguments; les autres se turent et une seconde fois la nomination fut confirmée. Le lendemain matin, Sir John Cowans vint me voir. Il me parut un peu intimidé et embarrassé. Les membres militaires du Conseil s'étaient de nouveau réunis, me dit-il, et avaient rédigé un document qu'ils l'avaient chargé de me présenter. Là-dessus, il mit ses grandes lunettes d'écaille et sortit de sa poche un papier armorié. Je l'arrêtai et lui demandai si cela avait un rapport quelconque avec la nomination de Geddes. Quand il eut répondu par l'affirmative, je lui dis que cette affaire était réglée définitivement et que je me refusais à la rouvrir. Il sourit et dit: « Je m'attendais à cette réponse. Ce papier n'a donc plus d'utilité. » Il le déchira et se mit à rire. Ainsi finit ma première rencontre avec les membres militaires du Conseil de l'Armée. Dans la suite, nos rapports furent bien meilleurs.

A peine Geddes eut-il pris possession du poste que Sir Douglas Haig télégraphia qu'il désirait que Geddes rejoignît son Etat-Major en France, comme Directeur général des Transports. Ceci créa une situation difficile, car je ne désirais pas le perdre, à cause de l'importante réforme des transports que je voulais introduire au War Office, et Geddes ne désirait pas du tout aller en France, sachant avec quelle amère jalouse l'intrus serait accueilli par certains officiers d'état-major, chargés jusqu'alors de ce service. Toutefois, le général Butler, envoyé par le commandant en chef pour s'assurer les services de Geddes en France, se montra d'une insistance si persuasive que

nous eûmes recours à un compromis. Il fut convenu que Sir Eric occuperait les deux postes, simultanément. Tout en restant Directeur des Chemins de fer militaires, il devenait en même temps Directeur général du système de transports en France, de façon à mettre son expérience et ses dons remarquables d'organisateur à la fois au service du War Office et de la Force expéditionnaire. Il avait deux adjoints : Sir Guy Granet au War Office, et Sir Philip Nash au G. Q. G. de France. Il y eut les grognements inévitables et attendus dans certains milieux environnant l'Etat-Major du G. Q. G. à propos de cette nomination. Certains généraux indignés offrirent leur démission. Ils répandirent le bruit — trop facilement accueilli dans certains quartiers — qu'il y avait là une intrigue de politiciens pour introduire de force dans l'armée des civils indésirables et s'immiscer dans le domaine des autorités militaires.

Pour mettre un terme aux suppositions d'après lesquelles j'aurais exercé mon autorité pour forcer Sir Douglas Haig à renvoyer un Etat-Major militaire compétent et lui substituer des civils ignorant tout des conditions de la guerre, je voudrais citer la lettre écrite à Sir Eric par le commandant en chef :

« Quartier général de l'armée britannique
« en France.

« Vendredi 22 septembre 1916.

« Mon cher Geddes,

« Butler m'a parlé de son entretien avec vous, et je suis très content de penser que vous êtes disposé à me rejoindre ici, et à m'aider à battre les Allemands pour le bien de l'Empire.

« Je vous serais reconnaissant de venir me voir, afin

qu'il n'y ait aucun malentendu sur les conditions dans lesquelles vous nous préparez à nous porter aide.

« Après avoir examiné avec soin l'organisation que vous m'avez proposée au cours de votre dernière visite, je suis très disposé à ce que vous preniez en main la charge complète des services de transports de l'armée en France, et je le désire vivement. Ceci signifie que vous aurez sous votre contrôle :

- « a) Les chemins de fer à voie large;
- « b) Les chemins de fer à voie étroite;
- « c) Les transports par eau de l'intérieur;
- « d) Les routes.

« Tout en travaillant d'après les instructions de mon Q. M. G., vous aurez l'accès direct auprès de moi, et serez en contact très étroit avec moi et avec mon Etat-Major, pour que nous connaissions vos plans, que nous envisagions l'avenir et que nous pourvoyions à nos besoins futurs.

« En attendant de vous voir,

« Votre très fidèle,

« D. HAIG. »

La nomination provoqua l'échange de lettres suivant entre le commandant en chef et moi-même :

« War Office,
« 27 septembre 1916.

« Mon cher général,

« Geddes m'a dit que vous lui aviez demandé de devenir votre chef exécutif pour les transports en France. Je l'ai déjà nommé, ainsi que vous le savez, à un poste analogue en Angleterre. Je lui ai fait savoir que j'aprouverais qu'il prît la responsabilité complète des entre-

prises des deux côtés de la Manche, si vous désiriez qu'il en fût ainsi. L'essentiel, à mon avis, c'est qu'on lui laisse les mains libres, et qu'il reçoive votre appui personnel et le mien. Si vous vous décidez à le nommer à votre Etat-Major, j'espère que vous trouverez la possibilité de réaliser ces conditions, en ce qui concerne la France. Je ferai de même en Angleterre. Il aura auprès de moi un accès direct, et ceci me permettra de prendre un intérêt personnel particulier au développement complet de votre système de transports.

« Sincèrement vôtre,

« D. LLOYD GEORGE. »

La réponse du général fut la suivante :

« Quartier général des armées britanniques
« en France.

« 1^{er} octobre 1916.

« Mon cher M. Lloyd George,

« Je vous remercie de votre lettre du 27 septembre. Je vais écrire officiellement au War Office au sujet de la nomination de Geddes, mais en réservant des détails variés qui seront discutés ici avec mon quartier-maître général et l'Inspecteur général des Communications.

« Il est dans mes intentions de laisser à Geddes les mains libres et de lui accorder mon appui personnel. Mais il est essentiel que les changements soient faits graduellement, sans bouleverser l'organisation existante qui a fait de l'excellent travail, dans des conditions très difficiles, et ne m'a jamais déçu jusqu'à cette date.

« Votre très fidèle,

« D. HAIG. »

En un mois, Sir Eric installa ses quartiers pour les

Transports dans un petit endroit appelé Monthouis, à trois milles de Montreuil. Il était destiné bientôt à devenir fameux, sous le sobriquet de Geddesburg (1). C'est dans ce centre qu'il organisa le système de transports qui fonctionna si splendidement durant la dernière partie de la guerre.

Pour un homme qui avait l'expérience de Sir Eric, le problème n'était pas très difficile. Il demandait surtout des connaissances dans la direction des transports, et une certaine aptitude à penser justement et à agir promptement. Pendant longtemps, les autorités militaires des transports s'étaient efforcées de se « débrouiller » avec un système tout à fait insuffisant. Les chemins de fer français de la région avaient été mis à leur disposition. Sur ces voies et sur ces routes qui n'avaient pas été construites pour porter le dixième d'un pareil trafic, en poids et volume, ils cherchaient à faire mouvoir les troupes et le matériel. Naturellement, la machine se détraqua. Le service entre les dépôts et les usines d'Angleterre et les ports français fonctionnait bien. Mais, derrière les ports, les places de rassemblement étaient le point faible du système, parce qu'elles s'étaient transformées en goulets de bouteille où s'étranglait le flot du trafic. Quand les marchandises s'en étaient enfin échappées et avaient atteint les chemins de fer, qui aboutissaient peut-être à quinze milles derrière le front, il fallait les convoyer sur des routes défoncées qui servaient en même temps au passage des troupes.

En plaçant des ingénieurs expérimentés à la tête de ces places de rassemblement, on diminua la congestion qui y régnait. Mais la première grande innovation de Sir Eric fut la construction de chemins de fer à voie étroite dans les régions de l'avant, pour transporter jus-

(1) Quand Sir Eric Geddes quitta la France en 1917 et fut remplacé par le général Nash, le nom de la ville fut changé en Nashville.

qu'au front le matériel apporté par les chemins de fer à voie large. Jusqu'à son arrivée, ces petites lignes n'existaient pas. Il esquissa un programme comprenant 1.200 kilomètres environ de chemins de fer légers, avec les wagons correspondants. Le premier stage de l'exécution impliquait une commande de 1.200 kilomètres de rails en acier. C'est par une nuit d'orage, en automne, que je fus réveillé de grand matin, à l'hôtel Crillon, par une estafette à cheval qui m'apportait le rapport de Sir Eric, établissant ses propositions à ce sujet. Je le lus et le signai de mes initiales. Il fut rapporté en grande vitesse à « Geddesburg », où il arriva à temps pour que Beharrel pût l'emporter en avion à Boulogne pour le bateau de neuf heures du matin. Il parvint ainsi à Londres où il surprit Sir Ernest Moir par l'importance de la commande qu'il contenait. Mais Sir Ernest produisit consciencieusement le matériel et, en juin 1917, le chemin de fer à voie étroite, long de 1.200 kilomètres, était terminé. Pour donner une idée de l'importance de ce travail, je rappellerai que 1.200 kilomètres de voie étroite supposent soixante mille tonnes d'acier pour les rails et les traverses, sans parler du matériel roulant. J'ajouterais que, pendant l'automne de 1917, un nouveau chemin de fer à voie étroite de plus de mille kilomètres fut commandé, et que le total des lignes établies avant la fin de la guerre dépassa 5.000 kilomètres.

L'engorgement qui s'était produit à l'arrière des ports de France ne pouvait être écarté qu'en accroissant la capacité des lignes normales qui transportaient les marchandises importées. Sir Eric fit quelques arrangements avec Sir Ernest Moir, pour le matériel nécessaire.

Vers la fin de novembre, il présenta son programme destiné à compléter les lignes normales. Jusque-là, l'armée s'était contentée des chemins de fer français existants. Pendant les années 1915 et 1916, l'Angleterre avait fourni à la France plus de 150 locomotives et 2.300 ton-

nes de matériel ferroviaire, pour maintenir ses lignes en état. Mais fort peu de chose avait été fait pour renforcer le réseau à l'aide de chemins de fer militaires anglais supplémentaires. Le nouveau programme de Sir Eric prévoyait 1.500 kilomètres de voies larges, 300 nouvelles locomotives de grandeur normale et environ 9.000 wagons. Sir Douglas Haig le soutint au cours d'une visite qu'il fit en Angleterre au commencement de décembre, et demanda par lettre qu'on lui fournît les moyens pour exécuter un vaste plan qui doublait les lignes anciennes, en construisait de nouvelles, et reliait les voies, les dépôts et les annexes.

Si j'ajoute que quinze cents kilomètres de chemins de fer à voie normale représentent 160.000 tonnes d'acier, soit six mille tonnes par semaine pendant six mois, on conviendra que Sir Eric « voyait grand » et n'en était pas effrayé. L'appui que lui accorda le commandant en chef prouve également que Geddes avait converti le G. H. Q. à ses vues. En juin 1917, tous ces ordres considérables avaient été exécutés, et une nouvelle commande pour 1.200 kilomètres avait été reçue.

En développant le réseau, on réduisit la congestion des ports. Il devint possible de déblayer les quais et d'accélérer le déchargement des cargos, quand le goulot de bouteille fut élargi, à l'arrière.

Dans le système des transports, les routes représentaient un autre élément essentiel. Elles étaient la première condition d'opérations militaires organisées. C'est de ce fait que les Romains s'étaient rendu compte quand ils construisirent leurs grandes voies militaires. Par suite de la guerre, les routes de France furent soumises à de terribles épreuves. Avant la construction des chemins de fer à voie étroite, elles n'en constituaient pas moins le seul véhicule des troupes et du matériel. Elles avaient été bouleversées, et pendant quelque temps aucun effort sérieux ne fut tenté pour les réparer.

Sir Eric Geddes organisa la réparation et la construction des routes. Les pierres furent extraites du sol français. L'ouvrage fut exécuté en grande partie par des prisonniers de guerre (1).

Avant de quitter ce sujet des routes, j'aimerais rendre hommage à la belle œuvre accomplie par Sir Henry Maibury, en organisant cette branche de nos moyens de transport. Quand le Département des Transports fut

(1) Pour faire comprendre l'importance des moyens de transports à moteur dont l'armée se servit, je citerai quelques chiffres concernant le nombre des véhicules mécaniques acquis par le War Office depuis le commencement de la guerre jusqu'au 1^{er} septembre 1916, et celui qui fut acquis par le ministère des Municions depuis cette date jusqu'à la fin de 1918.

a) Voitures ouvertes, lourdes et légères.

Acquises par le War Office avant le 1-9-16—	21.705
Acquises par le M. des M. du 1-9-16 à déc. 1918.	<u>37.785</u>

b) Cars, voitures couvertes, ambulances. 59.440

Acquis par le War Office.....	9.630
Acquis par le M. des M.	<u>24.170</u>

c) Wagons. 33.800

Acquis par le War Office	440
Acquis par le M. des M.	<u>714</u>

d) Tracteurs. 1.154

Acquis par le War Office.....	936
Acquis par le M. des M.	<u>2.505</u>

e) Motocyclettes. 3.441

Acquises par le War Office	18.750
Acquises par le M. des M.	<u>28.300</u>

Non compris les véhicules à moteur fournis aux Alliés. 46.050

constitué à « Geddesburg », c'est à Sir Henry Maybury que l'on confia la charge de maintenir en état les routes existantes et d'en construire de nouvelles, là surtout où le front était porté en avant. La mobilité de nos transports sur routes pendant la dernière partie de la guerre fut due, en grande partie, à ses efforts.

En étroite liaison avec les développements des transports, il faut placer le recrutement par Sir Eric Geddes d'un corps auxiliaire chinois. Il envoya en Chine un officier pour embaucher quinze mille paysans chinois, dont six mille furent employés aux travaux des chemins de fer, un millier aux transports par eau et le reste à des ouvrages divers, sur route, les têtes de rails, les déchargements de pierres, etc. (1).

L'histoire de notre œuvre dans le domaine des transports pendant la guerre n'avait jamais été contée. Il vaudrait la peine d'en faire le récit détaillé. Il en rejaillirait un très grand honneur pour ceux qui furent responsables de son développement et pour Sir Eric Geddes, tout particulièrement. Les extraits suivants de la dernière dépêche envoyée par Sir Douglas Haig à ce sujet, où apparaissent certaines réticences curieuses sur quelques points de l'affaire, rendent un hommage mérité aux « experts civils » dont je l'avais persuadé en 1916 de prendre l'avis.

« La coordination heureuse et l'usage bien compris de tous les moyens de transport exigent une organisation très systématique, fondée sur de profondes réflexions et sur une expérience antérieure. Si grand était le travail que représentait le maniement de masses considérables

(1) Quand on me demanda d'approuver le recrutement du « Travail chinois » en France, il paraît que je m'écriai : « Pour l'amour du ciel! pas de ce nom-là! Que diriez-vous de « corps auxiliaire chinois »? » C'est qu'en effet la première appellation aurait évoqué une controverse politique désagréable et dont le souvenir était resté très vivant chez les deux parties.

(et dont j'ai donné auparavant quelques exemples), si complexe était devenu le mécanisme des transports, si important était son maintien au maximum de puissance que, *dans l'automne de 1916, je fus forcé d'adopter un système entièrement nouveau pour le fonctionnement de nos lignes de communication.* Le poste d'Inspecteur général des Communications fut supprimé et les services dirigés antérieurement par cet officier furent mis sous le contrôle immédiat de l'Aide de camp général, du Quartier-Maître général et du Directeur général des transports. Il s'agissait pour ce dernier poste de créer un nouvel organe, doté d'un Etat-Major séparé, composé en majeure partie d'experts civils qui avaient à traiter spécialement les questions relatives aux transports.

« Cet organisme fut constitué, sous la direction brillante du Major général Sir Eric Geddes, pendant l'automne de 1916, comme il a été indiqué plus haut. Envers ces nombreux civils, habiles et expérimentés, qu'il introduisit dans son Etat-Major, après les avoir empruntés aux Compagnies de chemins de fer de la Grande-Bretagne et des Dominions, l'armée a contracté une dette de profonde reconnaissance pour l'excellence des services qu'ils ont rendus en général aux transports. »

CHAPITRE XXIX

LE BOURBIER DE MESOPOTAMIE

Il y a trois raisons pour lesquelles j'ai introduit le scandale de la Mésopotamie dans mes souvenirs de guerre. La première, c'est que je me suis opposé au projet de cette campagne. Je citerai le procès-verbal de la séance du Conseil de la Guerre tenu le 24 février 1915 :

« M. Lloyd George suggéra que l'Expédition de Mésopotamie n'était qu'une question secondaire. Les Turcs sa-viaient combien les conséquences d'un désastre en ces lieux seraient importantes et durables; ils n'épargneraient donc aucun effort pour le produire. A son avis, il fallait retirer l'armée de Mésopotamie et la concentrer sur les Dardanelles. »

La seconde est que, lorsque je devins Ministre de la Guerre, le 6 juillet 1916, une tâche urgente m'attendait : remettre l'ordre dans la confusion et le gâchis de l'Expédition anglaise en Mésopotamie.

Enfin, j'ai une dernière raison pour décrire cette expédition dans mes mémoires de guerre : elle nous offre un exemple parfait de ce que peut l'administration militaire lorsqu'elle échappe entièrement à l'intervention des civils. Ce fut une campagne de soldats de profession, et pas un homme d'Etat intrigant ne fit peser sur elle la moindre surveillance. La tradition place le jardin du Paradis ter-

reste entre l'Euphrate et le Tigre. Ce lieu de bénédiction devint en 1916 le Paradis du Casque de Fer.

Pendant près de deux ans, il exerça sur ce jardin un empire libre et absolu. Ni épouse ni serpent ne l'induisait en erreur ou ne s'immisçait dans ses affaires. Si quelques hommes politiques rôdaient ça et là, ils étaient aussi doux que les bêtes fauves dans l'Eden. Il s'y prélassait tout seul. Voyons quel genre de Paradis il a créé.

C'est une horrible histoire de tragédie et de souffrance, résultat de l'incompétence et de l'insouciance grossière des chefs militaires responsables. On a essayé de l'étouffer par une campagne de mystère et de rapports dénaturés à dessein; en dépit de ces efforts, assez de détails avaient transpiré au début de 1916 pour montrer clairement qu'une action énergique de la part du Gouvernement anglais était nécessaire.

L'histoire de l'Expédition jusqu'à cette date peut être résumée de la façon suivante. Vers la fin de septembre 1914, il devint évident que la Turquie était sur le point de s'allier aux Puissances ennemis. Des mesures urgentes s'imposaient donc pour protéger les puits de pétrole que l'Anglo-Persian Oil Company possédait dans le Golfe Persique; le Gouvernement était devenu le principal actionnaire de cette société pour s'assurer le pétrole nécessaire à sa marine.

A ce moment, les troupes de l'Inde étaient expédiées en France; le Gouvernement Impérial s'entendit avec le Gouvernement de l'Inde pour qu'une brigade fût dirigée sur le Golfe Persique; elle occuperait l'île d'Abadan, à l'embouchure de l'Euphrate, et protégerait les réservoirs de pétrole et les pipe-lines. Ces forces débarquèrent en temps voulu et furent envoyées le 23 octobre 1914.

Quinze jours plus tard, le 5 novembre 1914, la guerre fut déclarée à la Turquie. Deux nouvelles brigades furent envoyées en Mésopotamie et, le 22 novembre, la ville de

Bassora était capturée et occupée. Bassora, port de mer de la Mésopotamie, était situé sur la rive-ouest du Chatt-el-Arab (large fleuve formé par la réunion du Tigre et de l'Euphrate), à environ 70 milles de la mer.

Cette expédition était faite d'accord avec le Gouvernement anglais; d'après les termes de l'accord, toutes les dépenses des forces expéditionnaires de l'Inde, dépassant les frais ordinaires de l'entretien de ces troupes, étaient à la charge du Trésor impérial; cependant, l'administration était placée sous la seule surveillance et la seule responsabilité des chefs de l'armée de l'Inde.

En février, sous la menace d'attaques turques, le Gouvernement de l'Inde envoya à regret une autre brigade; en mars, quand le danger devint plus grand, on lui ordonna péremptoirement d'en expédier une quatrième. Pendant ce temps, les forces expéditionnaires avaient étendu leur zone en s'emparant, au mois de décembre, de la ville de Kourna, où le Tigre et l'Euphrate se rencontrent, à 50 milles au-dessus de Bassora. Elles occupaient donc toute la longueur du Chatt-el-Arab.

Le 1^{er} avril, sans demander le consentement du Ministère de l'Inde, à Londres, le Gouvernement de l'Inde décida d'organiser les forces expéditionnaires comme un corps d'armée. Il envoya deux autres brigades pour compléter une seconde division; le général Nixon reçut le commandement en chef de cette armée. On lui ordonna de faire des plans pour occuper tout le vilayet de Bassora et enfin pour s'avancer vers Bagdad.

Le champ de pétrole était situé à l'est du Chatt-el-Arab, près d'un affluent, le fleuve Karoun, et la pipe-line suivait sa rive gauche jusqu'à l'île d'Abadan. Le 19 avril, le Gouvernement anglais demanda à l'armée de s'avancer contre les Turcs dans cette région. Le même jour, le général Nixon réclama d'autres troupes que l'Inde lui refusa. Le Gouvernement anglais approuva ce refus et ajouta l'avertissement suivant contre les opérations trop

vastes: « Il faut repousser toute proposition entraînant des demandes possibles de renforts ou une extension excessive... Actuellement, notre position stratégique est solide et nous ne pouvons pour le moment courir des risques en l'étendant d'une façon exagérée. En Mésopotamie, le mot d'ordre doit être la prudence. »

Le général Nixon envoya alors une partie de son armée, commandée par le général Gorringe, sur les rives du Karoun; obtenant à la dernière minute l'autorisation du Gouvernement anglais, il confia l'autre partie au général Townshend, avec l'ordre de s'emparer d'Amara, à 90 milles en amont du Tigre. Les deux opérations furent couronnées de succès et le 3 juin Amara était prise. Puis, par une chaleur torride, une avance fut faite le long de l'Euphrate jusqu'à Nasariyeh, à 68 milles de Kourna. Le Gouvernement de l'Inde désirait vivement maintenant que cette avance fût poursuivie; avec le consentement de Sir Austen Chamberlain, Secrétaire d'Etat pour l'Inde, il ordonna à Townshend d'atteindre Kout, à 150 milles d'Amara, sur le Tigre; le 29 septembre 1915, on pénétra dans cette ville après un violent combat.

En novembre 1914, l'idée d'une avance définitive sur Bagdad avait été abandonnée à la fois par le Ministère de l'Inde et par le vice-roi qui y faisaient de graves objections. Mais les succès postérieurs avaient rendu le Gouvernement de l'Inde favorable à ce projet; il demanda au Gouvernement anglais que le général Nixon eût la permission d'exécuter son plan. Le 6 octobre 1915, M. Austen Chamberlain, alors Ministre de l'Inde, s'y opposa catégoriquement, mais plus tard il se laissa flétrir et déclara que si l'Etat-Major approuvait cette opération et la jugeait possible avec l'aide de deux nouvelles divisions qu'on pourrait bientôt mettre à la disposition de l'armée de Mésopotamie, le Gouvernement anglais était prêt à l'examiner. Après quelque hésitation, l'Etat-Major des Indes décida qu'avec deux nouvelles divisions

Bagdad pouvait être prise et gardée. Le général Nixon finit par dire au général Townshend d'aller de l'avant et de s'emparer de Bagdad avec les hommes fatigués dont il disposait, dans l'espoir que bientôt deux autres divisions arriveraient en Mésopotamie.

Townshend parvint jusqu'à Ctesiphon, à quelques milles de Bagdad. Là, il trouva l'ennemi installé dans des tranchées bien fortifiées, et numériquement égal ou supérieur à ses troupes épuisées. Après un combat acharné, l'armée anglaise battit en retraite et dut descendre le long du fleuve, car elle manquait de vivres et d'ambulances pour les blessés; livrant de continuels combats sur son arrière-garde, elle atteignit Kout et se prépara à s'y maintenir jusqu'à ce que les nouvelles troupes attendues vinssent la délivrer et la renforcer. Plus de 30 % de ses soldats avaient été tués ou blessés.

Le général Townshend arriva à Kout le 3 décembre; les autorités militaires lui ordonnèrent de se défendre jusqu'à ce qu'il reçût des renforts. Le 7 décembre, la ville était entièrement cernée par les Turcs. Après avoir subi de grosses pertes en essayant de la prendre d'assaut, ils se mirent en devoir de l'assiéger.

Les autres troupes anglaises se hâtèrent de faire tout ce qu'elles pouvaient pour délivrer la ville. Elles furent renforcées par les deux divisions promises qui venaient de France. C'étaient des divisions de l'Inde déjà cruellement éprouvées par les combats auxquels elles avaient pris part sur le front occidental; elles arrivèrent peu à peu à Bassora au cours du mois de décembre et 12.000 soldats se trouvèrent immobilisés, faute de moyens de transport pour les amener sur le front. L'armée du Tigre, qui s'efforçait de délivrer le général Townshend, fut battue à plate couture. Elle fit quelque avance dans ses attaques contre les lignes des assiégeants; mais, ne recevant aucun renfort, elle renonça à pratiquer une trouée. Enfin, le 29 avril 1916, après avoir vaillamment défendu la ville

pendant 147 jours, le Général, manquant de vivres, dut se rendre.

Bien longtemps avant ce dénouement tragique, il était devenu évident que, pour une raison ou une autre, l'expédition était irrémédiablement mal dirigée et, au début de février 1916, le Ministère de la Guerre en prit le commandement. Les troupes cependant faisaient partie de l'armée de l'Inde et dépendaient de l'Etat-Major de Simla. Ce ne fut qu'en juillet 1916, à mon entrée au Ministère de la Guerre, que l'administration de toute l'expédition fut confiée au Gouvernement anglais. Ce fut la première mesure que je pris pour mettre de l'ordre dans ce gâchis. Ensuite, je nommai une Commission d'enquête. Cette commission fut créée en août 1916 et présenta son rapport le 17 mai 1917. Sur les huit délégués, sept signèrent le rapport : le commandant J. Wedgwood présenta un rapport séparé, concordant avec l'autre dans l'ensemble, mais mettant en relief avec plus de force encore les bêtises et les erreurs commises en particulier par le Vice-Roi et par le commandant en chef de l'Inde.

Les faits révélés par le rapport de cette Commission jetèrent une sinistre lumière sur la mauvaise administration, la stupidité, la négligence criminelle et l'étonnante incompétence des chefs militaires chargés d'organiser l'expédition ; ils éclairèrent aussi les horribles et inutiles souffrances des courageux soldats condamnés à l'échec et à la défaite par les fautes de leurs chefs.

L'Etat-Major de l'Inde connaissait parfaitement bien la nature du pays où l'armée était envoyée et le genre d'équipement dont elle aurait besoin. La Mésopotamie est une région alluviale et plate, presque entièrement inondée dans la saison des pluies, tandis que l'été les fleuves ne sont plus que des ruisseaux sans profondeur. Les bonnes routes manquent et le transport des hommes et des vivres devait se faire principalement par eau.

Dans ce pays, la chaleur est torride en été, quoique les nuits soient froides pendant la plus grande partie de l'année, et en hiver et au printemps il est exposé à des vents froids et à des orages glacés. C'est un pays primitif et arriéré, assez éloigné, par mer, de la base civilisée la plus proche.

Evidemment, avant d'envoyer une expédition en Mésopotamie, il était indispensable de s'assurer qu'elle était bien équipée; il lui fallait un grand nombre de bateaux adaptés à la navigation fluviale pour la transporter; les vêtements et la nourriture devaient convenir au climat; l'installation médicale, surtout en ce qui concernait les blessés, devait être au-dessus de la moyenne pour répondre aux dangers d'un pays stérile et dévasté par la maladie; des mesures devaient être prises pour établir une base parfaitement organisée au port de Bassora; enfin les dispositions pour les renforts devaient être soigneusement préparées et promptement mises à exécution.

Non seulement ces devoirs évidents furent mal accomplis, mais encore, chose presque incroyable, beaucoup furent complètement oubliés. Durant les premiers mois de la guerre, le Gouvernement de l'Inde montra une extraordinaire lenteur à secourir l'Empire dans sa lutte. Si on ne l'y avait pas contraint, il n'aurait pas envoyé un seul soldat sur le front, et malgré l'énorme population du pays, il se déclara incapable de recruter des troupes supplémentaires en nombre suffisant. Il ne voulait pas dépenser un sou pour la guerre; en effet, dans le débat sur le budget qui eut lieu à Simla en mars 1915, un de ses membres déclara avec fierté que, bien que ce fût un budget de guerre, les dépenses militaires n'avaient pas été augmentées et se trouvaient au-dessous de la somme prévue. Les troupes hindoues étaient sous la direction des autorités anglaises. Mais celles qui furent envoyées en Mésopotamie dépendaient entièrement des autorités récalcitrantes et parcimonieuses de Simla, qui

les laissèrent dans le dénuement et leur plaignirent tout équipement et tout moyen d'existence.

« Chaque général qui a comparu devant nous a convenu, dirent les membres de la Commission, que l'armée expéditionnaire de Mésopotamie était très mal équipée. »

Elle manquait d'artillerie, en particulier d'artillerie lourde. Le haut commandement de l'Inde ne semble pas avoir eu l'idée d'en demander. En décembre 1915 seulement, lorsque la malheureuse attaque contre Bagdad eut échoué et que le général Townshend fut assiégué à Kout, on reçut la première requête d'artillerie lourde pour la Mésopotamie : ce ne fut que le 26 mai 1916 que l'Inde énuméra avec précision le matériel dont elle avait besoin.

Même au printemps de 1916, l'expédition manquait de beaucoup de choses que l'Inde aurait pu fournir : pinces coupantes, fusées, feux Véry, wagons-réservoirs, tentes, moustiquaires, casques coloniaux, bombes, remèdes, et mêmes couvertures et vêtements. Le Commandant en chef des troupes de l'Inde s'excusa devant la Commission en disant que, tout au moins aux Indes, il n'avait pas été question avant la guerre de ces objets. Mais l'expédition n'en était pas pourvue dix-huit mois après. Les Turcs eux-mêmes employaient des feux Véry en Mésopotamie, tandis que nos soldats n'en avaient pas.

Malgré la rigueur du climat à certaines saisons, les autorités militaires proposèrent d'abord de laisser les vêtements chauds au soin de la bienfaisance privée et d'expédier les troupes avec des culottes courtes et des effets convenant aux tropiques. Le Vice-Roi lui-même protesta.

Pendant les six premiers mois, il n'y eut pas d'aéroplanes, bien qu'ils fussent indispensables dans ce pays immense et sans routes. Les pouvoirs anglais eurent leur part de blâme dans cette faute.

Mais c'est lorsque nous arrivons à la question des transports fluviaux que nous voyons la maladresse et l'incompétence des autorités militaires dans toute leur étendue. Tant que l'expédition n'eut d'autre objectif que de débarquer dans l'île d'Abadan ou d'atteindre le port de Bassora, elle eut surtout besoin de navires de haute mer. Mais, à partir de décembre 1914, lorsque, avec l'approbation des chefs de Simla, elle remonta le fleuve jusqu'à Kourna, des moyens de transport spéciaux devinrent une nécessité absolue, et ce besoin croissait à mesure que l'avance progressait en amont du Tigre.

Dès le 23 novembre 1914, après la prise de Bassora, le commandant Hamilton, qui connaissait parfaitement bien le Tigre, conseilla au général Barrett de demander immédiatement douze bateaux à vapeur spéciaux, car ils devaient être exécutés sur un modèle peu courant et leur construction demanderait un an. Mais le général Barrett et son Etat-Major jugèrent que cela ne pressait pas et attendirent janvier; à ce moment-là, le Gouvernement de l'Inde leur demanda de quels moyens de transport ils avaient besoin. Le général réclama alors sept steamers et deux gabares. En février, il réclama quatre remorqueurs. Ces bateaux arrivèrent en mars aux Indes et furent envoyés, mais lorsque le général Nixon prit en mai la direction des opérations, il s'aperçut que ces bateaux ne pouvaient servir pendant les chaleurs quand le fleuve était bas. Il demanda des navires ne tirant pas plus de trois pieds ou trois pieds six pouces.

Après de longs délais aux Indes, cette requête fut enfin ajoutée à une réquisition adressée télégraphiquement à l'Office de l'Inde, le 4 août 1915. On attendit, pour agir, que la lettre confirmant le télégramme arrivât en septembre. Alors les fonctionnaires de l'Office cherchèrent la firme à qui ils devaient confier ce travail; mais, plutôt que de payer une commission équivalant au tiers de 1 % pour surveiller l'exécution de la

commande, ils s'adressèrent à leur architecte naval. Celui-ci, qui n'avait aucune connaissance spéciale du cours du Tigre, fit construire des vaisseaux très différents du type commandé. Ces vaisseaux furent envoyés par pièces détachées entre avril et décembre 1916. Disons brièvement qu'à cause des altérations apportées au modèle, ces bateaux ne purent être employés à remonter le fleuve; de plus, il fallut les ajuster à Bassora, ce qui retarda encore leur arrivée en Mésopotamie; enfin, comme aucun chantier maritime n'existe à Bassora et que certaines pièces étaient très grandes, on eut beaucoup de peine à les monter, d'autant que les vaisseaux n'étaient accompagnés ni de dessins, ni de descriptions, ni d'instructions. Quelques pièces s'enfonçaient dans trente pieds d'eau; le reste dut être remorqué à Bombay pour y être monté.

La Commission remarque :

« Il serait difficile de trouver des méthodes plus absurdes que celles employées en Angleterre en 1915 et au début de 1916 à l'achat et à l'expédition d'embarcations fluviales. »

En octobre 1915, lorsque le général Nixon apprit que les vapeurs à aubes dont il avait besoin ne seraient pas construits avant un an, il s'adressa à l'Inde et demanda des bateaux ordinaires pour les remplacer. Les autorités répondirent, comme elles l'avaient déjà fait en juin, qu'aucun remorqueur n'était disponible. Un mois plus tard, elles avouèrent qu'elles en avaient treize.

La Commission dépeint les circonlocutions et la routine administrative grâce auxquelles tant de temps s'écoulait avant qu'une réponse même négative fût faite à une requête de Mésopotamie :

« La correspondance s'échangeait habituellement entre le G. O. C. de Mésopotamie et le chef d'Etat-Major de Simla ou de Delhi. De là, les demandes d'embarcations fluviales étaient transmises au Quartier-Maître Général qui en communiquait ce qu'il jugeait nécessaire au capi-

taine Lumsden, Directeur de la Marine Royale des Indes à Bombay. »

La Commission décrit ainsi comment ce directeur passait son temps :

« Le Directeur de la Marine Royale des Indes n'avait pas le droit — ou du moins il n'exerçait pas ce droit — de prendre des initiatives sur des questions maritimes ou nautiques... La plus grande partie du temps du Directeur et des fonctionnaires les plus anciens de la Marine des Indes est occupée par un simple travail de bureau. La quantité de papier qu'ils doivent noircir — ou tout au moins qu'ils noircissent — est inimaginable... Le Directeur de la Marine Royale des Indes a donné à la Commission la liste des devoirs dont l'accomplissement l'empêchait d'aller en Mésopotamie afin de juger la situation de ses propres yeux. La plupart des devoirs énumérés ne demandaient ni expérience maritime, ni science nautique; tout homme d'affaires vigilant aurait pu s'en acquitter, n'eût-il même jamais navigué de sa vie. »

Le rapport, d'ailleurs, fait plusieurs allusions au fait que les fonctionnaires de l'Inde n'allaien jamais se rendre compte des choses eux-mêmes; et quand on leur exposait la situation, ils refusaient de faire attention aux rapports. Chose plus grave encore, ils faisaient bel et bien des rapports inexacts.

« Simla était si peu au courant de la véritable situation en Mésopotamie, que le Grand Etat-Major de l'Inde, dans ses évaluations de juin et de septembre 1915, affirmait que l'expédition avait toutes les embarcations fluviales dont elle avait besoin; c'était un de ses arguments pour encourager l'avance vers Bagdad. »

Cette pénurie de moyens de transport, qui dura jusqu'au printemps de 1916, fut la cause directe de l'échec des opérations militaires exécutées par les troupes avec une extrême bravoure. Pour cette raison, il fallut près de deux mois pour concentrer les troupes et les approvision-

nements pour l'avance d'Amara à Kout; le funeste retard de l'avance sur Bagdad eut la même cause. Il semble presque certain que, sans ce manque de moyens de transport par fleuve, l'armée turque aurait été détruite entre Amara et Ctesiphon. D'après la Commission, des preuves concluantes montrent que cette même pénurie a causé l'échec des tentatives faites pour secourir Kout.

Puisque, aux Indes aussi bien qu'en Angleterre, on connaissait l'importance capitale de ces transports, on peut se demander quel démon poussait les autorités militaires à permettre l'avance sur le Tigre dans de telles conditions. Le rapport de la Commission établit que le général Nixon, commandant en Mésopotamie, s'apercevant que les chefs de l'Inde ne pouvaient, ou ne voulaient, fournir les navires nécessaires, fut prêt à tenter la chance avec ce qu'il avait. Quant aux autorités de l'Inde qui n'avaient pas donné un secours qu'elles savaient sans doute indispensable, elles ne firent aucun effort pour attirer l'attention de Londres sur la gravité de cette question. On donna à l'Office de l'Inde l'impression que tout marchait bien, et cette impression fut éternisée par un incident qui caractérise l'esprit administratif. La demande du général Nixon réclamant des vaisseaux envoyée à l'Office de l'Inde par le Gouvernement de l'Inde ne fut pas communiquée au Secrétaire d'Etat à la Guerre. Le Bureau Militaire de l'Office de l'Inde l'envoya au Bureau du Matériel de Guerre comme il l'aurait fait d'une commande; bien qu'elle fût transmise au War Office, aucune lettre n'attira l'attention sur la pénurie des moyens de transport qu'elle révélait. Ainsi les officiers dans l'Inde et à Londres cachèrent ou ignorèrent des faits qui auraient empêché le Conseil de la Guerre ou le Conseil des Ministres de consentir à la malheureuse avance sur Bagdad.

La même négligence se manifesta quand il fallut organiser le port de Bassora pour recevoir des navires ou des

marchandises. Les navires disponibles perdirent ainsi la plus grande partie de leur utilité. Le général Gorringe déclara que « jusqu'en septembre 1915 aucune amélioration ne fut apportée aux quais de déchargement... quoique l'installation fût mauvaise et le port encombré par toutes sortes de marchandises non déchargées ».

A ces inconvénients matériels s'ajoutait l'incompétence des employés militaires. La Commission signale que les navires étaient retardés, moins parce qu'on ne pouvait transporter leur cargaison sur des gabares que parce que l'administration militaire du port, par incapacité ou mauvaise volonté, ne la manipulait pas rapidement.

« Il est évident que les officiers de la Marine Royale de l'Inde n'ont pas été habitués à diriger le mouvement d'un port et à décharger des cargaisons... Des hommes qui avaient les qualités requises étaient employés, on le savait, dans les grands ports fluviaux de l'Inde et de la Birmanie. On ne leur demandait pas conseil; on n'eut recours à eux que plus d'un an après le débarquement des troupes expéditionnaires en Mésopotamie, quand la situation devint grave à Bassora. »

En janvier 1916, le Gouvernement de l'Inde envoya enfin un technicien civil, Sir George Buchanan, qui avait autrefois dirigé le port de Rangoon; on le nomma Directeur général de Bassora et on lui donna l'ordre de réorganiser le trafic du port et son installation. Mais, oubli caractéristique, on négligea de définir sa situation et ses responsabilités, et le général Nixon se mit en devoir de les restreindre, de telle sorte que Sir George Buchanan jugea inutile de persister et retourna bientôt aux Indes. Dans le rapport qu'il présenta à Simla, il disait :

« J'ai eu peine à comprendre que nous occupions Bassora depuis un an, car les dispositions prises pour le débarquement et l'emmagasinage des marchandises de toutes sortes étaient des plus primitives; les routes manquaient et toute la zone n'était qu'une vaste fondrière.

D'après les apparences, un nouveau venu aurait pu croire que les troupes et les approvisionnements avaient été débarqués pour la première fois la semaine précédente... L'expédition militaire à Bassora est, je crois, unique en son genre, attendu que jamais auparavant une armée aussi considérable n'a débarqué et n'a été maintenue sans qu'une base convenable n'ait été préparée. »

Mais si les autorités militaires, en négligeant les moyens de transport furent directement responsables de l'échec et de la défaite de l'expédition, leur insouciance à l'égard de l'organisation médicale transforma le désastre en horreur. Les dispositions prises pour les blessés et les malades étaient insuffisantes, et tant d'atrocités furent racontées que Sir Beauchamp Duff lui-même, commandant en chef de l'armée des Indes, se sentit obligé de nommer une Commission d'enquête en mars 1916. Le rapport de cette Commission révélait d'une façon si terrible la négligence et l'incompétence des fonctionnaires que le Gouvernement de l'Inde ne voulut pas le publier. La Commission de Mésopotamie nommée par Londres vit ce travail et en fit l'appendice de son propre rapport. On lui donna le nom de rapport Vincent-Bingley, car Sir William Vincent et le général Bingley en étaient les principaux auteurs.

Les deux rapports prouvent que les autorités militaires de l'Inde privèrent systématiquement les troupes expéditionnaires des ressources médicales les plus indispensables, que les protestations étaient étouffées et les offres de secours venues du dehors refusées.

D'ailleurs, à ce point de vue, le niveau de l'armée des Indes a toujours été bas. Un témoin qui faisait partie du service médical dit à la Commission : « Je crois, messieurs, que vous ne considéreriez pas les hôpitaux des Sepoys en temps de paix comme des hôpitaux. »

Sir Alfred Keogh, Directeur général des Services Mé-

dicaux de l'Armée au Ministère de la Guerre, a déclaré :

« Je n'hésite pas à dire que les mesures médicales prises à l'armée de l'Inde sont honteuses depuis des années et des années... On ne peut rien imaginer de plus déplaisant que le peu de soins et d'attentions réservés aux soldats malades dans l'Inde. »

Mais si telle était la situation aux Indes, elle était pire en Mésopotamie. L'expédition fut envoyée au loin avec un matériel médical qui était inférieur (si on s'en tient aux plans d'organisation) à celui d'une campagne sur la frontière; et pendant longtemps, par son nombre, le personnel médical en Mésopotamie fut encore bien au-dessous de ces calculs insuffisants. »

Parfois, les remèdes indispensables faisaient défaut. Dans les hôpitaux, les appareils nécessaires étaient peu nombreux ou manquaient complètement. Souvent, il n'y avait pas de glace. Pendant des mois, il n'y eut pas de ventilateurs électriques. Les pansements, les couvertures, les bassins, les éclisses, étaient en nombre trop restreints. Même quand les blessés arrivaient à l'hôpital militaire de Bombay, c'était pour y trouver une négligence consternante : pas d'appareil radiographique, les éclisses et les instruments chirurgicaux faisaient défaut; les docteurs, les chirurgiens, les infirmières, les aides étaient trop peu nombreux.

Les docteurs et le personnel des ambulances accomplirent des miracles de travail et d'héroïsme, mais ils étaient en nombre insuffisant. A la première bataille de Kout, quelques unités de combat n'avaient pas de brandagers; les blessés passèrent la nuit sur le champ de bataille; certains furent dépouillés, mutilés et tués par les Arabes.

Aucune voiture ne fut envoyée pour les grands blessés. On y suppléa par des mules! Les commissaires déclarent : « Nous n'avons aucune preuve que ces mules

aient jamais été employées par les blessés, quoiqu'un témoin les ait vues à une certaine occasion et ait remarqué leur humeur rétive. Evidemment, elles ne pouvaient servir pour les cas graves. »

A défaut d'ambulances, les infirmiers étaient obligés de transporter les blessés les plus gravement atteints dans des chariots d'armée sans ressorts et traînés par des mules, des poneys ou des bœufs. L'A. D. M. S., 3^e division, dit que ce chariot, « sans ressorts, n'a pas de bâche pour protéger de la pluie ou du soleil; le fond est formé de barreaux de fer, de sorte que, malgré tous les matelas ou tout autre genre de rembourrage, placer un blessé, surtout s'il a une fracture, dans un véhicule pareil, est inhumain et cruel ».

Parfois, paraît-il, les cadavres étaient employés comme coussins dans ces chariots, à défaut d'autre moyen de rembourrage.

Mais, quand nous arrivons au transport des blessés et des malades par fleuve jusqu'à Bassora, ce récit atteint le comble de l'horreur. Aucun navire n'avait été aménagé en ambulance, il n'y avait pas d'infirmiers pour soigner les malheureux pendant le voyage. Il fallait donc se servir des rares bateaux qui avaient transporté les hommes, les approvisionnements et les animaux; l'encombrement rendait impossible de les nettoyer ou de les désinfecter avant d'y embarquer les blessés, serrés les uns contre les autres, pour les envoyer à Bassora; quelques hommes étaient détachés du personnel insuffisant et surmené des ambulances, pour les soigner — en trop petit nombre pour qu'ils pussent s'occuper d'eux sérieusement ou même leur donner à manger.

« Les blessures qui demandaient des pansements fréquents étaient négligées; l'état de la plupart des patients qui avaient voyagé ainsi fut jugé déplorable lorsqu'ils arrivèrent à Bassora. Souvent les blessures s'étaient infectées et avaient grand besoin d'être pansées. Parfois

des escarres s'étaient formées; plus d'un malade arriva souillé d'excréments et d'urine; en quelques cas, des vers grouillaient dans les blessures. »

Le major Carter décrit comment, après la bataille de Ctesiphon, les blessés arrivèrent à Bassora. La Commission a cité cette description, et je ne puis la reproduire sans m'excuser de son horreur répugnante, mais il est nécessaire de regarder en face le sort réservé à nombre d'hommes vaillants qui, dans la grande guerre, ont combattu pour l'Angleterre et son Empire. Nos soldats n'ont pas eu simplement à lire le récit de ces souffrances; ils les ont subies.

Voici ce compte rendu:

« J'étais debout sur le pont (du bateau-hôpital *Varela* de Bombay) le soir où le *Medjidieh* arriva. Ce bateau avait deux gabares d'acier sans protection contre la pluie, autant que je puisse m'en souvenir. Lorsqu'il s'approcha de nous, je vis qu'il était bondé d'hommes, ainsi que les gabares. Celles-ci furent mises à l'eau et le *Medjidieh* se rangea à côté du *Varela*.

« A 300 ou 400 mètres, on eût dit que des festons de cordes le garnissaient. De près, une forte puanteur se dégageait; je m'aperçus alors que ce que j'avais pris pour des cordes étaient des stalactites sèches d'excréments humains. Les malades étaient si serrés, dans le navire, qu'ils ne pouvaient satisfaire aux besoins de la nature hors du bord du navire, et tout le côté était couvert de ces excréments. Voici ce que je vis ensuite. Un certain nombre de soldats étaient debout ou à genoux contre les bastingages. Puis nous trouvâmes une masse d'hommes entassés n'importe comment — avec ou sans couverture. Ils étaient couchés dans une mare de dysenterie d'environ trente pieds carrés. Ils étaient couverts de la tête aux pieds de déjections. Le premier que j'examinai... (je saute un passage

encore plus terrible)... Cet homme avait la cuisse fracturée et perforée en cinq ou six endroits. Il se tordait de douleur sur le pont du bateau. Beaucoup d'autres cas étaient presque aussi graves. Il y avait un grand nombre d'horribles escarres. Dans mon rapport au Gouvernement de l'Inde, je décris sans ménagements comment j'ai trouvé des hommes qui avaient à leurs jambes, en guise d'éclisses, des planches de caisses de whisky, des fils de fer, etc... Etaient-ce des Anglais ou des Hindous? Il y avait à la fois des Anglais et des Hindous. »

Voici maintenant le compte rendu du G. O. C. de l'expédition :

« Blessés expédiés dans de bonnes conditions. Beaucoup pouvant se remettre sur les lieux, confortablement installés dans les hôpitaux d'Amara et de Bassora. Ceux qui ont des congés de maladie ont été placés directement dans deux vaisseaux-hôpitaux qui attendaient à Bassora l'arrivée des bateaux descendant le fleuve. Etat des blessés en général très satisfaisant. Malgré les circonstances extrêmement difficiles, services médicaux ont admirablement fonctionné. »

Que devint le rapport du major Carter adressé aux autorités militaires de l'Inde? La Commission décrit ainsi l'accueil que ce rapport reçut :

« Le major Carter fut traité avec une grande grossièreté. Le chirurgien en chef Hathaway, écrivant au D. M. S. de l'Inde à ce sujet, déclare : « Le commandant d'armée, se rendant compte de l'injustice commise, ordonna au D. A., au Q. M. G. et à moi-même de nous occuper du major Carter et d'examiner ce qui donnait prise à la critique dans ses remarques. » Le général Cowper, chargé de l'enquête, nous dit : « Je le menaçai de le mettre aux arrêts et de lui enlever son vaisseau-hôpital, car ce n'était qu'un maniaque intrigant qui se mêlait de ce qui ne le regardait pas. »

Le général Cowper traitait le major Carter comme on l'avait traité lui-même; le Commandant en chef dans l'Inde, Sir Beauchamp Duff, l'avait en effet menacé de le destituer parce qu'il avait demandé avec trop d'insistance des bateaux de navigation fluviale.

Non seulement les autorités ne faisaient rien elles-mêmes, mais elles n'acceptaient aucune aide. Le 11 août 1915, le Ministre de l'Inde télégraphia au Vice-Roi que le Lord-Lieutenant du Hampshire offrait de réunir des fonds pour les soldats malades et blessés de Mésopotamie et d'envoyer des médecins, des infirmières, des remèdes et tout ce qui pourrait contribuer au bien-être des hôpitaux. Le Vice-Roi conféra avec le Commandant en chef et répondit qu'on avait assez d'argent pour donner aux malades et aux blessés de l'Inde et de la Mésopotamie tous les soins nécessaires; il ajouta que son Gouvernement avait pris ses dispositions pour avoir des médecins et des infirmières. En décembre 1914, Madras offrit des ventilateurs électriques pour les hôpitaux de Bassora; au milieu de 1915, ils n'étaient pas encore installés.

La Croix-Rouge d'Angleterre câbla au Général Nixon pour lui proposer deux canots automobiles. Cette offre fut répétée le 28 décembre. Voici la réponse qui fut faite :

« Nous n'avons besoin de rien pour le moment. A l'avenir, s'il nous manque quelque chose, nous n'hésiterons pas à vous le demander. »

Ceci se passait immédiatement après l'effondrement total des services médicaux qui suivit la bataille de Ctesiphon.

Il est inutile que je raconte en détail le fiasco des autorités militaires dans toutes les autres questions médicales et sanitaires : la nourriture insuffisante et mal appropriée qui, en 1915, provoqua une épidémie de scorbut parmi les soldats, épidémie qui reparut plus grave

encore au printemps suivant; les approvisionnements d'eau négligés, de sorte que les soldats durent boire l'eau de la plus proche rivière et que le choléra éclata.

Le rapport de la Commission prouve que de tous côtés on omis complètement de prendre les dispositions les plus élémentaires pour subvenir aux besoins évidents de l'expédition.

Dans leurs « Déclarations », les commissaires remarquent :

« En examinant les faits qui auraient dû, à première vue, être manifestes à tout administrateur civil ou militaire ayant accordé cinq minutes d'attention à la carte de Mésopotamie et aux caractéristiques de ce pays, on s'aperçoit de l'imprévoyance des autorités et de leur manque de précautions à l'égard des besoins les plus essentiels des troupes expéditionnaires; il en résulte quelque discrédit sur les capacités de ces administrateurs. »

Je n'ai pas besoin de parler de la façon dont les chefs militaires de l'Inde privèrent l'expédition de détachements et de renforts, bien que le pays comptât 315 millions d'habitants, dont 50 millions appartenant à des races combattantes. Mais un incident étonnant mérite d'être rapporté.

En octobre 1915, alors qu'on préparait l'avance sur Bagdad, l'armée avait un besoin urgent de renforts; l'Angleterre demanda donc au Gouvernement de l'Inde de fournir provisoirement une division, car les deux divisions qui venaient de France n'arriveraient peut-être pas à temps.

« Afin d'esquiver cette obligation, dit le rapport, le Gouvernement de l'Inde eut recours à des procédés dont le moins qu'on en puisse dire est qu'ils manquent de franchise. »

Il y avait en réalité des batteries d'artillerie, des régiments de cavalerie et des brigades d'infanterie dont on aurait pu se passer dans l'Inde, mais l'Angleterre n'en

fut pas informée. Voici la raison que donna le secrétaire militaire de Sir Beauchamp Duff au secrétaire militaire du Vice-Roi dans un rapport dont je reproduis quelques passages :

« ...Le Commandant en chef propose que l'armée en question soit réunie... à toute éventualité, mais que le Gouvernement anglais n'en soit pas informé... Le Gouvernement anglais est très désireux de prendre Bagdad et nous enverra l'armée nécessaire si nous tenons bon; il ne nous donnera rien si nous manifestons par le moindre signe que nous sommes prêts à trouver les renforts. »

Le Vice-Roi câbla donc le 17 octobre :

« ...En aucun cas je ne puis m'engager à trouver dans l'Inde, même provisoirement, un renfort de la force d'une division. »

Le Gouvernement de l'Inde, comme le remarque le commandant Wedgwood, « tint bon » pendant que la Serbie était écrasée et que nous engagions à Loos nos soldats jusqu'au dernier homme.

Il est presque inutile d'ajouter que la Commission infligea des blâmes sévères au commandant en chef de l'Inde, Sir Beauchamp Duff, au Vice-Roi Lord Hardinge, au chirurgien en chef, au directeur des services médicaux, à la marine de l'Inde et au général Nixon qui commandait l'armée de Mésopotamie. Elle condamna aussi tout le système militaire de l'administration qu'elle jugea « embarrassé et inerte » et ordonna des réformes énergiques.

Quand je fus nommé Ministre de la Guerre, en juillet 1916, mon premier soin fut de m'occuper de la situation en Mésopotamie. Une chose surtout s'imposait: l'amélioration des moyens de transport et des services médicaux. J'eus la bonne fortune de m'assurer l'aide du Quartier-Maître Général, Sir John Cowans, l'homme que j'avais toujours considéré comme le plus capable que la guerre eût donné à l'armée. Je n'oublierai jamais avec

quelle tranquille compétence il énumérait les mesures qui, à son avis, devaient être prises. Il n'hésita pas à utiliser l'aide de civils expérimentés et les plus habiles de ses officiers du train dans le service Barge étaient des civils promus à ces grades. Tout ce qui put être fait fut exécuté aussi rapidement que possible et les scandales cessèrent dans l'administration de l'armée de Mésopotamie.

D'après les déclarations de la Commission, « ce ne fut que lorsque Londres prit le commandement qu'une amélioration manifeste se fit sentir dans l'administration de la campagne. Les progrès et les succès effectués depuis sont une preuve frappante de l'importance capitale de l'unité de commandement en temps de guerre ».

Le rapport fait de fréquentes allusions aux heureuses transformations accomplies depuis juillet 1916.

Je sens que je ne peux conclure ce chapitre assez lugubre sans citer un excellent exemple des circonlocutions administratives. Il pourra d'ailleurs servir d'avertissement.

Le rapport de la Commission de Mésopotamie fait une description pittoresque des procédures confuses et compliquées qui, à ce moment, embroussaillaient les propositions concernant les besoins de l'armée. M. Bruniyate, secrétaire des Finances pour le Gouvernement de l'Inde et pendant quelques années conseiller financier du Commandant en chef et membre militaire du Conseil, lui en fournit les éléments. On lui demandait d'expliquer par un exemple concret comment un papier contenant une requête pour l'armée ferait son chemin dans les deux administrations; il répondit:

« Supposons que le Quartier-Maître Général veuille augmenter le nombre de ses mules. Probablement, avant de faire une demande, il voit le commandant en chef officiellement et s'assure que celui-ci ne s'oppose pas à cette requête. Il écrit alors une lettre exposant les faits,

sans doute appuyée par une lettre du directeur de la remonte de l'armée, fait une proposition précise, évalue les frais et envoie sa lettre au Département de l'Armée du Gouvernement de l'Inde. Les employés de ce ministère annotent, le secrétaire auxiliaire annote, le sous-secrétaire annote. La lettre arrive enfin au secrétaire de l'armée — mettons que ce soit le général Holloway, bien qu'il n'ait pas maintenant ce titre. Il critique la proposition, s'il le juge à propos... Les employés du bureau du conseiller financier annotent, le conseiller auxiliaire ou le sous-conseiller, maintenant M. Fell, annote. M. Fell peut accepter aussitôt la proposition pour le Département des Finances et il peut déclarer qu'il n'a pas l'intention d'en référer à son représentant. Le dossier retourne alors au secrétaire de l'armée; dans ce cas, celui-ci donne immédiatement les ordres nécessaires pour exécuter la demande du Quartier-Maître Général, à moins qu'il ne juge l'affaire assez importante pour la soumettre au représentant de l'armée.

« Ceci sera toujours exigé, en pratique, si la proposition exige la sanction du Secrétaire d'Etat (à Londres). Dans ce cas, le Secrétaire de l'Armée prendrait à ce moment les ordres du représentant de l'armée (aux Indes), et une dépêche adressée au Secrétaire d'Etat (à Londres) serait alors rédigée au Département de l'Armée... Supposons maintenant que, au lieu d'accepter, M. Fell ait critiqué la proposition et exprimé le désir de la voir modifiée ou refusée. Dans ce cas, le dossier serait retourné au secrétaire de l'armée et celui-ci sans doute aurait pris les ordres du représentant de l'armée, à moins qu'auparavant il ait voulu avoir l'avis du Quartier-Maître Général sur les critiques et les suggestions faites dans le Département des Finances militaires.

« En critiquant la proposition, M. Fell aurait probablement indiqué s'il avait l'intention de soumettre l'affaire en fin de compte au représentant des finances. Dans

ce cas, lorsque le secrétaire de l'armée aurait présenté les critiques de M. Fell au représentant de l'armée, celui-ci aurait su que s'il se décidait à passer outre, il aurait peut-être à affronter l'opposition du représentant des finances.

« Le représentant de l'armée donnerait alors ses ordres. S'il approuvait le projet présenté par le Quartier-Maître Général et le Département de l'Armée, il ajouterait une note à cet effet. Le dossier retournerait alors au conseiller financier et celui-ci ne ferait plus d'annotations, mais soumettrait le cas au représentant des finances. Si le représentant des finances décidaient de ne pas insister sur les objections soulevées par M. Fell, la proposition serait complètement acceptée et ordre serait donné de l'exécuter.

« Si, cependant, le représentant des finances s'opposait au projet, l'affaire retournerait à M. Fell qui la renverrait au secrétaire de l'armée, afin qu'elle fût de nouveau soumise au représentant de l'armée. Celui-ci pourrait alors accepter les objections du représentant des finances, auquel cas l'affaire serait abandonnée avec l'assentiment, accordé à contre-cœur, du représentant de l'armée.

« Mais si, malgré les objections du représentant des finances, le représentant de l'armée considérait que la proposition était nécessaire, il ferait savoir au Secrétaire de l'Armée que la question doit être soumise à Son Excellence le Vice-Roi d'après nos règlements qui prescrivent que lorsque deux membres du Conseil ne sont pas du même avis, l'affaire doit être portée devant le Vice-Roi. Le secrétaire de l'armée exposerait donc la proposition au Vice-Roi. Celui-ci dirait peut-être qu'à son avis, dans ce cas particulier, mieux vaudrait se soumettre à l'opinion du représentant de l'armée; en général, je pourrais presque dire toujours, les désirs du Vice-Roi sont des ordres.

« Mais, le Vice-Roi adoptant la procédure habituelle prescrite pour les affaires courantes, pourrait ordonner simplement au Secrétaire de l'Armée de présenter l'affaire au Conseil la semaine suivante. La demande serait alors discutée au Conseil — le Secrétaire de l'Armée étant présent, mais ne prenant aucune part à la discussion — et serait réglée conformément à l'opinion de la majorité. »

Comme on demandait à M. Brunyate combien de temps pourrait durer une affaire ainsi discutée, il répondit :

« En mettant les choses au mieux, une proposition très discutée peut demander un bon nombre de semaines. Je ne puis fixer un chiffre exact; cela dépend beaucoup du secrétaire chargé de l'affaire; il peut s'y intéresser et l'empêcher de faire constamment la navette entre le conseiller financier et le Quartier-Maître Général ou toute autre personne dont émane la demande, les invitant tour à tour à répondre aux objections et aux critiques de l'autre. Quand une affaire n'est pas suivie de près et menée à bonne fin, elle traîne en longueur; j'ai vu des exemples lamentables... »

Cette description grotesque n'est pas tirée du roman de quelque Dickens. C'est le compte rendu exact fait par un haut fonctionnaire du système véritablement adopté jusqu'en 1916 par les autorités militaires de Simla. Toute requête pour les objets de première nécessité indispensables au corps expéditionnaire de Mésopotamie y était soumise. Cela aide à expliquer le désastre tragique que subit cette vaillante armée.

Sir John Cowans fut l'officier général qui entreprit la réorganisation du système de transports en Mésopotamie; l'œuvre qu'il y accomplit fut un succès éclatant. Il est donc tout à fait naturel que je donne ici mon impression personnelle sur ce soldat gai et capable.

La première fois que je vis Sir John Cowans — Jack

pour ses nombreux amis —, c'était, si je me souviens bien, à la première réunion du Comité des Munitions, vers la fin de 1914. Nous nous étions réunis au War Office, dans les appartements du Secrétaire d'Etat à la Guerre, et, quand la discussion sur les fournitures de munitions fut terminée, et que nos entretiens avec le général von Donop et d'autres eurent pris fin, Lord Kitchener nous demanda si nous aurions du plaisir à faire la connaissance du Quartier-Maître général, chargé des livraisons d'autre matériel. On envoya chercher le général Cowans. Ma première impression fut celle d'un homme grand, d'aspect plutôt peu avantageux, gauche et le visage hâlé, avec une face placide et des yeux malins. Il ne correspondait pas du tout à mon idée d'un général d'Etat-Major. Il avait plutôt la figure et le maintien d'un marchand de blé, enrichi, dans une ville campagnarde. Il s'assit, sans qu'aucune lueur éclairât son visage sans expression, et, quand on lui demanda des renseignements sur les fournitures de vivres, lentement, maladroitement, il sortit un étui crasseux, et en tira une paire de lunettes aux branches en corne. Quand il les eut ajustées, il alla chercher dans sa poche un carnet de notes très fatigué qui ressemblait à celui d'une blanchisseuse, et à l'occasion, pour répondre à nos questions, nous en donna des extraits. Vint la question des vêtements. Un autre carnet.

Nous l'écoutions, et peu à peu nous comprîmes qu'il était en train de nous donner un exposé sommaire, mais lucide, de l'organisation des fournitures. Il était si complètement satisfaisant que, lorsque Lord Kitchener nous demanda si nous avions à poser d'autres questions, nous nous aperçûmes tous qu'il n'y avait plus rien à dire.

Ce soldat en négligé me surprit par sa compétence tranquille et sans pose. Nous savions tous désormais qu'il y avait là un homme qui s'entendait à organiser, qui, jusqu'au bout des doigts, était le type même de l'orga-

nisateur. Quand je le connus mieux, je me rendis compte que, sous cette apparence rude et ce regard placide, se cachaient une nature simple et aimable, un fonds inépuisable de jovialité et de belle humeur. Quand il vous était familier, il fallait très peu pour éveiller dans ses yeux une étincelle et pour provoquer son rire cordial, bruyant, contagieux.

Sous une apparence bon enfant, Cowans était un excellent homme d'affaires. Son département était parfaitement ordonné, et il connaissait à fond tout ce dont il avait à s'occuper. Pendant ces quatre ans et demi de guerre, il s'acquitta de ses devoirs de façon à donner satisfaction complète à tous ceux qui étaient en relations avec lui, qu'ils fussent soldats ou civils.

Quels qu'aient été les doutes et les déceptions provoquées par les insuffisances et les erreurs d'autres chefs, jamais, dans aucun milieu, ne s'éleva un murmure sur la façon dont Sir John Cowans faisait son travail. On ne peut pas en dire autant des autres personnages militaires de cette guerre.

Quand éclata la crise de la Mésopotamie en 1916, et quand le Gouvernement s'aperçut de son caractère scandaleux, l'Office de l'Inde, qui s'occupait du problème, le transmit à Sir John Cowans, au War Office, pour qu'il le traitât. J'ai déjà décrit l'état désastreux de ces affaires, quand Cowans les prit en main. Promptement, et même avec une rapidité incroyable, l'état des choses se transforma du tout au tout. Sans bruit, et en apparence sans effort, il mit de l'ordre partout, et personne n'entendit plus parler des scandales de Mésopotamie.

Lorsque, en ma qualité de ministre de la Guerre, j'eus des prises de bec avec le Conseil de la Guerre parce que j'insistais pour placer des civils dans des postes dont les soldats avaient eu jusqu'alors la charge, ce fut Cowans qui fut délégué par les généraux irrités pour me soumettre leurs protestations. C'était certainement le

meilleur choix qu'on pût faire, en ce qui me concernait, car ses capacités et sa bonne humeur en faisaient un médiateur acceptable. Vous ne pouviez pas vous quereller ou vous fâcher avec Jack Cowans. Son sourire dissipait toute colère.

CHAPITRE XXX

LE « KNOCK-OUT »

La seconde moitié de 1916 vit éclore, dans certains milieux, une succession d'efforts sporadiques et éphémères pour faire aboutir une paix blanche. On lançait des ballons d'essai, on multipliait les allusions par sans-fil, en Hollande, en Espagne, au Vatican, en Suède, aux Etats-Unis. Nous avions de bonnes raisons de croire que certains au moins de ces mouvements d'opinion étaient stimulés par les agents de l'Allemagne. Car le moment était propice pour assurer aux Puissances centrales des conditions de paix favorables. Dans les premiers mois de la guerre, l'Allemagne, grâce à son matériel soigneusement mis au point et extrêmement puissant, avait attaqué et refoulé les Puissances alliées, bien moins habilement dirigées et moins fortement armées, et, en ce qui concerne les forces britanniques, commençant à peine à improviser leurs ressources. Cette marée de la conquête allemande avait atteint son point culminant, mais, dans le domaine militaire et naval, bien des raisons engendraient la crainte ou même le désespoir, au sujet de la victoire claire, indiscutable, qu'il fallait atteindre.

Le malaise provoqué par tous ces propos sur la paix poussa au premier plan la question de nos buts de guerre et des conditions qui pourraient mettre fin à la lutte, suivant nos désirs. En août 1916, le problème fut sou-

levé au Conseil de la Guerre, et le Premier Ministre demanda à Sir William Robertson, parmi d'autres, de rédiger un mémoire où seraient exposés, du point de vue militaire, les vœux de l'état-major général concernant les clauses de la paix. Ce mémoire de Sir William Robertson est, sous bien des rapports, un document très remarquable, quand on considère les circonstances et l'époque où il fut écrit. Il y est dit :

« 1) Bien que la fin de la guerre ne soit pas du tout en vue, des négociations en vue de la paix peuvent surgir un jour, sous une forme ou une autre, et si nous ne nous y étions pas préparés, nous nous trouverions dans une position très désavantageuse non seulement en face de l'ennemi mais en face de nos alliés. Il n'est pas du tout invraisemblable que M. Briand possède déjà des vues très nettes sur ce sujet, formulées avec soin pour lui et sous sa direction générale par les fonctionnaires intelligents qui lui obéissent et dont l'action reste invisible, à la surface de la vie politique. Qu'une conférence soit convoquée en toute hâte, et nous nous trouverions pris au dépourvu, en face d'une ligne d'action prévue de loin et peut-être communiquée, à notre insu, aux Russes et aux autres puissances alliées. Si de tels événements arrivaient, les Allemands chercheraient à en tirer avantage et à introduire un coin entre notre position et celle des autres nations de l'Entente, si bien que nous pourrions nous trouver sans soutien, dans les exigences que nous serons peut-être forcés de formuler, et tout particulièrement en ce qui concerne la disposition des colonies allemandes qui ont été conquises. Il nous faut donc décider, sans perdre de temps, quelle doit être notre politique, la soumettre ensuite aux puissances de l'Entente, prendre connaissance, à notre tour, de leurs désirs, et nous efforcer d'arriver à un accord précis avant de nous rencontrer avec nos ennemis dans une conférence.

« 2) Pendant des siècles, notre politique a consisté

— malheureusement avec des lacunes — à maintenir la balance entre les puissances continentales, divisées en groupes opposés par leurs intérêts et leurs sympathies. Il fut un temps où le centre de gravité était à Madrid, puis il fut à Vienne, puis à Paris, puis à Saint-Pétersbourg. Nous avons contrarié — ou du moins nous nous sommes efforcés de contrarier — tour à tour chaque puissance qui aspirait à une prédominance continentale, et en même temps, par voie de conséquence, nous avons élargi notre sphère de prépondérance impériale. Cette politique traditionnelle, nous l'avons poursuivie à une certaine époque, en maintenant la suprématie maritime britannique et en affaiblissant la puissance qui se trouvait en possession des Pays-Bas. Plus récemment, on a laissé se développer une nouvelle prépondérance dont le centre de gravité s'est trouvé être à Berlin. Le résultat a été la guerre actuelle.

« 3) On peut donc admettre que la base des négociations pour la paix doit être les trois principes pour lesquels, dans le passé, nous avons si souvent combattu, pour lesquels, aujourd'hui encore, nous sommes fiers de combattre :

« a) Maintien de l'équilibre entre puissances d'Europe;

« b) Maintien de la suprématie maritime de l'Angleterre;

« c) Maintien d'une puissance faible dans les Pays-Bas.

« 4) Si ces principes généraux et quelques autres qui nous paraîtraient nécessaires sont acceptés par le gouvernement de Sa Majesté, il deviendra possible de formuler les conditions suffisantes mais nécessaires sur lesquelles nous serons disposés à négocier. Il serait inutile de discuter ces conditions sans avoir posé solidement ces principes, mais il n'est pas sans intérêt de mentionner quelques-unes des questions qui seront soumises à

notre examen, de façon à montrer combien il est important de commencer notre enquête, sans le moindre retard. Je voudrais ajouter que ce rapport est écrit d'un point de vue militaire, et que l'on ne saurait trop souvent rappeler que les conditions de la paix future détermineront, ou du moins devraient déterminer, l'importance et la nature de l'armée dont nous aurons besoin dans la suite.

« 5) Si l'équilibre des forces doit être maintenu en Europe, il en résulte que l'existence d'une forte puissance centrale européenne est une chose essentielle et que cette puissance doit être allemande. Une nation slave — qui serait la seule autre solution possible — aurait toujours le penchant de se rapprocher de la Russie. Celle-ci obtiendrait de ce fait une position prépondérante, et le principe que nous désirons soutenir s'en trouverait, par là même, détruit. D'autre part, comme l'Allemagne est sur mer notre concurrente principale, il serait avantageux pour nous de conclure une paix qui entraverait le développement de sa flotte et de sa marine marchande. En d'autres termes, il serait dans l'intérêt de la Grande-Bretagne de laisser à l'Allemagne une force raisonnable sur terre mais de l'affaiblir sur mer. Les projets auxquels le gouvernement de Sa Majesté s'est rallié ne sont pas connus de l'Etat-Major dans toute leur étendue. Mais il semble bien que son intention soit de détruire l'Autriche-Hongrie. Suivant la convention politique signée avec la Roumanie, une grande partie de la Hongrie orientale doit être attribuée à cette puissance. L'Italie insistera, ceci n'est pas douteux, pour obtenir Trieste et l'Istrie, ainsi que les districts avoisinants. A la Serbie, il sera donné au moins une partie de l'Herzégovine, de la Bosnie, de la Slavonie. Les problèmes principaux qui restent à résoudre concernent le sort de l'Autriche proprement dite, de la Hongrie magyare, des parties slaves de la Bohême, de la Moravie,

de la Galicie et enfin l'accès à l'Adriatique que l'on pourra réserver aux Etats du Nord sans passer par un territoire italien ou serbe. Il est clair que toutes ces provinces ne peuvent pas devenir des Etats indépendants. La Galicie peut être absorbée par un nouveau royaume de Pologne. Mais la Bohême et la Moravie, d'une part, la Hongrie, de l'autre, seront difficiles à situer. En s'appuyant sur le principe qui consiste à maintenir une forte Allemagne, il peut paraître avantageux d'incorporer l'Autriche dans l'Empire allemand, et ceci d'autant plus que ces dix millions d'Allemands du Sud pourraient former un contre-poids à la Prusse. L'autre solution, qui aurait l'avantage de régler le sort de plusieurs provinces, consisterait à maintenir une Autriche-Hongrie diminuée, et à lui accorder dans ce cas un port dans l'Adriatique, Fiume, par exemple. Cette nouvelle Austro-Hongrie contracterait probablement avec l'Allemagne une union très étroite; mais une pareille union ne nous serait pas désavantageuse sur terre, puisqu'elle limiterait la puissance de la Russie et des Etats slaves, ni sur mer, puisqu'elle empêcherait la Méditerranée de devenir un lac français et italien.

« 6) En ce qui concerne les frontières occidentales de l'Allemagne, nous serons probablement obligés d'accepter les désirs de la France en ce qui concerne l'Alsace et la Lorraine. La Belgique devra être restaurée dans son état d'avant guerre, et il est peut-être désirable que l'on ajoute à son territoire le Grand-Duché de Luxembourg. Il pourrait être avantageux d'accorder au port d'Anvers un accès direct à la mer, en transférant à la Belgique le territoire du Seeland qui se trouve au sud de l'Escaut. Il faudrait dans ce cas donner à la Hollande une compensation dans la Frise de l'Est et dans les îles frisonnes.

« 7) Au nord, il est désirable que tout le Schleswig et une partie du Holstein soient rendus au Danemark.

Du point de vue naval, il serait de la plus haute importance d'enlever à l'Allemagne le canal de Kiel, — que l'on pourrait internationaliser, — le port de Kiel, les îles du nord de la Frise et les côtes orientales de la baie de Héligoland. Toutefois, ces questions — comme toutes celles d'ordre naval — relèvent de l'Amirauté qui aura à donner son avis à leur sujet.

« 8) A l'Est, les frontières de l'Allemagne dépendront de ce que l'on pourra donner à la Pologne quand on créera cet Etat nouveau. La difficulté principale consistera à lui procurer un port de mer. Les Polonais sont désireux d'avoir Dantzig et pour soutenir cette demande, ils constatent que soixante pour cent de la population en Prusse Occidentale est polonaise. Mais il sera peut-être difficile, étant donné les circonstances, de couper de l'Allemagne la Prusse Orientale, et il paraît invraisemblable que l'Allemagne puisse être écrasée au point de consentir au transfert de la province de Posen à la Pologne, à moins que celle-ci ne forme un état de l'Empire allemand sous le sceptre d'un monarque allemand. Cette solution ne pourrait d'ailleurs prévaloir qu'en cas de victoire germanique. En ce qui concerne la Pologne, nous serons probablement obligés de nous conformer aux désirs de la Russie.

« 9) La Bulgarie se séparera peut-être des puissances centrales. Dans ce cas, elle conservera son territoire actuel et on y ajoutera en Macédoine la zone dite incontestée. Peut-être aussi combattrà-t-elle jusqu'à la fin. Dans ce cas, si la Russie s'établit à Constantinople, peut-être cherchera-t-elle à annexer la Bulgarie, et même à la réunir à la Bessarabie, en détachant de la Roumanie la Dobrudja.

« 10) Voici donc les principales suggestions que je soumets à votre examen. L'Allemagne sera réduite à l'ouest et au nord par la cession aux autres puissances de certaines parties de l'Alsace et de la Lorraine, de la

Frise orientale, du Schleswig et d'une partie du Holstein. Des rectifications de frontières pourraient être nécessaires à la suite de la création de la Pologne; au sud, l'Allemagne pourrait être fortifiée soit par l'incorporation de l'Autriche proprement dite, soit par une étroite union avec l'Autriche-Hongrie très diminuée; sa puissance navale pourrait être atteinte, si on lui enlevait le canal de Kiel et quelques districts de la mer du Nord et de la Baltique possédant une grande importance maritime.

« 11) On paraît avoir l'intention de détruire l'Empire turc en attribuant Constantinople et les Détroits à la Russie et en partageant la Mésopotamie, la Syrie et certaines parties de l'Asie Mineure. Ces intentions n'affectent pas directement la question des frontières futures de l'Allemagne en Europe, mais elles sont d'importance parce qu'elles empêchent le développement de l'influence allemande en Orient.

« 12) En dehors de l'Empire turc, c'est la Perse qui nous intéresse principalement en Asie. Si un accord avec la Russie était rendu nécessaire à propos de ce pays, je ne vois pas pourquoi il devrait être discuté à la Conférence de la paix.

« 13) Nos relations futures avec nos alliés exigent un examen aussi attentif que celles avec nos ennemis. Quelle sera notre politique en face des Français à Salonique, en face des Français et des Italiens en Albanie, en face des Italiens en Asie Mineure, en face des Russes dans les Balkans, en face du monde slave en général, à la suite de la création de la Pologne? Rappelons-nous que le groupement actuel des puissances n'est pas une réalité permanente, et que s'il se prolonge, ce ne sera que pendant très peu de temps, quand la guerre sera finie.

« 14) En ce qui concerne ses colonies, l'Allemagne les aura toutes perdues, quand la campagne du Sud-Est africain allemand sera achevée. Ce sont:

« Kiaotschaou;
« Le Togoland;
« Le Cameroun;
« Le Sud-Ouest africain allemand;
« L'Est africain allemand;
« La Nouvelle-Guinée allemande;
« L'archipel de Bismarck;
« Les Carolines, les îles Marshall, Marianne, Salomon et Samoa dans le Pacifique.

« L'Allemagne fera certainement des efforts énergiques pour recouvrer la plupart de ces colonies, afin de conserver « sa place au soleil » et de garder tout au moins une apparence de puissance mondiale. Il est donc probable qu'elle proposera des marchés alléchants aux puissances qui n'y sont pas intéressées, afin qu'elles exercent une pression sur les puissances disposées à faire valoir leurs désirs. Nous prenons de l'intérêt à toutes ces colonies. La France ne considère que le Cameroun, la Belgique l'Est africain, le Japon Kiaotschaou et les îles situées au nord du Pacifique. Il est donc facile de voir que si l'Allemagne fait dépendre la cession d'une partie de la Pologne à la Russie, ou de l'Alsace-Lorraine à la France, de notre renonciation au Togoland, au Sud-Ouest et à l'Est africains allemands et aux îles du Pacifique méridional, nous pourrons être placés dans une situation difficile.

« 15) Kiaotschaou, les îles Carolines, Marianne et Marshall ont été occupées et sont administrées par les Japonais. Le Japon, à ce qu'il semble, ne les évacuera que contre une compensation qui ne sera pas facile à trouver.

« 16) Les îles Samoa ont été occupées et sont administrées par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, qui attachera sans doute une haute valeur sentimentale à cette première conquête d'un peuple jeune. La même remarque s'applique à la Nouvelle-Guinée, à l'archipel

de Bismarck et aux îles Salomon, qui ont été occupées et qui sont entre les mains du gouvernement australien. Il sera tenté de garder ce qu'il a pris, et ceci d'autant plus que ces îles forment un tampon précieux pour le pays tout entier, en cas de complications possibles avec le Japon.

« 17) En Afrique, les difficultés sont plus grandes encore. Après les expériences de cette guerre, l'Union de l'Afrique du Sud ne tolérera plus sans doute le voisinage d'une grande puissance étrangère. Ils ont conquis le Sud-Ouest africain allemand par leurs propres moyens et ont pris une part importante à la campagne dans l'Est africain. En somme, nous pourrions arriver à la Conférence de la paix en ne possédant que le Togoland, comme gage dont nous pourrions librement disposer en vue d'un marchandage futur.

« 18) Tous ces problèmes que comporte la possession future des colonies allemandes doivent appeler notre attention et nous devons sans perdre de temps connaître à leur sujet les vues des Dominions, et décider de l'attitude que nous prendrons, en face des autres puissances.

« 19) Une autre question qui doit être discutée et résolue autant que possible est celle des propositions de l'ennemi concernant un armistice pendant les négociations de paix. L'existence du blocus par l'Entente rend extrêmement difficile un arrangement équitable au sujet des conditions qui régleront l'armistice. Du point de vue de l'Entente le maintien du blocus pendant l'armistice est absolument essentiel. Car, s'il en était autrement, les Puissances centrales pourraient se ravitailler pendant l'armistice et se trouveraient, par conséquent, dans une situation bien meilleure pour recommencer les hostilités, si les négociations échouaient. L'ennemi s'opposera évidemment de toutes ses forces au maintien du blocus, parce qu'il s'affaiblirait progressivement chaque jour, s'il était bloqué, et parce qu'à la fin de l'armistice, il se

trouverait dans une situation pire qu'au commencement. Mais puisque nous étions en droit d'espérer que, pendant la même période de temps, sa position aurait empiré encore, sans armistice, nous ne pouvons pas lui accorder, sous prétexte d'armistice, un avantage qu'il n'aurait pas obtenu pendant les hostilités. D'ailleurs, nous n'avons pas à nous préoccuper de son opinion. La dernière chose que l'Allemagne ferait, en pareilles circonstances, serait de tenir compte des difficultés de ses ennemis. Enfin, notre désir sera de conclure les négociations aussi rapidement que possible, et la suppression du blocus tendrait au contraire à les prolonger indéfiniment.

« 20) Trois solutions pourraient être prises en considération :

« a) Refuser l'armistice et continuer à combattre pendant les négociations, jusqu'à ce que l'ennemi se rende sans conditions ;

« b) Limiter l'armistice aux opérations sur terre et continuer les opérations sur mer, celles des sous-marins et les autres ;

« c) Admettre pendant l'armistice une sorte de ravitaillement limité, calculé de façon à laisser les Puissances centrales dans la même situation économique à la fin de l'armistice qu'au commencement.

« 21) Chacune de ces solutions a ses inconvénients. Il ne serait pas facile de conduire des négociations de paix pendant les opérations, puisque toutes les fluctuations des champs de bataille auraient une influence correspondante sur les pourparlers. Il faut aussi se souvenir que les négociations seront longues, puisque tant de puissances différentes y prendront part (sans parler des intérêts en conflit et de l'importance des territoires en jeu).

« 22) Il serait difficile, d'autre part, de régler de façon satisfaisante les conditions d'un armistice même limité à la terre et à l'air, car, à moins que les termes en fus-

sent très précis et qu'ils tinssent compte à l'avance de toutes les contingences, des plaintes constantes s'élèveraient au sujet de la violation de ces conditions et il pourrait en résulter des disputes innombrables.

« Si, d'autre part, l'on décidait de conclure un armistice, pendant lequel les attaques contre les passagers et les vaisseaux marchands seraient continuées, les débats de la Conférence pourraient s'en trouver envenimés, et le règlement en serait rendu plus difficile. On ne peut pas non plus recommander la solution *c*). Plus un ennemi est affamé et mieux on le tient; mais, après tout, il a probablement de quoi vivre. Il serait par conséquent difficile d'établir, d'une façon acceptable pour les deux parties, une graduation des rations.

« 23) Ce qui est évident, c'est que le problème est semé de difficultés, et que son examen est donc très urgent. En somme, il paraît difficile de refuser un armistice, mais il est nécessaire que nous possédions des garanties de la bonne foi adverse. Nous suggérons par conséquent que l'octroi de l'armistice doit dépendre, tout au moins, des conditions suivantes :

« *a*) Retrait de toutes les troupes ennemis à l'intérieur des frontières d'avant guerre;

« *b*) Mise en liberté immédiate de tous les prisonniers de guerre retenus par l'ennemi;

« *c*) Reddition (si c'est possible) d'une certaine partie de la flotte ennemie.

« Général W. R. ROBERTSON,

« *Chef de l'Etat-Major impérial.*

« War Office,

« 31 août 1916. »

Si l'on met à part l'intérêt particulier de ce document qui expose les idées des autorités militaires sur les mesures territoriales à prendre pour limiter le péril d'un

retour de la menace allemande, sa valeur consiste en ceci qu'il reflète l'opinion courante de l'époque : les négociations pour la paix apparaissaient à un horizon qui n'était plus très éloigné.

Il y avait cependant des différences marquées dans l'attitude adoptée par les personnages les plus influents, au sujet de ces perspectives. Certains, qui étaient entrés dans la guerre à contre-cœur, comprenaient, depuis qu'elle nous avait été imposée, que la paix serait véritablement un désastre, si elle ne démontrait pas clairement qu'aucun mécanisme militaire, si parfait qu'il soit, ne peut prévaloir, en fin de compte, contre la conscience révoltée de la civilisation. Mais ce point de vue n'était pas partagé et apprécié dans tous les milieux. En face de notre situation militaire douteuse, et d'un panorama général peu satisfaisant, d'autres se sentaient attirés par la possibilité d'une paix rapide et sans conclusion.

La troisième campagne de la guerre touchait à sa fin, et les Alliés paraissaient plus éloignés que jamais de l'issue favorable qu'ils cherchaient à déterminer. A la fin de la première campagne, la Belgique avait été presque entièrement occupée par l'ennemi; une partie considérable et importante du Nord de la France avait été envahie par les Allemands, et même après la retraite de la Marne, dix des départements français les plus riches étaient restés entre leurs mains. A la fin de la seconde année, la Serbie était entièrement tombée au pouvoir des Puissances centrales; la Bulgarie, avec son armée valeureuse, avait rejoint l'ennemi; des milliers de kilomètres carrés du territoire russe avaient été conquis et fournissaient à nos adversaires des ressources supplémentaires en aliments, en bois, en travail.

A la fin du troisième été, la Roumanie avait été brisée, et la plus grande partie de son territoire, y compris sa capitale, était occupée. Des réserves inestimables de pétrole et de blé étaient venues s'ajouter aux approvi-

sionnements de l'Allemagne. Les Balkans étaient presque entièrement entre les mains des Puissances centrales. La route de Constantinople était libre pour le transport de leurs munitions. La Turquie ressuscitée apportait sa contribution formidable à la force de ses alliés. Sur un point ou sur un autre, elle tenait en échec des centaines de mille de soldats anglais ou français. L'armée turque nous avait rejetés loin des Dardanelles. Une armée anglaise s'était rendue en Mésopotamie aux troupes de la Turquie. A l'Ouest, les tentatives pour relâcher l'étreinte terrible de l'armée allemande sur le sol français, malgré des pertes colossales, n'avaient pas abouti à des résultats tangibles. Martelés par la plus formidable artillerie qui ait jamais été mobilisée sur un champ de bataille, les Allemands avaient beaucoup souffert, ils avaient dû abandonner un peu de terrain, mais leurs pertes n'étaient pas comparables à celles qu'ils avaient infligées à l'armée française et surtout à l'armée britannique, et les gains de territoire étaient insignifiants, soit comme étendue, soit comme importance stratégique. L'attaque allemande contre Verdun avait échoué, mais là encore les Français avaient perdu beaucoup plus d'hommes que les Allemands.

La nation française saignait par tous les pores, et qui-conque visitait la France avait l'impression que, bien que le courage de ce vaillant peuple y demeurât indompté et sa force morale intacte, son ardeur s'éteignait dans le sang de ses fils. Les rapports officiels venus d'Italie étaient loin d'être encourageants. Le peuple italien n'avait pas été du tout aussi unanime que les autres dans sa décision de faire la guerre. Ses troupes insuffisamment armées avaient accompli depuis mai 1915 des prodiges de valeur, et fait preuve d'une grande habileté technique, en creusant par l'outil ou par la poudre des forteresses au flanc des hautes montagnes qui s'abaissaient en gradins vers les plaines italiennes, mais les

progrès avaient été lents et les pertes lourdes. Récemment, un sérieux recul avait eu lieu. Au commencement de novembre, le Cabinet avait été informé par Sir Rennell Rodd, notre ambassadeur à Rome, dont les rapports sur la position de l'Italie étaient accueillis par nous tous avec une entière confiance, que « certains symptômes de fatigue et de mécontentement s'y manifestaient à cause de la longueur de la lutte. On y représentait la Grande-Bretagne comme la seule soucieuse de prolonger la guerre « *à outrance* » pour ses propres fins... Il serait faux de prétendre qu'il existe ici la résolution farouche de l'emporter, qui prévaut en France et en Angleterre. »

Les armées russes étaient brisées, et tout à fait incapables d'opposer à l'attaque allemande une résistance réelle. Bien que leurs ressources en fusils et munitions se fussent, supposait-on, améliorées au cours de l'année, il était tout à fait clair que leur matériel ne tiendrait pas beaucoup plus longtemps devant l'artillerie formidable dont disposaient les armées de Hindenburg. Dix mille tonnes de munitions amassées à Arkhangel avaient été détruites, soit par négligence, soit par trahison. L'administration tout entière était paresseuse, incomptante, et pénétrée par la corruption. Quoi d'étonnant si, dans le peuple russe, le mécontentement bouillonnait? Les paysans étaient imprégnés d'une sombre indifférence. Les ouvriers des villes devenaient de plus en plus agités, insubordonnés. Les grèves se multipliaient; les démonstrations dans la rue prenaient des formes inquiétantes. Les soldats avaient cessé de croire dans la possibilité de la victoire, et soit qu'on leur demandât d'avancer ou de résister, ils obéissaient mécaniquement, mais leurs réactions manquaient de confiance. La discipline seule les retenait encore aux tranchées. Dans toute la Russie, la nourriture se faisait rare. La Révolution n'était plus qu'une question de temps. De tous côtés, on la considérait comme certaine. Elle n'éclaterait pas avant la fin

de la guerre, nous assurait notre représentant en Russie. Mais les Alliés ne pouvaient se fier à une population où régnait le dégoût du gouvernement, ni s'attendre à la voir risquer des vies précieuses sur l'ordre et pour le salut d'une autocratie qui ne commandait plus le respect et qui était devenue universellement méprisée parmi toutes les classes, qu'elles fussent basses ou hautes. On espérait que la résistance de la Russie durerait assez longtemps pour immobiliser une partie considérable des armées des Puissances centrales et pour permettre aux Alliés des fronts Ouest et italien de réaliser la « percée » depuis si longtemps attendue. Mais ces espoirs devenaient de plus en plus précaires, et les événements prouvaient qu'ils étaient illusoires. Un effondrement complet de la résistance russe, c'étaient deux à trois millions de soldats allemands et autrichiens devenus libres, et qui attaquaient sur le front Ouest ou italien une France épuisée et une Italie découragée.

Un autre péril imminent menaçait la vie même de la Grande-Bretagne : nos bateaux marchands étaient coulés par les sous-marins ennemis. L'Amirauté allemande s'était assigné la tâche de quadrupler le nombre de ses sous-marins. Mais, plus encore que leur nombre, l'augmentation en tonnage et en puissance de ces engins de destruction difficiles à atteindre était redoutable. Leur rayon d'attaque avait été élargi. Les types les plus nouveaux pouvaient traverser le vaste Océan et chasser au loin leurs proies. Les difficultés d'une protection efficace s'en trouvaient considérablement accrues. Les chantiers maritimes allemands augmentaient leur production d'une façon alarmante et les chiffres de nos pertes, semaine après semaine, croissaient verticalement. La défense n'était pas du tout égale à l'assaut. Nous avions à lutter contre un ennemi invisible, et qui ne laissait pas de traces derrière lui. Il détruisait, puis disparaissait, poursuivant sa course à des profondeurs inac-

cessibles, sans être vu, ni visible, sans être atteint, sans rien laisser derrière lui qui indiquât la direction ou la distance.

Le tableau suivant contient le nombre des vaisseaux de la marine marchande coulés en 1916 par les sous-marin.

Date	Nombre	Tonnage
Janvier 1916	5	62.288
Février.	7	75.860
Mars.	19	99.089
Avril.	37	141.193
Mai.	12	64.251
Juin.	21	36.976
Juillet.	21	82.432
Août.	22	43.354
Septembre.	34	104.572
Octobre	41	176.248
Novembre	42	168.809
Décembre.	36	182.292

Voici comment la situation apparut, en ce temps-là, à Lord Robert Cecil, un des membres les plus influents du Cabinet :

« Une chose est claire. Notre position est grave. Il est certain qu'à moins que le plus grand effort national ne soit accompli, elle peut devenir désespérée, sur mer en particulier. La situation dans les pays alliés est plus sérieuse encore. On peut prévoir le moment où la France sera épuisée. L'avenir politique en Italie est menaçant. Ses finances sont ébranlées. Dans la Russie règne un grand découragement. Elle a été longtemps au bord de la révolution. Même sa puissance en hommes paraît près d'atteindre ses limites. »

Une telle situation devait nécessairement faire naître le doute dans les cœurs les plus fermes et incliner vers

la paix immédiate les sentiments patriotiques et humanitaires. Mais, pour des raisons que j'ai données déjà, je sentais que toute tentative de faire la paix au moment où les Allemands étaient à l'apogée de leur force et de leur succès, alors que nous, nous commençions seulement à mobiliser toute notre puissance, devait être nécessairement peu satisfaisante et peu concluante.

L'attitude de la France, en face des ouvertures de paix, était, à ce moment, celle d'une hostilité absolue, malgré les sombres menaces de l'horizon. Ceci résulte clairement d'un discours d'une puissance exceptionnelle prononcé à la Chambre des députés par le premier ministre M. Briand. Un socialiste du nom de Brizon s'était étendu, le 19 septembre 1916, sur les pertes subies par la France, et avait terminé sa harangue en demandant si la France n'avait pas assez souffert et si le moment n'était pas venu de faire la paix. En réponse, M. Briand prononça un des discours les plus éloquents de sa vie. Je vais en donner un extrait. Quand il se rassit, la Chambre lui fit une ovation telle, à ce que l'on dit, qu'elle n'en avait réservé à aucun ministre de pareille et, par 421 voix contre 26, elle ordonna l'affichage dans toute la France. Il est donc permis d'admettre que ces paroles représentaient la résistance énergique et même farouche du pays qui avait le plus souffert de la guerre, contre toute tentative prématuée de faire la paix.

« Comment, monsieur Brizon, votre pays est envahi, on le torture dans dix de ses départements, d'épouvantables excès sont commis contre des populations qui réagissent avec un admirable moral, on enlève les femmes, les jeunes filles, on leur fait subir les plus durs traitements, — et c'est au moment où, quand même, les populations ont l'oreille tendue vers le bruit du canon qui approche, le regard tourné vers l'horizon, attendant la délivrance par la victoire, que vous venez dire: « Négocions! Allons demander la paix! »

« Vous me permettrez de vous le dire. Vous connaissez bien mal la généreuse fierté de votre pays si vous croyez que la France pourrait accepter une économie de milliards, même de sang, dans des conditions aussi humiliantes.

« Si la paix venait avant que n'aient été accomplis les gestes nécessaires, ce serait une paix de guerre, les générations de l'avenir se trouveraient vouées à toutes les angoisses, constamment menacées. L'orgueil mystique de l'Allemagne la pousserait à renouveler demain le mauvais coup qu'elle n'a pas pu réussir aujourd'hui. »

D'autre part, l'Allemagne avait ses difficultés. On avait établi un blocus enserrant étroitement les Puissances centrales, tandis que les Alliés avaient fait des arrangements très larges pour s'assurer le ravitaillement des biens essentiels. L'Autriche et la Turquie étaient des roseaux brisés. L'Allemagne ne pouvait pas trop compter sur elles. En Angleterre, l'œuvre du ministère des Municions portait maintenant ses fruits abondants, et l'adoption du service national assurait des millions d'hommes à nos armées.

Il était donc naturel que l'Allemagne fût prête à saluer et à encourager les suggestions de certains milieux qui réclamaient un prompt règlement de la paix, en un moment où sa force demeurait intacte, et où sa position sur la carte de la guerre donnait du relief à l'affirmation qu'elle était, en somme, la puissance victorieuse. Des bruits nous parvinrent en effet que ses émissaires aux Etats-Unis cherchaient à pêcher une intervention du Président Wilson en faveur d'une paix prochaine.

Le Président lui-même n'était pas sans avoir quelques raisons personnelles d'accueillir favorablement de pareilles propositions. L'élection présidentielle était imminente : elle devait avoir lieu au commencement de novembre, et le nombre très grand des Américains d'origine allemande et leur influence étaient à considérer. De

plus, il avait la réputation de l'homme qui avait su préserver l'Amérique de la guerre, et tout ce qu'il aurait pu faire pour réduire le danger (ce péril allait prendre une forme concrète peu de temps après) très réel qu'il y avait pour l'Amérique d'être en fin de compte impliquée dans le conflit, devait être utile, évidemment, à sa campagne pour l'élection. A vrai dire, le moment était, à mon sens, très mal choisi pour la discussion des conditions d'une paix qui eût été fort médiocrement satisfaisante pour les Alliés. Je ne prétends pas que mon opinion était partagée par tous les membres du Cabinet britannique. Il y en avait parmi eux qui éprouvaient des doutes sur notre position militaire, sur l'avenir de notre marine, de notre ravitaillement, de nos réserves financières. Lord Grey, Lord Lansdowne, M. Mac Kenna, M. Runciman, en particulier, se montraient fort inquiets de la situation. Ils craignaient de ne pas pouvoir continuer la guerre au delà de Noël 1916. D'après les documents publiés depuis, des impressions analogues étaient partagées par beaucoup, au dehors.

Il fallait porter un coup violent à cet esprit défaitiste, venu des milieux étrangers, qui cherchait à amener une paix sans conclusion, et qui trouvait un écho même dans certains cercles responsables de notre patrie. C'était d'une importance capitale, à mon sentiment.

Je n'étais pas un ami de la guerre. C'est avec la plus grande répugnance qu'à la dernière minute j'avais approuvé l'ultimatum de l'Angleterre. Mon attitude pacifiste était fort connue. Sans la violation de la neutralité belge par les Allemands, j'aurais refusé de rester dans un Cabinet qui aurait mêlé mon pays à cette aventure, avec ses carnages et sa barbarie organisée. Mais puisque nous étions entrés dans la guerre, j'étais résolu à la poursuivre jusqu'à ce que le but de notre sacrifice ait été atteint.

Il ne s'agissait pas seulement de s'en tenir au conseil

de Shakespeare : « Garde-toi des querelles. Mais une fois dedans, que ton adversaire te redoute. » Dans de telles circonstances, la paix qui en serait résultée aurait été l'abandon virtuel et réel de la cause qui nous avait déterminés à prendre les armes.

En conséquence, j'imitai l'exemple qui m'avait été donné, peu de temps auparavant, par Sir Edward Grey lui-même, et j'accordai le 28 septembre 1916 une interview à un correspondant américain. C'était M. Roy W. Howard, directeur de *l'United Press* d'Amérique. J'y développai mes vues sur l'attitude que devaient prendre l'Angleterre et ses alliés en face des bruits de paix immédiate.

Je commençai en soulignant le fait que l'Angleterre venait à peine de s'engager à fond dans l'effort, et qu'à bon droit elle considérait avec méfiance les suppositions qui montraient le Président Wilson prêt à « foncer dedans » avec une proposition d'arrêter la guerre avant que nous ayons pu remporter la victoire. Lorsque, pendant deux ans, mal entraînés et mal armés, nous subissions le martèlement, il n'était pas question d'intervenir. Nos soldats avaient accepté la correction sans gémir. Ils ont tenu bon franchement, au temps où les Allemands victorieux parlaient d'annexer la Belgique et la Pologne, comme un butin, et de faire de cette lutte la finale avec l'Angleterre.

« Que le monde entier — y compris les neutres qui obéissent aux meilleurs motifs, et dont les intentions sont nobles et humanitaires — sache bien que, dans cette phase, il ne saurait y avoir d'intervention du dehors. L'Angleterre ne réclamait pas une intervention, quand elle n'était pas préparée à la lutte. Aujourd'hui qu'elle est prête, elle n'en tolérera aucune, jusqu'à ce que le despotisme militaire prussien ait été brisé sans retour.

« Il est oiseux de déplorer aujourd'hui l'horreur d'un conflit qui se prolonge, alors qu'on n'a pas arrêté, par

pitié, la bataille quand les troupes britanniques étaient gazées, ou quand elles étaient exposées à d'écrasantes attaques où dix obus contre un leur étaient lancés.

« Mais, dans la résolution anglaise de mener le combat jusqu'à une fin décisive, il y a quelque chose de plus que ce besoin naturel de vengeance. Si inhumaine et si impitoyable que soit la lutte qui doit se poursuivre jusqu'à une paix durable, elle n'égale pas en cruauté un arrêt de la guerre qui impliquerait la possibilité d'une nouvelle menace contre la civilisation, venue du même côté. Avant la complète et définitive élimination de cette menace, toute paix est inconcevable. Aucun homme, aucune nation ayant la plus petite compréhension de ce qu'est cette armée de citoyens britanniques qui accepta sans gémissement, sans murmure, le terrible pilonnement, n'essaiera de crier : « Halte ! » maintenant.

— Combien de temps croyez-vous que cela peut ou doit durer ? me demanda-t-on.

— Dans l'armée britannique d'aujourd'hui, il n'y a ni horloge, ni calendrier, répondis-je. Le temps est le facteur le moins important. Seuls comptent les résultats, non le temps qui s'est écoulé pendant leur accomplissement. Il a fallu vingt ans à l'Angleterre pour battre Napoléon, et pendant les quinze premières années, les défaites britanniques nous assombrirent. Il ne faudra pas vingt ans pour gagner la guerre, mais nous prendrons le temps qu'il faudra.

— Mais la France ? me demanda-t-on. Y a-t-il là-bas la même résolution de tenir jusqu'au bout, la même idée de combattre jusqu'à ce que les conditions de la paix puissent être dictées à l'Allemagne par ses ennemis ?

— Le monde, en général, n'a pas encore su apprécier la magnificence, la noblesse, le miracle de la France, répondis-je. J'ai une réplique à votre question. Elle m'a été donnée il y a peu de jours par une noble Française. Cette femme avait donné quatre de ses fils. Il lui en

restait encore un à sacrifier à la France. Au cours de ma conversation avec elle, je lui demandai si, à son avis, la lutte n'avait pas assez duré. Sans un instant d'hésitation, elle riposta : « La guerre doit durer aussi longtemps que la répétition de ces horreurs ne sera pas devenue impossible. » Cette mère exprimait l'esprit de la France. Certes, la France tiendra jusqu'au bout !

« Je fis allusion à la défense de Verdun comme à une preuve de la puissance française. Nous, Anglais, c'est l'esprit sportif qui nous maintient à la surface. Mais les Français brûlent d'un patriotisme qui ne s'éteint pas. La devise des Alliés, c'est : « Jamais plus rien de pareil ! » Moi-même j'ai été fortifié par une visite aux champs de bataille, car l'horreur dont j'ai été le témoin est une chose qui ne doit jamais plus reparaître. C'est cela que la guerre doit rendre certain. »

Telle était la substance de cet entretien, qui fut très largement reproduit et discuté dans tous les pays. La politique du « knock-out », comme on l'appela, provoqua une grande exaspération, non seulement parmi les Puissances centrales (ainsi que le prouvèrent les allusions constantes de leurs journaux et les discours de leurs hommes politiques) mais encore parmi quelques-uns de mes collègues du Cabinet britannique qui, sans être précisément pacifistes, inclinaient vers une paix d'accommodation. Ils considérèrent cette interview comme provocante, et certains furent d'avis qu'elle ne représentait pas l'attitude du Gouvernement en face de l'idée d'une paix immédiate.

Je ne fus pas long à découvrir que cet entretien avait provoqué beaucoup de trouble et d'hostilité parmi les membres du Cabinet. Je reçus de Sir Edward Grey la lettre suivante :

« 29 septembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« Plus j'y pense, et plus je redoute l'effet possible de votre avertissement à Wilson dans votre interview, et je désire vous expliquer pourquoi.

« 1° Le discours de Briand et, je crois, certaines dé-marches à Washington, rendaient inutile pour le présent un nouvel avertissement à Wilson;

« 2° En Amérique, on va maintenant nous tenir pour responsables d'avoir détourné Wilson de ce projet. Il mettra en avant vos paroles comme une raison pour ne rien faire, et ceci tendra à le rapprocher de Bethmann-Hollweg;

« 3° Wilson sera plus disposé à exercer sur nous la pression que le Congrès lui demande. Et ceci peut être très ennuyeux;

« 4° La guerre sous-marine à outrance va être activée par l'Allemagne, qui dira à Wilson que, puisqu'il ne peut rien, à cause de nous, l'Allemagne usera contre nous de tous ses moyens. Wilson et ses partisans seront moins disposés qu'auparavant à désapprouver la guerre sous-marine menée contre nous;

« 5° J'ai toujours été d'avis qu'à moins que les Alliés ne soient sûrs de la victoire, ils devaient laisser la porte ouverte à la médiation de Wilson. Elle est, pour ce qui nous concerne, maintenant fermée pour toujours. Je suis encore inquiet à propos des effets de la guerre sous-marine.

« J'espère que vous ne me trouverez pas chicaneur, si je mets en question un point de votre entretien dont tout le reste a reçu mon assentiment et même provoqué mon admiration. Je me trompe peut-être, mais un avertissement public donné au Président des Etats-Unis est une démarche importante, et j'aurais aimé avoir eu l'occasion

de vous exposer ces considérations et de les discuter avec vous.

« Point n'est besoin de réponse, puisque rien ne peut être fait jusqu'à ce que nous ayons vu les effets.

« Sincèrement vôtre,

« GREY OF F. »

Je répondis à cette lettre :

« 2 octobre 1916.

« Mon cher Grey,

« Merci de votre lettre. Je me demande si vous êtes encore de la même opinion après avoir lu l'information secrète de M. I. I. L'avez-vous vue?

« Le télégramme 2.943 de Spring Rice me paraît aussi très significatif. Si l'on forçait la main à Wilson — et il y a des indices qu'une coopération germano-irlandaise pourrait le faire — nous nous trouverions dans une situation impraticable. Toute cessation des hostilités en ce moment serait un désastre et, bien que nous puissions toujours refuser ou poser des conditions impossibles, il vaut beaucoup mieux que nous ne soyons pas placés dans un pareil embarras. *Vous*, vous ne pouviez pas avertir les Etats-Unis, sans le faire officiellement. Je pouvais commettre cette indiscretion profitable. Vous ne le pouviez pas. Cela vous aurait ruiné. Moi, je suis inoculé.

« ...Pour autant que me le permet mon impénitence endurcie, je suis désolé d'avoir ajouté une goutte à la coupe de vos anxiétés.

« Toujours sincèrement,

« D. LLOYD GEORGE. »

Lord Grey s'était livré à une série de prédictions dans sa lettre. Toutes furent démenties par les événements. Il avait prédit « que cela engagerait Wilson à ne rien faire et le rapprocherait de Bethmann-Hollweg ». Quelques

mois après, quand je fus Premier Ministre, Wilson rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne, et peu de semaines après entra en guerre aux côtés des Alliés. Grey prédit que ma lettre pouvait avoir comme résultat d'augmenter la pression que le Président pourrait exercer sur nous. Il se trouva que cette appréhension ne fut nullement confirmée. Il prévoyait que mon interview précipiterait la guerre sous-marine à outrance et que le Président Wilson se trouverait moins disposé à la désapprouver. L'Allemagne avait décidé au commencement de 1916 de quadrupler le nombre de ses sous-marins. A la fin d'août, elle avait déjà lancé un grand nombre de nouveaux bateaux plus puissants. Pour ce qui concerne l'amoindrissement des ressentiments de Wilson et de ses partisans contre la guerre sous-marine, c'est précisément l'intensification et l'extension de cette campagne qui a déterminé l'Amérique à déclarer la guerre à l'Allemagne au commencement de 1917.

Grey prédisait aussi que, par suite de mon interview, la porte serait fermée pour toujours en ce qui nous concerne à la médiation de Wilson. Deux ou trois mois plus tard, le Président Wilson lançait sa fameuse note sur la paix.

En tout cas, ce qui caractérise l'état d'esprit de Lord Grey à cette époque, c'est qu'il paraissait mettre en doute la victoire des Alliés et que, pour échapper aux conséquences de la défaite, il se reposait sur la médiation du Président des Etats-Unis.

Ce qui prouve combien les prévisions de Lord Grey sur les effets probables de mon interview correspondaient peu à la réalité, ce sont les rapports venus de notre ambassadeur aux Etats-Unis, Sir C. Spring-Rice. Dans un télégramme au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, daté du 4 octobre 1916, Spring-Rice disait :

« Je suis informé par une source digne de confiance que le Président n'a pas l'intention de faire des propo-

sitions de paix. Les déclarations du secrétaire d'Etat à la Guerre ont fait une grande impression.

« J'ai des raisons de croire qu'aucune action ne sera entreprise à propos des clauses de représailles. »

Il fit suivre ce télégramme par une lettre datée du 6 octobre où il écrivait :

« Les déclarations de M. Lloyd George, qui ont eu dans ce pays un retentissement immense et immédiat, ont fait taire les bruits de paix, qui pendant quelque temps avaient prévalu ici. On est généralement d'avis maintenant que le Président n'a pas l'intention d'offrir sa médiation, quelle qu'elle soit, dans un avenir rapproché. »

La lettre disait aussi que les Etats-Unis maintenaient leur opposition catégorique à toute extension de la campagne sous-marine et elle expliquait que les bruits de paix émanant de sources allemandes étaient utilisés par elles pour favoriser des opérations à la Bourse.

« Tous les bruits de paix sont suivis par une baisse générale au Stock-Exchange, et les milieux autorisés qui les lancent sont en position d'en profiter suivant leurs moyens. »

Dans un télégramme postérieur, daté du 20 octobre 1916, Sir C. Spring-Rice répétait : « L'interview de Lloyd George a eu ici les plus excellents effets. » Il n'est donc nullement établi que mon « *Coup du knock-out* » ait causé le moindre dommage à notre cause aux Etats-Unis. Au contraire, il contribua à fortifier l'opinion là-bas et à accroître les sympathies qu'on y ressentait pour nous dans notre lutte désespérée.

CHAPITRE XXXI

LORD LANSDOWNE RÉCLAME LA PAIX

Devions-nous faire et encourager des ouvertures de paix, au moment où l'issue de la guerre était douteuse, et où l'ennemi avait de bonnes raisons de proclamer qu'il avait gagné la guerre aux points? Par l'intervention d'un de ses membres les plus respectés, le Cabinet britannique fut amené à un examen de la question attentif et sérieux.

Les pacifistes militants qui prétendent qu'une paix honorable et satisfaisante aurait pu être négociée bien avant novembre 1918 cherchent, en général, à faire supporter l'odieux de la prolongation de la guerre au Cabinet de coalition constitué à la fin de 1916. Pour appuyer leurs critiques, ils supposent que 1917 nous offrit la première occasion réelle de faire la paix. Les discussions qui eurent lieu au sein du Cabinet Asquith pour savoir s'il était désirable d'encourager des ouvertures de paix, et la décision prise à ce sujet par le Cabinet, ou bien leur sont inconnues, ou bien sont ignorées par eux volontairement.

Le premier mouvement sérieux en faveur de la paix, en Europe, prit naissance aussitôt après la fin de la bataille sanglante de 1916. L'horrible et inutile carnage de la Somme succédant aux pertes fantastiques de Verdun, avait fait naître un frisson d'horreur dans les pays belli-

gérants, et un mouvement précis s'y était dessiné en faveur d'un échange de vues sur la possibilité d'un règlement.

Au milieu de novembre, Lord Lansdowne émut le Cabinet en mettant en circulation un mémoire parmi ses membres, avec le consentement du Premier Ministre. Il avait été écrit la veille du jour où M. Asquith et moi quittâmes l'Angleterre pour la Conférence de Paris et se trouvait entre les mains des membres du Cabinet, à notre retour.

Ce document hardi suggérait franchement des doutes sur la possibilité de la victoire. Il avait au moins le mérite d'être courageux et prouvait, en tout cas, que son auteur ressentait vivement les périls de la situation pour les Alliés. Lord Lansdowne jugeait, ceci était clair, que l'on en était arrivé à faire partie nulle et qu'il n'y avait plus aucune chance d'amélioration.

Le texte de ce mémoire était le suivant :

« Il y a quelques semaines, les membres du Comité de la Guerre ont été priés par le Premier Ministre d'exprimer leur opinion sur les conditions auxquelles la paix pourrait être conclue. Je ne sais pas quelle réponse en général fut faite à cette invitation, et le seul document à ce sujet que j'aie lu a été écrit, le mois dernier, par le Premier Lord de l'Amirauté. Il y traite assez longuement des problèmes qui pourraient être discutés à une Conférence de la paix. M. Balfour a observé avec raison que c'est sur la base solide de la position militaire des combattants, à la fin de la guerre, que de pareils problèmes peuvent être examinés avec fruit, et il commence par supposer — pour les besoins de sa cause — que les Puissances Centrales, par suite de leur défaite ou de leur épuisement, auront à accepter les conditions imposées par les Alliés.

« J'ose suggérer que l'attention du Comité de la Guerre pourrait être dirigée, avec avantage, vers un problème un

peu différent et qu'il pourrait être invité à donner son opinion sur les chances présentes que nous avons de « dicter » à nos ennemis les conditions que nous aimerais leur imposer, si nous étions en situation de le faire.

« Nous sommes d'accord sur le but. Mais nous ne savons pas de combien nous nous en sommes rapprochés, et de combien nous nous en rapprocherons, si la guerre dure encore pendant un an, par exemple. Que va nous coûter cette année? En quoi notre position sera-t-elle meilleure, à sa fin? Serons-nous assez forts, à ce moment, pour « dicter » nos conditions?

« Il me paraît presque impossible de surestimer l'importance de ces considérations, puisqu'il est clair que notre diplomatie doit être dirigée par une appréciation soigneuse de leur valeur.

« Nous avons obtenu, ces derniers temps, des différents bureaux du Gouvernement, un grand nombre d'informations sur la situation navale, militaire et économique. Elles sont loin d'être rassurantes.

« Du président de l'Office du Travail, nous avons reçu, le 26 octobre, un mémoire très intéressant et composé avec beaucoup de soin, qui nous montre que chaque jour le tonnage de notre flotte commerciale diminue et quelles sont les conséquences de ce fait. M. Runciman en arrive à la conclusion que nos chantiers ne peuvent pas compenser nos pertes, et que, bien que le nombre de nos bateaux soit moindre, nos demandes en marchandises ne baissent pas. Nous devons donc prévoir que de plus en plus nous dépendrons des bateaux neutres, sans nous faire d'illusion sur le caractère précaire de ces ressources. Je ne pense pas que j'exagère en disant que ce document très important est profondément inquiétant. Dans un mémoire postérieur daté du 9 novembre, le président nous fait un tableau encore bien plus sombre et prédit, d'après l'avis des experts, l'effondrement complet de notre marine marchande, bien avant juin 1917.

« Le président de l'Office de l'Agriculture vient de présenter au Cabinet son rapport sur les perspectives des récoltes en 1917. Il tend à prouver que dans le monde il existe un déficit en céréales, que les prix du blé paraissent monter, que la récolte des pommes de terre a été mauvaise en général, que les ressources en poisson seront, à ce que l'on attend, de 64 % au-dessous de la normale, que le ravitaillement en fourrages offrira de grandes difficultés, que les difficultés de la culture du sol croissent sans cesse, que les campagnes sont en train, semble-t-il, d'être délaissées, les récoltes de diminuer et la quantité des stocks d'alimentation de baisser considérablement.

« La dernière note de Lord Crawford sur les ressources en vivres, datée du 9 novembre, prouve que ces prévisions n'étaient pas d'un pessimisme exagéré. La position, nous dit-il, empire sans cesse, et si on tient compte des prélèvements faits par l'armée dans la population agricole, dans certaines parties du pays, il ne s'agit plus de savoir si on peut maintenir la culture à un niveau modéré, mais si toute culture ne va pas cesser.

« Si nous examinons maintenant nos ressources militaires et navales, nous avons un rapport du Premier Lord de l'Amirauté, daté du 14 octobre, où nous apprenons qu'en dépit des efforts puissants que nous avons faits, la force de nos flottes défensives est encore insuffisante, que nous approchons de la limite maximum, en ce qui concerne la construction des grands cuirassés, que nous possédons à peine le nombre de contre-torpilleurs suffisant pour escorter les convois et combattre les sous-marins, que nous n'en avons certainement pas assez pour protéger nos alliés, et que la position en croiseurs légers n'est pas bien meilleure. De ce même rapport, nous pouvons conclure que le péril sous-marin est devenu aigu et que, malgré tous nos efforts, il paraît impossible que nous lui oppositions une réplique efficace. Le nombre croissant des sous-marins ennemis, l'importance de leur tonnage (qui va

nous obliger, apparemment, d'armer avec un plus gros canon notre flotte marchande), leur activité dans le monde entier, confirment cette conclusion.

« Les notes que nous recevons de temps en temps de l'Etat-Major général et du Comité de la Guerre établissent qu'en matière d'hommes, nous sommes presque au bout du rouleau. Le dernier rapport de l'Office de Distribution des Forces, en particulier, paraît sonner comme un grave avertissement. Les ressources en hommes qui n'ont pas été employées, nous dit-on, sont maintenant fort restreintes, et pour obtenir le nombre suffisant il faudra encore vider les usines. En même temps, l'Irlande refuse de fournir le contingent de 150.000 hommes, que l'on croyait pouvoir obtenir de cette contrée, et je ne vois pas du tout que l'on ait fait une tentative sérieuse pour les obtenir.

« Tout ceci me paraît constituer des facteurs sérieux dans les calculs que nous avons le devoir de faire. On répondra — et avec raison, ceci ne fait pas de doute — que les Puissances Centrales ressentent le poids de la guerre avec autant d'intensité que nous-mêmes, et j'espère que l'on nous dira aussi que notre force de résistance est supérieure à la leur; mais, même s'il en est ainsi, il n'en est pas moins de notre devoir d'examiner, après avoir passé soigneusement les faits en revue, quelles seront notre situation et celle du monde civilisé après une autre année — ou, comme on le prétend parfois, après deux ou trois autres années d'une lutte aussi épuisante que celle où nous avons été engagés. Aucun de nous ne croit un instant que nous sommes en train de perdre la guerre. Mais avons-nous la chance de la gagner d'une façon et dans un temps qui nous permettent de battre l'ennemi à plate couture et de lui imposer les conditions que nous discutons si abondamment?

« Je ne suppose pas un instant qu'il y ait un affaissement dans la volonté de notre peuple et j'espère, bien

que je n'en sois pas absolument sûr, qu'on peut dire la même chose de nos alliés, mais, ni dans leur intérêt, ni dans le nôtre, il n'est désirable que la guerre soit prolongée, à moins qu'il ne soit prouvé que nous pouvons la mener à une conclusion positive dans un espace de temps raisonnable.

« Que signifie la prolongation de la guerre?

« Nos pertes s'élèvent déjà à plus de onze cent mille hommes. Nous avons eu quinze mille officiers tués, sans tenir compte des disparus. Il n'y a pas de raison de supposer, puisque le total des effectifs engagés augmente sur les différents théâtres de la guerre, que les pertes s'accroissent plus lentement. Nous sommes en train de faire tuer, lentement mais sûrement, le meilleur de la population mâle de ces îles. Je n'ai pas devant moi les chiffres des pertes de nos alliés. Le total doit être effrayant.

« Le fardeau financier qui s'est accumulé peu à peu est incalculable. Nous le grossissons, à l'allure de 5 millions de livres sterling par jour. Des générations viendront et disparaîtront avant que le pays puisse réparer ses pertes en vies humaines, sa ruine financière et la destruction de ses moyens de production.

« Tout ceci, sans aucun doute, c'est notre devoir de le supporter, mais seulement si l'on nous prouve que le sacrifice aura sa récompense. S'il est accompli en vain, si l'année supplémentaire, si les deux, si les trois années de plus nous trouvent encore incapables de dicter nos conditions, la guerre avec ses horreurs sans nom aura été sans nécessité prolongée, et la responsabilité de ceux qui l'auront prolongée sans nécessité ne sera pas moindre que celle de ceux qui l'ont provoquée sans nécessité.

« Un inventaire complet des ressources présentes et futures, d'abord chez chaque allié, puis chez tous les alliés, ou du moins chez les principaux des alliés, sous la forme de consultations confidentielles, voilà ce qui me paraît indispensable. C'est seulement après cet inven-

taire que chaque allié sera en mesure de décider lequel de ses desiderata est indispensable et s'il n'est pas disposé à accepter moins de 100 % de ses exigences, eu égard à la promptitude du paiement.

« C'est après cet inventaire que les Alliés en corps seront capables de déterminer les grandes lignes de leur politique ou l'attitude qu'ils auront à prendre en face de ceux qui parlent de paix.

« Je pense que Sir William Robertson songeait en quelque mesure à un pareil inventaire, quand il a écrit le rapport remarquable présenté au Cabinet le 31 août. Dans cet écrit, il exprimait l'opinion qu'un jour des négociations pour la paix seraient entamées sous une forme ou sous une autre; il insistait pour que nous décidions, sans perdre de temps, quelle sera notre politique, pour que nous la placions devant les puissances de l'Entente et pour que nous leur demandions en retour quels sont leurs désirs. Le tout, en vue d'arriver à un accord net, avant de rencontrer nos ennemis dans une conférence. D'après tout ce que je sais, cette idée peut être à temps réalisée.

« Toujours est-il que quelques-uns d'entre nous se sont demandé comment on pourrait mettre fin à la guerre. Si l'on nous dit que la décision bien pesée du Gouvernement, c'est qu'il faut combattre jusqu'à ce que l'Allemagne ait été complètement battue et demande la paix aux conditions qu'il nous plaira de lui accorder, ma seule observation sera que nous voudrions bien savoir quelque chose sur la date où un tel résultat pourra être obtenu. Nos troupes, ainsi que celles de la France, ont combattu sur le front ouest avec une splendide bravoure et ont réalisé des avances substantielles. Mais croit-on que ces avances — plus que celles de 1915, accompagnées d'aussi vastes espoirs et de pertes non moins cruelles — vont nous rendre capables de « percer »? Pouvons-nous continuer en payant le même genre de prix pour le même genre de gains?

« Si j'en juge par les commentaires donnés par l'Etat-Major, je doute que l'offensive italienne, bien que couronnée de succès, puisse avoir un effet décisif.

« A Salonique, nous sommes embarrassés dans une entreprise extrêmement difficile, qui nous a été imposée, malgré notre avis contraire, par nos alliés et dont l'unique valeur consiste à retenir des troupes qui combattraient sans cela les Russes et les Roumains. Sur les frontières russes et roumaines, nous nous estimerons heureux si nous évitons un désastre qui, à un certain moment, paraissait être imminent. Le langage du général Broussiloff est réconfortant; mais les faits le justifient-ils? L'histoire des opérations russes a toujours été très mouvementée, et je crains que nous n'y soyons jamais à l'abri des échecs causés par la stratégie défectueuse, le manque de matériel, la corruption en haut lieu ou des incidents comme la désastreuse explosion qui a détruit à Arkhangel dix mille tonnes de munitions.

« Sommes-nous d'ailleurs bien sûrs que nous puissions nous fier entièrement à nos alliés, si nous les considérons maintenant du point de vue plutôt politique? Il y a eu des moments où les complications politiques en France ont eu leur contre-coup sur la situation militaire. D'une lettre que m'écrivait, il y a quelques jours, un Français fort avisé, je veux citer les phrases suivantes: « Rappelez-
« vous que la Démocratie française n'est pas menée par
« son Gouvernement, c'est elle qui le mène: un courant
« d'opinion publique en faveur de la cessation de la
« guerre pourrait être irrésistible... Au feu, le soldat
« français se battra toujours comme un héros; derrière,
« sa famille pourra bien dire: en voilà assez! » L'Italie
est toujours inquiète et exigeante. Dans une dépêche datée du 4 novembre, Sir Rennell Rodd nous demande de prendre note du fait qu'il y a déjà en Italie certains symptômes de lassitude et de découragement à cause du prolongement de la lutte... La Grande-Bretagne y est

représentée comme le seul pays désireux de prolonger la lutte à *outrance*, pour ses propres fins. Il serait faux de prétendre qu'il existe ici la même résolution farouche de tenir bon qui domine en France et dans l'Empire britannique. » La situation intérieure en Russie est loin d'être rassurante. Il y a eu des désordres alarmants à Moscou et à Pétrograd. La Russie a eu cinq Ministres de l'Intérieur en douze mois et le cinquième nous est décrit comme n'étant pas du tout solide en selle.

« Nos difficultés avec les neutres ne paraissent pas diminuer. Il est tout à l'honneur du Foreign Office que, pendant ces deux dernières années, nous ayons échappé à l'effondrement de notre politique de blocus qui a produit d'excellents résultats, malgré l'obstruction continue et malgré la mauvaise foi. Mais nous avons été à deux doigts de graves complications avec la Suède et avec les Etats-Unis. A mesure que le temps passe, les neutres paraissent devenir plus rétifs et plus intolérants, à l'égard des belligérants, à qui ils refusent le droit de venir troubler la paix du monde civilisé.

« On peut me demander si j'ai une proposition précise à présenter et j'avoue qu'il m'est difficile de répondre, mais, à moins que les appréhensions esquissées par moi se trouvent être sans fondement, après l'enquête que j'ai suggérée, nous ne devrions pas décourager de parti pris tout mouvement, quelle qu'en soit l'origine, en faveur d'un échange d'idées sur la possibilité d'un arrangement: quelques indices laissent supposer que des commencements d'action existent déjà. Il ne faut pas rejeter comme indignes d'attention les rapports substantiels sur ce sujet qui nous sont venus de temps en temps, de sources belges, scandinaves, japonaises et russes, ou des récits aussi détaillés que celui contenu dans la dépêche de Sir Esmé Howard du 24 août sur la réunion qui eut lieu dans la maison du Prince Lichnowsky, ou le mémoire de Lord Eustace Percy sur les allusions faites par le recteur de

l'Université de Berlin. Les débats du Reichstag ont prouvé que le groupe pacifiste est actif et qu'il parle ouvertement. De tous côtés, nous viennent des témoignages sur l'impatience de la population civile et sur son désir passionné de paix.

« Il me paraît inconcevable que pendant cet hiver nous ne soyons pas sondés par quelqu'un sur notre inclination à discuter des conditions de paix ou des propositions d'armistice. Avons-nous préparé notre réponse? Lord Crawford s'est occupé de cette question d'armistice. Je ne suis pas sûr d'approuver certaines de ses suggestions. Mais je suis convaincu qu'il est dans le vrai quand il tient un refus absolu pour inadmissible.

« Quant aux conditions de paix, j'espère que nous adhérerons fermement aux principes exposés par le Premier Ministre dans le discours qu'il résuma par cette déclaration: « Nous n'accepterons pas une paix qui ne nous offrirait pas une réparation suffisante pour le passé et une garantie suffisante pour l'avenir. » Mais ces grandes lignes étaient tracées d'une façon assez large et pourraient être remplies de bien des façons. La même chose peut être dite à propos de l'admirable résumé qu'il vient de faire au Guildhall et des discours modérés que le Ministre des Affaires étrangères a prononcés de temps en temps.

« Mais il est malheureux qu'en dépit de ces assurances, il ait été possible de nous représenter, nous et nos alliés, comme voués à une politique en partie vindicative et en partie égoïste, et comme tellement irréconciliables que nous considérerions comme un acte inamical toute tentative, même sincère, de nous sortir de l'impasse. L'entretien accordé par le secrétaire d'Etat à la Guerre, en septembre dernier, à un correspondant américain a produit une impression qu'il ne sera pas facile d'effacer. Il peut y avoir eu des circonstances que je ne connais pas, liées peut-être à l'élection présidentielle, qui ont rendu

nécessaire d'annoncer qu'en ce moment particulier, une intervention, même bien intentionnée, serait désagréable pour nous et inopportun. Il a dit, en effet, que le monde devait connaître qu'il ne saurait y avoir d'intervention étrangère *dans cette phase*. C'est une restriction importante. Car ce n'est pas sûrement notre intention de persévérer, quelle que soit la longueur de la guerre, quel que soit l'effort demandé à nos ressources, dans cette attitude, ou de déclarer comme l'a fait M. Briand vers la même époque que pour nous aussi « le mot de paix est un sacrilège ». Demandons à nos conseillers navals, militaires et économiques de nous dire franchement s'ils sont convaincus que le knock-out peut être et sera administré. La formule du secrétaire d'Etat à la Guerre fait en ce moment autorité et demeurera valable jusqu'à ce que l'on ait mis quelque chose d'autre à la place. Faut-il la garder? Et, s'il ne le faut pas, par quoi faut-il la remplacer? C'est de la réponse de nos experts que dépendent ces questions et aussi de ce soigneux inventaire, à la fois national et international, que l'on a entrepris déjà, je l'espère,

« 13 novembre 1916.

L. »

« La note suivante a été écrite avant la discussion qui a eu lieu dans le Cabinet d'aujourd'hui et où j'ai appris que le Comité de la Guerre a déjà fait d'importantes démarches dans la direction que je me suis permis d'indiquer.

« 13 novembre 1916.

L. »

Venant d'un homme d'Etat comme Lord Lansdowne, et étant donné sa position et ses antécédents, le document fit une profonde impression. Personne ne pouvait l'accuser d'être un pacifiste. Il était le père de l'Entente cordiale en août 1904 et l'avocat inflexible de la politique qui acceptait toutes les conséquences de ce traité dangereux.

Avant que le Cabinet ait pris position devant ce mémoire Lansdowne, le Premier Ministre consulta les autorités militaires et navales sur la possibilité d'une partie nulle. Le chef de l'Etat-Major, Sir William Robertson, repoussa violemment une telle idée. La victoire était assurée aux Alliés, pourvu que les conseils du War Office fussent suivis docilement et que toutes ses demandes fussent patriotiquement acceptées dans tous les détails. Il fallait concentrer contre l'ennemi plus d'hommes et plus de matériel et c'est uniquement sur le front ouest que cette concentration devait avoir lieu. Il expliqua très clairement que les pertes seraient encore plus lourdes que celles que nous avions déjà souffertes. Sir William Robertson ne reculait pas devant elles. Mais ce massacre de vies britanniques devait avoir lieu en France et dans les Flandres, et pas ailleurs.

Sir Douglas Haig présenta un mémoire de tendances semblables. Dans cette note que le chef d'Etat-Major ajouta à sa réponse au mémoire de Lord Lansdowne, le Commandant en chef s'étendit sur les difficultés qu'il y avait à poursuivre l'offensive en France pendant l'hiver, mais il expliqua que ces conditions dont il se plaignait étaient dues à une situation normale, à cette époque de l'année. D'autre part, dans le tableau qu'il traça, les Allemands avaient été complètement battus sur la Somme et leurs pertes avaient été certainement beaucoup plus lourdes que celles des Alliés. Leur moral avait été sérieusement ébranlé. Il conclut enfin « qu'une proportion appréciable des soldats allemands sont d'ores et déjà pratiquement des vaincus prêts à se rendre dès qu'ils en trouveraient l'occasion, harassés par la guerre, et qui ont perdu l'espoir du succès ». Les troupes alliées, au contraire, étaient toutes confiantes dans la victoire.

« Il est vrai que le terrain gagné n'est pas considérable, mais ceci n'a pas d'importance. Nous avons prouvé que nous pouvions chasser l'ennemi de ses positions dé-

sensives. Et c'est là le résultat précieux du combat. »

Sir Douglas Haig dit ensuite qu'il considérait comme très favorables les perspectives de succès sur le front ouest en 1917. Dans ce but, il désirait encore plus de troupes et un ample approvisionnement en munitions, « dont des quantités énormes lui avaient été livrées, cette année, avec une régularité infaillible ». Il désirait plus d'avions, plus de routes, plus de matériel de chemin de fer, etc... Si on lui accordait ces ressources, lui et son armée se croyaient capables de remporter la victoire finale.

Ces mémoires, déposés par le chef d'Etat-Major impérial et le commandant en chef, ne laissaient donc subsister aucun doute sur l'opinion militaire concernant l'avenir.

La part que Sir Edward Grey prit dans ces débats fut significative. Il était le pivot, comme Ministre des Affaires étrangères, dans une question comme celle de faire la paix ou de continuer la guerre. Nous attendions tous avec impatience ses directives. Il avait été toujours le ministre le plus confiné dans ses bureaux. Il s'était toujours enterré dans son Office, sans penser guère à autre chose. Il n'exprimait pas d'opinion dans les questions de Cabinet en dehors de sa compétence. Son isolement était même monumental. Il avait l'habitude très particulière de rédiger ses dépêches sur la table du Cabinet, pendant que l'on discutait des questions de politique intérieure. Ce détachement serein, il l'avait introduit dans les Cabinets de Guerre. Dans la discussion qui porta sur les méthodes les plus efficaces de poursuivre la lutte, il avait eu peu à dire ou à suggérer. Forcé de déclarer la guerre, dont il n'avait pas su sauver le pays, il laissait à d'autres le soin de la diriger, et de trouver les moyens pour en assurer le succès. Toutefois, une question intéressait éminemment son département. Devions-nous encourager ou prendre en considération des démarches menant à la

paix? L'initiative du débat avait été prise par un de ses prédecesseurs immédiats au Foreign Office, Lord Lansdowne.

Malgré la confiance manifestée par les autorités militaires, Sir Edward Grey exprima ses craintes à propos de la campagne sous-marine. Il dit qu'elle ne lui paraissait pas avoir été maîtrisée et que, en ce moment, il lui semblait qu'elle échappait de plus en plus à notre contrôle. Il finit tout de même par affirmer qu'aussi longtemps que les autorités navales et militaires considéreraient que la situation est en train de s'améliorer, — le résultat final ne dût-il pas être une défaite complète et définitive des Allemands, — il serait prématuré de faire la paix. Si, dans l'avenir, il devenait évident que les Alliés ne pouvaient plus rendre meilleure leur position, ils devraient aussitôt chercher à obtenir les meilleures conditions de paix qu'ils pourraient.

Toujours désireux de ne pas se compromettre, il hésitait. Sir Edward Grey ne s'associait pas à Lord Lansdowne mais ne désavouait pas ses vues. Il n'approuvait ni ne désapprouvait. Quels que pussent être la décision ou l'événement, son intervention se serait ainsi trouvée conforme à l'une ou à l'autre. Etait-il en faveur de la thèse de Lord Lansdowne? Supposez qu'elle ait été démolie, que son auteur et ses partisans aient été taxés de couardise, vraiment vous n'auriez pas trouvé une phrase de Sir Edward Grey la recommandant sans équivoque. D'autre part, si le mémoire courageux de Lord Lansdowne s'était trouvé justifié dans la suite, personne n'aurait pu dire que Sir Edward Grey avait opposé une critique hostile à sa proposition.

Sir William Robertson, dans ses *Mémoires*, a attaqué la diplomatie du Ministre des Affaires étrangères avant et pendant la guerre et a attribué à sa faiblesse la plupart de nos infortunes. L'attaque remplissait un court paragraphe dans l'œuvre de Sir W. Robertson. Sir Edward

Grey a consacré des pages à l'explication et à la défense de ses échecs. Il n'empêcha pas la guerre; il ne put en éloigner la Turquie, il ne put s'assurer à temps de l'appui grec, ni attirer la Bulgarie à nos côtés. Mais il fit (disait-il) tout ce dont un diplomate est capable quand il n'est pas soutenu militairement. L'échec fut donc militaire, non diplomatique. Tout cela est fort intéressant, mais n'a rien à voir avec le problème important soulevé par Lord Lansdowne: valait-il mieux faire la paix ou combattre dans l'espoir que plus tard nous serions en meilleure posture pour dicter nos conditions?

Il est plutôt surprenant que jamais Lord Lansdowne n'ait mis en avant des propositions précises. S'il a médité quelque peu sur les conditions de la paix qu'il considérait comme devant être le résultat ou le but de la guerre, du moins n'a-t-il jamais favorisé ses collègues avec ses idées.

Le seul projet cohérent sur les conditions de la paix qui ait été soumis au Cabinet Asquith venait d'une autre plume. Peu avant les discussions provoquées par Lansdowne, le Gouvernement avait, pour la première fois, examiné l'esquisse bien ordonnée, bien composée et détaillée d'un règlement de la paix. Son auteur était M. Balfour, qui était alors le Premier Lord de l'Amirauté.

C'est vraiment un document remarquable que ce rapport de Lord Balfour. Venant d'un homme d'Etat aussi expérimenté et d'une intelligence aussi claire et pénétrante, les phrases où il refuse de se risquer à exprimer une opinion sur la possibilité des guerres futures sont significatives. Ceci mis à part, c'était la première fois qu'un homme d'Etat de premier rang s'employait à esquisser par écrit et à l'avance les conditions de la paix.

« Le règlement de la paix en Europe »

Mémoire par M. Balfour.

« Le Premier Ministre a demandé aux membres du Comité de la Guerre d'exposer leurs vues sur un règlement de la paix. Cet écrit est un essai — un essai très provisoire et boiteux — qui répond à cette requête.

« Même les suggestions les plus incertaines doivent partir d'une hypothèse concernant la position militaire des combattants à la fin de la guerre. Ce qu'elle sera, aucun homme ne peut le prédire avec certitude. Mais, puisqu'il convient de partir d'une base claire et précise, je supposerai dans ce qui va suivre, uniquement pour les besoins de la cause, que les Puissances Centrales, par suite de leur défaite ou de leur épuisement, devront accepter les conditions imposées par les Alliés.

« Permettez-moi d'ajouter une observation préliminaire. Le nombre des questions qu'il faudra discuter à une conférence de la paix est évidemment très considérable. Dans ce qui va suivre, je ne désire que présenter quelques réflexions un peu décousues sur le groupe le plus important de ces questions, celui qui concerne la nouvelle répartition de la population en Europe. En me limitant ainsi, j'exclurai non seulement de mon examen des sujets comme la limitation des armements, la liberté des mers et la révision de la loi internationale, mais aussi

Helgoland, le canal de Kiel, les modifications stratégiques des frontières (1) et les problèmes extra-européens liés à l'Asie Mineure et à l'empire colonial de l'Allemagne.

« Peut-être importunerai-je un peu plus tard le Comité de mes vues sur ces questions.

« Le principal but de la guerre est l'obtention d'une paix durable. La meilleure façon, à mon avis, d'obtenir un tel résultat peut être atteinte par une double méthode. Il faut diminuer l'étendue des territoires dont les Puissances Centrales peuvent tirer les hommes et l'argent que requiert une politique d'agression: et il faut amoindrir en même temps les attractions d'une telle politique, en modifiant la carte d'Europe, d'accord avec ce que l'on appelle, plutôt vaguement, le principe des nationalités.

« Appliquée avec succès, la seconde de ces méthodes assurerait certains buts que les Alliés sont tous à désirer. Elle rendrait à la Belgique son indépendance, restituerait l'Alsace et la Lorraine à la France, procurerait à la Pologne une sorte de « home rule », étendrait les frontières de l'Italie, établirait une Grande-Serbie et une Grande-Roumanie au sud-est de l'Europe. J'aimerais beaucoup la voir appliquée aussi en Bohême.

« Pour la Bohême, la civilisation germanique a toujours été profondément antipathique. Les Tchèques ont risqué la guerre contre elle, il y a quelques générations, et l'ont risquée avec beaucoup de succès dans des conditions très difficiles. Une Bohême indépendante sera-t-elle assez forte pour se maintenir aussi bien au point de vue militaire qu'au point de vue commercial contre la domination teutonne, encerclée comme elle l'est entièrement par des influences allemandes? Je n'en sais rien. Mais je

(1) A vrai dire, les modifications stratégiques peuvent impliquer des transferts de populations qu'il est impossible de déclarer négligeables. Toutefois leur but n'est pas d'acquérir des territoires, mais d'accroître la sécurité en favorisant la défense des frontières.

suis certain que ces questions méritent un examen très attentif. Et si le changement est possible, il faut le faire (1).

« Une carte d'Europe ainsi modifiée ne réaliserait pas seulement la seconde des méthodes pour préserver la paix que je viens de définir, elle servirait aussi à mettre en pratique la première. Les ressources en hommes et en argent, que les Puissances Centrales peuvent recruter en vue de guerres agressives, s'en trouveraient grandement diminuées. L'Alsace-Lorraine, la Pologne autrichienne, des parties de la Pologne allemande (si possible), la Transylvanie, l'Autriche italienne, la Bosnie, l'Herzégovine cesseraient de fournir des marchandises aux armées allemandes et autrichiennes et les hommes en âge de servir, retirés des armées centrales, s'ajouteraient aux nations avec qui ces Puissances sont en guerre en ce moment. Ce serait faire d'une pierre deux coups.

« Les populations ainsi transférées dépasseraient, je suppose, le chiffre de vingt millions d'hommes. Je ne compte pas dans ce calcul la population non italienne que l'Italie obtiendrait sans aucun doute, en cas de succès des Alliés. Je ne veux pas non plus discuter à propos de la zone incontestée que convoite la Bulgarie. Si le principe des nationalités était rigoureusement appliqué, la Bulgarie l'obtiendrait, je suppose, sans discussion. La mérite-t-elle et pourrions-nous la lui donner, en présence des sentiments serbes, ceci est une tout autre affaire.

« J'imagine que ce projet correspond en gros aux désirs de l'opinion publique en Angleterre. Le point sur lequel il pourrait y avoir le plus de divergences serait peut-être le sort de la Pologne — puisque celui de Constantinople et du Banat est déjà réglé, tout au moins dans

(1) La frontière de Bohême pourrait, d'après les arrangements qui seront faits, devenir limitrophe, au moins sur une petite étendue de la Pologne nouvelle.

les limites de notre pouvoir. Le seul point sur lequel l'Allemagne et la Russie paraissent d'accord, c'est que la guerre va modifier le statut de la Pologne et qu'en recevant une certaine autonomie, elle restera dépendante de l'un de ses deux grands voisins. Mais quelles seraient les frontières de la nouvelle Pologne, et duquel des deux grands voisins dépendrait-elle? Sur ces points, est-il besoin de le dire, il existe une différence d'avis fondamentale entre Pétrograd et Berlin.

« Si je considère la question polonaise uniquement du point de vue anglais, je voudrais que l'Etat nouveau comprît non seulement la Pologne russe, mais autant de Pologne autrichienne et de Pologne allemande que possible. Ceci, évidemment, en accord étroit avec les deux principes énoncés plus haut, dans cet exposé. Mais je n'aime-rais pas voir restaurer l'ancien royaume de Pologne. Je craindrais que la Pologne nouvelle souffrît des mêmes maux qui firent périr l'ancienne; qu'elle fût un théâtre d'intrigues perpétuelles entre l'Allemagne et la Russie; et que son existence, loin de favoriser la cause de la paix européenne, devînt une occasion perpétuelle de lutte en Europe.

« Même si la Pologne était capable de jouer le rôle d'Etat tampon — ce dont je doute — je ne suis pas sûr que cet Etat tampon entre l'Allemagne et la Russie serait un bien pour l'Europe occidentale. Si l'Allemagne était délivrée de toute crainte de pression venant de Russie et avait la liberté de tourner toutes ses forces vers le développement de ses ambitions à l'ouest, la France et l'Angleterre pourraient en souffrir.

« Je ne sais pas du tout non plus si, en séparant la Russie de ses voisins de l'ouest, on n'aiguillerait pas ses intérêts vers l'Extrême-Orient, d'une façon que les hommes d'Etat anglais ne pourraient envisager sans crainte. Plus la Russie sera européenne, moins elle sera asiatique, mieux cela vaudra pour chacun.

« Je conclurais par conséquent que la solution de la question polonaise la plus conforme à nos intérêts serait la constitution d'une Pologne dotée d'une large autonomie, mais qui resterait partie intégrante de l'Empire russe. Ce nouvel Etat ou cette nouvelle province ne comprendrait pas seulement toute la province russe, mais la part de l'Autriche et (au moins en partie) celle de l'Allemagne dans le pillage de l'ancien royaume.

« Personnellement, j'aimerais voir les territoires danois du Schleswig-Holstein, arrachés au Danemark par la Prusse et l'Autriche en 1863, restitués à l'ancien propriétaire. Mais le Danemark accepterait difficilement ce don, s'il n'était accompagné d'une garantie territoriale quelconque, qu'il jugerait efficace. Et même alors le souvenir de la Belgique pourrait l'effrayer. Il faudra examiner sérieusement la question. Je veux ajouter, entre parenthèses, que malheureusement la région traversée par le canal de Kiel est allemande de langue et de sentiments.

« Je viens d'indiquer la nature des changements que je voudrais voir s'accomplir quand la paix sera discutée. Mais il y a d'autres projets que soutiennent ceux qui croient en la complète victoire des Alliés et que je considère avec une grande méfiance. Parmi ceux-ci, les plus importants peut-être sont les projets qui veulent briser ou reconstituer l'Empire allemand.

« Si j'étais le maître, je me garderais de toucher aux affaires intérieures de l'Allemagne ou de l'Autriche. Il est fort possible que, sous la pression de la défaite, d'anciennes jalouïes — oubliées à l'heure de la victoire — ressuscitent. Le Sud peut se séparer du Nord, le catholique du protestant, le Wurtemberg, la Bavière ou la Saxe de la Prusse, ou les uns des autres. Une révolution peut renverser les Hohenzollern et une Allemagne nouvelle peut surgir des ruines du militarisme.

« Toutes ces choses-là sont possibles. Mais je décon-

seillerais instamment toute tentative de les provoquer par l'ennemi victorieux. Un des rares efforts que nous connaissons pour abattre le militarisme, dans un Etat vaincu, fut celui de Napoléon qui voulut détruire l'armée prussienne après Iéna. Jamais tentative ne fut plus infructueuse. Comme chacun le sait, la politique de Napoléon força la Prusse à imaginer le système militaire qui a créé l'Allemagne moderne.

« Il sera peut-être — je l'espère, du moins — au pouvoir des Alliés de chasser l'Allemagne de beaucoup de ses territoires non allemands. Mais, quelles que soient les frontières de la nouvelle Allemagne, j'espère que l'on ne cherchera pas à contrôler ou à influencer sa politique intérieure. La devise des Alliés devrait être: « L'Allemagne aux Allemands. Mais rien que l'Allemagne. »

Cette formule, même si elle est acceptée, ne résout pas le problème de l'Europe centrale. Elle ne dit rien, par exemple, des relations futures entre l'Empire allemand et l'Autriche. Je désirerais voir le maintien de la monarchie dualiste, amputée, il est vrai, d'une grande partie de ses territoires slaves, italiens et roumains, mais constituée principalement par l'Autriche et la Hongrie. Si cet événement se produisait, nous aurions dans l'avenir comme nous avons eu dans le passé un Empire allemand et un Empire autrichien côte à côte, et probablement liés par une alliance étroite — politique sinon économique — dans un but de protection mutuelle.

« Il y a encore d'autres possibilités à considérer. Le résultat de la guerre peut être la ruine complète de la monarchie dualiste. Si la double monarchie s'effondre, il est raisonnable de supposer que la partie allemande de l'Autriche pourrait fusionner avec l'Empire allemand, en laissant la Hongrie isolée ou dépendante. Evidemment, un pareil changement créerait un Etat de langue allemande, plus formidable que l'Allemagne d'avant-guerre: en fait, c'est ce qui pourrait arriver.

« D'autre part, il faut se souvenir qu'un tel changement modifierait profondément la situation de la Prusse. Les catholiques romains et les Allemands du Sud deviendraient prédominants. Si donc la force agissante derrière l'agression allemande est due, comme le pensent beaucoup d'observateurs, à l'organisation prussienne, à la tradition prussienne, les dernières conséquences de telles modifications pourraient être une défaite pour le militarisme allemand.

« Mais je ne me dissimule pas que les dangers d'une pareille réorganisation teutonne sont considérables et que la probabilité de cette occurrence peut être augmentée si le résultat de la guerre est de convaincre les peuples qui parlent allemand que leur seul espoir de grandeur nationale, c'est de consentir à oublier les raisons qui les séparent pour se fondre dans un Etat unique puissant. Ceux qui pensent que l'avenir doit nécessairement ressembler au présent nous feront peut-être remarquer que, pendant les cinq siècles qui ont précédé l'ère bismarckienne, les tendances qui ont prévalu en Allemagne ont été, en somme, centrifuges et séparatistes. Ils feront valoir que cette tradition invétérée, bien qu'elle ait été interrompue par quarante-cinq ans d'une unité triomphante, n'en représente pas moins les tendances réelles de la race et que cette tradition reviendra après une guerre dont la politique et la dynastie prussiennes ont été responsables.

« Personnellement, j'incline à mettre en doute une telle conclusion, si plausible qu'elle apparaisse. Quoi que nous puissions accomplir, nous et nos alliés, nous n'empêcherons pas, à ce que je crois, les Puissances germaniques, qu'elles soient unies par une alliance ou fondues dans un seul Etat, de demeurer riches, peuplées et potentiellement formidables.

« Pour cette raison, je ne partage pas les craintes de ceux qui pensent qu'un triomphe des pays slaves est de

nature à menacer la prépondérance allemande dans l'Europe centrale. Quand nous nous souvenons que les peuples slaves sont divisés par la langue, par la religion, par le gouvernement; qu'ils se sont battus les uns contre les autres, il y a quatre ans; qu'ils se battent entre eux en ce moment même; qu'un seul d'entre eux, le russe, peut compter parmi les grandes puissances; que la Russie, de l'avis de la plupart des observateurs, va être déchirée par des luttes révolutionnaires, aussitôt que la pression de la guerre sera écartée; quand nous nous souvenons, dis-je, de tout cela, nous devons être probablement disposés à croire que les Etats germaniques seront très capables de veiller sur eux-mêmes, quelles que soient les conditions de paix qu'ils aient à subir.

« Voici un fait (si toutefois c'est un fait) que l'on ignore parfois. Quelques-uns de ceux qui réfléchissent sur l'avenir de l'Europe, paraissent craindre que l'Allemagne sorte si affaiblie de la guerre que l'équilibre des forces en sera mis complètement sens dessus dessous, et que la Grande-Bretagne se trouvera en face de quelque autre puissance tendant à son tour vers la domination universelle. J'en doute.

« En tout cas, il me paraît tout à fait clair que l'Allemagne, si on considère sa population, et à plus forte raison l'Allemagne alliée de l'Autriche, serait plus que l'égale en puissance de la France, et ceci quoi que nous donnions à la France, quoi que nous enlevions aux empires centraux.

« Si, par conséquent, l'Europe, après la guerre, devient un camp armé, la paix dépendra comme auparavant d'alliances défensives conclues par tous ceux qui désirent conserver leurs possessions contre tous ceux qui désirent les accroître. Dans ces conditions, l'Entente devrait être probablement maintenue.

« L'Allemagne peut être l'objet d'une conversion spirituelle; la Russie peut s'effondrer; la France et l'Angle-

terre peuvent être paralysées par des troubles sociaux; une banqueroute universelle peut détruire les universels armements; des tribunaux internationaux peuvent établir la paix internationale; les horreurs de 1914, 1915, 1916, 1917 peuvent dégoûter l'humanité de la guerre; sur tous ces sujets il est vain de spéculer. Mais j'insiste en ce moment sur ce point que, si grandes que soient les pertes en territoire que les Alliés infligent aux Puissances centrales, elles n'en demeureront pas moins puissantes dans la défensive et dans l'offensive. Quels que soient les ennuis que puisse nous procurer la Russie en Mésopotamie, en Perse, dans l'Afghanistan, je ne pense pas qu'elle cherche à s'assurer la domination en Europe, et encore moins qu'elle y parvienne.

« Avant de conclure, je voudrais dire un mot sur deux points subsidiaires: les droits de passage et les indemnités. Si les côtes de l'Adriatique sont dans les mains italiennes, si Salonique appartient aux Grecs, comment procurerons-nous aux Puissances centrales l'accès commercial à la Méditerranée et au sud? Qu'on ne puisse pas leur refuser cet accès, me paraît suffisamment clair. Autre chose est d'enlever à l'Allemagne ses désirs mégolomanes sur l'Asie Mineure, la Mésopotamie, la Perse et l'Inde; autre chose est de mettre le commerce de l'Autriche-Hongrie avec la Méditerranée orientale et le canal de Suez à la merci des Etats qui se trouvent entre elle et la mer.

« Il ne pourrait y avoir, me semble-t-il, de plus puissant brandon pour de nouvelles guerres. La méthode consistant à garantir aux Etats qui n'ont pas les côtes qui leur conviennent l'écoulement libre de leur commerce, à travers des canaux choisis pour cela, me paraît donc s'imposer. Je n'ai pas eu le temps de m'occuper du problème, mais il m'est arrivé parfois de me demander, aux heures de loisir, si les traités qui règlent la navigation des fleuves coulant à travers plusieurs Etats ne pourraient

pas — avec les modifications nécessaires — être appliqués aux ports et aux chemins de fer.

« Mon dernier thème sera celui des indemnités de guerre. J'ai supposé, pour les besoins de la cause, que le succès des Alliés serait complet. Dans ce cas-là, faudrait-il demander des indemnités?

« L'Allemagne n'a jamais fait mystère de son intention de réduire ses ennemis à la mendicité et de leur imposer, si elle en avait le pouvoir, une complète sujexion commerciale. Je serais très opposé, par tempérament, à l'imitation de la conduite allemande en 1871 et je ne voudrais pas imposer à mes adversaires un traité commercial qui serait à mon avantage. De pareils traités sont humiliants, sans nécessité, même quand ils ne sont pas écrasants. Et quand ils le sont, on peut être sûr qu'ils seront violés — tôt ou tard.

« Mais il y a deux choses que je voudrais faire et qui devraient être faites, à mon avis, dans l'intérêt de la moralité internationale. J'estime que les Puissances centrales devraient payer les dommages qu'elles ont causés en Belgique, dans le nord de la France et en Serbie. J'estime aussi qu'elles devraient livrer en bateaux l'équivalent de ce qu'elles ont envoyé au fond de la mer, au cours de la guerre sous-marine. Ce sont là les charges qu'elles ont le pouvoir d'assumer; et si c'est dans leur pouvoir de les assumer, nous serions certainement dans notre droit en les demandant.

« Peut-on, doit-on exiger plus encore est un point sur lequel je me déclare incomptétent; mais il vaut peut-être la peine de remarquer qu'en enlevant à l'Allemagne et à l'Autriche des territoires libres de dettes, on accroîtra le fardeau des Etats à qui ils seront enlevés et on allégera celui des Etats à qui ils seront ajoutés. — A.-J. B., 4 octobre 1916. »

M. Henderson, un des chefs les plus capables et les plus influents du Labour, dans le domaine public et dans

le privé, fonça contre la paix prématurée avec tout le poids de sa grande autorité parmi les masses ouvrières. Ses paroles méritent d'être citées :

« La guerre dure depuis trop longtemps, pour certaines gens de notre pays. Il est possible que la situation militaire engendre la lassitude. Je désire donc avertir chacun du danger d'une paix prématurée. Je suis pour la paix, aussi fortement que peut l'être n'importe quel homme ou quelle femme. Mais je veux avoir l'assurance que la paix que nous attendons dissipera tous les doutes sur le retour d'une telle catastrophe... Nous sommes en guerre. Entamer des conversations sur la paix avec des militaristes les moins scrupuleux du monde nous amènerait à combattre de nouveau pour la même idée. Ce ne serait pas terminer la guerre par une paix durable. Une paix dans de telles conditions, avec la Belgique, la France, la Roumanie et la Serbie dans l'état où elles se trouvent ? Non ! jamais ! Nous ne voulons pas une paix déshonorante, mais une paix durable, permanente, une paix fondée sur le droit national, sur l'honneur national. J'emploie ces deux mots, bien qu'un de mes collègues les ait qualifiés de platitudes. »

Ce discours exprime exactement les vues que je partageai en ce temps-là. C'était une erreur d'encourager les ouvertures de paix aussi longtemps que la situation militaire ne s'était pas considérablement améliorée.

Un autre membre du Gouvernement dont l'attachement à la cause de la paix est au-dessus du soupçon, Lord Robert Cecil, partant des appréciations militaires sur nos chances d'avenir, en vint à la conclusion suivante :

« Une paix en ce moment ne pourrait être que désastreuse. Le mieux que nous puissions espérer, ce serait le *statu quo* avec un grand accroissement de la puissance allemande, à l'est de l'Europe. Cette paix, les Allemands croiraient nous l'avoir imposée par leurs sous-marins et il en résulterait une augmentation, non une diminution

de notre vulnérabilité. Personne ne peut considérer les dix années qui suivraient la paix, à de telles conditions, sans une profonde inquiétude. Par conséquent, je sens que nous sommes obligés de continuer la guerre. »

Il fit ensuite, dans le mémoire que je suis en train de citer, quelques propositions concernant l'organisation de la nation. Ce mémoire de Lord Robert Cecil a aussi un intérêt parce qu'il contient une analyse de la situation militaire à cette date, faite par un observateur compétent :

« Que nous soyons ou non d'accord avec les conclusions de Lord Lansdowne, une chose est certaine : notre situation est grave. Il est certain qu'elle peut devenir désespérée, particulièrement pour la marine, si nous ne faisons pas le plus grand effort national. La position des pays alliés est plus sérieuse encore. La France se trouve dans un état voisin de l'épuisement. L'horizon politique en Italie est menaçant. Ses finances chancellent. En Russie règne un grand découragement. Elle a été longtemps au bord de la révolution. Même sa puissance en hommes est près d'atteindre ses limites.

« D'autre part, nos ennemis, bien que gravement atteints, ne sont pas hors de combat. La position économique de l'Allemagne est ou n'est pas alarmante. Elle n'est certainement pas désespérée. Nous ne possédons aucune information certaine sur ses ressources. Il n'y a aucune raison sérieuse de croire qu'elle meurt de faim, bien qu'elle puisse manquer — qu'elle manque peut-être — de certains objets nécessaires, comme la laine, le coton, les huiles lubrifiantes, le caoutchouc, dont l'absence gêne et diminue sa force militaire, et le mécontentement politique y est grand. En Autriche, la situation est pire, probablement. »

Le Premier Ministre, après avoir soigneusement recueilli ou reçu les opinions de ses collègues, comme il l'avait désiré, et sans chercher à les influencer, décida en fin de compte que le temps n'était pas encore venu

des contacts en vue de la paix. Aucun membre du Conseil n'exprima une opinion contraire à ses conclusions.

J'ai donné un compte rendu complet et sincère de l'épisode Lansdowne parce que je désire démontrer que le Gouvernement qui a mené la guerre n'a jamais perdu de vue l'importance qu'il y avait à saisir toute opportunité favorable qui pouvait lui être offerte de conclure une paix honorable. Les discussions Lansdowne ont eu leur valeur spéciale. Ce fut la première fois qu'un des belligérants envisagea courageusement la possibilité d'une paix sans victoire. Le Gouvernement Asquith examina l'ensemble de la situation avec le plus grand sérieux et il en arriva à la conclusion unanime qu'il serait désastreux d'entamer des négociations de paix avec l'Allemagne avant d'avoir infligé à ses armées une défaite complète. Le principe du Président Wilson en faveur d'une paix sans victoire, venu dans la suite, a été étudié avec soin et répudié avec énergie par le Cabinet Asquith. Mais, pour qui veut peser les critiques dirigées contre le Gouvernement de 1917, le point important à considérer, c'est la conclusion tirée par le Ministère Asquith : Tant que les Puissances centrales n'auront pas conscience qu'elles sont battues, les ouvertures de paix ne sauraient être encouragées, parce qu'elles ne pourraient régler aucun des problèmes soulevés par cette lutte colossale, et parce qu'elles pourraient être et seraient probablement dangereuses pour le moral et pour la solidarité des Alliés.

M. Asquith n'encouragea pas l'attitude des timorés et des défaitistes. Quinze jours après que mon interview sur le « knock-out » eût paru, il prononça, le 11 octobre 1916, un discours à la Chambre des Communes où il dit :

« L'effort que la guerre nous impose, à nous et à nos alliés, les duretés qu'elle implique — nous en convenons franchement — pour quelques-uns de ceux qui ne sont pas directement mêlés à la lutte, le bouleversement du commerce, la dévastation des territoires, la perte irrépa-

rable des vies, toute cette longue et sombre procession de cruautés et de souffrances, éclairée par des exemples immortels d'héroïsme et de chevalerie, nous ne les laisserons pas finir dans un compromis rapiécé, précaire et déshonorant, portant le masque de la paix. Il n'en est pas un seul qui désire prolonger d'un jour, sans nécessité, ce spectacle de sang et de destruction. Mais nous devons à ceux qui ont donné leur vie pour nous, et la fleur de leur jeunesse, et les promesses de leur avenir, que leur sacrifice suprême n'ait pas été accompli en vain. Les buts des Alliés sont connus. Ils ont été souvent précisés. Ce ne sont pas des buts égoïstes ni vindicatifs. Ils demandent seulement une réparation suffisante pour le passé, une sécurité suffisante pour l'avenir. De leur accomplissement dépendent, nous en sommes honnêtement convaincus en Angleterre, les meilleurs espoirs de l'humanité. »

Nous sommes ici en présence d'une belle, d'une ferme résolution, exprimée avec cette splendide éloquence, où M. Asquith était un maître. Le fait que son fils aîné, M. Raymond Asquith, un jeune homme brillant et de grand avenir, venait de tomber au combat quelques semaines avant ce discours, donne une force tragique à ce passage.

Non moins énergique fut une déclaration du vicomte Grey, quelques jours plus tard. Il est tout de même quelque peu curieux de noter que dans ses *Mémoires*, le prince Max de Bade nous montre toute l'Allemagne en éveil, en cet automne de 1916, devant ce qu'elle croyait être le commencement d'une lutte « entre Lloyd George et Lord Grey » pour ou contre la politique du knock-out. Lord Grey, parlant le 23 octobre dans une réunion de l'hôtel Cecil, a déclaré :

« Il ne doit y avoir ni fin de la guerre ni paix, sauf une paix qui assurera aux nations d'Europe, dans l'avenir, une vie affranchie de cette ombre, dans la lumière nette de la liberté. C'est pour cela que nous combattons. Nous

avons la volonté, que le cours des hostilités n'a fait qu'approfondir, de continuer la guerre, en commun avec nos alliés, jusqu'à ce que nous ayons tous atteint le succès qui doit être et sera le nôtre, jusqu'à ce que nous ayons assuré la paix future de l'Europe, jusqu'à ce que nous ayons la certitude que nos sacrifices n'auront pas été accomplis en vain. »

Ces paroles vaillantes ne donnent guère de relief au bruit répandu alors, pour une raison ou une autre, en Angleterre et dans toute l'Europe centrale, que Lord Grey était un de ceux qui cherchaient à pécher une paix amorphe.

Pour quiconque repasse aujourd'hui avec calme ces événements, peut-il y avoir un doute que M. Asquith et ses collègues voyaient juste quand ils aboutirent à ces conclusions? Pouvait-on, en ce moment-là, faire une paix qui n'aurait pas consacré la victoire de l'Allemagne? Pouvait-on même la faire à n'importe quelle époque, avant l'effondrement final de la bravoure allemande? L'Allemagne aurait-elle accepté de restaurer l'indépendance complète de la Belgique? Même si elle avait consenti à l'évacuer, ne lui aurait-elle pas imposé des conditions militaires et commerciales qui auraient signifié pratiquement l'incorporation de la Belgique dans la sphère allemande de domination, d'expansion militaire et commerciale?

Il est évident que l'on doit répondre non. Les hommes d'Etat allemands peu nombreux, de vue perçante, qui prévoyaient les périls qui encerclaient leur patrie et qui eussent été désireux de conclure la paix, sa puissance militaire étant intacte, n'ont jamais cessé d'insister auprès du Chancelier de l'Empire pour qu'il fit des déclarations sans équivoque sur l'entièvre restauration de la Belgique. Leurs efforts, leurs appels pressants furent inutiles jusqu'au moment de la ruine finale.

Le prince de Bade qui, plus tard, devint Chancelier,

a montré aux chefs allemands que même un pacifiste aussi prononcé que M. Ramsay Mac Donald, dans un discours à la Chambre des Communes, au printemps de 1916, avait affirmé qu'une déclaration de l'Allemagne sur le rétablissement complet de la souveraineté belge, — et dans chacune de ses parties — était la condition préalable de tout règlement pacifique. Cette déclaration ne vint jamais.

L'Autriche aurait-elle abandonné ses conquêtes en Serbie? N'aurait-on pas imposé des conditions concernant la fortification de la capitale serbe, qui auraient laissé la Serbie à jamais à la merci de l'Autriche et l'auraient réduite au rang de vassale de l'Empire autrichien? Une partie du territoire serbe n'aurait-elle pas été amputée pour récompenser la fidélité rapace du tsar Ferdinand?

Que serait-il advenu des provinces baltiques russes et de la Pologne russe? L'Allemagne aurait-elle abandonné ses conquêtes merveilleuses en Russie, et n'aurait-elle rien ajouté à ses territoires de ce côté-là? La suggestion que le traité de paix pourrait rendre à la France l'Alsace-Lorraine aurait été saluée, à travers tout le Vaterland, par un gros éclat de rire teuton.

A la fin de 1916, la France n'était pas en position de demander davantage que la restitution des territoires occupés en 1914. Mais les industriels allemands étaient-ils même disposés à rendre les mines de Brie ? Tous les documents de cette époque tendent à prouver le contraire. Cette question mise à part, il n'y avait pas une chance sur un million que les négociations de paix pussent aboutir, à l'est ou à l'ouest, à un règlement capable de satisfaire l'homme d'Etat allié le plus modéré.

Un désarmement véritable aurait-il pu être inclus dans cette paix de 1916? L'Allemagne aurait-elle consenti à disloquer cette redoutable machine militaire qui lui avait assuré dans le monde une position de commandement? Et si l'Allemagne n'avait pas désarmé, aucun autre pays

n'aurait pu le faire. Suivant les mots dont se servit un homme dont le nom seul garantit les intentions pacifiques, Lord Robert Cecil: « Une paix, à ce moment-là, ne pouvait être que désastreuse. Ce que l'on aurait pu en espérer de mieux, c'était le *statu quo*, avec un grand accroissement de puissance allemande en Europe centrale. »

Le seul résultat eût été une Allemagne plus grande, mieux armée, persuadée que même devant un ennemi supérieur en nombre, son armée était imbattable, avec un état-major ayant appris quelle est la meilleure façon et la plus efficace de conduire une guerre dans les conditions modernes.

On a dit souvent, dans le camp de ceux qui ont ardemment cherché à prendre en faute ceux qui portaient sur les épaules les terribles responsabilités de la décision, que si les Alliés avaient pris l'initiative de se rapprocher des Puissances centrales, en vue de convoquer une conférence de paix en 1916, il n'en serait résulté aucun mal, même si cette conférence avait échoué.

Si l'Allemagne et l'Autriche, insistaient-ils, avaient apporté des conditions déraisonnables, les populations alliées auraient fermement soutenu leurs représentants dans leurs refus, et auraient continué à se battre avec un redoublement d'ardeur et de conviction. L'auraient-elles fait?

Supposons que l'Allemagne eût offert de retirer ses troupes du nord de la France et de la Belgique, en imposant certaines conditions à cette dernière, telles que le libre usage (par les Allemands) de ses ports et le démantèlement de ses fortresses sur la frontière. Les forces alliées auraient-elles senti se réveiller une fois encore l'esprit de 1914, jusqu'au point de faire face pendant plus de deux ans encore aux horribles pertes des deux années et demie précédentes, uniquement pour rendre l'Alsace-Lorraine à la France ou pour remettre la Courlande et les

autres territoires conquis entre les mains incomptéentes de l'autocratie russe?

Les habitants de ces pays n'étaient pas plus russes qu'ils n'étaient allemands. Lorsque le carnage aurait cessé, est-ce que l'Angleterre aurait consenti à le reprendre et à envoyer ses fils dans de nouvelles batailles sanglantes, comme celles de la Somme, simplement pour restaurer les fortifications sans utilité de Belgrade ou pour sauver quelque obscur vilayet de Macédoine des griffes du roi bulgare?

Pour tous ceux qui considéraient le triomphe permanent du droit international, la justice, la paix, comme le résultat du sacrifice de cette génération, le risque était vraiment trop grand de voir les nations accepter des humiliations infligées à d'autres qu'elles, plutôt que d'envoyer encore des millions de leurs enfants aux massacres en gros de la guerre moderne.

Au Congrès, nous aurions rencontré une Allemagne qui, pendant deux ans et demi, s'était maintenue victorieusement en Europe, qui avait écrasé complètement la puissance de deux ou trois de ses ennemis — la Russie, la Roumanie et la Serbie, — qui occupait encore le territoire de deux autres, et qui avait défié avec succès tous les efforts pour la déloger de ses conquêtes.

Le plus que l'on pouvait espérer, c'était une France et une Belgique complètement libérées, mises en face d'une Allemagne gonflée par ses conquêtes de l'Est, qui se chiffraient par milliers de mètres carrés et par dizaines de millions d'hommes. A la fin de cette guerre, nous serions restés en face d'un militarisme prussien triomphant, qui aurait démontré son invincibilité devant des forces notamment supérieures en nombre, en matériel, en richesse.

Certes, M. Asquith et son Cabinet eurent cent fois raison de refuser leur assentiment à la proposition Lansdowne. S'ils l'avaient acceptée, si même ils s'étaient as-

suré le consentement de la France, aucune paix grande et praticable n'aurait pu en résulter.

La France n'aurait pas consenti facilement à de telles ouvertures, parce qu'aucune paix à cette époque n'aurait pu satisfaire à ses conditions essentielles — la restitution de ses provinces perdues — la réparation de ses villes et villages endommagés. L'Italie se serait sentie frustrée, puisqu'elle avait escompté le succès des Alliés pour récupérer les vallées italiennes de l'Empire d'Autriche, et, malgré ses lourdes pertes, elle n'aurait rien retiré de la paix qui pouvait être obtenue en 1916.

On aurait dit que l'Angleterre désirait fortement la paix et qu'elle était prête à vendre ses alliés pour l'obtenir. Une telle impression aurait eu pour conséquence de ruiner le moral des Alliés à l'est et à l'ouest. L'échec des négociations ou un refus de la France de suivre l'initiative prise par la Grande-Bretagne aurait troublé et divisé l'opinion en Amérique, à l'heure où, dans ce grand pays, elle était emportée rapidement vers nous par les méthodes sans égards et sans discriminations de la campagne sous-marine.

CHAPITRE XXXII

LA SITUATION MILITAIRE A LA FIN DE LA CAMPAGNE DE 1916

Si nous étions déterminés à poursuivre la guerre, il était indispensable de combattre de façon à avoir raisonnablement une chance de succès. Mais lorsque, durant les derniers mois de 1916, j'examinai l'horizon à la fois sur terre et sur mer, je vis les plus graves motifs d'inquiétude. Aucun indice ne montrait encore que nos efforts et nos sacrifices nous conduisaient à une victoire décisive, et les renseignements qui nous venaient du Ministère de la Guerre et de l'Amirauté n'avaient rien de rassurant.

Un matin d'octobre 1916, j'eus avec le chef d'Etat-Major Impérial un des entretiens guindés et cérémonieux qu'il avait le devoir de m'accorder, car j'étais son supérieur civil.

Quand il eut épousé les sujets secondaires et sans intérêt à propos desquels il me consultait pour la forme, je le questionnai sur la situation que nous occupions sur la Somme, sur nos pertes terribles et nos gains insignifiants. Je reçus en retour les réponses habituelles : les Allemands avaient subi des pertes plus lourdes que les nôtres, ils étaient lentement épuisés et leur moral était ébranlé par les défaites continues et la retraite. Cependant, je

m'aperçus qu'il ne répondait pas avec la confiance catégorique qui lui était habituelle. Je lui demandai de bien vouloir me dire s'il avait quelque opinion sur la méthode à employer pour mener à bonne fin ce conflit sanguinaire. Sur le moment, cette question le déconcerta; il eut l'air d'un officier qui pense : « Voilà une de ces questions stupides que les civils ignorants vous lancent toujours et qu'il ne faut pas encourager. » Il marmotta quelque chose sur « la guerre d'usure ». Je lui demandai s'il voudrait me donner un mémoire sur ce sujet. En temps voulu, ce mémoire fut rédigé, et en voici le résumé :

Le front occidental est encore considéré comme le principal théâtre des opérations pour les armées anglaises.

Il passe ensuite aux théâtres secondaires : en Mésopotamie, l'armée anglaise améliore sa situation, elle sera en état d'affronter tous les efforts que les Turcs pourront faire contre nous lorsqu'ils seront prêts à attaquer. En Egypte, des raisons analogues nous font espérer que le front occidental contre les Senoussis sera à l'abri du danger à la fin de l'année, et que les dispositions seront prises pour une avance vers l'est dans le désert de Sinaï.

A Salonique, les forces alliées ont contenu les armées bulgares et allemandes. Le général Milne a demandé un renfort composé de 15 divisions et d'artillerie lourde pour remporter une victoire sur le front macédonien, mais le chef d'Etat-Major Impérial considère qu'il est peu désirable d'enlever tant de troupes au front occidental, principal théâtre du conflit. Il juge que la seule campagne décisive cet hiver, dans les Balkans, doit être sur le front roumain. Il regrette que les Alliés aient accepté d'envoyer en Macédoine un renfort de 39.000 fusils.

En Afrique orientale allemande, nous occupons la côte

et nous avons repoussé les Allemands dans la région malsaine de l'intérieur des terres.

Sur le front occidental, nous sommes maintenant supérieurs aux Allemands en nombre, en aéroplanes, en artillerie et probablement, en quelque mesure, en munitions. L'offensive de la Somme a ébranlé les ennemis et a affaibli leur moral. Ils ne sont pas absolument démoralisés et nous ne pouvons nous attendre à leur effondrement complet, mais leurs chances sont plus défavorables que les nôtres lorsque, en 1914, nous avons subi une attaque analogue, car ils n'ont pas derrière eux les ressources inexploitées que nous avions alors.

Notre supériorité relative augmente donc tous les jours. Mais le chef d'Etat-Major pense que nous devons maintenir la pression occidentale, car si les Puissances Centrales peuvent transférer d'autres troupes en Orient, le résultat sera désastreux. Il donne des chiffres pour montrer l'importance des mouvements de troupes qui ont eu lieu au cours des cinq derniers mois. Depuis le 1^{er} juin, les armées allemandes ont été augmentées de cinq divisions; la plus grande partie de ces troupes a été ajoutée au front oriental, où le nombre des bataillons s'est élevé de 221 de juin à octobre, tandis qu'en Occident il a été réduit de 74.

Les chiffres suivants montrent les progrès de l'artillerie anglaise en France :

	1 ^{er} janv. 1916	Fin oct. 1916
Pièces de campagne ..	1.938	3.060
Obusiers et gros ca-		
nons.	785	1.879
Production journalière		
de munitions.	30.000 charges	210.000 charges

Le nombre des obusiers et des gros canons dépassera

2.000 à la fin de l'année; les mitrailleuses et les mortiers de tranchées ont augmenté dans des proportions correspondantes. Mais il manque aux effectifs de l'armée anglaise en France 80.000 hommes et elle devrait recevoir des renforts. Un nouvel arrangement serait nécessaire: il faudrait réduire l'armée de défense intérieure après avoir décidé la flotte à prendre des dispositions plus efficaces pour empêcher une invasion. La plus grande armée possible doit être disponible en France au printemps de 1917.

Les Puissances de l'Entente souffrent beaucoup de leurs mauvaises communications, et, l'Angleterre et la France mises à part, leur coopération est défectueuse. La valeur des troupes de Roumanie, de Belgique, de Serbie, de Portugal et de Russie est faible; en Russie, ceci est dû au manque d'armement. Les troupes de l'ennemi sont plus mobiles et ont une supériorité morale. La durée de la guerre dépend du pouvoir d'endurance des alliés de l'Allemagne. L'Autriche et la Turquie s'épuisent; la Bulgarie est affaiblie par ses guerres précédentes. L'Allemagne combat toujours cependant avec la même vigueur et peut encore continuer la guerre pendant une période indéterminée. Mais, dans six mois, elle commencera à manquer de vivres.

Le chef d'Etat-Major conclut qu'on ne peut encore prédire la fin de la guerre. Nous devons nous préparer à fournir le plus grand effort possible, à resserrer le blocus, à faire appel à tous les hommes disponibles, et à supporter des difficultés et des sacrifices plus grands encore pour obtenir la paix que nous désirons.

Sir William Robertson termine son mémoire par un tableau montrant à combien on estime les troupes et les réserves dont disposent respectivement les Alliés et les Puissances Centrales. Voici un résumé de ce tableau:

Armées de l'Entente, y compris les troupes restées dans la Patrie, et non compris les troupes de couleur.	Réserves encore disponibles.
Angleterre	3.517.000 ?
France	2.978.000 775.000
Russie.	4.767.000 6.500.000
Italie.	1.676.000 1.250.000
Roumanie.	590.000 380.000
Serbie.	117.000 22.000
Belgique.	128.000 10.000
Portugal.	65.000 —
	—
	13.838.000 8.937.000
Armées ennemis :	
Allemagne.	5.470.000 2.000.000
Autriche-Hongrie.	2.750.000 800.000
Turquie.	500.000 300.000
Bulgarie.	400.000 112.000
	—
	9.120.000 3.212.000

Ce tableau du chef d'état-major n'était pas encourageant. Nous pouvions nous maintenir contre les Turcs en Mésopotamie et en Egypte. Mais c'était tout ce dont nous étions capables en ce moment. A Salonique, nous pouvions résister aux attaques des Bulgares, mais nous n'étions pas en état de les attaquer. Sur le front occidental, la situation était meilleure: nous avions ébranlé le « moral » allemand. La seule preuve que l'on en donnait était bien troublante. Plusieurs divisions allemandes avaient fui les champs de bataille de l'Ouest, dans la direction de l'Orient. Pourquoi? Ce n'était pas parce qu'elles avaient été battues, mais parce que les Allemands croyaient pouvoir tenir le front de France avec 74 bataillons en moins. Quel commentaire des triomphes éclatants remportés sur la Somme!

Les statistiques précédentes prouvaient qu'en ce qui

concernait les effectifs existants et les réserves nous avions une supériorité numérique écrasante sur les puissances ennemis, si la Russie et la Roumanie continuaient la guerre. Or, cette supposition devenait de plus en plus problématique. Si ces deux puissances étaient éliminées, la supériorité numérique passait du côté de nos ennemis et, pour rétablir l'égalité, il nous faudrait augmenter nos contingents d'hommes par un lourd effort. C'est un fait incontestable que sur les 13.838.000 soldats des armées alliées 5.357.000 étaient russes et roumains; qu'il fallait compter 6.880.000 Russes et Roumains parmi les réserves. Déjà la Roumanie, avec ses 970.000 hommes, était sur le point de disparaître du total allié. La Russie, avec ses 11 millions d'hommes, devait la suivre plus tard. Quant à la situation militaire générale, je l'ai résumée dans un chapitre précédent. Elle n'était pas encourageante.

J'étais convaincu qu'il fallait faire un effort beaucoup plus sérieux pour coordonner les efforts des Alliés en Orient et en Occident. Sir William Robertson admettait la faiblesse des Alliés sur ce point. Après réflexion, je décidai d'avoir une conversation confidentielle avec le Premier Ministre sur cette question et je l'invitai à venir dîner un soir chez moi.

Cette invitation fut acceptée et le dîner eut lieu. En plus de M. Asquith, Lord Crewe, le Vicomte Grey, M. Balfour, Lord Curzon et, je crois, Lord Lansdowne étaient présents. Je leur exposai mes vues sur la gravité de la situation et sur les mesures à prendre. M. Asquith m'écouta avec sympathie et me conseilla de provoquer un débat sur ce sujet à la prochaine réunion du Comité de la Guerre.

Cette réunion eut lieu le 3 novembre 1916; en prévision, j'avais obtenu de Sir William Robertson une déclaration que je reproduis ici et où il exposait ses idées sur la fin probable de la guerre.

« Vous me dites que le Comité veut avoir mon avis sur la durée probable de la guerre; je dois immédiatement avouer qu'il m'est très difficile d'exprimer une opinion sur laquelle on puisse faire fond. On prétend qu'Hindenburg a affirmé récemment que personne ne peut prévoir la fin de la guerre; je ne fais certainement pas exception à cette règle. L'impossibilité de prédire les événements n'est pas particulière à cette guerre; on peut dire qu'elle est le fait de toutes les guerres. Mais, dans la lutte actuelle, elle est fortement accentuée par les proportions gigantesques de la lutte et ses conditions. Jamais auparavant, par exemple, de si grandes questions internationales de finance et de commerce n'avaient été soulevées.

« 2° De plus, nous ne combattons pas pour un but relativement secondaire que nous pourrions espérer atteindre après avoir administré une bonne correction à l'ennemi, mais nous devons poursuivre la guerre « jusqu'à ce que la domination militaire de la Prusse soit complètement et définitivement détruite ».

« 3° La question que vous me posez n'est pas simplement ni même principalement d'ordre militaire. Par exemple, j'ignore:

« a) La solidarité des pays alliés et celle des pays ennemis;

« b) Les conditions sociales et économiques dans les pays ennemis;

« c) Le pouvoir comparé de résistance de l'argent et du commerce chez les deux adversaires;

« d) Le développement possible des sous-marins;

« e) Le pouvoir de notre flotte en vue de maintenir la liberté des communications maritimes et de protéger la marine marchande nécessaire au ravitaillement de notre pays, de nos alliés et des armes alliées d'outre-mer;

« f) Les avantages ou désavantages que comporte l'action de la diplomatie alliée.

« 4° La stabilité des effectifs est très importante, mais j'ignore combien d'hommes nous pouvons envoyer sur le front et quand ils y arriveront. Pour les raisons expliquées dans mon rapport du 26 du mois dernier, je ne crois pas qu'en ce qui concerne les autres belligérants, on arriverait à un résultat en cherchant dans les chiffres une réponse à votre question. En premier lieu, les chiffres que nous employons sont le plus souvent du domaine conjectural. Deuxièmement, sur le papier, l'Entente a plus d'hommes que l'ennemi, mais en pratique ces hommes sont beaucoup moins facilement mis en mouvement. La Russie est corrompue, mal armée et mal administrée, et n'améliorera pas ses communications; l'Italie a refusé d'envoyer des soldats hors de son territoire; la Roumanie bat en retraite. Enfin, la position centrale de l'Allemagne, le contrôle complet qu'elle exerce sur la politique et les opérations des Puissances associées lui donnent un avantage qui vaut plusieurs centaines de milliers d'hommes.

« 5° Sur le front occidental, nous avons, nous et les Français, pris constamment un ascendant matériel et moral sur l'ennemi; et, en ce qui nous concerne, nous avons encore les moyens d'envoyer plus d'hommes, plus de canons et de munitions sur le champ de bataille. Si nous le faisons, si nous ne gaspillons pas nos efforts sur des théâtres d'opérations dont l'importance n'est pas vitale, si l'on peut donner à la Russie une quantité raisonnable d'artillerie lourde et d'autre matériel de guerre, nous pouvons espérer qu'à l'avenir la pression exercée sur l'ennemi à l'Est et à l'Ouest ne sera pas moins forte que par le passé. Combien de temps pourrons-nous continuer à exercer cette pression? Quand pouvons-nous espérer d'en tirer des résultats décisifs? Ce sont des questions qui dépendent surtout des facteurs mentionnés dans le paragraphe 3. Cela dépend aussi de la stratégie de l'Entente, sur laquelle je n'exerce qu'un contrôle très limité. Il m'est

donc tout à fait impossible de formuler une opinion sur la fin de la guerre; mais je crois qu'il serait prudent de ne pas l'attendre avant l'été de 1918. Combien de temps la guerre peut-elle continuer après cette date, je ne puis le deviner. Une chose est certaine, comme je l'ai souvent répété au cours de cette année: nous ne pouvons espérer une conclusion favorable pour nous si nous ne faisons un usage complet et approprié de toutes nos ressources. Nous n'avons pas encore pris les mesures pour cela et nous devons les prendre sans tarder. J'ai fait allusion à quelques-unes d'entre elles dans le dernier paragraphe de mon rapport du 26 du mois dernier ; je puis ajouter ici qu'il faudra :

« Exiger la journée complète de travail de chaque homme et de chaque femme;

« Employer le plus possible de main-d'œuvre étrangère;

« Supprimer le gaspillage actuel et les dépenses exagérées dans la vie nationale;

« Subvenir autant que possible à nos propres besoins;

« Expliquer clairement à la nation la gravité de la tâche qui s'impose à nous;

« Exercer sur la guerre, dans toutes ses formes, un contrôle équivalent à la contribution que nous apportons. J'ai appuyé sur ce point en janvier dernier, mais depuis la situation s'est fort peu améliorée, si même il y a eu amélioration.

« W. R. R.

« Chef d'Etat-Major Impérial

« 3 novembre 1916. »

Me fondant sur ce document, je fis au Comité de la Guerre un exposé dont je donne les passages suivants, d'après le résumé contenu dans le procès-verbal de la séance :

« M. Lloyd George... lut au Comité de Guerre

un rapport écrit par le chef de l'Etat-Major Impérial sur la durée probable de la guerre et daté du 3 novembre 1916.

« M. Lloyd George observa que ce rapport était un des plus sérieux documents sur la guerre qu'il eût jamais lus. Nous ne faisions aucun progrès. Nous étions maintenant à la fin de la troisième campagne, et c'est l'ennemi qui avait repris l'initiative des opérations. Il occupait plus de territoires que jamais, et il avait environ quatre millions de réserves. Sur aucun point les Alliés n'avaient remporté de succès net et défini... »

« Comment donc, demanda M. Lloyd George, mettrait-on fin à la guerre? »

J'indiquai alors dans les grandes lignes la situation militaire des Alliés; ce résumé fut plus tard incorporé au mémoire qui est publié plus loin.

Le procès-verbal continue en ces termes :

« Aux yeux du public, la responsabilité des opérations militaires incombe aux hommes d'Etat et plus particulièrement aux ministres qui composent le Comité de la Guerre. Le public pardonnera tout, excepté l'inaction et l'indécision. M. Lloyd George demanda avec insistance que les hommes d'Etat chargés de diriger la guerre dans les principaux pays alliés se réunissent pour examiner attentivement la situation. D'abord les représentants de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne conféraient ensemble... »

« Il proposa que le premier objet de la Conférence fût d'insister pour que l'Occident communiquât avec l'Orient... »

« M. Lloyd George termina en demandant :

« 1^o La réunion d'une petite conférence où la France, l'Italie et l'Angleterre seraient chacune représentées par deux ministres;

« 2^o Qu'un peu plus tard, en Orient, eût lieu une Conférence Militaire à laquelle assisteraient les principaux

généraux d'Occident, de préférence les généraux Robertson, Joffre, Castelnau et Cadorna. »

Le procès-verbal relate qu'une discussion s'engagea : et qu'on approuva mes remarques d'une façon générale, bien qu'elles aient été critiquées par certains membres comme empreintes d'un pessimisme exagéré en ce qui concerne la situation des Alliés.

On fut d'avis en général que l'offensive sur la Somme, si elle était continuée l'année suivante, n'amènerait probablement aucun succès décisif et que les pertes feraient une trop lourde brèche dans nos ressources en proportion du résultat qu'on pouvait attendre. Nous convînmes donc d'examiner s'il n'était pas possible d'engager une action décisive sur un autre théâtre de l'action. Comme point de départ, mes propositions furent approuvées, en principe, et Lord Grey et moi nous fûmes chargés de rédiger un télégramme pour Paris et un autre pour Rome au sujet de la conférence projetée qui aurait lieu à Paris.

Le Comité de la Guerre décida qu'avant la réunion de la Conférence militaire de Chantilly, fixée au 15 novembre, il était indispensable que les chefs des principaux gouvernements alliés pussent examiner ensemble attentivement la situation et les grandes lignes de politique et de stratégie qui décideraient la prochaine phase de la campagne et les opérations de l'année suivante. Le Comité considérait que ces questions devaient d'abord être discutées par les hommes d'Etat à qui incombait en dernier lieu la responsabilité des affaires, et que la présence de conseillers techniques à cette période de la Conférence ne serait pas désirable. Il pensait qu'une grande Conférence était inutile et proposait que ses membres fussent limités à deux hommes d'Etat pour l'Angleterre, la France et l'Italie; les représentants anglais seraient le Premier Ministre et M. Lloyd George. Les difficultés pour obtenir un représentant russe paraî-

saient insurmontables, car personne ne pouvait tenir la place du Tzar et de ses principaux conseillers politiques et militaires qui se trouvaient dans l'impossibilité de quitter la Russie.

Le Comité de la Guerre convint ensuite que si des conclusions importantes étaient adoptées par la Conférence de Paris, elles devaient être discutées avec la Russie; le mieux serait donc d'envoyer en Russie des représentants des Alliés qui pourraient être reçus par le Tzar et conféreraient avec les principaux hommes d'Etat qui, sous les ordres du Tsar, dirigeaient la politique et la stratégie. Sans un séjour en Russie, on ne pouvait adopter aucun accord définitif s'appliquant à la fois à l'Occident et à l'Orient, et cette visite était la seule façon de provoquer une consultation sérieuse et une discussion efficace.

Il fut donc décidé que Sir Edward Grey et moi nous rédigerions, en ce sens, un télégramme pour Paris et pour Rome.

La Conférence militaire de Chantilly, à laquelle allusion a été faite dans les citations ci-dessus des procès-verbaux du Comité de la Guerre, devait réunir en novembre les représentants des états-majors des armées alliées. Fixer notre Conférence d'hommes d'Etat à un moment où nous pourrions facilement consulter les chefs militaires aurait eu des avantages évidents; mais il n'était pas moins important de revendiquer la priorité pour la conférence politique, puisque, de l'avis du Comité de la Guerre, l'ultime responsabilité des décisions nous incombaît.

Le 7 novembre, à la séance suivante du Comité de la Guerre, on apprit que quelque différence d'opinion semblait s'élever parmi les Alliés au sujet de la proposition concernant une conférence ultérieure en Russie. L'Italie doutait qu'il lui fût possible d'envoyer des représentants à une telle conférence. De plus, semblait-il, les chefs mi-

litaires se proposaient de se réunir à Chantilly une semaine avant la Conférence de Paris; je considérais que cela était fâcheux. En effet, comme je le démontrai au Comité au cours de cette Conférence, les généraux seraient portés à trop s'occuper de leurs projets stratégiques avant que les chefs responsables du Gouvernement aient pu décider ce qu'il leur paraissait nécessaire d'entreprendre en vue de la consultation préliminaire avec nos alliés orientaux; il pouvait y avoir dans la suite des difficultés s'il fallait persuader aux généraux de revenir sur leurs décisions ou de les modifier.

Nous envoyâmes donc ce jour-là le télégramme suivant à Rome et à Paris :

« A notre avis, le seul moyen d'organiser une discussion efficace sur la direction future de la guerre, assurant la meilleure collaboration en Orient et en Occident et la coordination indispensable au succès, est de tenir une Conférence en Russie, et de préférence au Grand-Quartier Général russe si le Tzar nous y autorise.

« Nous considérons la Conférence de Paris comme une préface aux discussions de Russie, et notre objet principal à Paris doit être de les préparer. Différer les débats de Paris, comme le propose l'Italie, entraînerait un retard considérable. Le Premier Ministre et le Ministre de la Guerre partiront donc pour Paris lundi, afin d'avoir une conversation officieuse avec M. Briand mardi, jour qu'il a lui-même choisi. Nous espérons qu'on sera alors d'accord pour demander au Gouvernement russe de fixer la date la plus rapprochée pour une Conférence à laquelle l'Angleterre, la France et l'Italie seraient représentées. Nous considérons que cette Conférence, pour être efficace, doit se composer de peu de membres et avoir lieu en Russie. Au besoin, les autres Alliés seront convoqués à une Conférence postérieure, tenue à Paris.

« En attendant, nous demandons que la Conférence militaire de Chantilly soit retardée d'une semaine. Nous

pensons qu'elle ne pourrait être d'aucune utilité avant que les considérations que nous désirons soumettre à M. Briand aient été examinées; si elle ne prenait pas connaissance de ces considérations, la Conférence de Chantilly pourrait arriver à des conclusions qu'il faudrait réviser. »

Nos alliés finirent par se ranger à notre avis, et on décida que la Conférence aurait lieu le mercredi et le jeudi 15 et 16 novembre 1916; mais le général Joffre refusa de retarder la Conférence militaire de Chantilly, qui fut tenue à la même date que la Conférence interalliée. Elle domina la conférence politique et la rendit absurde. Les soldats torpillèrent nos efforts pour aboutir à un examen commun entre généraux et hommes d'Etat, de la stratégie des Alliés à l'Est et à l'Ouest pour la campagne de 1917. Les désastreuses offensives militaires de cette année furent machinées à Chantilly par les généraux et leur action égoïste, en précipitant sans nous consulter des décisions importantes, est responsable pour une grande part de la catastrophe russe que nous ne sommes pas empêcher.

Pour préparer cette Conférence de Paris, je rédigeai un exposé exprimant mon opinion sur la situation militaire et la nécessité d'une nouvelle conférence en Russie afin de coordonner les efforts alliés en Orient et en Occident.

Cet exposé fut revisé et fortement abrégé par M. Asquith, et nous emportâmes à Paris cette version condensée et traduite en français. Je donne plus bas une copie de ce document, rétablissant en italiques les principaux passages de mon projet que le crayon bleu de M. Asquith raya du mémoire avant de le soumettre à M. Briand. Ces coupures ne provenaient pas d'un doute sur l'exac-titude de mon travail; mais le Président du Conseil ré-pugnait à signer un document que les Français auraient pu considérer comme une critique des hauts commandants

ments de France et d'Angleterre. En réalité, il priva mon exposé de sa pointe.

« L'heure est venue pour les Alliés de considérer en face la situation après une étude très approfondie. Les environs d'une guerre sont toujours peuplés d'illusions; la plupart sont créées à dessein pour maintenir le moral des combattants, beaucoup d'autres naissent dans l'atmosphère électrique engendrée par toutes les grandes batailles.

« Nous sommes au moment critique de la campagne. *Des décisions que nous allons prendre dépendra l'issue finale. En 1914-1915-1916 nous pouvions risquer de nous tromper sans écarter les chances de la victoire définitive. Mais si en 1917 nous prenons le mauvais tournant, je ne crois pas que nous puissions rétablir notre fortune.*

« La situation est grave. Ce n'est pas douteux.

« Nous approchons de la fin de la troisième campagne. Après des mois de combat acharné, nous n'avons produit aucune impression appréciable sur les remparts de nos ennemis. Sur terre, les Allemands gardent toutes leurs conquêtes et la superficie des territoires conquis est à peine diminuée. Sur mer, leur puissance destructive n'a jamais été aussi formidable depuis le début de la guerre. Sur terre, ils ont repris l'initiative des opérations qu'ils avaient perdue il y a quelques mois. Notre nouvelle alliée, la Roumanie, dont l'irruption sur le champ de bataille à nos côtés devait, *au dire d'une des plus hautes autorités militaires*, marquer la fin de l'Autriche, défend maintenant sa vie sur son propre sol et ne peut s'y maintenir qu'avec l'aide russe. Près de 50 % des armées qu'elle possédait au début de la campagne sont hors de combat. Elle a perdu des centaines de kilomètres carrés de territoire et les armées allemandes sont à vingt milles des puits de pétrole les plus riches d'Europe.

« Sur mer, le nombre des navires détruits croît avec une rapidité alarmante, et de ces navires anglais, alliés

et neutres dépendant non seulement le concours actif de l'Angleterre dans la guerre, mais encore la vie même du peuple anglais, sa nourriture, ses munitions et celles de ses alliés.

« Sur terre, quelles sont les prévisions? En février 1915, une haute personnalité militaire (1) nous assurait avec confiance qu'en quelques mois la confédération germanique aurait épuisé ses réserves. Nous voici à la fin de 1916. Depuis juin, les Allemands ont ajouté vingt-sept nouvelles formations à leurs gigantesques armées. Cette semaine, ils en ont ajouté une autre. Depuis juin, leur armée s'est augmentée de 300.000 hommes; nos conseillers militaires, après une enquête attentive, nous informent que les réserves militaires de l'Allemagne et de ses alliés dépassent trois millions d'hommes, sans compter le million de jeunes gens qui, chaque année, arrivent à l'âge de la conscription.

« Quant au blocus, l'Allemagne sera sauvée de la famine et pourra même lutter contre les difficultés en ce qui concerne ses besoins de guerre les plus essentiels, si elle réussit à s'emparer des champs de blé roumains. Sur la Somme, les Alliés ont remporté une série de brillantes victoires, mais quel a été le résultat de ces opérations? Qu'attendait-on de l'offensive dans cette zone? Voici ce qu'on lui demandait :

« 1^o Resserrer les liens de l'alliance franco-anglaise. Ce but a été atteint sans aucun doute;

« 2^o Mettre fin au siège de Verdun. Nous avons réussi sur ce point;

« 3^o Nous permettre de nous frayer un chemin au milieu des lignes allemandes et de repousser l'ennemi jusqu'à la Meuse. Cette tentative a échoué;

« 3^o a) La capture de quelques importantes positions stratégiques, tenues par l'ennemi, dont l'occupation par

(1) Lord Kitchener.

les Alliés aurait placé notre adversaire dans une condition très défavorable dans la prochaine avance — quelque chose de comparable à ce qu'aurait été pour les Allemands la capture de Verdun. Cette tentative a également échoué;

« 4° Dégarnir le front oriental afin de permettre à l'offensive russe de réussir. Les troupes ennemis ont accompli un mouvement opposé. Depuis que l'offensive de la Somme a commencé, dix-neuf divisions ont quitté l'Ouest pour l'Est. Le résultat fut que l'offensive russe, qui avait débuté si brillamment au printemps et dont on espérait tant, a été arrêtée et remplacée par une immobilité complète.

On a mis en avant, tout récemment, une autre raison pour immobiliser un tel nombre de divisions allemandes : c'est qu'il faut empêcher les Allemands de concentrer assez de troupes en Roumanie pour écraser ce pays. Le résultat est encore douteux. Nous savons seulement que l'Allemagne a là-bas autant de troupes et de canons qu'un terrain difficile peut le permettre.

« Le plus brillant succès remporté par les Alliés cette année a été la reprise des forts de Verdun par un seul coup de main, sans grandes pertes pour les assaillants. C'est un fait d'armes dont la préparation et l'exécution ont mis en valeur le grand talent des Généraux. En quinze jours tout au plus, l'armée française a effacé complètement les résultats des attaques cruelles et coûteuses qui avaient demandé huit mois aux Allemands. Par conséquent, le front occidental est un peu plus favorable aux Alliés qu'il ne l'était à la fin de 1915. Si quelqu'un, l'an passé, s'était risqué à prédire notre position actuelle, il aurait été dénoncé comme un pessimiste morbide et dangereux.

« Nous devons maintenant prendre les mesures nécessaires pour empêcher la situation l'année prochaine d'être simplement une répétition, sinon une aggravation, de la

situation actuelle. Le temps n'agit plus en notre faveur.

« Deux caractéristiques dans la manière de faire la guerre me donnent les plus grandes inquiétudes pour l'avenir.

« 1° Dans les principales décisions prises pendant les trois dernières campagnes, tous les calculs militaires évaluant ce qu'on pouvait accomplir avec les ressources à notre disposition ont été non seulement erronés, mais encore clairement démentis par les événements.

« 2° Les mêmes erreurs se sont répétées maintes et maintes fois, sans aucun souvenir de l'expérience désastreuse fournie par les échecs précédents.

« Prenons pour exemple la campagne de 1915. Cette campagne a été perdue à cause de deux idées fixes.

« La première était que les Allemands préparaient une grande attaque sur le front occidental.

« En réalité, leur grande attaque fut à l'est et au sud-est.

« La seconde était que, par une attaque de front appuyée par toute la préparation d'artillerie dont les Alliés étaient alors capables, leurs armées se frayeraient un chemin à travers les lignes allemandes. Cette erreur fut commise à Neuve-Chapelle, répétée en Artois, à Festubert, à Loos et en Champagne. Quand l'attaque ne répondait pas aux espoirs, on attribuait toujours cet échec à l'absence d'un élément que l'on pourrait facilement se procurer si une seconde attaque du même genre était faite. Puis, quand la seconde échouait, on disait qu'elle avait failli réussir et que quelques canons ou quelques divisions d'infanterie de plus auraient assuré un triomphe complet.

« L'incapacité de comprendre ce qui était possible ou non dans la guerre actuelle fut responsable du fiasco des tentatives qui étaient répétées chaque fois avec des armées plus nombreuses, et par conséquent se terminaient chaque fois par des pertes infiniment plus considérables.

Cependant la même vieille obsession exerce un empire plus absolu que jamais dans le cerveau des Généraux.

« Ces attaques n'ont aucune différence fondamentale entre elles. Aucune forme nouvelle de stratégie ou d'attaque n'y est introduite.

« L'emploi des tanks est ce qui ressemble le plus à une nouvelle ressource ou à une nouvelle invention, et il n'est pas dû aux autorités militaires.

« Les Dardanelles nous fournissent un autre exemple de cette impuissance à estimer les vrais obstacles qui barrent la route de la victoire. L'attaque contre Gallipoli fut entièrement conçue et préparée par des soldats; le plus grand d'entre eux me dit peu de temps avant l'assaut que la ville serait prise avec les armées qui étaient alors sous les ordres du général et que les pertes ne dépasseraient pas 5.000 hommes. Le démenti lamentable donné à ce diagnostic est maintenant un fait historique; mais dans chaque attaque suivante on retrouve la même évaluation insuffisante des obstacles, la même conviction que nous pourrions passer en lançant contre l'ennemi des grandes masses d'hommes et de canons, comme si nous combattions au dix-huitième siècle et non au vingtième.

« J'estime que, dans l'histoire de 1915, le cas de la Serbie est la plus impardonnable et, j'en ai peur, la plus irréparable de toutes les fautes commises par les Alliés. Nous comprenons maintenant combien il était important pour nous de bloquer aux Allemands la route vers l'Est. Nous aurions pu empêcher leur ravitaillement. Nous aurions alors donné au peuple allemand l'impression d'être cerné, et quel sentiment pouvait avoir sur son moral un effet plus funeste? Nous aurions pu nous concilier la Bulgarie et organiser une grande Confédération des Balkans avec une réserve de 2 millions de combattants que nous aurions peu à peu équipés et qui auraient formé des armées formidables pour attaquer les puissances germaniques sur le flanc méridional. Nous aurions pu entourer

ces puissances d'un cercle de flammes. La Turquie, qui avait très peu de munitions, et presque aucune industrie pour en produire, aurait été bientôt complètement épuisée. On y serait arrivé par une occupation de la vallée du Vardar avec la moitié des troupes qui sont maintenant à Salonique et un tiers des hommes qui ont péri dans les attaques infructueuses et absurdes contre les fils de fer barbelés des Allemands dans les campagnes occidentales de 1915. Au lieu de cela, qu'est-il arrivé? La route de l'Orient est ouverte aux Allemands, de Belgrade à Bagdad; par elle, ils peuvent avoir du blé, du café, du thé, du cuivre et, ce qui est plus important encore, des soldats de premier ordre. Ces résultats ont donné au peuple allemand un nouvel espoir. La Bulgarie est armée, la Turquie est réorganisée; la Grèce est épouvantée et un tiers de sa population est contre nous; la Serbie est détruite; la Roumanie combat pour sauver sa vie. Une tentative a été faite en novembre 1915 pour occuper la vallée du Vardar. Nous comprenions enfin combien il était essentiel de nous emparer du pont qui menait en Orient. Mais c'était trop tard. Les Balkans, qui auraient pu être un atout sérieux, sont maintenant une lourde charge.

« En 1916, nous avons répété, dans le cas de la Roumanie, l'erreur funeste que nous avions commise en 1915 à l'égard de la Serbie. L'énergie volcanique que la Russie a déployée pour réparer cette faute peut encore sauver la situation. Ce n'en était pas moins une faute impossible à expliquer. Quels sont les faits? Nous savions tous exactement en quoi consistait l'armement roumain. Nous savions que l'armée roumaine n'avait pas d'artillerie lourde et que ses munitions, même pour les pièces de campagne, ne suffisaient pas à soutenir la violence d'une lutte offensive ou défensive de longue durée. Tant que les armées austro-hongroises étaient occupées ailleurs, la Roumanie pouvait se tirer d'affaire; mais nos conseillers militaires auraient

dû savoir que si les Allemands décidaient de retirer leurs armées de Verdun et d'envoyer quelques divisions en Roumanie, les Roumains n'avaient pas assez de canons et de munitions pour répondre à une telle concentration. Cependant, il ne semble pas qu'aucun des conseillers des Alliés ait prévu ce danger, du moins aucun ne paraît avoir pris de mesure pour le prévenir. Ou bien aucun gouvernement ne l'envisagea, ou chacun d'eux laissa à un autre le soin de faire des plans pour faire face à cette éventualité. Ce ne fut que lorsque l'attaque allemande eut pris de grandes proportions que les Alliés se hâterent d'organiser des expéditions improvisées pour sauver la Roumanie. Il n'est pas exagéré de dire que la Roumanie peut être le pivot de la campagne. Si les Allemands échouent, ce sera le plus grand désastre que nous leur aurons infligé. La victoire décisive ne sera ensuite qu'une question de temps. Mais si l'Allemagne réussissait, je n'ose envisager quel serait le destin de la campagne. 800.000 hommes qui constituent d'excellents éléments de combat, lorsqu'ils sont bien armés, auront été perdus. Les entrepôts presque vides des Allemands seront remplis de grandes quantités de pétrole et de blé, et les Puissances Centrales seront délivrées de toute inquiétude au sujet de ces deux importantes matières; cependant, personne ne semble s'être fait un devoir de préparer un plan dont le succès assurerait un tel triomphe aux Alliés, et qui certainement empêcherait un désastre incomparable. Et nous voici dans la troisième année d'une campagne qui a vu de nombreuses erreurs de ce genre causées par le même manque funeste de collaboration et de prévoyance.

« L'expédition de Salonique est un autre exemple des deux défauts désastreux dont l'Entente n'a jamais pu se guérir: lenteur et manque de collaboration. L'expédition de Salonique lancée à temps aurait sauvé la Serbie et nous aurait donné les Balkans. Nous pouvons dire tout

au plus maintenant que nous immobilisons 250.000 soldats bulgares et turcs avec une armée qui nominale-
ment est le double. Pourquoi tant de Bulgares ont-ils
pensé nécessaire de l'affronter, je ne puis le deviner.
Les chiffres du général Milne montrent qu'en tout les
Alliés ne possèdent guère plus de 100.000 fusils disponi-
bles. Les canons et les moyens de transport de ces
troupes sont ridiculement insuffisants, même pour le rôle
modeste qu'on leur attribue. Ni le général Foch, ni Sir
Douglas Haig n'auraient songé à prendre d'assaut le plus
petit village de la Somme, défendu par un seul régiment
allemand, avec les canons et les munitions que le général
Sarrail et le général Milne ont à leur disposition pour
attaquer 300 kilomètres des plus fortes positions d'Eur-
ope gardées par plus de 200.000 fantassins de tout pre-
mier ordre. Les munitions des deux armées réunies
auraient à peine suffi à un bombardement de deux jours
dans la région de la Somme. Il n'est donc pas étonnant
que les Roumains, lorsqu'ils ont découvert l'insuffisance
de nos munitions, aient cru que nous n'observions pas
l'esprit du marché conclu avec eux. Quand on considère
l'état de l'armée de Salonique, on a l'impression que, par
prudence, on a voulu enlever aux généraux qui la com-
mandent toute tentation de faire un emploi trop efficace
de leurs troupes. Il est vrai que nous avons récemment
envoyé de grands renforts d'hommes, quelques batteries
d'artillerie lourde et de nouvelles munitions. Si tout cela
avait été envoyé il y a deux mois — et il nous est aussi
difficile d'en disposer maintenant que ce l'était alors, —
le général Sarrail aurait pu vraiment menacer le flanc
bulgare du côté de Monastir et forcer peut-être les Bul-
gares à retirer deux divisions du front roumain pour sau-
ver la Macédoine. L'échec de Sarrail est dû au manque
de transports, au manque de troupes, au manque de ca-
nons; les Roumains et les Russes le savent déjà, et le
public anglais et français ne tardera pas à l'apprendre.

« L'histoire de nos relations avec la Grèce est un lugubre tableau d'indécision paralysante. Les Grecs sont avec nous, et par leurs votes nous ont indiqué à maintes reprises leur sympathie. Mais le Roi, aujourd'hui, comme toujours, est l'ami du Kaiser et l'ennemi de l'Entente. Il n'a jamais manqué une occasion de servir le premier et de vendre la seconde. Il a donné de précieux renseignements à l'ennemi sur nos troupes, nos positions, nos intentions et nos mouvements. Sous nos yeux, et sous les yeux de nos soldats, il a livré à notre adversaire une importante position stratégique comme le fort Ruppel — fort qui nous coûterait, si nous l'assiégeons, des milliers de vies précieuses. Il a donné aux Allemands toute une division d'infanterie et de très bonnes pièces de montagne. Il nous a dupés sur toute la ligne et a fait de nous la risée de l'Orient, tandis que nous écrivions des lettres de légistes à ses conseillers militaires.

« Ce n'est que par un examen implacable de nos erreurs passées pour en découvrir la cause que nous pouvons espérer d'éviter les échecs futurs. Notre premier devoir est d'envisager avec calme la situation, aussi pénible qu'elle soit, et de reconnaître tout au moins en nous-mêmes et dans nos Conseils, en quoi nous sommes responsables de l'état de choses peu satisfaisant qui se trouve maintenant devant nous. Feindre d'ignorer nos fautes ou les pallier par des excuses, c'est assurer le désastre. Je me rends très bien compte qu'il est indispensable de maintenir la foi publique en la victoire; je sais qu'il n'est pas toujours nécessaire d'attirer l'attention du peuple sur les dangers et les défauts de notre situation; mais, dans les Conseils de Guerre des Alliés, il faut révéler les faits tels qu'ils sont; si les chefs ne le font pas, quelqu'un doit mettre le public dans sa confidence et donner au peuple une occasion de se sauver lui-même avant qu'il ne soit trop tard.

« Mais, pour autant que le Gouvernement anglais peut

en juger, si les opérations d'Occident continuent dans les mêmes conditions, elles ne nous permettent pas d'espérer que nous infligerons en 1917 aux Allemands une défaite assez complète pour mettre fin à la guerre, à moins que nous ne puissions les appuyer par de plus grands efforts dans les autres zones.

« La situation sur le théâtre méridional n'offre guère plus d'espoir d'une victoire décisive. Il est vrai que, par une campagne admirablement conçue et bien exécutée, l'armée italienne a fait des avances appréciables et remporté des victoires considérables. Cependant, la guerre de tranchées domine en général sur ce front, et le jour des grands succès est encore lointain.

« Sur le front oriental, l'attaque russe, qui avait commencé sous de si heureux auspices, s'est arrêtée complètement; il est évident que, sur les principaux fronts russes, de grandes difficultés devront être surmontées avant qu'une avance sérieuse puisse s'accomplir.

« Comme nous l'avons déjà dit, l'entrée en scène de la Roumanie n'a pas produit les résultats décisifs qu'on espérait; si la situation dans cette zone est un peu moins grave qu'elle ne l'a été, elle n'en continue pas moins à être un objet de sérieuses préoccupations pour les Alliés. Comme nous l'avons prévu, les difficultés de communications par terre et par mer ont empêché un succès décisif sur le front de Salonique. Le gros de l'armée bulgare, il est vrai, y a été contenu et sur les flancs nous avons de légères avances à signaler. Néanmoins, ces opérations ne nous permettent pas de compter sur un succès décisif dans cette région, à moins qu'elles ne soient combinées avec d'autres efforts sur d'autres fronts, de façon à attirer ailleurs une grande partie des armées qui se trouvent devant nous. Même dans ce cas, le manque de routes et de voies ferrées retarderait notre avance, que la résistance qui nous attend rendrait évidemment difficile.

« L'impossibilité d'obtenir un résultat décisif sur le front de Salonique a un résultat désastreux; les Puissances Centrales gardent encore la route qui les conduit à leurs objectifs de l'Orient.

« Quelles sont les perspectives qui s'offrent à nous? Quelle est notre ligne de conduite? *Quelqu'un a-t-il dessiné la route qui conduit à la victoire? S'il l'a fait, je n'ai pas eu le privilège de voir ce document. On ne vaincra pas en paroles. Il nous faut un plan précis. Je n'ai entendu parler que d'un seul.* On parle de marteler, on parle d'une guerre d'usure. Est-ce l'enclume ou le marteau qui souffrira le plus? De cette question dépend le succès.

Pour la guerre d'usure, c'est le temps qui compte. Il s'agit de savoir quel adversaire peut tenir le plus long-temps. En examinant les chances de succès d'une telle guerre d'usure, il ne faut jamais oublier certains facteurs essentiels.

« Le premier est la réserve d'hommes des Puissances Centrales et de leurs alliés. Notre Grand Etat-Major évalue ces réserves à trois ou quatre millions. Il compte de plus que chaque année un million de jeunes gens deviennent disponibles pour le service militaire.

« *Il sera prudent de ne pas conclure que ces chiffres effrayants comprennent toutes les forces de l'ennemi. Une levée d'hommes en Pologne peut lui donner entre 500.000 et 1.000.000 de soldats. Les prisonniers, les ouvriers polonois et lettons remplacent beaucoup de jeunes gens allemands dans les métiers essentiels. Les chefs militaires allemands donnent aussi beaucoup d'attention et de réflexion à la substitution des machines aux hommes. Ils croient que, grâce à la perfection de leurs machines, ils peuvent réduire de plusieurs milliers le nombre des fantassins dans chaque division; ils ont d'ailleurs un avantage considérable sur les Alliés; étant en possession du territoire ennemi, ils peuvent peu à peu céder du terrain*

en le vendant chèrement à mesure qu'ils reculent sans préjudice sérieux pour leur position militaire. Ce dernier point est prouvé par la différence entre le combat sur la Somme et le combat de Verdun. A Verdun, l'armée française ne pouvait battre en retraite de huit kilomètres sans abandonner un lieu d'une valeur stratégique immense et d'une importance morale infiniment plus grande. Les Français étaient donc obligés de défendre chaque kilomètre au prix le plus épouvantable. Au contraire, les Allemands pouvaient abandonner cinq, dix ou même vingt kilomètres sur la Somme sans renoncer à un point d'importance stratégique ou morale (1). Une seule chose leur importe: ils veulent qu'en reconquérant leur territoire, les Français ou les Russes paient plus cher cette conquête que sa défense ne leur a coûté à eux.

« Un autre facteur à considérer, si nous voulons mesurer les chances d'une guerre d'usure, est l'effet de la campagne sous-marine contre notre marine marchande. L'importance de ceci ne peut pas être exagérée. Sans aucun doute, pendant les dernières semaines, la destruction du tonnage allié et neutre a pris des proportions alarmantes; si des mesures efficaces ne sont prises pour l'arrêter, il peut en résulter des conséquences très sérieuses pour les armées des Alliés. Notre succès dépend du maintien incontesté de notre suprématie sur la mer; si nous ne pouvons pas protéger nos transports et nos approvisionnements, la Grande-Bretagne ne pourra plus entretenir ses armées en Orient ou en Occident. Il deviendra également impossible à la France, à l'Italie, à la Russie ou à nous de continuer le transport actuel des munitions. Nous croyons fermement pouvoir faire échouer cette nouvelle forme si pernicieuse de l'attaque sous-marine allemande, mais il serait vain de prétendre qu'elle ne nous cause pas une sérieuse anxiété, lorsque nous contemplons

(1) C'est ce qu'ils ont fait au printemps de 1917, en bouleversant par là-même tout le plan Nivelle.

la perspective d'une campagne qui pourrait durer plusieurs années.

« Les hommes d'Etat français, pas plus que les Anglais, ne doivent oublier les difficultés que nous avons rencontrées en payant les achats faits à l'étranger. Nous dépendons chaque jour davantage de l'Amérique pour la nourriture, les matières premières et les munitions. Nous épuisons rapidement les titres négociables en Amérique. Si la victoire brillait sur nos drapeaux, nos difficultés disparaîtraient. *Succès est synonyme de crédit. Les financiers n'hésitent pas à prêter à une entreprise prospère, mais une affaire qui traîne parmi de grandes difficultés et qui ne progresse pas malgré d'énormes dépenses verra peu à peu les banques fermer devant elle leurs livres de comptes.* La chute de la Roumanie aurait un effet sérieux sur notre crédit en Amérique. Au contraire, si cette nation résistait à l'invasion, alors les victoires de Verdun et notre avance sur la Somme produiraient leur effet maximum, les Américains ouvriraient leur bourse et nous enverraient leurs marchandises. Le problème des finances est le problème de la victoire, — *d'une victoire qui ne serait pas contestable, d'une victoire indiscutable et non d'une victoire partielle sur un point qu'un désastre sur un autre point viendrait compenser.*

Il nous faut aussi prendre en considération le moral des quatre nations qui se trouvent derrière les armées. A mesure que la guerre poursuit sa route fatigante et ensanglantée, les sacrifices et les souffrances s'accroissent nécessairement; les pertes s'avèrent plus lourdes et le deuil répandu sur les foyers par ces malheurs effrayants en devient plus sombre et plus noir. La nourriture se fait chaque jour plus rare et plus chère, le fardeau des impôts plus lourd. Peut-être des neutres puissants s'efforceront-ils de ravauder une paix quelconque à l'aide de quelques artifices séduisants, et il y a un réel danger que des masses importantes, épuisées par l'effort constant, ne soient

disposées à écouter ces pacificateurs bien intentionnés mais abusés; enfin, il y a un péril qu'aucun d'entre nous n'aime à envisager, mais qui nous préoccupe sans cesse, c'est qu'à un des quatre grands alliés soient offertes des conditions qui lui paraîtraient meilleures qu'une prolongation indéfinie de la guerre et de ses horreurs. Aucune alliance n'a jamais supporté sans rompre l'effort douloureux d'une guerre qui s'éternise. Telles sont les considérations que nous ferions bien d'avoir présentes à l'esprit, quand on insiste pour que nous acceptions l'usure comme étant le seul moyen de mettre une fin à cette terrible lutte.

Quelles sont donc nos suggestions? Nous proposons que les chefs responsables militaires et politiques des quatre grands alliés se rencontrent pour la première fois depuis le commencement de la guerre, discutent la situation et formulent leur politique ou leur stratégie. Les chefs responsables des Puissances centrales et de leurs alliés se rencontrent constamment pour discuter des plans, en dessiner de nouveaux et réviser les anciens. Les véritables chefs militaires de la Russie n'ont jamais eu cinq minutes de conversation avec ceux de l'Occident. Certaines informations que j'ai lues indiquent que sur des points essentiels de la stratégie il y a entre eux d'importantes divergences. Prenez par exemple les dépêches du général Alexeieff sur les Balkans. Elles traitent certaines questions, non seulement de stratégie, mais d'armements que les Hauts Commandements n'ont jamais discutées dans leurs conférences. Je ne puis considérer une discussion avec le général Illinski ou même avec le général Palitzine comme équivalant à un échange de vues entre l'Est et l'Ouest. L'Histoire tournera en dérision ce fait que pendant trois campagnes nous avons négligé de réclamer une réunion des chefs militaires et politiques responsables sur les fronts différents. Toute la politique des Alliés aurait dû être coordonnée. Il aurait dû y avoir

une entente complète entre l'Est et l'Ouest. Sûrement le général Joffre et Robertson ont quelque chose à dire sur leurs expériences dans l'Ouest qu'il serait profitable au général Alexeieff d'écouter. D'autre part, le général Alexeieff, lui aussi, a dû faire un bon nombre d'expériences et en tirer des leçons qui auraient quelque valeur pour ses collègues de l'Ouest s'ils en prenaient connaissance.

Je ne connais pas d'exemple d'une autre affaire qui aurait été conduite pendant trois ans sans le moindre échange d'opinions entre les hommes qui ont voix au chapitre dans sa direction. Si l'on décide de convoquer une conférence, j'estime que ce serait une farce d'y envoyer d'autres délégués que les gens qui décident; les représentants de la France, de la Russie, de l'Italie et de la Grande-Bretagne ne doivent pas être seulement des hommes d'une très grande capacité; ils doivent être aussi des hommes dont les décisions pourraient être pratiquement acceptées, en vertu des hautes positions qu'ils occupent et non pas en vertu des instructions qui les lient, et qui les empêchent de consentir à des choses que leurs collègues et supérieurs n'auraient pas sanctionnées d'avance.

« Quelle est donc notre proposition? Nous avons montré plus haut l'importance du rôle que jouent dans la guerre la Roumanie et les Balkans. Nous avons montré que la conquête de la Roumanie fournirait à nos ennemis de considérables ressources d'hommes et serait un secours incalculable pour rétablir leur équilibre économique. Nous avons montré qu'au contraire l'élimination de la Bulgarie compléterait l'encerclement des Empires centraux, isolerait la Turquie qui devrait alors mourir d'épuisement et serait pour l'Entente un grand pas vers la victoire décisive.

« Quoique ces avantages soient si évidents qu'ils justifient les plus grands efforts, nous ne nous dissimulons

pas les énormes difficultés qui nous attendent. Nos conseillers militaires, plus d'une fois, ont expliqué à notre Gouvernement et au Gouvernement français combien seraient difficiles et incertaines toutes les opérations ayant Salonique comme base.

« Nous proposons que les hommes d'Etat et les généraux des grandes puissances d'Occident confèrent avec les hommes d'Etat et les généraux du front oriental, en prenant pour programme l'examen de la situation dans sa totalité et plus particulièrement la situation militaire en Orient. La Conférence doit avoir pour objet de déterminer ce qu'il est possible de faire sur le front oriental et quelle est la nature et l'importance de l'aide que l'Occident doit accorder à l'Orient pour les opérations jugées nécessaires. De plus, les hommes d'Etat et les généraux d'Occident doivent expliquer clairement à leurs collègues d'Orient les limites qui s'imposent à nos efforts dans la région de Salonique. En Russie, depuis le renvoi de M. Sazonoff, deux hommes seulement parlent avec autorité : le Tzar et le général Alexeieff. Ni l'un ni l'autre en ce moment ne peuvent venir en Occident. C'est pourquoi — et nous insistons sur ce point — il est d'une importance capitale que les généraux et les hommes d'Etat capables de représenter les Puissances d'Occident avec le maximum d'autorité aillent en Russie le plus tôt possible pour discuter les questions essentielles à la direction de la guerre. »

Le Conseil des Ministres se réunit le lundi 13 novembre; le lendemain matin, le Premier Ministre et moi nous partîmes pour Paris, accompagnés de Sir Maurice Hankey. Le Premier Ministre avait pris ses dispositions pour avoir un entretien particulier avec M. Briand le matin du 15 novembre, afin de lui exposer confidentiellement les opinions du ministère anglais avant la Conférence alliée qui devait s'ouvrir l'après-midi. Cette entrevue privée était fixée à 10 h. 30 le 15 novembre et devait

avoir lieu au Quai d'Orsay. Lorsque M. Asquith, Sir Maurice Hankey et moi nous arrivâmes, nous ne trouvâmes pas M. Briand. On nous apprit que le Président du Conseil avait été appelé à l'improviste à une réunion de l'une des Commissions de la Chambre des Députés et y avait été retenu, mais qu'il ne tarderait pas à venir. Nous attendîmes une demi-heure; puis arriva un autre message: M. Briand ne pouvait se dégager tout de suite; mais il serait là dans un quart d'heure. Alors, Sir Maurice Hankey apprit d'un fonctionnaire amusé que le président de cette Commission était M. Clemenceau et qu'il soumettait le Président du Conseil à un rude interrogatoire sur certains aspects et certains épisodes peu satisfaisants de la guerre; M. Briand était donc en train de passer un mauvais quart d'heure. Nous comprîmes donc que M. Briand était retenu par des circonstances indépendantes de sa volonté et que le redoutable Tigre, que personne ne pouvait dompter, représentait l'une d'elles.

Trois quarts d'heure s'écoulèrent encore; enfin, M. Briand se précipita dans la pièce, embarrassé, malheureux et paraissant, somme toute, assez endommagé. Nous apprîmes qu'il avait eu de la peine, cette fois, à échapper aux griffes impitoyables du grand félin et qu'il avait dû faire appel à chaque fibre et à chaque muscle de sa dextérité et de sa souplesse renommées. Son état d'esprit, ne lui permettait donc pas de concentrer toute son attention sur notre mémoire. Nous sentîmes que les circonstances n'étaient pas propices à un calme examen de la situation militaire. Les problèmes soulevés avaient besoin de toute l'application et de toute la tranquillité des membres de cette petite assemblée. Toutefois, après l'échange des politesses et questions d'usage, M. Asquith expliqua le but de l'entrevue intime qu'il avait demandée. Il tira de sa poche le mémoire et le lut, ou plutôt l'expédia à toute vitesse, sans nuances et sans pauses.

Bien qu'il conservât l'attitude d'un auditeur courtois et attentif, M. Briand était évidemment trop ému et préoccupé pour bien saisir des idées lancées à une pareille allure. Il pria M. Asquith de lui laisser un exemplaire de ce document et promit de l'étudier avec soin avant la séance de l'après-midi. Ce fut tout; nous nous serrâmes alors la main, puis, M. Asquith et moi, nous retournâmes à l'hôtel Crillon avec les sentiments que peuvent éprouver des hommes qui voient reçues avec une torpeur polie des propositions qui leur ont coûté des semaines de réflexion et de délibérations. C'était la France qui avait subi les plus sérieux dommages causés par la guerre; l'ennemi occupait ses plus belles provinces et avait sur elles la haute main; cependant, rien ne montrait que ses chefs se torturaient l'esprit sur le problème de la libération. Tel était le refrain de la satire de M. Clemenceau et je sentis que son amertume n'était pas injustifiée. Personne n'a jamais eu plus d'admiration que moi pour les qualités de M. Briand, mais, en tant que Ministre de la Guerre, il était trop nonchalant. Je ne pus m'empêcher de songer à la ressemblance évidente du chef anglais et du chef français. M. Asquith et M. Briand étaient tous deux pourvus de rares dons intellectuels, mais malheureusement tous deux manquaient de force motrice. Une fois de plus, nous avions pour capitaines des hommes qui faisaient bonne figure sur le pont en temps normal, habiles navigateurs dans des tempêtes ordinaires, mais qui n'étaient pas capables de gouverner au milieu du typhon le plus furieux qui eût jamais balayé les mers. La France, aussi bien que l'Angleterre, était dirigée par des hommes dépourvus de vigueur et d'initiative. Cependant, le destin de l'Alliance dépendait d'eux.

La première session de la Conférence interalliée, dont nous avions tant espéré, eut lieu l'après-midi. L'importance de ces réunions est montrée par la liste de ceux

qui y assistaient. Cette liste comprenait, pour le Gouvernement anglais, M. Asquith et moi, accompagnés par Lord Bertie et Sir Maurice Hankey; pour le Gouvernement français, M. Briand, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères; l'amiral Lacaze, Ministre de la Marine, avec M. de Margerie, directeur des Affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay; pour la Russie, M. Isvolsky, ambassadeur à Paris; pour l'Italie, M. Carcano, Ministre des Finances; le sénateur Tittoni, Ministre des Affaires étrangères, et le marquis Salvago Raggi, ambassadeur à Paris.

Après avoir souhaité la bienvenue aux personnes présentes, le Président du Conseil, M. Briand, fit un discours caractéristique, éloquent, mais sans conclusion, dont je cite mot à mot le procès-verbal. « M. Briand rappela qu'au moment où la première Conférence de mars 1916 se réunissait, toute l'Europe souffrait encore de l'angoisse causée par l'attaque de Verdun. L'avance que les armées allemandes avaient accomplie pendant les derniers jours de février avait fait naître les plus vives craintes; mais, à cette occasion, les Alliés avaient examiné la situation dans tous ses aspects et coordonné leurs efforts; grâce à cette collaboration étroite, ils avaient pu exécuter une offensive qui avait déjà donné des résultats satisfaisants et dont une des premières conséquences avait été un soulagement à Verdun.

« En même temps, les armées russes ont pris l'offensive de leur côté et ces opérations ont eu pour conséquence de décongestionner le front italien et de permettre à nos Alliés une brillante revanche sur les Autrichiens.

« Les résultats obtenus, aussi satisfaisants qu'ils soient, ne sont pas décisifs à proprement parler, mais ils ont du moins enlevé l'offensive aux Allemands et l'ont donnée aux troupes alliées. Mais cela ne suffit pas pour amener la victoire.

« La guerre est sur le point d'entrer dans une phase

sérieuse — on pourrait dire décisive — et les Alliés doivent resserrer leurs rangs, afin de mettre rapidement fin à la guerre et de remporter une victoire définitive sur leurs ennemis, car la patience des nations ne peut être soumise indéfiniment à une telle épreuve.

« *Avant de discuter ce problème, une question de principe se pose: quelle doit être l'attitude des Gouvernements à l'égard des grands états-majors? Aussi absolue que soit leur confiance en eux — confiance d'ailleurs pleinement justifiée — les Gouvernements doivent-ils leur abandonner complètement la direction des opérations?*

« *Ce n'est pas l'avis du Gouvernement français. Il considère, au contraire, que les Gouvernements, puisqu'ils portent la pleine responsabilité de la conduite de la guerre, doivent prendre l'initiative des opérations, bien que l'exécution du plan adopté soit laissée aux autorités militaires qui ont les moyens de l'exécuter.*

« Si l'on s'accorde sur ce point, le moment semble venu d'envisager la direction qu'il est désirable de donner à la guerre. En ce moment, les délégués des états-majors étudient les éléments du problème à Chantilly et leurs travaux seront d'un grand secours pour permettre aux Gouvernements de prendre une décision en pleine connaissance de cause.

« Un fait frappe d'abord le Président du Conseil français quand il étudie la situation d'après les documents fournis par les autorités militaires et soigneusement révisés par le Grand Quartier Général: les Alliés ont en tout à leur disposition des effectifs supérieurs au moins de 50 % à ceux que les Allemands, les Autrichiens, les Bulgares et les Turcs peuvent leur opposer en unissant leurs forces. C'est une considération bien faite pour donner courage et pour justifier la confiance absolue en la victoire définitive.

« Ces espoirs ont une base encore plus solide, ajouta M. Briand, quand on compare la valeur actuelle des ar-

mées. Tandis que nos soldats, non seulement n'ont rien perdu de leurs qualités d'attaque, mais, au contraire, n'ont cessé de se perfectionner, comme l'a démontré le succès de notre dernière offensive anglo-française sur la Somme, les soldats et même les officiers allemands sont loin d'avoir aujourd'hui la valeur qu'ils possédaient à l'époque de la formidable attaque contre Verdun (1).

« De plus, en ce qui concerne les munitions, la situation des Alliés s'améliore chaque jour.

« Ces considérations, cependant, ne doivent pas endormir notre courage ni nous faire perdre de vue le grand but que nous devons atteindre. Elles doivent, au contraire, stimuler notre ardeur, nous encourager à redoubler nos efforts et nous faire comprendre les grands avantages que nous avons retirés de mettre en commun notre force et nos ressources.

« Et maintenant, quelle action devons-nous adopter sur tous les fronts? C'est sur ce point qu'il semblerait nécessaire de délibérer, afin de découvrir la solution la plus rapide. Le Gouvernement français considère, et son opinion sera sans doute partagée par les chefs militaires, qu'il est indispensable de manifester une activité incessante sur tous les fronts. Cette activité ne produira peut-être pas partout un résultat décisif, mais elle permettra aux Alliés de garder l'initiative. Les offensives des armées du général Broussiloff et du général Lechnisky n'ont pas été franchement décisives, mais, grâce à elles, les Russes ont fait 400.000 prisonniers et ont désorganisé l'armée autrichienne (2). Sur son front, l'armée italienne a asséné à l'armée autrichienne de grands coups qui l'ont beaucoup affaiblie; tandis que sur notre front nos vail-

(1) Quelques semaines plus tard, cette supériorité de 50 % avait déjà disparu. Les mutineries dans l'armée française ne sont pas un argument en faveur de la thèse de M. Briand sur les « qualités d'attaque » des troupes alliées.

(2) Le nombre supérieur des prisonniers russes et roumains n'est pas mentionné.

lantes troupes et celles de nos amis et alliés les Anglais ont entrepris une offensive dont les heureuses conséquences sont déjà connues de ceux qui m'écoutent.

« Toutes ces opérations, sans être décisives, ont empêché nos ennemis de continuer la tactique dont nous avions été victimes au début de la guerre et de nous asséner des coups d'abord sur un front et ensuite sur l'autre. Depuis que notre activité s'est manifestée partout, les armées autrichiennes et allemandes ont été partout condamnées à la défensive. Que ces leçons nous soient profitables et nous encouragent à persévérer! Mais quelles opérations peuvent être entreprises en hiver? Le Gouvernement français a examiné cette question et a déclaré à ses Alliés que les efforts les plus efficaces pourraient être tentés dans les Balkans. Que fait en réalité l'Allemagne?

« Pressée de tous côtés, elle n'hésite pas à violer les droits des nations en essayant de se procurer de nouvelles réserves d'hommes en Pologne. On a dit qu'elle pouvait trouver de cette façon 300 ou 400.000 hommes. Supposons que ces chiffres soient exacts, ne faudra-t-il pas plusieurs mois pour exercer ces nouvelles recrues et en faire des soldats? Devons-nous attendre dans l'inaction que l'Allemagne et l'Autriche puissent employer ces troupes contre nous? Ne vaudrait-il pas mieux faire tout de suite une tentative pour arrêter, ou en tout cas pour rendre inutile, cette violation des droits des nations?

« Mais que peut-on faire? Pour le Président du Conseil français, il est indispensable d'entreprendre une action énergique dans le Dobroudja et contre Sofia, afin de mettre la Bulgarie, et par conséquent la Turquie, hors de combat.

« Cet effort n'est pas impossible, et il pense que la Russie serait disposée à le tenter si nous pouvions la secouder par une offensive sur le front de Salonique. Il ne saurait être question pour l'armée d'Orient d'entreprendre une action de grande envergure. L'étroitesse de sa

base rend cette tâche presque impossible. Mais elle pourrait, par exemple, continuer sa pression sur les armées allemandes et bulgares et essayer de reprendre Monastir.

« L'armée de Salonique, bien qu'elle manque d'hommes, a, en tout cas, exécuté la promesse faite à la Roumanie d'immobiliser les armées bulgares sur son front. Depuis l'entrée de la Roumanie dans la guerre, pas un seul soldat bulgare n'a pu quitter le front de Salonique pour prendre part aux opérations contre notre nouvelle alliée. Ce résultat en lui-même est appréciable, mais il est nécessaire de continuer ces opérations pour libérer la Roumanie et en même temps il faut intensifier l'activité des armées alliées sur tous les autres fronts.

« Si la Bulgarie et la Turquie sont mises hors de combat avant la fin de l'hiver, l'opinion publique en Allemagne et en Autriche sera certainement démoralisée et au printemps prochain nous pourrons asséner à nos ennemis des coups décisifs.

« Voilà comment le Gouvernement français voit le cours de la guerre. Si les Gouvernements alliés sont d'accord avec lui pour décider que les Gouvernements doivent prendre la direction générale des opérations et s'ils partagent sa façon de voir, il a la ferme conviction que nous pourrons, l'année prochaine, obtenir des résultats définitifs.

« Nous sommes arrivés à une heure grave, peut-être critique, si les décisions des Alliés sont hésitantes et si leurs efforts sont dispersés.

« Je vous ai montré le but que nous désirions atteindre, ajoute le Président du Conseil en guise de conclusion. Il mérite un examen sérieux, car en adoptant une solution définie, nous rendrons un service signalé à la cause que nous défendons. »

Ce fut alors au tour du Premier Ministre anglais d'insister sur la proposition exposée dans notre mémoire.

« M. Asquith remercie M. Briand au nom du Gouvernement anglais des paroles éloquentes qu'il vient de prononcer. Mais, ajoute-t-il, pour atteindre le but qui nous a été indiqué avec tant de précision, il est nécessaire que les hommes d'Etat et les généraux des Grandes Puissances d'Occident aillent en Russie pour conférer avec les hommes d'Etat et les généraux russes; ils détermineraient alors ce qu'il est possible de faire sur le front oriental et quelle est la nature et l'importance de l'aide que les Puissances occidentales peuvent donner à la Russie et à la Roumanie afin de mener à bien les opérations jugées nécessaires. Cette conférence aurait pour but d'examiner la situation dans son ensemble et plus particulièrement la situation militaire en Orient. Il est nécessaire qu'elle ait lieu le plus tôt possible et que les hommes d'Etat chargés de représenter les Puissances occidentales aient pleine autorité pour discuter les graves problèmes dont dépend le résultat de la guerre.

« Le Premier Ministre anglais pense que le Gouvernement, plutôt que les chefs militaires, doit assumer la responsabilité des opérations politiques et stratégiques et il propose que les représentants des Puissances réunis ici en ce jour prennent immédiatement, et sans vouloir préjuger en quoi que ce soit la conclusion de la conférence qui sera tenue en Russie, l'engagement de se soumettre aux décisions de cette assemblée.

« Le principal délégué italien pense, comme M. Briand, que, puisque les Gouvernements ont la responsabilité du pouvoir, ils ont le droit de diriger les opérations militaires, mais il est d'avis qu'aucune décision définitive ne doit être prise avant qu'on ait consulté les autorités militaires compétentes. Sous cette réserve, M. Carcano partage entièrement l'opinion du Gouvernement français. Le Ministre des Finances remarque en même temps qu'il exprime son opinion personnelle et qu'il ne se croit pas autorisé à prendre un engagement au nom de son Gouver-

nement. Il désire soumettre cette question au Président du Conseil italien qui, pour cause de maladie, n'a pu assister à la Conférence, mais à qui incombe la décision finale.

« M. Briand remarque que, pour le moment, il ne s'agit que d'un échange de vues entre les délégués des Puissances alliées et que leurs solutions n'engagent pas les Gouvernements et ne sont prises qu'*ad referendum*. Il ne peut, en effet, en être autrement, puisqu'il est question de convoquer une Conférence en Russie, principal théâtre de la guerre en hiver, pour y discuter ces problèmes et prendre les mesures nécessaires.

« M. Tittoni déclare que, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Briand, le Gouvernement italien est d'accord avec le Gouvernement français pour considérer que le théâtre des Balkans est celui où doit se jouer la partie décisive. Mais lorsqu'il s'agit de discuter comment les Alliés doivent concerter leurs efforts pour arriver à un résultat concluant, il est évident qu'ils ont à examiner d'abord entre eux les conditions de leur collaboration militaire et financière.

« Le Président du Conseil français n'en disconviennent pas, mais il remarque qu'il est indispensable que les Gouvernements assument la direction militaire. Le front sur lequel les opérations ont lieu est si vaste qu'il est difficile de l'embrasser d'un seul coup d'œil; tout chef d'armée serait tenté — et c'est humain — de considérer le front sous ses ordres comme le plus important, tout comme chaque soldat le fait, d'où la nécessité pour les Gouvernements d'être les arbitres des opérations. Nos ennemis ont montré qu'ils n'hésitent pas, même au risque d'un sacrifice d'amour-propre, à considérer seulement le but à atteindre. N'ont-ils pas, dès que la Roumanie est entrée en scène, abandonné leur attaque contre Verdun, malgré l'intérêt dynastique, pour porter leur principal effort dans les Balkans?

« Cet exemple ne doit pas être perdu pour nous. Il ne s'agit pas d'obtenir un succès sur un point ou sur un autre, mais d'envisager le résultat final et de coordonner nos efforts pour obtenir aussi tôt que possible la victoire définitive.

« L'Ambassadeur de Russie, quoiqu'il n'ait ni instructions, ni pouvoirs spéciaux, remarque que le projet d'une Conférence alliée en Russie sera reçu avec la plus grande sympathie par Sa Majesté et son Gouvernement. M. Isvolsky ajoute que, personnellement, il considère que les Gouvernements et non les états-majors doivent avoir la direction de la guerre, mais que la question ne se pose pas en Russie, puisque l'Empereur est à la fois chef suprême des armées et du Gouvernement.

« Quant à la question du principal théâtre des opérations pendant l'hiver, toutes les communications reçues de Russie montrent bien que le Gouvernement Impérial et tous les Russes comprennent l'importance capitale des opérations dans les Balkans.

« M. Briand remarque avec satisfaction que les délégués s'accordent en principe à reconnaître que le front oriental sera pendant l'hiver le principal théâtre des opérations. Puisque tel est le cas, et tout en laissant à la Conférence de Russie le soin de déterminer ce que ferraient les Gouvernements russe et roumain, nous pouvons examiner dès maintenant dans quelle mesure l'armée d'Orient pouvait seconder leurs efforts.

« M. Lloyd George remarque avec satisfaction que tous les délégués ont approuvé en principe la proposition du Gouvernement anglais demandant une conférence en Russie afin de décider les opérations générales de la guerre et qu'ils s'accordent sur la nécessité d'adopter une action commune.

« Mais cela ne suffit pas, ajoute M. Lloyd George, *nous ne devons pas nous contenter de prendre ces décisions. Il faut encore s'assurer de leur exécution.* Après

avoir décidé l'expédition de Salonique, les Gouvernements anglais et français en confieront l'exécution à des hommes qui n'étaient peut-être pas assez convaincus de l'importance de ce front et qui n'ont pas pris la peine d'examiner si les effectifs étaient suffisants, si les transports étaient bien organisés et si l'artillerie correspondait aux besoins de l'armée. Certains chefs avaient dit, il est vrai, que l'artillerie lourde était inutilisable dans cette zone, à cause du mauvais état des routes et des conditions topographiques; mais les Allemands nous ont prouvé le contraire dans les Carpathes. *Quand les Gouvernements ont pris une décision, ils doivent veiller à son exécution.*

« Le Président du Conseil français a indiqué avec éloquence le but vers lequel doivent tendre nos efforts. Il faut encercler l'Allemagne chaque jour davantage, couper ses communications avec l'Orient, empêcher la formation de nouvelles armées.

« Pour y arriver, nous aurons à unir toutes nos ressources. On ne peut s'empêcher de penser que si la magnifique offensive des armées russes, malgré la valeur des soldats et l'habileté des généraux, n'a pas donné tout ce qu'on espérait d'elle, la faute en est à l'insuffisance de l'artillerie lourde sur le front oriental. Il faut donc munir ces armées des canons et des munitions dont elles ont un pressant besoin, sans attendre que les armées françaises, anglaises et italiennes soient pourvues de tout le matériel réclamé. Il faut que nous aidions la Russie et la Roumanie, non pas avec le surplus de notre production, mais en prélevant au besoin sur ce qui nous est nécessaire; ce serait, en effet, une politique imprévoyante de ne pas permettre immédiatement à ces armées d'accomplir la tâche qui leur incombe.

« M. Lloyd George propose donc à l'Assemblée d'adopter les résolutions suivantes:

« 1° Les trois Gouvernements de France, d'Italie et de

Grande-Bretagne s'engagent à participer à une Conférence politique et militaire qui aura lieu en Russie le plus tôt possible.

« Chaque Gouvernement enverra à cette Conférence, en qualité de représentants, des hommes d'Etat et des officiers de haut rang, possédant autorité entière pour parler au nom de leur Gouvernement respectif.

« 2° La Conférence aura pour but d'examiner la situation politique et militaire sous tous ses aspects et en particulier de fixer la nature et l'importance de l'effort militaire que les Alliés doivent fournir en Orient au cours de 1917. La Conférence aura en même temps pour objet d'estimer l'importance de l'aide que la France, l'Italie et la Grande-Bretagne devront fournir à la Russie et à la Roumanie pour permettre à ces Puissances d'exécuter les opérations décidées.

« 3° Les Gouvernements représentés à la présente Conférence prendront l'engagement de fournir, dans la mesure du possible, à leurs alliés tout l'armement militaire demandé par la Conférence de Russie, même s'il en résulte un certain ralentissement dans l'équipement de leurs propres armées; la Russie, de son côté, prendra l'engagement de se conformer aux décisions adoptées par cette Conférence.

« Cette dernière expression n'implique pas du tout que la Conférence imposera certaines conditions à la Russie, elle signifie simplement que la Russie prendra les mesures nécessaires pour tirer parti aussi promptement que possible, et avec toute l'intensité désirable, des ressources mises à sa disposition par les Alliés.

« 300 pièces d'artillerie lourde envoyées en Russie au début de l'année n'ont pu être employées que récemment, car on manquait d'artilleurs pour les charger.

« M. Tittoni, après avoir remarqué que les délégués italiens ne prennent part à ces délibérations qu'*ad referendum*, demanda la permission de faire part à l'assem-

blée des réflexions que lui suggère la proposition de M. Lloyd George. On ne peut douter, dit-il, de la bonne volonté du Gouvernement italien; sa solidarité avec les Alliés est complète et absolue; mais il ne veut pas se contenter d'une formule théorique et il désire arriver à une conclusion pratique. Or, il est inutile de dissimuler que la réalisation du programme proposé par le Président du Conseil français et par M. Lloyd George se heurtera à des difficultés indépendantes de la bonne volonté des hommes. Il faut parler franchement.

« Pour le Gouvernement italien, une des principales difficultés en ce moment est la question financière, c'est une des raisons du voyage du Ministre des Finances. La question des échanges devient presque alarmante, puisque, moins riche que la France et l'Angleterre, l'Italie éprouve de grandes difficultés à faire des versements aux pays étrangers. Bien entendu, le Gouvernement italien est prêt à faire tous les efforts possibles, mais il est nécessaire que les Alliés lui accordent l'aide financière qu'il réclame. »

En ce qui concerne les opérations de Salonique, le sénateur d'Italie ne peut qu'exprimer son opinion personnelle, cette question étant surtout de la compétence des chefs militaires, mais il est convaincu que le Gouvernement italien sera prêt à faire l'effort qu'on lui demande, à condition que la pression russo-roumaine soit assez puissante et assez continue pour que les Autrichiens et les Allemands ne puissent retirer des troupes des Balkans afin de les envoyer sur un autre front. Si cette condition n'était pas remplie, les Alliés courraient un grand risque en affaiblissant même légèrement les fronts français, anglais et italiens. Il semble inutile d'accroître les efforts tentés à Salonique s'ils n'étaient la conséquence et le complément d'un grand effort russo-roumain.

Il ne faut pas perdre de vue que, pour réaliser cet effort, beaucoup de difficultés devront être surmontées,

non seulement des difficultés d'ordre militaire, mais encore des difficultés économiques et financières. Envoyer des troupes ne suffit pas; nous devons aussi assurer leur transport, leurs munitions d'artillerie et leur ravitaillement. La question du renfort de l'armée d'Orient présente ainsi de grandes difficultés.

Briand fit la remarque qu'en envisageant un plan de campagne, les Alliés se réservent, bien entendu, de renoncer à ce qui est impossible; les Conférences présentes et celle de Russie ont précisément pour but de découvrir les mesures à prendre pour assurer l'unité d'action sur tous les fronts selon les ressources et les moyens de chaque Allié.

« La France, par exemple, a eu dix départements envahis, elle a mobilisé plus de 6 millions d'hommes; elle a pris part aux opérations des Dardanelles et de Salonique et dès le début elle est allée secourir la Serbie; il serait impossible de lui demander encore des soldats. Mais si l'on demandait à la France de l'artillerie, des mitrailleuses, des munitions, et si elle pouvait les donner, elle le ferait immédiatement. La France a déjà fourni beaucoup de matériel de guerre à ses Alliés, mais elle est prête à augmenter encore sa production dans la mesure du possible.

Les Alliés doivent essayer de remplir les brèches au fur et à mesure qu'elles apparaissent. Si un pays est à court d'effectifs, les autres doivent aller à son secours; si un autre est dans une situation financière difficile, c'est leur devoir de lui procurer les ressources nécessaires. Dans les graves circonstances que nous traversons, toutes nos ressources doivent être mises en commun sans en faire une question d'amour-propre. C'est ainsi, d'après le Gouvernement français, et assurément d'après les Gouvernements alliés, qu'il convient de diriger les opérations militaires.

Le reste de la séance fut consacré à l'examen de la

situation en Grèce. Les débats se bornèrent à la question de la reconnaissance du Gouvernement de M. Venizelos. M. Briand introduisit un nouveau facteur dans cette discussion: au cours de ses conversations avec M. Benazet, le Roi avait fait des promesses remarquables. Il avait déclaré qu'il était prêt à retirer ses troupes de Thessalie, à condition que les territoires évacués ne fussent pas occupés par les troupes venizelistes. Il avait aussi offert de nous donner tout son matériel de guerre et même de mettre sa flotte à notre disposition. M. Briand remarque que, si cette offre était acceptée, les Alliés disposeraient de 200 canons de montagne avec 1.000 charges par canon et d'une grande quantité d'autres munitions.

M. Asquith observa que si l'offre du Roi à M. Benazet avait pour condition l'abandon de M. Venizelos, il fallait la refuser. Il expliqua longuement la sympathie et le respect qu'on éprouvait en Angleterre pour M. Venizelos et déclara que la solution idéale serait la réconciliation du Roi avec M. Venizelos et que notre politique devait avoir ce but. Il démontra aussi combien était désirable la reconnaissance officielle du Gouvernement venizliste, en particulier à cause de la situation anormale des troupes venizelistes et du danger qu'elles couraient qu'on ne leur accordât pas les droits de belligérants.

M. Briand ne contesta pas l'opportunité d'une réconciliation entre le Roi Constantin et M. Venizelos; il remarqua qu'en France comme en Angleterre, l'opinion publique était pour M. Venizelos. Le public, cependant, ajouta-t-il, ne se rend pas compte des difficultés.

Les membres de la Conférence n'étaient pas en général favorables à la reconnaissance de M. Venizelos pour le moment. Il fut observé que pour obtenir aux troupes venizelistes la qualité de belligérantes, il fallait aussi la reconnaissance de Venizelos par l'ennemi.

On convint en général, cependant, que les Alliés ne devaient laisser passer aucune occasion de soutenir

M. Venizelos et ses amis et de les protéger chaque fois que ce serait nécessaire. Les amis de l'Entente, comme le disait M. Briand, ne devaient pas être les victimes de leurs sentiments favorables à l'égard des Alliés.

La question resta donc pendante et aucune résolution ne fut prise. M. Briand résuma ainsi la situation:

« Les Alliés peuvent attendre les événements qui, selon toute apparence, ne tarderont plus et qui doivent être de nature à donner satisfaction; mais il va sans dire que si le Roi ou son Gouvernement adoptait des mesures contre M. Venizelos et ses amis, les Alliés interviendraient immédiatement avec toute la vigueur nécessaire pour défendre le grand patriote grec qui s'est toujours montré favorable à leur cause. »

Ainsi finit la première journée de la Conférence.

Avant notre séance de l'après-midi du lendemain, les chefs militaires réunis à Chantilly avaient terminé leurs délibérations; ils avaient fixé un programme qui, de toute évidence, avait été arrêté auparavant par le Grand Etat-Major français.

Le voici:

*Grand Quartier Général des armées françaises
Bureau d'Etat-Major*

16 novembre 1916.

Les membres de la Conférence approuvent le plan d'action de la Coalition tel qu'il a été défini dans le mémoire qui leur a été soumis; ce plan a pour objet de donner un caractère décisif aux campagnes de 1917. Ils adoptent en conséquence les résolutions suivantes:

I

a) Pendant l'hiver 1916-1917, les opérations offensives en cours seront poursuivies dans toute la mesure compatible avec le climat sur chaque front.

b) Pour être aussi prêtes que possible à affronter chaque nouvelle situation et en particulier pour empêcher l'ennemi de reprendre l'initiative des opérations, les armées de la Coalition seront prêtes à entreprendre des offensives communes, dès la première quinzaine de février 1917, avec tous les moyens dont elles disposeront.

c) A partir du moment où les armées seront prêtes à attaquer, les généralissimes adapteront leur plan d'action respectif à la situation.

d) Si les circonstances ne s'y opposent pas, les offensives communes, exécutées avec tous les moyens que chaque armée peut mettre en jeu, seront déclenchées sur tous les fronts aussitôt qu'elles pourront être synchronisées (1), à des dates que les généraux en chef fixeront d'un commun accord.

e) Afin de réaliser tout accord nécessaire entre ces diverses hypothèses, les commandants en chef ne cesseront pas de maintenir entre eux un étroit contact.

II

Sur le front des Balkans

a) La Coalition cherchera à mettre la Bulgarie hors d'action aussitôt que possible. Le désir du haut commandement russe est de continuer et d'augmenter dans ce dessein les opérations commencées.

(1) On admet que la synchronisation sera réalisée si un délai de plus de trois semaines ne s'écoule pas entre les dates initiales des offensives déclenchées sur les divers fronts.

b) Contre la Bulgarie, les armées russo-roumaines agiront au nord et l'armée alliée de Salonique au sud, l'action de ces deux armées étant étroitement combinée pour obtenir une décision sur l'un ou l'autre front, suivant l'évolution des opérations.

c) On portera le plus tôt possible l'effectif de l'armée alliée d'Orient à 23 divisions. Ce chiffre correspond d'une part au nombre de soldats qu'on peut manœuvrer et ravitailler sur le théâtre des opérations en question et de l'autre, aux contingents dont on peut se passer sur les théâtres de guerre d'Occident. Afin d'arriver à cet effectif, le Gouvernement anglais portera sans délai ses forces à sept divisions, le Gouvernement français à six divisions, le Gouvernement italien ayant reçu avis des intentions définitives du Haut Commandement russe sera invité à porter à trois divisions les forces italiennes de Salonique.

d) Les effectifs de l'armée alliée d'Orient seront soigneusement maintenus au complet.

III

Théâtres secondaires des opérations

Sur tous les fronts secondaires, les actions ayant pour but l'immobilisation de l'ennemi seront poursuivies avec des moyens aussi réduits que possible, afin de résERVER le maximum des forces pour les principaux théâtres.

IV

Appui mutuel

a) Les membres de la Conférence renouvellent leur engagement d'appui mutuel adopté par la Conférence du 5 décembre 1915 et observé entièrement par tous dans le cours de l'année présente, c'est-à-dire :

a) Si l'une des Puissances est attaquée, les autres iront immédiatement à son aide dans la mesure de leurs ressources, soit indirectement par des attaques que les armées non assaillies par l'ennemi déclencheront sur des zones préparées, soit directement en envoyant des troupes sur les théâtres d'opérations reliés par des communications faciles.

b) Pour être prêts à cette dernière éventualité, les Quartiers Généraux français, anglais et italiens étudieront les moyens de transport et l'emploi des forces associées.

V

Maintien des effectifs des armées serbes

On maintiendra les effectifs de l'armée serbe par l'enrôlement volontaire des internés de race serbe qui sont en Italie et en Russie, dans la mesure et avec toutes les précautions déterminées par ces Puissances.

Signé par les représentants des Commandants en chef des armées alliées présents à cette Conférence et désignés ci-dessous :

Pour la Belgique :

Général Wielemans, chef d'Etat-Major de l'armée belge.

WIELEMANS.

Pour l'Angleterre :

Général Sir W. Robertson, chef du Grand Etat-Major Impérial des armées anglaises.

W. ROBERTSON.

Général Sir Douglas Haig, Commandant en chef des armées anglaises en France.

DOUGLAS HAIG.

Pour l'Italie:

Général Porro, chef d'Etat-Major de l'armée italienne.

PORRO.

Pour la Roumanie:

Colonel Rudeano, chef de la Mission militaire roumaine au Grand Quartier Général français.

RUDEANO.

Pour la Russie:

Général Palitzine, représentant de Sa Majesté, Commandant en chef des armées russes et chef de la Mission militaire russe.

PALITZINE.

Pour la Serbie:

Général Rachitch, délégué de l'armée serbe au Grand Quartier Général français.

RACHITCH.

Pour la France:

Général Joffre, Commandant en chef des armées françaises.

JOFFRE.

En conséquence, le jeudi après-midi, le 16 novembre, les principaux généraux, Joffre, Robertson, Haig et Porro, se joignirent aux représentants des Gouvernements alliés; leur rapport fournit l'agenda de nos discussions et leurs conclusions limitées et pratiques délimitèrent notre action. J'extrais les passages suivants des procès-verbaux de la session :

« Lorsque M. Briand, appuyé par M. Asquith, eut déclaré que, pour le moment, on ne pouvait rien faire de plus que d'approuver les résolutions de Chantilly *ad refe-*

rendum à la Conférence de Pétrograd, à qui on avait soumis le plan des opérations orientales, j'intervins en ces termes :

« M. Lloyd George voulut savoir comment on était arrivé au chiffre de 23 divisions. D'après les renseignements fournis, 19 seulement existaient, 7 anglaises, 6 françaises, 3 italiennes et 3 serbes, les effectifs de l'armée serbe équivalant, d'après les renseignements donnés par le général Milne, à environ 36.000 hommes, ce qui représentait seulement trois divisions, selon les calculs des Puissances alliées.

« Le général Joffre expliqua qu'il fallait compter une division russe et que l'armée serbe était évaluée à six divisions.

« M. Lloyd George exprima l'étonnement que lui causait cette estimation et remarqua que les effectifs serbes étaient constamment réduits. Les soldats serbes combattaient avec un courage qu'on ne louerait jamais assez, mais l'armée serbe n'avait pas de réserves et ses pertes étaient élevées. Pour cette raison, il ne comptait que trois divisions dans cette armée.

« L'amiral Lacaze rappela que 140.000 Serbes avaient été transportés de Corfou à Salonique.

« Le général Joffre ajouta que ce chiffre de 23 divisions était le maximum de ce que le théâtre d'opérations de Salonique permettrait d'employer. Nous ne pouvions envisager que les propositions pratiques. De plus, il faudrait encore beaucoup de temps pour éléver les effectifs de l'armée d'Orient à ce chiffre, *car si nous avions à notre disposition un nombre suffisant de bateaux, nous manquions encore des voies ferrées et des moyens nécessaires pour utiliser une armée plus nombreuse* (1). Cela signifiait que nous devions immédiatement accroître l'activité

(1) Le Comité de Guerre anglais décida de prendre des mesures à cette fin en janvier 1915, mais les autorités militaires ne tinrent aucun compte de cette décision.

à Salonique et que pour cela il serait préférable d'envoyer une division dès maintenant plutôt que deux ou trois en janvier ou février.

« M. Lloyd George demanda sur quels renseignements on se basait pour affirmer qu'on ne pouvait employer plus de 23 divisions à Salonique; cette opinion était-elle partagée par les généraux qui commandaient l'armée d'Orient?

« Le général Joffre répondit que cette évaluation était le résultat des calculs faits au Grand Quartier Général.

« Le général Robertson annonça que le Gouvernement anglais avait reçu *un rapport dans lequel le général Milne déclarait qu'on ne pouvait envisager la possibilité d'utiliser trente divisions à Salonique que si les moyens de communication, les routes et les voies ferrées étaient améliorés et deux nouveaux ports ouverts.*

« Le général Joffre expliqua que les autorités militaires avaient été obligées de fonder leurs calculs sur l'état actuel des choses, parce que la construction des routes et des voies ferrées nécessaires aux mouvements de 30 divisions ne demanderait pas moins de douze à dix-huit mois. En réponse à M. Lloyd George, il déclara que le général Sarrail n'avait envoyé aucun rapport (1).

« M. Briand fit remarquer que c'était la situation véritable avec ses possibilités présentes qui avait amené les Etats-Majors généraux à la conclusion que 23 divisions représentaient le maximum de ce qui pouvait être reçu et employé cet hiver sur le front de Salonique. Cela ne voulait pas dire qu'en construisant de nouvelles routes et de nouvelles voies ferrées, on ne pourrait employer des effectifs plus importants, mais les Etats-Majors généraux avaient d'abord envisagé la réalisation aussi rapide que possible de l'objectif proposé, c'est-à-dire la conquête

(1) Il était commandant en chef de l'expédition de Salonique. Les décisions ont été prises sans qu'on l'ait consulté au préalable, et sans qu'on ait reçu de lui un rapport.

de Monastir et sur le reste du front une action continue destinée à retenir les forces ennemis afin d'empêcher les Bulgares d'envoyer des troupes sur le front roumain.

« Le général Joffre ajouta que les moyens de communication étaient encore insuffisants et que, avant de pouvoir utiliser les effectifs dont on vient de parler, il faudrait envoyer des locomotives et des wagons pour les chemins de fer grecs.

« M. Lloyd George rendit hommage à l'habileté des ingénieurs italiens, particulièrement remarquable dans un pays d'un tel caractère. Il demanda si les Alliés ne pourraient s'adresser au Cabinet à Rome pour obtenir son aide dans cette tâche.

« Le général Porro affirma qu'au besoin le Gouvernement italien serait prêt à envoyer des officiers du génie pour construire des voies ferrées en Grèce. *Il ajouta que les rapports du général Pettiti confirmaient tout ce que le général Joffre avait dit sur l'insuffisance des moyens de communication et sur le mauvais état des routes qui étaient presque inutilisables.*

« *Le général Joffre expliqua que les routes étaient si mauvaises que la moitié des troupes de combat devaient être employées à les entretenir.*

« M. Asquith exprima le plaisir que lui causait la promesse du général Porro. Il considérait, en effet, que le service le plus important que l'Italie pouvait rendre était d'améliorer les voies de communication dans les Balkans.

« Le général Joffre remarqua que si l'armée d'Orient n'avait pas encore atteint Monastir, ce délai était dû en grande partie à la difficulté de transporter les hommes et le matériel dans ces régions et vraiment à la presque impossibilité de les ravitailler en certains cas; la première chose à faire était de construire des routes et des voies ferrées, mais il ne fallait pas oublier que les ingénieurs et les ouvriers devraient faire de nouvelles voies ferrées au fur et à mesure que l'armée progresserait.

L'avance serait ainsi nécessairement très lente, et c'est pourquoi les autorités militaires considéraient qu'il était impossible d'employer plus de 23 divisions sur le front de Salonique et préféraient garder les effectifs dont elles disposaient sur le front occidental.

« M. Briand pensait que cette question devait être résolue progressivement. Pour le moment, il fallait que le corps expéditionnaire fût capable d'atteindre son objectif du côté de Monastir et refînt les troupes bulgares sur son front.

« Si, plus tard, après la construction de nouvelles voies ferrées et l'amélioration des moyens de communication, le corps expéditionnaire pouvait recevoir de nouvelles troupes, le Gouvernement français serait prêt à envoyer les renforts nécessaires et les autres Gouvernements l'imiteraient sans aucun doute.

« Le Président du Conseil français remarqua en passant que les conclusions de la conférence militaire s'accordaient avec les vues échangées la veille par les délégués des Puissances. Les calculs des Etats-Majors généraux confirmaient l'importance d'accroître les opérations en Orient afin de mettre hors d'action la Bulgarie et la Turquie. Ces conclusions étaient adoptées, on a à peine besoin de le répéter, seulement *ad referendum*, mais chaque groupe de délégués pouvait dès maintenant annoncer à son Gouvernement les résolutions qui avaient été proposées et les soutenir à la Conférence de Pétrograd.

« Le Président du Conseil demanda aux délégués des Puissances d'enregistrer les conclusions des Etats-Majors généraux en attendant qu'il fût possible de se rencontrer avec le gouvernement russe et de leur donner une approbation définitive. »

Ensuite, les représentants italiens firent un compte rendu intéressant de la situation économique et financière en Italie et de ses rapports avec la situation militaire. Ils appuyèrent sur la nécessité d'obtenir des impor-

tations et des matières premières si l'on voulait maintenir le moral de l'armée et du peuple qui était resté très bon. Ils décrivaient les difficultés qu'éprouvait un pays dont les exportations étaient presque réduites à rien par la guerre, à payer ses importations si l'on ne lui accordait une aide financière. M. Asquith, tout en faisant remarquer que la position anglaise était loin d'être facile, permit d'examiner avec la meilleure volonté possible toute proposition que le Gouvernement italien pourrait faire pour l'amélioration de sa situation et M. Briand prit un engagement analogue. Si les Alliés voulaient la victoire, dit-il, il était indispensable de mettre toutes leurs ressources en commun. Certains avaient des réserves d'hommes, d'autres produisaient une surabondance de matériel de guerre, d'autres encore disposaient d'importantes ressources financières. Si les Alliés faisaient le bilan de leur situation générale, il leur serait facile, ou tout au moins possible, de remplir les brèches qui pouvaient se produire chez l'un ou chez l'autre.

Au sujet de la Pologne, la Conférence discuta le texte d'une protestation que devraient faire les Gouvernements alliés contre la création d'un royaume de Pologne par les Puissances Centrales.

Le premier projet proposé était d'un caractère purement négatif ; il consistait seulement en une protestation fondée sur des raisons de droit international, contre l'action allemande. M. Asquith démontra fortement que ce texte était insuffisant et que ce document devait contenir une allusion aux promesses faites par le Grand-Duc au sujet de la Pologne en août 1914.

Les procès-verbaux que j'ai reproduits ici prouvent clairement que cette Conférence dont on attendait tant, au lieu d'être un examen sincère de la situation militaire et stratégique par une assemblée où des soldats et des hommes d'Etat étaient représentés, ne fut guère mieux qu'une farce. Le discours d'ouverture que prononça

M. Briand le mercredi après-midi le peint bien, avec sa faiblesse et sa force — éloquent en paroles, hésitant dans ses conclusions — ferme dans l'affirmation, faible dans l'action. Les Alliés, expliqua-t-il, étaient supérieurs en nombre, en armement et en valeur à leurs ennemis démoralisés. Nous devions augmenter l'énergie de ces armées supérieures des Alliés et coordonner tous nos efforts pour écraser les armées inférieures de l'ennemi. Le seul danger qui menaçait était que les nations alliées perdissent patience. Nous devions donc attaquer de tous les côtés avec toute notre force. Nos ressources étaient communes, ainsi devait être notre front. Les Balkans étaient le point sur lequel ces forces unies devraient être concentrées dans les mois suivants. Il envisagea une action énergique partie de la base de Salonique contre Sofia qui libérerait la Roumanie et mettrait hors de combat la Bulgarie et la Turquie avant l'hiver. A larges coups d'un pinceau trempé dans des couleurs éclatantes, il dépeignit les résultats de cette entreprise: l'opinion publique en Allemagne et en Autriche certainement démoralisée; le coup décisif porté à nos ennemis au printemps prochain. Et il termina en proposant une opération locale, la prise de Monastir, exploit que l'armée affaiblie de la Serbie accomplit toute seule plus tard.

Il expliqua en termes précis que nous, les hommes d'Etat des nations alliées, nous devions faire comprendre à ces guerriers que la stratégie était dirigée par nous et que leur rôle se bornait à exécuter les décisions que nous prenions au cours de notre Conférence. A ce même moment, M. Briand avait déjà accepté d'avance les plans du général Joffre qui n'allaien pas plus loin que Monastir. L'idée de percer les lignes bulgares pour apporter un secours efficace à la Roumanie était en réalité abandonnée dans ce même discours où elle avait été défendue avec une rhétorique sonore.

Quant au document soumis à la seconde séance par les

généraux qui avaient pris leurs décisions à Chantilly, il laissait entendre que les chefs militaires considéraient que la responsabilité d'établir le plan de campagne de 1917 leur appartenait. Ils ne se départirent pas de cette attitude tout en ayant l'air d'acquiescer aux vœux du Gouvernement. La campagne de 1917 avec tous ses désastres leur fut due. Elle répéta toutes les stupidités sanglantes de 1915 et de 1916 et détruisit enfin le moral des armées russes, déjà ébranlé mais non pas irrémédiablement abattu. Elle affaiblit aussi momentanément le courage des armées françaises, italiennes et anglaises.

La conférence composée de chefs politiques et militaires qui devait se tenir en terre russe pour établir les plans futurs alliés fut complètement ignorée par les généraux. Ils s'étaient mis d'accord sur leurs projets à Chantilly et ne se souciaient pas de permettre au Général Alexeieff de les modifier. Le refus de M. Tittoni d'accepter cette Conférence en Russie, sans en avoir référé à son Premier Ministre malade, permit aux Généraux d'éviter de se compromettre. A Salonique, ils avaient fait une concession aux civils obtus. Une attaque devait avoir lieu dans ces régions à une date rapprochée, mais elle devait revenir aussi bon marché que possible. Les politiciens stupides devaient être mis dedans. On leur ferait croire qu'il s'agissait d'une opération sérieuse, en vue de briser la Bulgarie — absurdité décevante pour quiconque avait étudié un peu les forces des combattants sur ce front et en avait comparé le nombre, le matériel et la position. Les généraux savaient fort bien qu'ils n'avaient pas l'intention de pousser l'attaque au delà de Monastir. Ils savaient fort bien qu'un assaut des Balkans dépassait beaucoup la puissance de l'armée de Salonique, mal équipée, mais sa force devait être exagérée pour les oreilles des civils. Elle était, ou serait bientôt, disaient-ils, une armée de vingt-trois divisions d'une puissance normale. Ils jonglaient et trichaient avec

des divisions dont ils savaient fort bien qu'elles étaient truquées. Leur force équivalait à peine à dix divisions, et rien n'était projeté pour accroître leur nombre et leur puissance offensive. Comme artillerie et comme transports, l'armée était infiniment au-dessous du front ouest. Quand leur attention fut appelée sur l'insuffisance de ces effectifs, les généraux Joffre et Robertson insistèrent sur les difficultés de transport qui empêchaient d'alimenter un grand nombre d'hommes et de transporter les munitions nécessaires aux canons. Accroître les facilités de la bataille prendrait de douze à dix-huit mois. Mais la force expéditionnaire était à Salonique depuis ce temps-là et rien n'avait été tenté dans ce sens. Comme je l'ai dit déjà, dès janvier 1915, le Conseil de la Guerre avait résolu d'envisager des mesures immédiates pour augmenter les moyens de transport entre Salonique et la Serbie. Lord Kitchener avait promis de prendre en main cette affaire. Et voilà qu'à la fin de 1916, une campagne que nos conseillers militaires considéraient comme essentielle pour réparer nos échecs dans l'Europe du Sud-Est ne pouvait pas être entreprise, parce que l'état des rails et des routes était si défectueux qu'aucune attaque efficace ne pouvait être montée. D'un des rapports militaires, il résultait que la moitié des troupes étaient occupées non à combattre, mais à réparer les routes. Le général Milne était d'avis qu'avec trente-trois divisions, l'armée bulgare pouvait être battue. Si les trente-trois divisions nécessaires avaient été débarquées, si elles avaient été pourvues d'une artillerie puissante, comme les événements auraient pris un cours différent! La Bulgarie, fatiguée déjà de la guerre, aurait été éliminée. Les paysans bulgares n'avaient, en effet, jamais pris à cœur le parti que le Roi leur avait imposé. La route conduisant à la Roumanie eût été atteinte. Les armées russes et celles de l'ouest se seraient rejointes. La Turquie aurait été coupée des sources qui alimentaient ses

approvisionnements. On aurait rendu du cœur et de l'élan aux soldats russes déprimés et indifférents. La révolution aurait été ajournée. L'Autriche, enveloppée à l'est et à l'ouest, serait tombée en morceaux. 1917 aurait pu voir la fin de la guerre. Tout pour le monde entier serait devenu différent!

Je quittai la Conférence avec le sentiment que rien d'autre ne serait tenté, sinon la répétition des vieilles tactiques imbéciles qui consistaient à marteler les fortresses les plus solides de l'ennemi avec de la chair et des muscles humains. Si la Russie et la Roumanie étaient mises hors de combat, il n'y avait plus rien à faire.

M. Asquith, Sir Maurice Hankey et moi retournâmes à l'hôtel et, après une conversation courte et superficielle, M. Asquith se retira comme d'habitude pour se reposer avant le dîner. Sir Maurice Hankey et moi sortîmes pour causer des affaires en nous promenant.

Nous sentions tous deux qu'aucun changement ne s'était produit dans la conduite de la guerre et que les choses allaient continuer leur train, sans coup de théâtre, jusqu'au moment où nous glisserions dans la catastrophe inévitable.

Nous sentions que, si la Russie ou l'Italie s'écroulaient, que si les pertes causées par les sous-marins n'étaient pas enrayerées, l'avantage qui penchait du côté des Alliés serait perdu et passerait à l'ennemi. J'inclinais vers une démission immédiate pour éveiller l'opinion alliée, devant les réalités de la situation. Sir Maurice y était opposé, jusqu'à ce que l'on ait tenté par d'autres moyens d'imprimer un changement à la direction de la guerre.

En passant devant la colonne Vendôme, Sir Maurice, je m'en souviens, fit une pause et dit:

— Vous devriez insister pour qu'un Comité de la Guerre restreint soit installé, avec pleins pouvoirs, pour conduire la guerre, jour après jour. Il devrait être indépendant du Cabinet. Il demeurerait en contact étroit avec

le Premier Ministre, mais siégerait en permanence et, comme chef du Gouvernement, le Premier Ministre n'aurait pas le temps de diriger cette affaire. Il a une tâche vraiment bien lourde, qui est de veiller sur le Cabinet et de s'occuper du Parlement et des affaires intérieures. Il est aussi un peu fatigué, après tout ce qu'il a enduré pendant ces deux ans et demi. Le président du Comité doit être un homme d'une énergie sans égale et d'une grande puissance d'action. »

Nous convînmes tous deux qu'il était important de conserver M. Asquith comme Premier Ministre. Son grand prestige, son autorité sans rivale à la Chambre des Communes étaient des atouts que nous regardions comme indispensables. Il fut décidé, par conséquent, qu'à mon retour en Angleterre, je poserais la question devant le Premier Ministre.

Mais, avant de faire cette démarche, le mieux était de sonder Bonar Law, dont il était essentiel de s'assurer la bonne volonté et l'approbation. Je télégraphiai de Paris à Lord Beaverbrook de me ménager une entrevue avec Bonar Law pour le soir suivant.

CHAPITRE XXXIII

LE PROBLEME DU RAVITAILLEMENT

Pendant l'automne de 1916, le problème du ravitaillement devint de plus en plus alarmant et grave, et le Gouvernement, à cette occasion, donna un des exemples les plus frappants de son indécision. L'insuffisance toujours croissante des bateaux aggravait encore la situation, car nos approvisionnements dépendaient de notre marine. Dès septembre 1915, Lord Selborne, dans un rapport qu'il soumit au Cabinet, avait insisté pour que l'on nomme « une autre Commission du Conseil pour examiner la question du ravitaillement de la nation pendant les dix-huit mois qui vont suivre ».

Dans ce document, il demandait qu'on augmentât la culture du blé. « Voici environ un mois, écrivait-il, le Chancelier de l'Echiquier (Mr. M'Kenna) a montré une invincible répugnance à encourager la culture du blé en Angleterre en promettant une garantie aux fermiers. Il est possible d'augmenter la production des céréales dans le Royaume-Uni par un effort volontaire, mais garantir le prix du blé serait la mesure la plus efficace que le Gouvernement pourrait prendre à ce sujet. »

Le 10 mars 1916, je soulevai de nouveau cette question et je démontrai au Comité de la Guerre qu'il ne fallait pas perdre de vue que l'Angleterre, autant que possible, devait se suffire à elle-même. Pour y arriver, le

Ministère de l'Agriculture devait être armé de pouvoirs étendus en vue d'accroître notre production agricole et de diminuer notre dépendance en marchandises importées. Le moindre carré de terre devait être cultivé en prévision d'un redoublement de violence de la campagne sous-marine. Je proposai d'utiliser une grande quantité de machines. Le plan, cependant, devait être national.

Le 23 mars 1916, j'abordai de nouveau cette question à propos du problème créé par l'insuffisance des navires. Au Comité de la Guerre du 31 octobre 1916, le Premier Ministre lut une lettre où le Grand Amiral de la flotte « exprimait des craintes sur le danger des attaques sous-marines contre les navires marchands, qui probablement deviendraient plus fréquentes au printemps, lorsque l'en-nemi aurait un plus grand nombre de sous-marins ».

Tout le monde savait que l'Amirauté était du même avis. Lord Crawford était alors Ministre de l'Agriculture et il avait envoyé aux membres de la Commission un document qui insistait sur la gravité de la situation, et prouvait que l'avenir s'assombrissait de plus en plus. Il faisait remarquer que *nos stocks de farine et de blé à ce moment (30 octobre) équivalaient à quatre mois de consommation et que le blé manquait dans le monde entier. Pendant les douze mois suivants, jusqu'au 1^{er} septembre 1917, les pays importateurs auraient sans doute besoin de 144 millions d'hectolitres de blé, alors qu'on estimait à 126 millions d'hectolitres la quantité totale qui était disponible.*

Pour transporter les importations de blé et de denrées nécessaires en huit mois, de novembre à juin, il fallait une flotte de 8.981.000 tonneaux. La récolte de pommes de terre avait été mauvaise en Angleterre, comme en Allemagne et en France. Les prévisions indiquaient une différence en moins de 1.800.000 tonnes (soit 24 %) sur la récolte de 1915. De plus, la récolte était atteinte de

maladie et les semences manqueraient peut-être. La quantité de poisson pêchée était d'environ 64 % inférieure à la moyenne et les prix s'étaient élevés de 100 à 400 %. On se demandait comment on nourrirait le bétail, car les fourrages étaient chers et la main-d'œuvre rare.

Lord Crawford appuyait sur la nécessité de créer un service central de ravitaillement pour surveiller et coordonner les opérations de l'Etat en ce qui concernait l'importation, l'achat et la distribution des vivres. Toutes ces opérations et celles qui seraient prévues pour plus tard seraient ainsi soumises à l'examen complet et constant du corps central. (Cette proposition avait été présentée à la Commission au moins sept mois plus tôt, mais rien n'avait été fait et aucune décision n'avait été prise.)

Lord Crawford termina son rapport en affirmant que jusqu'en août 1917 (c'est-à-dire après la récolte de 1917) l'influence de la question du ravitaillement se ferait sentir sur la guerre.

Je fis tous mes efforts pour aider Lord Crawford à obtenir une décision sur ce sujet; le 10 novembre, je présentai un court rapport contenant quelques propositions concrètes qui, à mon avis, devaient contribuer à résoudre le problème. Voici ces propositions:

« Quelqu'un — qui ne sera pas membre du Ministère — doit être immédiatement nommé pour organiser le ravitaillement, y compris l'achat, la production, la distribution et les prix.

« Il devra être pourvu de tous les pouvoirs législatifs, administratifs et financiers nécessaires lui permettant d'utiliser complètement toutes les ressources de production du Royaume-Uni.

« Il s'efforcera en particulier :

« 1° D'assurer les quantités nécessaires de vivres, spécialement de provenance anglaise;

« 2° De maintenir les prix bas;

« 3° D'accroître en Angleterre la superficie des terres qui donnent des céréales, des pommes de terre, des légumes et autres produits alimentaires;

« 4° De mobiliser et d'utiliser le mieux possible:

« a) Toutes les machines disponibles pour cultiver le sol;

« b) Les ressources industrielles de l'Angleterre et des Etats-Unis pour la production des machines agricoles;

« c) Les ouvriers agricoles les plus habiles de l'Angleterre;

« d) Les hommes et les femmes sans capacités spéciales pour les travaux agricoles;

« 5° D'utiliser pour engraisser les animaux l'énorme déchet de produits alimentaires jetés au rebut dans les grandes villes.

« War-Office, 10 novembre 1916. »

Le même jour (10 novembre), le Comité de la Guerre tint une séance au cours de laquelle on discuta la question de l'insuffisance des bateaux marchands. Le président du Ministère du Commerce, dans son exposé, dit que la Commission du Blé n'arrivait pas à trouver 40 vaisseaux disponibles pour transporter le blé acheté en Australie. Il conclut qu'avant juin 1917, la marine serait complètement désorganisée.

Le 13 novembre, le Comité de la Guerre se réunit pour discuter de nouveau le problème du ravitaillement. Ses membres avaient devant eux le rapport de Lord Crawford, et le président du Ministère de l'Agriculture, avec la clarté et le charme qui lui sont propres, exposa la situation présente et future. Il remarqua qu'on cultivait de moins en moins la terre et que la main-d'œuvre était rare. La moisson, cette année, dit-il, avait produit un hectolitre en moins par acre sur ce qui était prévu ; cela équivalait à une réduction de deux semai-

nes de ravitaillement. Il craignait que la moisson de l'année suivante ne fût pas meilleure si des mesures immédiates n'étaient prises. Il insista de nouveau sur la nécessité d'un Bureau central de contrôle sur le ravitaillement.

Je comprenais que si la menace sous-marine n'était pas réprimée (et il n'y avait à ce moment-là, semblait-il, aucune lueur d'espoir d'empêcher ce danger de s'accroître), la guerre pour l'Angleterre finirait peut-être par la famine. Des mois s'étaient écoulés depuis qu'on avait présenté au Gouvernement la proposition d'une autorité centrale, et ce projet restait toujours à l'état d'ébauche. J'insistai donc à cette séance à nouveau sur la nécessité de cet organe central, que j'avais réclamé dans mon rapport du 10 novembre. *J'affirmai en même temps que le président devrait avoir une réelle autorité et qu'il ne devait dépendre que du Comité de la Guerre. Je considérai de plus que ce président ne devrait pas être choisi parmi les ministres qui passaient une grande partie de leur temps à répondre aux questions du Parlement. Il n'aurait besoin d'assister aux séances du Comité de la Guerre que lorsqu'il désirerait une décision d'importance capitale. Par-dessus tout, je fis bien remarquer au Comité que cette nomination devrait être faite immédiatement. La réduction de douze semaines à dix dans les approvisionnements peut paraître insignifiante, mais en réalité elle est très grave. Je suppliai donc le Président du Conseil de considérer cette nomination comme une mesure urgente. Je dis que j'attachais une grande importance aux machines et à la culture. Je ne voyais pas pourquoi chaque village de campagne ne subviendrait pas à ses besoins, comme au temps de mon enfance.*

Le président de l'Office commercial déclara que presque tous les pouvoirs réglementaires, nécessaires pour exécuter ma proposition, existaient dans l'Acte de Défense du Royaume et qu'il avait récemment présenté au

Cabinet de nouveaux règlements, d'après cet Acte, extrêmement énergiques.

Malgré ces « pleins pouvoirs » et ces « lois énergiques », le Gouvernement n'a pas sanctionné les mesures proposées par le Ministre de l'Agriculture.

La Commission de Guerre approuva en principe ma proposition et accepta de nommer un contrôleur du ravitaillement, pourvu que l'on trouvât l'homme capable de diriger cette grande organisation.

Ce dernier paragraphe contenait assez de clauses conditionnelles pour empêcher d'agir immédiatement. En réalité, pendant son ministère, M. Asquith ne nomma pas de contrôleur du ravitaillement.

Le 16 novembre, le Premier Lord Naval et le chef d'Etat-Major du Ministère de la Marine présentèrent au Conseil des Ministres un rapport qui insistait sur la gravité croissante du danger des sous-marins. Cette note se terminait par ces mots :

« Les impitoyables attaques des sous-marins ennemis contre les navires neutres ont prouvé ces derniers temps que notre ravitaillement est de plus en plus menacé; il faut examiner cette question plus sérieusement *avant qu'il ne soit trop tard.* »

Mais aucune décision immédiate ne fut prise. Les problèmes urgents demandant une prompte solution étaient si nombreux qu'on n'avait jamais le temps, semblait-il, d'en examiner un seul à fond et de prendre une détermination. Le 22 novembre, la question était encore en suspens, la situation de la marine et du ravitaillement devenait critique et le président de l'Office commercial publia un rapport où il se plaignait que rien n'eût été fait à la séance du Cabinet le 10 novembre, et où il attirait de nouveau l'attention sur l'urgence de la question du point de vue du tonnage. Le même jour, la Commission du Blé envoya une communication (qui avait peut-être inspiré le mémoire du président) demandant

avec insistance que le nécessaire fût fait pour augmenter le tonnage destiné au ravitaillement.

« Loin d'ajouter aux réserves de l'Angleterre, dit ce document, les cargaisons qui arriveront dans les deux dernières semaines de l'année sont inférieures aux besoins, de 200.000 quarters (1 quarter = 290 litres) par semaine; tous les renseignements que possède la Commission montrent que cette faible proportion continuera jusqu'à ce que de nouveaux navires marchands viennent prendre des chargements dans le Northern Range. »

Le même jour (22 novembre), la Commission de Contrôle maritime se réunit et discuta la question du tonnage qui avait une si grave répercussion sur le ravitaillement en blé de l'Angleterre.

Voici les observations que cette Commission consigna dans son procès-verbal :

« La Commission apprend que les stocks de blé diminuent. Nous vivons au jour le jour. A Londres, nous n'avons plus que deux jours de vivres, et les autres ports doivent ravitailler cette ville par chemin de fer. Bristol n'a que deux semaines de vivres.

« La Commission du Blé a acheté 700.000 quarters dans l'Amérique du Nord, mais *les vaisseaux manquent pour apporter le blé en Angleterre*.

« En temps normal, on trouverait des navires qui, après avoir déchargé du charbon, seraient libres dans la Méditerranée. Ces navires, cependant, à cause de la guerre, ne seraient pas disponibles avant quatre mois, et nous sommes menacés d'une disette imminente. »

Le jour suivant (23 novembre), trois ministres (le président de l'Office commercial, Lord Curzon et le ministre de l'Agriculture) continuèrent à examiner, en vertu de son urgence, notre situation actuelle et future relativement aux céréales. A l'appui de leurs paroles, ils montrèrent la lettre de la Commission du Blé et le rapport de la Commission de Contrôle maritime. Le ministre de

l'Agriculture déclara que chaque semaine notre consommation dépassait de 200.000 quarters ce que nous recevions; *que, chaque semaine, nous achetions du blé pour quinze jours de consommation, mais que nous n'avions pas les moyens de le transporter, et que si le blé que nous avions acheté n'était pas apporté, notre pouvoir d'achat en serait diminué.*

On décida qu'une conférence serait tenue l'après-midi par les membres de l'Amirauté, ceux de la Commission du Contrôle maritime et le président de l'Office commercial; le lendemain, le résultat de cette séance serait soumis au Comité de la Guerre.

Malgré ces messages urgents qui montraient la situation critique de notre ravitaillement, aucun des plans proposés par le Ministère de l'Agriculture ou par moi ne fut mis à exécution du vivant de la première Coalition.

Il semblait que le Gouvernement fut frappé de paralysie. Quel que fût le sujet, il était impossible de le mettre en mouvement. Je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas attribuer à cette aboulie l'unanimité dont fit preuve le Cabinet quand il rejeta les ouvertures de paix. Elles supposaient une action. Or, il était facile de persuader à l'élément pacifiste de ne rien faire. Le Gouvernement était dans cet état nerveux où l'on ne peut ni oser la guerre, ni négocier la paix.

CHAPITRE XXXIV

LE CABINET DE L'INDÉCISION

Il m'est difficile de décrire avec exactitude le sentiment de désappointement et d'impuissance qui m'accabla pendant ces derniers mois de 1916. Dans certains cauchemars on a la sensation d'être couvert de chaînes et de se débattre au milieu d'obstacles, et l'on contemple, les yeux grands ouverts, un destin qui approche tandis que la gorge serrée ne peut émettre un cri de protestation ou de prière. L'inefficacité et l'irrésolution de notre Gouvernement dans ces sombres semaines donnaient des impressions de cauchemars analogues.

A cette époque, il existait une quantité de difficultés et de problèmes qui étaient esquivés ou mis au rancart. J'en ai décrit quelques-uns. Il était d'une importance capitale pour notre succès qu'on les abordât avec énergie, et j'étais de plus en plus convaincu que mon devoir de Ministre responsable m'obligeait à dissiper ces miasmes de l'indécision et à imposer une solution définitive de ces problèmes, le Ministère dût-il donner sa démission et l'incapacité des Gouvernements alliés dût-elle être dévoilée au public.

J'ai déjà dit de quelle façon deux ou trois questions importantes avaient été traitées. Elles suffisent à illustrer la méthode générale adoptée par le Gouvernement en face des problèmes urgents. Le retard qu'on appor-

tait à prendre des mesures énergiques et efficaces pour protéger nos vaisseaux marchands contre les sous-marins constituait un de ces problèmes. Le nombre alarmant des bateaux coulés par l'ennemi croissait rapidement. Les naufrages d'octobre avaient dépassé ceux de septembre de 70 %; les chefs de l'Amirauté se tordaient les mains de désespoir quand ils annonçaient de nouveaux désastres dans nos réunions, mais rien ne nous faisait supposer qu'ils parviendraient à enrayer une catastrophe qui prenait de telles proportions.

C'était ensuite notre incapacité à prendre des mesures pour coordonner notre stratégie avec celle de la Russie. Sir William Robertson se refusait à représenter l'Angleterre à la Conférence russe projetée et ce refus — appuyé et provoqué par un membre du Comité de la Guerre — aggravait encore la situation. Nous perdions ainsi tout espoir de sauver notre Alliée de la ruine et de concerter avec elle nos mouvements militaires. Sir William Robertson s'imaginait sans raison qu'on cherchait à lui enlever son poste au Ministère de la Guerre et que la même intrigue qui lui avait servi à supplanter Lord Kitchener serait répétée contre lui; il croyait qu'il allait être « kitchenéré » de son poste de haute autorité. Cette idée lui fut suggérée par un ministre influent et il ne fut que trop prompt à l'écouter. Je n'ai pas besoin d'affirmer qu'une telle intention était loin de mon esprit; j'avais toujours affirmé qu'une étroite entente devait exister entre l'Orient et l'Occident, et que la présence à notre Conférence de généraux russes sans emploi dans leur armée ne suffisait pas à l'assurer. Les hommes capables d'une telle bassesse dans des circonstances si critiques jugent les autres d'après eux-mêmes. Je croyais sincèrement, et je l'assurai à mes collègues, que c'était le meilleur parti à prendre dans l'intérêt de l'Angleterre. Mais Sir William Robertson refusait de partir et le Président du Conseil n'était pas disposé à

lui en donner l'ordre. Il était impossible de trouver un autre délégué militaire pourvu d'une autorité suffisante. On ne pouvait envoyer Sir Douglas Haig. Ses idées et son attachement au front qu'il commandait l'influaient trop pour qu'on pût lui demander d'examiner impartiallement l'ensemble du champ de bataille. Le Président du Conseil détestait Sir Henry Wilson et se méfiait de lui. Ainsi, en refusant cette mission, Sir William Robertson rendit notre projet irréalisable.

La question des aéroplanes était un autre problème d'importance capitale qui avait été embrouillé et saboté d'une façon qui n'était que trop caractéristique des méthodes gouvernementales. A cette époque, nous avions déjà discuté pendant des semaines sur la fabrication des avions. Une rivalité désastreuse s'était élevée à ce sujet entre l'armée et la marine. La marine, qui aurait dû aider à accroître le rendement si nécessaire pour l'armée, s'était emparée de certaines entreprises. Sur le front occidental, les Allemands reprenaient la supériorité, surtout en ce qui concernait les appareils de combat et de raid, et les chefs militaires demandaient à grands cris des avions du même genre.

Les délibérations du Conseil des Ministres traînaient tant en longueur qu'aucune décision ne fut prise du vivant de la Coalition Asquith. La question de la responsabilité dans la fabrication des aéroplanes fut soulevée par M. E. S. Montagu au nom du Ministère des Municions en septembre 1916. M. Montagu désirait vivement que son Ministère se chargeât de la fabrication de tous les appareils nécessaires à l'armée et à la marine. Dans un mémoire adressé au Cabinet, il fit les observations suivantes :

« D'après l'organisation actuelle, la production du matériel d'aéroplanes dépend de deux corps — le Ministère de la Guerre et l'Amirauté — sous la surveillance générale d'un troisième, le Ministère de l'Air; tous trois sont

en rivalité constante et inévitable avec un quatrième, le Ministère des Munitions. On ne peut avancer aucun argument en faveur de ce système dont il serait vain d'attendre des résultats satisfaisants. A mon avis, il faut choisir immédiatement entre deux plans: ou établir un nouveau ministère chargé de pourvoir aux besoins des deux services de l'air, ou confier cette tâche au Ministère des Munitions; celui-ci, en effet, a été créé pour régler la question des munitions comme il conviendrait maintenant de régler celle des aéroplanes. »

L'Office de l'Aviation avait été créé pour coordonner les efforts de l'armée et de la marine. Lord Curzon en était le président. Il s'opposait fortement au plan de M. Montagu. Il reconnaissait cependant l'importance du problème:

« En ce moment, le général Trenchard est en proie à une grande anxiété, car deux nouveaux appareils, meilleurs à certains égards que les nôtres, viennent de faire leur apparition sur le front allemand. Ce n'est pas le nombre de ces appareils qui l'inquiète, mais leur supériorité. »

Mais il ajoutait:

« Nous fabriquons de nouveaux moteurs et de nouveaux aéroplanes qui, nous le croyons, surpasseront la récente production allemande. Une question se pose cependant: Nos appareils seront-ils vraiment supérieurs et seront-ils prêts à temps? »

Il était d'avis de créer un nouveau Département qui aurait un contrôle unique et complet sur la production des avions de guerre et, dans une certaine mesure, sur la direction des ateliers de construction aérienne.

Dès qu'il eut exposé son plan, il fut à son tour contredit par Lord Balfour dans un mémoire très caustique et très amusant. Lord Curzon répondit sur le même ton. Si ce débat n'avancait guère la fabrication des aéroplanes, il offrait un excellent divertissement à ceux qui

avaient le privilège de lire ces documents et d'entendre les discussions. D'abord l'exposé de Lord Curzon. Un délai accordé au Premier Lord de l'Amirauté pour ordonner sa défense. Réplique, contre-réplique. En fin de compte, l'affaire était mise de côté pour plus ample examen.

Je garde un souvenir mélancolique de ces controverses. La question des aéroplanes était toujours en tête de la liste, après les rapports préliminaires de l'armée et de la marine ; le mémoire urgent de Lord Crawford sur le problème du ravitaillement venait ensuite. Les questions maritimes étaient aussi à discuter, mais, avec des protagonistes aussi habiles que M. Balfour, Lord Curzon et M. Montagu, le temps se passait généralement à épucher les mérites et les démerites des camps en conflit dont les champions étaient des dialecticiens consommés. Au désespoir de ne pouvoir concilier les propositions antagonistes, le Premier Ministre avait l'habitude d'aller faire un tour vers la cheminée, pour chercher dans la position des aiguilles de la pendule un soulagement temporaire à ses perplexités. Nous savions tous la signification de ce geste. Il faisait prévoir un ajournement de la discussion à la réunion suivante. Lord Crawford poussait un cri de douleur, implorant quelques minutes d'examen avant déjeuner sur ses anxiétés concernant le ravitaillement du pays. Il ne manquait pas de dire chaque fois que la situation allait de mal en pis, que la consommation excédait la production, à une époque de l'année où le phénomène aurait dû être inverse. Alors le Premier Ministre expliquait qu'étant donné l'heure, il n'y avait plus assez de temps pour entamer la discussion d'un aussi grave problème. Il ne restait à Lord Crawford que la ressource de demander une séance spéciale pour examiner les difficultés. Cette réunion ne vint jamais aussi longtemps que dura ce Gouvernement. A la séance suivante, la question des aéroplanes fut sur le tapis. Nous

pensions tous, lors de notre dernière réunion, qu'une décision allait enfin être prise. Mais au moment de nous séparer, je vis Lord Curzon, debout aux côtés du Premier Ministre et plaident encore sa cause. M. Asquith finit par se rendre et dit que l'on discuterait de nouveau la question lors de la prochaine séance. Mais quand le Cabinet s'assembla de nouveau à Downing Street, il était présidé par un autre Gouvernement.

CHAPITRE XXXV

LA CRISE : DECEMBRE 1916

Le résultat des discussions de novembre dans le Cabinet, ce fut la décision du Gouvernement de ne pas faire la paix avant que la fortune des Alliés ne fût incontestablement meilleure que celle des Puissances centrales. Mais cette décision imposait à ceux qui l'avaient prise le devoir de faire le nécessaire pour améliorer leurs chances, avant que n'ait été épuisée la patience des nations alliées. Il ne fallait pas seulement décider de poursuivre la guerre jusqu'à l'extrême limite de nos ressources. Il fallait aussi utiliser ces ressources le mieux possible et spécialement veiller à ce que la grande force combinée des Alliés ne soit pas dissipée et ruinée faute d'un effort coordonné.

A la Conférence de Paris, M. Briand avait montré que la possibilité de l'épuisement était un des périls qui nous menaçait. En fait, nous n'étions qu'à quelques semaines du soulèvement populaire en Russie contre la continuation de la guerre et des sacrifices qu'elle impliquait. Et pourtant, en face du péril prochain, il n'y avait chez nos chefs, ceci était manifeste, ni clarté de vision sur la route à suivre, ni fermeté dans la conduite des choses, ni promptitude et hardiesse dans la décision. Ils étaient enclins à laisser aux organes navals et militaires ou civils

qui s'occupaient de la guerre le soin de régler toutes les questions vitales, et je sentais profondément qu'à moins qu'une nouvelle énergie ne fût insufflée à la direction de la guerre, nous pourrions, avant longtemps, être entraînés vers un irréparable désastre. En conséquence, je résolus d'agir aussitôt.

Etant donné les forces politiques dans le Parlement, je compris qu'il était essentiel d'opérer avec deux hommes: M. Bonar Law et Sir Edward Carson. Tout seul, j'aurais pu seulement exercer une pression sur le Parlement et par le Parlement sur le Gouvernement, au moyen d'une agitation populaire conduite avec le concours d'une partie de la presse.

Ceci aurait pris nécessairement du temps et aurait eu pour effet de décourager et de démoraliser l'opinion publique. Quelques semaines plus tard, la Russie prouva quel danger il y avait à semer dans l'esprit du peuple la désillusion. Il y aurait eu aussi des réactions dans l'armée, dont l'ardeur avait été temporairement affaiblie par les boues de la Somme plus encore que par ses carnages.

Il était donc très important, si un changement était opéré dans la direction de la guerre, qu'il s'accomplît avec aussi peu de trouble et d'agitation publique que possible.

Je savais beaucoup de choses sur Sir Edward Carson, grâce aux bons offices patriotiques d'un de ses amis et partisans, Sir Arthur Lee — aujourd'hui Lord Lee de Fareham.

Sir Edouard Carson était convaincu que la guerre s'était assez méchamment embourbée.

Les quelques mois qu'il passa dans le Cabinet de Coalition, avec l'effondrement serbe, le fiasco des Dardanelles et les sanglantes inutilités de notre stratégie en France et dans les Flandres avaient encore approfondi sa méfiance dans les capacités du Premier Ministre pour diriger la guerre. Il était d'avis que, sans la mollesse du

Premier Ministre, tous ces désastres auraient pu être évités.

M. Bonar Law, au contraire, avec son respect naturel d'Ecossais pour l'intelligence, était un grand admirateur du Premier Ministre. Il lui fallut des mois d'expérience, où il constata ses lenteurs évidentes, son indécision et ses défauts de conducteur dans l'action, pour en arriver à la conclusion que, quelles que fussent les ressources intellectuelles de M. Asquith, — et nul d'entre nous ne songeait à les mettre en doute, — il ne possédait pas les qualités qui font un grand Ministre de temps de guerre.

L'histoire de mes négociations avec ces deux éminents hommes d'Etat a déjà été racontée par Lord Beaverbrook dans son livre fascinant, *Les Politiciens et la Guerre*. A vrai dire, il ne part pas du tout de mon point de vue : c'est une défense de M. Bonar Law. En tenant compte de ces sympathies personnelles fort honorables, je suis disposé à admettre les points principaux de son récit. Pour tout ce qui concerne M. Asquith et moi-même, il est évidemment impartial : il ne s'intéresse personnellement à aucun des deux.

Sir Edward Carson voulait expulser M. Asquith de son poste de Premier Ministre. Il faisait valoir que des expédients comme le Comité de Guerre — quelle qu'en fût la composition — demeureraient infructueux aussi longtemps que M. Asquith serait revêtu de la responsabilité et de l'autorité principales. Certains ministres, qu'il nomma, seraient pendus constamment à son oreille, l'excitant contre le nouveau Comité, ajournant, modifiant, contrariant ses décisions.

M. Bonar Law soutenait énergiquement l'opinion que, pour maintenir l'unité nationale, il était désirable que M. Asquith conservât la position de Premier Ministre. Il redoutait par-dessus tout, en un tel moment critique, une sorte de scission dans le Cabinet. Il craignait aussi que si M. Asquith était expulsé de son poste, une division

ne se manifestât au sein de son propre parti. Beaucoup de ministres tories étaient les partisans dévoués de la direction que M. Asquith donnait à la guerre.

Moi aussi, j'étais favorable au maintien de M. Asquith, pourvu qu'il laissât au Comité des pleins pouvoirs illimités pour diriger la guerre. Ce qui est significatif, c'est qu'aucun d'entre nous, sauf Sir Edward Carson, n'envisageait, à ce moment-là, la retraite de M. Asquith et que rien par conséquent n'avait été dit dans aucun de nos entretiens sur son successeur possible. Comme le remarque justement Lord Beaverbrook, Lord Northcliffe ne fut jamais convoqué à nos délibérations, pendant cette phase. Il avait pris le parti de Sir William Robertson contre moi à propos de mes critiques des chefs militaires, provoquées par la prolongation de la bataille de la Somme et par leur impuissance à empêcher la débâcle roumaine. Il avait menacé de m'attaquer dans les journaux si je continuais à « me mêler aux affaires des soldats ».

Quand il vit qu'il se passait quelque chose, il s'efforça de renouer des relations amicales. Mais on le laissa en dehors des négociations, et, autant que je sache, on ne le tint même pas au courant.

Après grand nombre de conférences et de discussions entre M. Bonar Law, Sir Edward Carson, Lord Beaverbrook et moi-même, je soumis le mémoire suivant au Premier Ministre :

« 1^{er} décembre 1916.

« 1. Le Comité de Guerre se composera de trois membres. Deux d'entre eux seront le Premier Lord de l'Amirauté et le secrétaire d'Etat à la Guerre, qui doivent avoir dans leurs offices des délégués capables de prendre part aux discussions et de régler les affaires de leurs départements. Le troisième membre sera un Ministre sans portefeuille. Un des trois membres sera le Président du Comité.

« 2. Muni de pleins pouvoirs, mais soumis au contrôle

suprême du Premier Ministre, le Comité de Guerre diri-
gera toutes les questions relatives à la guerre.

« 3. Le Premier Ministre aura, à sa discrétion, le pou-
voir d'en référer au Cabinet, sur toute question.

« 4. A moins que le Cabinet, sur le rapport du Premier
Ministre, n'annule la décision du Comité de Guerre,
cette décision devra être exécutée par le département en
question.

« 5. Le Comité de Guerre aura le pouvoir d'inviter
à ses réunions les ministres et de convoquer les conseillers
experts et fonctionnaires de tous les ministères. »

Je montrai le document à Lord Derby, qui l'approuva
entièrement. Je le fis ensuite parvenir à M. Asquith,
après lui avoir expliqué en détail les raisons qui avaient
provoqué les conclusions de mon mémoire. Il me promit
d'y réfléchir et me fit connaître son opinion un peu plus
tard, le même jour. Je reçus de lui, dans la soirée, la
lettre suivante :

« 10 Downing Street,
« 1^{er} décembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« J'ai maintenant eu le temps de réfléchir à notre con-
versation de ce matin et d'étudier votre note.

« Bien que je ne puisse pas partager entièrement vos
vues sombres et vos prévisions sur la situation présente
et future, je suis complètement d'accord avec vous sur
le fait que nous avons atteint un point critique dans la
guerre et que, grâce à l'expérience acquise durant ces
derniers mois, il nous faut examiner de nouveau nos mé-
thodes et les réviser.

« Les deux principaux défauts du Comité de la Guerre,
qui a fait de l'excellente besogne, sont : 1^o Que le nombre

de ses membres est trop grand; 2° Qu'il se produit des retards, des hésitations et souvent des oppositions de la part des départements ministériels quand il faut exécuter ses décisions. Je voudrais ajouter: 3° Que le Conseil est souvent laissé par les départements dans l'ignorance d'informations essentielles et même vitales d'ordre technique, à propos des problèmes qu'il a à traiter; 4° Qu'il est surchargé de tâches, dont quelques-unes d'ordre secondaire.

« En conséquence, je suis tout à fait d'avis que le Comité de la Guerre doit être reconstitué; que ses relations avec les départements et son autorité sur les départements doivent être plus clairement définies et plus fortement affirmées.

« J'en viens maintenant à vos propositions spéciales. A mon avis, quels que soient les changements apportés à la composition et aux fonctions du Comité de la Guerre, le Premier Ministre doit en être le président. Il ne peut pas être relégué à l'arrière-plan dans le rôle d'un arbitre ou d'un rapporteur auprès du Cabinet.

« En ce qui concerne la composition, j'admetts que le Secrétaire à la Guerre et le Premier Lord de l'Amirauté en seront membres, nécessairement. Je suis disposé à leur ajouter le Ministre des Munitions dans la même catégorie. On pourrait leur adjoindre un autre membre sans portefeuille ou chargé de fonctions ministérielles relativement légères. Un de ces membres pourrait être nommé Vice-Président.

« Je ne me propose pas de discuter dans cette lettre la question délicate et difficile du personnel.

« Le Comité devrait, autant que possible, siéger *de die in diem*, et posséder des pleins pouvoirs pour faire exécuter promptement et effectivement par les départements ses décisions (toujours soumises à un appel devant le Cabinet).

« La reconstitution du Comité de la Guerre pourrait être accompagnée de l'installation d'un Comité de l'Or-

ganisation nationale qui traiterait du côté purement intérieur des problèmes de guerre et qui aurait dans ses attributs des pouvoirs exécutifs.

« Dans tous les cas, le Cabinet garderait son autorité suprême.

« Toujours sincèrement vôtre,

« H. A. ASQUITH. »

La réponse était fort peu satisfaisante. La contre-proposition du Premier Ministre n'aurait apporté aucune amélioration et n'aurait guère changé la situation existante. Le Premier Ministre devait présider le Comité. Tout ministre mécontent de ses décisions avait le droit d'en appeler au Cabinet avant qu'elles aient reçu un commencement d'exécution. Que penser, enfin, de ce Comité d'Organisation nationale qui devait siéger d'une façon tout à fait indépendante du Comité de la Guerre pour traiter les problèmes de guerre purement intérieurs?

1° Est-ce que la production et la distribution des vivres lui seraient attribuées?

2° Qu'en était-il des bateaux et de leur construction?

3° Est-ce que les questions de recrutement lui seraient laissées?

Si ces questions étaient soustraites à la connaissance et à l'autorité du Comité de la Guerre, il aurait un domaine plus limité et moins de pouvoirs que l'organe déjà existant du même nom. Convaincu que M. Asquith était décidé à ne rien changer à la direction donnée à la guerre, je résolus d'agir sans perdre de temps. J'écrivis à M. Bonar Law :

« War Office, Whitehall S. W.,
 « 2 décembre 1916.

« Mon cher Bonar,

« Ci-inclus la copie de la lettre du Premier Ministre.
 La vie de ce pays dépend maintenant d'une action résolue
 de votre part.

« Toujours vôtre,

« D. LLOYD GEORGE. »

J'avais vu M. Bonar Law tard dans la soirée de vendredi, et il fut décidé que nous marcherions de l'avant, avec notre plan de réorganisation, quelles que soient les conséquences.

Le samedi et le dimanche, M. Bonar Law fut empêtré dans une série de manœuvres maladroites où ses collègues conservateurs s'étaient engagés. Ils avaient perdu confiance en Asquith, mais ils ne me désiraient pas. Ils détestaient Carson et n'avaient pas une foi fanatique en Bonar Law. Que pouvaient-ils faire, ces pauvres diables? Eux-mêmes n'avaient pas d'idées bien claires, à ce sujet. L'histoire a été contée en détail par Lord Beaverbrook. J'ai appris pour la première fois bien des choses, quand j'ai lu son livre. Je ne pouvais faire avancer les choses aussi longtemps que Bonar Law ne connaissait pas exactement l'opinion des autres chefs conservateurs.

Toujours est-il que le dimanche, dans l'après-midi, Sir Maurice Bonham-Carter, le secrétaire du Premier Ministre, me demanda de revenir de la province où je me trouvais, pour parler de ces affaires avec son chef, qui avait quitté Walmer-Castle dans la même intention.

Dans l'entretien qui a suivi, nous avons discuté, M. Asquith et moi, l'ensemble du problème, dans l'esprit le plus amical et, finalement, nous sommes arrivés à une entente complète. Les termes de cet arrangement ont été

fixés par M. Asquith dans la lettre qu'il m'écrivit le matin suivant et il fit savoir à M. Bonar Law qu'un « complet accord » était intervenu.

Je rencontrais, en sortant, M. Bonar Law, sur mon chemin. Le Premier Ministre et moi-même devions nous retrouver le lundi pour discuter sur le personnel du nouveau Comité. A propos de cette question, je ne prévoyais pas de difficulté insurmontable. Mais l'entrevue du lundi n'eut jamais lieu. Et jamais plus je n'eus le privilège de conférer avec M. Asquith, Premier Ministre.

Dans les journaux du lundi matin, avait paru la nouvelle suivante :

« Le Premier Ministre a décidé de conseiller à Sa Majesté, en vue d'une poursuite plus active de la guerre, une reconstruction du Ministère. »

Dans le cours de la matinée, je reçus une lettre du Premier Ministre :

« 10 Downing Street S. W.,
« 4 décembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« Des publications comme l'éditorial du *Times* d'aujourd'hui montrent qu'il y a des possibilités infinies de malentendus et d'erreurs à propos de l'arrangement que nous avons examiné hier et me font douter qu'il soit réalisable.

« A moins que l'impression que je suis relégué dans la position d'un spectateur irresponsable de la guerre ne soit corrigée aussitôt, je ne puis pas continuer.

« L'arrangement que vous m'avez suggéré avait pour conséquence de donner au Premier Ministre un contrôle suprême et effectif sur la politique de guerre.

« L'agenda du Comité de Guerre devra lui être soumis; son président lui fera un rapport chaque jour; le Premier

Ministre pourra l'engager à considérer des idées ou des propositions spéciales; et toutes ses conclusions seront soumises à l'approbation ou au veto du Premier Ministre. Il peut aussi, quand il lui conviendra, assister aux séances du Comité.

« Sincèrement vôtre,

« H. H. ASQUITH. »

Quand je lus cette lettre, je sentis que le Premier Ministre avait complètement changé de ton. Il n'y avait plus rien de la cordialité et de l'amitié qui avaient caractérisé notre conversation de dimanche. Je n'avais lu aucun article du *Times*, et je n'avais communiqué ni directement ni indirectement avec son propriétaire ou son éditeur (1). Vraiment, j'étais trop satisfait à l'idée qu'une rupture avait été évitée par une solution qui donnait quelques chances à une énergie nouvelle dans l'action guerrière pour faire quoi que ce soit qui mît en péril l'achèvement de l'arrangement nouveau.

Je répondis ce qui suit :

« War Office, Witehall S. W.,
« 4 décembre 1916.

« Mon cher Premier Ministre,

« Je n'ai pas lu l'article du *Times*. Mais j'espère que vous n'attachez pas à ces élucubrations plus d'importance qu'elles n'en méritent. Voilà des mois que j'ai à supporter de telles erreurs d'appréciation.

« Northcliffe désire franchement un krach. Derby et moi nous ne le désirons pas. Northcliffe voudrait rendre cet arrangement, comme tout autre, impossible sous votre

(1) Lord Beaverbrook l'explique très clairement dans son récit de ces événements.

ministère. Derby et moi attachons une grande importance à vous maintenir — effectivement — dans votre position actuelle. Je ne puis pas retenir, ni, je le crains, influencer Northcliffe.

« J'accepte pleinement dans sa lettre et dans son esprit votre résumé de l'arrangement projeté (réserve faite pour le personnel).

« Sincèrement vôtre,

« LLOYD GEORGE. »

Pendant tout ce lundi, je cherchai à avoir le rendez-vous avec le Premier Ministre qui m'avait été promis. Je fus constamment écarté par ses secrétaires. Enfin, un entretien me fut accordé pour six heures du soir.

Il n'eut jamais lieu. Mais voici le texte d'une note que mon secrétaire particulier me fit parvenir tard dans la soirée au War Office :

« Bonham Carter fait dire que le Premier Ministre n'a pas l'intention de vous faire déranger cette nuit. Il va vous écrire. »

Entre temps, le Premier Ministre s'était engagé dans une série d'entretiens avec mes collègues (libéraux et conservateurs hostiles au nouveau Cabinet). Il avait même convoqué une réunion officielle de tous les ministres libéraux pour discuter la situation. Elle devait avoir lieu à l'heure fixée pour notre entretien. M. Arthur Henderson, lui aussi, avait été invité à y prendre part. Je ne reçus pas de convocation, bien que je fusse encore membre du Cabinet et que je n'eusse rien fait qui pût me priver de mon droit d'être convoqué à la conférence. Mon dernier acte avait été de me mettre d'accord avec le Premier Ministre sur la solution qui devait être discutée dans cette réunion.

Le mardi matin je reçus la lettre suivante du Premier Ministre :

« 10 Downing Street S. W.,

« 4 décembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« Je vous remercie de votre lettre de ce matin. Le Roi m'a donné l'autorisation de demander et d'accepter les démissions de tous mes collègues et de former un nouveau Gouvernement, suivant des directives que je dois lui soumettre. En conséquence, je pars avec une ardoise nette.

« La première question que j'aie à considérer est celle de la constitution du nouveau Comité de la Guerre.

« Après un complet examen de l'affaire sous tous ses aspects, je suis arrivé décidément à la conclusion qu'il n'est pas possible qu'un pareil Comité fasse un travail utile sans avoir à sa tête le Premier Ministre comme président. J'admets volontiers qu'il lui sera nécessaire, étant donné les multiples appels faits à son temps et à son énergie, de déléguer de temps en temps la présidence à un autre ministre, comme à son représentant et *locum tenens*, mais, s'il veut conserver une autorité correspondant à sa responsabilité, il faut que le Premier Ministre continue à être ce qu'il a toujours été, le président permanent du Comité. Tout autre arrangement (celui que je vous indiquais, par exemple, dans ma lettre d'hier) me paraît, après mûre réflexion, devoir être jugé pratiquement impossible et incompatible avec le contrôle final et suprême que le Premier Ministre doit exercer.

« L'autre question que vous avez soulevée concerne le personnel du Comité. Ici encore, après mûres considérations, je ne puis consentir à certaines de vos suggestions. Je suppose que nous sommes d'accord tous les deux sur la nécessité qu'il y a d'introduire le Premier Lord de l'Amirauté dans le Comité. Je ne puis pas (comme je vous l'ai

dit hier) être partisan d'une combinaison provoquant le déplacement de M. Balfour. Avec Sir John Jellicoe comme Premier Lord de la Mer, la partie technique du Ministère de l'Amirauté a été reconstituée. Je crois nécessaire, dans les conditions présentes, que M. Balfour soit à la tête de ce Ministère.

« Je dois ajouter que Sir Edward Carson (pour lequel personnellement et de toutes façons j'éprouve la plus grande estime) n'est pas du seul point de vue qui me préoccupe (à savoir la conduite plus efficace de la guerre) l'homme le plus qualifié parmi mes collègues présents ou passés, pour être membre du Comité de la Guerre.

« En résumé, voici ce que j'ai à dire. Le Comité de la Guerre pourrait être réduit en nombre (ceci sans vouloir diminuer le moins du monde la valeur du Comité existant qui, à mon avis, est un organe extrêmement efficace et qui a fait et fait encore un travail inestimable); réduit en nombre, il pourrait siéger fréquemment et travailler plus facilement les problèmes quotidiens dont il a à s'occuper. Mais, dans une reconstruction de ce Comité que j'ai en vue et que j'avais projetée il y a quelque temps, la considération dominante, pour moi, c'est la capacité spéciale des gens qui y siégeront pour l'œuvre qu'il a à remplir.

« Je me réserve à moi-même le droit de trancher cette question.

« Très sincèrement vôtre,

« H. H. ASQUITH. »

Cette lettre était une répudiation complète de l'accord que M. Asquith avait conclu avec moi dimanche, et qu'il avait confirmé dans sa lettre du lundi. Il avait pris la décision de revenir sur sa parole sans me donner l'occasion de discuter avec lui. Il connaissait toutes les critiques. Il refusait résolument de me voir, bien qu'il eût promis de le faire. Si j'étais revenu sur ma parole, je sais quelle eût été la nature des com-

mentaires qu'auraient fait sur ma personne ceux qui agissaient avec acharnement pour persuader à M. Asquith de manquer à ses promesses. Comme tout ceci aurait convenu à la légende de méfiance qu'ils ont forgée assidûment depuis des années et qui paraît être leur seul article de foi.

Je me sentis donc obligé de lui envoyer la réponse suivante :

« War Office, Whitehall S. W.,
« 5 décembre 1916.

« Mon cher Premier Ministre,

« J'ai reçu votre lettre avec quelque surprise. Vendredi dernier, je vous ai fait des propositions qui, non seulement impliquaient votre maintien comme Premier Ministre, mais vous donnaient le contrôle suprême sur la guerre, tout en chargeant d'autres que vous des fonctions exécutives soumises à ce contrôle. Je pensais que vous aviez accueilli favorablement ces suggestions. En effet, c'est vous-même qui avez proposé que je sois le président de ce Comité exécutif, bien que je n'en aie jamais, comme vous le savez, formulé la demande. Samedi, vous m'avez écrit une lettre dans laquelle vous abandonniez cette proposition. Vous m'avez fait chercher dimanche et vous m'avez fait d'autres offres qui prirent corps dans la lettre que vous m'avez écrite lundi :

« Le Premier Ministre a le contrôle suprême et effectif de la politique de guerre.

« Le programme du Comité de la Guerre lui sera soumis; le président chaque jour lui fera un rapport; le Premier Ministre pourra amener le Conseil à examiner des sujets ou des propositions particulières et toutes les décisions qu'il prendra seront soumises à l'approbation du Premier Ministre ou à son veto. Il pourra

« aussi, quand il le jugera bon, assister aux réunions du « Comité. »

« Ces propositions sauvegardaient en tous points votre position et votre pouvoir. Je vous ai immédiatement écrit pour les accepter « dans l'esprit et dans la lettre ». Il est vrai que dimanche j'ai exprimé certaines vues sur la constitution du Comité, mais elles étaient matière à discussion. Aujourd'hui, ce sont vos propres propositions que vous repoussez.

« Je me suis efforcé à l'extrême de remédier aux défauts évidents du Comité de la Guerre sans renverser le Gouvernement. Comme vous le savez, plusieurs fois pendant ces deux dernières années j'ai cru devoir exprimer mon profond mécontentement au sujet des méthodes du Gouvernement dans la conduite de la guerre. Plusieurs fois, quand la route de la victoire nous était ouverte, nous avons retardé et hésité, tandis que l'ennemi élevait des barrières qui finalement ont fait échouer notre approche. Il y a eu retard, hésitation, manque de prévoyance et de clairvoyance. Je me suis efforcé à plusieurs reprises d'avertir le Gouvernement des dangers, verbalement et dans des mémoires et lettres que je vous prie instamment de me laisser publier si mon action est contrariée. Mais je n'ai pas réussi à provoquer des décisions, ou, lorsque j'ai réussi, il était trop tard pour éloigner le péril.

« La dernière illustration de ces faits est notre échec lamentable, quand il aurait fallu donner à temps un appui à la Roumanie.

« Plus d'une fois, j'ai demandé à être déchargé de la responsabilité que je porte, pour une politique que je désapprouve entièrement. Mais, à votre urgente requête, je suis resté dans le Ministère. Je comprends que, lorsqu'un pays traverse les périls d'une grande guerre, les ministres n'ont pas la même liberté de démissionner, à propos d'un désaccord. En même temps, j'ai toujours senti — et senti profondément — que je me trouvais

dans une position fausse, puisqu'il m'était impossible de défendre de tout mon cœur l'action d'un Gouvernement dont j'étais un membre.

« Nous avons laissé échapper occasion après occasion. Après des réflexions profondes et angoissées, je suis convaincu qu'il est de mon devoir de quitter le Gouvernement pour pouvoir informer le peuple de l'état réel de ses affaires et lui donner l'occasion, avant qu'il ne soit trop tard, de sauver la terre natale d'un désastre qui est inévitable si les méthodes présentes persistent plus longtemps.

« Comme tout retard est fatal en temps de guerre, je mets, sans autres pourparlers, mon portefeuille à votre disposition.

« C'est avec un grand regret que j'ai pris cette décision. En dépit d'insinuations basses et indignes — mais qui, je le crains, sont inévitables de la part d'hommes occupant des positions éminentes mais qui ne sont pas les plus hautes — j'ai éprouvé un profond attachement pour vous, qui étiez mon chef. Ainsi que vous me l'avez dit dimanche, nous avons travaillé côté à côté pendant dix ans et n'avons pas eu de querelle, bien que nous ayons eu quelques graves différends sur des questions politiques. Vous m'avez traité avec une grande courtoisie et de l'amitié. Je vous remercie de tout cela. Rien n'aurait pu me conduire à me séparer de vous, sinon la conviction absolue que la façon d'agir qui a été pratiquée a menacé l'Angleterre — et non pas seulement l'Angleterre, mais, dans le monde entier, les principes que vous et moi, pendant toute notre vie politique, avons toujours soutenus — du plus grand péril qui les ait jamais dominés.

« Comme j'ai conscience pleinement de l'importance qu'il y a à conserver l'unité nationale, je me propose de donner à votre Gouvernement un appui complet, dans la poursuite vigoureuse de la guerre. Mais l'unité sans l'action ce n'est rien : c'est un carnage futile et je ne puis

en prendre la responsabilité. Vigueur et clairvoyance sont à cette heure les besoins suprêmes.

« Sincèrement vôtre,

« D. LLOYD GEORGE. »

Sa réponse et le reste de la correspondance qui suivit expliquent la marche des événements qui mirent fin à la Coalition Asquith.

« 10 Downing Street,

« 5 décembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai lu votre lettre d'aujourd'hui avec beaucoup de regret.

« Je ne veux pas la commenter en ce moment, sinon pour remarquer que je ne puis pas accepter complètement votre récit de ce qui s'est passé entre nous, en ce qui concerne mes rapports avec le Comité de la Guerre; en particulier, vous avez omis de citer la première partie de ma lettre d'hier qui était la plus importante.

« Très sincèrement vôtre,

« H. H. ASQUITH. »

« Je suis convaincu en tout cas que vous voyez la nécessité évidente dans l'intérêt public de ne rien publier en ce moment de notre correspondance. »

« War Office, Whitehall S. W.,

« 5 décembre 1916.

« Mon cher Premier Ministre,

« Je ne puis pas annoncer ma démission sans en donner les raisons. Votre demande de ne pas publier la corres-

pondance qui y a conduit et qui l'a nécessitée me place dans une situation embarrassante et injuste. Il faut que je donne les raisons de cette grave résolution. Si vous interdisez la publication de la correspondance, avez-vous une objection à ce que j'expose sous une autre forme ma version des causes qui ont amené ma démission?

« Sincèrement vôtre,

« D. LLOYD GEORGE. »

« En ce qui concerne la première partie de votre lettre, la publication de la correspondance l'engloberait comme le reste. »

« 10 Downing Street S. W.,
« 5 décembre 1916.

« Mon cher Lloyd George,

« En réponse à votre dernière lettre, vous changerez peut-être d'avis, si je vous dis que je viens d'offrir ma démission au Roi.

« En tout cas, je vous prie instamment dans l'intérêt public de ne pas publier en ce moment les lettres que vous m'avez envoyées ce matin.

« A vrai dire, je n'ai ni le pouvoir ni le désir de vous empêcher d'exposer sous une autre forme les causes qui vous ont conduit à cette démarche.

« Très sincèrement vôtre,

« H. H. ASQUITH. »

Après la démission de M. Asquith, M. Bonar Law fut appelé par le roi et chargé de la mission de former un ministère. Il suggéra aussitôt au souverain de convoquer à Buckingham Palace quelques-unes des personnalités dirigeantes ayant pris part aux dernières discussions, ainsi que M. Balfour et M. Henderson, pour voir s'il était pos-

sible d'éviter une rupture de l'unité de la nation en constituant un Gouvernement national, sous la présidence de M. Balfour.

L'histoire racontera comment, à cette conférence de Buckingham Palace, nous nous sommes tous déclarés prêts à servir sous M. Balfour — tous, sauf M. Asquith, qui s'écria avec indignation :

« Quelle est cette proposition? Moi qui, pendant huit ans, ai tenu la première place, on me demanderait d'occuper une position secondaire! »

Ceci fit rompre la conférence. M. Asquith, par conséquent, refusait ses services à la combinaison Bonar Law.

M. Bonar Law déclina ensuite la mission de former le ministère et il recommanda au Roi de me faire appeler. Il adopta cette tactique en dépit des avis contraires que M. Balfour, Sir Edward Carson et moi-même nous lui donnâmes. Je n'avais jamais recherché ni désiré la présidence. Je savais avec quelle habileté mon élévation à ce poste, en ces circonstances, serait mal interprétée; je savais aussi que, dans un Cabinet Bonar Law, dont avaient été éliminés les éléments d'obstruction, le Comité de Guerre aurait les meilleures chances d'agir harmonieusement et énergiquement. Enfin, j'étais certain que M. Bonar Law me laisserait les mains libres et qu'il m'accorderait l'appui d'un chef loyal; c'est tout ce que je désirais.

Mais il refusa d'écouter nos demandes pressantes et réunies et j'eus à assumer la terrible responsabilité de la présidence dans une guerre embourbée, alors que la moitié au moins de mon parti et plus de la moitié du Parti ouvrier m'étaient âprement hostiles, qu'une portion importante du parti conservateur (y compris la plupart des chefs) était soupçonneuse et méfiante.

J'examinai avec attention les possibilités. Un peu moins de la moitié des membres libéraux à la Chambre m'accordaient leur appui. Tous les ministres conservateurs

dans le Gouvernement, sauf M. Bonar Law, étaient hostiles à ma présidence. L'attitude du Parti ouvrier était douteuse, mais ne m'était pas complètement opposée. J'avais la certitude que M. Bonar Law et Sir Edward Carson m'apporteraient une coopération active (c'étaient les chefs de beaucoup les plus influents parmi les conservateurs, si on ne considère que le gros des troupes), ainsi que Lord Milner. Celui-ci jouissait d'une grande influence auprès de l'élite intellectuelle des tories et auprès des *Die-Hards* (intransigeants), deux groupes qui ne sont pas du tout identiques.

Si je m'assurais l'adhésion de M. Balfour, je pouvais affronter l'opposition des autres mandarins conservateurs. Il n'avait, je le sentais bien, ni l'énergie ni l'initiative, ni les dons administratifs requis pour le poste de Premier Lord de l'Amirauté en un tel moment critique. Son élimination de l'Amirauté était une demande non écrite que j'avais soumise à M. Asquith.

M. Balfour avait été informé par M. Asquith de l'opinion hostile que j'avais conçue de son administration et de ma requête au sujet de son renvoi. Toutefois, j'ai découvert depuis qu'il m'avait appuyé quand je réclamai un changement dans la direction de la guerre et qu'il avait refusé de participer à une reconstruction du Ministère sous M. Asquith.

Après avoir été informé des objections que j'élevais contre son maintien à l'Amirauté, il écrivait, au même moment, au Premier Ministre :

« Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Je pense toujours : a) qu'un effondrement du Gouvernement provoqué par la retraite de Lloyd George serait un malheur; b) que lui donner libre jeu dans un Comité de la Guerre qui agirait tous les jours est une expérience qui mérite d'être tentée; c) mais qu'il est inutile de la tenter, sauf d'une façon qui permette à Lloyd George d'agir dans les conditions qu'il juge les plus favorables pour le succès »

Et il concluait en insistant pour que sa propre démission fût acceptée et pour « qu'un loyal essai fût offert au Comité de la Guerre à la George ».

Je n'ai rien su de ces lettres, à cette époque. Je savais seulement que j'avais tenté de faire sortir M. Balfour de l'Amirauté, que ce fait lui avait été certainement rapporté, et que, dans ces conditions, un rapprochement avec lui offrait peu d'espoir. Je confesse que j'avais sous-estimé cet attachement passionné à la patrie qui brûlait sous cet extérieur calme, indifférent, froid en apparence.

M. Bonar Law entreprit de le sonder. Il était au lit, malade. Bonar Law lui offrit le poste des Affaires étrangères. Il accepta sans ces hésitations, sans ces déclarations oiseuses sur le devoir patriotique dans lesquelles se seraient complu, et se sont complu dans la suite, des hommes plus petits et moins sincères que lui.

Mais, au moment où M. Bonar Law le quittait, M. Balfour se tourna soudain vers lui et lui dit: « Voulez-vous me dire franchement pourquoi Lloyd George était si désireux de me mettre à la porte de l'Amirauté? » Et, avec sa brusquerie habituelle, Bonar Law lui répondit: « Vous feriez mieux de le lui demander vous-même. »

Tout récemment, j'ai appris que mes objections à son maintien à l'Amirauté avaient été pour lui, jusque dans les derniers jours de sa vie, une cause de perplexité douloreuse. Il pensait que je lui en voulais du récit communiqué à la presse sur la bataille si contestée du Jutland. Ce récit, sans aucun doute, faisait naître l'impression, même dans l'esprit le mieux disposé, que la victoire était discutable. Mes raisons de penser qu'il n'était pas le meilleur choix pour l'Amirauté n'avaient aucun rapport avec cet épisode. Le Premier Lord (de l'Amirauté) pendant la grande guerre aurait dû être un homme possédant des ressources inépuisables et par conséquent une grande énergie physique et des réserves de force. Ses fonctions exigeaient qu'on portât aux détails

une attention incessante. J'y ai réfléchi de longues heures, matin et soir. M. Balfour ne convenait évidemment pas à un pareil poste.

J'ai déjà remarqué que l'histoire de ces cinq jours de décembre 1916 et des efforts qui y furent faits pour amener un système nouveau dans la direction de la guerre, et qui aboutirent, contrairement à mon désir et à mes intentions, à un changement de ministère et à la retraite de M. Asquith, a déjà été racontée avec beaucoup de détails par Lord Beaverbrook, dans le second volume des *Politiciens et la Guerre*. Ce récit présente les événements du point de vue de M. Bonar Law, qui est celui de l'auteur. Naturellement, je les considérais à cette époque sous un angle un peu différent. Mais il n'y a entre nous aucune divergence substantielle au sujet des lignes principales et des phases de cette crise.

Il y avait une tragique amertume dans la situation qui se développait, ces jours-là, et qui imposait de force une séparation entre moi et des collègues avec qui, pendant de longues années, j'avais travaillé, dans la collaboration la plus heureuse et la plus fructueuse. Cette séparation, plus tard, fut aggravée et perpétuée par la malice d'esprits mesquins, et elle empoisonna par ses conséquences le développement politique futur de notre patrie.

Mais jusque dans le pire se découvrent des aspects plus lumineux. L'un d'entre eux, ce fut ce contact intime entre M. Bonar Law et moi-même, que nous n'avions pas auparavant expérimenté. Il servit de fondement à une compréhension mutuelle et à une réelle amitié, qui sont parmi les plus heureux de mes souvenirs politiques.

A partir du moment où je fus invité par le Roi à former un Gouvernement, je fus tellement accablé d'affaires urgentes qui ne souffraient pas de retard, que je ne trouvai pas l'occasion de présenter au public mes raisons qui justifiaient l'action politique terminée par la chute du Cabinet Asquith.

Il ne s'agit pas seulement ici du temps consacré à la formation du Gouvernement. Quelques jours de conversations, de négociations et d'ajustements suffisent, et, à ce propos, je voudrais rendre hommage au tact, à la sagesse et à la loyauté de M. Edmond Talbot (aujourd'hui Lord Fitz Alan), qui nous seconda, M. Bonar Law et moi, dans notre tâche délicate et même périlleuse. Il adoucit certaines difficultés et probablement il écarta certaines indiscretions.

Mais, au moment où le Gouvernement fut constitué, il y avait une quantité d'affaires pressantes qui auraient dû être réglées il y a quelques mois: la production des aéroplanes; les vivres à fournir au pays; la protection de nos bateaux et le développement de nos constructions maritimes; la meilleure mobilisation des recrues; la mission en Russie; les mouvements pour la paix en Allemagne; plus tard, la note pour la paix du Président Wilson; tout cela ne constituait qu'une partie des tâches qui appelaient l'attention du Cabinet de guerre. Dans ces circonstances, M. Bonar Law et moi ne pouvions pas entamer une controverse sur les causes qui avaient conduit à la crise récente. Cette considération mise à part, nous en étions venus, tous deux, à la conclusion qu'il n'était pas désirable d'avoir des discussions sur des questions personnelles capables de mettre en danger l'unité nationale et de compromettre la coopération nationale. Aucun de nous ne publia de notes sur ce sujet. Si nous l'avions fait, on ne s'en serait pas tenu là, nous le savions bien; nous aurions été forcés de répondre aux critiques inévitables et aux commentaires de ceux qui, libérés des soucis et du fardeau du pouvoir, avaient plus de temps à consacrer à ces choses et, comme on le vit plus tard, un penchant plus vif à y revenir.

En ce qui concerne M. Bonar Law, une pareille décision était probablement la meilleure. Mais il n'est pas douteux que mon influence dans le parti libéral a beau-

coup souffert de ma négligence à exposer mon cas. Des récits tendancieux étaient déjà répandus dans tout le pays. On leur laissa le temps de prendre racines, et quand j'eus enfin des loisirs, il était trop tard pour les arracher.

C'est dans le privé que l'on faisait le gros du travail, dans les conciliabules confidentiels des associations libérales, répandues dans le pays. Des faits saillants étaient supprimés; d'autres étaient dénaturés. Quand, après la fin de la guerre, je repris mon activité politique, je fus étonné de toutes les légendes qui courraient à propos de ce qui était réellement arrivé.

Quand j'ai demandé à M. Asquith de publier la correspondance, il a refusé d'y consentir, pour des motifs d'intérêt public. Je fus donc plutôt étonné, quand il alla s'adresser à des membres libéraux quelques jours après sa démission, et leur expliqua pourquoi il s'était retiré, de le voir résumer quelques-uns des passages de ses propres lettres, en citer d'autres textuellement, mais omettre complètement de communiquer à ses auditeurs les déclarations que j'avais faites, en réponse. Il en donnait la raison suivante: « *Je ne veux pas lire sa lettre parce qu'elle est privée, et qu'elle a un caractère très confidentiel.* »

Il n'avait pas jugé nécessaire d'expliquer, dans l'intérêt du *fair play*, que je l'avais prié de publier cette lettre dont il disait qu'elle était privée et confidentielle. Il communiqua l'impression à ses auditeurs que l'accord de dimanche n'était pas du tout un accord, mais uniquement une proposition en vue de discussions ultérieures. Il ne les informa jamais qu'il avait dit à M. Bonar Law, après notre entretien de dimanche, que lui et moi avions accepté les textes, et que la seule question laissée en suspens pour des débats postérieurs était celle du personnel futur. Il ne dit pas que ce soir-là il avait donné le même renseignement à feu M. Montagu et à Lord Reading. Il n'informa pas non plus l'assemblée que le lundi j'avais

demandé à plusieurs reprises à le voir et qu'il avait refusé de m'accorder un entretien. Il ne leur fit pas connaître davantage ce fait important qu'une réunion de tous les membres libéraux du Cabinet fut convoquée lundi soir pour examiner la situation et que je ne fus pas invité à y prendre part.

Il leur cacha le fait qu'à la conférence de Buckingham Palace, présidée par le Roi, il avait refusé de servir dans un ministère national sous la présidence de M. Balfour, bien que M. Bonar Law, M. Henderson et moi-même ayons été tout disposés à le faire. Il ne leur dit pas que, lorsque M. Bonar Law fut chargé de former un Gouvernement national, il avait refusé, après consultation de ses collègues libéraux, de se joindre à lui.

Il est évident que si ces faits essentiels avaient été communiqués aux membres qu'il avait réunis au Reform Club, ils auraient eu une vue différente de ces transactions. Malheureusement, en faisant défaut, nous permîmes à ce jugement très partial de s'établir, et parce qu'il ne fut pas contredit, ce récit tronqué fut accepté par la majorité libérale dans le pays, comme un compte rendu loyal de ce qui était arrivé.

Je ne veux donner qu'un exemple de la façon dont on influença contre moi les libéraux à cette époque. Voici un discours prononcé par M. Runciman devant ses électeurs aussitôt après qu'il eut quitté le Ministère.

« Quand il constitua son Gouvernement nouveau, le Premier Ministre actuel demanda à ses collègues unionistes de collaborer avec lui; il fit la même demande au Labour Party et il invita à se joindre à lui un seul ministre libéral. Je n'étais pas celui-là. Quand mes électeurs m'interrogent pour savoir pourquoi je ne me suis pas rallié au nouveau Gouvernement, je ne puis que leur répondre: « Il m'a été impossible d'accepter une invitation qui ne m'a pas été adressée (1). »

(1) J'ai lu pour la première fois les discours de MM. Runciman

Il n'y a jamais eu un exemple meilleur de *suppressio veri*. Si M. Runciman avait dit à ses électeurs que, pendant la réunion des Ministres libéraux, le lundi, il était de ceux qui avaient résolu de ne pas faire partie d'un ministère qui ne serait pas présidé par M. Asquith, et qu'à cette réunion ma présidence avait été discutée comme la seconde solution possible; s'il les avait informés qu'il avait été un de ceux qui avaient conseillé à M. Asquith de ne pas prendre du service sous un autre Premier Ministre, il aurait fait naître dans l'esprit de ses auditeurs une tout autre impression. Ce qu'il désirait clairement leur faire croire, c'est que, tandis que j'invitais conservateurs et travaillistes à se joindre à mon Gouvernement, je débarquais joyeusement et délibérément tous mes anciens collègues, sauf un.

et Asquith quand j'ai commencé à écrire cette histoire. C'est dire combien j'étais occupé.

CHAPITRE XXXVI

QUELQUES ESQUISSES DE PERSONNALITÉS

1) M. Asquith

Lord Morley me dit un jour: « Asquith aurait dû être juge. Il aurait été un grand juge. Je me souviens, ajouta-t-il, d'une conversation que j'eus récemment avec Arthur Acland, à propos des temps anciens où Acland, Asquith et moi avions l'habitude de nous rencontrer pour discuter politique. Je disais: « Quel gentil camarade c'était! » Acland répliqua: « Oui. Mais l'avez-vous jamais entendu émettre un avis qui fût le sien ? Je dus confesser que, s'il discutait avec une grande intelligence et beaucoup de force chaque proposition avancée par d'autres, il ne soumettait jamais à notre examen une idée qui lui fût propre. »

Asquith, ceci n'est pas douteux, avait non seulement l'esprit mais le tempérament du juge. Je ne l'ai guère rencontré avant d'entrer avec lui dans le même Cabinet. Mais, durant les onze ans pendant lesquels nous fûmes membres du Gouvernement Campbell-Bannerman et de son propre ministère, j'ai eu de nombreuses occasions de le voir. J'ai toujours eu une admiration sans limites pour ses dons incomparables d'exposition lucide et logique, pour sa maîtrise dans le choix des mots et pour sa rhétorique puissante comme un marteau de forgeron.

Quand j'en vins à le connaître comme collègue et surtout quand je servis sous ses ordres, mon admiration grandit et devint plus profonde. Son intellect massif et bien ordonné fonctionnait avec la précision et la rectitude d'un outil parfait et puissant. Mais il attendait que des propositions lui fussent soumises.

Il ne conduisait pas; il ne prenait pas d'initiatives. Il décidait à propos des projets placés devant lui. Dans la paix ou dans la guerre, jamais il n'explorait attentivement les besoins du pays et n'inventait les moyens de les satisfaire. Il ne traitait pas les questions telles qu'elles surgissaient, mais telles qu'elles lui étaient présentées. Mais, alors, son jugement dépassait celui de n'importe quel autre chef politique que j'aie rencontré.

Il n'élaborait pas de plans nouveaux, mais il n'hésitait jamais à examiner tous les plans qui lui étaient soumis d'une façon claire et qui avaient fait sur son esprit logique l'impression d'avoir été auparavant bien conçus. Il a toujours été essentiellement le juge. Quand il avait accepté un plan, il usait de sa grande autorité afin d'obtenir pour lui l'approbation du Cabinet. Et quand il en arrivait à recommander le projet à l'acceptation de la Chambre des Communes, il mettait dans sa présentation une telle force d'évidence que ses critiques restaient surpris d'avoir émis des doutes un instant.

Un tel esprit était d'une valeur incomparable dans la conduite des affaires, aussi longtemps que la paix régnait et que des affaires graves n'exigeaient pas l'originalité, l'ingéniosité, l'initiative. Il était particulièrement précieux dans un Cabinet où siégeaient plusieurs hommes capables et remplis d'idées auxquelles ils voulaient donner une sanction administrative ou législative. Mais, quand vint le Déluge, Noé s'y adapta mieux que ne l'eût fait Gamaliel.

S'il n'y avait pas eu la guerre, l'administration d'Asquith, laissant le souvenir d'une direction sage, fruc-

tueuse et féconde, aurait tenu jusqu'à la fin une place aussi haute que n'importe quel autre Gouvernement dans l'histoire de l'Angleterre, et son chef se serait dressé comme une statue imposante sur le piédestal d'œuvres distinguées que ses dons spéciaux auraient achevées. Ce piédestal, d'ailleurs, il l'occuperait toujours. Le Cabinet de 1906-1914 fut un des Conseils les plus capables qui aient jamais dirigé les affaires d'un grand pays.

Mais la guerre exige d'autres qualités. Quelle part doivent prendre les chefs politiques dans la conduite d'une guerre, ceci est une question qui est très discutable. La ligne de démarcation n'a jamais été tracée, probablement parce qu'elle ne peut pas être rigide. Tant de choses dépendent de conditions qui ne sont jamais les mêmes dans deux guerres différentes, et qui varient et fluctuent de temps à autre, au cours de la même guerre! Tant de choses dépendent aussi des personnalités engagées, qu'elles soient civiles ou militaires! Lincoln est intervenu vigoureusement auprès de Mac Lellan, mais il a laissé à Grant les mains libres. Il n'y a jamais eu une guerre où l'action et l'impulsion civiles aient été plus essentielles au succès que la grande guerre de 1914-1918.

Dans ces volumes, j'ai indiqué les directions où l'aide civile s'est trouvée être indispensable. Elles concernent l'organisation de notre force militaire. De même, certains avis civils, pris à temps, auraient pu empêcher des désastres. Il y a certaines qualités nécessaires que doit posséder essentiellement le Premier Ministre de la Couronne pendant une grande guerre. Je n'ai pas l'intention d'en dresser le tableau complet. Mais il doit avoir du courage, du calme et du jugement. Tout cela, M. Asquith le possédait à un suprême degré. Il donna à la nation une direction pleine de dignité, sinon l'impulsion vigoureuse qui la secoue.

Mais un Ministre de temps de guerre doit avoir aussi la clairvoyance, l'imagination et l'initiative. Il doit faire

preuve d'une puissance de travail inlassable, il doit étendre à chaque sphère de l'activité guerrière le coup d'œil, la vue d'ensemble constante; il doit posséder la force d'impulsion qui stimule cette activité; il doit être en contact perpétuel avec les experts officiels et non officiels, pour délibérer sur la meilleure façon d'utiliser les ressources du pays, d'accord avec les Alliés, en vue de l'achèvement de la victoire. Si vous ajoutez à tout cela un certain flair pour conduire le grand combat, vous avez un Ministre de guerre idéal.

M. Asquith, avec ses qualités les plus hautes, ne répondait pas assez à cette description pour devenir un Premier Ministre heureux, dans une guerre qui exigeait tous ces dons, tendus à l'extrême. Mais si on met à part ces insuffisances, il est clair que les nerfs du Premier Ministre, en ce temps-là, s'étaient relâchés : il donnait l'impression d'un homme accablé, ébranlé, affaibli non seulement par le poids, mais par la variété et la complexité de son fardeau.

Dans cette lutte la plus grande de l'histoire du monde, était-il en soi qualifié pour le rôle de Ministre de temps de guerre, ceci peut être sujet à discussion. Mais qu'il ait été tout à fait incapable, en ce moment critique, d'assumer une tâche aussi importante, n'a pas paru douteux à ceux qui se tenaient constamment en contact avec lui, en ce temps-là.

La volonté d'Asquith devenait visiblement plus molle, plus lente, plus défaillante sous la pression de la guerre. Et puis surgit la tragédie personnelle qui brisa sa force. La mort de son brillant fils — Raymond — vint sur lui, l'assomma et, visiblement, il chancela sous le coup. Elle vint en un temps où il avait besoin de tout le calme, de toute la pondération et de toute la fermeté d'esprit dont peut disposer un homme. Car une crise était survenue où le chef doit intervenir, décider et diriger.

Ce fut un malheur pour l'Angleterre que ce grand

homme d'Etat, qui avait la responsabilité suprême, fut moins égal à sa tâche qu'il ne l'avait été pendant tout le reste de sa carrière éminente. M. Bonar Law, qui était bien disposé envers lui, était de cette opinion et l'a exprimée à plusieurs reprises au cours de conversations que j'eus avec lui.

2) Lord Haldane

Haldane était une personnalité déconcertante. Entre amis, il parlait sans cesse; en public, il parlait avec volubilité et d'interminables longueurs, sur tous les sujets. Son discours était un torrent rapide, menu, impétueux, d'une richesse sonore qui coulait monotonement.

Néanmoins, malgré sa faconde, il était un réalisateur. C'était, avant tout, un cerveau plein d'idées, qui les concrétait, mais ne savait pas les exposer brièvement. Voilà qui explique l'abondance de ses paroles. Malgré ce défaut, ce juriste bavard était un homme d'action. Il y avait un lieu où il ne parlait guère — et c'était le Conseil des Ministres. Il était presque son membre le plus silencieux.

Il fut, de l'avis général, le meilleur Ministre de la Guerre depuis Cardwell. Ce fut lui qui organisa la Force expéditionnaire qui aida à sauver Paris. Il fonda l'Armée territoriale qui aida les restes de notre armée régulière à tenir les tranchées boueuses de Flandre, en attendant l'arrivée des recrues nouvelles. Il eut le mérite de créer le Corps des Cadets, qui donna à l'armée de Kitchener des lieutenants jeunes et intelligents. Il comprit que le War Office devait avoir une machine pensante et façonna un Etat-Major général. Ce ne fut pas la faute de Lord Haldane, si Lord Kitchener ne s'en servit pas.

Sur l'éducation, il suggéra nombre d'idées pratiques, dont quelques-unes portèrent des fruits. Il avait une éner-

gie sans bornes. Sans cesse il cherchait à créer quelque chose. Cette combinaison d'idées et d'actions est fatigante pour des spectateurs indolents. Aussi cette classe de politiciens le considérait-elle avec méfiance.

Dès qu'Haldane avait une idée, il n'avait plus de repos, et avait recours à tous les expédients, à toutes les ruses pour la réaliser. Mais le paresseux et le stérile ne savent pas distinguer entre l'intrigue et l'action. Aussi Haldane passait-il pour un intrigant.

De toutes les grandes personnalités politiques, c'est la plus sympathique que j'aie rencontrée. Je l'aimais beaucoup. Mais il n'a jamais été un de mes amis personnels.

Nous appartenions à des sections du parti différentes et parfois fort opposées. Il était un libéral impérialiste. J'étais un pro-Boer. Mais la façon dont il fut abandonné par des hommes qui étaient ses amis dévoués — ou du moins à qui il était dévoué — devant le tapage de patriotes bruyants, qui dansent toujours autour du drapeau, comme si c'était leur chose, fut une des trahisons les plus vilaines de l'Histoire anglaise.

Le peuple britannique est foncièrement équitable. Si les puissants amis de Haldane avaient pris parti pour lui, s'ils avaient mis en valeur les services rendus par lui au pays pendant cette guerre, s'ils avaient prouvé l'insignifiance des accusations portées contre ses penchants peu patriotiques, une réaction se serait produite en sa faveur et les chefs Tories n'auraient pas osé refuser leur coopération, sous prétexte que l'organisateur de la Force expéditionnaire et de la Territoriale restait dans le Gouvernement.

Haldane était un brave homme sans égoïsme. Il ne s'est jamais lamenté. Il ne s'est pas plaint du traitement subi. Toutefois, il ressentit le coup. Je l'ai rarement vu depuis son départ. Je conserve pourtant la vision d'un homme abattu, courbé, qui s'en allait lentement de son domicile de Queen Anne's-Gate au Conseil Privé, où il était juge.

3) Lord Balfour

La première fois que je vis M. Balfour, il était au sommet de la renommée et de la popularité. C'était en 1890, quand je fis mon entrée dans la Chambre des Communes. Il était l'homme d'Etat le plus acclamé parmi les unionistes et par conséquent le personnage le plus détesté parmi les partisans du Home-Rule.

Pour les premiers, il était la personnification de la force; pour les seconds, l'incarnation de la brutalité. La façon impitoyable dont il gouvernait l'Irlande ne lui eût pas procuré son prestige parlementaire, si elle n'avait été accompagnée par la dextérité consommée avec laquelle il défendait son action dans la salle des séances du Parlement. Il faisait face à une phalange d'orateurs irlandais brillants qui maniaient toutes les armes de la critique parlementaire la plus efficace : l'éloquence, l'humour, l'invective, sans oublier l'imagination.

Avec ces armes, ils avaient transpercé et tailladé ses prédécesseurs et les avaient laissés saignants, épuisés et défigurés. M. Balfour prouva qu'il était plus que de taille à lutter contre le meilleur d'entre ses adversaires et contre tous. Il les battit au jeu où ils s'étaient montrés de tels maîtres. On m'a dit que, sur l'estrade des réunions, il a toujours été hésitant et sans puissance. Mais, entre 1887 et 1905, qui marqua la fin de son Ministère, il fut le plus adroit de tous les orateurs de la Chambre des Communes de ce temps-là, si on en excepte M. Gladstone, le plus grand des gladiateurs parlementaires.

Ma première rencontre avec lui eut lieu pendant la session de 1902. Il pilotait à la Chambre des Communes une mesure qui provoquait la résistance la plus acharnée que l'on ait opposée jusqu'alors à une loi : la loi sur l'éducation, de 1902. Jour après jour, pendant la

majeure partie de ces six mois, il fit naviguer son projet à travers la Chambre, contre une opposition obstinée, dont je constituais un des éléments les plus infatigables et les plus fatigants. A la fin de cette lutte, nous étions amis. Cette amitié, je l'ai conservée et appréciée jusqu'à la fin de sa vie.

Sa faiblesse comme chef démocratique se révéla dans la controverse de 1903-1906 sur le libre échange. Son esprit était trop détaché aux yeux de l'ardeur qui naît d'une foi fort peu curieuse des faits. Il ne croyait pas que les tarifs menaceraient notre commerce. Mais il n'avait pas non plus la conviction ardente qu'ils augmenteraient notre prospérité. Au fond du cœur, il pensait que des deux côtés les protagonistes exagéraient pour les besoins de la cause. Comme 90 % de son parti soutenait énergiquement les propositions protectionnistes de M. Chamberlain, un homme d'Etat, adoptant le point de vue de M. Balfour, ne pouvait leur donner qu'une direction incolore, alors qu'une propagande rageuse et brutale était la seule capable de donner la victoire à l'équipe de son parti dans une telle question.

La défaite de 1906 marqua virtuellement la fin de son principat. Il se traîna, chef nominal dont on se méfiait, jusqu'au moment où les deux élections désastreuses de 1910 le débarquèrent avec, derrière ses talons, le hurlement sauvage jailli de la jungle des partis. Il se retira, alors, avec grâce, dans l'isolement plein d'honneurs, réservé aux hommes d'Etat émérites.

En cette qualité, il rendit plus de services durables à sa patrie que dans les positions plus brillantes qu'il avait jusqu'alors occupées. Les tâches qu'il accomplit dans ce rôle trouvèrent leur point culminant à la Conférence de Washington, quand il y représenta l'Angleterre à la première et à la seule conférence du désarmement qui ait eu quelques résultats.

En plus d'une occasion, son expérience vaste et variée,

qui s'alliait à une intelligence lucide et mûre, illumina les délibérations, dans les jours sombres.

Pendant la guerre, son courage, qui ne fléchit pas, fortifia les esprits tremblants, aux heures du doute et de la peur. Il y eut des temps de fatigue, parfois de dépression, des moments même d'effroi caractérisé durant le terrible conflit mondial. Quand ils survinrent, j'ai vu des hommes qui passaient pour être forts donner des signes de lassitude. Mais M. Balfour n'était pas de ceux-là. Jamais il ne se laissa dompter, même dans les pires moments.

C'est dans le Conseil des Ministres qu'il révélait sa force et sa faiblesse. Il écoutait attentivement tout ce que l'on y disait et ne perdait pas un mot. Quand, avec l'âge, il fut devenu dur d'oreille, il ne put plus saisir tout ce qui était dit autour de la table par des orateurs qui laissaient tomber leur voix ou qui articulaient d'une façon indistincte. Car ceci est la faute élémentaire et désagréable de la plupart des Anglais qui parlent en public.

M. Bonar Law était un exemple illustre du premier défaut. A un mètre de distance, il était difficile d'entendre ce qu'il disait dans le cabinet. Alors, M. Balfour se levait de sa place, se tenait debout près de l'orateur et, quand celui-ci avait fini, retournait s'asseoir. Quand son tour était venu d'exprimer une opinion, soigneusement et clairement, il alignait les arguments en faveur d'un parti à prendre, et quiconque n'aurait pas eu l'habitude de ses méthodes se serait dit qu'il penchait fortement en faveur de ce projet.

Mais alors survenait l'inévitable : « Mais, d'autre part », et le Cabinet écoutait la présentation, aussi logique et aussi bien informée, de la thèse contraire. Puis il faisait une pause, rejettait la tête en arrière, regardait vaguement du côté de la fenêtre et, sur un ton hésitant, ajoutait peut-être : « Mais, si vous me demandez

quel parti nous pourrions prendre, je dois dire que je me sens perplexe. » Je l'ai souvent entendu discuter de cette façon. Il voyait trop clairement les deux côtés du problème pour arriver promptement à la conclusion. Il donnait l'impression d'un homme qui n'attachait pas une très grande importance au choix entre les deux solutions, pourvu que l'on se tînt fermement à l'une d'entre elles dans la suite. C'était, en somme, à nous de choisir. Il se ralliait d'avance à la décision.

Ces habitudes d'esprit intriguaien et, à l'occasion, agaçaient Clemenceau, l'homme qui n'a jamais eu de doutes, pas même en matière de religion. Je me souviens qu'au Conseil de la Guerre à Versailles, en 1918, les ministres des Affaires Etrangères avaient été chargés de prendre une décision dans une question importante. Ils se réunirent, choisirent M. Balfour comme président. Quand le moment fut venu pour eux de présenter un rapport au Conseil, M. Clemenceau fit appeler M. Balfour. Celui-ci, comme il en avait l'habitude, énuméra une série de raisons dans les deux sens et s'arrêta.

M. Clemenceau, étonné, fit remonter ses gros sourcils, ouvrit de grands yeux et dit :

— C'est fini?

M. Balfour répondit :

— Oui, monsieur.

Alors, d'un ton un peu mordant, Clemenceau lui rétorqua en anglais :

— Mais enfin, êtes-vous pour ou contre?

M. Balfour, évidemment, n'avait pas pris de résolution et parut peu disposé à répondre. En fin de compte, il se prononça pour la négative.

Tant qu'il fut Premier Ministre, je ne sus rien de ces habitudes d'esprit. Pendant le temps de son fameux secrétariat de l'Irlande, il fut capable de décisions promptes et impitoyables. Il déploya alors les plus hautes qualités de l'homme d'action, non seulement dans ses

mesures répressives, mais constructives. Avec la loi sur les propriétés, la construction des cottages, le développement des ports et des campagnes, il sut faire des choses hardies en Irlande, et certaines de ses contrées les plus pauvres témoignent aujourd'hui encore de sa pensée et de son action bienfaisantes. J'étais opposé à certaines parties de sa grande loi sur l'éducation de 1902. Mais on ne saurait mettre en doute la volonté dont il fit preuve pour faire triompher une mesure qui révolutionna l'éducation populaire en Angleterre et dans le Pays de Galles. Plus tard, quand il n'eut plus la responsabilité suprême dans la direction des affaires, et qu'il prenait les choses avec plus de philosophie, il lui arriva, de temps à autre, de se hausser à la hauteur des grandes décisions. Sa conduite à la Conférence navale de Washington en 1921-1922 fournit une preuve indubitable qu'il savait choisir, quand il était mis en présence d'un dilemme, et pourvu de l'autorité nécessaire pour le résoudre. Mais dans les Comités et plus tard dans les Cabinets où il n'avait pas à agir, la peinture que je viens de faire correspondait exactement à ses méthodes de discussion.

Ce serait une erreur de croire qu'il n'était d'aucune utilité dans le Conseil. Vous pouvez aussi bien prétendre que le résumé d'un juge capable n'a pas de valeur parce qu'il est impartial et ne donne pas de direction au jury concernant le verdict qu'il est appelé à rendre. Fort souvent, il a placé devant nous des considérations, dans les deux sens, que nous, les autres, nous n'aurions pas aperçues.

Ce résumé était attendu par tous ses collègues comme le moyen de comprendre les aspects réels d'une question à résoudre et la force des arguments pour ou contre en vue de la décision à prendre. Un esprit cultivé, de la qualité la plus fine, de l'expérience la plus mûrie, de la plus profonde pénétration, étudiait et disséquait les problèmes et les plaçait devant les ministres, comme

dépouillés, pour qu'ils puissent examiner et juger.

Je comprends très bien pourquoi ces dons, si précieux au sein d'un Conseil, le rendaient inapte à jouer le rôle de chef de parti. Mais, en dépit de ces doutes et de ces hésitations, il était avant tout un homme brave, un homme sans peur. Dans des questions relativement secondaires, il reculait devant les conclusions et donnait par suite une impression fausse d'irrésolution. Mais, en face des décisions capitales, il ne pâlissait ni ne se dérobait. Il était patriote jusqu'aux moelles et jamais il ne perdit confiance dans l'invincibilité de sa patrie.

L'énergie physique, la fertilité d'imagination, l'ingéniosité infatigable lui firent défaut quand il s'agit d'administrer l'Amirauté pendant la grande guerre. Mais ni les récits lamentables sur le nombre croissant de nos bateaux coulés par les sous-marins allemands, ni l'impuissance apparente de nos amiraux à arrêter ces événements désastreux ne réussirent à l'abattre.

Un jour qu'il entendait des amiraux lire la liste des naufrages du jour précédent, il fit ce commentaire :

— C'est très contrariant. Ces Allemands sont intolérables.

Il ne savait pas comment empêcher les attaques allemandes contre nos bateaux. Il admettait seulement que, tôt ou tard, on y parviendrait. D'ici là, les pertes étaient « contrariantes ». Ce n'était pas évidemment l'homme qu'il fallait pour stimuler et organiser l'activité de notre marine pendant une crise.

Mais il était l'homme idéal pour le Foreign Office et pour aider le Cabinet à prendre de grandes résolutions. Pendant la guerre, et plus tard quand il fallut faire la paix, son apport fut de premier ordre. Comme charme personnel, il était sans effort au premier rang des hommes d'Etat que j'ai connus. Et, pour ses dons intellectuels, je ne sais si j'ai jamais rencontré une intelligence aussi lumineuse dans la Chambre du Conseil.

4) Sir Edward Carson

Un jour que je me rendais avec Lord Robert Cecil de Paris au Quartier général de Douglas Haig, après avoir abordé une quantité de sujets, nous en vinmes à parler des meilleurs avocats de notre temps. Sans hésiter, il me dit qu'à son avis Sir Edward Carson était le plus grand. Je lui demandai s'il avait entendu Sir Charles Russell. Il me répondit que oui, mais qu'il n'égalait pas Carson.

Je n'ai jamais entendu plaider Sir Edward Carson, mais, pendant près d'une génération, j'ai été témoin de ses méthodes à la Chambre des Communes et senti quelle était sa personnalité. Je puis très bien me rendre compte de sa puissance sur un jury. Il avait au suprême degré le don d'aller droit au point qui pèse pour déterminer l'opinion, et de le présenter, de l'imposer avec des mots, une voix, une éloquence qui poussaient ses auditeurs, là où il désirait conduire leurs sentiments.

J'imagine aussi la vigueur terrible de ses interrogatoires : la pénétration qui lui permettait de voir le côté faible dans la cause de l'adversaire, de saisir le défaut dans l'histoire racontée par un témoin, et la faiblesse du témoin lui-même ; je me représente l'habileté implacable et sans relâche qui le faisait poursuivre la proie, jusqu'à ce qu'elle fût à sa merci, la force dramatique qui abattait ou qui détruisait.

J'ai remarqué quelques-uns de ces dons dans la part qu'il prit à la guerre. A peine se fut-il joint à la coalition d'Asquith en 1915, qu'il pénétra les faiblesses les plus grandes de l'administration de la guerre — les défauts fatals des deux personnalités sur qui pesait le poids de sa direction : le Premier Ministre et Lord Kitchener. Le Premier Ministre avec son manque d'initiative et d'action, Lord Kitchener avec cette attention absorbée par les détails de moindre importance, cette incapacité

de saisir certains problèmes de la guerre, comme s'ils échappaient à sa vue, cet évanouissement des forces physiques et nerveuses, sources de son énergie, autrefois, cette habitude de cacher ses insuffisances sous le manteau du secret professionnel.

Les Cabinets, tout comme les offices placés sous des directeurs, sont en général composés de gens qui aiment à croire que tout va bien, aussi longtemps du moins qu'ils ont la responsabilité des affaires. Les questions de Carson transperçaient toute complaisance et irritaient ses collègues des deux partis. Il exaspérait le Premier Ministre, dont l'aversion peut-être morbide pour tout ce qui est peu agréable, à chaque séance du Cabinet, était contrariée par l'éclat de ce scalpel redoutable.

Affranchi de l'effroi que lui avait causé son étroite association avec Sir Edward Carson, M. Asquith était fort peu disposé à renouveler le tourment de sa présence au Conseil. Ceci n'est pas étranger à l'opposition qu'il fit aux propositions concernant un Conseil de Guerre indépendant formulées par M. Bonar Law et par moi-même en décembre 1916. Le nom de Sir Edward Carson avait été prononcé. A partir de ce moment, l'idée fut vouée à une défaite immuable.

Carson était très fortement opposé à l'expédition des Dardanelles, avant d'entrer dans le Cabinet, et jamais il n'a changé d'avis sur le peu de sagesse de cette entreprise désastreuse. Mais dès qu'il fit partie du gouvernement, et qu'il comprit combien nous y étions engagés, il vit l'importance qu'il y avait à la mener à bonne fin avec toutes les forces alliées disponibles. Il saisit clairement qu'un échec aurait eu des répercussions désastreuses pour notre prestige en Orient, qu'il aurait encouragé les Turcs à un redoublement d'activité contre nos forces d'Egypte et de Mésopotamie; qu'il aurait fortifié l'attitude des éléments pro-germains en Bulgarie et découragé la Roumanie.

Il se rendait compte aussi qu'après la perte de la Serbie et l'occupation des Balkans par la Bulgarie, notre seule chance de couper les communications entre la Turquie et les Puissances centrales, c'était d'ouvrir les Dardanelles et de frayer un accès à notre flotte dans le Bosphore en passant par la mer de Marmara. La meilleure chose à faire était donc, à son avis, de continuer l'opération avec les forces nécessaires à son accomplissement. Ici encore, il déployait ce sens des réalités qui était une qualité éminente de son esprit.

Pour dévoiler la fraude, le charlatanisme et la suffisance, Sir Edward Carson était sans rival. Mais il ne possédait ni les dons naturels ni l'expérience qui font un bon administrateur. Même comme membre du Cabinet, il possédait ce défaut capital que des siècles d'habitude ont fait germer chez tous les hommes de sa race — il était opposé par nature à tout gouvernement quel qu'il fût. Qu'il fût en fonctions ou hors de fonction, il était toujours contre le Gouvernement actuel. Sir Henry Wilson souffrait du même esprit de contradiction fort peu maniable.

Des siècles de mauvaise administration ont fait des Irlandais la race des gens qui sont « contre ». Pour arracher ce germe de leur nature, ils devront faire l'expérience prolongée d'un gouvernement autonome qui réussit. Sir Edward, sous ce rapport et sous bien d'autres, était le type même de l'homme qui est contre. Pendant la guerre, il se retira des deux Cabinets, alors que tous deux, à l'époque de sa démission, jouissaient de l'appui complet de son parti. Il ne pouvait pas faire autrement. L'appel du sang était irrésistible.

Dans l'opposition, jamais personne ne donna à la critique une voix plus puissante que la sienne. Des hommes de moins d'autorité, de courage et de talent oratoire, eussent été mis de côté par les ministres, d'un coup de plumeau.

Un murmure sur les devoirs du patriotisme les aurait réduits au silence ou les aurait privés d'auditeurs. Mais, avec Sir Edward Carson, il n'en était pas ainsi. M. Bonar Law aurait-il eu recours à la menace suprême d'une rupture, s'il n'avait pas craint le fouet de Carson et sa langue terrible ? Je me le demande parfois. Lord Beaverbrook le savait bien, et se servit largement de ces circonstances pour persuader à son ami d'affronter la chance la plus favorable de sa carrière.

5) M. Bonar Law

M. Baldwin a dit un jour, dans un discours sur Bonar Law, que sa coopération avec moi pendant la guerre fut l'exemple de la plus parfaite association dans l'histoire politique. Cette constatation a dû paraître bien étrange à ceux qui ne connaissent pas les faits de très près.

Je me souviens qu'au seuil de ma carrière officielle un observateur très fin qui avait eu le privilège d'entrer dans l'intimité de plusieurs politiciens de grande envergure, au cours de sa longue vie politique, me dit : « Mettez-vous bien dans la tête qu'au sommet il n'y a plus d'amitié. »

En ce temps-là, cette remarque me choqua comme celle d'un cynique désabusé. Après de longues années d'expériences, j'aimerais pouvoir écrire qu'elle me paraît injustifiable. Il y a des rivalités et des jalousies dans chaque profession et dans chaque métier. En politique elles sont avivées et accentuées par une perpétuelle discussion publique sur les mérites et les défauts respectifs et opposés des grands personnages qui occupent la scène. Parfois ces discussions sont suscitées par l'intérêt sincère qu'on prend à un sujet qui attire le public; celui des qualités bonnes ou mauvaises des personnalités bien connues. Parfois elles sont provoquées par l'admiration

qu'on éprouve pour un des chefs politiques en évidence qu'on place au-dessus de tous les autres. Les vertus et les dons des dirigeants constituent un élément important dans les atouts du parti auquel ils appartiennent. Il est donc inévitable que l'exagération des qualités dont leurs propres chefs sont doués et la dépréciation des dons qui caractérisent les chefs des partis rivaux soient une des méthodes employées dans la bataille politique.

Trop souvent critiques et panégyriques sont provoqués par pure malveillance et malice. Un des grands a eu l'infortune de s'attirer l'hostilité d'un opposant, et une méthode efficace de se venger, par méchanceté, consiste non seulement à déprécier les capacités de l'objet qu'il hait et l'œuvre qu'il a accomplie, mais aussi à louer très haut le personnage désigné par la faveur publique comme son rival. Toutes ces causes tendent à alimenter les intrigues qui exaltent l'un ou l'autre des hommes d'Etat au dépens des autres. L'amitié ne peut pas fleurir dans une telle atmosphère. Toutefois, pendant près de cinq ans, celle de Bonar Law pour moi, et mon amitié pour lui, n'ont pas seulement survécu : elles n'ont pas cessé de grandir d'année en année. Quand sa mauvaise santé mit fin à cette collaboration et à ce compagnonnage, j'ai ressenti cette séparation plus profondément que tout ce que j'ai pu endurer pendant ma vie politique.

A ce moment-là, la tâche du Gouvernement était si absorbante, que ceux qui ne travaillaient pas ensemble se perdaient de vue et faisaient route chacun de son côté.

Aussitôt après sa retraite, il quitta l'Angleterre pour aller faire un long séjour dans le sud de la France, et ni lui ni moi ne nous adonnâmes au plaisir de la correspondance. Quand il revint de sa cure de santé sur le continent, il retrouva d'autres relations qui étaient nettement hostiles à notre amitié.

Si j'avais eu plus de loisirs et lui moins, notre association politique si remarquable n'eût fini qu'avec sa mort

tragique, et certains chapitres dans l'histoire de la Grande-Bretagne, dans celle du monde, peut-être, auraient été différents de ceux que la plume du Destin a écrits, de son encre indélébile.

Il n'y a jamais eu deux hommes qui aient offert un contraste plus complet, comme tempérament et comme armature intellectuelle. Nous n'avions rien de commun, sinon une humble origine. Son père était pasteur presbytérien dans une pauvre paroisse. Le mien était instituteur, à une époque où les salaires dans cette profession étaient la moitié de ceux d'un balayeur municipal d'aujourd'hui. Nous avons eu la même éducation sévèrement puritaire.

Ces influences lointaines nous différenciaient complètement des autres personnages influents avec qui lui et moi nous avions affaire: M. Balfour, Lord Curzon, Lord Lansdowne, Lord Derby, Lord Milner, M. Churchill et Sir Edward Grey. Ils venaient vraiment d'une autre planète. Lui et moi, nous avons dû, très probablement sans le savoir, être rapprochés l'un de l'autre, par ces influences durables qui nous pénétraient.

M. Asquith lui aussi venait d'une famille et d'un milieu semblables au nôtre. Mais il s'est toujours efforcé de rompre avec son passé et de se donner l'apparence d'un homme qui serait né dans un monde auquel il n'avait appartenu, en réalité, ni par les origines, ni par les dispositions, ni par les buts, et de se conformer du mieux qu'il pouvait à cette nouvelle ambiance. Bonar Law aurait dédaigné de pareilles contorsions, pour s'adapter à des conditions sociales qu'il détestait et qu'il méprisait.

Lord Morley me racontait ce que lui avait dit un jour un Juif éminent : « Toute ma vie j'ai essayé de sortir du ghetto mais j'ai complètement échoué. » M. Asquith s'efforçait, péniblement et ouvertement, de sortir de « Béthel », mais bien qu'il eût réussi à le laisser bien loin derrière, il fut toujours un étranger en visite, dans

toute autre maison. Il se sentait mal à l'aise dans l'une ou l'autre des « deux nations » de Disraëli. Il évitait le contact direct avec le peuple et il n'a jamais eu les traditions et le charme de l'aristocratie.

Jamais il n'a apprécié les qualités intellectuelles de Bonar Law, ni la fibre, belle mais forte de son caractère. Durant les sombres jours de la guerre j'ai suggéré à M. Asquith de réunir les membres éminents du cabinet chaque soir, pour passer en revue la situation et examiner ce que l'on pouvait faire pour améliorer la position des Alliés. Il approuva ma proposition. Nous avons discuté alors sur quelques noms. Tous les pairs et aristocrates du Cabinet se trouvaient inclus dans sa liste. Je prononçai alors le nom de Bonar Law, qui était chef du parti torie. Il répliqua, d'un ton mordant: « Mais il a l'intelligence d'un huissier de Glasgow. »

Et c'est ainsi que Bonar Law, le chef qualifié du parti le plus nombreux au Parlement britannique, fut exclu d'une consultation comprenant tous les partis au sujet d'événements qui pouvaient déterminer le destin de la Grande-Bretagne et l'avenir de l'humanité. Il n'était ni un patricien, ni un académicien. Il n'était pas non plus inquiétant, comme certains d'entre nous menaçaient de l'être. Alors pourquoi introduire ce personnage vulgaire dans une assemblée aussi choisie?

Ceci caractérise l'attitude d'esprit de M. Asquith envers Bonar Law. Il ne sous-estimait pas ses capacités. Il ne leur accordait aucune valeur. Ses origines, son éducation, son bagage intellectuel, ses préjugés, son extérieur même, et ses façons d'agir, tout en lui, excitait l'antipathie de M. Asquith. Quand il entra dans le Cabinet de Concentration formé par Asquith, Bonar fit très peu pour dissiper cette impression d'infériorité intellectuelle. Les problèmes qu'il abordait étaient neufs pour lui, et les premiers commentaires qu'il en fit exprimaient crûment les sentiments d'un homme d'action capable et sen-

sible sur des projets qui ne lui étaient pas très familiers.

Il fallut quelque temps à son esprit viril et logique pour saisir exactement les terribles complexités de la guerre mondiale, et il n'avait pas à sa disposition ce lot de platiitudes pompeuses et conventionnelles dont de moins capables que lui masquaient la pauvreté de leurs connaissances et l'indigence de leurs facultés. M. Asquith, bien qu'il possédât une intelligence puissante et lumineuse et une maîtrise parfaite de la phraséologie, s'est toujours laissé impressionner par des idées traditionnelles quand elles étaient revêtues du jargon approprié. Bonar Law parlait simplement, naturellement, le langage d'un commerçant écossais. Voilà pourquoi M. Asquith et M. Bonar Law n'ont jamais eu la moindre compréhension amicale.

Mais à cette antipathie fondamentale de M. Asquith pour M. Bonar Law, il y avait une autre raison. Ce dernier était pessimiste par tempérament. Il avait en général une vision sombre du monde et des événements. Asquith était un optimiste. « Attendre et voir », telle était l'expression naturelle de son humeur confiante dans l'avenir de toutes les choses où il était mêlé. Elles peuvent paraître obscures et déplaisantes, en ce moment. Mais attendez un peu, et vous verrez que pour vous tout finira par s'arranger à merveille. Il ne pouvait pas supporter autour de lui les prophètes de malheur.

Bonar, au contraire, aimait à s'étendre sur les difficultés d'un projet ou d'une perspective. Bien qu'il fût pessimiste de nature, il n'a jamais désespéré du succès final, si les Alliés faisaient un usage énergique de leurs ressources. Lorsque, durant la coalition Asquith, le falot M. Keynes chercha à déchaîner la panique, en prédisant un proche effondrement de notre crédit financier, la sagacité pratique de Bonar Law vint au secours des poltrons et fut de bon conseil. Son premier mouvement, quand un projet ou une perspective étaient placés de-

vant lui, c'était de s'accrocher à leurs difficultés et à leurs dangers. Je trouvais utile et même fort amusante cette réaction spécifique. Dès que je formais des plans, je les mettais sous les yeux de Bonar Law pour les éprouver à son contact de sceptique peu enthousiaste.

Je me mettais au travail de très bonne heure et aussitôt après le breakfast, je me promenais dans le corridor du n° 11 de Downing Street pour y fumer et causer avec Bonar. Nous commentions les nouvelles du matin et le travail de la journée. Si j'avais élaboré quelque projet, invariablement je le lui soumettais avant de le présenter au Cabinet. Sa réaction était toujours la même. Il accumulait les difficultés et les obstacles (d'ordre politique en général) qui pouvaient s'opposer à la réalisation de ces idées. Il avait un don incomparable de critique positif. Quand il avait fini d'aligner ses objections, je savais qu'on ne pouvait rien dire de plus contre mes plans.

Parfois je sentais que les objections étaient d'une force insurmontable, et j'abandonnais le projet entièrement. En d'autres cas, je jugeai nécessaire de changer ou de modifier mon idée, pour tenir compte de l'obstacle que je n'avais pas prévu, mais qu'il avait mis en valeur. Mais quand j'arrivai à la conclusion que ses objections n'étaient pas suffisantes pour détourner le Gouvernement d'entreprendre et de réaliser un projet particulier, je sortais de notre conversation fortifié dans mon dessein. Je lui disais alors, en ces occasions : « Bien, Bonar, si il n'y a rien de plus à dire contre ce plan, je pense que je vais le présenter aujourd'hui même, au Cabinet de Guerre. » D'habitude, il approuvait. Car il savait que je ne manquais jamais d'écouter ses avis et que je leur accordais tout le poids qu'ils méritaient. Dès que j'avais acquis son consentement, je n'avais pas, pour mes plans, de plus loyal défenseur.

Il possédait un réel courage. Ce n'était pas l'audace

de l'insouciant, ni la bravoure joyeuse du sanguin. Il prévoyait des complications partout et toujours, et souvent il les exagérait. Néanmoins, il leur faisait face sans broncher si elles se produisaient. Il était à la fois sans peur et craintif. Sa grande phrase, quand il commençait et souvent quand il terminait une conversation, c'était: « Voilà qui nous promet des masses d'ennuis. » Toute manœuvre à la Chambre des Communes, et surtout parmi les partisans du Gouvernement, le déconcertait. En ces occasions, quand il était plus abattu que d'habitude, j'avais coutume de lui dire: « Changeons de rôles. Vous prenez le mien et je m'installe dans le vôtre. » Ceci mettait fin, en général, à la discussion.

Il s'effrayait avant de prendre la responsabilité de décisions bonnes peut-être en elles-mêmes, mais qui, si elles avaient mal tourné, auraient lésé de façon irréparable les intérêts du pays. Il n'était presque pas de jour, pendant ces années, où l'on n'eût à prendre des résolutions de cette importance. Cette répugnance à se décider, quand les divergences d'opinions étaient sérieuses, tel était le défaut curieux de cet homme si résolu et si vraiment brave. Elle n'en existait pas moins. Je pense qu'elle était due à une méfiance de soi-même qui le portait à mettre en doute son jugement, et à un mélange de conscience et de prudence qui lui faisait craindre de se tromper.

Son attachement à Lord Beaverbrook était dû, en grande partie, mais non pas totalement, à ce défaut naturel. Il trouvait un appui et une force en cet ami énergique, dont l'habileté pratique lui donnait confiance et dont le dévouement personnel était hors de discussion. Son succès remarquable en si peu de temps et dans un parti comme le parti conservateur fut dû, ceci ne fait aucun doute, aux préparatifs rapides de Beaverbrook.

M. Bonar Law n'était pas sans ambition, mais ce mobile n'était pas assez puissant pour triompher des hési-

tations d'un tempérament aussi timoré. M. Asquith a dit de lui, un jour, qu'il était « modestement ambitieux ». L'insistance énergique de Lord Beaverbrook et son épaulement inflexible eurent raison de ses craintes. Presque brutalement, il le poussait en avant. Il croyait en lui, comme dans le meilleur successeur de M. Balfour quand celui-ci abandonna la direction du parti conservateur. J'étais certainement de cette opinion en ce temps-là, et, depuis, je n'ai pas eu de raison de changer d'avis.

C'est une tragédie qui vint assombrir le pessimisme de ses dernières années. Dès qu'il eut pris racine, il s'étendit rapidement sur son esprit, comme un parasite, et finit par cacher la force du granit qui était en dessous. Les chocs causés par une suite de grands malheurs brisèrent en lui, à ce qu'il semble, la joie et jusqu'au désir de vivre. Il perdit une femme à qui il était entièrement dévoué et la guerre lui enleva deux beaux garçons qu'il adorait. Pour faire pousser la plante de l'espérance, une vie calme, pleine de succès sans revers, est le climat le meilleur.

Telle avait été la vie de M. Bonard Law jusqu'au moment où la fatalité surgit et froissa tout ce bonheur. Jusque-là, l'éclat de son regard ne paraissait pas obnubilé par le doute. Je me souviens de l'avoir rencontré dans les couloirs de la Chambre des Communes, après y avoir présenté mon budget de 1909. Il me dit: « Bah! vous venez trop tard pour sauver votre parti. Si nous avions aujourd'hui des élections générales, il n'y aurait pas plus de cinquante députés libéraux réélus en Angleterre, et dès qu'un gouvernement commence à perdre son influence, il ne peut plus la recouvrer. »

Il était donc, à ce moment-là, d'un optimisme presque enfantin, quand il considérait la tournure des événements où il se trouvait mêlé. Quelle différence avec le Bonar de 1916 dont le nerf de l'espérance avait été paralysé par les éclairs d'un nuage noir! A peine étions-nous

installés côte à côte dans le même Cabinet qu'il me dit un jour: « Dans six mois, Asquith sera l'homme le plus populaire d'Angleterre. » Sa face s'était penchée vers le crépuscule et jusqu'à la fin ne se retourna jamais plus.

Il ne m'a jamais paru apprécier le côté gai de la vie. Un soir que nous étions à Paris pour conférer avec le gouvernement français, je l'emmennai voir *La Fille de Madame Angot*, le joyeux opéra-comique. Je n'ai jamais vu un homme plus tristement ennuyé. Il quittait continuellement la salle pour le foyer, où je le retrouvais, fumant sa pipe. Et quand je lui demandai s'il ne s'amusait pas à cette représentation, il me répondit : « Ce serait très supportable, si l'on n'y chantait pas... »

A Cannes, c'était avant la guerre, nous passions en voiture, par une journée ensoleillée, sur la route qui conduit au terrain de golf de Cagnes. Le ciel était sans nuages; la mer était bleue, comme seule peut l'être la Méditerranée, et, sur notre gauche, se dressaient, en amphithéâtre, les Alpes-Maritimes crêtées de blanc. Je me tournai vers Bonar et lui demandai s'il ne trouvait pas cela magnifique. « Je n'ai pas beaucoup de goût pour les paysages », me répondit-il d'une voix plutôt mal timbrée.

Le soir précédent, j'avais assisté à la représentation d'un opéra de Mozart. C'était *Le Séral*, je crois. Je l'entendais pour la première fois et j'avais été frappé par son exquise beauté. Je le racontai à Bonar. Mais la seule réaction qu'il eut devant mon enthousiasme fut dans ces mots: « Je n'ai pas beaucoup de goût pour la musique. » Nous approchions du terrain de golf. Nous aperçûmes en train de jouer de fort jolies femmes. J'appelai l'attention de Bonar sur elles. « Les femmes ne me disent rien », telle fut sa réponse laconique.

« Voudriez-vous m'expliquer, m'exclamai-je exaspéré, ce qui vous intéresse? La nature, la musique, la femme

ne vous disent rien. Mais alors qu'est-ce que vous aimez? — J'aime le bridge », répondit-il.

Etait-il laborieux? C'était un travailleur assidu et tranquille. Avant d'exprimer une opinion au Conseil ou en public, il s'appliquait à maîtriser son sujet. Il lisait avec soin toutes les pièces qui lui étaient envoyées; mais je ne l'ai jamais surpris compulsant des sources d'information étrangères, pour aboutir à des conclusions plus larges et moins officielles, dans la matière de ses investigations.

Quand l'occasion l'exigeait, il travaillait avec acharnement, mais il n'était pas énergique. Il aimait son fauteuil; et il était l'esclave de sa pipe. Il détestait les déjeuners et les dîners longs, non seulement parce qu'il était indifférent à la bonne chère, mais parce qu'ils retardaient le moment où il pourrait sortir sa pipe bien-aimée. Elle contribua, je pense, à ruiner sa santé.

Quand il préparait un discours, il s'asseyait dans un fauteuil, la tête bien appuyée, et étendait ses longues jambes sur le rebord de la cheminée. Il était ami du repos et de ses aises. Comme Premier Ministre, son cri de guerre était: « Tranquillité! » C'est caractéristique. Il avait en horreur non seulement les querelles et les tumultes, mais tout ce qui exigeait une vie ardente, commandait un déploiement d'énergie et de vigueur. On ne peut pas dire qu'il fût endormi, ni, certes, atteint de torpeur, mais il n'éprouvait pas constamment le besoin d'agir.

Comme homme, il était gentil, bon garçon, même gai, parfois, la noblesse même. La rudesse de son discours n'était qu'une habitude de style et il ne fallait pas le moins du monde l'attribuer à une froide brutalité qui prendrait plaisir à infliger des blessures.

Ces impressions permettent d'expliquer ce qui va suivre, quand je raconterai comment commença notre action en commun, et comment elle se poursuivit sans être bri-

sée, à une allure qui n'a pas de précédent. Il n'est pas exagéré de prétendre que ses conséquences sur les événements d'une période mouvementée font partie de l'histoire de notre Empire et de la part qu'il a prise à une lutte qui affectera pendant des générations la marche de la civilisation.

CHAPITRE XXXVII

1914-1916 — COUP D'ŒIL RETROSPECTIF

Après avoir accepté, des mains du Roi, le poste de Premier Ministre, je m'occupai aussitôt de constituer mon Gouvernement. Comment il fut formé, dans quelles conditions je fus appelé à entreprendre ma tâche, à quels problèmes je dus faire face, et de quelle façon je m'appliquai à les résoudre, telle sera la matière de mon prochain livre.

Dans les pages précédentes, j'ai rassemblé mes souvenirs de la guerre, jusqu'à la fin de 1916. Dans un volume suivant, j'espère continuer mon récit et décrire les événements importants auxquels je fus personnellement mêlé, pendant les deux dernières années du conflit mondial. Mais le mois de décembre 1916 est un point favorable pour une pause dans ma narration, puisqu'il marque, pour des raisons que je vais résumer, la fin d'une époque dans la marche de la guerre. En ce qui me concerne, il est aussi le moment où, après avoir servi l'Etat dans différents postes secondaires, je fus appelé à porter la responsabilité suprême du Gouvernement. J'ai conservé ce fardeau pendant le reste de la guerre et au delà.

Dans l'histoire de la guerre, la fin de 1916 a trouvé la fortune des Alliés à son niveau le plus bas. L'horizon était chargé par la banqueroute évidente de leur straté-

gie et de leur diplomatie, à la fois. Trois des puissances alliées, la Belgique, la Roumanie, la Serbie avaient été complètement terrassées. La quatrième — et l'une des plus grandes, — avait été, pratiquement, mise hors de combat. La Fédération des Puissances centrales, au contraire, était intacte. Les perspectives qui nous attendaient, au moment où je devins Premier Ministre, étaient de nature à abattre un homme ou un groupe d'hommes. Par suite d'une succession de méprises incroyables, nous avions gaspillé, l'un après l'autre, les avantages possédés par les Alliés — en ressources matérielles, en potentiel humain, en occasions stratégiques — si bien que notre force et notre position militaire penchaient du mauvais côté de la balance, quand on les comparait à celles que l'ennemi se flattait de posséder. Notre maîtrise de la mer elle-même était en danger — et ce danger croissait tous les jours.

A l'origine, les Alliés avaient possédé une immense supériorité en effectifs, et des ressources en matériel immédiates ou qu'ils pouvaient acquérir. Nous avions gaspillé les premières, négligé les autres : au moment de la déclaration de guerre en Russie, en France, dans l'Empire britannique, en Serbie, en Roumanie, en Italie et en Belgique, le nombre des hommes en âge de combattre dépassait de plusieurs millions celui des Puissances centrales. Comment nous en étions-nous servis ? Par suite d'une stratégie mauvaise et faute d'avoir su utiliser nos vastes ressources en matériel, nous avions gaspillé ce surplus écrasant de combattants. C'est ainsi que nous avions laissé envahir et anéantir la Serbie. Deux tiers de ses soldats, d'une façon ou d'une autre, avaient été mis hors de combat, et le reste, coupé de son propre territoire, ne pouvait compter ni sur des réserves, ni sur des renforts. Pour les mêmes raisons, la Roumanie partagea le même sort et son armée de 900.000 hommes (avec les réserves) n'entrant plus en compte. La Russie

avait commencé la guerre avec des effectifs presque illimités. Le général Gourko a estimé que jusqu'à la fin de 1916, elle avait appelé sous les drapeaux quatorze millions d'hommes. En octobre 1916, elle en avait encore, d'après Sir William Robertson, environ cinq millions sous les armes, et pouvait disposer de réserves s'élevant à 6.500.000. Le reste avait disparu sur les étals de la guerre, ou bien, prisonniers dans des camps allemands ou autrichiens, ils comblaient les lacunes de la main-d'œuvre ennemie. A la fin de 1916, par suite d'un manque de matériel que la France et l'Angleterre auraient pu fournir aisément, la Russie avait cessé de peser dans les plateaux de la balance. Peu de semaines la séparaient de la révolution qui devait amener, pour la cause des Alliés, la disparition complète de sa valeur militaire. Déjà ses troupes, démoralisées et mécontentes, n'étaient plus capables d'une offensive sérieuse. Au contraire, l'Autriche, qui aurait pu être morcelée et détruite en 1916, avait été si protégée et si fortifiée, qu'elle survivait comme un adversaire formidable, dans la défense et dans l'attaque, et la Turquie avec qui on aurait dû en finir en 1915, nous avait battus en Mésopotamie et en Palestine; et quand ses armées eurent été rééquipées par l'Allemagne, elle devint une puissance militaire plus redoutable qu'en 1914.

Deux fautes, dans des questions décisives, avaient transformé à notre désavantage la situation. La première fut de n'avoir pas compris que c'était une guerre de machines, et d'avoir négligé en conséquence la mobilisation immédiate de nos ressources nationales, pour augmenter le matériel des Alliés. La seconde fut de n'avoir discerné que trop tard le point faible des Puissances centrales, à l'est et au sud-est. C'est ainsi qu'une guerre d'usure fut substituée à une guerre d'intelligence.

Lord Kitchener et Sir William Robertson croyaient dans l'usure comme moyen de victoire. Qu'en est-il résulté? J'ai déjà montré qu'à l'est nous avions ainsi dis-

sipé notre supériorité numérique considérable. Mais à l'ouest que se passait-il?

Les armées de France et de Grande-Bretagne étaient encore puissantes, mais le cours de la guerre accusait à cette date, un énorme gaspillage de notre plus belle jeunesse. Dans les offensives de l'ouest, nous avions perdu trois hommes engagés dans l'action contre deux Allemands. Trois cent mille hommes avaient été immobilisés par les Turcs en Egypte et en Mésopotamie, faute d'initiative ou de matériel, ou faute des deux. Pour les mêmes raisons, près de 400.000 soldats alliés étaient maintenus par les Bulgares dans les plaines enfiévrées de Salonique. En somme, les forces alliées sur lesquelles on pouvait compter pour une campagne énergique dans l'avenir, faisaient face à un ennemi, d'une puissance numérique égale et qui opérait sur des lignes intérieures en occupant les meilleures positions stratégiques: Balkans, Dardanelles, crêtes en France et Belgique. Le jeu stupide et sanglant d'usure avait déjà été gagné par l'Allemagne.

Avec une prodigalité criminelle, nous avions gaspillé la supériorité d'effectifs dont nous avions disposé. Nous avions diminué nos ressources et fortifié celles de l'ennemi en omettant de gagner des alliances, qui eussent été les nôtres si nous l'avions demandé, et en repoussant de l'autre côté, par nos manœuvres, un des alliés possibles. Notre diplomatie avait été une chose timide et nerveuse, effrayée par l'Amérique, trop peureuse pour se saisir de la Grèce, et elle laissa Turcs et Bulgares, entièrement aux avances des Allemands. L'armée n'a pas été aidée par la diplomatie: Sir William Robertson a déploré ce fait indubitable. Une diplomatie hardie, s'appuyant sur une stratégie juste, et sur une action militaire énergique, nous aurait permis, dans les premiers mois de la guerre, de mettre sur pied, aux côtés des Alliés, une grande Confédération balkanique qui aurait

augmenté nos forces combattantes de 1.500.000 hommes. Ayant avec nous la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie, en plus de la Serbie, nous aurions isolé la Turquie et nous l'aurions forcée à faire la paix en 1915 ou au plus tard au commencement de 1916. Avec ces trois forces exerçant une pression sur l'Autriche au sud-est, tandis que l'Italie opérerait vers le sud, nous aurions abattu l'Autriche-Hongrie et forcé l'Allemagne à faire la paix, surtout si, en mobilisant à temps, avec énergie, nos manufactures, nous avions fourni à la Russie les munitions qui eussent rendu son immense armée efficace.

La paix et la victoire auraient pu être les nôtres en 1916 si nous avions adopté un pareil programme. Ceci veut dire qu'au lieu de vouloir percer sur le front ouest, nous nous serions contentés d'y contenir les Allemands; que nous aurions envoyé les soldats, massacrés plus tard en France et dans les Flandres, en de vaines attaques, augmenter les forces de la Confédération Balkanique, pour l'assaut du point le plus faible de la défense ennemie; que nous aurions employé une partie des munitions, tirées en feu d'artifice, en France, à soutenir la Russie et les Etats balkaniques. Je parlai récemment avec un Allemand distingué qui a occupé une position éminente dans le Gouvernement de son pays, pendant la guerre. « C'est précisément ce que nous avons toujours craint que vous fériez », m'a-t-il dit. Rien ne pouvait être plus agréable aux Allemands que de nous voir masser nos forces pour des attaques, dans l'Ouest imprévisible, alors que nous leur permettions de nous manœuvrer complètement, à chaque tournant, dans cet Est si vulnérable pour eux. Nous martelions la cuirasse d'Achille en négligeant son talon. Et cela, nous l'appelions tantôt « frapper aux parties vitales » et tantôt « provoquer l'usure ».

Tel fut le résultat net de la diplomatie et de la stratégie que pratiquèrent les Alliés, deux ans et demi, pen-

dant lesquels ils furent pourvus d'avantages accablants, et soutenus par les efforts et les sacrifices incomparables de leurs peuples.

Telle était la situation quand je fus appelé à assurer la charge de Premier Ministre. Quelques jours après ma nomination, je priai Sir William Robertson de me donner une note sur quelques points relatifs à la guerre, qui avaient attiré particulièrement mon attention et de formuler son opinion sincère sur nos chances de vaincre. Le document qu'il me fournit n'était pas encourageant. On y rencontrait des phrases comme celle-ci. « L'attitude de l'Empire britannique a été jusqu'à présent lamentable. » Ou encore: « Nous contribuons à la guerre plus qu'aucune autre puissance, et nous exerçons sur elle moins de contrôle qu'une autre. »

Un peu plus loin, il disait: « En ce moment, nous commettons véritablement un suicide. » Et encore: « Il nous faut élargir considérablement nos idées sur l'ampleur de la guerre. Nous n'avons pas encore compris la tâche stupéfiante qui nous attend. »

Il prophétisait: « Un effort croissant dans toutes les directions. Cet effort deviendra de plus en plus grand, à mesure que le temps s'écoulera et sûrement nous passerons de mauvaises heures pendant les mois qui vont suivre. » Il disait aussi: « Nous pouvons seulement espérer tout juste de vaincre. Rien de plus. Et pourtant, les choses en Angleterre suivent le même cours, aujourd'hui qu'il y a deux ans. C'est de nous plus que de toute autre puissance que dépend le résultat final et *je ne puis pas avoir la moindre espérance de victoire tant que nous n'aurons pas poussé notre effort jusqu'au maximum.* » Si la nation ne veut pas l'accepter, nous avons des chances de ne pas vaincre.

Il disait plus loin: « Quelques membres du dernier gouvernement ne possédaient aucune vue d'ensemble sur la guerre. Ils vivaient de télégramme en télégramme. »

Il terminait après avoir dit que l'Allemagne, elle aussi, ressentait l'effort causé par la guerre. « Il nous faut apprendre à serrer les dents et à repousser le découragement. *Il nous faut en somme mettre dans notre devoir plus d'esprit, plus d'âme, plus de courage, plus de résolution à vaincre coûte que coûte, et, s'il le faut, à sombrer avec le drapeau déployé. Mais il n'est pas question de sombrer si nous nous montrons braves et résolus et si nous nous tenons fermement au plan précis que nous aurons fait.* »

TABLE DES MATIÈRES DU TOME II

CHAPITRE XVIII LES BALKANS ET LA SOMME

	Pages
L'effondrement à l'Est et les gens de l'Ouest. — L'armée de Salonique sans matériel est par conséquent impuissante. — Une armée trop grande pour être une garnison. — Trop petite pour faire campagne. — Les hésitations de la politique de Joffre. — Un discours cynique. — Résumé de la part que je pris à la discussion. — Futilité d'une offensive mal placée. — Maigres résultats de l'offensive de la Somme. — L'usure, argument faux. — Les ressources de l'Allemagne en hommes sont encore abondantes. — Ma visite au front de la Somme. — La cavalerie attend la percée. — Mort de Raymond Asquith. — Esprits obscurcis par les fumées des batailles. — Les Allemands se tournent contre la Roumanie. — Faiblesse de la Roumanie. — Mon Mémoire au D. M. O. — Les dangers sur le front roumain. — Des mesures pour aider la Roumanie sont réclamées. — Avantages pour l'Allemagne de l'effondrement roumain. — Les pertes des alliés plus lourdes que celles des Allemands sur la Somme.....	5

CHAPITRE XIX L'ŒUVRE DU MINISTÈRE DES MUNITIONS

I. — <i>La conférence d'Artillerie de Boulogne</i>	21
Les vues du War-Office sur la nature de mes fonctions. — Mon refus de reconnaître des conditions modifiées. — Les exigences de la nouvelle façon de faire la guerre. — On décide de se rencontrer avec les généraux du front. — Conférence de Boulogne. — Je vois le général Du Cane. — Ma première question. — Ma seconde question. — Mesures générales pour coordonner la production des munitions. — Problèmes d'artillerie. — Les vues du colonel Walsh. — Inconvenance pendant le jour du repos. — Le général Du Cane élargit ses vues. — Mon « grand programme de canons » d'août 1915. — Le War-Office en est informé. — Son indignation. — Mon refus de retirer mes ordres. — Le mémoire	

	Pages
de Kitchener. — Le War-Office n'a pas d'hommes pour les canons. Discussion dans le cabinet. — Le sort du Comité. — Une lettre du général Sir Ivor Philipps. — Changement d'opinion dans l'année 1916.	
2. — <i>Les usines nationales</i>.....	36
Etendue de la tâche du ministre. — Accroissement du contrôle industriel. — Relations avec les organisations ouvrières. — Développement des nouveaux ateliers. — L'œuvre des sept premiers mois. — Le total obtenu à la fin de la guerre. — Autres usines de munitions. — Ateliers d'obus. — Méthode d'organisation. — Des ateliers de projectiles. — Crédit d'ateliers pour obus et projectiles.	
3. — <i>Le remplissage des obus</i>.....	44
Les productions d'explosifs. L'œuvre de Lord Moulton. — Ateliers d'explosifs. — Obstruction militaire : protestation de Lord Moulton. Gaspillages en T. N. T. — Rivalités entre services. — Lord Lee of Fareham. — Le problème de l'acétone. — L'œuvre du professeur Weizmann. — Il résout le problème. Marrons d'Inde pour acétone. — Origines de la déclaration de Balfour sur la Palestine. — Le remplissage est confiné à Woolwich. — Woolwich incapable d'y suffire : transfert du remplissage au ministère des munitions. — « L'Extrait ». — Nomination de M. Raven à Woolwich. — Etablissement d'ateliers de remplissage. — Les dangers. Courage des ouvrières : jaunisse toxique. — Explosion à Hayes. — Progrès dans les recherches sur les méthodes de remplissage. — Œuvre de Lord Chetwynd. L'atelier de Chilwell est installé. — Méthodes originales à Chilwell. — Hommage rendu à l'œuvre de Sir Eric Geddes.	
4. — <i>Mitrailleuses</i>.....	69
La production en mitrailleuses pendant la première année de guerre. — Rapport du général Baker-Carr sur l'indifférence des militaires. — Geddes va voir lord Kitchener. — Histoire d'une signature. Je révise les estimations de Lord Kitchener. — Plan d'un programme nouveau en fusils mitrailleurs Lewis. — Développement de la mitrailleuse Hotchkiss. — Réduction du prix de revient. — Résumé de l'œuvre accomplie.	
5. — <i>Corps de mitrailleuses</i>.....	79
Le corps est autorisé. — Le War-Office néglige de le développer. — Mon mémoire du 13. 11. 15. — Soutien accordé par le général Sir Archibald Murray. Valeur de l'organisation nouvelle.	
6. — <i>Plans et inventions</i>.....	82
Importance décisive de la mécanique dans la conduite de la guerre. — Les machines plus puissantes que les soldats. — Notre manque de préparation au début de la guerre. — Répu-	

gnance du War-Office à adopter les armes nouvelles. — L'Office des projets à Woolwich est entravé. — La Société Royale nomme un comité d'enquête. — La responsabilité est partagée entre le War-Office et le Ministère des Munitions. — Action du grand quartier général et de l'Amirauté pour favoriser les projets. — Le canon Stokes. — Le Ministère des Munitions attache une importance croissante à l'examen des inventions. — Il prend en mains les recherches sur les tanks qui étaient du ressort de l'Amirauté. — Le département des inventions est organisé au Ministère. Nomination de M^r Moir. — Mon discours à la Chambre 28-7-15. — Duel avec le War-Office. — Arrangement avec Kitchener. — La plainte de M. Moir. — Le War-Office retire ses experts militaires du Ministère des Munitions. — Nouvelle lettre : le colonel Goolds-Adam est retiré. — Retards causés par le contrôle du War-Office sur les projets. — Lettre du général Du Cane. — Le War-Office ne protège pas les troupes. — Ma lettre à M. Asquith. — Transfert des projets au Ministère des Munitions. — L'office de l'*« Ordonnance »* (matériel d'artillerie) est dissous. — Le War-Office livre un dernier combat. — Le mémoire du général Du Cane. — Le War-Office refuse d'exécuter des instructions. — La Lettre du War-Office. — Il cherche encore à garder le contrôle. — Décision finale du Comité de la guerre du Cabinet.

7. — *Tanks* 105

Valeur de l'arme nouvelle. — La part que je pris à son développement. — L'initiative dont fit preuve M. Churchill. — Suggestion du colonel Swinton. — Le Ministère des Munitions entreprend la production des tanks. — Débats sur la *Mère* (un tank) à Hatfield. — Les vues de Kitchener sur les tanks. — Un nid de perdreaux est épargné. — Production et premiers emplois des tanks. — Un usage prématûr serait une faute. — Irrésolution du Conseil de l'armée. — Triomphe final de l'arme nouvelle.

8. — *Résumé de l'œuvre du Ministère des Munitions* 113

Complexité du problème de la production des munitions. — Augmentation de la production d'obus la première année. — Ravitaillement en obus pendant la bataille de la Somme. — Production de mitrailleuses. — Une preuve apportée par les Allemands. — Préparatifs pour augmenter la production. — Critiques dirigées au début contre le Ministère. — Principes qui ont présidé à l'organisation du Ministère.

CHAPITRE XX

LES RELATIONS DES ALLIÉS AVEC L'AMÉRIQUE

Une source de ravitaillement en munitions. — Le problème des neutres en temps de guerre. Attitude des Etats-Unis en face de l'Europe avant la guerre. — Intérêt pris par le colonel House

à la conservation de la paix. — L'opinion en Amérique pendant les premiers mois de la guerre. — Eloignement du conflit. — Ambiguité du côté moral aux yeux des Américains. — Hostilité envers la Russie et la Grande Bretagne. — Intérêt de l'Amérique à rester neutre. — Emotion causée par le blocus britannique. — Perplexités alliées au sujet de l'attitude du Président Wilson. — La dispute sur le cuivre. — Succès de l'action britannique. — Comment l'Allemagne traite les navires neutres. — L'intérêt pris par les Américains à la guerre décroît. — Vues à Middle-West. — L'incident Dacia. — Le blocus allemand sous-marin. Représailles britanniques : vivres et matières premières sont coupés. — Naufrage du *Lusitania*. — Le colonel House conseille la guerre. — Notes du Président Wilson à l'Allemagne. L'œuvre de Lord Robert Cecil dans l'organisation du blocus. — Roosevelt réclame la guerre. — *L'Arabic* est coulé. — Complots germaniques contre les Alliés. — Succès de l'Emprunt Américain pour les Alliés..... 120

CHAPITRE XXI

LES EFFORTS DU PRÉSIDENT WILSON POUR LA PAIX

La lettre de Wilson aux belligérants. — La lettre de M^r T. N. Page, de Rome. — Murmures de paix à la fin de 1915. — Le désir violent de paix du Président Wilson. — La mission de paix du colonel House à Paris et Londres. — Intervention conditionnelle de l'Amérique. — L'attitude de la France. — Vues divisées en Angleterre. — Doutes de Sir John Bradbury. — Pessimisme de M. J. M. Keynes. — Un acrobate de l'économie politique. — Scepticisme à propos de la théorie de Keynes. — M. Keynes dans le rôle du prophète Baxter. — Dîner avec le colonel House. — Mes vues sur la marche à suivre. — Le colonel House accepte les conditions. — Pourquoi la conférence ne fut pas convoquée. Le « probablement » du Président Wilson. — L'entrée en jeu de l'Amérique aurait écourté la guerre. — Les conditions de paix de l'Allemagne. — Une lettre du colonel Roosevelt. — L'Amérique opposée à une politique hardie..... 138

CHAPITRE XXII

LA RÉVOLTE IRLANDAISE

Rôle joué par le problème irlandais dans la guerre. — Menaces de guerre en Irlande pendant l'été de 1914. — Le Home Rule est suspendu pendant la durée de la guerre. — Manque de tact du War-Office. — Les séditions augmentent. — Les difficultés des hommes d'Etat libéraux. — La rébellion de l'Est. — M. Asquith visite l'Irlande. — On me prie de négocier un

Pages

- accord. — Je dois renoncer à mon projet de visite en Russie. — La lettre de M. Asquith qui m'a sauvé la vie. — Les négociations commencent. — Quelques personnalités parmi les chefs irlandais. — Résumé de mes propositions. — L'arrangement est accepté à garder puis détruit. — Le mémoire d'un ministre Tory. — Le manifeste de cinq pairs. — La lettre de Lord Lansdowne. — Le discours de Lord Lansdowne. — La réunion du Carlton Club. — L'arrangement démolî. — Retour au *Statu quo*.....

157

CHAPITRE XXIII

L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONSCRIPTION

On ne songeait pas tout d'abord à une grande armée. — L'aversion anglaise contre la conscription. — Succès initial du recrutement volontaire. — Le recrutement volontaire devient insuffisant. — Difficultés causées par les opinions des partis. — Mon attitude personnelle. — Tentative pour perfectionner le recrutement volontaire. — La réponse « des chefs de famille ». — Lord Haldane prend position en face de la Common-Law (constitutions). — Enregistrement national. — Resultats de l'enregistrement national. — Les résultats du comité de Cabinet en août 1915. — Ma déposition devant ce Comité. — Les vues de T. Runciman. — Les objections financières de M. Kenne. — Lord Kitchener se déclare partisan du service obligatoire. — Questions posées par le comité. — Divisions dans le cabinet. — Projets de Lord Kitchener. — Les soldats du front désirent la conscription. — Le plan Derby. — Des gages sont donnés aux hommes mariés. — Résultats insuffisants du recrutement Derby. Premier pas vers la conscription : les célibataires sont appelés. — Démission de Sir John Simon — Engagements envers le parti ouvrier. — Le second round : protestation des hommes mariés âgés. — Dissensions dans le cabinet. — Effectifs insuffisants. — L'avertissement de Sir William Robertson. — Séances secrètes au Parlement. — Le service militaire obligatoire pour tous prend forme de loi. — Mon discours à la Chambre des Communes sur les principes en jeu. — Part que j'ai prise dans la controverse : lettres de Sir William Robertson. — L'hostilité grandit chez une partie des libéraux. — Mon discours à Conway. — Hommage à M. Asquith. — Enthousiasme en France. — L'œuvre du recrutement volontaire. — Le message du Roi....

171

CHAPITRE XXIV

LA DÉSINTÉGRATION DU PARTI LIBÉRAL

Premiers dissidents en août 1914. — L'hostilité contre la guerre grandit parmi les sectaires politiques. — Mécontentement dans les clubs : je me sens victime d'un ostracisme. — Un message de T. Roosevelt. — L'hostilité des adversaires de la cons-

Pages.

cription prépare un Schisme. — Caractéristiques de M. Mc Kenna. — La guerilla libérale contre la seconde coalition. — Importance tragique de la mort M. P. Illingworth. — La guerre fatale au libéralisme. — Le salut national est plus important que les visées des parties : les conditions d'une coalition honnête. — Mes collègues pendant la guerre.....	199
--	-----

CHAPITRE XXV

LORD KITCHENER : ÉTUDE DE CARACTÈRE

Opinions contradictoires sur sa personne. — Des éclairs de grandeur. — Des idées fixes. — Mépris de la démocratie. — Son opposition aux chapelains non conformistes. — Sa lutte à propos de la division galloise. — Son attitude en face de la division irlandaise. — Les deux drapeaux de l'Irlande. — La malice d'un prisonnier gallois qui se plaint. — Dons d'organisateur. — Vues pénétrantes sur la durée de la guerre. — Valeur immense de son appel personnel au peuple. — Il prévoit exactement la stratégie allemande. — Il est fermé aux développements nouveaux de la guerre. — Déclin de son autorité. — L'angoisse causée par la nouvelle de sa mort.....	210
---	-----

CHAPITRE XXVI

AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Du nouveau sur le destin de Kitchener. — Ma situation ministérielle. — Le War-Office ne m'attire pas. — Un résumé de la situation. — L'impuissance du Secrétaire d'Etat à la Guerre. — Nécessité de mobiliser les capacités civiles. — La méfiance militaire contre le mérite brillant. — L'échec de la stratégie du War-Office. — Le succès du Ministère des Munitions. — Manque de sympathie pour la direction donnée à la guerre. — Projets de former une opposition prévue. — On me persuade de renoncer à l'opposition. — Je prends en main le War-Office. Deux tâches principales : organisation des transports et Mésopotamie. — Le problème russe. — Sir William Robertson prié d'aller en Russie — Ma lettre à M. Asquith du 29. 9. 16. — Sir William Robertson refuse de partir : sa lettre. — Mauvaises nouvelles de Russie. — La fatigue de la guerre augmente. — Effets de la propagande allemande. — Trop tard!.....	220
--	-----

CHAPITRE XXVII

SIR WILLIAM ROBERTSON

Une carrière remarquable. — Habilité administrative. — Premières impressions. — Son mépris pour les étrangers. — Le général « Non! Non! » — Son admiration pour les Allemands.
--

Pages	
— Les défauts du Grand Quartier Général. — Comparaison avec Sir Douglas Haig. — Il n'aime pas discuter. — Son opinion sur le général Lyautey. — Gaîté et humour.....	236

CHAPITRE XXVIII

TRANSPORTS

Les trois M. — L'immense tâche qu'est le transport d'une armée pour le B. E. P. — Le problème des transports à l'Arsenal de Woolwich. — Le problème des transports en France. — Embouteillage dans le transport des munitions. — Mes efforts pour faire inviter Sir Eric Geddes par le Grand Quartier Général anglais. — Ma visite à Sir Douglas Haig. — Sir Eric va en France. — Son amitié avec Haig. — La préparation du programme. — Geddes nommé chef des transports (D. M. R.) au War Office — Il est appelé en France. — Une lettre de Sir Douglas Haig à Geddes — Un échange de lettres avec le Quartier Général. — Fondation de « Geddes burg ». — L'organisation des chantiers de rassemblement. La construction de chemins de fer à voie étroite — L'œuvre de Sir Henry Maibury. — Les coolies chinois. — Hommage de Sir Douglas Haig.....	243
---	-----

CHAPITRE XXIX

LE BOURBIER DE MÉSOPOTAMIE

Raisons de décrire la campagne de Mésopotamie. — Le paradis du casque d'étain. — Histoire de l'expédition. — Prise de Bassora. — Contrôle exercé par l'armée de l'Inde. — L'expédition est renforcée. — Le gouvernement anglais met en garde contre des opérations trop étendues. — Prise de Kout. — L'attaque contre Bagdad est autorisée. — On est repoussé à Ctésiphon. — Chute de Kout. — Je transfère le contrôle des opérations au gouvernement anglais et j'ordonne une enquête. — L'histoire d'une incompétence stupéfiante. — Les conditions en Mésopotamie. — Les exigences d'une compagnie. — Les autorités militaires de l'Inde font mourir de faim l'expédition. — Manque d'artillerie et de munitions. — Insuffisance des transports fluviaux. — Ordres pour les bateaux volontairement brouillés. — Bateaux supplémentaires refusés. — Incompétence de la Marine de l'Inde. — Simla est sans contact avec la réalité. — Une bavue de la routine. — Mauvais aménagements à Bassora. Sir Georges Bachenan complètement gelé. — Effroyable insuffisance des services médicaux. — Incompétence des hôpitaux de l'Inde en temps de paix. — Conditions pires en temps de guerre. — Les blessés laissés sur le champ de bataille. — Pas d'ambulances. — Pas de transports fluviaux pour les blessés et les malades. — Arrivée de blessés à Bassora : une description du major Carter. — Le major Carter menacé, à cause de ses rapports. — L'aide du dehors refusée. — Les découvertes de la commission. — Décep-

tion au sujet des ressources disponibles. — Sir John Cowans entre en fonctions. — Un exemple classique de circonlocutions officielles. — Mes premières impressions sur Cowans. — Son carnet de blanchisseuse. — Un organisateur né. — Ses bureaux donnent un plein rendement. — L'interprète des généraux.....

CHAPITRE XXX LE « KNOCK-OUT »

Cerfs-volant de paix en 1916. — Les propositions de paix de Sir William Robertson. — Forte position des puissances centrales. — Perspectives en France et en Italie. — L'effondrement russe et l'approche de la révolution. — La menace sous-marine grandit. — Tableau des pertes en navires. — L'attitude de la France, un discours de M. Briand. — Les perspectives de l'Allemagne sont moins favorables que sa position. — Bruits de paix lancés par le Président Wilson. — Ma résolution d'aller jusqu'au bout du combat. — Un interview avec M. Roy Howard. — Pas d'intervention de l'intérieur avant la victoire! — Hommage à la France. Effet produit par l'interview. Une lettre du vicomte Grey. — Ma réplique. — Les craintes de Grey démenties par les événements. — Les rapports de Spring-Rice sur l'attitude américaine.....

CHAPITRE XXXI LORD LANSDOWNE RÉCLAME LA PAIX

La paix discutée dans le cabinet Asquith. — Lord Lansdowne ouvre la discussion. — Son mémoire. — Il met en doute la Victoire alliée. — Pessimisme de M. Runciman. — Le problème des vivres. — Le manque de destroyers. — Les effectifs diminuent. — Le coût de la prolongation de la guerre. — On désire faire un inventaire des ressources alliées. — Peu de foi dans le coup du Knock-out. — Danger de troubles politiques en France et en Russie. — Ennuis avec les neutres. — Il ne nous faut pas décourager les mouvements en faveur de la paix. — Objections à mon insistance pour une victoire décisive. — Commentaires du mémoire de Lansdowne par Robertson et Haig. — La contribution du vicomte Grey. — M. Balfour, seul, esquisse les conditions concrètes de la paix. — Le mémoire de Balfour. — Il suppose une victoire alliée. — Il enlève aux puissances centrales les territoires non allemands. — Une nouvelle carte de l'Europe. — Le problème de la Pologne. — Celui du Sleswig-Holstein. — Il ne faut pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne et de l'Autriche. — Napoléon ne réussit pas à briser la Prusse. — Possibilité d'une unité austro-allemande. — Les races slaves sont trop divisées pour menacer l'Europe. — L'Allemagne restera forte. — Nécessité pour les puissances centrales d'un accès à la mer. — Le problème des indemnités. — Les vues de M. Henderson. — Le mémoire de Lord Robert Cecil. — M. Asquith prend

TABLE DES MATIÈRES

489

Pages

parti contre le mouvement en faveur de la paix. — Importance de ces discussions sur la paix. — Le discours de M. Asquith à la Chambre. — Lord Grey contre la paix sans la victoire. — Péril d'une paix indécise. — Pourquoi il était impossible d'ouvrir les négociations.....	313
--	-----

CHAPITRE XXXII

LA SITUATION MILITAIRE A LA FIN DE LA CAMPAGNE DE 1916

Un entretien avec Sir William Robertson. Un résumé de son mémoire. La position sur le front Ouest. — Supériorité de l'ennemi. — Aucun dénouement en vue. — Les effectifs alliés et ennemis. — Une discussion pendant un dîner. Encore un mémoire de Sir William Robertson. — Difficultés de prévoir la durée de la guerre. — Les facteurs du problème qui ne sont pas militaires. — La faiblesse des Alliés. — Leur victoire n'est pas probable avant 1918. — Les mesures à prendre. — Mon rapport au comité de la guerre. — Une conférence entre l'Est et l'Ouest est désirée. — On décide de tenir une conférence à Paris. — Difficultés pour arranger une conférence en Russie. — Télégrammes à Paris. — Conférences politiques et militaires en France. — Mon mémoire sur la situation. — Les perspectives. — Buts de l'offensive sur la Somme. — Verdun. — Nos fautes de stratégie. — Dardanelles. — Serbie. — Roumanie. — Salonique. — Grèce. — Aucun espoir à l'Ouest. — Le front méridional. — Le front oriental. — Le problème de l'usure. — La menace sous-marine. — Les difficultés financières. — Possibilités dans les Balkans. — Proposition d'une conférence tenue à l'Est. Notre visite à Paris. — Briand lacéré par le « Tigre ». — Réception du mémoire. — Asquith et Briand. — Première séance de la conférence de Paris. — Le discours d'introduction de M. Briand : les gouvernements et non les états-majors sont, en dernier lieu, responsables. — Une action combinée, sur tous les fronts, est indispensable. — Valeur de la campagne balkanique. — M. Asquith insiste en faveur d'une conférence en Russie. — L'Italie ne s'engage pas. — L'ambassadeur russe approuve l'idée de la conférence. — Mon plan pour une action rapide. — Il faut fournir à la Russie des munitions. — L'Italie demande l'aide financière. — M. Briand insiste sur la nécessité de mettre en commun les ressources. — La situation en Grèce. — Il ne faut pas reconnaître Venizelos avec trop de hâte. — Les propositions des chefs militaires. — Le second jour de la conférence. — On exagère les effectifs de l'armée de Salonique. — Défaut de transports pour Salonique. — Des ingénieurs italiens pour les routes des Balkans. — Les finances italiennes. — La Pologne. — Cette conférence de Paris fut une farce. — Stupidités de la campagne de 1917. — Les chefs militaires ne tiennent pas compte des vues de leurs gouvernements. — Occasion perdue dans les Balkans. — Une promenade avec Sir Maurice Hankey. — Un petit comité serait nécessaire.....

347

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XXXIII

LE PROBLÈME DU RAVITAILLEMENT

La pénurie en vivres devient sérieuse. — Nos propositions pour un effort national bien combiné. — La menace sous-marine grandit. — L'avenir du ravitaillement paraît sombre. — On propose de fonder un bureau central pour les vivres. — Mon mémoire. — On propose un contrôleur aux vivres. — Discussion au comité de la guerre le 13.11.16. — Le comité approuve en principe le contrôleur. — Nouveaux avertissements sur le danger sous-marin. Avertissements à la commission du blé. — Il n'y a pas de steamer pour apporter en Angleterre les céréales. — Le gouvernement de coalition ne fait rien.....

Pages.

407

CHAPITRE XXXIV

LE CABINET DE L'INDÉCISION

Une situation de cauchemar. — Comment on ruse et bavarde autour des problèmes. — Les bateaux. — La crise russe. — Les aéroplanes. — Le mémoire de M. Montagne. — Conflit dans le cabinet. — Bavardeages.....

415

CHAPITRE XXXV

LA CRISE : Décembre 1916

Nécessité de coordonner les efforts des Alliés. — Toutes les questions vitales sont laissées aux différents ressorts. La coopération de Bonar Law et de Carson est indispensable. — L'opinion de Sir Edward Carson sur M. Asquith. — Le compte-rendu de Lord Beaverbrook. — Le problème du principat. — Vues de Carson et de Bonar Law. — Mon mémoire au premier ministre. — Réponse de M. Asquith. — La réponse n'est pas satisfaisante. — J'en appelle à M. Bonar Law. — Un entretien avec M. Asquith. — Sa seconde lettre. Son dépit à cause d'un article du *Times*. — J'accepte sa proposition. — Il me refuse un entretien. — On m'exclut d'une réunion des ministres libéraux. — M. Asquith résille notre accord. — Un manquement de parole. — Ma lettre de démission. — Suite de notre correspondance. — Démission de M. Asquith. — M. Bonar Law insiste pour que M. Balfour devienne premier ministre. — M. Asquith refuse de faire partie d'un ministère Balfour. — J'accepte de former un gouvernement. — Attitude des chefs conservateurs. — M. Balfour soutient ma politique. — Il accepte un portefeuille de mon ministère. — Scission avec les chefs libéraux. — Mon cas n'a jamais été porté devant le parti. — L'aide de Lord Fitz Alan. — Les préoccupations du nouveau gouvernement. — Une campagne tendancieuse. — L'exposé partial de M. Asquith. — Un discours sans sincérité de M. Runciman.....

421

CHAPITRE XXXVI

QUELQUES ESQUISSES DE PERSONNALITÉS

	Pages.
1. — <i>M. Asquith</i>	447
Le tempérament d'un juge. — Grands dons intellectuels. — Judicieux mais non constructif. — Un grand ministre de temps de paix. — Part de l'homme politique dans la guerre. — Les qualités requises en temps de guerre pour un homme d'Etat. — Déclin de la vigueur de M. Asquith.	
2. — <i>Lord Haldane</i>	451
Le meilleur ministre de la guerre depuis Cardwell. — Fausse réputation d'intrigant. — Derniers souvenirs.	
3. — <i>Lord Balfour</i>	453
Sa réputation comme secrétaire d'Irlande. — La bataille autour de la loi sur l'Education. — Indécision dans la réforme douanière. — Un homme d'Etat émérite. — Son habilité à poser les deux côtés d'un problème. — Balfour et Clemenceau. — Sa capacité de décision. — Sans peur mais sans volonté comme lord de l'Amirauté. — Un bon ministre des Affaires Etrangères.	
4. — <i>Sir Edward Carson</i>	459
Un grand avocat. — Son attitude hostile envers M. Asquith. — Il est opposé à l'aventure des Dardanelles. — Contre le gouvernement. — Valeur de son esprit critique.	
5. — <i>M. Bonar Law</i>	462
Les amitiés dans la politique. — L'œuvre des semeurs de discorde. — Ressemblances dans nos expériences de jeunesse. — Bonar Law et Asquith. — « Un huissier de Glasgow ». — Ils parlaient des langues différentes. — Le pessimisme de Bonar Law. — Sa valeur comme critique démolisseur. — Son courage. Sa répugnance à se décider. — Son amitié avec Lord Beaverbrook — Deuils tragiques. — Pas de goût pour la musique. — « J'aime le bridge » — Un esclave de sa pipe. — Son amour de la tranquillité.	

CHAPITRE XXXVII

1914-1916. COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

La fin d'une époque. — La supériorité des Alliés est détruite. Gaspillage d'effectifs. — Ce que craignaient les Allemands. — Les vues de Sir William Robertson sur la situation à la fin de 1916.

473

VERIFICAT
2017

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 18 FÉVRIER 1935
PAR FIRMIN-DIDOT AU
MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (FRANCE)